

**Pepita VILLANUEVA**

**LE NATIONALISME VALENCIEN AU  
DÉBUT DU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE  
CENT ANS DE PANCATALANISME 1906-2006**

**Volume 3**

Thèse présentée et soutenue publiquement le 3 juillet 2017  
en vue de l'obtention du doctorat de Langues, littératures et civilisations  
romanes: Espagnol  
de l'Université Paris Nanterre

sous la direction de Mme Marie-Claude CHAPUT

Jury :

Rapporteur:	Mme. Marie-Soledad RODRÍGUEZ	MCF habilitée - Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3
Rapporteur:	Mr. Julio PÉREZ SERRANO	Profesor titular - Universidad de Cádiz
Membre jury:	du Mme Marie-Claude Chaput	Professeure émérite - Université Paris Nanterre, Directrice de la thèse
Président:	Mme. Mercè Pujol Berché	Professeure Université Paris Nanterre

## VOLUME 3

## **Quatrième partie**

### **L'ANTIFRANQUISME SCELLE LA "COMMUNION" AVEC LE PANCATALANISME**

## Introduction de la quatrième partie

Dans la partie antérieure nous avons expliqué comment nous construisons notre raisonnement pour soutenir l'affirmation principale de notre thèse qui est que - dans sa conception intrinsèque -, le nationalisme valencien n'existe pas, et n'a jamais vraiment existé. Selon cette perspective, nous venons de démontrer que ce qui s'est adopté et baptisé avec la dénomination de valencianisme, au début du XXe siècle n'est pas autre chose qu'une extension du catalanisme. Il ne faut pas perdre de vue qu'à l'instar des autres nationalismes expansionnistes du premier tiers du XXe siècle, les catalanistes aspirent à agrandir leur territoire, c'est pourquoi ils prétendent faire de la région valencienne une partie intégrante de la nation catalane ("la Grande Catalogne")<sup>1</sup>, sous prétexte que la langue valencienne serait, selon eux, non pas une langue sœur mais une langue dérivée du catalan. Nous avons vu qu'à l'intérieur de l'Espagne, ce phénomène expansionniste n'apparaît que là où l'opposition au nationalisme espagnol s'exacerbe, et ceci s'explique comme nous l'avons dit par la circonstance que l'Espagne en tant que pays, a échoué dans sa tentative industrielle. Ceci met en évidence non seulement un retard économique, mais un décalage sociologique par rapport aux autres nations européennes qui, économiquement ont alors pris la tête du développement technologique et social. Outre la réorganisation des structures sociales (exode rural, associations patronales et ouvrières, formation d'une classe bourgeoise beaucoup plus influente), l'industrialisation a provoqué un processus de capitalisation sans précédent à l'intérieur de ces économies (création d'importantes banques qui investissent sur leur propre territoire et aussi à l'étranger, notamment la banque française, anglaise et belge liée à la famille Rothschild). Néanmoins celles-ci se voient confrontées à une dynamique de concurrence commerciale qui favorise particulièrement la montée du sentiment nationaliste, au

---

<sup>1</sup> À noter, qu'au XIXe siècle et encore au début du XXe, on attachait de l'importance aux dimensions géographiques d'une nation ; celle-ci devait occuper une extension suffisamment ample pour assurer un développement économique viable. Hobsbawm rapporte les théories en vigueur à l'époque, notamment celles de Friedrich List et Arthur Griffith, voir ses explications dans *Naciones y nacionalismo desde 1780 ...*, op. cit., p.34-53.

point de contaminer le domaine politique d'une manière radicale. La Belgique est un exemple intéressant qui sert de contrepoint à l'Espagne. En tant que pays de récente création, elle vit grâce à l'industrialisation son processus de nationalisation à une vitesse record, arrivant à élever un empire qui atteint son apogée entre 1919 et 1931, au moment même où l'Espagne échoue piteusement dans sa dernière tentative impérialiste dans le nord de l'Afrique (*Desastre de Annual* : 1921). Précisément c'est là le moment où seulement deux régions espagnoles, la catalane et la basque sont parvenues à consolider leur décollage industriel, et cette circonstance exceptionnelle va de pair avec la remise en cause ouverte et catégorique qui se fait du concept de nation espagnole, grâce au soutien des bourgeoisies industrielles respectives. En effet, aux différences culturelles viennent s'ajouter des différences économiques et sociologiques. Or il faut comprendre que sur ces territoires a prospéré tout particulièrement cette partie de la bourgeoisie qui a su profiter des avantages apportés par une élite traditionnelle - capitaux rapatriés des colonies par exemple - et aussi exploiter une tradition commerciale encouragée par un contexte favorable (un excellent port et de nombreux fleuves dans la région catalane et d'importantes mines de fer en Biscaye à proximité du port). Cette bourgeoisie locale se sent alors capable de créer ses propres entreprises, et aussi de définir ses propres projets. D'où ses efforts pour former une nouvelle élite intellectuelle chargée d'inculquer ses idées neuves au peuple, et assurer ainsi ses chances de conquérir le pouvoir politique grâce au grand acquis républicain que représente le suffrage universel. L'objectif commun de ces deux bourgeoisies passe par un éloignement systématique du centre traditionnel madrilène, assimilé à un anachronisme historique et surtout à une tyrannie. Ces nationalismes locaux et géographiquement périphériques, prétendent alors se donner un bain de légitimité à la suite des décisions prises en Europe après la fin de la Première Guerre mondiale. En effet l'initiative de Woodrow Wilson de réorganiser la majorité de l'Europe de l'Est, notamment les Balkans, en fonction de l'idée d'État-nation, semble en apparence un argument très logique, mais selon Eric Hobsbawm cela répondait davantage à un mouvement stratégique de protection contre le bolchévisme, précisant que : "Lo que parecía capaz de movilizar a las masas en 1917-1918 era la revolución social y no la autoderterminación nacional"<sup>2</sup>. Raison pour

---

<sup>2</sup> Eric Hobsbawm : *Naciones y Nacionalismo desde 1780...*, op. cit, p. 141.

laquelle les alliés ont préféré jouer "la carte 'wilsonnienne' contre la carte 'bolchévique'"<sup>3</sup>. Et précisons que ce que venait de vivre le reste de l'Europe n'avait rien à voir avec la situation espagnole. Pendant la Grande Guerre, l'Espagne était restée un pays neutre, et c'était justement ces régions espagnoles qui à présent se déclaraient opprimées, qui avaient, économiquement été les plus avantagées par les effets du conflit européen. N'oublions pas que le bilan général de cette confrontation armée sans précédent est particulièrement dramatique. Selon les estimations prudentes de Sidney Pollard,<sup>4</sup> il faut parler de l'ordre de 50 à 60 millions de pertes en vies humaines, sans compter les pertes matérielles qui sont encore plus difficiles à calculer. C'est pourquoi la non participation de l'Espagne à la Première Guerre mondiale est aussi la preuve de son décalage politique et surtout commercial par rapport aux autres pays concernés. Et l'Espagne continuerait d'ailleurs de rester en marge, du fait qu'elle n'aurait pas été à même de profiter de la conjoncture pour parfaire son industrialisation. Manifestement sa classe dirigeante démontrait, comme à l'époque de l'entrée de l'or américain - qui ne restait guère dans les caisses du pays -, qu'elle manquait de vision commerciale à long terme, reproduisant les erreurs de ces anciennes périodes où elle avait contribué à l'essor économique du nord de l'Europe, grâce à l'achat de produit manufacturés. Tout cela n'empêcherait pas que l'Espagne reçoive d'une manière indirecte les courants idéologiques dominants en Europe, à travers ces régions qui économiquement, sociologiquement et même géographiquement étaient plus proches des pays voisins, du Nord. Et si, la guerre avait été l'aboutissement militaire d'un conflit, encouragé par un protectionnisme commercial élevé à sa catégorie maximale, et éperonné par un nationalisme exacerbé, l'entre-deux guerres ne le serait pas moins ; comme explique Sidney Pollard : "Ahora el enemigo no era la opresión nacional : eran las demás naciones"<sup>5</sup>. Et il met bien en évidence les conséquences de cette dynamique :

Las unidades políticas que ahora se habían convertido en decisivas estaban imbuidas de un fuerte espíritu de nacionalismo. Las potencias victoriosas, junto con algunos países neutrales y con Alemania, habían sido estados nacionales incluso antes de la guerra, y el establecimiento de la paz, nominalmente basada en los catorce puntos del presidente Woodrow Wilson, que había pedido una Europa organizada en naciones, intentó reconstruir el resto de Europa sobre

---

<sup>3</sup> *Ibidem*.

<sup>4</sup> Sidney Pollard : *La conquista pacífica. La industrialización de Europa: 1769-1970...*, op. cit., p.330.

<sup>5</sup> *Ibidem*, p.328.

los mismos principios. Sin embargo, el nacionalismo que ahora dominaba no era el nacionalismo democrático de la Revolución Francesa, enfrentando al pueblo con los gobernantes dinásticos no representativos como parte de un movimiento supranacional de liberación.<sup>6</sup>

Ces explications sont importantes car elles nous renvoient à une réflexion que nous nous verrons obligée d'approfondir tout au long de notre étude : le rôle de la gauche en général par rapport au débat du nationalisme, celui de la gauche espagnole, et tout particulièrement le rôle de la gauche valencienne. La gauche en général a montré des ambiguïtés et même des incohérences que l'on peut qualifier souvent de grossières, voir l'exemple de la Russie en 1917 ; on y parlait de révolution prolétarienne quand bien même la Russie n'était qu'un pays faiblement industrialisé, ce sont finalement les paysans qui ont assumé le rôle de prolétaire. Avec cette amnésie presque constante sur les principes fondamentaux qui servirent de base idéologique à la déclaration universelle des droits de l'homme, l'Europe du XXe siècle a fini par laisser triompher cette consigne latente pendant plus d'un siècle, produite par les romantiques allemands, qui est que l'identité est plus importante que la liberté, et surtout l'égalité, ce qui est un faux débat lorsqu'on le pose en termes dialectiques. Tant que les économies ont été dans une concurrence féroce, s'est consolidée une tendance dominante dans la société moderne : penser que le plus grand ennemi de la nation n'est pas l'élite traditionnelle ou la bourgeoisie ascendante, mais l'étranger. Cette consigne transposée à l'Espagne, en particulier en Catalogne et au Pays Basque, aidait à assimiler le message essentiel que la bourgeoisie souhaitait transmettre au peuple : le pouvoir castillan non seulement est un pouvoir injuste et oppressif, c'est un pouvoir fondamentalement étranger, et qui pour cela n'a pas lieu d'exercer son action. Anne-Marie Thiesse insiste sur la nécessité de désigner un ennemi de la nation pour que celle-ci prenne mieux conscience d'elle-même. Nous avons déjà vu comment Prat de la Riba présentait le décret de *Nueva Planta* de 1715 (nouvelle législation qui abolit les anciennes lois locales : *fueros*) comme les conséquences d'une défaite militaire qui aurait pratiquement confronté deux États étrangers (la Castille et la Catalogne), sans mettre suffisamment en valeur le fait que cette guerre fut en réalité un conflit de dimension internationale qui opposaient la France et l'Espagne à une grande coalition (les Provinces Unies, l'Angleterre, le Portugal, le Duché de Savoie, et l'Autriche). Et il

---

<sup>6</sup> *Ibidem*.

faut dire aussi que la société civile était divisée ; à Valence les partisans de l'archiduc Charles étaient désignés par le nom de "maulets"<sup>7</sup>, tandis que les partisans du roi Philippe V étaient appelés les "botiflers"<sup>8</sup>. Au Pays Basque, le leader nationaliste Sabino Arana assimilait la date de 1876, - perte des anciens fueros - à une déchéance de la souveraineté nationale basque. Un tel raisonnement permettait de détourner tout le ressentiment, ou toute la haine populaire nourrie par les injustices sociales<sup>9</sup> vers la capitale espagnole, sommet bien visible de toute la pyramide sociale. La consolidation dans les mentalités populaires d'une pareille prémisse ouvrait la porte aux rêves d'expansion territoriale en base à des principes d'irrédentisme, automatiquement investis de justice, et associés à une aspiration de légitimité ; le tout interprété en clé de libération nationale. N'oublions pas que des précédents comme le cas de l'Autriche qui se déclarait allemande en 1938 à la suite d'un référendum organisé (l'Anschluss<sup>10</sup>) permettaient de fonder des espoirs. Les Catalans et les Basques n'ont cessé depuis lors de donner à la langue un poids déterminant et surtout déterministe, malgré toutes les complexités linguistiques existantes dans cette matière. Nous venons de le voir pour les Catalans, mais pour les Basques elles existent également, et présentent davantage de difficultés.

Nous avons pu constater que le catalanisme ne prend vraiment racine à Valence, qu'à partir du moment où les difficultés économiques sèment l'alarme parmi la bourgeoisie. Le retour de la prospérité après la Première Guerre Mondiale module cette contestation, néanmoins comme nous avons pu constater dans la partie antérieure, un secteur de la bourgeoisie valencienne, admiratrice du nouveau pouvoir

---

<sup>7</sup> Ce mot semble d'origine arabe: "maula", qui selon Doménech Palau, Amparo: *La Guerra de Successió. Bétera un poble per a tots*. (Traduction de Adrián Aguilera, Antonio) signifierait "esclave". D'après le *Diccionario Histórico de la Comunidad Valenciana* (Edition Levante, Valencia, p. 517), ce mot signifierait une chose inutile et méprisabe.

<sup>8</sup> Ce mot semble être une adaptation de l'expression anglaise "beauty flower" pour se référer à la fleur de lys, symbole de la monarchie française, et de la dynastie des Bourbons.

<sup>9</sup> La Catalogne au coeur du mouvement social dès le XIXe siècle, voir : *El movimiento obrero en España, ss.XIX-XX* sur : [https://www.academia.edu/6983028/El\\_movimiento\\_obrero\\_en\\_Espa%C3%B1a\\_ss.\\_XIX-XX\\_Pdf\\_de\\_Bonnefoy\\_www.tdx.cat/bitstream/handle/10803/285135/jcmb1de1.pdf?sequence...](https://www.academia.edu/6983028/El_movimiento_obrero_en_Espa%C3%B1a_ss._XIX-XX_Pdf_de_Bonnefoy_www.tdx.cat/bitstream/handle/10803/285135/jcmb1de1.pdf?sequence...) parmi d'autres.

<sup>10</sup> Il existe des précédents historiques : depuis le XIXe siècle des voix plaident pour l'unification de tous les peuples germanophones, exemple la déclaration du Parlement de Francfort en 1848, puis le projet d'union douanière dit "Plan Schober-Curtius" en 1931. Malgré tout l'Anschluss est le résultat d'un coup d'État (11/03/1938), qui installe le pouvoir d'Adolf Hitler en Autriche jusqu'en 1945.

économique et politique de la société catalane, est réceptif au message de Prat<sup>11</sup> qui prêche ouvertement l'expansionnisme catalan, sous la forme d'une fédération. D'une manière très simpliste - au nom d'intérêts culturels communs -, cette bourgeoisie est alors amplement disposée à faire équipe avec Barcelone plutôt qu'avec Madrid. Nous avons vu que l'inconsistance idéologique du valencianisme est manifeste à partir du moment où celui-ci, ne se conçoit que comme partie intégrante d'un ensemble pluriel, ou bien, comme périphérie d'un autre centre politique, qui situe la langue valencienne comme une modalité du catalan. Pourtant voilà un fait qui placé en perspective historique semble illogique si l'on tient compte que le catalan est alors une langue, dont les règles viennent à peine d'être définies (1932), face au valencien qui avait été considéré et traité comme une langue littéraire au XVe siècle. Nous avons vu dans la première partie de notre étude qu'à cette époque, les auteurs catalans eux-mêmes suivaient les normes valenciennes<sup>12</sup>. Nous avons aussi décrit dans quel contexte d'ambiguïté avaient été signées les *Bases de Castellón*, qui en général restaient ignorées par le grand public. Le contraste entre le catalanisme et le valencianisme ne fait alors que se renforcer à partir du moment où le premier se singularise, là où le second s'assimile. En effet, en 1934, le catalanisme coupe ses amarres avec la langue occitane pour se conférer une originalité culturelle et surtout identitaire ; le valencianisme de son côté - en particulier celui qui se veut progressiste - salue chaleureusement la déclaration de "catalanité" des Valenciens. Loin de contempler la déclaration anti-occitaniste comme l'expression du désir expansionniste catalan, elle la conçoit davantage comme le prélude d'une libération nationale, et l'aubaine pour la culture valencienne de retrouver son giron maternel. Or nous avons vu que cette idéologie radicale est tout à fait minoritaire dans la société valencienne, qui en 1934 décline une quelconque représentation parlementaire à ces thèses. En fait la déclaration anti-occitaniste a provoqué une certaine débandade silencieuse chez les valencianistes conservateurs, seule une minorité qui se revendique de gauche, proche d'*Esquerra Republicana de Catalunya*, maintient ouvertement son engagement

---

<sup>11</sup> <https://recherche.univ-lyon2.fr/grimh/ressources/nacionalismos/cataluna/1906prat.htm> et dans la *Revista Arbil* n° 89 César Alcalá : "Prat de la Riba y la Lliga Regionalista. Sobre los orígenes del catalanismo político" : <http://www.arbil.org/89prat.htm>

<sup>12</sup> "La littérature catalane. La féodalité et ses formes d'expression" sur Universalis.fr <http://www.universalis.fr/encyclopedie/catalogne/6-la-litterature-catalane/>

d'union au projet catalaniste, et c'est fondamentalement cette version du valencianisme qui survivra, encouragée par le totalitarisme franquiste, et par la soi-disant réflexion novatrice de Joan Fuster sur l'histoire valencienne.

Le franquisme avec son coup d'État, sa cruauté et ses abus de toutes sortes devient alors un argument idéal pour les nationalistes qui arrivent facilement à mettre tous les Espagnols sur le même plan ; pourtant les républicains, ou globalement les non franquistes ont souffert pareillement des terribles représailles du régime. Le fait est que si au niveau du discours et de la répression, aussi bien idéologique que physique, le régime franquiste s'est montré implacable envers les nationalistes catalans et basques, au niveau des grandes décisions économiques il a été obligé de tempérer sa hargne, car il est devenu rapidement dépendant d'une réalité où ces deux régions, la catalane et la basque, étaient les mieux préparées pour reconstruire le pays. Ceci explique comment la Catalogne a très tôt repris une avance économique stratégique au niveau national qu'elle a su conserver et même par la suite agrandir. Et à l'intérieur de cette conjoncture, silencieux ou clandestin le catalanisme n'a jamais cessé d'exister. En fait il n'en était pas à la première dictature, celle de Primo de Rivera n'était pas si loin ; face à une nouvelle Europe en paix et démocratique tôt ou tard le franquisme verrait aussi sa fin. Il était seulement question de préparer ce futur retour à un système de liberté, et la construction du projet européen allait être une priorité des catalanistes dans la politique internationale, et nous verrons pourquoi. De son côté la Valence républicaine avait aussi beaucoup souffert, mais la particularité, face à la Catalogne, était que les idées valencianistes ne se concevaient plus que comme progressistes et républicaines. Ceci obligea les quelques valencianistes décidés à conserver la flamme sacrée de la cause à se réfugier sous l'aile protectrice de la traditionnelle association de *Lo Rat-Penat*. Des auteurs comme Xavier Casp ou Miquel Adlert tentèrent de réorganiser *Acció Valenciana*, sans succès reconnaît A. Geniola<sup>13</sup>, et pour cause la bourgeoisie valencienne avait cessé d'appuyer les idées catalanistes, puisque la déclaration anti-occitaniste, avait ôté toute intention de pluralité au projet

---

<sup>13</sup> Andrea Geniola : "'Es tan sano el regionalismo valenciano'. Regionalisme i anticatalanisme al País Valencià durant el franquisme (1962-1977)", p. 637. *De país a comunitat. Valencianisme polític i regionalisme*. Afers Fulls de recerca i pensament. N° 79. Coordination Vicent Flor. Editorial Afers, Catarroja (Valence), 2014.

de Prat. Mais la différence entre le valencianisme et le catalanisme était à nouveau éclatante. Si le catalanisme avait tenté d'engendrer un sentiment nationaliste excluant, autant par rapport à la nation espagnole que par rapport à la culture occitane, le régionalisme valencien en échange restait dans sa grosse majorité un sentiment fidèle à la nation espagnole, comme en témoigne le rôle du parti *Derecha Regional Valenciana* (DRV), ce qui permit que le Centre de Culture Valencienne (CCV) ait pu, très tôt, après la guerre, être ré-ouvert (1939), et que l'association *Lo Rat-Penat* ait pu continuer à être le sanctuaire de la tradition et de la culture valenciennes. Ceci explique pourquoi de nombreux valencianistes, comme Xavier Casp, Miquel Adlert ou Joan Fuster plus tard, aient pu être membres de cette association, même si postérieurement ils se sont affrontés en tant qu'adversaires idéologiques, dans ce que l'on désignerait quelques années plus tard, la "Bataille de Valence".

Nous allons voir que cette bataille qui n'a pas pu éclater en 1932 - vu l'ignorance populaire quant à la signature des *Bases de Castellón* -, devait fatalement le faire en 1978, lorsque les thèses fustériennes, soutenues par un parti socialiste à l'échelle nationale (PSOE) ambigu, étaient sur le point d'investir la région valencienne de symboles radicalement catalans. Tous les auteurs, professeurs, écrivains ou journalistes qui traitent le sujet de la "Bataille de Valence", encadrent toujours ce conflit identitaire dans des années restreintes, au moment précis où celui-ci éclate d'une manière violente. Par exemple Borja Ribera, professeur à l'université de Valence dans son article : "La violència anticatalanista a València. Des de la mort de Franco fins a l'aprovació de l'Estatut, (1976 - 1982)"<sup>14</sup> (La violence anticatalaniste à Valence. Depuis la mort de Franco jusqu'à l'approbation du Statut 1976 - 1982), considère que l'on peut diviser ces événements en trois périodes : celle de la gestation (1975-1977), celle des premiers grands tumultes en 1978, sous la présidence du Conseil pré-autonomique, du socialiste Albiñana (1978), et la dernière phase, la deuxième année de présidence d'Albiñana (1979). Avec peut-être un épilogue, qui serait le gouvernement transitoire de droite, jusqu'aux élections valenciennes à la *Generalitat* en 1982; celles-ci redonnèrent le pouvoir local au parti socialiste. De notre côté nous considérons que cette approche du sujet est beaucoup trop superficielle, car selon

---

<sup>14</sup>Borja Ribera: "La violència anticatalanista a València. Des de la mort de Franco fins a l'aprovació de l'Estatut (1976-1982)" dans : *De país a comunitat. Valencianisme polític i regionalisme...*, op. cit.

l'analyse que nous menons, les germes de cette bataille se trouvent non pas en 1975 mais une cinquantaine d'années avant, lorsqu'en 1932 un groupe important de personnalités, qui considère représenter la société valencienne, décide de signer les *Bases de Castellón*. Elles donnaient au valencien une norme formelle, sans toutefois - nous l'avons vu plus haut - le manifester clairement. D'une manière non avouée, on recommandait d'uniformiser l'orthographe valencienne sur le modèle fourni par l'Institut d'Études Catalanes, mais sans faire figurer expressément le nom "Institut des Études Catalanes". L'ambiguïté ayant été calculée et préméditée, elle a fini par permettre de bâtir des bases pseudo-scientifiques sur lesquelles le pancatalanisme pouvait s'appuyer, vu le rôle privilégié qui est dévolu à la langue. Bien que ces bases aient été provisoires Joan Fuster, ancien franquiste, reconverti au valencianisme, se chargeait en 1962, de prononcer une affirmation catégorique sur la catalanité des Valenciens. Il franchissait ainsi un pas de plus, que les valencianistes d'avant-guerre, qui s'étaient seulement limités à reconnaître qu'ils partageaient une langue presque commune. Malgré le caractère provisoire concédé aux *Bases de Castellón*, Fuster comptait sur le rejet que pouvait susciter le régime franquiste pour consolider l'idée que la nationalité des Valenciens n'était pas la nationalité espagnole, mais la "nationalité catalane". Pour convaincre la société valencienne il était nécessaire de disposer du soutien de personnalités de prestige, en l'occurrence de membres de l'université. Le premier maillon de cette chaîne serait le philologue Manuel Sanchis Guarner, qui rappelons-le, avait présenté en 1934 son livre : *La llengua dels Valencians*. Il aurait aussi à ses côtés les professeurs catalanistes présents à l'université de Valence comme Miquel Tarradell i Mateu (professeur à partir de 1956) et Joan Reglá i Campistol (professeur à partir de 1959). Mais ceux-ci travailleraient dans les coulisses, c'est pourquoi d'une manière générale, pour la société valencienne, c'est le tandem Fuster- Sanchis Guarner qui a représenté l'axe principal de cette nouvelle manière de comprendre le valencianisme. Ceci explique aussi pourquoi ils furent considérés des traîtres à leur terre, pendant "la Bataille de Valence", étant l'objets d'insultes, de menaces et même d'attentats. Mais le grand stratège de la théorie des "Pays catalans" à Valence a été incontestablement Joan Fuster, qui dans la défense de sa foi catalaniste a suivi le même patron que suivaient les jésuites vis-à-vis du Pape : une dévotion et une soumission absolue. Nous allons voir que le début de cette campagne

catalaniste est parfaitement identifiable ; elle a commencé exactement l'année 1962, une année qui marquait pareillement le retour général de la contestation populaire dans différents points de la géographie espagnole. Les trois livres publiés cette année par Joan Fuster, ne pouvaient en aucun cas être un hasard. Ce sont : *Nosaltres els valencians* (janvier-février 1962, édition "Edicions 62, S. A." Barcelone), *El País Valencià* (1962 - Édition : "Ediciones Destino", Barcelone) et *Qüestió de noms* (1962 - édition : "Edicions d'aportació Catalana", Barcelone). Les trois étaient d'ailleurs édités à Barcelone, et jamais personne ne s'est demandé avec quel argent. Notre thèse est toujours la même, et nous soutenons que ce retour du catalanisme à Valence est à mettre en relation avec les circonstances économiques qui sont propres à l'Espagne, y compris à l'Espagne franquiste et postfranquiste, où les déséquilibres territoriaux se perpétuaient. En effet les flux de populations émigrées démontrent amplement où croissait la prospérité économique espagnole, et où persistait la pauvreté endémique.

Si l'on observe l'Espagne de cette époque, au début des années soixante, on comprend qu'il s'agissait d'un moment important, puisqu'elles signifiaient une phase de transition réussie par rapport aux années antérieures. En 1958, le régime franquiste enfermé dans son ostracisme politique et économique s'était vu pratiquement aux abois, en passe littéralement de faire faillite quant à sa balance de commerce extérieur ; et finalement obligé de commencer à ouvrir ses frontières pour pouvoir survivre. La "Guerre Froide", et la phobie des Américains vis-à-vis des communistes avaient fait de Franco un allié intéressant pour ce pays, en raison de la position stratégique de la Péninsule. L'accord hispano-américain de 1953 avait donné le droit aux États-Unis d'établir quatre bases militaires aériennes (Zaragoza, Rota, Morón, Torrejón) pour contrer une hypothétique attaque soviétique. En échange le régime franquiste avait reçu de l'argent, des machines et même des denrées alimentaires pour palier le rationnement et les carences dont souffrait la population espagnole. L'année 1962 était une année importante où l'ouverture à l'extérieur et les premières mesures du plan de stabilisation auguraient un horizon plus optimiste, et la Catalogne, région la plus industrialisée du pays avait déjà montré qu'elle était bien placée sur l'échiquier économique. Le fait que la seule fabrique de voitures espagnoles *SEAT (Sociedad Española de Automóviles de Turismo)* se soit installée à Barcelone en 1950, était déjà

une grande différence en comparaison avec les autres villes. Avec la réorganisation de l'économie, le catalanisme remettrait peu à peu à l'heure du jour ses projets expansionnistes ; la certitude que le franquisme devait finalement voir sa fin proche se consolidait face à une Europe qui avait entrepris un projet intégrateur, et qui n'admettait pas en son sein des pays au régime totalitaire. Le projet expansionniste devait se préparer, et cette fois, non pas sur les bases du projet de Prat de la Riba, mais sur celles du manifeste anti-occitaniste ; c'est-à-dire le catalan étant une langue historique d'où dérivent le valencien et le majorquin, avec un message essentiel : là où existe la langue catalane, existe la nation catalane. Il fallait recommencer à inculquer l'idées des "Pays catalans", suivant le *modus operandi* consacré, et ceci signifiait qu'il n'était pas question que des Catalans aillent à Valence, prêcher publiquement le catalanisme ; la stratégie maîtresse était toujours de convaincre ceux qui étaient favorables au projet des "Pays catalans", pour qu'ils deviennent des défenseurs de la cause *in situ*, et en assument le prosélytisme. Malgré le fait que Joan Fuster n'était pas encore une personne particulièrement significative dans le panorama intellectuel valencien en 1962, il s'était suffisamment mis en évidence dans les milieux catalanistes pour se présenter comme un candidat idéal, étant donné sa revendication réitérative de vouloir que les Valenciens soient considérés comme des Catalans à part entière. Par ailleurs, ses qualités littéraires évidentes, et son amour pour la poésie catalane<sup>15</sup> révélaient un potentiel intellectuel et surtout une disponibilité sans limite à la cause catalaniste. Sa défense inconditionnelle de l'idée des "Pays catalans", tout au long de sa vie, prouve qu'il fut effectivement le candidat le plus approprié pour cette tâche. Ce fut donc lui, officiellement ou pas, l' élu chargé de relancer en 1962, à Valence le pancatalanisme, rebaptisé par la force de son message le fustérianisme. En 1977, avec l'imminent retour à un régime de liberté, qui débouche sur cette période que l'on a désigné comme la Transition, éclosent fatalement les graines qui ont germé pendant plusieurs années et qui se révèlent être les graines de la discorde nationale. Si déjà au niveau de tout le pays, l'extrême-droite était sur la défensive, anxieuse de voir les

---

<sup>15</sup> En 1961 J. Fuster avait déjà écrit 21 livres, dont 4 de poésie. Pour lui la poésie valencienne faisait pleinement partie du domaine littéraire catalan. Voir par exemple ses titres : *La poesia catalana fins a la Renaixença*. México, Edicions Catalanes de Mèxic, 1954. *La poesia catalana*. Palma de Mallorca, Moll, 1956. *Antologia de la poesia valenciana*. Barcelona, Selecta, 1956. *El món literari de sor Isabel de Villena*. Valencia, Lo Rat-Penat, 1957. *Ausiàs March. Antologia poética*. Barcelona, Selecta, 1959.

dimensions qu'atteindraient les nouvelles libertés, dans la ville de Valence en particulier, l'ambiance devenait électrique à cause des thèses fustériennes qui semblaient le prélude d'une possible fédération entre Valence et Barcelone par le fait que ce que l'on désignait déjà comme Pays valencien, devait se comprendre comme faisant partie des "Pays catalan". La défense à peu près généralisée que la gauche faisait des théories fédéralistes, laissait présager un scénario favorable pour permettre que l'idée des "Pays catalans" commence à gagner du terrain politique et même institutionnel. La lutte des symboles, qui provoqua la "Bataille de Valence", fut justement la réaction anticipée des anti-catalanistes à cette idée, que d'un autre côté, les nouveaux pancatalanistes, ou fustériens ne cessaient de revendiquer. Ces symboles, outre la langue, étaient le drapeau et la dénomination de la région : "Pays valencien", plutôt que "Ancien Royaume de Valence". Le fait d'adopter le même drapeau que la Catalogne et de désigner Valence en tant que Pays valencien, s'interprétait comme un premier pas pour valider officiellement la théorie des "Pays catalans". Face à une très probable Espagne des autonomies, c'était comme inviter et même légitimer par avance des postérieures associations entre régions autonomes. Un scénario qui reproduisait parfaitement les ambitions et disputes des nationalistes de la Seconde République, mais cette fois les proportions étaient multipliées par le fait que l'on invitait le peuple à y prendre part. La notion de "Pays catalans" devait fatalement être étrangère à la majorité des Valenciens pour deux raisons principales. L'idée n'avait pas encore été assez propagée, et surtout elle transmettait non pas une réaffirmation de l'identité valencienne mais une assimilation de cette identité ; et les non catalanistes n'eurent pas de mal à mettre en évidence ces inconvénients. Si les cercles fustériens n'ont cessé depuis lors de reprocher la violence lamentable qui a entouré la "Bataille de Valence", ils n'ont pas été capables pour autant d'affronter une réalité qu'ils ont constamment combattue, voire niée. La société valencienne n'a jamais été pancatalaniste, et les résultats électoraux que nous exposerons ci-dessous sont très éloquents sur ce point. Ces valencianistes, ont continué et continuent néanmoins d'utiliser ce même discours employé par leurs collègues de 1934 : l'ignorance du peuple a joué en faveur de la droite anti-catalaniste.

En réalité la situation est très complexe, mais cette complexité est indéchiffrable si l'on ne remonte pas en arrière dans le temps pour comprendre, où commence la trame, et où se manifeste l'amnésie volontaire sous la plume de Joan Fuster, qui permet que le valencianisme, naisse et renaisse seulement lorsque le catalanisme est là pour l'enfanter. Il est donc nécessaire d'expliquer à nouveau les différences fondamentales entre la société catalane et valencienne ; montrer comment la dynamique sociale de chacune était tout à fait différente, et mettre en évidence comment le régime autoritaire de Franco a été un puissant facteur qui a littéralement solidarisé toute l'opposition, au point d'intégrer dans un même front des tendances pourtant franchement opposées (premier exemple la *Junta Democrática* 1974). C'est ce même torrent d'aspirations antifranquistes qui a impulsé une gauche largement favorable à la vision d'une Espagne considérée comme un pays composé de différentes nations historiques, c'est pourquoi le droit des territoires, à disposer d'eux-mêmes et le sujet de l'identité nationale se sont présentés comme des prémisses encore plus prioritaires que celle du droit à l'égalité des individus.

## Chapitre 9 - Deux sociétés bien différentes

Le régime franquiste, pratiquant le nationalisme économique de l'entre deux guerres, avait choisi l'autarcie économique, mais il se vit rapidement pris à son propre piège. Lui qui avait combattu et continuait de combattre le communisme, s'érigait à présent en grand directeur de l'économie nationale et, faute d'argent pratiquait le capitalisme étatique pour protéger et fomentier une industrie, rare sur le territoire espagnol (*Ley de Protección y Fomento de la Industria Nacional* et *Ley de Ordenación y Defensa de la Industria Nacional*, 1939 toutes les deux). Il se vit obligé de nationaliser les communications : chemins de fer (RENFE), la téléphonie (*Compañía Telefónica*) et d'encourager des entreprises de transport comme SEAT (Sociedad Española de Automóviles de Turismo, sous licence italienne - FIAT - installée en 1950), CASA (Construcciones Aeronáuticas, S. A. construction d'avions relancée en 1944 à Madrid) et ASTANO, S.A. (*Astilleros y Talleres del Noroeste* - Chantier de construction navale en Galice, relancé en 1944). Malgré tout, la basse production agricole (aidée pourtant par la création de l'*Instituto Nacional de Colonización*), le manque de capitaux, la corruption et le marché noir, ne permirent pas d'abolir le traumatique système de ravitaillement. Le nationalisme économique sur des bases aussi minces devenait absolument insoutenable. L'année 1957 marquait un tournant car le régime était obligé d'ouvrir ses frontières au capital étranger, ce qui est à mettre en relation avec l'entrée dans le gouvernement espagnol de ministres appartenant à l'Opus dei (exemple: Alberto Ullastres Calvo pour le commerce, Mariano Navarro Rubio pour l'économie, et Laureano López Rodó pour le Secrétariat général technique du sous-secrétariat de la présidence), ainsi que des technocrates<sup>16</sup>. Grâce au soutien politique, et surtout financier des États-Unis, en 1957 l'Espagne arrivait à entrer au FMI (Fonds Monétaire International) et l'OCDE (Organisation Européenne pour la Coopération et le Développement), ce qui lui permettait d'avoir accès à des crédits importants. Les années suivantes marquaient le début d'une relance économique assez satisfaisante,

---

<sup>16</sup> Cf. nombreux ouvrages généraux et études spécifiques notamment dans *Hispania Nova* digitalisé, voir par exemple le livre des auteurs Santos Juliá, José Luis García Delgado, Juan Carlos Jiménez et Juan Pablo Fusi : *La España del Siglo XX*. Marcial Pons, *Ediciones de Historia*, S. A., Madrid, 2003, voir sur <http://hispanianova.rediris.es/>

mais largement soutenue par un secteur touristique providentiel, et par une émigration forcée qui renvoyait des devises depuis la France, l'Allemagne ou l'Angleterre. La société valencienne sut profiter amplement de cette réactivation, mais la grande gagnante fut la région catalane qui recevait elle-même d'importants contingents d'immigrés en provenance du Sud de l'Espagne. Et si le mécontentement social et politique finit par s'élever à partir de la deuxième moitié des années soixante à Valence comme dans tout le reste du territoire, à Barcelone le catalanisme fut pratiquement à l'origine d'une contestation qui avait été plus visible et plus soutenue qu'ailleurs.

### **9.1 - Des économies encore opposées**

Selon les données dont nous disposons<sup>17</sup>, nous observons que d'une manière générale, l'Espagne de 1963 maintenait un caractère majoritairement agricole, et donc se situait en franc retard par rapport au reste de l'Europe occidentale. Sur une population active de 11 300 000 personnes, dont la moitié était salariée, 41,5 % s'adonnait à l'agriculture, 28,4% était employée dans l'industrie et 30,1% se consacrait au secteur des services. Le plan de stabilisation (*Plan de Estabilización* 1959) avait amené les technocrates à créer en 1962 un commissariat pour gérer le développement économique (*la Comisaría del Plan de Desarrollo*), et ce commissariat avait prévu trois plans de développement pour piloter la croissance économique nationale. On prétendait mettre en marche des zones industrielles ainsi que des travaux d'infrastructure. À Valence on travaillait alors sur un plan très ambitieux, chargé de dévier le cours du fleuve Turia (*Plan sur - "solution sud"*) qui en 1957 avait débordé et avait causé de très graves inondations. Si d'une certaine manière à Valence on reconstruisait en partie la ville, à Barcelone on projetait une modernisation. L'ensemble de l'urbanisme était objet de réorganisation. On souhaitait accroître les zones vertes, améliorer le système de distribution d'eau, moderniser l'abattoir du

---

<sup>17</sup> "L'économie espagnole". In: L'information géographique. Volume 27 n° 4, 1963, pp. 164-166. doi: 10.3406/ingeo.1963.557 [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/ingeo\\_0020-0093\\_1963\\_num\\_27\\_4\\_5557](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/ingeo_0020-0093_1963_num_27_4_5557) consulté le 14 janvier 2015.

marché central, développer des écoles et des centres sportifs, mais par-dessus tout on prévoyait de rallonger considérablement le tracé du métro. On calculait que les travaux coûteraient un milliard de pesetas et on échelonnait cette dépense sur trois phases, dont la première, estimée à cinq ans, devait servir à installer 15 km de nouvelles lignes. D'autres villes seraient ainsi favorisées, comme Santander (réorganisation de son port avec la construction de grands entrepôts pour en faire le premier port de céréales d'Espagne) grâce à ces investissements qui provenaient largement de capitaux étrangers. L'Espagne avait reçu en 1961, 55 millions de dollars, et 94 millions en 1964, les États-Unis ayant fourni d'abord 26% (en 1961) et ensuite 28% (en 1964). La France et la Suisse, en Europe, apparaissaient également comme les plus importants bailleurs de fonds.

Depuis une autre source<sup>18</sup>, nous observons qu'en 1957 la production industrielle espagnole, évaluée en pesetas, n'atteignait encore que 18,3% du total de la production nationale, cependant ce qui est révélateur c'est de voir comment se répartissait ce pourcentage, à l'intérieur de la géographie nationale. La ville qui apparaissait en tête d'une manière incontestable était Barcelone, avec 9,1%. La deuxième avec une différence substantielle, était Madrid avec 6,7%. La troisième avec une différence moins notable était Bilbao : 5,9%, suivie de Valence : 5,7%. Un peu plus loin Oviedo : 5,4%, Guipúzcoa : 4,1% et Séville : 2,7%. Nous constatons ainsi que Valence se tenait à une quatrième place très proche de Bilbao et Oviedo. Ce qui est plus révélateur et marque bien les différences entre villes ou régions, c'est d'observer la proportion qu'occupait l'industrie à l'intérieur de ces principales provinces. Et ceci élargit le décalage important entre Barcelone et les autres. En 1957, 48,5% du revenu de la province de Barcelone provenait de l'activité industrielle, et cela n'était pas seulement dû à l'installation de la fabrique d'automobiles SEAT depuis 1950. Presque un demi-million d'ouvriers (488 591) travaillaient dans différentes branches, mais la majorité dans le textile (46,3%). La sidérurgie et les constructions mécaniques signifiaient déjà un pourcentage nettement inférieur (13,8%). Le bâtiment suivait, avec

---

<sup>18</sup> Beaujeu-Garnier, Jacqueline : "Aspects statistiques de l'économie espagnole". In *L'information géographique*. Volume 23, n° 2, 1959, p. 58-67. doi: 103406/ingeo.1959.1876 [http://www.persee.fr/web/revues/house/prescript/article/ingeo\\_0020-0093\\_1959\\_num\\_23\\_2\\_1876](http://www.persee.fr/web/revues/house/prescript/article/ingeo_0020-0093_1959_num_23_2_1876) consulté le 14 janvier 2015.

un chiffre significatif (10,5%), mais rien à voir avec l'activité industrielle principale qui était, nous l'avons vu, le textile. Ensuite d'autres industries comme la chimie (7,6%), la céramique et le ciment (4,8%), les industries alimentaires (4,5%), le papier et l'imprimerie (4,4%) suivaient avec des proportions inférieures, mais non moins importantes car elles représenteraient la base d'un développement qui quelques années plus tard deviendrait spectaculaire, nous y reviendrons. Un autre indice qui prouve une différence importante entre la province de Barcelone et le reste du pays, c'est que, toujours selon cette même source, le salaire moyen y était le plus élevé. On peut noter au passage que le nombre de travailleurs qui gagnaient plus de 52 000 pesetas en 1955 était de 9 638, alors que l'on en comptait pour toute l'Espagne : 23 127. Il est bon de tenir ceci en considération car nous donnerons des chiffres plus bas qui invitent à penser que ce niveau de salaire était davantage destiné aux grands cadres dirigeants plutôt qu'aux travailleurs. Par ailleurs en 1951 eut lieu à Barcelone une grève du tramway qui dura pendant 2 semaines, à cause de la hausse des prix. Cette grève fut importante socialement et surtout idéologiquement, puisqu'en 1957 elle se reproduisit dans les mêmes termes (le boycott de ce moyen de transport) et cette fois elle fut appuyée par les intellectuels, ce qui la resitua dans le large mouvement de revendication qui commençait à se mettre en marche, avec notamment l'occupation de l'université, par les étudiants.

En deuxième position, Madrid, montrait des pourcentages déjà bien inférieurs, avec un chiffre de 27,6% qui prouvait le poids largement mineur de l'industrie à l'intérieur de son économie. Le nombre d'ouvriers était également significatif, avec pratiquement la moitié (221 585) de ceux de Barcelone. Quant à la distribution des pourcentages entre les diverses activités industrielles, on s'aperçoit que le plus élevé revient en réalité à une activité qui souvent est classée à part, par les économistes, comme n'étant pas purement industrielle. Il s'agit du secteur de la construction : 35,9%. Ensuite venaient les activités franchement industrielles : la sidérurgie et les constructions mécaniques (23,5%), le textile et la confection (7,8%) - rien à voir avec le chiffre de Barcelone (46,3%) -, et finalement l'industrie chimique (7,5%), un taux beaucoup plus proche celui-ci. Le seul pourcentage madrilène qui dépassait le pourcentage catalan revenait au secteur de l'alimentation (6,6%).

La province de Valence qui est d'abord placée en quatrième position, après la Biscaye, apparaît néanmoins en troisième position dans ce nouveau classement, qui mesure le revenu industriel. À Valence celui-ci était de 37,9% bien supérieur à celui de Madrid (27,6%), mais clairement inférieur à celui de Barcelone (48,5%). L'auteur nous dit que 126 392 ouvriers étaient recensés, et que 21,3% de ce revenu industriel provenait de la métallurgie et des constructions mécaniques. À partir de là, la distribution entre les autres secteurs n'apparaît pas, étant donné que les pourcentages semblent nettement inférieurs. Même chose pour la Biscaye, Guipúzcoa et Oviedo où on ne signale que leur activité métallurgique ou sidérurgique. La preuve que ces quelques pourcentages généraux ne révèlent pas toute l'importance d'une production donnée, c'est que pour l'ensemble de l'Espagne la production de ciment avait augmenté de 4 500 000 tonnes, en 1957, cependant on spécifie que sur ce total, 20% avait été produit dans la zone de Barcelone, qui était au premier rang de cette production, même si le bâtiment madrilène était l'activité industrielle la plus notable.

Si Barcelone était donc en 1957, la ville espagnole industrielle par excellence, Valence, qui avait des pourcentages très intéressants ne pouvait pas néanmoins lui être comparée. Si SEAT s'était implantée à Barcelone en 1950, la FORD n'arrivait à Valence qu'en 1973. Si le métro existait à Barcelone depuis 1924, à Valence il n'a commencé à être opérationnel qu'à partir d'octobre 1988, c'est-à-dire plus de cinquante ans après. Valence, toujours dans la partie haute du classement, montre cependant à cette époque des chiffres en production agricole très supérieurs à ce que l'on entend par région industrielle. En 1957 le poids de son agriculture restait considérable par rapport au total des revenus, puisqu'il représentait 19,4%. Par ailleurs il faut spécifier que la production agricole valencienne était équivalente à 5,3% du total espagnol. À l'intérieur de cette production agricole valencienne, les trois quarts des revenus provenaient des cultures du riz (Valence était la région où la production était la plus forte, suivie de Tarragone et Séville), des légumes et des fruits frais, où il faut placer bien entendu les oranges. Il faut d'ailleurs stipuler que c'était la province de Valence qui était la plus prolifique et qui fournissait 58,2% de la production d'oranges ; Castellon, apportait un pourcentage nettement inférieur, de 23,3%.

Si nous changeons à présent notre source d'information pour approfondir un peu les circonstances propres de l'économie valencienne, notre attention ne peut pas omettre un commentaire du professeur Jordi Palafox qui explique que cette agriculture compétitive qui avait marqué le rythme de l'économie valencienne - bénéfique pour un large secteur de la population -, avait cependant marqué la mentalité valencienne d'une manière profonde :

Incluso cuando la importancia del sector primario sea muy inferior a la del industrial, círculos reseñables de valencianos mantendrán un fuerte agrarismo en sus planteamientos generales sobre la actividad económica que sigue siendo perceptible en la actualidad. En ello ha influido, sin duda, el tamaño medio de las empresas que, hoy incluso puede ser calificado de liliputiense para enfrentarse al resto del mercado único.<sup>19</sup>

Nous partageons pleinement sa dernière remarque, sur la dimension des entreprises, car c'est bien une question de capitaux qui marque les limites de n'importe quel entrepreneur. Nous avons vu que le propre de l'industrie c'est qu'elle oblige à franchir un échelon dans le volume de capitalisation. Et c'est bien là le problème constant que traîne depuis longtemps l'économie valencienne, malgré sa relative prospérité. Un aspect, ce dernier qu'elle partage avec l'économie espagnole en général, qui a toujours été trop faiblement capitalisée, d'où la dépendance à Valence, des exportateurs étrangers qui finançaient majoritairement les coûts de commercialisation, avec comme conséquence la traditionnelle dépendance de l'économie espagnole face au capital étranger. Jordi Palafox nous indique que le poids de l'agriculture à l'intérieur de l'économie valencienne a suivi une ligne constante de diminution depuis 1900, tandis que celui de l'industrie aurait monté, aussi progressivement jusqu'aux années soixante, pour ensuite décoller franchement. En 1900, l'agriculture signifiait 70,21% et l'industrie 17,44%. En 1930, l'agriculture passait à 47% et l'industrie à 35%. Nous avons vu ci-dessus, qu'en 1957, l'industrie représentait 37,9%. C'est-à-dire que ce secteur avait continué de croître quoique lentement, étant donné les conséquences de la guerre. Jordi Palafox précise que jusque dans les années soixante, le secteur primaire aurait été majoritaire<sup>20</sup> au niveau régional, toutefois la zone d'Alicante (Onteniente en particulier) aurait été la première province valencienne à s'ériger comme région industrielle, car elle aurait affiché un

---

<sup>19</sup> Jordi Palafox : "La lenta marcha hacia la sociedad industrializada (1891-1959)". *Estructura Económica de la Comunidad Valenciana...*, op. cit., p. 30.

<sup>20</sup> *Ibidem*, p. 36.

taux d'activité industrielle supérieur avant même les années soixante<sup>21</sup>. Et il cite une étude faite par le *Banco de Bilbao* en 1957, qui prouve une forte hausse de la croissance industrielle dans la province d'Alicante, et une croissance moins nette dans la province de Valence<sup>22</sup>. Quoiqu'il en soit, toujours à un niveau global, à partir du plan de stabilisation, il semblerait que l'économie valencienne, à l'instar de l'économie espagnole, aurait adopté définitivement un modèle industriel, quoique toujours affecté par la même faiblesse : une insuffisance de capital. José A. Martínez Serrano et Ernest Reig Martínez expliquent de leur côté que la période de 1960 à 1973 aurait été marquée par une forte croissance de l'économie valencienne qui aurait atteint le taux global de 7%, à l'instar de l'économie espagnole en général. L'agriculture aurait fortement profité de cette période, étant donné qu'elle était notablement plus moderne, car déjà plus mécanisée que l'agriculture espagnole. La diminution de la main d'œuvre employée n'empêcha pas l'accroissement de la production. L'industrie présentait des chiffres encore plus spectaculaires : une croissance de 10% annuelle (et cumulative), grâce à des secteurs traditionnels, issus de l'artisanat qui auraient fourni les premières bases de l'industrialisation valencienne. Il s'agit des chaussures, des meubles, des céramiques, de la confection, mais aussi des jouets. Ce qui explique une croissance supérieure à la moyenne espagnole grâce à ces secteurs, qui selon ces économistes, sont particulièrement dynamiques à Valence.

De tout ceci il ressort que la différence entre la ville de Valence et la ville de Barcelone était énorme, même si Valence était une ville prospère. Au moment où celle-ci entrait pour de bon dans l'ère industrielle, c'est à dire dans les années soixante, elle n'était encore qu'une ville avec un niveau d'infrastructures très primaire, et un niveau de revenu encore très bas. Par contre, Barcelone s'approchait du profil typique des grandes villes industrielles européennes, avec des infrastructures plus complètes (un métro), et de très nombreuses fabriques, y compris certaines grandes usines dans le secteur textile. Bien entendu, ce que nous essayons de transmettre ici est davantage une vision générale. Nous ne prétendons pas nous attarder excessivement, car il s'agit surtout de montrer la différence d'environnement économique et culturel entre la société valencienne et catalane. Néanmoins nous

---

<sup>21</sup> *Ibidem*, p. 37.

<sup>22</sup> *Ibidem*, p. 33.

souhaitons apporter quelques données supplémentaires, tirées d'une étude de Germain Cuillé<sup>23</sup> sur l'industrie textile dans la région de Sabadell-Terrassa parce qu'elles sont particulièrement révélatrices et opportunes pour notre analyse globale.

Cet article fut rédigé en 1963, et donne des statistiques qui vont dans certains cas jusqu'à l'année 1958. C'est le cas des salaires, dont nous avons parlé auparavant. L'auteur nous offre un tableau en date de 1958 qui reflète un éventail de salaires mensuels exprimé en pesetas dans le secteur textile. Nous observons que le salaire le plus élevé est celui de l'ouvrier spécialiste tisserand qui touchait 3 171 pesetas par mois. Le salaire le plus bas était celui de la repriseuse, qui recevait 1 695 pesetas par mois. Nous sommes donc très loin des 52.000 pesetas signalées plus haut pour l'année 1955. Visiblement ce montant correspondait davantage à une moyenne comptable qu'à un véritable salaire moyen. Germain Cuillé nous donne comme référence le prix de plusieurs aliments de base (un kg de café en 1958 : 140 ptas., un litre d'huile : 23 ptas., un litre de lait : 7 ptas., une douzaine d'œufs: 30 ptas., un kg. de pain : 7 ptas., 1 kg de pommes de terres : 2,50 ptas., un kg. de riz : 12,2 ptas. 1 l. de vin : 7 ptas.) qui aident à resituer toutes ces sommes dans leur contexte. Par ailleurs dans un autre tableau ce même auteur nous donne d'autres informations en référence aux salaires. En 1949 on aurait considéré comme vraisemblable qu'un revenu mensuel de plus de 20 000 ptas. corresponde à une proportion de 3% de la population. Qu'un revenu de 2 000 à 4 000 ptas. corresponde à une proportion de 25%, et finalement qu'un revenu de 1 000 ptas corresponde à 52,5% de la population. Il est donc évident que les statistiques sont à consulter avec des réserves, et que ces 52 000 pesetas mentionnées plus haut, n'étaient certainement pas le salaire d'un ouvrier, même spécialisé, ni à Barcelone, ni à Madrid, et encore moins à Valence. La deuxième chose qui nous intéresse de l'article de G. Cuillé c'est le fait qu'il met bien en évidence la concentration industrielle de cette province catalane (Sabadell-Terrassa), et son importance, puisqu'il affirme que ces deux centres "groupent la presque totalité de l'industrie lainière espagnole"<sup>24</sup> (à peu près 85%). Ensuite, nous voyons que les explications qu'il développe tout au long de son article, coïncident avec le raisonnement global que nous avons anticipé au début de la deuxième partie :

---

<sup>23</sup> Cuillé, Germain: "L'industrie textile dans la région de Sabadell-Tarrasssa Catalogne"..., op. cit.

<sup>24</sup> *Ibidem*, p. 1 (introduction).

l'industrialisation qui apparaît au cours du XIXe siècle (avant l'interventionnisme étatique systématique du début du XXe siècle, au nom du nationalisme économique) n'a pas été le résultat d'une génération spontanée, elle a été la conséquence d'une évolution lente qui, dans le cas catalan, puise ses origines dans une tradition commerciale, renforcée par une spécialité de l'artisanat local :

Cette concentration industrielle lainière ne date que du XIXe siècle. Ce n'est qu'au terme d'une lente évolution du XII siècle à nos jours, se précipitant vers 1820-1860 pour atteindre son rythme maximum en 1956-1957 que le complexe lainier Sabadell-Terrassa devint le premier d'Espagne, le premier à tous points de vue : organisation, production, qualité, nombre de gens vivant de cette industrie.<sup>25</sup>

L'auteur aussi souligne l'importance des facteurs qui aident à l'aboutissement d'une industrialisation réussie. Pour cette province catalane il rappelle l'avantage de la proximité du port de Barcelone, ou la conjoncture favorable de la Grande Guerre : "La guerre de 1914-1918 donna à l'industrie lainière une impulsion sans précédent"<sup>26</sup>. Nous pouvons ajouter également comme le signalait Sidney Pollard, la proximité de la frontière française, c'est-à-dire d'un autre pays à l'économie plus développée, et bien entendu la politique commerciale des tarifs douaniers. Toutes les industries espagnoles n'ont pas abouti, comme signale Jordi Nadal qui a essayé d'expliquer les raisons de l'échec de la révolution industrielle en Espagne. Nous avons déjà rappelé dans la deuxième partie de cette thèse que seules deux régions sont parvenues à franchir les étapes décisives, la Catalogne grâce à l'industrie textile et le Pays Basque grâce à l'extraction du fer et à la sidérurgie. Nous avons déjà fait part de ses conclusions quant au besoin d'un relais d'autres secteurs de l'économie, lorsqu'une activité commence à prendre une certaine intensité. L'essai raté de l'industrie textile andalouse lors de la deuxième moitié du XIXe siècle est un exemple assez représentatif, quoique Nadal avoue ne pas avoir pu approfondir l'étude de ce cas. Il rapporte malgré tout, que face à la région catalane qui s'érige très tôt - dès le XVIIIe siècle -, en principal centre textile espagnol, se positionne à Malaga, une entreprise grande et moderne qui semble être un modèle à imiter. Il s'agit du cas de *Industria Malagueña S. A.* (avril 1847) et de *La Aurora* (1858). Il remarque même que la première aurait devancé la catalane, *La España Industrial, S. A.* (localité de Sants,

---

<sup>25</sup> *Ibidem*, p. 5.

<sup>26</sup> *Ibidem*, p. 28.

Barcelone) constituée légalement en janvier 1847, mais vraiment active en 1849<sup>27</sup>. Nadal précise que la catalane et la malaguègne auraient rivalisé pendant plusieurs années en tant qu'entreprises en tête de la production textile espagnole. En 1861 il informe que son potentiel montait à 39 400 fuseaux et 774 métiers à tisser<sup>28</sup>, remarquant qu'elle disposait d'une installation comparable à sa rivale catalane (La España Industrial : 41 748 fuseaux et un millier de métiers à tisser). Toutes les deux étaient les plus modernes de leur époque, mécanisées à la vapeur et utilisant du gaz pour l'éclairage. Nadal nous dit qu'en 1850 *Industria Malagueña S. A.* consommait 690 tonnes de fibre, plus que n'importe quelle autre fabrique espagnole<sup>29</sup>. Précisément c'était ces résultats spectaculaires qui avaient encouragé le neveu (Carlos Larios) d'un des fondateurs (Heredia et Larios) de *Industrial Malagueña, S. A.* à créer *La Aurora*, qui démarra avec 7 000 fuseaux et 350 métiers à tisser<sup>30</sup>. Nadal signale que les difficultés des années 80 causent la desaccélération des entreprises catalanes, mais la décadence de celles de Malaga. La période de splendeur de ces deux dernières aurait duré de 1857 à 1885, atteignant 5,67%<sup>31</sup> de la production textile totale espagnole. La période de déclin de 1886 à 1913, aurait fait rabaisser ce chiffre à 2,18%<sup>32</sup> et seule la *Industria Malagueña, S. A.* aurait pu survivre jusqu'en 1913, *La Aurora* aurait fermé ses portes en 1905<sup>33</sup>, tandis que *Industria Malagueña, S. A.* aurait réussi à être active jusqu'en 1960<sup>34</sup>. Nadal reconnaît que les difficultés rencontrées par les deux entreprises malaguègnes ne sont pas le résultat d'une incompétence mais d'une "conjoncture économique très adverse"<sup>35</sup>. En plus des difficultés économiques, le choléra aurait été un facteur additionnel qui aurait contribué à diminuer

---

<sup>27</sup> Jordi Nadal: *El fracaso de la revolución industrial en España, 814-1913...*, op. cit., p. 221.

<sup>28</sup> *Ibidem*, Nadal cite: Sociedad Económica de Amigos del País, de Málaga. Acta de la sesión pública de adjudicación de premios celebrada el 19 de julio 1863, Málaga 1863, p. 19. Los premios adjudicados son los correspondientes a la Exposición provincial celebrada en abril y octubre 1862, en que fue visitada por Isabel II.

<sup>29</sup> *Ibidem*, Nadal cite [J. Caveda], Memoria presentada al Excmo. Sr. Ministro de Comercio, Instrucción y Obras Públicas por la Junta calificadora de los productos de la industria española, reunidos en la Exposición pública de 1850, Madrid, 1851, p. 528.

<sup>30</sup> *Ibidem*, Nadal cite: Giménez Guitied, F., *Guía fabril e industrial de España, publicada con el apoyo y autorización del Gobierno de S. M.*, Librería Española, Madrid, y Librería del Plus Ultra, Barcelona, 1862, p. 124.

<sup>31</sup> *Ibidem*, p. 223.

<sup>32</sup> *Ibidem*.

<sup>33</sup> *Ibidem*, p. 225.

<sup>34</sup> *Ibidem*, p.220.

<sup>35</sup> *Ibidem*, p. 224.

substantiellement le nombre de consommateurs potentiels. Nadal rapporte un déficit démographique de 16 397 habitants pour les provinces de Grenade (Grenade<sup>36</sup> aurait été l'épicentre de l'épidémie en 1885) et Malaga, en l'espace de 20 ans : de 1877 à 1897<sup>37</sup> ; alors que de l'année 1857 à 1877, il y avait eu une augmentation significative de 85 974 habitants<sup>38</sup>. Ce qui prouve la complexité du phénomène industriel, qui non seulement dépend de ses fournisseurs mais encore de ses consommateurs, et l'équilibre entre les uns et les autres reste toujours instable. Nadal reconnaît la faiblesse du pouvoir d'achat andalou, une région touchée également par le phylloxéra en 1879, et aussi un manque de tradition industrielle<sup>39</sup>. Il faut tenir en compte le poids spécifique des conditions orographiques beaucoup moins favorables. Nous pouvons mettre en opposition les contrées catalanes de Bages, Berguedà, Osona, Ripollés, traversées par les fleuves Llobregat et Ter, et qui toutes ensemble en 1931 concentraient plus de la moitié du 1 954 791 fuseaux à filer catalans<sup>40</sup>, profitant de la force motrice de l'eau. Nadal rapporte qu'il a existé d'autres tentatives d'implantation de l'industrie textile sur d'autres zones du territoire espagnol, mais qu'aucune n'a pu réussir à se consolider et entrer en franche concurrence avec l'industrie catalane. Il énumère différentes villes : Guipuzcoa (*los establecimientos Vergara* 1846), Lasarte (1847), Villabona (1859), Sandander (1848), Valladolid (*Vidal Semprún y Cía.*), Séville (1849), Cadix (1849-1869 : *Fábrica gaditana de Hilados y Tejidos de Algodón al Vapor*).

Du côté valencien, nous avons vu que l'industrie textile d'Alcoy<sup>41</sup> est la seule qui acquiert une certaine spécialisation, celle du coton aurait commencé au moins à partir de 1849. En 1853 aurait été introduite la première machine à vapeur dans la fabrique de *Pérez Gavarró y Cía.* et Nadal précise qu'en 1860 - période la plus prospère -, l'entreprise aurait disposé de 4 200 fuseaux et de 69 métiers à tisser

---

<sup>36</sup> *Ibidem*, Nadal précise que cette ville aurait enregistré 10 235 morts, et aurait occupé la troisième place au niveau de la province, voir: Jordi Nadal: *La población española, siglos XVI a XX*, 3e ed. Ariel, Barcelona 1973, p. 158.

<sup>37</sup> *Ibidem*, p. 225.

<sup>38</sup> *Ibidem*.

<sup>39</sup> *Ibidem*, p. 223.

<sup>40</sup> *Ibidem*, p. 201, voir note en bas de page n° 43, Cf. données locales dans A. Manuz, *Contribución al estudio geográfico y estadístico de la industria textil española*, Barcelona 1932, p. 13 et 14.

<sup>41</sup> *Ibidem*, p. 220, Nadal renvoie au travail de R. Aracil et M. García Bonafé: *Els inicis de la industrialització a Alcoi. Recerques. Història, economia, cultura*, n° 3, 1974, pp. 23-45.

mécaniques<sup>42</sup>. À Segorbe, cette fois dans la province de Castellón, c'est aussi vers la moitié du XIXe, de 1849 à 1861 qu'une fabrique de fil et de tissu aurait été installée, utilisant l'énergie à vapeur<sup>43</sup>. En réalité l'industrie traditionnelle textile valencienne avait été la soie, mais justement elle disparut à la fin du XIXe siècle. Javier Vidal Olivares explique que son déclin avait commencé en 1854, à cause de la maladie des vers à soie (la pébrine), aggravée par l'incapacité des patrons à se moderniser, ce qui rendit impossible la concurrence sur les marchés traditionnels<sup>44</sup>. Et finalement Nadal cite aussi le cas des Îles Baléares, qui fut une initiative catalane, menée par deux frères, Tintoré et Plandolit associés à des entrepreneurs locaux fondèrent en 1856 Industria Mahonesa, S. A.<sup>45</sup>. Nous comprenons donc que la consolidation d'une industrie représente tout un chemin économique, et social. Économique parce que l'industrialisation oblige à une accumulation de capitaux, et social parce que cette participation directe dans la nouvelle propriété des industries créées, et dans leur organisation provoquent un changement dans les mentalités. La bourgeoisie ascendante, prend conscience de son poids économique et social et aussi de son rôle actif dans la transformation de la société :

Les industriels constituent la classe dirigeante à Sabadell-Terrassa. Catalans dans les 9/10 des cas, ils forment l'élite intellectuelle et financière de la région. L'industrie textile qui permet à chacun de régner en maître à la tête de son entreprise satisfait particulièrement leur tempérament individualiste. Le capital dans ces entreprises est toujours privé ou familial. Il n'y a pas d'injection de capitaux étrangers dans l'industrie lainière de Sabadell-Terrassa<sup>46</sup>.

Il nous reste à signaler un dernier point important : le sujet de l'immigration en Catalogne, du fait de son besoin de main d'œuvre, comme rappelle le G. Cuillé. Il informe, avec tableau à l'appui d'un faible taux de natalité dans les provinces catalanes<sup>47</sup>. Et cette immigration alors nécessaire ne s'intègre pas d'une manière uniforme dans la société catalane ; elle constitue la masse ouvrière non qualifiée, et

---

<sup>42</sup> *Ibidem*, Nadal cite: Giménez Guited, F., *Guía fabril e industrial de España...*, op. cit., p. 14.

<sup>43</sup> *Ibidem*, Nadal cite: Giménez Guited, F., *Guía fabril e industrial de España...*, op. cit., p. 75 et Madoz, Pascual: *Diccionario geográfico-estadístico-histórico de España y sus posesiones de Ultramar XIV, 1849*, Madrid., p. 71.

<sup>44</sup> Javier Vidal Olivares: "La economía valenciana durante el siglo XIX". *Estructura Económica de la Comunidad Valenciana...* op. cit., p. 18.

<sup>45</sup> Jordi Nadal: *El fracaso de la revolución industrial en España, 1814-1913...*, op. cit. p. 220, Nadal cite M<sup>a</sup> L. Serra Belabre: *Repercusión de la guerra de Secesión en la economía menorquina*, en Homenaje a Jaime Vicens Vives, II, Barcelona, 1968, p. 653-666.

<sup>46</sup> Cuillé, Germain : "L'industrie textile dans la région de Sabadell-Tarrassa Catalogne"..., op. cit., p. 29.

<sup>47</sup> *Ibidem*, p. 34.

dénuée d'une quelconque transcendance culturelle ou sociale. C'est pourquoi il ne faudra pas s'étonner si des descendants de cette immigration parlent catalan ou se réclament catalans plus tard<sup>48</sup>, ce qui est assimilé à un signe de promotion sociale. Parler catalan sera synonyme de se rapprocher de l'élite financière:

Une réelle différence existe entre ouvriers catalans et nouveaux immigrés. Les premiers fournissent toute l'aristocratie ouvrière des comptables, ingénieurs textiles, gérants d'entreprises, experts industriels. Ils constituent également la bourgeoisie du personnel administratif, des contremaîtres, machinistes, chauffeurs et ouvriers spécialisés. La grosse masse des ouvriers, des "peones" (manœuvres) est par contre formée essentiellement par des non Catalans. Ce fait s'explique par la présence à Sabadell-Terrassa d'Écoles et de Centres d'apprentissage textiles qui ont pu former les ouvriers locaux.<sup>49</sup>

Tout ceci nous révèle un développement spécial, qui montre qu'au niveau des relations de hiérarchie sociale la ville de Barcelone ressemblait davantage à d'autres villes européennes, c'est-à-dire à d'autres sociétés également réceptrices de main d'œuvre étrangère, et qui avait besoin de cette main d'œuvre pour consolider le développement économique, et garantir l'instauration de la société de consommation. Inutile de dire que tout ceci n'avait rien à voir avec les grandes régions espagnoles qui étaient encore soumises à des économies de subsistance, c'est pourquoi dans le contexte espagnol, Barcelone incarnait la modernité et le reste de l'Espagne, dans son ensemble - exception faite du Pays Basque -, le sous-développement. Par ailleurs si le secteur textile était particulièrement représentatif, il faut tenir compte que d'autres activités avaient déjà les bases d'un développement qui se révélerait dans certains cas également spectaculaire. Exemple, les produits pharmaceutiques avec ALMIRALL, S. A. (née en 1943, dans le secteur de la pharmacie, elle se consoliderait en 1979 et commencerait son expansion internationale) ; la distribution et le traitement des eaux, avec le groupe AGBAR (à l'origine d'une société rachetée en 1919 à une société belge de Liège, en 1867 : Compagnie des Eaux de Barcelone), ou celui de l'édition, à rallier à la production de papier, que nous avons mentionnée plus haut, nous avons déjà signalé le cas paradigmatique de *Editorial Planeta*, créée justement en 1949, elle a commencé à décerner le prix "Planeta" dès 1952. Une autre maison d'édition *Editorial Espasa Calpe* fut également créée pendant ces premières années du plan de stabilisation, en 1960. Elle a, beaucoup plus tard, été absorbée par le *Grupo Planeta*

---

<sup>48</sup> Voir la première page de la revue *Cambio 16*, numéro 406, du 16 au 22 septembre 1979: "¿Catalanes o andalanes?"

<sup>49</sup> Cuillé, Germain : "L'industrie textile dans la région de Sabadell-Tarrassa Catalogne"..., op. cit., p. 30.

(1991). Tout ceci démontre qu'à l'intérieur de l'économie espagnole, l'économie catalane, dans son ensemble était celle qui avait un pouvoir de capitalisation supérieur, tout en tenant compte du fait qu'à cette époque, et encore aujourd'hui ce sont les petites et moyennes entreprises qui sont les plus nombreuses en Espagne. Ce pouvoir de capitalisation est particulièrement visible dans l'actualité, en ce qui concerne le monde financier ; outre la *Caixa de Pensiones de Barcelona*, une des entités financières (Caixa Banc : résultat de plusieurs fusions) les plus solides du système financier espagnol, il faut signaler le *Banco de Sabadell*, qui est aussi un des triomphateurs de la dernière grande crise, et qui justement en 1965 commençait son expansion, bénéficiant du pôle industriel Sabadell-Terrassa. Nous ne pouvons pas omettre dans ce bref échantillonnage la *Banca Catalana*, créée par le père de Jordi Pujol, ancien président de la *Generalitat* catalane, en 1959. Grâce à la loi (*Ley de Ordenación Bancaria*) de 1946 - franquiste -, elle put commencer une expansion ambitieuse qui fit d'elle le premier groupe bancaire catalan en 1981, le dixième au niveau national. Malgré tout, sa faillite fut entourée d'une controverse qui est arrivée jusqu'à nos jours (Pujol nie que l'argent dernièrement déclaré au fisc provienne de fonds de cette ancienne banque, propriété de son père). En tout cas en 1988 elle fut absorbée par le *Banco Bilbao Vizcaya*. Puisque nous insistons sur le volume de capitalisation de l'économie, nous ne devons pas nous étonner si justement les banques les plus importantes de l'Espagne actuelle, et les plus solides financièrement, portent le nom de leurs origines : *Banco Bilbao Vizcaya Argentaria (BBVA)*, *Banco Santander*, *Banco Sabadell*, *La Caixa de Pensiones de Barcelona*, *Kutxabank*. Exception faite du *Banco Santander*, toutes les autres proviennent de régions traditionnellement nationalistes depuis la fin du XIX siècle.

Ce que nous voulons mettre en évidence c'est qu'au moins en Espagne il existe une relation entre les aspirations nationalistes, et le pouvoir économique qui les a abritées, favorisées, voire nourries directement. Derrière chaque nationalisme historique, existe si l'on remonte dans l'histoire, une structure précapitaliste qui, pour des raisons historiques ou conjoncturelles, est arrivée à aboutissement dans son développement. Rappelons les explications de Fernand Braudel, qui cite les grandes villes européennes où, dès le Moyen-âge, il existe un capitalisme, parmi elles figurait

déjà Barcelone. Et si nous jetons un coup d'œil vers d'autres zones où les tensions nationalistes sont également importantes, comme le nord de l'Italie ou la Belgique, nous avons de bonnes raisons pour penser que cette mécanique est vraie aussi pour elles. C'est-à-dire que derrière chaque nationalisme émergent existe un tremplin financier qui collabore d'une manière directe ou indirecte à consolider les tensions nationalistes, car disposer d'argent signifie disposer de moyens. Donc la véritable originalité ne serait pas l'originalité culturelle, mais l'originalité financière. L'exemple de l'Italie avec la *Liga Norte* est représentatif ; en aucun cas on ne peut considérer un hasard que les banques italiennes les plus fortes soient des banques qui ont leurs origines dans les villes industrielles du nord. Ce que l'on désigne par "le triangle industriel" en matière économique et qui a sa correspondance politique avec la *Liga Norte*. La banque *Intesa San Paolo*, qui est une des plus fortes se fonde à Turin, ville italienne industrielle par excellence (fabrication des voitures marques FIAT, LANCIA, ALFA ROMEO; des modules "Harmony" et "Columbus" de la station spatiale internationale. Berceau de TELECOM ITALIA), et aussi culturelle (son université et son institut polytechnique jouissent de prestige, en plus d'être le berceau du cinéma italien). Du côté belge nous pouvons aussi chercher ces parallélismes entre pouvoir financier et avancée nationaliste des Flamands qui face aux anciennes banques wallonnes (Banque Lambert, Banque Saint Louis), voire françaises, imposent leur nouvel empire financier (Argenta Herselt, KBC Bank). Si nous admettons cette correspondance entre pouvoir financier et tension nationaliste, nous comprenons alors parfaitement où se situe le cas valencien. Malgré sa constante prospérité au long des siècles, la région, ou province valencienne n'a jamais eu un degré de capitalisation suffisamment élevé pour pouvoir permettre à sa bourgeoisie d'envisager un projet nationaliste en solitaire. L'époque la plus rapprochée - avec toutes les limites -, à un pareil scénario est la Valence du XV<sup>e</sup> siècle : son époque de plus grande richesse et splendeur. Une richesse qui provenait de son commerce, et qui prouve à nouveau une autre évidence : à toutes les époques de l'histoire a existé une relation étroite entre pouvoir et richesse, entre politique et finances. La richesse de Valence permettait alors de promouvoir sur son territoire un intérêt passionné pour les arts et aussi la langue, désignée comme langue valencienne, quand bien même il existait toute une aire linguistique - les terres de langue occitane -, où les différences grammaticales et

orthographiques n'empêchaient pas une compréhension globale de chacun de ces "dialectes". C'est justement un écrivain valencien, qui avait beaucoup voyagé, Joanot Martorell, qui précisait dans son célèbre livre, *Tirant lo Blanch*, qu'il écrivait en valencien, et non pas en catalan. Le nombre et l'étendue de ses voyages est un fait assez surprenant pour une époque où voyager était une entreprise compliquée et pleine de dangers. Un de ses périple l'amena à séjourner pendant une longue période à la cour anglaise. Il avait traversé une partie de l'Europe, et certainement avait connu la Catalogne, mais il avait senti la nécessité de spécifier qu'il écrivait en valencien. Nous pourrions penser qu'il était sans doute fier de sa ville - chose très probable - mais de notre côté, nous préférons dire que, hormis le fait qu'il dédiait son livre à l'infant Fernand de Portugal, il tenait à mettre en évidence sa fidélité à son seigneur, à son souverain qu'il avait d'ailleurs servi à Naples. Et nous continuons à insister sur le fait que le nationalisme est un concept contemporain - qui apparaît au XIXe siècle<sup>50</sup> -. Les théoriciens primordialistes ont toujours cherché à réinterpréter, d'une manière rétrospective la fidélité féodale comme une fidélité dirigée à une communauté, or cette fidélité féodale était toujours dirigée vers une individualité bien définie : un seigneur, et un souverain, Alphonse le Grand ou le Magnanime dans ce cas, un roi qui régnait sur plusieurs territoires indépendants, dont le royaume valencien. L'époque de splendeur valencienne ne fut pas assez longue pour qu'une revendication aussi catégorique que celle de Joanot Martorell prenne racine. Depuis cette version féodale du XVe siècle, nous pouvons dire que le nationalisme purement valencien n'a jamais

---

<sup>50</sup> Voir O. Faron : "Anne-Marie Thiesse, la création des identités nationales. Europe XVIIe-XXe siècle" [compte-rendu]. Faron, Olivier. Histoire, économie et société/Année 2000/Volume 19/Numéro 1/pp. 155-156 sur : [http://www.persee.fr/doc/hes\\_0752-5702\\_2000\\_num\\_19\\_1\\_2111\\_t1\\_0155\\_0000\\_4?q=faron,%20olivier](http://www.persee.fr/doc/hes_0752-5702_2000_num_19_1_2111_t1_0155_0000_4?q=faron,%20olivier) et Taboada-Leonetti, Isabel : "Anne-Marie Thiesse, La création des identités nationales". Cahiers de l'Urmis [En ligne], 6 | mars 2000 mise en ligne le 15 septembre 2003. URL : <http://urmis.revues.org/304>, consultés 15/04/16. Voir E. Savarese : "B. Anderson, L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme" [note critique]. E. Savarese /Politix/Année 1998/Volume 9/Numéro 36/pp. 198-202 : [http://www.persee.fr/doc/politix\\_0295-2319\\_1996\\_num\\_9\\_36\\_1988?q=B%C3%A9n%C3%A9dict%20Anderson](http://www.persee.fr/doc/politix_0295-2319_1996_num_9_36_1988?q=B%C3%A9n%C3%A9dict%20Anderson) et Chivallon, Christine : "Retour sur la 'communauté imaginée' d'Anderson. Essai de clarification théorique d'une notion restée floue". *Raisons politiques*, 2007/3 (n° 27), p. 131-172. DOI : 103917/rai.027.0131. URL : <https://www.cairn.info/revue-raisons-politiques-2007-3-page-131.htm>, consultés le 28/04/16. Voir S. Berstein : "Éric Hobsbawm, Nations et nationalisme depuis 1780" [compte-rendu]. Berstein, Serge. *Revue d'histoire moderne et contemporaine/Année 1994/Volume 41/Numéro 1/pp. 189-190* : [http://www.persee.fr/doc/rhmc\\_0048-8003\\_1994\\_mum\\_41\\_1\\_1711\\_t1\\_0189\\_0000\\_2?q=hobsbawm](http://www.persee.fr/doc/rhmc_0048-8003_1994_mum_41_1_1711_t1_0189_0000_2?q=hobsbawm) et E. Hobsbawm : "Les États créent les nations, pas l'inverse". "Les mobilisations identitaires" sur *Le Monde diplomatique*, mai 2010, p. 21 sur <https://www.monde-diplomatique.fr/2010/05/HOBSBAWM/19105>, consultés 28/04/16.

existé. C'est pourquoi au XXe siècle, nous pouvons observer comment le projet catalaniste, déguisé en valencianisme a cherché à occuper cette place. Et il a toujours tenté sa chance dans les périodes troubles, là où la légitimité du gouvernement national était plus facile à remettre en cause : les périodes de crise et surtout de dictature. Si celle de Primo de Rivera fut une occasion assez favorable, celle de Franco avait tous les ingrédients pour être encore plus profitable. Elle fut beaucoup plus longue et encore plus dure.

## 9.2 - Un autre bagage idéologique et institutionnel

Il faut tenir compte du fait très important, que si le franquisme put abolir les lois promulguées par la Seconde République, il ne put jamais en revanche, effacer de la mémoire collective les institutions emblématiques qui avaient fait du régime antérieur, une époque de grand contraste avec tout le reste de l'histoire espagnole. Les catalanistes justement s'étaient assurés qu'il en soit ainsi. Rappelons que Lluís Companys, dernier président de la *Generalitat* catalane en 1939, s'était empressé depuis l'exil de créer la *Fundación Ramón Llull* (mai 1939), pour protéger la langue et la culture catalane, il avait même été jusqu'à constituer le *Consejo Nacional de Cataluña*, pour faire en sorte que l'ancien gouvernement catalan continue à avoir un organisme qui le représente. Par ailleurs, tant que Paris ne fut pas envahi par les Allemands, il exista là-bas un bureau exclusif de la *Generalitat*. Il était évident que les catalanistes étaient décidés à se réorganiser en attendant des temps meilleurs. La victoire des alliés fut certainement un événement qui souleva de grands espoirs, or cela ne se traduisit en rien de concret pour les Espagnols. Le régime franquiste se voyait isolé internationalement, mais le véritable danger pour lui s'annonçait davantage sur le plan économique. Tout cela le contraignit à radoucir un peu ses formes et à faire certains gestes de concorde, en particulier sur un territoire considéré stratégique pour le développement national, la Catalogne. Dans l'histoire catalaniste on parle d'une brèche qui s'ouvre en 1946 lorsque le régime autorise la réouverture du théâtre

catalan et l'activité de la société chorale, l'*Orfeón catalan*<sup>51</sup>. Il faut prendre note qu'on peut considérer cet événement comme l'inspiration du catalanisme, puisque la musique et la chanson (la *nova canço*) seront des moyens emblématiques qui seront utilisés dans la résistance idéologique contre le franquisme. Par la même occasion le régime tolérait mollement l'édition de livres en catalan, ce qui permettait qu'en 1949 un philologue, Francesc de Borja, publie un dictionnaire de catalan-valencien-baléare qui serait complété en 1962. L'année 1962, nous le verrons, verrait sur tous les fronts le retour du catalanisme actif, parallèlement à un début de mobilisations collectives au niveau national, généralement pilotées par le parti communiste et plus exactement par les *Comisiones Obreras* (CCOO - Commissions ouvrières). Ce dictionnaire aidait à relancer l'idée de l'unité de la langue, ainsi que l'existence des "Pays catalans". Tout ceci coïncidant avec le moment où les milieux intellectuels catalans, relayés par une nouvelle génération, commençaient à prendre parti ouvertement. Il est sûr que la construction d'un Marché Commun, et la proximité d'une Europe démocratique galvanisaient les esprits. L'occupation de l'université pendant l'hiver de 1956-1957 mit en évidence la couleur catalaniste des groupes de gauche qui en profitaient pour constituer le parti socialiste unifié de Catalogne (*Partit Socialist Unificat de Catalunya - PSUC*). En 1960 c'était encore la couleur locale qui marquait la contestation, à l'occasion du centenaire de la naissance de Joan Maragall. La chorale de l'*Orfeón catalan* refusait de retirer de son répertoire le chant du drapeau catalan (*el cant de la senyera*), et cette victoire montrait aux catalanistes qu'il existait une voie de contestation subtile et très efficace qui confirmait la consigne lancée par Lluís Serrahima, en 1959 (article publié dans *Germinabit*) : "*Ens calen cançons d'ara*" (Il faut des chansons de maintenant). Le chant et la musique se présentaient comme un parfait instrument pour pratiquer ce que les catalanistes dominaient bien, la guerre des idées. Effectivement en 1962 apparaissaient les premiers disques de différents auteurs, chanteurs et compositeurs. Certains d'entre eux ont eu des carrières très

---

<sup>51</sup> Voir *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne* (Publications de l'Université de Provence) N° 45 "Catalanismo: Política y Cultura" Jordi Casassas (coord.) [https://www.academia.edu/5830822/n\\_45\\_CATALANISME\\_POLITIQUE\\_ET\\_CULTURE-CATALANISMO\\_POLITICA\\_y\\_CULTURA\\_Jordi\\_Casassas\\_Coord.\\_](https://www.academia.edu/5830822/n_45_CATALANISME_POLITIQUE_ET_CULTURE-CATALANISMO_POLITICA_y_CULTURA_Jordi_Casassas_Coord._) (consulté 01/05/2017) et *Sociétés Musicales et Chantantes en Espagne (XIXe-XXe siècle)*, Jean-Louis Gereña, *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne* GDR30CNRS Maison des Pays Ibériques (1995) sur [https://www.academia.edu/5827904/n\\_20\\_SOCIETES\\_MUSICALES\\_ET\\_CHANTANTES\\_EN\\_ESPAGNE\\_XI\\_Xe-XXe\\_siècle\\_.Jean-Louis\\_Guereña\\_coord.\\_](https://www.academia.edu/5827904/n_20_SOCIETES_MUSICALES_ET_CHANTANTES_EN_ESPAGNE_XI_Xe-XXe_siècle_.Jean-Louis_Guereña_coord._)

longues, comme Joan Manuel Serrat. Cette stratégie se révélait tellement simple et efficace à la fois qu'elle fut copiée dans d'autres régions (Galice, Asturies, Aragon, Pays Basque, Castille). Julio Iglesias eut son premier succès international avec une chanson en galicien (*un canto a Galicia*), et à Valence Lluís el Sinfoner ne chanta jamais autrement qu'en valencien. Ce qui nous intéresse est de mettre en évidence ici, que les méthodes du catalanisme sont toujours des méthodes très élaborées, car son origine bourgeoise détermine cette prééminence subtile et non violente dans ses formes. Disons que l'on pourrait situer les méthodes du catalanisme aux antipodes de celles de l'anarchisme, même si les deux mouvements naissent à peu près à la même époque et cohabitent au même endroit. Les objectifs étaient aussi très différentes, si l'anarchisme<sup>52</sup> croyait en une solution immédiate, grâce aux attentats meurtriers ciblés, au vu de l'absence de résultats, le catalanisme lui a toujours misé sur des étapes graduelles, projetant son but non pas à court terme ou moyen terme, mais à long terme, conscient du fait que le succès va rarement de pair avec l'improvisation. Un *modus operandi* très caractéristique de la bourgeoisie, que les explications de Fernand Braudel illustrent d'une manière particulièrement opportune, lorsqu'il décrit les étapes de cette ascension sociale. Celle-ci d'ailleurs est étroitement unie au processus capitaliste. Elle se caractérise notamment par une patience modèle, où la dose d'opportunisme est égale à l'habileté employée à tirer parti des institutions plutôt que de chercher à les détruire, contrairement au cas des anarchistes. Il décrit bien ce que nous pourrions dénommer une trajectoire type : "Leur ambition est assortie de patience, elle s'étale dans la longue durée"<sup>53</sup>, et il précise que cette classe est "créatrice ou utilisatrice de la hiérarchie solide qui sera l'épine dorsale du capitalisme"<sup>54</sup>. C'est pourquoi nous ne devons pas nous étonner si parmi ces institutions susceptibles de servir l'ascension au pouvoir des catalanistes se trouve l'Église. Nous avons déjà l'exemple paradigmatique de 1892, avec l'évêque Torres y Bages qui publia *La tradición catalana*, mettant en évidence de la part d'un secteur de

---

<sup>52</sup> Josep Termes : "El anarquismo falló por no tener método" [http://elpais.com/diario/2011/09/10/catalunya/1351616859\\_850215.html](http://elpais.com/diario/2011/09/10/catalunya/1351616859_850215.html) fort aussi à Valence voir Rosana B. Crespo: "Cuando Valencia fue epicentro de la agitación anarquista" 14/01/2013 <http://www.abc.es/local-comunidad-valenciana/20130111/abci-cuando-valencia-protagonista-revoluciones-201301111208.html> et Ateneo à Valence <http://www.ateneoalmargen.org>

<sup>53</sup> Fernand Braudel : *La dynamique du capitalisme...*, op. cit., p. 72.

<sup>54</sup> *Ibidem*.

la hiérarchie ecclésiastique, la défense du catalanisme ; le monastère de Montserrat a une trajectoire significative à ce sujet (publication par exemple de la revue *Serra d'Or*, dont nous parlerons plus loin). En 1963, un autre membre de l'église catalane fit un pas dans le même sens ; le père Escarré<sup>55</sup> publia dans le journal français *Le Monde* un article (14/11/1963) qui était une réprobation publique et internationale contre le franquisme, un régime qu'il accusait d'être contraire à la foi chrétienne, à cause de ses procédés autoritaires et criminels. Une dénonciation qui lui valut l'exil, mais qui n'empêcha pas le couvent des capucins de la localité de Sarrià, d'abriter en 1966, un congrès qui réunit des cercles intellectuels de toute sorte, autorisant de ce fait la création en son sein du Syndicat Démocratique de l'Université de Barcelone (*Sindicato democrático de la Universidad de Barcelona - SBDEUB*). En 1970, c'est à nouveau un monastère, celui de Montserrat, qui abrita les protestations contre le procès de Burgos. Non seulement on demandait clémence pour les accusés, on revendiquait également les libertés démocratiques, y compris celle de tous les peuples qui intégraient l'État espagnol. Et on allait même jusqu'à demander le droit à l'autodétermination. Tout ceci prouve que le combat pour la liberté et la démocratie en Catalogne devenait indissociable de l'idée d'une Catalogne autonome. Le catalanisme était la couleur principale de l'opposition au franquisme, il n'est donc pas étonnant que lorsque se constitue l'assemblée catalane (*la Asamblea de Catalunya*), - à nouveau dans une église (San Agustín) -, elle se compose des principales forces vives de la société catalane qui avaient antérieurement formé la *Coordinadora de Fuerzas Políticas de Catalunya* (Groupe de coordination des forces politiques catalanes, créée le 7 novembre 1971 dans l'église de San Agustín, quartier *El Raval*). Et celle-ci ne manquait pas d'exiger le droit à l'autodétermination. C'est-à-dire que le catalanisme était parvenu à transmettre une idée fondamentale, que la liberté de la société catalane était la garantie de la liberté des Catalans, et que sans la liberté institutionnelle - signifiant un retour du statut d'autonomie - la liberté serait irréaliste, en tout cas incomplète. Il suffit de voir les résultats électoraux de 1977<sup>56</sup> pour

---

<sup>55</sup> "El abad de Montserrat camino del exilio" (12/03/2015) <http://www.lavanguardia.com/20150312/54428054102/politica-franquismo-monasterio-de-montserrat-aureli-maria-escarre-catalanismo-religion.html>

<sup>56</sup> Pourcentage correspondant à l'ensemble de la région catalane. Source: Ministère de l'Intérieur espagnol: [www.infoelectoral.interior.es/min/](http://www.infoelectoral.interior.es/min/)

constater que la couleur catalane était absolument majoritaire dans les sigles des partis. Le premier parti était PSC - PSOE (*Partit dels Socialistes de Catalunya*) 28,5%. Le deuxième parti : PSUC-PCE (*Partit Unificat de Catalunya*) : 18,31%. Le quatrième PDPC (*Coalició Democràtica per Catalunya*) 16,88%. Cinquième force : UDC-IDCC (*Unió Democràtica Cristiana de Catalunya*) : 5,67%. Face à cette réalité catalane, nous allons voir que la situation à Valence était bien différente.

L'auteur Andrea Geniola<sup>57</sup> justifie une tolérance précoce et inhabituelle du franquisme vis-à-vis des institutions emblématiques de la culture valencienne, par le fait que des membres importants du parti régionaliste *Derecha Regional Valenciana* (DRV) se seraient ralliés très tôt et sans réserve au nouveau régime. Il cite le cas de Francisco Alcayde Vilar<sup>58</sup>, mais oublie, à notre avis, d'ajouter, une raison de poids : la société valencienne n'avait pas fait de sa langue un objet de revendication politique, comme l'avait fait la société catalane. De fait même les anciens membres de la *Lliga* catalane comme Cambó<sup>59</sup> et Joan Calvell, qui avaient appuyé stratégiquement et financièrement les troupes franquistes ne purent pas empêcher la répression de la langue catalane après la guerre. C'est pourquoi cette brèche qui s'était ouverte dans la société catalane en 1946, fut beaucoup plus précoce à Valence, puisque dès 1939, la même année où prit fin la guerre civile, on permettait la réouverture des locaux de Lo *Rat-Penat* (origine 1878) et du Centre de Culture Valencienne (*Centre de Cultura Valenciana*, crée en 1915), laissant ainsi à la langue autochtone, quoique d'une manière minoritaire, retrouver une place dans la vie des Valenciens. Le fait que le régime ait cherché à réutiliser les symboles valenciens en sa faveur n'est pas un fait qui doive nous surprendre. Que pouvait-on attendre en ces circonstances! Néanmoins A. Geniola dénonce le "parallélisme" fait entre Franco et Jaime I, à l'occasion de la célébration de la fête nationale le 9 octobre de cette même année 1946, septième centenaire de l'entrée de Jaime I dans la ville en 1238. L'occasion était trop belle de mettre sur un pied d'égalité la croisade de Franco menée contre les rouges ("los rojos",

---

<sup>57</sup> Andrea Geniola: ""Es tan sano el regionalismo valenciano". Regionalisme i anticatalanisme al País Valencià durant el franquisme (1962-1977)" dans : *De País a comunitat. Valencianisme polític i regionalisme...*, op. cit., p. 619-642.

<sup>58</sup> *Ibidem*, p. 622.

<sup>59</sup> Voir à ce sujet le livre de Borja de Riquer i Permanyer: *El último Cambó (1936-1947). La tentación autoritaria...*, op. cit.

les républicains), et celle de Jaime I menée contre les maures. Une chose que les Valenciens n'auraient jamais pu éviter car cela représentait un acte de propagande de première classe pour le régime. Avec ou sans la collaboration de *Lo Rat-Penat*, une pareille chose se serait faite également. C'est pourquoi le parallélisme que l'auteur fait entre *lo rat-penisme* et le pétainisme n'est pas particulièrement élégant, même s'il n'est pas surprenant, puisque nous savons que cette entité est aujourd'hui une des deux (l'autre est l'Académie Royale de Culture Valencienne : *Real Academia de Cultura Valenciana* : RACV -, ancien Centre de Culture Valencienne - CCV) qui défendent l'originalité de la culture valencienne, face aux idées fustériennes qui revendiquent la nature catalane de la langue et de la culture valenciennes. Nous allons donc voir que tout au long de notre étude, la guerre entre le catalanisme et le rat-penisme reste constante, à l'exception de la période clé de la signature des *Normes de Castellón* où l'ambiance s'était notablement radoucie, pour les raisons que nous avons expliquées. Les circonstances de l'époque franquiste par contre obligeait au silence. Depuis lors, cet auteur, et tous les pancatalanistes dont J. Fuster en tête, ont accusé cette association d'avoir aidé à institutionnaliser pendant et après le franquisme, l'idée de régionalisme valencien, et donc d'avoir accepté de se soumettre au centralisme en faisant de la culture valencienne une culture minoritaire, enfermée dans des cercles cultivés et par-dessus tout apolitiques, n'acceptant qu'une projection folklorique au niveau des masses. C'est bien là toute la différence qui s'établit entre culture régionale et culture nationale. Le régionalisme accepte une place à l'intérieur d'un ensemble, où ses particularités sont consenties mais où politiquement celles-ci sont cantonnées à un second plan ; tandis que le nationalisme n'accepte pas de place dans un ensemble, mais veut être son propre ensemble, d'où le critère d'incompatibilité et d'uniformité qui prédomine face aux différences. Et cela nous met devant un paradoxe inattendu, puisque nous savons que le système franquiste a assumé le nationalisme espagnol fondamentalement comme une réaction aux nationalismes non espagnols. C'est-à-dire qu'il ne s'élevait pas pour s'imposer à une concurrence étrangère, sinon à une concurrence interne dans son propre pays. D'où la position de relative ouverture du régime face à la culture valencienne, sa tolérance aux symboles traditionnels, ses dates emblématiques (le 9 octobre indiqué avant) ou ses fêtes populaires : les *Fallas*, outre le droit octroyé au *Rat-Penat* de donner des cours de valencien ainsi que des conférences

sur l'histoire de la culture valencienne. Toute une série d'événements qui n'eurent pas lieu immédiatement, mais qui furent assez tôt tolérés, comme le reconnaît ce même auteur. La remarque qu'il émet est d'ailleurs très subjective, puisqu'elle sert à appuyer cette idée de concurrence que nous signalons. Il explique que "la survie de manifestations publiques identitaires devint un phénomène unique dans le domaine de la culture catalane durant le franquisme"<sup>60</sup>. C'est-à-dire que les catalanistes reprochent aux Valenciens de *Lo Rat-Penat* d'accepter une position subalterne face au régime franquiste, qui malgré tout - respectait les symboles culturels valenciens -, en même temps qu'eux-mêmes nient ces différences culturelles, puisque d'emblée l'auteur s'octroie le droit à l'uniformité, et qualifie le territoire valencien de "domaine culturel catalan". Tout ceci nous met sur une autre piste, par rapport à la nature du nationalisme valencien, que nous essayons de disséquer tout au long de cette thèse. "La Bataille de Valence" qui se produit avec le retour de la démocratie, n'est pas seulement l'expression d'une rivalité entre ce qui est considéré vraiment valencien, et ce qui ne l'est pas ; c'est incontestablement une lutte entre Madrid et Barcelone, pour, du côté madrilène conserver dans son aire d'influence ; et pour, du côté catalan, attirer dans son aire d'influence, une région qui culturellement et économiquement est significative.

Avant la symbolique année 1962, qui marque au niveau général, le moment d'une reprise de l'activité clandestine, ainsi que des manifestations, on peut affirmer que le valencianisme dans son sens purement politique est pratiquement absent. Une circonstance bien différente du cas catalan, que nous venons d'examiner. Il faut toutefois mentionner un acte symbolique, signalé par Josep Picó et Ramir Reig<sup>61</sup> qui eut lieu en 1955, à l'initiative de jeunes membres du *Rat-Penat*, qui pour marquer la date de la mort de Carles Salvador (l'ancien professeur qui avait rédigé le cours élémentaire de valencien par correspondance) divulguèrent un manifeste sur la dignité de la langue et de la culture valencienne. Néanmoins ce genre d'acte restait toujours très minoritaire et n'avait aucune portée sur le grand public. Selon les mêmes

---

<sup>60</sup> Andrés Geniola. "Es tan sano el regionalisme valenciano" dans : *De País a comunitat. Valencianisme polític i regionalisme...*, op. cit. p. 623.

<sup>61</sup> Josep Picó et Ramir Reig : "El franquismo de la autarquía al plan de estabilización". *Historia del Pueblo Valenciano...*, op. cit., p. 923.

auteurs<sup>62</sup> cités plus haut, le valencianisme politique aurait commencé à se restructurer à partir de 1959, à l'occasion d'une célébration du centenaire d'Ausiàs March, qui aurait amené un groupe d'étudiants à organiser des réunions en l'honneur du grand poète valencien, incluant également un séminaire. Ceci aurait abouti à la publication de plusieurs revues universitaires : *Diàleg*, *Concret* et *Bates Blanques*, ainsi qu'une anthologie rédigée par de jeunes poètes valenciens. Nous avons consulté ces revues, plus exactement deux de ces revues : *Diàleg* et *Concret*, puisqu'il a été impossible de trouver le moindre exemplaire de *Bates Blanques*. L'examen de celles-ci démontre qu'au moins dans le cas de *Diàleg* cette inquiétude des cercles universitaires n'a pas pris une forme écrite avant 1961. Les exemplaires disponibles à la bibliothèque de la *Generalitat*<sup>63</sup> sont présentés en format de filmographies et ils sont rarement complets, des pages manquent systématiquement. Le premier numéro de *Diàleg* datait du 1er février 1961. Il s'agit d'une revue écrite à la machine, et donc présentée sous un format très rudimentaire. L'éditorial posait par-dessus tout un problème existentialiste, au sujet de la nécessité de communiquer des idées, des impressions et sur la responsabilité des étudiants par rapport à la réalité qui les entourait, d'où le nom de la revue "Dialogue". C'est pourquoi la conclusion finissait sur cette déclaration:

Ahí es donde toma raíz este boletín. Quisiéramos que sirviera para dialogar sobre lo que hasta ahora hemos silenciado. Sobre todo lo que está pidiendo nuestra palabra. La palabra que tenemos que decir sobre nuestro país, sobre nuestra región, sobre nuestra ciudad, sobre nosotros mismos y sobre el mundo nuestro en que vivimos<sup>64</sup>.

Bien que l'éditorial soit écrit en espagnol, la revue était bilingue. Les articles étaient rédigés autant par des professeurs que par des étudiants. Les sujets débattus étaient variés, mais n'avaient pas, à première vue, un caractère purement valencianiste, sans doute la censure obligeait à adopter des apparences plus ou moins voilées. Il y avait une tendance très marquée à porter les réflexions sur le domaine international et européen, plutôt que sur l'Espagne ; les espoirs d'arriver à fomer partie de ce projet communautaire, galvanisaient les imaginations, et nous verrons pourquoi. Paradoxalement la première année (1961), révèle plusieurs articles qui *a priori* semblent faussement critiques envers les nationalismes, et qui prouvent que

---

<sup>62</sup> *Ibidem*, p. 936-937.

<sup>63</sup> Bibliothèque de la *Generalitat*, ou Bibliothèque de San Miguel de los Reyes à Tabernes Blanques.

<sup>64</sup> Revue universitaire *Diàleg*, N° 1, février 1961. Faculté de droit, p. 2.

l'ambiguïté a toujours été un matériel nécessaire pour implanter le pancatalanisme à Valence. Ce premier article du professeur universitaire d'archéologie, Miquel Tarradell<sup>65</sup>, écrit d'ailleurs en valencien (ou plutôt catalan, puisqu'il était catalan), pourrait représenter un exemple type. Sous forme d'une critique raisonnée mais catégorique, il applaudit d'abord ce qu'il considère une réalité objective : "la découverte morale de l'Europe est un fait consolidé"<sup>66</sup>, pour blâmer ensuite les nationalismes exacerbés qui avaient provoqué les deux guerres mondiales. Rappelant comment ce nationalisme porté à son extrême arrivait à empoisonner la culture, il donnait en exemple, la dispute des historiens de l'art allemands et français qui auraient fait "leur propre guerre"<sup>67</sup> en discutant "avec violence et avec une puérilité inimaginable"<sup>68</sup> les origines du gothique ; si celles-ci étaient françaises ou allemandes. Ces explications finales représentaient un véritable plaidoyer contre les nationalismes hérités de la renaissance. Or là il faut comprendre, nationalismes imposés par la force. Ce qui par opposition légitimait ces nationalismes qui comme le pancatalanisme se présentait en tant que produit d'une évolution historique et culturelle. C'était rééditer le même discours d'avant-guerre, et profiter des effets catastrophiques causés par la Deuxième Guerre mondiale pour se donner un nouveau bain de légitimité. Il concluait d'une manière péremptoire que :

C'est aux historiens qu'a échu le rôle de défaire la pittoresque idée que les États qui existent à présent étaient créés en puissance, depuis Adam et Ève, et qu'ils n'auraient eu qu'à attendre leur conjoncture historique pour apparaître et ensuite continuer ainsi jusqu'à l'éternité. Les historiens du XIXe siècle sont en bonne partie responsables de la situation mentale qui privait du fait de voir le fait européen. La situation mentale antérieure se nourrissait d'histoires du type roman à l'eau de rose. Présentant le passé comme une simple préparation de la création des États de la renaissance. Ensuite, il s'agissait tout simplement de continuer, comme les couples des romans à l'eau de rose, qui une fois mariés voient tous leurs problèmes réglés, jusqu'à la fin de leurs jours. C'est encore l'histoire que l'on peut lire dans les manuels étudiés dans les écoles de pratiquement tous les pays<sup>69</sup>.

Il faut savoir que Miquel Tarradell i Mateu (1920-1995), était originaire de Barcelone, archéologue, historien et spécialiste dans les mondes punique ibérique et romain. Il profita de son séjour à Valence pour travailler dans les fouilles romaines et

---

<sup>65</sup> *Ibidem*, Miquel Tarradell: "El descobriment de l'Europa", *Diàleg* N° 2. Faculté de droit de Valence. Éditorial, mars 1962, p. 1 et 2.

<sup>66</sup> *Ibidem*.

<sup>67</sup> *Ibidem*.

<sup>68</sup> *Ibidem*.

<sup>69</sup> *Ibidem*.

ibériques de la ville. Nous expliquerons plus loin que sa relation avec Fuster ne fut pas occasionnelle, puisque c'est lui, selon Max Cahner<sup>70</sup> qui suggéra à Fuster d'organiser un voyage à Barcelone pour des étudiants de l'université de Valence ; un voyage dont les conséquences seront particulièrement révélatrices, mais nous nous y attarderons plus loin. En outre il faut savoir que Tarradell reçut en 1977, le prix d'honneur des Lettres catalanes, et que ses idées nationalistes l'amènèrent à affirmer que le cadre géographique des "Pays catalans" avait déjà une personnalité historique avant même l'arrivée des Romains, c'est pourquoi nous ne devons pas nous étonner qu'il conteste ceux qui ont émergé à l'époque de la Renaissance : qui sont en réalité les nationalismes "historiques", parce que les plus vieux, comme l'Espagne, la France, le Royaume Uni. Disons que Tarradell maintenait le typique raisonnement primordialiste, raison pour laquelle le message de Tarradell n'était absolument pas destiné à condamner le nationalisme, son but était beaucoup plus subtile, il reproduisait le raisonnement de Prat de la Riba, bâtissant l'opposition entre la nationalité légitime parce que "scientifique" (la "nationalité catalane") face à la nationalité illégitime (la nationalité espagnole), parce que, imposée par la force. Par contre il ne semble pas conscient de la contradiction qu'il encourait lorsqu'il se félicitait chaleureusement de la découverte du "fait européen", tandis qu'il réfutait une réalité beaucoup plus proche et beaucoup moins discutable comme l'évidence historique de la nation espagnole. Un pays à l'intérieur duquel la région catalane a évolué depuis plus de cinq cents ans.

Un autre exemple de participation au journal universitaire serait celle de l'article rédigé par l'auteur Manuel J. Ardit, intitulé "Universalisme"<sup>71</sup>, également écrit en valencien, un autre auteur dont nous reparlerons. Celui-ci aborde la critique contre le nationalisme depuis un autre angle. Il affirme que pour défendre vraiment l'universalisme, il faut partir de deux prémisses : l'unité de civilisation (occidentale) et l'unité du genre humain. Selon lui, la première, par l'institution du nationalisme en vigueur dans la société occidentale depuis le début du XIX siècle, et la deuxième, par un phénomène analogue, qu'il qualifie de "civilisationisme", conduisent ensemble à

---

<sup>70</sup> Max Cahner: "La gènesi de "Nosaltres els valencians"", p. 250, dans : *Fuster entre nosaltres*. Generalitat Valenciana. Conselleria de Cultura. Direcció tècnica Antoni Gómez i Giménez. Valencia.

<sup>71</sup> Manuel J. Ardit: "Universalisme". *Diàleg*. N° 2, mars 1961.

une erreur de perspective qui est de prendre la partie pour le tout, soit assimiler l'individu au groupe. Par ailleurs, il précise que le sentiment de "-in-group-" ou d'appartenance est naturel puisqu'il commence avec la famille, pour s'élargir à l'école, la ville, la région, au pays ou nation. Il explique que justement le nationalisme s'applique à faire de sorte que la limite de ce "-in-group-" soit la nation. Ce qu'il considère "monstrueux parce que cela fait oublier deux communautés supérieures : la civilisation et le genre humain"<sup>72</sup>. Il reconnaît que pour les occidentaux, élevés dans cette tradition, il est difficile d'échapper à cette vision "qui affecte toute notre structure intellectuelle"<sup>73</sup> et qui nous portent à l'extrême de "créer des stéréotypes malintentionnés des autres"<sup>74</sup>. Le cas de cet étudiant est encore plus significatif, sachant qu'en avril 1961, seulement un mois après avoir envoyé cet article à la faculté de droit de Valence, il signait la lettre publiée dans *Serra D'Or*, "Carta oberta als intel.lectuals barcelonins"<sup>75</sup>, destinée à appuyer dans son intégralité la thèse principale de Fuster sur l'indivisibilité de la "nationalité catalane", ce qui à première vue paraissait être une contradiction. Nous reparlerons bien sûr de cette lettre, mais, nous ne pouvons pas omettre de signaler ces deux articles car ils représentent bien le genre de spéculation intellectuelle (légitimité catalane/non légitimité espagnole, à plus forte raison quand elle était imposée par le franquisme) utilisée par les catalanistes, pour attirer vers eux les personnes - autant professeurs qu'étudiants - aux inquiétudes existentialistes les plus fortes.

Il faut arriver au numéro 3 de la revue, c'est-à-dire avril 1961 - la même année et le même mois que la lettre ouverte - pour avoir l'occasion de lire un article à claire réminiscence fustérienne : "Parlem de una generació"<sup>76</sup>, dont l'auteur est Joan Riera. Il parle de "la survie spirituelle d'un peuple en tant que culture". Ceci oui équivalait à reprendre clairement le topique fustérien d'"un peuple à moitié fait"<sup>77</sup>, en référence à Valence qu'il faut comprendre alors comme faisant partie d'un ensemble - la "patrie catalane" - . Il employait d'ailleurs le langage des romantiques en introduisant le mot

---

<sup>72</sup> *Ibidem*.

<sup>73</sup> *Ibidem*.

<sup>74</sup> *Ibidem*.

<sup>75</sup> Max Cahner: "La gènesi de "Nosaltres els valencians"" cite : "Carta oberta als intel.lectuals barcelonins". *Serra d'Or*, 2<sup>a</sup> època, any III, n<sup>o</sup> 4, Monserrat, abril 1961, p. 7.

<sup>76</sup> Joan Riera: "Parlem de una generació". *Diàleg*, N<sup>o</sup> 3, avril 1961.

<sup>77</sup> *Ibidem*.

patrie, et en affirmant que le chemin pour y parvenir exigeait effort et héroïsme. Sans citer le régime alors en place il mentionnait "une série de circonstances qui barrent notre route"<sup>78</sup> ou "un brouillard" qui doit obliger à chercher "notre lumière". Un autre article attire particulièrement notre attention, parce qu'il est écrit par Eliseu Climent, un étudiant qui prit part au voyage à Barcelone, organisé par Fuster en avril 1960, et qui signa la lettre ouverte aux intellectuels barcelonais, d'avril 1961. Une personne qui plus tard deviendrait particulièrement significative dans l'univers valencianiste, et nous aurons plusieurs fois l'occasion de reparler de lui. Dans cet article il faisait une claire allusion à la conjonction existante alors entre les syndicats ouvriers et les syndicats chrétiens qui travaillaient unis dans la clandestinité. Le titre : "Les catholiques et la gauche" (*Els catòlics i les esquerres*)<sup>79</sup>, était l'occasion pour lui de détruire un cliché, selon lequel on considérait que les chrétiens étaient naturellement de droite. Cependant il déclarait que la foi chrétienne oblige à être du côté des opprimés<sup>80</sup>. Un article qui peut paraître ne pas être en relation avec le monde pancatalaniste, mais qui en réalité s'occupe de réhabiliter l'Église. Nous savons que la tradition catalaniste s'appuie sur les vieilles structures, et ne renie pas l'église, bien au contraire. Ce genre de discours servait donc à lutter contre l'avancée des aspirations laïques dans un régime - le franquiste - où l'église s'était mise franchement du côté du plus fort. N'oublions pas que Fuster était de tradition carliste traditionnaliste, donc antilibérale par définition<sup>81</sup>, et il s'est bien gardé de critiquer l'Église.

Ce n'est que le numéro 4 de la revue - le dernier -, qui affiche beaucoup plus clairement des idées critiques face à la politique espagnole de l'époque, tout en adoptant un discours valencianiste plus déclaré. L'article non signé au sujet de la Belgique était une claire invitation à faire des parallélismes avec l'Espagne, et le titre était plus que suggestif (*Diàleg* essaye le dialogue)<sup>82</sup>. Après une explication résumée

---

<sup>78</sup> *Ibidem*.

<sup>79</sup> Eliseu Climent: "Els catòlics i les esquerres". *Diàleg* N° 4, 1962.

<sup>80</sup> Voir le cas d'Alfonso Comin qui a beaucoup écrit dans *Triunfo* et *Cuadernos para el diálogo* pour dénoncer les latifundios et la pauvreté: <http://www.fdacomin.org/esp/02alfonso.php>

<sup>81</sup> Voir Ismael López Muñoz : "Los sucesos de Montejurra. Tiros desde Montejurra en la niebla contra una multitud indefensa" (11/05/1976 consulté 01/05/2016 [https://elpais.com/diario/1976/05/11/espana/200613633\\_850215.html](https://elpais.com/diario/1976/05/11/espana/200613633_850215.html) où les deux branches du carlisme, une plus traditionnelle et une autre plus progressiste, à travers deux frères, Carlos Hugo et Sixto Enrique de Borbón y Parma se disputent la descendance et légitimité de l'héritier Javier de Borbón.

<sup>82</sup> "Diàleg intenta el diàleg". *Diàleg* N° 4, op. cit.

des phases historiques qui ont conduit à la prééminence de la langue française dans ce pays il justifiait la situation du bilinguisme et en profitait pour rappeler que les Belges demandaient un État fédéral ; il semblait suggérer la même solution pour l'Espagne, quelque chose qu'avaient déjà revendiqué les catalanistes sous la Seconde République (voir le statut de Nuria) et chose qu'ils revendiqueraient avec le retour de la démocratie<sup>83</sup>. Nous verrons plus loin, comment la gauche (autant le parti socialiste que le parti communiste) sous la Transition revendiquait la construction d'une Espagne fédérale, ce qui impliquait ouvertement la pratique du bilinguisme. Cette conception du fédéralisme est d'ailleurs toujours très présente dans la politique espagnole, à l'intérieur des partis de gauche<sup>84</sup>. Ensuite sa dernière phrase était sans doute adressée à Valence, puisqu'il lançait cette question : "Un peuple a le droit de demander à sa capitale la ré-assimilation culturelle et linguistique ?"<sup>85</sup>. Un autre article sur le colonialisme était une claire critique à l'Espagne et à son passé colonialiste (certaines régions, Andalousie et Galice dénoncent alors le colonialisme castillan), et relançait le *leitmotiv* de la violence, comme source de non légitimité. Tout ceci ayant comme finalité de démontrer que la nationalité espagnole est une nationalité imposée sans racine culturelle et historique. Cet article avait été écrit par José Vicente Marqués, un valencianiste déclaré qui avec le temps adopterait une vision plus critique par rapport à ses premières positions de jeunesse. Malgré tout il est bon de préciser à quel point les catalanistes ont une curieuse mémoire, et ne se souviennent toujours que de ce qui leur convient. Ils ont très tôt commencé à critiquer l'impérialisme espagnol, c'est pourquoi nous ne devons pas nous étonner de trouver un article qui s'attache à blâmer le passé colonialiste espagnol. Aujourd'hui c'est encore un argument récurrent, et nous allons avoir l'occasion de signaler ces références dans l'ouvrage de Fuster, néanmoins il convient de rappeler que Prat de la Riba en personne, défendait avec

---

<sup>83</sup> Le fédéralisme renvoyait cependant au projet de République de Pi i Margall en 1874, inspiré par Proudhon, et donc associé à l'anarchisme, considéré responsable du mouvement cantonaliste. Pour cette raison le fédéralisme a été écarté des projets politiques. Voir Jorge Cagiao y Conde : "A vueltas con el federalismo español: Pi y Margall, Proudhon y Hegel". *Cahiers de Civilisation contemporaine* [en ligne], 2 | 2008, mise en ligne le 28 avril 2008, consulté le 01/05/2017 <https://ccec.revues.org/1443> ; DOI : 10.4000/ccec.1443

<sup>84</sup> Aujourd'hui les socialistes le proposent constamment et Izquierda Unida aussi, voir son projet : "Un estado federal, plurinacional democrático y solidario". Tomás Pérez Vejo "Un proyecto para España" (30/09/14) dans "Opinión" [http://elpais.com/elpais/2014/09/24/opinion/1411584774\\_536315.html](http://elpais.com/elpais/2014/09/24/opinion/1411584774_536315.html)

<sup>85</sup> "Diàleg intenta el diàleg". *Diàleg* N° 4, op. cit.

ardeur l'impérialisme<sup>86</sup>, qui plus est, il revendiquait le colonialisme, au nom de la civilisation. Nous citons ici ces propres paroles qui sont suffisamment éloquents :

Les peuples barbares, ou ceux qui vont dans le sens contraire de la civilisation doivent être soumis de gré ou de force à la direction et au pouvoir des nations civilisées. Les puissances cultivées ont le devoir d'étendre leur expansionnisme sur les populations arriérées. La France imposant son autorité à Alger, l'Angleterre en Égypte, la Russie au Kamatos, ont substitué la loi et l'ordre de la justice à la lutte barbare et dégradante qui régnait dans ces peuples. Le gain a été davantage supérieur pour la civilisation et pour ces terres malheureuses, que pour les peuples soumis. Ceux qui ont écrit des vers à Madhi contre l'Angleterre, à l'Aguinaldo contre les Américains, ou bien des odes à Alger et à ses pirates en lutte contre la France, sont des pauvres d'esprit qui ne savent pas voir la haute mission éducatrice de l'humanité, qu'exercent les nations civilisées, dans ces coûteuses entreprises.<sup>87</sup>

Nous savons que ce darwinisme social<sup>88</sup>, en vigueur à cette époque et présent dans les mentalités européennes, a justifié le colonialisme et aussi les injustices sociales ; il est remis en cause aujourd'hui. Il permet de donner idée de l'esprit de manipulation qui a prédominé dans les techniques catalanistes, où l'on s'est efforcé de présenter la "nation catalane" comme l'éternelle victime de l'impérialisme castillan ; or le premier à défendre et à préconiser l'impérialisme était Prat. La grande différence était que Prat pensait bien sûr à l'impérialisme catalan, en raison de cette "force matérielle" alias force économique à laquelle il faisait allusion. N'oublions pas qu'à partir de là, Prat a commencé à donner à la langue un poids essentiel, d'où son intérêt à organiser le premier congrès international de la langue catalane (1906) qui amena le premier pancatalanisme à Valence dans un secteur du parti *Valencia Nova*. Il s'agissait de préparer l'expansionnisme catalan, mais les catalanistes prenaient soin de bannir le mot impérialisme de leur vocabulaire, pour le réserver exclusivement à leur éternel adversaire, l'État espagnol. Il y a donc une logique au fait de trouver dans ce même journal un autre article qui s'attache justement à montrer l'importance de la langue. Celui-ci est écrit par Enric Solà Palerm qui l'intitulait : "Sobre la lengua". Une autre donnée significative est le fait que cet auteur fait partie de ce même groupe d'étudiants qui signa la lettre ouverte aux intellectuels barcelonais. Son article avait

---

<sup>86</sup> Un aspect qui est bien mis en valeur dans un énorme volume déjà cité (partie n° 2), celui d'Ucelay Da Cal, voir Jordi Casassas Imbert: "Enric Ucelay-Da Cal, El imperialismo catalán. Prat de la Riba, Cambó, D'Ors y la conquista moral de España". *Mélanges de la Casa Velázquez* [En ligne], 35-2 | 2005, mis en ligne le 14/10/2010, consulté le 01/05/2017 sur : <https://mcv.revues.org/2294> et aussi Israel Punzano Sierra : "Ucelay-Da -Cal analiza los nacionalismos en 'El imperialismo catalán'" sur [http://elpais.com/diario/2003/11/28/catalunya/1069985255\\_850215.html](http://elpais.com/diario/2003/11/28/catalunya/1069985255_850215.html)

<sup>87</sup> Enric Prat de la Riba : La nacionalitat catalana..., op cit., p. 120-121.

<sup>88</sup> voir <http://www.edgarmorin.org/blog/41-pensamiento-complejo/535-darwinismo-social-abusos-con-la-teoria-de-darwin.html>

une claire intention de propagande, et s'ajustait au typique modèle catalaniste : "agir au nom de la science". On peut se demander si cela explique le fait que ce numéro 4 de la revue *Diàleg*, fut le dernier. En effet, il faut se rendre compte que cet article reproduisait point par point le message fustérien, au sujet des "Pays catalans". On doit souligner sa longueur, autant que sa structure : sept pages au lieu de trois, qui était le maximum habituel. L'auteur commençait par faire une exposition relativement complète, avec beaucoup de notes en bas de pages, pour citer des auteurs, mais non pas des passages textuels. C'était comme nous avons expliqué, déployer l'habituelle panoplie catalaniste destinée à démontrer une prétendue objectivité. L'objectif était de couper court à une quelconque tentative de critique grâce à une masse d'informations soi-disant vérifiées, d'où la référence à des auteurs et même des institutions. Malgré tout on s'aperçoit que les citations textuelles restent inexistantes, ce qui démontre que l'auteur était parfaitement libre de modifier les affirmations de ces tierces personnes mentionnées. Son plan d'exposition était bien détaillé, et il débutait par le sujet de l'importance des langues, leur reconnaissance pour ensuite se donner la peine d'aborder les questions linguistiques dans certains pays comme la Belgique, l'Afrique du Sud, la Suisse, le Canada, le Pays de Galles, l'Irlande, la France, l'Union Soviétique et Israël, pour finalement entamer la partie décisive, le cas du valencien "Nuestro caso concreto". Il procédait immédiatement à délimiter l'aire géographique de la langue : ce qui était équivalent à récupérer la revendication pancatalaniste présente dans les journaux valencianistes d'avant-guerre. N'oublions pas que ceux-ci se préoccupaient tout particulièrement de bien délimiter l'extension de la langue catalane, qui s'étirait depuis le Roussillon jusqu'au Nord de Murcie, incluant les Îles Baléares. Il précisait que malgré le fait qu'à Valence on désignait la langue avec le mot valencien, il était plus juste de l'appeler langue catalane, et il ajoutait : "Pues no ha de suponer una renuncia a nuestras particularidades gramaticalmente correctas. Además hay muchas razones a favor"<sup>89</sup>. Et il énonçait ces raisons qui justifiaient selon lui la prééminence de la désignation catalane, et l'assimilation du mot valencien. La première, bien prévisible était que la langue avait été apportée par les Catalans pendant la Reconquête. La deuxième était que la Catalogne était la zone la plus peuplée de toutes celles qui parlent la langue. La

---

<sup>89</sup> Enric Solà Palerm: "Sobre la lengua". *Diàleg* N° 4, année 1962.

troisième que la Renaissance avait eu son origine dans la Principauté catalane, et avait triomphé pleinement là-bas. La quatrième, que c'était-là la dénomination reconnue internationalement, car dans toutes les universités du monde où se trouve "notre langue", figure ce nom. Dans un autre aparté il tenait à signaler que la population totale qui parle cette langue est de 6 millions d'habitants, ce qui représente une proportion supérieure à la population danoise, ce qui équivalait à démontrer que les "Pays catalans" ne seraient pas les pays les plus petits d'Europe. Après quoi il vantait une pleine vitalité de la langue à l'intérieur des "Pays catalans", sauf à Valence, et il s'employait amplement pour donner l'explication d'une pareille circonstance. Il accusait la noblesse autochtone de s'être détachée de son terroir à partir des révoltes paysannes du Moyen-âge ; ensuite la bourgeoisie du XIX siècle aurait choisi de "s'espagnoliser", alors qu'en Catalogne la bourgeoisie adhérait au catalanisme. Il reconnaissait un phénomène de classe derrière cet éloignement, mais il ajoutait que ceci ne devait pas être une préoccupation parce que cela "a affecté seulement (et partiellement) une classe sociale, la bourgeoisie ; et le rôle de la bourgeoisie dans l'évolution des événements a de moins en moins d'importance"<sup>90</sup>. En réalité il reproduisait d'une manière synthétique le message fustérien, ce qui prouve que ses consignes avaient été assimilées par ses jeunes disciples. Et pour remédier à cette situation il proposait des solutions. Enseigner le valencien/catalan dès l'école primaire, arguant que le bilinguisme était néfaste, en particulier si les enfants apprenaient avec une autre langue que celle du foyer natal. Il insistait sur les préjudices que cela impliquait et il citait un auteur, Nicholas Fens, qui selon lui avalisait cette thèse et spécifiait le soutien de l'Unesco à ce genre de critère, y compris celui du Pape et des secteurs intellectuels préoccupés par la nouvelle Europe. Précisons que ce sujet du bilinguisme a toujours tourmenté les pancatalanistes. Rappelons que dans un chapitre antérieur (n° 8) Ignasi Villalonga envisageait même la possibilité d'une scission du territoire valencien entre zone de langue valencienne/catalane et la zone de langue castillane. Il l'argumentait dans son commentaire au sujet de la deuxième base de la *Declaració Valencianista* (voir page n° 10 du document n° 32 : "El pensament valencianista"). Sous la Seconde République des articles insistaient sur les préjudices du bilinguisme. Par exemple en avril 1933, (p. 6) dans *El Camí*, Antoni Porcar Candel

---

<sup>90</sup> *Ibidem.*

(article : "Bilingüisme" voir en annexe document n° 47) citait des études menées par des spécialistes anglais (Saer, Smith et Hugues) qui auraient déconseillé le bilinguisme. Un autre article du 21 juillet 1934, dans le même journal, au titre de "La llengua", rédigé par Enric Soler Godes (voir en annexe document n° 48) prévenait des dangers pour les écoliers valenciens. Ceci prouve que l'objectif final est de chasser le castillan pour s'assurer de chasser la nationalité espagnole. Il n'est qu'à voir dans le texte des *Bases de Manresa*, l'article n° 3 où l'on revendique que : "La lengua catalana será la única que podrá usarse con carácter oficial en Cataluña y en las relaciones de esta región con el poder central"<sup>91</sup>. Dans le statut de Nuria, même chose, on ne désire pas une Catalogne bilingue mais monolingue. Dans l'article n° 5 on déclare : "Le catalan sera langue officielle en Catalogne mais avec le gouvernement de la République, le castillan sera la langue officielle"<sup>92</sup>. Nous verrons plus loin comment Joan Fuster dans son livre *Ara o Mai*, avertit que le bilinguisme est un piège et d'autres voix commenceront à reconsidérer la possibilité de diviser le territoire valencien pour écarter définitivement les zones castillanes et instaurer le monolingue. Ce sera le cas notamment du parti PSAN (*Partit Socialista d'Alliberament Nacional*) dont nous reparlerons. Nous devons aussi signaler que Joan Francesc Mira, l'intellectuel qui a pris la suite de Fuster à Valence, s'est dépêché en avril 2016 de signer le manifeste des catalanistes les plus extrémistes qui revendiquaient et revendiquent que seul le catalan soit langue officielle<sup>93</sup> à l'intérieur d'une hypothétique Catalogne indépendante. On qualifie ces catalanistes d'extrémistes, mais nous venons de montrer que leur demande ne représente que la réactualisation d'une vieille revendication. Pour cette raison, avec tous nos respects nous devons signifier que nous ne partageons pas l'opinion de Mme. Mercè Pujol, exposée dans l'article : "Política lingüística lengua cultura e identidad, el ejemplo de Cataluña", où elle explique que : "Los diferentes partidos políticos en el Gobierno catalán nunca han querido dos

---

<sup>91</sup> [http://historiacontemporanea.com/pagesbloque5/el-sistema-canovista-y-los-borbones-18751902/documentos\\_historicos/las-bases-de-manresa-1892](http://historiacontemporanea.com/pagesbloque5/el-sistema-canovista-y-los-borbones-18751902/documentos_historicos/las-bases-de-manresa-1892)

<sup>92</sup> [http://www.gentcat.cat/eapc/revistes/RCDP/Documents\\_interes/RCDP\\_41/7\\_Proyecto\\_Estatut\\_1931\\_Nuria.pdf](http://www.gentcat.cat/eapc/revistes/RCDP/Documents_interes/RCDP_41/7_Proyecto_Estatut_1931_Nuria.pdf) consulté 02/01/2015.

<sup>93</sup> "De catedráticos a ex-terroristas: quienes quieren prohibir el castellano en Cataluña": *El Confidencial*, quotidien en ligne, 05/04/2016, consulté le 11/03/2016. [http://www.elconfidencial.com/espana/cataluna/2016-04-05/de-catedraticos-a-exterroristas-quienes-quieren-prohibir-el-castellano-en-cataluna\\_1178812/](http://www.elconfidencial.com/espana/cataluna/2016-04-05/de-catedraticos-a-exterroristas-quienes-quieren-prohibir-el-castellano-en-cataluna_1178812/)

comunidades lingüísticas - castellana o catalana - separadas, sino una sola, bilingüe (salvo excepciones de partidos extremistas tanto de derechas como de izquierdas)"<sup>94</sup>. Voilà une opinion probablement partagée par un grand nombre d'intellectuels, mais nous considérons que les précisions que nous venons de rapporter ici sont suffisamment explicites. Par ailleurs l'actuel défi indépendantiste mené par la *Generalitat* catalane et piloté par le traditionnel parti catalaniste (*Convergència i Unió*, rebaptisé *PDeCAT : Partido Demócrata Europeo Catalán*) prouve que le nationalisme tend à reproduire le cycle que nous avons décrit dans le chapitre n° 4 de notre étude. Il fleurit toujours en période de crises et tend invariablement au conflit, puisqu'il est la négation par essence de la compatibilité culturelle. Sur ce point les théories des auteurs primordialistes ne laissent pas beaucoup de marge à la manoeuvre, à cause du caractère pratiquement déterministe qu'ils concèdent à la culture. Il faut souligner aussi que le pancatalanisme a toujours usé de l'ambiguïté et de la ruse pour éloigner les antipathies que suscitent les nationalismes exacerbés. Nous en avons un exemple type avec cette revue (*Diàleg*), où le professeur Miquel Tarradell s'était permis de critiquer les nationalismes destructeurs des deux guerres mondiales (article : "El descubrimiento de l'Europa", *Diàleg* N° 2, mars 1962, cité plus haut).

La revue *Dialeg* ne dura pas plus d'un an, ayant commencé en février 1961, son dernier numéro (le 4) fut publié à peu près à la même période de l'année 1962. La revue *Concret* prit sa suite, en débutant en janvier 1963, mais elle eut une vie encore plus courte. On n'observe pas dans celle-ci une tendance plus accentuée que l'antérieure, vers une espèce de valencianisme ouvertement politique et la seule note qui attire notre attention se trouve dans le numéro 4 (mai 1963), le dernier, où l'on recommande la lecture d'un livre : *Estructura econòmica de les terres catalanes*, de Joaquim Maluquer. La personne qui rédigeait signait seulement avec ses initiales (VN), et écrivait son commentaire. Elle saluait la présentation de ce premier essai d'analyse sur l'économie globale des "Pays catalans", et en profitait pour affirmer que c'était un topique d'établir une opposition entre le Pays valencien agricole et le Principat industriel, arguant que son agriculture était aussi importante. Dans la même ligne, et

---

<sup>94</sup> Mercè Pujol Berché : "Política lingüística, lengua, cultura, identidad, el ejemplo de Cataluña". *Amnis* [En ligne], | 2013, mis en ligne le 20 novembre 2013, consulté le 28/03/2017 sur URL: <http://amnis.revues.org/2016;DOI:10.4000/AMNIS.2061>

reprenant le registre de la propagande catalaniste de la Seconde République, l'auteur insistait sur le fait que c'était trop simpliste de confronter un Pays valencien libre-échangiste à une Principauté catalane protectionniste, et là prenait fin cette brève opinion. Sur quoi, faute de n'avoir pu consulter l'autre revue *Bates Blanques*, nous nous demandons sur quoi exactement se basaient les auteurs Josep Picó et Ramir Reig pour affirmer que ces premières revues, unies au centenaire d'Ausias March avaient "polarisé la renaissance du valencianisme politique"<sup>95</sup>. Avaient-elles déjà suscité les premières controverses à l'université par le fait d'emprunter le même discours que Fuster commençait à adopter ? Mais il est vrai que Fuster se donna la peine d'écrire trois livres pour fournir le matériel idéologique dont allait se servir largement ces jeunes étudiants valenciens. Avec ses premières revues, ceux-ci avaient accompli leurs premières activités de prosélytisme, en suivant le schéma recommandé par Fuster, celui d'un catéchisme, où l'on exploite largement les inquiétudes existentialistes du lecteur, tout en plaçant l'idéal pancatalaniste au niveau du dogmatisme par le fait de prétendre parler au nom de la science. Disons que c'est une manière d'annuler le débat, de ne pas le situer à son vrai niveau politique, qui serait celui d'une idée qui a le droit d'être défendue si on y croit, mais qui ne peut pas être présentée comme une vérité absolue. Mais justement une des habilités du pancatalanisme a consisté à éviter le débat, y compris à délégitimer tous ceux qui ont remis en question ses idées principales. Et nous voyons comment ces méthodes se perpétuent à partir du moment où les professeurs de l'université de Valence emploient ce même ton et cette même intention pour certifier que : "En medio de esta pequeña nebulosa que iba tomando cuerpo apareció en 1962, el libro de Joan Fuster *Nosaltres els valencians*. La importancia de este breve ensayo está fuera de discusión. Inmediatamente se convirtió en el corpus doctrinal de los valencianistas"<sup>96</sup>. Avec un pareil verdict émis par des professionnels de l'enseignement, nous comprenons qu'est arrivé le moment pour nous de nous pencher sur Joan Fuster, en tant que personnalité qui se chargea de relancer les théories pancatalanistes à Valence, une fois que la période la plus dure du franquisme fut dépassée.

---

<sup>95</sup> Josep Picó, Ramir Reig : "El franquismo: los años del desarrollo". *Historia del Pueblo Valenciano.*, p. 937.

<sup>96</sup> *Ibidem*.

## Chapitre 10 - Joan Fuster le jésuite du catalanisme

Il est probable que la comparaison de Joan Fuster (1922 - 1992) à un jésuite, provoque une réaction de surprise pour beaucoup et même de rejet pour ses admirateurs ; néanmoins si nous cherchons des parallélismes nous ne tardons pas à les trouver. Cet auteur est né dans un village typiquement agricole, où les orangers et les rizières profitent de la proximité de l'eau douce du lac de l'Albufera. Ce lieu n'est pas très loin de Valence, seulement à une quarantaine de kilomètres au sud, et presque en bord de mer. Le père de Joan Fuster qui avait des aptitudes pour la sculpture sur bois, fut le premier d'une famille, traditionnellement attachée aux travaux de la terre, à s'écarter du cycle ancestral. De tradition carliste, la reconstruction des églises et de son mobilier après la guerre civile donna à cet homme une grande quantité de commandes. C'est pourquoi malgré la tradition majoritairement républicaine de la région valencienne, nous savons que Joan Fuster s'est élevé dans une ambiance familiale traditionaliste, où les idées franquistes du père auraient succédé aux anciennes aspirations carlistes, puisque celui-ci devint le premier maire franquiste de Sueca. On ne cache d'ailleurs pas, - bien qu'on ne le dise pas beaucoup - que Fuster lui-même fit partie des jeunesses franquistes, ce qui dénote dans l'ensemble un substrat idéologique très éloigné d'une quelconque tradition libérale ou démocratique, et c'est là quelque chose qui l'a certainement conditionné. Nous découvrirons ci-dessous que ce serait au cours des années cinquante que Fuster aurait vécu sa métamorphose catalaniste, reniant de ce fait complètement son passé franquiste. De formation juridique, et ayant même exercé pendant un certain temps en qualité d'avocat, Fuster aurait commencé très tôt, et en parallèle, à se consacrer à la littérature et à l'écriture d'essais ; démontrant des qualités certaines, et mettant très tôt en évidence une véritable passion pour les lettres, et une préoccupation toute spéciale pour la poésie. Que ce soit son amour pour la littérature et pour sa langue - qu'il désignait comme catalane et non valencienne - , ou bien que ce soit en termes de rébellion par rapport à son éducation familiale, ce qui est certain c'est que la position idéologique de Fuster, dans les années cinquante répondait à un choix pleinement conscient ; et on pourra accuser cet intellectuel de beaucoup de choses, mais jamais d'ignorance, ou de

désinformation, car Fuster était un lecteur insatiable. Sa maîtrise du langage, sa prodigalité comme écrivain mettent incontestablement en évidence ses aptitudes pour le discours et la réflexion. Malgré tous les efforts de ses disciples ou de ses admirateurs qui se sont acharnés à le définir - par-dessus tout - comme un libre penseur, auteur incontesté de la régénération politique et intellectuelle de la société valencienne, nous allons voir que ses intentions n'étaient pas vraiment de libérer socialement les Valenciens, mais de substituer un carcan, celui du franquisme par un autre carcan, celui du catalanisme. En effet, il suffit de suivre les axes fondamentaux de la revendication fustérienne pour constater que ceux-ci correspondent point par point aux revendications faites par les catalanistes signataires du manifeste antioccitaniste de mai 1934, et que justement l'originalité de Fuster fut de se déclarer plus catalaniste que les catalanistes, soit plus papiste que le pape.

Il est tout à fait significatif qu'un auteur qui a été capable de publier quatre livres<sup>97</sup>, dont un de pratiquement cinq cent pages, en une seule année (1962), ne se soit jamais donné la peine de décrire en profondeur ce qu'avait été, et ce qu'avait signifié le valencianisme d'avant-guerre. Il s'est essentiellement limité à le déclarer non significatif, et ce silence l'accuse, car un esprit comme lui, ne pouvait être que conscient des contradictions qu'enfermait la genèse du nationalisme valencien. Mais justement ce sont ces contradictions qu'il s'est efforcé tout au long de sa vie de cacher ou de déjouer, grâce à sa verve agile et prolifique, qui a servi en dernière instance à créer une nébuleuse optimale qui a surtout favorisé la spéculation intellectuelle et même la désorientation politique : une affirmation que nous concrétiserons plus loin. L'originalité de J. Fuster a été de reprendre à son propre compte l'objectif du manifeste anti-occitaniste et de le réactualiser, au point d'en faire un dogme, à un moment où le catalanisme était avant tout occupé à se réorganiser sur son propre terrain. C'est lui qui prenait l'initiative de se mettre en contact avec l'émigration catalane pour offrir ses services à la cause, et c'est lui qui se proposait comme agent répétiteur des idées catalanistes les plus radicales sur le territoire valencien. Visiblement il n'avait d'autre passion dans sa vie que les lettres catalanes et à travers elles et pour elles, l'idéal catalaniste qui d'une certaine manière lui permettait de se

---

<sup>97</sup> Ce quatrième livre de Fuster est : *Poetes, moriscos i capellans*. L'Estel, Valencia, 1962.

reconnecter avec la vieille tradition carliste de sa famille. Il menait pratiquement une vie monacale, enfermé chez lui, occupé exclusivement à l'écriture et à la lecture, activités seulement interrompues par les nombreuses visites qu'il recevait. Il ne se maria jamais et on ne rapporte aucun vice mineur de sa personne, sauf qu'il était fumeur. Son service à la cause catalaniste a toujours été à plein temps et sans limites, et son dévouement a été systématiquement absolu. C'est cette condition, unie à son bagage d'intellectuel distingué, capable d'influencer en finesse les cerveaux des Valenciens inquiets, qui fait de lui le parfait "jésuite" du catalanisme. Son objectif était de rendre réalisables les revendications déclarées dans le manifeste anti-occitaniste de mai 1934. N'oublions pas que ce manifeste avait pour but d'asseoir définitivement la notion de la nationalité catalane, sur tous les territoires où la langue était soi-disant parlée. Rappelons donc les arguments principaux qui s'y défendaient. 1/ Le plus important, celui de la légitimité, justifiée par une prétendue valeur scientifique du manifeste, signé en premier chef par Pompeu Fabra, responsable de la normalisation du catalan. Nous savons d'ailleurs que les quinze autres signataires étaient des personnes également influentes, jouissant d'un prestige social, et/ou professionnel ou académique (R. d'Alòs-Moner, R. Aramon i Serra, Pere Bohigas, Josep Maria Capdevila, J. M. de Casacuberta, Pere Coromines, Joan Coromines, Francesc Martorell, J. Massó-Torrents, Manuel de Montoliu, L. Nicolau d'Oliver, Marçal Olivari, A. Rovira i Virgili, Jordi Rubió, Pau Vila). Cette déclaration était bien entendu censée créer un impact de poids à l'intérieur de la société catalane. 2/ La patrie catalane ne se réduisait pas à la Catalogne, mais à tous les territoires, - exception faite des terres occitanes -, où l'ancienne langue limousine avait été parlée, et on rebaptisait ces langues locales (valencien, baléar) comme catalanes. 3/ On jurait ne pas chercher à absorber ces autres territoires de langue catalane, et on assurait - c'était là un leitmotiv -, qu'unité ne signifierait jamais uniformité ni soumission ; néanmoins les catalanistes reconnaissaient d'une manière explicite ne pas renoncer à une possible expansion catalane. 4/ On insistait sur le besoin de développer une conscience d'unité ("notre unité") dans toutes ces régions citées (la valencienne, les îles Baléares et aussi le Roussillon français), car elles étaient déclarées comme formant partie de la nationalité catalane. On alléguait une tradition libérale propre à la Couronne d'Aragon qui légitimait un projet qui, somme toute n'était qu'un retour à un passé, qu'on décrivait

comme idéal. 5/ L'originalité de la langue catalane était un point qui n'admettait aucune discussion, et on minimisait les ressemblances avec la langue occitane. On certifiait d'ailleurs, sans donner de nom, que la linguistique en tant que science soutenait ces affirmations, d'où le besoin de formuler ce manifeste qui se devait de confirmer d'une manière solennelle la sécession de la langue catalane. Ainsi on niait et reniait toute improbable origine occitane, afin de consolider cette originalité linguistique à laquelle les catalanistes aspiraient. Une telle base "scientifique" devant servir à assoir définitivement la prééminence politique des Catalans, par rapport à tous ces territoires déclarés antérieurement de langue catalane. 6/ Dans le manifeste on parlait de "danger" qui venait du nord occitan, car la dénomination générique d'Occitanie était susceptible de donner une vision erronée de l'histoire, puisqu'elle contribuait à faire perdre à la Catalogne le protagonisme qu'elle aurait soi-disant eu. Les catalanistes allaient jusqu'à reprocher à la Couronne d'Aragon d'avoir injustement laissé dans l'ombre le nom de la Catalogne, alors qu'il s'agissait, selon eux, d'une confédération catalane-aragonaise. Non seulement il s'agissait de consolider la notion de nationalité catalane, il fallait que cette nationalité, - cette patrie catalane, pour reprendre les termes employés alors - soit identifiée à une aire géographique que l'on désignait comme la Grande Catalogne, en opposition à la Catalogne "stricte". Finalement, vu le rejet majoritaire, surtout à Valence, des candidats à cette nouvelle nationalité, on opta pour la stratégie du dosage, et au lieu de parler de la Grande Catalogne qui uniformisait encore trop vite, on adopta le terme de "Pays catalans", où le Pays Valencien avait sa place. Donc il ne faut pas s'étonner si Fuster n'emploie que deux possibilités pour se référer au territoire valencien : le "Pays Valencien" et région de la Catalogne - sous-entendu grande Catalogne - en opposition à Catalogne stricte.

À présent nous allons pouvoir mesurer jusqu'à quel point Joan Fuster reprit littéralement ce message à son propre compte, pour le transmettre à la société valencienne avec le plus grand impact possible, puisqu'il publia non pas un livre, mais trois livres en 1962 : *Nosaltres els valencians* (en valencien), *El País valenciano* (en espagnol) et *Qüestió de noms* (en valencien) ; tous les trois destinés à ce même but. Pour cela J. Fuster renonça volontairement et d'une manière tout à fait calculée, à faire une quelconque référence au valencianisme antérieur au manifeste. N'oublions

pas que celui-ci s'était construit avec d'autres matériaux idéologiques, notamment ce que nous avons désigné comme le projet de Prat. Celui-ci appelait à former un ensemble pluriel où les terres occitanes avaient leur place naturelle (l'empire occitan), et où la langue, grâce à l'ancienne dénomination de "Ilimusí" devenait aussi un lien naturel, mais surtout culturel et historique, soit les échos institutionnels de l'ancienne Couronne d'Aragon. Prat s'était bien gardé de la nommer, justement parce qu'elle portait le nom d'Aragon et non celui de la Catalogne. Dès lors la grande entreprise de J. Fuster a été de chercher à démontrer la nationalité catalane des Valenciens, ce qui revenait à mettre en pratique le premier commandement du manifeste antioccitaniste. Cette affirmation ayant pour condition *sine qua non* la reconnaissance explicite et revendicative de la condition de langue catalane, pour la langue des Valenciens. L'originalité de la langue obligeait à éviter toute référence aux terres occitanes ou à l'Occitanie, et si Fuster y fait une allusion ce n'est que pour réfuter les auteurs qu'ils l'ont fait. Pour désigner le domaine linguistique catalan, J. Fuster le situe entre Salses (Catalogne française) et Guardamar (sud d'Alicante), alors que Prat de la Riba insinue qu'il correspond au diasystème occitano-roman, comme l'explique L. Fornés ; c'est-à-dire allant de Guéret (Région du limousin, département de la Creuse) à Guardamar. J. Fuster ne nie pas les particularités de la langue et de la région valencienne, mais pour lui, tout ceci ne justifie en rien une différence de nationalité, c'est pourquoi la région valencienne ne peut s'appeler que "Pays Valencien". Cette dénomination est fondamentale car elle doit fixer, voire justifier les fondements de l'expansionnisme catalan, soit la "Grande Catalogne", d'où l'importance que figure explicitement le mot pays et non pas royaume qui correspond pourtant davantage à sa désignation historique : ancien Royaume de Valence. Il est assez significatif qu'un auteur qui se donne la peine de reprendre toute l'histoire valencienne à partir de 1238, pour prouver sa fidélité à une prétendue réalité, - la légitimité, et la transcendance de l'héritage catalan - évite autant que possible de s'attacher à une désignation historique, qui met trop de distance par rapport à la Catalogne. C'est pourquoi même s'il informe de l'ancienneté de la désignation d'ancien royaume de Valence - antérieure à la reconquête -, il martèle incessamment la dénomination de "Pays Valencien" car celui-ci est destiné à être absorbé par le "Pays catalan", et nous verrons comment il justifie cela. Par contre, lorsqu'il parle de la Catalogne il emploie

abondamment le terme de Principat, pour ne pas mettre en évidence que la Catalogne n'était qu'un ensemble de comtés. Et il avoue lui-même dans son troisième livre (*Question de noms*), que le choix des mots a toute son importance, donc rappeler que Valence fut un royaume indépendant est quelque chose qui visiblement gênait trop. Et pour gommer tout ce qui gêne, nous savons que les catalanistes appellent à des théories pseudo-scientifiques. Prat de la Riba alléguait quatre facteurs principaux pour définir la nationalité des Catalans : la terre, la langue, le droit et l'art. Fuster de son côté, ne pouvant pas s'appuyer sur ces quatre mêmes facteurs, devait insister sur l'héritage catalan, c'est pourquoi son nationalisme prend définitivement un caractère ethnique, il va jusqu'à parler de race catalane. Ceci l'oblige à se replonger dans l'histoire et même la géographie valenciennes pour recomposer pierre à pierre l'héritage catalan, et surtout démontrer que l'héritage catalan à Valence prévaut sur n'importe quel autre. Les trois livres sont destinés à marteler le même message, et parfois il emploie pratiquement les mêmes phrases, comme un théorème scientifique qu'il souhaite faire mémoriser à ses lecteurs. C'est le volume intitulé *Nosaltres els valencians* (Nous les Valenciens) qui contient le travail le plus délicat. Présenté sous forme d'essai, il se lance pour de bon à élaborer un raisonnement pseudo-scientifique et historique sur les faits qui déterminent d'une manière inexorable, la nationalité catalane des Valenciens : l'empreinte laissée dans les institutions, l'immigration catalane, qui acquiert finalement la catégorie de race catalane, et bien entendu la langue. Mais un livre si polémique et ambitieux comme *Nosaltres els valencians*, doté d'une charge nationaliste si importante, ne pouvait en aucun cas être le produit d'une individualité isolée et rebelle. Fuster n'était pas seul, il fut élu pour cette tâche après avoir prouvé son excellence et son service dévoué à la cause catalaniste. Il faut dire que la stratégie pancatalaniste croyait pouvoir tirer profit du rejet presque viscéral que provoquait la dictature franquiste dans certains secteurs de la société valencienne. Ce rejet a servi à réaffirmer, voire légitimer pour certains, l'opposition la plus extrême au régime, sous une formule absolument radicale : nier l'existence même de l'Espagne en tant que pays. Soit dit d'une autre manière : prétendre que l'Espagne n'a jamais été autre chose que l'invention d'une élite politique et guerrière.

## 10.1 - Une commande particulière

C'est Max Cahner<sup>98</sup> (1936-2013) qui reconnaît dans un article ("La gènesi de "Nosaltres els valencians" ") publié dans le livre *Fuster entre nosaltres*<sup>99</sup>, que lui-même et son associé, Ramon Bastardes, proposèrent à Fuster d'écrire le livre *Nosaltres els valencians*. Il précise en outre que le titre du livre fut également suggéré par eux-mêmes. Celui-ci faisait écho à cet autre livre, *Nosaltres els catalans*, que projetait d'écrire Jaume Vicens i Vives, mais la mort l'avait surpris avant (1960). En effet, cette année 1962, où paraît ce livre polémique, était le moment où Max Cahner et Ramon Bastardes devenaient les principaux fondateurs de la maison d'édition *Edicions 62, S. L.* Ils avaient demandé à Fuster d'écrire un livre destiné à mettre en œuvre cette tâche de nationalisation qu'ils prétendaient pour la société catalane ; une société catalane où il fallait inclure délibérément et d'une manière radicale tous les territoires où, selon eux, la langue catalane existe, ce qui signifiait inclure inéluctablement le territoire valencien et les îles Baléares.

Cela faisait un an que nous avons pris la décision de créer une nouvelle maison d'édition destinée à briser le caractère conservateur que la censure franquiste avait imposé à la production éditoriale catalane : les essais, les thèmes d'actualité, les nouveaux courants littéraires, l'économie, la sociologie, les nouvelles méthodes historiques, la théorie de l'art, la pensée philosophique, scientifique et religieuse, la connaissance globale de notre pays et sa culture, c'était tout cela que nous croyons qui pouvait faire du livre catalan un instrument nationalisateur efficace [...] et il est clair que la réflexion sur la Catalogne, sur les Pays catalans, devait avoir une place spéciale. Il faut tenir en compte que *Edicions 62* surgit en tant que résultat de cinq années de labeur consacrées à la publication des revues *Germinabit* et *Serra d'Or*.<sup>100</sup>

Selon Cahner, Fuster n'avait eu en fait, qu'à mettre en ordre les idées qu'il avait déjà exprimées au sujet de la catalanité des Valenciens. D'après lui il faut comprendre que ce serait Fuster lui-même qui aurait compris l'importance de considérer la Catalogne non pas comme une aire géographique mais comme une aire linguistique à part entière, avec sa propre cohésion. C'était là un point sur lequel il

---

<sup>98</sup> Allemand juif du côté de son père. Catalaniste dès 1957 lorsqu'il est étudiant à l'université de Barcelone. Fondateur de diverses maisons d'édition : Serra D'Or, Edicions 62, Curial, Ediciones Catalanes. Principal promoteur de la *Gran Enciclopedia Catalana*. Un des fondateurs de Convergència Democràtica de Catalunya, fondateur d'*Acció Catalana*, qui finalement s'allie à Esquerra Republicana de Catalunya.

<sup>99</sup> *Fuster entre nosaltres...*, op. cit.

<sup>100</sup> *Ibidem*, p. 253 : Max Cahner: "La gènesi de *Nosaltres els valencians*", p. 247-254.

insistait et qui lui avait ouvert les portes de l'intellectualité catalane quelques années auparavant : "seul une approche globale, plurielle et d'ensemble du fait national catalan avait des possibilités d'arriver à bon port"<sup>101</sup>, avait-il déclaré, et Cahner qualifiait les idées de Fuster de :

Bien construites et bien documentées avec lesquelles il avait contribué depuis 1950 au renouveau de la pensée politique catalane à travers le débat intellectuel, mais aussi l'action pédagogique. Avec cette commande Fuster put porter à terme son idée sur la nécessité d'un manuel qui serve de point de référence pour une jeune génération d'intellectuels et politiciens valenciens.<sup>102</sup>

Effectivement nous n'allons pas tarder à constater que ce livre est un véritable manuel catalaniste, où Fuster égrène les idées considérées indispensables pour faire triompher l'idéal catalaniste. Cahner explique que Fuster commença à fréquenter le groupe des valencianistes "historiques" en 1947, réunis autour de la personnalité de Xavier Casp. L'éditorial *Torre* servait à la diffusion de leurs idées, mais stratégiquement parlant ce groupe avait trouvé un abri politique dans *Lo Rat-Penat*, cette éternelle association valencienne que tous les pancatalanistes de toutes les époques ont régulièrement blâmée (dictature de Primo de Rivera et dictature franquiste) mais qui cependant a été le refuge inconditionnel de tous ceux qui ont cherché à rendre un culte à la langue valencienne et à son histoire. Une fois accomplie sa métamorphose, soit le passage des idées franquistes aux idées catalanistes, ou encore, son retour au carlisme sous une version personnelle, Fuster aurait cherché en 1950, à se mettre en contact avec les écrivains catalanistes émigrés. Il y parvint en écrivant à la revue catalaniste *La Nostra Revista*, publiée alors au Mexique. Il se dirigea à son directeur Avel·lis Artis i Balaguer, qui selon Cahner, à travers son secrétaire de rédaction, Vicenç Riera Llorca, lui aurait donné une "réponse enthousiaste"<sup>103</sup>. Celui-ci aurait proposé immédiatement à Fuster de rédiger un article sur la relation entre Valenciens, Baléares et Catalans. Ce que visiblement Fuster fit, enchanté, car le titre de l'article est, on ne peut plus éloquent : "València en la integració de Catalunya" (Valence dans son intégration à la Catalogne"). Cahner affirme textuellement qu'il s'agissait d'"un des textes programmatiques les plus importants de Joan Fuster, adressé aux intellectuels

---

<sup>101</sup> *Ibidem*.

<sup>102</sup> *Ibidem*.

<sup>103</sup> *Ibidem*, p. 247.

et politiciens du Principat"<sup>104</sup>. Un texte qui ne pouvait que séduire les catalanistes puisque comme nous avons expliqué plus haut, Fuster reprenait à son compte l'objectif marqué par les signataires du manifeste anti-occitaniste. Il faut avoir présent à l'esprit que les catalanistes étaient alors surtout occupés à se réorganiser face au franquisme, ce qui les avait obligés à la clandestinité, et avec elle, à rabaisser apparemment leurs plus grandes ambitions. La priorité était de maintenir l'acquis obtenu, avant la guerre civile, soit le gouvernement régional, et toutes les institutions destinées à protéger la culture catalane. Pour cela même s'était constitué le gouvernement catalan en exil. On n'a pas de peine à imaginer la joie des catalanistes devant les déclarations de Fuster, qui se portait garant de la légitimité et de la nécessité de reprendre cet objectif initial là où il avait été laissé, et qui avait échoué à cause des événements. Les signataires parlaient d'unité ("notre unité"), et pour Fuster ce message était devenu parole d'évangile, qu'il fallait défendre coûte que coûte. En réalité Fuster ne donnait pas simplement son opinion, il offrait bel et bien sa collaboration inconditionnelle pour arriver à cet objectif. Selon lui le succès du projet catalaniste passait par une vision unitaire de la Catalogne, où Pays valencien et îles Baléares, étaient des parties d'un même tout catalan :

J'ai pensé de nombreuses fois [...] à la belle leçon que serait [...] une voix valencienne qui s'élève pour juger le catalanisme de l'avant-guerre [...] ; dans le dossier de ce catalanisme nous allons faire valoir une accusation désolatrice : son insuffisance, son incomplétude nationale [...] regardant vers Valence, regardant vers Majorque, regardant vers les terres de la Catalogne soumise à la France. Peut-on assurer que le catalanisme est allé plus loin que la rhétorique, les déclarations occasionnelles, et les gestes qui ne compromettent pas? [...] La Catalogne, la Grande Catalogne était un rêve, et en tant que rêve elle servait dans certaines circonstances, et d'en d'autres mieux valait ne pas en tenir compte [...]. Le catalanisme, qui dans la Catalogne stricte avait de la vigueur, des moyens, ne se préoccupa pas de nous en faire participer [...] Aux uns et aux autres fit défaut la compréhension et la volonté de l'urgente unité de la Catalogne, dans le degré de radicalité que demandait la conjoncture politique. Tant que le problème de Valence ne sera pas considéré par les Catalans stricts comme un problème sien et comme un problème rigoureusement national - depuis un point de vue économique, politique et culturel - , le catalanisme ne cessera pas d'être un mouvement potentiellement failli [...] Si les tentatives que nous faisons les quelques catalanistes valenciens ne trouvent pas dans le Principat plus qu'un écho platonique, de courtoisie sympathique, la réintégration nationale de la Catalogne continuera d'échouer, et continuera chaque jour davantage<sup>105</sup>.

---

<sup>104</sup> *Ibidem*, p. 248.

<sup>105</sup> *Ibidem*, p. 248.

Cet article de Fuster fut publié dans *La Nostra Revista*<sup>106</sup> en juin 1950, une année où Fuster n'avait encore à son avoir littéraire que la publication de trois livres<sup>107</sup> de poèmes, édités dans la région valencienne. C'est-à-dire que le prestige littéraire de Fuster n'était pas suffisamment consolidé pour espérer qu'il puisse exercer une influence perceptible sur la société valencienne. C'est bien ce que nous devons comprendre puisque plus d'une dizaine d'années durent encore passer pour que, depuis Barcelone, on demande à Fuster d'écrire un livre d'importance politique comme *Nosaltres els valencians*. Notre auteur ne commença à écrire des essais qu'à partir de 1952, *Antología del surrealismo español*, et celui-ci fut encore édité à Alicante (Verbo). Ce n'est qu'en 1954, que le travail de Fuster sur la poésie catalane (*La poesia catalana fins a la Renaixença*), reçut un appui matériel de la part des milieux catalanistes (Editions catalanes du Mexique). Il est évident que Fuster avait dû être bien reçu par les milieux catalanistes, et chaudement encouragé ; mais il n'avait pas encore le profil requis pour, selon la méthode de Prat - qui est aussi la méthode des Jésuites - exercer une influence assez décisive sur la société, en particulier sur les esprits les mieux dotés. En effet rappelons que le *modus operandi* des jésuites était de détecter les talents précoces pour les mettre au service de la cause, s'assurant ainsi que des jeunes recrues prennent le relais et assurent ainsi la continuité des objectifs poursuivis ; fondamentalement défendre les acquis et augmenter les influences, notamment dans les aires stratégiques du pouvoir social et politique. Fuster dut donc continuer de travailler et publier d'autres ouvrages pour prouver sa valeur intellectuelle et politique, ainsi que ses influences. Une besogne à laquelle il s'employa ardemment puisqu'en 1960 il avait déjà publié douze essais et six livres de poésie (y compris les trois cités antérieurement). Il maintint toute sa vie une relation très étroite (correspondance abondante) avec le monde intellectuel catalaniste, d'où ses attaches particulières avec les professeurs catalans qui exerçaient à Valence au sein de l'université. Par exemple, son essai numéro dix-neuf, intitulé : *El bandolerismo català II. La llegenda*, montre sa relation avec Joan Reglà i Campistol, catalan, qui depuis 1959 était professeur à l'université de Valence. Nous savons que sa spécialité était

---

<sup>106</sup> *Ibidem*, cite : J. Fuster. "València en la integració de Catalunya". *La Nostra Revista*, nº 54, Mèxic; juny de 1950, p. 136 et 137.

<sup>107</sup> J. Fuster. *Sobre Narcís*. Valencia, edición Torre, 1948. 3 *poemes*. Alicante, Verbo, 1949 et *Ales o mans*. Valencia. Editorial Torre, 1949.

justement le thème du banditisme à l'intérieur de la Couronne d'Aragon, en plus des conséquences de l'expulsion des Morisques du Royaume de Valence. Nous ne nous étonnerons pas de savoir que depuis 2002, l'Institut d'Études Catalanes confère un prix dont le nom est justement "Joan Reglà", à ceux qui se distinguent dans des travaux portant sur l'histoire des territoires de langue catalane, aux XVe et XVIe siècles. Ces correspondances ne sont pas fortuites, et là où se trouve le catalanisme se trouvent systématiquement des personnes dont le prestige intellectuel a été reconnu.

L'année 1960 est importante et montre que Fuster se trouvait sur la "bonne voie" pour commencer à être véritablement pris en compte par l'intellectualité catalaniste. Preuve de son influence, il avait réussi à l'université de Valence - objectif sensible et prioritaire - à réunir un groupe d'étudiants motivés et désireux de voyager avec lui à Barcelone. Cahner indique que lui-même et son associé Bastardes avaient organisé le voyage, et que Miquel Tarradell, , dont nous avons déjà parlé, professeur universitaire à Valence, également catalan et catalaniste avait aussi prêté sa collaboration. Miquel Tarradell était ce professeur qui avait fait une critique très ferme contre les nationalismes exacerbés, qu'il accusait d'avoir provoqué deux guerres mondiales, et qui saluait le "fait européen" ("*El descobriment de l'Europa*", dans le journal *Diàleg* n° 2 - mars 1961). Et si nous observons la date nous découvrons que cet article avait été écrit juste une année après le voyage des étudiants valenciens à Barcelone. Visiblement ce voyage organisé par Fuster et ses amis, fut programmé avec la même philosophie que le voyage des premiers jeunes valencianistes de 1906, qui étaient allés à Barcelone, pour assister au premier Congrès International de la langue catalane. N'oublions pas que ces jeunes recrues en étaient revenues complètement converties, et elles s'étaient opposées aux idées des vieux Valencanistes qui niaient l'identité catalane de la langue valencienne. Ce furent eux les premiers initiateurs du catalanisme à Valence, fomentant la première assemblée régionaliste valencienne en 1907, où furent conviés à prendre part des représentants du Principat et des Îles Baléares ; tout ceci aboutissant en 1908 à la création du parti *Juventut Regionalista Valenciana*, qui se réclamait ouvertement pancatalaniste. Cahner ne donne pas le nombre exact de ces jeunes qui se déplacèrent jusqu'à Barcelone en compagnie de Fuster, mais il donne quelques noms qui mettent en évidence la transcendance de cet

événement puisque certains d'entre eux sont devenus postérieurement des personnalités particulièrement éminentes dans différents domaines de la culture, et la majorité d'entre eux, ont justement fait leurs études chez les jésuites. Il s'agissait entre autres de Lluís Vicente Aracil (sociolinguiste), d'Eliseu Climent (aujourd'hui un des piliers du pancatalanisme avec sa maison d'édition "Tres i Quatre"), de Màrius García Bonafé (économiste et professeur à l'université d'Alicante), de Josep Palacios (écrivain, né à Sueca comme Fuster) et de Lluís Alpera (qui devint poète et critique littéraire) entre autres. Cahner lui-même assure que ce voyage a signifié "un lien très fort nord-sud"<sup>108</sup>. On spéculait sur les possibles répercussions d'une telle "effervescence"<sup>109</sup> valencianiste, si comme - effectivement réclamait Fuster - on donnait des moyens à cette jeunesse<sup>110</sup>. Fuster commençait à donner des preuves concluantes de son labeur pour la cause, et ce voyage des jeunes valenciens fut loué par Jaume Vicens Vives en personne, à travers un article<sup>111</sup> écrit tout particulièrement à cet effet. Mais le deuxième événement qui devait consolider la figure de Fuster vis-à-vis des catalanistes de Barcelone, a été les retombées inattendues de la présentation d'une lettre ouverte publiée dans *Serra d'Or* et écrite par Fuster. Si le voyage des jeunes étudiants valenciens à Barcelone avait été considéré à ce moment par Vicens Vives comme un événement très encourageant, Fuster se serait chargé en personne de souligner les limites de ces espoirs, dans une colonne qu'il rédigeait justement après la mort cet auteur. Plus exigeant que les propres catalanistes, celui-ci aurait été jusqu'à qualifier, respectueusement, cet optimisme de gratuit, par rapport à une analyse globale qu'il faisait du mouvement valencianiste :

Mais il ne faut pas se tromper, l'actuelle "effervescence" valencienne n'est pas proportionnellement à d'autres époques un peu inférieure, plus étendue, ou plus valide en terme d'efficacité. Il y a une belle jeunesse, quelques écrivains discrets, et une certaine inquiétude diffuse; tout ceci en effet, n'existait pas il y a dix ou vingt ans, d'accord; mais il y avait un climat semblable, il y a trente ou quarante ans. Il ne convient pas d'exagérer ni de dénaturer les choses [...] De

---

<sup>108</sup> Max Cahner: "La gènesi de *Nosaltres els valenciens*", dans : *Fuster entre nosaltres*. op. cit., p. 250. Il cite un article : X. Ferré: "El treball de buscar una patria amagada". *Revista de Catalunya*, n° 65. Barcelona, juliol-agost 1992, p. 51.

<sup>109</sup> *Ibidem*.

<sup>110</sup> *Ibidem*.

<sup>111</sup> *Ibidem*, p. 251 ; il cite l'article de Jaume Vicens i Vives: "Presencia valenciana". *Serra d'Or*, 2<sup>a</sup> època, any II, n° 5, Montserrat, maig 1960, pp. 6-7.

toute façon la nouveauté "le miracle" peut être est qu'il y a un commencement assez vigoureux de conscience de catalanité...<sup>112</sup>

Ces considérations mettent en évidence la connaissance que Fuster avait du valencianisme d'avant-guerre, sa faible incidence sociale, sa presque inexistence : qui prouve que c'était bel et bien une idée importée, venue de l'extérieur, et non incubée depuis l'intérieur de la société valencienne. Fuster se garde bien d'expliquer que c'était justement ce qu'il voulait changer. C'est pourquoi lorsque Cahner et son associé Bastardes se disposent à fonder une maison d'édition pour donner une base logistique au catalanisme, Fuster comprend qu'il a à sa faveur le principal instrument valable pour l'entreprise de catalaniser les Valenciens : insister et insister sur la culture catalane, comme partie fondamentale de la culture valencienne. De la même manière que Prat de la Riba avait anticipé que la consolidation de la culture catalane, serait la consolidation de l'idée de la "nationalité catalane", Fuster s'apprêtait à inculquer aux Valenciens un message similaire, les persuader que la culture catalane était une partie inséparable de la culture valencienne. Il avait compris que la stratégie catalaniste avait fonctionné dans la mesure où pour construire la "nationalité catalane", il avait fallu d'abord construire ou consolider la culture catalane, en lui donnant des bases académiques. À présent, construire la "nationalité" catalane des Valenciens, exigeait que les Valenciens assimilent la culture catalane comme la leur, et cela deviendrait possible à partir du moment où la langue valencienne serait assimilée à la langue catalane, ce que les *Bases de Castellón* avaient placé dans une perspective tout à fait favorable. Donc en 1962, Fuster ne présenta pas un livre au public valencien, mais trois : *Nosaltres els valencians*, *El País valenciano* et *Qüestió de noms*, afin de donner au valencianisme pleinement "recatalanisé", une base culturelle soi-disant indémontable. Disons que Fuster apprenait des "erreurs" du passé et comprenait que dans un premier temps, il fallait beaucoup plus insister sur le message culturel que sur le message politique. Il s'éloignait de la stratégie des premiers valencianistes qui n'avaient eu d'autre initiative que faire une "Déclaration valencianiste" en 1918, seul document programmatique pendant les premières années du XXe siècle. Fondée sur huit points, elle avait pu paraître davantage un accord verbal qu'un programme

---

<sup>112</sup> *Ibidem*, Cahner cite : J. Fuster: "Apunts per a una rèplica a Vicens i Vives". *Serra d'Or*, 2<sup>a</sup> època, any II, n° 11. Montserrat, novembre 1960, p. 14.

politique. Hormis cette déclaration, comme contribution notable à l'idéal valencianiste, on ne pouvait compter que quelques feuillets rapportant les discours des deux dirigeants emblématiques de l'époque. Celui d'Ignasi Villalonga Villalba : *La substantivitat del valencianisme*, prononcé le 3 décembre 1918 dans le salon d'Actes du Conseil général de Valence (*Diputació provincial*), et plus tard, celui de Joaquim Reig Rodríguez: *Concepte doctrinal del valencianisme*, déclamé le 9 novembre 1932 dans le Centre de Culture valencienne (*Centre de Cultura Valenciana*). Entre ces deux discours, seulement une précision en 1919, faite à travers *El pensament valencianista*, qui n'était qu'un document composé de huit commentaires, en correspondance aux huit points de l'originelle déclaration valencianiste de 1918. Il est évident que Fuster avait longuement réfléchi sur ce qu'il avait évalué comme des faiblesses, et des insuffisances dans les actions menées par les premiers valencianistes. C'est aussi cette angoisse à reproduire le même scénario qui le pousse à réclamer de l'aide directement aux Catalans, pour mener une action concertée et planifiée. Un fait qui finalement illustre le paradoxe du catalanisme, mis en évidence par Fuster lui-même, qui est que les Catalans eux-mêmes étaient les premiers à ne pas considérer les Valenciens comme des Catalans. Un état de chose que Fuster rappelait constamment dès les premiers moments de ses relations avec les intellectuels catalanistes. Depuis dix ans il appelait les Catalans à regarder les Valenciens comme les autres Catalans. Il avait même déclaré sa déception face au livre de l'historien Ferran Soldevila i Zubiburu (1984-1971), qui dans son œuvre : *Historia de Catalunya* (éditée pour la première fois en 3 volumes en 1934 et 1935) - écrite à la commande de Francesc Cambó soit dit au passage - aurait omis de faire valoir le véritable espace de la "nationalité catalane" ; erreur fatale pour Fuster. C'est donc cette insistance irréductible de Fuster à revendiquer non pas la valencianité, mais la catalanité des Valenciens qui finit par provoquer le premier débat à l'intérieur du valencianisme :

Nous aspirons à ce que la reconnaissance de notre naissance et de notre identité arrive à ses ultimes conséquences [...] Si nous sommes Catalans, nous voulons être tenus pour catalans, nous et tout ce qui nous appartient, sur le même plan que les hommes et les biens de n'importe quelle contrée de la Catalogne stricte...<sup>113</sup>

---

<sup>113</sup> *Ibidem*.

De pareilles affirmations allaient être contestées dans les cercles valencianistes, par des personnalités très respectées comme Xavier Casp, ou Miquel Adlert. On peut considérer ce débat comme précurseur de celui qui arriverait moins d'une vingtaine d'années plus tard, puisqu'il mettait en évidence deux positions bien opposées à l'intérieur du valencianisme de l'époque. En réalité la dispute reprenait l'apparence des premières disputes valencianistes : soit une opposition générationnelle entre vieux valencianistes et jeunes valencianistes, soit vieilles idées contre nouvelles idées. À l'instar de l'année 1906, lorsque ce furent les jeunes valencianistes qui allèrent au Congrès international de la langue catalane et qui en revinrent en défendant la catalanité de la langue valencienne, et la catalanité des Valenciens, nous pouvons constater que c'était à nouveau ces jeunes Valenciens qui étaient allés à Barcelone en 1960 avec Fuster, qui appuyaient les déclarations faites par leur mentor dans cette lettre. Dans une autre lettre apparue dans la même publication, *Serra d'Or*, on pouvait lire comment ces jeunes Valenciens reprenaient à leur propre compte la revendication de Fuster, quant au fait que les Valenciens devaient être tenus pour Catalans, à part entière. Elle avait pour titre : "Carta oberta als intel.lectuals barcelonins", signée par "Cinquanta-nou joves valencians", c'est-à-dire cinquante neuf jeunes Valenciens, parmi lesquels nous retrouvons des noms signalés plus haut : Lluís V. Aracil (futur sociolinguiste) Eliseu Climent (futur journaliste et éditeur), Alfons Cucó (futur professeur d'université et politicien), Ricardo Pérez Casado (premier maire socialiste de Valence avec la Transition), Enric Solà (qui avait écrit l'article sur la langue des Valenciens dans la publication *Dialeg*, et qui rédigerait la première proposition de statut valencien, le statut de Elche), et Manuel Ardit (celui-ci avait écrit l'article "*Universalisme*", dans le journal universitaire *Diàleg*, n° 2, mars 1961). Celui-ci avait critiqué avec emphase que le nationalisme s'applique à faire en sorte que la limite de ce qu'il désignait avec le terme "in-group", soit la nation. Une chose qu'il s'était dépêché de qualifier de "monstrueuse parce que cela faisait oublier deux communautés supérieures, la civilisation et le genre humain". Nous voyons donc comment les idées de ces jeunes Valenciens avaient pu être manipulées, puisqu'il venait d'oublier lui-même les "deux communautés supérieures". Tous assumaient "la catalanité comme un fait indivisible"<sup>114</sup>, et donc être valencien devait

---

<sup>114</sup> *Ibidem*. Cahner cite: "Carta oberta al intel.lectuals barcelonins". *Serra d'Or* 2<sup>a</sup> època, any III, n° 4,

systématiquement signifier être catalan. La deuxième lettre, également collective, venait du camp contraire, et s'appliquait à défendre le "fait différentiel valencien", soit la non assimilation de valencien par catalan. Le "fait différentiel valencien" était justement son titre. Elle était signée majoritairement par les membres qui intégraient le groupe de la maison d'édition *Torre*, en premier chef, le leader et doyen Xavier Casp, puis Miquel Adlert, dont nous reparlerons plus loin, ainsi qu'une liste, où curieusement figurait à nouveau trois noms également présents dans l'antérieure lettre, parmi lesquels Alfons Cucó. Un fait contradictoire que Cahner signale, sans s'arrêter pour autant à l'expliquer. Tous affirmaient ne pas vouloir considérer Valence comme une région de la Catalogne et revendiquait sa personnalité historique :

Nous croyons dans le fait différentiel valencien, et en la personnalité valencienne, et nous ne considérons pas Valence en terme de région [...] Nous ne pouvons pas et nous ne voulons pas oublier notre personnalité historique, que cette tendance minimise, comme nous ne pouvons pas non plus ni voulons oublier le deux fois millénaire et glorieux nom de Valence, en le substituant systématiquement par l'emploi de "Pays valencien" [...] Nous n'acceptons pas non plus pour l'ensemble, la dénomination de Pays catalans, sous laquelle, et avec l'identification de la langue apparaît [...] Valence mutilée dans sa partie castillane, et pour le reste annexée à la Catalogne [...] C'est pour cela que pour l'ensemble de Valence, Majorque et la Catalogne, nous acceptons la désignation suggérée il a peu, par Miquel Adlert Noguerol, de "Communauté catalanique"...<sup>115</sup>

Ce qui est bien significatif, nous l'avons déjà dit, c'est que la situation était très ressemblante à la première étape de la pénétration des idées catalanistes : les vieux valencianistes contre les jeunes pancatalanistes, mais cette fois avec une différence très substantielle qui marquait l'avancée idéologique du catalanisme : on ne discutait pas - pas à ce moment en tout cas - l'unité de la langue et de la culture catalanes, on s'attachait à mettre des limites au niveau des symboles. Il est évident que d'une part la signature des *Bases de Castellón* avait contribué à ce rapprochement, et d'autre part, l'hostilité au régime franquiste resserrait inexorablement la solidarité de ceux qui le condamnaient. Cahner affirme que les Valenciens qui prirent une position contraire aux thèses fustériennes regagnèrent le camp des anti-catalanistes lors de la "Bataille de Valence", mais il n'emploie pas le terme adversaire, il emploie celui de "blaverisme", qui a pour les pancatalanistes une connotation radicalement péjorative, pratiquement équivalente à traiter quelqu'un de fasciste. Mais nous aurons tout le

---

Montserrat, abril 1961, p. 7.

<sup>115</sup> *Ibidem*. Cahner cite "Sobre el fet diferencial valencià". *Serra d'Or*, 2ª època, any III, nº 6, Montserrat, juin 1961, p. 9.

loisir de revenir là-dessus lorsque nous traiterons de plein pied le sujet de la "Bataille de Valence".

La réaction de Fuster par rapport au groupe des valencianistes qui défendaient le "fait différentiel valencien", fut justement de les traiter en adversaires. Et sa réponse fut immédiate, puisqu'elle fut publiée dans le même numéro. Visiblement Fuster les ressentait comme une menace au point de les aligner sur le même front idéologique que Josep Bayarri. Une assimilation tout à fait trompeuse puisque Bayarri niait toute assimilation de la langue ou de la culture valencienne à la catalane, chose que ces valencianistes ne faisaient pas. Il rétorquait : "La position des signataires de la lettre répond à un courant d'opinion déjà installé : un courant d'opinion qui dans *El perill catalá* (le livre de Bayarri : *Le danger catalan*), et dans des textes encore plus amusants, trouve sa meilleure illustration. Cette différence ne date pas d'aujourd'hui"<sup>116</sup>. Fuster justifiait cette réaction par le fait, tout à fait "erroné", selon lui, de supposer une dépendance de Valence par rapport à la métropole, celle-ci ne pouvant être que Barcelone :

De toute façon [...] les signataires de la lettre se sont laissés abuser par une erreur assez grossière. Il semblerait que pour eux, l'idée de région ["regionalitat"] suppose une dépendance par rapport à une "métropole": une subordination du Pays valencien, au Principat. Et cela leur déplait. Bien, je confesse quant à moi, que ma susceptibilité localiste n'arrive pas à tant, ma foi. Mais je pense que cela admet une interprétation plus raisonnable [...] On dit par exemple en se rapportant à une certaine carte, que la zone valencienne, de langue catalane, apparaît "annexée" à la Catalogne. Avec le même raisonnement on aurait pu dire que c'est le Principat qui apparaît "annexé" au Pays valencien..."<sup>117</sup>.

Des explications qui pouvaient difficilement convaincre ces valencianistes qui rappelaient à Fuster, que c'était le nom même de Valence qui disparaissait avec cette vision assimilationniste. Mais nous l'avons dit, ce premier échange dialectique entre les Valenciens eux-mêmes, n'était que l'antichambre de la confrontation idéologique qui se déclarerait ouvertement et publiquement moins d'une vingtaine d'années plus tard, à travers la "Bataille de Valence". En réalité cette dispute fut un aiguillon, comme signale Cahner lui-même, pour que Fuster s'emploie davantage à justifier la dénomination de catalan, en référence au domaine culturel, historique et linguistique valencien. Il explique que cette controverse l'amena à écrire son texte intitulé *Qüestió*

---

<sup>116</sup> *Ibidem*, même numéro : J. Fuster: "Resposta", p. 9-10.

<sup>117</sup> *Ibidem*.

*de noms* (Question de noms) qui est un véritable plaidoyer sur la nomenclature catalane. Un opuscule qui d'ailleurs fut présenté au concours littéraire "La Selva del Camp", qui optait au prix "Premi Diccionari Català-Valencià-Balear". Un prix que Fuster aurait gagné le 20 mai 1962, selon les affirmations de Cahner<sup>118</sup>. Et c'est avec ces mêmes priorités, cette même stratégie que naquit un livre comme *Nous les Valenciens* (*Nosaltres els valencians*). Cahner assure que le livre ne fut pas programmé avec l'intention qu'il se convertisse en une "querelleuse aventure culturelle"<sup>119</sup>, néanmoins son destin pouvait difficilement être autre, et Cahner lui-même, ne le sait que trop. En effet, si les valencianistes historiques eux-mêmes étaient les premiers à se déclarer contraires à une vision et à une nomenclature assimilationniste, que ne devait-on pas attendre de la part de ceux qui ne se considéraient pas valencianistes, mais simplement Valenciens? En dernière instance cette dispute renforça Fuster dans ses intentions, et le poussa à être le plus persuasif possible dans ses explications. D'où son insistance à vouloir prouver, d'une manière prétendument scientifique, la véracité de ses affirmations, et son besoin obsessif de se replonger dans l'histoire et de marquer des époques et même des dates. En fait il ne fit que réadapter sur le territoire valencien, des recettes qui avaient donné déjà des résultats à Barcelone : "Je ne voudrais pas mourir sans avoir laissé en fonctionnement et en forme, dans le Pays Valencien, quelques équipes d'intellectuels, et de non intellectuels, capables de remuer - au moins d'essayer - cette société en perpétuelle somnolence digestive"<sup>120</sup>. Il est indéniable que son livre *Nous les Valenciens*, dépassa largement ses espoirs, non seulement il agita les esprits, il fut amplement responsable de la confrontation dialectique que signifia la "Bataille de Valence".

## 10.2 - Des nouvelles graines pour la discorde

Nous ne pouvons pas passer ici en revue tout le livre de J. Fuster, néanmoins nous proposons d'en extraire ses idées principales et sa dynamique conceptuelle. Nous

---

<sup>118</sup> *Ibidem*, p. 252.

<sup>119</sup> *Ibidem*, p. 253.

<sup>120</sup> *Ibidem*, p. 249.

examinerons d'abord son introduction qui marque clairement l'orientation de ses réflexions, ainsi que la première partie du premier chapitre, à cause de la valeur absolue qu'il confère à la date historique de 1238 ; elle constitue le point de départ de la conception intégriste qui imprègne son pancatalanisme. Nous verrons ensuite dans quelle mesure le prisme fustérien arrive à faire de l'originalité valencienne un sous-produit catalan, à partir du moment où les qualités des Valenciens sont redevables à leur héritage catalan. Le métissage se traduit ainsi en un appauvrissement du lignage originel, qui provoque l'apparition du particularisme et du dialectisme ; une vision qui laisse entrevoir la défense ou la croyance en l'eugénisme. Finalement nous pourrions évaluer en quoi le recentrage proposé par Fuster autour de la Catalogne, non seulement donne une vision très appauvrie de l'histoire autochtone, mais surtout trahit le legs politique et social de la société valencienne d'avant-guerre, marqué par l'idéologie républicaine. Avant de commencer nous souhaitons toutefois faire deux considérations préliminaires.

Fuster ne se présente pas ici, et ne s'est jamais présenté lui-même comme un idéologue rattaché à une option politique clairement définie par rapport à l'hémicycle parlementaire, mais comme un intellectuel indépendant. Même si les idées qu'il revendique dans ce livre sont purement politiques, une fois la démocratie revenue en Espagne, Fuster n'a jamais pris la parole, dans une tribune politique. Cette circonstance illustre tout particulièrement les ressorts sur lesquels le discours fustérien a voulu exercer son prosélytisme. Nous l'avons dit ci-dessus, la stratégie était de privilégier le volet culturel, comme meilleure garantie pour préparer la voie politique. Il s'agissait alors de cibler en toute priorité les sphères intellectuelles, en particulier l'université. Rappelons que le projet pancatalaniste préfère qu'il existe, un ou des agents répéteurs sur le terrain, c'est-à-dire des Valenciens eux-mêmes, disposés à défendre les thèses catalanistes, jusqu'à ce que celles-ci soient reprises par une élite de prestige, décidée à être la courroie de transmission et de diffusion vers le bas peuple. C'est donc une stratégie qui d'emblée s'éloigne des patrons habituels de la propagande politique, puisque la cible n'est absolument pas une classe sociale, mais directement un secteur particulier de la société, choisissant comme les jésuites des individus avec un potentiel intellectuel prometteur, capable d'imprimer une influence

sociale, et donc des personnes qui détiennent l'information, le savoir, les connaissances, et aussi le prestige. C'est en essence un procédé fondamentalement anti-démocratique, que prétendait développer Fuster, qui ne provenait pas, nous l'avons signalé auparavant, d'une famille de tradition libérale. Donc Fuster ne voyait pas la nécessité d'ouvrir honnêtement un débat au sein de la société valencienne, il partait du principe qu'il fallait démasquer une "erreur" historique, et dévoiler aux Valenciens une vérité, qui leur avait été cachée, par des adversaires mal intentionnés et oppresseurs. Cette vérité étant que les Valenciens ne sont pas espagnols ; qu'ils ne l'ont jamais été, qu'ils sont exclusivement catalans, qu'ils l'ont toujours été, depuis exactement la date de 1238. D'où l'impérieuse nécessité d'écrire ce livre. À noter que si Prat de la Riba écrivit un livre pour démontrer la "nationalité catalane" des Catalans en s'appuyant sur des arguments prétendument "scientifiques", énumérés à travers, la terre, la langue, l'art et le droit, Fuster de son côté s'était résolu à en faire de même vis-à-vis des Valenciens, mais faute de pouvoir en appeler au même raisonnement pseudo-scientifique, il fut obligé, nous l'avons dit, d'alléguer des raisons historiques et raciales. Bien que Fuster n'emploie jamais directement le mot "scientifique", c'est toujours l'intention qui se cache derrière ses arguments, qui insufflent perpétuellement une ambiance de légitimité. La morale de ses paroles étant : on ne discute pas ce qui est présenté comme une vérité scientifique, tout simplement on l'assume. Par ailleurs, un tel procédé était d'autant plus facile à revendiquer que le franquisme empêchait une opposition politique franche, ce qui explique qu'en dernière instance, le régime ait contribué à sa façon à consolider les thèses fustériennes dans leur versant philosophique. Il faut dire que l'auteur lui-même s'était chargé de les exposer sur un plan existentialiste. Ceci les a situées rapidement comme un objet de réflexion à l'intérieur des cercles intellectuels de la société valencienne. Il est évident que les esprits les plus inquiets ne resteraient pas indifférents, et nous savons que remettre en question l'unité conceptuelle de l'Espagne à cette époque, c'était une des façons les plus extrêmes de se montrer contraire au régime, et donc de canaliser en toute sécurité le sentiment antifranquiste, ou du moins de provoquer des sympathies.

Le deuxième point important que nous voulons noter est le fait que cet auteur n'emploie jamais le terme "catalaniste", "pancatalaniste" ou "pro catalaniste". Cette phase intermédiaire est résolue pour lui, il n'emploie que le mot catalan, ou catalane, autant pour la nationalité que pour la langue. Il y a donc une épuration calculée du langage, qui montre comment Fuster est décidé à éviter la situation vécue sous la Seconde République, où l'on parlait de pancatalanisme. Pour Fuster, il n'existe plus de pancatalanisme, il n'existe que le catalanisme, car il n'existe plus que la grande Catalogne, la désignation de "Pays Valencien", n'étant en réalité qu'une phase de transition vers cette entité nationale recomposée qu'il désigne la "Catalogne". Mais nous allons à présent exposer les propres explications de l'auteur à ce sujet.

### **10.2.1 - Une somnolence interrompue**

Si Fuster accusait la société valencienne de vivre dans une "perpétuelle somnolence digestive", il est sûr qu'avec un pareil livre non seulement il interrompait cette théorique somnolence, il replantait bel et bien les graines de la discorde, et celles-ci cette fois, finiraient par éclater vingt-cinq années plus tard, avec la "Bataille de Valence". Si d'un côté son théorique patriotisme l'amenait à défendre la nationalité catalane des Valenciens, d'un autre côté, le portrait qu'il faisait de ses concitoyens frôlait souvent le mépris. Il suffit d'observer les termes dans lesquels il rédige son introduction, sous prétexte de mettre le doigt sur la plaie "nationale". Il se lance à faire un portrait assez sinistre de la société valencienne. Dans un style manichéen il prétend dénoncer le mauvais chemin choisi par ces concitoyens, pour exposer, sous des critères soi-disant objectifs ce qui devrait être considéré la bonne voie : retourner au vrai giron national qui ne peut se concevoir que sous la condition de Catalan. Il ne parvient à ce résultat qu'au prix d'une constante contradiction qui démarre justement lorsqu'il prétend présenter ce livre comme un raisonnement objectif, comme preuve scientifique : "lo haré con la objetividad más rigurosa"<sup>121</sup>, mais en reconnaissant - seulement quelques lignes au-dessus -, écrire depuis l'apriorisme le plus absolu, et

---

<sup>121</sup> J. Fuster: *Nosaltres els valencians...*, op. cit., p. 13.

avouer être militant : "el hecho de compartir un apriorismo militante (...) Me apresuro a proclamarlo: apriorismo o *parti pris*, o como se le quiera llamar"<sup>122</sup>. Nous donnerons successivement des exemples de cette éternelle contradiction sur laquelle Fuster tisse son raisonnement, mais la plus notable est cette confession faite par l'auteur lorsqu'il avoue s'être résolu à écrire ce livre presque à contrecœur. En effet, il avertit que, celui-ci aurait dû être écrit par un historien ou un sociologue : "El libro, en efecto, exigía otro autor. Tal como se necesitaría que fuese, tendría que haberlo confeccionado un historiador, o un sociólogo"<sup>123</sup>. Et cette phrase doit se comprendre par rapport au besoin suprême que nous avons signalé plus haut, qui est de revêtir les revendications catalanistes du manteau de la science. C'est pourquoi il aurait été idéal que ce soit un historien ou un sociologue qui se charge de revendiquer la catalanité des Valenciens, en tout cas une figure importante et prestigieuse qui soit l'objet du plus grand respect possible. À défaut, J. Fuster s'est porté candidat. Justement sur cette phrase en particulier, nous disposons des explications proposées par un éminent historien valencien (médiéviste), Antoni Furió qui comme d'autres, s'offre comme défenseur de Fuster, dans une œuvre collective, où il s'empresse de faire cette interprétation. Il assure que Fuster écrit ce livre depuis "la suppléance" : c'est-à-dire, il fallait se charger de faire ce que les historiens ou sociologues ne faisaient pas sous le franquisme, occupés comme ils étaient tous, à justifier et surtout légitimer le régime. Il fait d'ailleurs des références au débat sur le "ser de España", soit l'existence ou la non existence de la nation espagnole et il va même, jusqu'à signaler la dispute entre Américo Castro Quesada (1885-1972) et Claudio Sánchez Albornoz (1893-1984). Rappelons que ce débat intellectuel naît en réalité à la fin du XIXe siècle, précisément au moment où émergent les nationalismes périphériques. Celui-ci produit le topique des "deux Espagnes", qui arrive à caractériser l'histoire du XXe siècle espagnol, à cause de la guerre civile. José Álvarez Junco<sup>124</sup> explique que le conflit fratricide rend difficile la nécessaire stratégie de l'ennemi extérieur, si utile pour la formation des nationalismes, comme souligne Anne-Marie Thiesse. Álvarez Junco précise que les intellectuels espagnols ont orienté alors leurs explications vers l'histoire, pour trouver

---

<sup>122</sup> *Ibidem*, p. 12.

<sup>123</sup> *Ibidem*, p. 5.

<sup>124</sup> José Álvarez Junco: "El falso problema español". *El País*, n° 232, 21/12/1996 <http://www1.udel.edu/leipzig/texts1/elb21126.htm>

les origines de l'anomalie nationale espagnole. Paradoxalement la réflexion avait été relancée par des auteurs initialement proches, voire favorables au franquisme comme Pedro Laín Entralgo (1908-2001), avec son livre : "España como problema" (1949). C'était précisément un Valencien, Rafael Calvo Serer (1916-1988) qui avait rétorqué aussitôt, en écrivant cet autre livre avec un titre tranchant : "España sin problema" (1949) ; ce qui a fait dire à José Álvarez Junco que la polémique sur l'essence nationale espagnole est arrivée à atteindre la dimension d'un genre littéraire, vu la quantité d'auteurs qui ont participé à cette réflexion autant à l'intérieur du pays, que depuis l'exil. Nous avons cité Américo Castro Quesada (*La realidad histórica de España*, 1954, Mexique), Claudio Sánchez Albornoz (*España un enigma histórico*, 1957, Buenos Aires, Argentine), or José Álvarez Junco assure que l'énigme a commencé à s'estomper vers la fin des années cinquante, lorsque Francisco Ayala García-Duarte (1906-2009) publiait depuis le Mexique son livre *Razón del mundo: la preocupación de España* (1962) qui revendique la méthodologie apportée par les sciences sociales. Jaume Vicens Vives depuis Barcelone collaborait amplement à cette analyse en adoptant une perspective proche de celle utilisée par l'*École des Annales*, ce qui signifiait donner un rôle principal à des facteurs comme la démographie, l'industrie et les élites sociales, précise Álvarez Junco. Depuis Madrid, Julio Caro Baroja (1914-1995) défendait aussi ces mêmes paramètres de référence (*El mito del carácter nacional. Meditaciones a contrapelo*, 1970). À l'égal de Fuster, visiblement Furió prétend montrer qu'il ressent ce débat comme stérile, ou plus exactement comme étranger, mais ceci prouve avant tout sa partialité, voire sa complicité avec Fuster qui a essayé de semer la confusion sur l'oeuvre de Jaume Vicens Vives, en suggérant des limites aux références économiques adoptées par cet auteur catalan, dont il a fait l'éloge. Disons aussi que Furió se gardait bien de citer, l'autre auteur catalan, José Antonio Maravall Casesnovas (1911-1986), qui a pris activement part au débat sur le "Ser de España" (*Concepto de España en la Edad Media*, 1954). Furió défend que Fuster, connaisseur des nouvelles tendances, sans préciser exactement leurs origines (l'*École des Annales*), aurait introduit une nouvelle vision de l'histoire, plus penchée sur l'étude des mentalités, suivant l'initiative de Johan Huizinga (1872-1945)<sup>125</sup>, face à la prééminence des

---

<sup>125</sup> J. Huizinga: *La tardor de la Edat Mitjana*, 1919 (L'automne du Moyen-Age). Philosophe et historien hollandais. Ce livre est considéré une des œuvres pionnières dans le domaine de l'*histoire des*

présupposés sociaux et économiques que Fernand Braudel aurait dégagée et que Jaume Vicens Vives avait pourtant partagée. Cette nouvelle remarque de Furió nous met davantage en évidence qu'il partage le parti pris de Fuster, puisqu'il se sent obligé d'apporter l'information en termes antagoniques et sectaires. Il laisse comprendre que le nouvel angle de recherche de l'*École des Annales* - à partir des années soixante-dix et non pas soixante, moment où Braudel abandonne la direction -, doit s'interpréter comme une rectification de ce qui s'était fait avant, et comme une approche plus scientifique que celle pratiquée par les historiens marxistes de l'école anglaise, qu'il se garde bien de nommer. En effet, il est difficile de jeter le discrédit sur des auteurs comme Edward Thompson (1924-1993) ou Rodney Hilton (1916-2002), et en particulier sur Eric Hobsbawm (1917-2012), que nous avons déjà nommé, c'est pourquoi Furió ne les cite pas ouvertement, et évite par la même occasion de mentionner leur revue *Past and Present*<sup>126</sup>, qui avait commencé à se publier dans les années cinquante, et où participent des préhistoriens, des médiévistes et des modernistes. Répétons qu'autant l'école anglaise que celle des Annales, d'abord sous la direction de Lucien Febvre (1878-1956) et ensuite sous celle de Fernand Braudel, donnaient un rôle déterminant à l'économie, quelque chose que les intellectuels en faveur des thèses primordialistes, comme Furió ou Fuster cherchent à combattre sourdement ; raison pour laquelle Furió applaudit le système hétérogène appliqué par l'*École des Annales* au début des années soixante-dix, une fois que Braudel s'en écarte volontairement. Et il ne dit rien sur le changement opéré en 1988, une fois que cette approche plus anthropologique est, elle aussi, remise en question (le "tournant critique"). Ce réflexe typique des nationalistes de chercher à situer le débat historique en termes de confrontation, explique cette distance insurmontable entre théories modernistes et théories primordialistes ; les défenseurs de ces dernières cherchent toujours à minimiser l'effet des grands mouvements économiques qui mettent particulièrement en valeur la montée du nationalisme comme nous avons déjà

---

*mentalités*. Elle aurait directement inspiré l'École des Annales fondée en 1929 par Lucien Febvre et Marc Bloch.

<sup>126</sup> *Past & Present* (Passé et présent) est une revue d'histoire britannique, qui a joué un grand rôle dans le développement de l'histoire sociale. Elle a été fondée en 1952, et bon nombre de ses membres appartenaient au parti communiste (*Communist Party Historian Group*), comme les auteurs ici mentionnés. Elle est publiée chaque trimestre par l'*Oxford University Press* pour le compte de *Past and Present Society*.

expliqué dans la deuxième partie de cette thèse. Justement l'intérêt et le succès de la thèse marxiste a été de mettre le foyer de sa réflexion sur la propriété des moyens de production. Il n'est pas question de nier l'importance des aspects culturels et psychologiques, mais ce qui est devenu une évidence pour les auteurs modernistes est que l'évolution de la propriété des moyens de production a été un des leviers principaux des grandes transformations sociales de l'humanité. La propriété privée est l'exemple paradigmatique, c'est l'invention européenne qui est à la base de la création du concept de liberté individuelle, et donc du concept de nation. Nous comprenons donc la stratégie des auteurs primordialistes à viser à s'attacher d'une manière obstinée à privilégier certaines sciences, par rapport à d'autres, notamment les champs de la sociologie qui s'adaptent le mieux à leurs prétentions de vérité absolue. Ces procédés en fin de compte contribuent davantage à apporter la confusion dans l'éternelle interprétation de l'histoire, plutôt qu'à en éclairer ses points clés. Furió n'échappe pas à la tentation, raison pour laquelle il fait cette déclaration en faveur de son maître : "Fuster écrit donc depuis la suppléance, parce qu'il n'y a pas d'historiens ou sociologues, ou parce que si il en a, ils ne sont pas intéressés..."<sup>127</sup>. Nous reviendrons plus loin sur cette façon de présenter les réflexions de Fuster au sujet de la société valencienne, et surtout sur la valeur globale qu'un certain secteur de l'intellectualité autochtone a voulu concéder à l'œuvre de ce Valencien. Pour lors nous continuons notre analyse sur l'introduction de ce livre qui est considéré, le livre clé du nationalisme valencien du XXe siècle, comme l'ont affirmé les auteurs cités en début de chapitre, Josep Picó et Ramir Reig, et nous allons avoir l'occasion d'ailleurs de citer leur propre interprétation au sujet de l'affirmation principale de Fuster, quant à la catalanité des Valenciens.

Fuster prétend faire l'analyse de l'histoire de la société valencienne et en fait un bilan extrêmement négatif, surtout vis-à-vis de la situation actuelle, moment où il écrit. Il ose lancer un verdict absolu : "Nadie tendría el valor de autoengañarse. Si hay algo que se vea a las claras es eso: que "fallamos" en tanto que pueblo normal"<sup>128</sup>. Même si Fuster se donne la peine de mettre des guillemets au mot échouer ("fallamos"), et de préciser que la normalité ne se mesure pas par un degré

---

<sup>127</sup> Antoni Furió : "Fuster i la història", p. 225-230, dans : *Fuster entre nosaltres...*, op. cit., p. 228.

<sup>128</sup> J. Fuster: *Nosaltres els valencians.*, op. cit., p. 6.

d'intégration au niveau des institutions, il est évident que son appréciation ne prend sa logique que par rapport à ce que lui a déjà décidé qui est le vrai chemin, soit ce que lui considère la "normalité". Nous allons voir que ses arguments prétendument scientifiques s'appuient sur les typiques thèses primordialistes. Or celles-ci ont un inconvénient majeur : classer les races d'hommes et les nationalités, comme on classe les animaux, par rapport au territoire où ils se développent. Un procédé qui nous rapproche davantage d'un laboratoire ou d'un parc zoologique plutôt que de la jungle - mot approprié pour exprimer l'adversité constante -, qui est la vraie condition dans laquelle la race humaine a évolué. Et c'est bien avec cette vision absurde de laboratoire que Fuster se permet de dresser ce tableau alarmant. Selon lui les Valenciens se sont écartés de leurs origines, au point de les avoir même oubliées ; c'est là la cause de leur malheur, et de leur échec national. Retrouver ces origines, et surtout renouer avec elles, est la seule voie pour leur salut. Fuster va démontrer tout au long de ce livre que l'origine des Valenciens naît d'une race, la race catalane, qu'il finira même par élever à la catégorie d'ethnie. Parfois la comparaison avec le peuple catalan reste implicite, parfois elle devient carrément explicite ; par exemple lorsqu'il affirme être persuadé que les Valenciens se sont posés la grande question existentialiste : "¿qué somos los valencianos?" il ajoute aussitôt : "Nos la hemos hecho [la pregunta] los valencianos, y se la hacen, también, los otros catalanes"<sup>129</sup>. Il insiste sur cette idée de questionnement, il désire absolument donner une véritable dimension métaphysique à ses propos, c'est pourquoi son discours échappe au profil habituel des discours politiques. Il prend des attitudes de messie, car il est sur le point de révéler la grande vérité ; mais avant, il aventure des réponses qui sont des considérations préliminaires à son jugement définitif : "una crispación económica, una polémica de cultura, una añoranza, un proyecto político, un reajuste social...". Sur quoi il assure que les Valenciens se sont faits "un problème de leur propre existence"<sup>130</sup>. Finalement la réponse de Fuster à ce qu'il considère un échec collectif des Valenciens, se trouve dans une "défiance profonde" qu'il réitère, par des "déficits profonds"<sup>131</sup> qu'aurait accumulés la société valencienne. Fuster parle de "passivité", un mot qu'il

---

<sup>129</sup> *Ibidem.*

<sup>130</sup> *Ibidem.*

<sup>131</sup> *Ibidem.*

répète volontiers en lui donnant une charge plus inquiétante : "passivité confuse" qui promet la "dépersonnalisation"<sup>132</sup>, d'une "société désarmée et subalterne"<sup>133</sup>, assurant que ce n'est pas un hasard si le nationalisme valencien n'a pas réussi à se développer pour de bon : "No es una casualidad por ejemplo, que no haya podido producirse un "nacionalismo valenciano" serio, ni que los episódicos intentos realizados en esta dirección hayan sido flácidos y pintorescos"<sup>134</sup>. Ce qui, d'un autre côté, prouve sa pleine conscience des circonstances qui expliquent que le nationalisme valencien n'ait jamais existé. Tout cela Fuster ne le sait que trop. Et il sait aussi que le pancatalanisme, alias nationalisme valencien de la deuxième moitié du XXe siècle - moment où il écrit - est pratiquement inexistant. C'est pourquoi les mots qu'il choisit sont forts pour asséner, de véritables coups de poing psychologiques sur les cerveaux de ses lecteurs, n'hésitant pas à multiplier les répétitions des mots importants de son message afin de chercher sinon la complicité, au moins l'attention de son lecteur. Pour se référer à la société valencienne, il parle même de "marginalisme", de sensation d'"ambigüité", réitérant là aussi : "ambigüedad paralizadora, enervante" d'un "manque de concert collectif"<sup>135</sup>, d'un victimisme injustifiable: "Para un pueblo como para un individuo, no hay nada más sencillo ni nada más confortable que considerarse "víctima"..."<sup>136</sup>. Il accuse également le pouvoir castillan de totalitarisme : "la anulación drástica del autogobierno" (résultat de la guerre de succession de 1707), un leitmotiv habituel des catalanistes, et nous y reviendrons, car il aide à justifier l'"adultération culturelle" <sup>137</sup> de la région. Puis il gronde contre la "faiblesse"<sup>138</sup> voire la mollesse des Valenciens qui n'auraient pas été capables de limiter ce qui est jugé comme une véritable agression nationale. Et reprenant une citation, celle du comte duc Olivares, il la finit lui-même à sa manière (c'est pourquoi nous soulignons ce fragment de phrase): "tenemos a los valencianos por más muelles" que a los súbditos del Principado y del reino de Aragón"<sup>139</sup>. Cette comparaison avec les habitants du Principat ou du Royaume d'Aragon est faite d'une manière intentionnelle par l'auteur puisque les guillemets de

---

<sup>132</sup> *Ibidem*, p. 7.

<sup>133</sup> *Ibidem*, p. 8.

<sup>134</sup> *Ibidem*.

<sup>135</sup> *Ibidem*, p. 9.

<sup>136</sup> *Ibidem*.

<sup>137</sup> *Ibidem*, p. 10.

<sup>138</sup> *Ibidem*.

<sup>139</sup> *Ibidem*.

la citation originale s'arrêtent à "muelles". Puis il reprend de plus belle sa dénonciation de ce qu'il décrit comme le terrible défaut national : "Nuestra "blandura", nuestra triste, peligrosa y pertinaz "blandura" data de muy antiguo pues. No sigue, sino que precede a los peores atentados contra la autoctonía de los valencianos"<sup>140</sup>. Mais le bilan que fait Fuster de la trajectoire historique des Valenciens ne peut pas être plus négatif, puisqu'il n'a pas de gêne à déclarer la société valencienne, "anormale"<sup>141</sup>, carrément "malade" : "Si comienzo por denunciar nuestra enfermedad o nuestras enfermedades colectivas, es porque sé que sin eso nunca tendremos la posibilidad de sobreponernos a ellas"<sup>142</sup>. Tel un médecin, Fuster fait ce diagnostic lugubre de ses concitoyens, pour ensuite proposer le traitement censé les guérir. Ce mot "diagnostic" est employé d'ailleurs par le propre auteur : "diagnóstico puntual y acusatorio"<sup>143</sup>. Et il recommande un travail d'introspection : "instrospección necesaria", comme activité "utile et thérapeutique"<sup>144</sup>, qui va bien entendu le mener à faire une révision de toute l'histoire valencienne, depuis la reconquête de Jaime I, moment qu'il considère clé. Et pour insister sur les chances de guérison, dans un jeu de contradictions évident, il se charge d'égrener, au préalable les qualités de la société valencienne : soit les organes sains du corps social sur lesquels la récupération doit avoir lieu : "los valencianos no hemos dejado de ser una gente enérgicamente diferenciada, y la atonía no es en absoluto una de nuestras características colectivas"<sup>145</sup>. La contradiction est si évidente que Fuster est obligé de la qualifier lui-même de "volumineuse", quoiqu'il s'efforce déjà de la minimiser en employant plutôt le mot "contraste": "El contraste entre las dos facetas que acabo de subrayar es demasiado voluminoso para que no nos sorprenda a nosotros mismos"<sup>146</sup>. Et finalement pour se tirer d'affaire, il se limite à déclarer : "nos turba comprobar la distancia o el desfase que existe entre "lo que somos" y -"lo que deberíamos ser"- "<sup>147</sup>. C'est-à-dire qu'il nie la contradiction à partir du moment où les Valenciens sont malades, et qu'ils seront à même, selon lui, de récupérer leur santé nationale, car ils disposent à leur avoir "de conditionnements

---

<sup>140</sup> *Ibidem*, p. 11.

<sup>141</sup> *Ibidem*.

<sup>142</sup> *Ibidem*, p. 13.

<sup>143</sup> *Ibidem*, p. 11.

<sup>144</sup> *Ibidem*.

<sup>145</sup> *Ibidem*, p. 7.

<sup>146</sup> *Ibidem*, p. 7 et 8.

<sup>147</sup> *Ibidem*, p. 8.

matériels stricts" pour faire un pays, ainsi qu'une "sédimentation historique"<sup>148</sup>. Des termes qu'il faut mettre en relation avec cette relecture de l'histoire qu'il s'apprête à faire dès le premier chapitre. Mais avant de finir cette introduction, il insiste bien sur cette idée d'introspection "conocernos"<sup>149</sup>, rappelant que c'était là le conseil d'un historien catalan, que nous avons déjà cité, Jaime Vicens Vives, qui a été un des premiers historiens espagnols à introduire en Espagne les nouvelles conceptions publiées par l'École des Annales. Soit dit au passage il existe une intentionnalité certaine de ne jamais citer les auteurs marxistes de l'école anglaise. Finalement il déclare que son objet d'étude sera strictement celui qui est annoncé dans son titre : les Valenciens, qu'il désigne aussi comme "le cas valencien"<sup>150</sup>, précisant d'ailleurs qu'il le fera sous son aspect "le plus particulier". Il affirme écarter d'emblée une étude depuis le point de vue unitaire : "mentalidad común", unitiva, con la lengua, de los Países Catalanes"<sup>151</sup>, qui pourrait faire l'objet d'un autre livre, selon lui. Mais à quoi bon, ce livre est entièrement consacré à revendiquer la catalanité des Valenciens, et la catalanité de la langue valencienne.

### 10.2.2 - Les *leitmotivs* fustériens

J. Fuster découpe son livre ( 256 pages au total) en trois parties principales dont les titres sont : I/"Los hechos" (les faits), II/ "Las indecisiones (les indécisions), III/ "Los problemas" (les problèmes). Nous constatons qu'en même temps qu'il prétend décrire le tableau des circonstances qui ont provoqué la "maladie" nationale, il ne réserve pas de partie concrète pour proposer des remèdes aux maux exposés. Mais une fois le livre lu, nous comprenons que Fuster n'a pas de projet original à offrir aux Valenciens, il n'a qu'un remède à proposer, qu'une consigne à transmettre : que les Valenciens cessent de se penser espagnols, et commencent à se penser catalans. Dès les premières lignes du premier chapitre ("anatomía de un linaje" - anatomie d'un lignage), il met la date

---

<sup>148</sup> *Ibidem*, p. 7.

<sup>149</sup> *Ibidem*, p. 13.

<sup>150</sup> *Ibidem*, p. 14.

<sup>151</sup> *Ibidem*, p. 15.

qu'il considère de naissance de la nationalité catalane des Valenciens, avec un titre plus qu'éloquant ("acta de nacimiento" p. 19). Fuster donne à la date de 1238, une valeur transcendante qui nous paraît franchement excessive. Il présente cette date comme le début d'une nouvelle ère dans l'histoire des Valenciens, mais au lieu de la présenter comme l'ère chrétienne en opposition à l'ère musulmane il la présente comme l'ère catalane en opposition à l'ère mozarabe. Et dès les premiers moments de la reconquête il se charge de donner aux Catalans le rôle d'acteurs principaux, au risque de laisser la figure du roi dans un franc arrière plan. C'est cette sensation qu'il transmet à travers les trois livres édités cette même année. Rappelons que les deux autres sont : *El País Valenciano* et *Qüestió de noms*, dont nous en extrairons des citations pour montrer comment les trois livres étaient destinés à se compléter, et se relayer pour défendre la même cause. Fuster qui révisé l'histoire selon un patron déjà bien défini, se voit obligé de donner à la conquête du roi Jaime I une valeur fondatrice sans précédent qui lui fait affirmer que "nosotros, los de hoy, somos unos valencianos que datamos del siglo XIII"<sup>152</sup>. Il marque une frontière définitive avec ces autres Valenciens d'époques antérieures, c'est pourquoi il insiste : "Somos "otros", y tenemos a la vista nuestra acta de nacimiento"<sup>153</sup>. Dans *El País Valenciano*, il l'affirme avec le même ton péremptoire : "Los valencianos actuales tenemos una fecha de nacimiento, y ésta no es anterior al siglo XIII"<sup>154</sup>. Toujours suivant son jeu de contradictions habituelles il reconnaît que entre ces Valenciens antérieurs (Ibères, Romains, Godes et Sarrasins) et "nosotros hay una absoluta, o casi absoluta, solución de continuidad"<sup>155</sup>. Dans l'autre livre (*El País Valenciano*), il écrit pratiquement la même phrase : "el hecho es que entre ellos y nosotros hay una absoluta , o casi absoluta, solución de continuidad". Malgré tout il en conclut que : "somos "otros", y tenemos a la vista nuestra acta de nacimiento"<sup>156</sup>. Notons comment pour les pancatalanistes cet aspect est fondamental, et Sanchis Guarnier s'attache aussi à donner toute cette importance à l'héritage chrétien des Valenciens, écartant tant que possible tout lignage arabe et même mozarabe. Une ascendance arabe ou mozarabe semblerait ternir, voire mettre

---

<sup>152</sup> *Ibidem*, p. 19.

<sup>153</sup> *Ibidem*.

<sup>154</sup> J. Fuster : *El País Valenciano...*, op. cit., p. 26.

<sup>155</sup> J. Fuster : *Nosaltres els valencians...*, op. cit., p. 19.

<sup>156</sup> J. Fuster : *El País Valenciano...*, op. cit., p. 19.

en danger la noble généalogie valencienne : "Nous les Valenciens actuels, il faut le proclamer, nous ne descendons pas des maures vaincus, mais des chrétiens vainqueurs"<sup>157</sup>. Par ailleurs il faut insister sur le fait que la présence de populations mozarabes met en danger la thèse catalaniste de la langue, n'oublions pas ce qu'expliquait Fullana, sur l'ancienneté de la langue valencienne.

Si la formation institutionnelle du royaume avec ses *fueros* (lois locales), décidée par Jaime I a toute sa transcendance, pour couper les liens avec les anciens Valenciens, les musulmans et mozarabes, paradoxalement elle vient à introniser, pour Fuster, des liens préférentiels avec une partie de ces nouveaux arrivants qui s'installent : ceux d'ascendance catalane. Malgré le fait qu'il reconnaisse l'implantation de populations aragonaises, et autres (provençaux, juifs), il insiste sur le fait que les nouveaux colonisateurs qui incarnèrent dès le premier moment "la superstructure urbaine dirigeante"<sup>158</sup> étaient catalans, puisqu'il précise que les Aragonais auraient occupé les zones intérieures. Une affirmation qui entrera postérieurement en contradiction avec ses propres thèses puisque ce sera ce même secteur de la population : le plus urbain et donc le plus catalan selon lui, qui s'espagnolisera le plus à partir du XIXe siècle. À d'autres moments il semble moduler son discours, lorsque face à l'arrivée générale de colons de toutes provenances, il concède aux Aragonais les mêmes proportions numériques et qualitatives que les Catalans : "Catalanes y aragoneses fueron la levadura primitiva del País Valenciano. De Aragón y del Principado bajó el grueso de los repobladores"<sup>159</sup>. Néanmoins Fuster n'en démord pas à vouloir créer un standard racial purement catalan, et pour cela il ne tarde pas à situer les Aragonais dans un deuxième plan, les éloignant de la ville, soit des structures de pouvoir, arguant que ceux-ci s'établirent davantage sur les terres intérieures, visiblement plus enclins ou plus habitués à s'adapter à des styles de vie plus rétrogrades : "las comarcas aragonizadas se establecían, en general, bajo un régimen de feudalismo"<sup>160</sup>. C'est pourquoi il insistait sur le fait que la côte aurait été majoritairement repeuplée par des Catalans, d'où le "contraste, con las catalanas,

---

<sup>157</sup> M. Sanchis Guarnier : *La llengua dels valencians...*, op. cit, p. 124

<sup>158</sup> J. Fuster : *Nosaltres els valencians...*, op. cit., p. 23.

<sup>159</sup> *Ibidem*, p. 25.

<sup>160</sup> *Ibidem*.

donde la organización tuvo unos cimientos más bien burgueses"<sup>161</sup>. Il évite soigneusement d'entrer à considérer l'aspect économique et commercial qui est pourtant susceptible d'apporter une explication logique à cette prétendue division territoriale entre Catalans et Aragonais. Les Catalans avaient des intérêts commerciaux très puissants outremer, ce qui les poussait à se positionner sur la côte, en vue de conserver cette ouverture directe sur la mer, et mieux assurer le contrôle de leurs exportations vers les comptoirs qui jalonnaient la Méditerranée. N'oublions pas d'ailleurs que la conquête de Majorque répondait en très grande partie à ce besoin de protéger ces intérêts commerciaux : les Sarrasin là-bas établis, avaient représenté une véritable menace. Cependant Fuster ne dit rien de tout cela et parle d'une fondation juridique et même "raciale" : "no era solamente jurídica: era también, si me es permitido el adjetivo, que elijo con todas las reservas, racial"<sup>162</sup>. Un qualificatif, lié à cette date, 1238, que l'auteur n'a pas de gêne à employer et répéter ; mais nous reviendrons plus loin sur cet aspect, qui est de grande importance.

Il assure par ailleurs, que même si dans un premier temps la population morisque était plus nombreuse, elle n'était pas une population intégrée à part entière, il souligne qu'elle représentait "una clase servil"<sup>163</sup>, et qu'en 1609, avec l'expulsion officielle, elle aurait disparu pratiquement dans sa totalité. Il est étonnant de voir comment la vision raciale de Fuster est assez trouble, car pendant que les morisques furent là, et à plus forte raison après qu'ils soient expulsés, des chrétiens aussi formèrent cette classe servile, indispensable au bien être de la bourgeoisie et de la noblesse. Rappelons les révoltes paysannes (*las germanias* 1520 - 1522) qui mettent en évidence que l'exploitation n'était pas seulement réservée aux morisques. Mais Fuster ne parle jamais de classe en ces termes proprement marxistes, son obsession est la confrontation de théoriques collectivités nationales différenciées, qui en dernière instance prouve l'existence d'une race supérieure, qui pour lui n'est autre que la race catalane ; celle qui produit cette "levure" dont il a parlé. Or cette vision de l'histoire ne peut être que rétrospective, par rapport à un chemin parcouru et surtout par rapport au chemin que l'on souhaite parcourir, qui est celui du pancatalanisme.

---

<sup>161</sup> *Ibidem*.

<sup>162</sup> *Ibidem*, p. 20.

<sup>163</sup> *Ibidem*, p. 23.

Fuster transmet de la culture catalane la vision d'une culture déjà formée et consciente de son unité, dès 1238, c'est à dire en plein Moyen-âge. Inutile de dire que ces affirmations sont complètement contradictoires avec celles que donnent des historiens de la taille de Fernand Braudel et Marc Bloch (un autre fondateur de l'École des Annales). Dans son ouvrage *Grammaire des Civilisations*<sup>164</sup>, F. Braudel reconnaît partager pleinement les explications de Marc Bloch, et reprend d'ailleurs ses propres termes. Il affirme qu'à cette époque, qui était dominée par le "cloisonnement politique"<sup>165</sup>, l'unité se percevait sous forme d'une chrétienté, qui vivait sous une civilisation qui était celle de la *chevalerie*. Et lorsqu'on lit ses explications, on comprend pourquoi Joanot Martorell, le grand écrivain valencien, dut aller jusqu'à la cour du roi d'Angleterre pour demander réparation de l'outrage fait à sa famille (un chevalier qui n'avait pas tenu la promesse de se marier avec sa sœur) :

Les valeurs morales, religieuses, culturelles, les règles de la guerre, de l'amour, de la vie, de la mort sont partout les mêmes, d'un fief à l'autre, quels que soient leurs querelles, leurs révoltes ou leurs conflits. C'est pourquoi il y a vraiment une Chrétienté, *une* (Marc Bloch) et ce qu'on peut appeler une *civilisation de la chevalerie*, du troubadour et du trouvère, de l'amour courtois.<sup>166</sup>

Furió a beau déclarer que Fuster était un auteur au courant des dernières tendances, dans le monde des recherches historiques, nous, nous préférons préciser, que seules certaines tendances l'intéressaient. Par ailleurs Fuster accusait la mécanique habituelle des auteurs primordialistes, celle d'exclure la complémentarité des techniques pour favoriser les raisonnements qui priment l'incompatibilité, soit qui projettent une vision totalement antagonique des acteurs de l'histoire, et où une culture chasse l'autre. Dans cette optique, la catalanité des Valenciens défendue par Fuster, implique que ceux-ci doivent cesser de se sentir Espagnols. Et c'est bien là le message principal de ce livre, d'où l'importance de donner à la "nationalité" catalane une dimension historique et même raciale, et de placer toujours le rôle des Catalans dans la conquête de Valence, un échelon plus haut que tous les autres contingents impliqués, y compris les Aragonais. Ceci est particulièrement manifeste dans son recours habituel à introduire le mot catalan, devant le mot aragonais, jusqu'à arriver pratiquement à changer le nom de la couronne d'Aragon. Dans cet ouvrage, *Nosaltres*

---

<sup>164</sup> Fernand Braudel : *Grammaire des civilisations...*, op. cit.

<sup>165</sup> *Ibidem*, p. 430.

<sup>166</sup> *Ibidem*.

*els valencians*, mais aussi dans *El País Valencià* il ne dit pas Jaime I de Aragon, il préfère le désigner comme "Jaime I de Cataluña-Aragón"<sup>167</sup>. Et dans un livre postérieur, de 1983 : *Ver el País Valencià*, il reprend les mêmes termes "Jaime I de Cataluña y Aragón"<sup>168</sup> ou bien "Los reyes de Cataluña - Aragón"<sup>169</sup>. N'oublions pas qu'il répondait ainsi aux exigences des catalanistes signataires du manifeste anti-occitaniste qui blâmaient cette dénomination : couronne d'Aragon qui laissait soi-disant dans l'ombre le nom des Catalans. Rappelons par ailleurs que cette dénomination apparaît pour la première fois avec la Renaissance catalane, sous la plume d'un des fondateurs des Jeux Floraux (1859), Antonio de Bofarull (1821-1892), également historien et archéologue. C'est ensuite un autre historien catalaniste, Ferran Soldevila i Zubiburu, que nous avons déjà cité, qui se chargea de traduire l'expression "regno, dominio et corona Aragonum et Catalonie" par "Corona de Aragón y Cataluña", une expression très controversée dans les milieux spécialisés, car on reproche une perspective intéressée, donc éloignée des critères d'objectivité. De fait Fuster va plus loin, puisqu'il place le mot Catalogne devant le mot Aragon lorsqu'il dit : "Jaime I de Cataluña-Aragón", pourtant la couronne était issue du territoire aragonais et non pas du territoire catalan. Signalons que plus prudente, mais toute aussi intéressée est la formule employée par Sanchis Guarner, qui recourt à "les comtes-rois de Catalogne et Aragon"<sup>170</sup>.

Enfin pour blinder sa thèse de la nationalité catalane des Valenciens, il ne pouvait pas omettre d'insister sur le sujet de la langue, c'est pourquoi au passage, sans mentionner directement la théorie de L. Fullana, il affirmait qu'il y a une bonne dose de "fantaisie"<sup>171</sup> dans la croyance que la langue valencienne ait pu avoir une évolution totalement indépendante des autres langues romanes. Cependant, la contradiction étant le véritable signe d'identité de Fuster, lui-même s'empressait de remarquer que les morisques montrèrent une résistance irréductible à conserver leur langue - la algarabía - leur foi, leurs lois et leurs vêtements, contre "cualquier intento

---

<sup>167</sup> J. Fuster : *El País Valencià...*, op. cit., p. 10 mais aussi 32.

<sup>168</sup> J. Fuster : *Ver el País Valencià...*, op. cit., p. 20

<sup>169</sup> *Ibidem*, p. 32.

<sup>170</sup> M. Sanchis Guarner : *La llengua dels valencians...*, op. cit., p. 113

<sup>171</sup> J. Fuster : *Nosaltres els valencians...*, op. cit., p. 21.

absorcionista de los cristianos"<sup>172</sup>. C'est-à-dire qu'il était disposé à reconnaître aux morisques ce qu'il niait d'emblée aux Valenciens mozarabes. Il défendait que les morisques aient pu conserver leur langue, mais il décrétait impossible que les anciens Valenciens chrétiens aient pu en faire autant ; et il pontifiait que les Valenciens préislamiques furent pleinement et définitivement convertis à l'islam : "Al arabizarse hasta el máximo posible, los valencianos pre-islámicos se convirtieron en moros y son moros por siempre jamás..."<sup>173</sup>. Une affirmation fort discutable quand on pense que les Romains qui jetaient les chrétiens aux lions, n'arrivèrent pas à les convertir ni même à les exterminer. Selon Fuster les maures auraient réussi là où les Romains avaient échoué. Les chrétiens valenciens de l'époque mozarabe auraient été plus soucieux de leur argent que de leur âme, et ils se seraient convertis par intérêt ou par peur. Ensuite le fait qu'il n'y avait presque plus d'église (on rapporte celle de la Roqueta) lorsque les troupes de Jaime I arrivèrent à Valence, ne signifie pas non plus que les chrétiens n'y étaient plus présents. Nous avons déjà signalé qu'à l'époque romaine les églises n'existaient pas comme telles, elles étaient secrètes, mais cela n'empêcha pas le christianisme de triompher. Cet intérêt de Fuster et des autres pancatalanistes comme Sanchis Guarner, à dissoudre tout possible vestige d'une ancienne population chrétienne, au moment de la reconquête, obéit à la priorité fondamentale, qui est de donner toute la légitimité aux nouveaux arrivants, en particulier, les Catalans. La reconnaissance d'une population mozarabe importante, ou le constat d'une présence significative de Valenciens chrétiens de vieille souche, poserait de trop gros problèmes au projet annexionniste. C'est pourquoi la théorie de Fullana a été combattue d'une manière systématique au point de dévaloriser ses mérites académiques. Mais il est difficile de croire que les chrétiens aient pu disparaître radicalement comme le prétend Fuster et tous les pancatalanistes, si les juifs eux y étaient présents. Le journaliste Paco Cerdà<sup>174</sup> nous rapporte que selon les données de l'arabiste E. Ashtor il y aurait eu 162 familles juives à Valence au moment de l'arrivée de Jacques I d'Aragon. Et si les sépharades ont conservé leur langue,

---

<sup>172</sup> *Ibidem*, p. 23.

<sup>173</sup> *Ibidem*, p. 21.

<sup>174</sup> Paco Cerdà : "El calvario valenciano de los judíos". *Levante*, 22/02/14 consulté le 06/05/2017 sur <http://www.levante-emv.com/comunitat-valenciana/2014/02/21/calvario-valenciano-judios/1082584.html>

pendant leur exil, et les morisques réfugiés en Tunisie aussi, pourquoi doit-on croire que sur le même territoire valencien les vieilles populations mozarabes se soient résolues à adopter une autre langue radicalement différente de la leur, comme le cas de l'arabe. Il est difficile de croire qu'ils se soient assimilés complètement, malgré la solennité du ton adopté par Fuster. Autre chose est le fait qu'ils aient pu être plus ou moins bilingues et surtout, politiquement et économiquement insignifiants, contrairement aux Juifs qui avaient un pouvoir financier. Disons que chez Fuster il existe un désir de récupération de la mémoire historique qui va en sens unique - sens unique catalaniste -, ce qui est contraire au principe scientifique. Nous avons l'exemple de la *Casa Velazquez* qui a organisé un séminaire (19 et 25 avril) intitulé : "De l'Espagne au Levant : vie et destin des communautés séfarades. Séfarad : La présence juive dans l'Espagne médiévale et contemporaines" (voir en annexe document n° 49). La volonté de reconstruire le passé peut obliger à l'autocritique historique, ce qui devient nécessaire dans ce cas. La seule initiative ressemblante menée à Valence a eut lieu en mai 1987 à travers le *Primer Congreso de Cultura Olvidada*<sup>175</sup>, organisé par l'Université de Valence. On y avait discuté notamment de l'apport financier reçu par Jaime I de la part de la communauté juive, pour reconquérir Valence. Un sujet qui certainement ne fut pas du goût des pancatalanistes puisque cela ôtait le protagonisme aux conquérants Catalans. Il n'est qu'à voir que ce rendez-vous n'a pas eu de continuité. De toute façon dans le cas des mozarabes valenciens, même peu nombreux, il est certain que la religion et la langue ont pu favoriser leur réintégration à l'intérieur des contingents de chrétiens fraîchement installés. Fullana rappelle que l'ancienne langue valencienne était une langue soeur de la catalane, donc il s'agissait d'une langue qui même influencée par le superstrat arabe continuait de faire partie d'un même système linguistique, très apparenté au diasystème occitano-roman, comme le reconnaît Fullana. N'oublions pas qu'il niait l'origine occitane, mais qu'il soulignait les grandes ressemblances ou correspondances. Disons au passage que nulle part dans les livres et archives historiques ne sont mentionnées des difficultés de communication entre les divers contingents arrivés pour repeupler le royaume

---

<sup>175</sup> Adolfo Beltrán : "La aportación árabe y judía fue fundamental para la historia valenciana según los especialistas". El País, 23/05/1987, consulté 06/05/2017 sur [http://elpais.com/diario/1987/05/23/cultura/548719210\\_850215.html](http://elpais.com/diario/1987/05/23/cultura/548719210_850215.html)

valencien. Même s'il faut souligner que la langue officielle était le latin, la langue du roi était l'occitan. Nous pensons donc que la thèse de L. Fornés est tout à fait vraisemblable, lorsqu'elle justifie que les différences entre les diverses langues ne devaient pas être un handicap à la cohabitation. Fuster d'ailleurs ne peut pas nier que la colonisation du nouveau royaume valencien se fit au moyen de populations de diverses provenances :

Los repobladores que Jaime I pudo instalar en la ciudad tenían un origen bien diverso, aragoneses, provenzales, judíos, si no más. Y no era muy distinto lo que ocurría en las comarcas. La preponderancia de unos sobre todos los demás decidía, al fin, la identidad de cada zona. En primer lugar, sin embargo, destaca la índole de mezcla nacional que representaba en la superficie aquella "superestructura dirigente". El carácter mestizo de nuestra constitución es un dato que hay que tener en cuenta, si queremos entendernos y entender el hecho histórico valenciano. Porque, a pesar de que la pluralidad de base siempre se resolvía por la preeminencia indubitada de uno de los elementos, los residuos alógenos debían ser, en el mejor de los casos, un germen activo de relajación o de dejadez comunitaria<sup>176</sup>.

Mais il n'en démontre pas à assurer que la prééminence indubitable dans le processus de recolonisation retombait sur les Catalans et que cela justement était décelable grâce à la langue. Or cette interprétation est tout à fait tendancieuse, et s'éloigne d'un quelconque critère scientifique, car toutes les langues qui participent dans ce repeuplement n'existaient pas dans leur aspect actuel. Les explications de Lluís Fornés montrent qu'à cette époque les différences entre ces langues issues d'une même racine latine étaient beaucoup moins accusées, ce qui signifie que la compréhension entre les différents groupes de colons ne devait pas poser de grands problèmes. Dans un autre livre, intitulé *La València occitana*, Lluís Fornés explique comment il y a de bonnes raisons pour supposer que l'intercompréhension entre l'aragonais et le valencien de l'époque était plus que probable<sup>177</sup>. Rappelons aussi que Domergue Sumien situe aussi l'aragonais dans le système occitano-roman, et les travaux d'un autre auteur Joan Martinis<sup>178</sup> prouvent que la présence des Occitans dans le repeuplement valencien est particulièrement significative, et que la langue était justement un facteur en soi qui, encore au XIXe siècle contribuait activement à leur intégration. L'immigration des Français aurait commencé dès l'implantation du nouveau royaume, selon des sources françaises : "Cependant dans le règne de Valence, il y a établis, tout au long de la Méditerranée plus de 30.000 Français... la

---

<sup>176</sup> J. Fuster : *Nosaltres els valencians...*, op. cit., p. 24 et 25.

<sup>177</sup> Lluís Fornés : *La València Occitana...*, op. cit., p.113 à 118.

<sup>178</sup> J. Martinis : *Les migracions occitanes al Regne de València...*, op. cit.

majorité Auvergnats, Gascons, Béarnais, et Limousins"<sup>179</sup>, mais elle se serait particulièrement accélérée après l'expulsion des Morisques. Tout invite à supposer qu'une grande partie de ces populations devaient considérer qu'effectivement, elles appartenait à une grande aire linguistique commune, soit l'ère "limousine", une conscience qui, rappelons-le, est encore vivante au XIX et XXe siècle à Valence ; nous l'avons vu dans la partie antérieure. Même la venue d'immigrants italiens peut être mise sur le même compte, le fait que la langue ne représentait pas un obstacle majeur. J. Fuster par moment semble qualifier d'emblée de catalan tout ce qui n'est pas castillan, mais sa conclusion est beaucoup trop hâtive lorsqu'il veut justifier par là, la prééminence de la langue catalane. Il recourt alors à son argument principal : la présence majoritaire des Catalans. Quelque chose qui n'est pas pleinement démontrée, et les travaux de J. Martinis montrent justement le manque de prudence et d'objectivité de Fuster. Nous pensons qu'il serait beaucoup plus plausible d'affirmer que c'est cet ensemble linguistique commun (l'ancienne langue limousine) qui favorise la perception d'une même langue, qui sera ensuite identifiée comme valencienne, par différents auteurs, dont Joanot Martorell ; et à ce sujet nous rappelons ce qui a été dit dans la première partie de cette thèse. Fuster lui-même reconnaît dans son opuscule (*Qüestió de noms*) que parfois le nom de "catalan" pouvait englober tous les habitants des territoires de l'ancienne couronne d'Aragon, spécifiant : "y incluant les Aragonais"<sup>180</sup>. Nous pouvons justement lui répondre que cela se devait au fait que les différences linguistiques n'étaient pas assez significatives, et qu'il était possible aussi que derrière le mot générique d'Aragonais, on ait pu inclure des Catalans. Cet opuscule, *Qüestió de noms* était écrit expressément pour préciser cet aspect délicat de la dénomination. Il assurait qu'au début la dénomination de catalan pour les Catalans des îles Baléares et pour le Royaume de Valence, était une dénomination naturelle :

Et il est évident qu'au début autant "Valenciens" que "Majorquins" devaient trouver bien naturels le fait de se considérer "catalans". Une réalité immédiate, et principalement ethnique le décidait ainsi. Les uns et les autres, dans l'étape fondatrice des règnes respectifs, n'étaient pas autre chose que des "Catalans", - Catalans du Principat - transposés sur de nouveaux territoires.<sup>181</sup>

---

<sup>179</sup> *Ibidem*, p. 15. J. Martinis cite A. Montchrestien (1615).

<sup>180</sup> J. Fuster : *Qüestió de noms...*, op. cit., p. 2.

<sup>181</sup> *Ibidem*, p. 1.

Et là il insistait sur une "réalité ethnique"<sup>182</sup>. Fuster s'entêtait à vouloir imposer une uniformité catalane là où elle n'existait pas, puisque lui-même reconnaissait le rôle joué par les Aragonais. Au passage on peut se demander pourquoi Fuster ne précisait pas à quelle race appartenaient alors les Aragonais, puisque visiblement il ne plaçait pas ceux-ci dans l'ethnie catalane. Ce genre d'affirmation nous conforte dans notre appréciation générale sur la position de Fuster, à savoir qu'il était plus papiste que le pape. Si, à l'opposé du Basque, Sabino Arana, Enric Prat de la Riba avait inventé la "nationalité catalane", sans mettre l'accent sur le critère de race, ayant précisé : "Mais race n'est pas nationalité bien que cela en soit un facteur très important"<sup>183</sup>, Fuster allait plus loin, et inventait à Valence l'ethnie catalane, insistant sur le terme de "race catalane". Ceci nous amène à l'évidence, qu'avec le fustérianisme se revendique un nationalisme pratiquement fondamentaliste, car ethnique ; donc un type de nationalisme beaucoup plus radical que celui revendiqué par les catalanistes eux-mêmes. Il soulignait la prévalence catalane dans l'ascendance des Valenciens parce qu'en dernière instance elle est censée valider la catalanité de la langue valencienne. Cette position fondamentaliste, qui faisait retomber l'identité sur une question de généalogie avait l'inconvénient d'obliger à faire des différences à l'intérieur de la race catalane. En effet, il en résultait qu'il y avait des Catalans, plus catalans que les autres, ceux du Principat qui sont les "Catalans originaires"<sup>184</sup>, et ceux qui ne sont pas du Principat, qui semblent condamnés à être des Catalans de deuxième classe, à cause du métissage. Par ailleurs le fait de ne pas disposer d'un nom commun à toute l'aire linguistique prétendument catalane, forçait également à contempler des sous-catégories. Un inconvénient que Nicolau Primitiu Gómez Serrano avait déjà signalé. Fuster essayait d'ailleurs de récupérer à son avantage les remarques de cet auteur pour prouver qu'elles contribuaient malgré tout à prouver une conscience d'unité linguistique de toute l'aire catalane. Par contre Constanti Llobart, posait problème, car en tant que fondateur de l'association *Lo Rat-Penat* (1878), il avait précisé que la conscience d'unité linguistique correspondait à toute l'aire limousine : "Noble langue limousine, appelée à présent langue du pays, ou langue valencienne, que nos aïeux

---

<sup>182</sup> *Ibidem*, p. 2.

<sup>183</sup> Prat de la Riba, Enric : *La nacionalitat catalana...*, op. cit., p. 90.

<sup>184</sup> J. Fuster : *Qüestió de noms...*, op. cit., p. 3.

employèrent depuis la glorieuse conquête de notre royaume"<sup>185</sup>. Or c'est bien cette conscience d'unité qui avait permis la signature des *Bases de Castellón*, mais Fuster se dépêche de déclarer que Llombart se trompait, que : "Les romanistes de tout le monde qui ne pouvaient pas faire cas de nos querelles cantonales, se limitèrent à donner le nom de catalane à la langue des Valenciens, Majorquins et Catalans..."<sup>186</sup>. À l'instar des signataires du pacte anti-occitaniste, il n'apportait pas de noms propres pour préciser quels étaient ces romanistes qui niaient l'unité linguistique de l'aire occitane, ce qui prouvait la faiblesse de ces preuves soi-disant scientifiques.

Non content de déclarer une suprématie institutionnelle, raciale et linguistique des Catalans dans la fondation du nouveau royaume de Valence, il allait jusqu'à parler de suprématie psychologique : "La ciudad de Valencia había tenido una mayoría de repobladores del Principado, a raíz del "repartiment" de Jaime I, lo que determinó enseguida la lengua y los resortes psicológicos de la naciente comunidad"<sup>187</sup>. Un aspect, celui-ci que nous allons développer un peu plus loin, mais nous voulons en profiter au passage pour mettre à nouveau en évidence cette curieuse manière d'exposer les faits, qui se résume à une gymnastique dialectique qui oblige constamment à affirmer d'un coup, pour systématiquement nier d'un autre coup, et donner la possibilité au lecteur de ne se rappeler que de la partie qui l'a davantage séduit. En effet seulement quelques lignes plus bas, il reconnaissait que le critère de la langue ne pouvait pas être vécu à cette époque en termes nationalistes : "No hemos de pensar que ante una cuestión como la de la lengua, por ejemplo, los hombres de la Edad Media reaccionasen como los de hoy, con un criterio digamos nacionalista"<sup>188</sup>, malgré tout il insistait : "Pero es lógico que intuyesen de alguna manera la utilidad de una orientación uniformadora"<sup>189</sup>. Avec ce mot "uniformadora" Fuster se trahit, c'est bien là, la vision qu'il prétend transmettre, une vision uniforme de l'histoire, au nom de prétendus critères objectifs. Son souci n'est pas d'élargir la compréhension de l'histoire valencienne, mais de l'adapter aux thèses pancatalanistes. En fait son discours prend rapidement l'allure d'un catéchisme catalaniste :

---

<sup>185</sup> Lluís Fornés : *La llengua valenciana i el diasistema occitano-romà...*, op. cit., p. 73.

<sup>186</sup> J. Fuster : *Qüestió de noms...*, op. cit., p. 9

<sup>187</sup> J. Fuster : *Nosaltres els valencians...*, op. cit., p. 27.

<sup>188</sup> *Ibidem*, p. 28.

<sup>189</sup> *Ibidem*.

La superioridad política y económica de las comarcas catalanas, y el peso de la capital, habían de cristalizar en un exclusivismo de nomenclatura bien claro. Desde un principio recibe la designación de "valenciano", y tiene cualidad de tal, "sólo" todo lo que ha sido hecho y amasado en la zona catalana. El nombre de "lengua valenciana" queda reservado para el catalán local<sup>190</sup>.

Conscient du malaise que pouvaient soulever de pareilles affirmations - nous avons déjà vu plus haut la querelle qui éclate entre valencianistes en 1961 - il s'empresse de reconnaître que certains de ses concitoyens peuvent se sentir en plein désaccord avec une telle dénomination. Il accuse alors ceux-ci de "susceptibilité localiste"<sup>191</sup>, et pour se tirer d'affaire il se limite à reconnaître un "fait différentiel"<sup>192</sup> qui selon lui n'ôte en rien le caractère véridique qu'il veut octroyer à ses affirmations. Comme les valencianistes d'avant-guerre, il parle alors de personnalité valencienne - non pas de nationalité valencienne -, pour confirmer que cette personnalité appartient à un ensemble plus vaste qu'il désigne comme nationalité catalane : "Los valencianos tenemos nuestra personalidad regional privativa, dentro del conjunto catalan"<sup>193</sup>. Ensuite il justifie sans pour autant apporter aucune explication, le fait que le mot "catalan" n'ait jamais été présent dans les institutions valenciennes, ni dans l'imaginaire collectif valencien. Or, c'est là que se pose justement toute la question. Et nous constatons que tout au long de ce livre, y compris des deux autres, que nous citons à l'appui, il prend soin d'éviter le débat, il le camoufle délibérément. Sa prétendue objectivité est absolument illusoire : "El hecho de que el término "catalán" haya quedado restringido, para muchos usos, a referir solamente las pertenencias estrictas del Principado, acostumbra a producir confusiones estúpidas"<sup>194</sup>. Tout ceci amène Fuster à conclure ce premier chapitre sur cette affirmation définitive : "Llamarnos "valencianos" en definitiva es nuestra manera de llamarnos "catalanes"<sup>195</sup>.

Cette affirmation aussi catégorique qui est l'idée principale de ce livre et qui se répète dans ses deux autres livres déjà cités, nous conforte dans notre thèse principale qui est que le nationalisme valencien n'existe pas. Non seulement il n'a pas existé

---

<sup>190</sup> *Ibidem*, p. 32.

<sup>191</sup> *Ibidem*, p. 33.

<sup>192</sup> *Ibidem*.

<sup>193</sup> *Ibidem*, p. 34.

<sup>194</sup> *Ibidem*.

<sup>195</sup> *Ibidem*, p. 35.

avant Fuster, il n'a pas existé non plus avec Fuster ; et l'on ira même jusqu'à expliquer plus loin, que Fuster a été, postérieurement, un obstacle majeur pour le développement d'un régionalisme valencien plus revendicatif. En effet le nationalisme qu'il a tenté d'inculquer au peuple valencien, est un sentiment partagé avec les Catalans ; une réciprocité d'ailleurs qui n'est pas exigée des Catalans qui eux ne renoncent à aucun moment à une exclusivité (exemple les noms Catalogne, Catalans). Et non content d'assimiler la langue, Fuster assimile la culture, et finalement le territoire. Il recommande que cela se fasse d'une manière graduelle, en marquant des différences régionales : Catalan du Principat, face au Catalan du Pays Valencien, et face au Catalan des Îles Baléares, en attendant un futur indéfini qui permette de garder le mot Catalan pour tous les individus appartenant à toute l'aire territoriale recomposée :

L'idéal serait d'adopter, non pas la forme de "Grande Catalogne" mais simplement *Catalogne*, pour désigner nos terres. Cela oui, c'est une aspiration qui doit s'ajourner sine die. Nous pouvons préparer les conditions matérielles et morales pour qu'un jour ceci soit une réalité. Et pour cela, par certains moments il serait recommandable d'avoir une certaine prudence dans l'utilisation du mot "Catalogne". Nous devrions faire les plus grands efforts pour lui réserver dans le futur cette amplitude générale.

(l'ideal fora adoptar, no ja la forma "Catalunya Gran", sinó senzillament *Catalunya*, per designar les nostres terres. Ara bé: aquesta aspiració ha d'ajornar-se *sine die*. Podem preparar les condicions materials i morals perquè un dia sigui ja factible. I és per això que en certs moments caldria recomanar una cautela esmolada en l'ús de la paraula "Catalunya". Hauríem de fer els majors esforços per reservar-li en el futur aquella amplitud integral.)<sup>196</sup>.

Fuster explique que c'est une question de temps et de discipline, qui pourrait finalement permettre d'atteindre ce but, faire disparaître le mot Valence, qu'il considère une particularité dénuée d'une quelconque transcendance. Il va même jusqu'à prétendre rétablir une terminologie - Catalogne - qui en réalité, rappelons-le, n'a jamais existé sur le territoire valencien. Ceci prouve le besoin de répéter des consignes qui n'ont jamais eu aucune implantation véritable dans la réalité de ses concitoyens, et prouve que Fuster est dominé par la volonté de - littéralement - catéchiser le peuple valencien :

C'est pour cette raison qu'il convient d'employer systématiquement la dénomination de "Principat" pour nous rapporter à la Catalogne stricte : Principat ou, si l'on veut "Catalogne stricte" justement. En fin de compte, dans ce problème de rétablissement d'une terminologie collective appropriée, la victoire sur les anachroniques préjugés particularistes doit se gagner à force de répéter les formules choisies et appropriées et à force de nous habituer et d'habituer les autres à les utiliser d'une manière méthodique.

---

<sup>196</sup> J. Fuster : *Qüestió de noms...*, op. cit., p. 11.

(És per aquesta raó que convé emprar sistemàticament la denominació "el Principat" per referir-nos a la Catalunya estricta: Principat o, si es vol "Catalunya estricta" justament. Al cap i a la fi, en tot aquest problema del restabliment d'una terminologia col·lectiva apropiada, la victòria sobre els anacrònics prejudicis particularistes ha de ser guanyada a força de reiterar les fórmules escollides i procedents, i a força d'acostumar-nos i acostumar els altres a utilitzar-les d'una manera metòdica.)<sup>197</sup>

Ceci nous rappelle les paroles d'Anne-Marie Thiesse : "Le sentiment national n'est spontané que lorsqu'il a été parfaitement intériorisé ; il faut préalablement l'avoir enseigné"<sup>198</sup>. Nous pouvons voir comment les professeurs de l'Université de Valence se prêtent à ce jeu de catéchisme en niant les véritables intentions de Fuster, puisqu'il est décidé que c'est l'objectif qui compte. En 1988, Josep Picó et Ramir Reig faisaient cette interprétation du livre *Nous les Valenciens* : "La tesis de fondo del admirado y denostado libro es que lo valenciano hay que entenderlo formando una unidad cultural con lo catalán, sin que esta afirmación niegue los particularismos ni prejuzgue una orientación política pan-catalanista"<sup>199</sup>. C'est-à-dire qu'il existe de leur part une volonté manifeste de minimiser la portée réelle des affirmations de Fuster, de ne pas reconnaître la portée politique qu'il enferme, concients comme ils étaient de ce qu'avait affirmé Fuster dans cet opuscule. Il est évident qu'on a voulu en toute conscience maintenir la confusion ou l'équivoque, et c'est avec cet ingrédient que le fustérianisme s'est installé dans le monde de l'enseignement en prétendant systématiquement mettre une frontière entre le domaine culturel et le domaine politique, or c'est justement là la stratégie pancatalaniste. La culture est la porte d'entrée pour installer les bases du pancatalanisme politique, c'est bien pour cela que Fuster précise qu'être Valencien c'est une manière d'être Catalan. Il dit bien aussi que cette dénomination globale doit encourager une intégration politique, en tant que pays dans la "Catalogne", dans le sens ample que Fuster lui donne, c'est-à-dire où sont englobés tous les "territoires catalans". Et nous verrons que c'est cette confusion volontaire encouragée depuis l'université, sanctuaire du pancatalanisme qui provoquera la "Bataille de Valence".

Enfin cette conception assimilationniste de Fuster, a pour conséquence de rabaisser la condition de valencien à un synonyme de deuxième ordre, à l'intérieur

---

<sup>197</sup> *Ibidem*.

<sup>198</sup> Anne-Marie Thiesse : *La création des identités nationales. Europe, XVIIIe-XXe siècle...*, op. cit., p. 14.

<sup>199</sup> Josep Picó, Ramir Reig : "El franquismo: los años del desarrollo", dans : *Historia del pueblo valenciano...* op. cit., p. 937

de la "nationalité catalane". Cette idée de deuxième classe se réaffirme à partir du moment où il s'attache à mettre en évidence un caractère soi-disant inachevé du peuple valencien, dû à sa condition métisse, de Catalan non pur, et passif. C'est là que nous revenons à l'aspect psychologique mentionné plus haut, et aux conséquences dégradantes que le métissage aurait causées, selon Fuster. Nous avons vu que la partie bonne ou noble du lignage, la "levure" est apportée par les Catalans et Aragonais, mais particulièrement par les Catalans, qui s'installent sur la côte. Nous devons conclure que tout ce qui n'est ni catalan ni aragonais, représente la partie médiocre du lignage, celle qui dégrade l'espèce. Les affirmations qu'il fait dans son autre livre *El País Valencià*, sont jusqu'à un certain point scandaleuses, et il ne faut pas s'étonner si elles ont largement contribué à nourrir l'animosité et même la violence dans les épisodes de la "Bataille de Valence". Il lance à la fois son affirmation paradigmatique : "Lo valenciano - testimonio, la bandera y la cultura, el idioma y la vocación - no es sino lo catalán"<sup>200</sup>, en faisant cette précision humiliante : "asentado y un poco resblandecido en las riberas del Sena Sucronense"<sup>201</sup>. Cette idée de dégradation est un des leitmotivs des thèses fustériennes. Dans ce même livre, il a le mauvais goût de spéculer sur le fait que les étrangers ("forasteros")<sup>202</sup> ont pu juger le peuple valencien comme "un peuple féminin ou un peuple vaincu" ("un pueblo femenino o un pueblo vencido")<sup>203</sup>. Il persiste à décrire le peuple valencien comme dénué de structure psychologique : "sin armazón, un poco desmoronados, apenas sabiéndonos pueblo entre los otros pueblos"<sup>204</sup>. Il martèle cette déchéance, fruit du métissage, que suppose la formation du peuple valencien, c'est pourquoi il considère : "Lo catalán, convertido en valenciano quizá cuenta con virtudes aumentadas, pero también decae en potencia y tesón"<sup>205</sup>. Il affirme que le peuple valencien est d'un naturel triste, craintif et méfiant : "un triste y crónico apocamiento (...) gente cohibida y suspicaz"<sup>206</sup> et il va même jusqu'à donner à cette opinion personnelle, le caractère de règle

---

<sup>200</sup> J. Fuster : *El País Valencià...*, op. cit., p. 12.

<sup>201</sup> *Ibidem*.

<sup>202</sup> *Ibidem*, p. 42.

<sup>203</sup> *Ibidem*.

<sup>204</sup> *Ibidem*.

<sup>205</sup> *Ibidem*, p. 46.

<sup>206</sup> *Ibidem*, p. 39.

générale : "como regla general esto es innegable"<sup>207</sup>. S'il arrive à citer les grandes figures de l'histoire valencienne (Ausiàs March, le poète; Vicente Ferrer, le religieux; Arnau de Vilanova, le médecin ; Luis Vives, le philosophe; Borgia, le pape) ce n'est que pour les ériger en exceptions qui confirment la règle : "contrastan con la inapetencia, con la mediocre conformidad que domina a nuestra gente".<sup>208</sup> Cette hantise du caractère métisse lui fait employer un vocabulaire alarmant, puisqu'il évoque à un certain moment, une "inseguridad nacional"<sup>209</sup>, qui signifie pour notre auteur un véritable handicap, et il avertit d'une manière réitérative, et dans les trois livres, toutes les difficultés que cela a représentées : "El país quedó un tanto mestizo y abigarrado, con enclaves forasteros y zonas de transición"<sup>210</sup>. Nous savons que les nationalistes sont des créateurs de standards types, ils croient volontiers en la pureté de la race, et si cela est nécessaire ils la créent eux-mêmes de toute pièce, comme le fait Fuster dans ce livre. Pour lui, la pureté c'est le catalan, c'est même une ethnie, quand bien même la Catalogne n'a jamais été une société fermée au métissage. Mais nous savons que ce déterminisme est le propre des nationalistes exacerbés, qui cherchent les différences dans les chromosomes au lieu de les chercher dans la structure économique, ou les circonstances géographiques et historiques ; mais il est vrai que ce n'est que dans les années 90 du XXe siècle que s'est imposé le discours sur l'invention des nationalismes. Néanmoins Fuster est déjà bien conscient de l'importance des facteurs économiques, quoiqu'il ne veuille pas les reconnaître, au contraire il cherche à escamoter leur véritable portée. Nous pouvons le démontrer par les successifs et rares commentaires qu'il égrène, et nous en signalerons plus d'un. Ainsi son affirmation sur les Valenciens qui n'ont pas d'ascendance catalane, est une franche invitation au conflit, ou en tout cas, à la controverse, car il décrète ouvertement qu'il existe deux types de Valenciens : les vrais et les faux, c'est-à-dire ceux qui sont d'ascendance catalane et ceux qui ne le sont pas. Ce qui produit une deuxième sous-catégorie par rapport aux Catalans. Le fait d'être Valencien condamne à être un Catalan de deuxième classe ; mais le fait d'être un Valencien sans origines catalanes produit une deuxième dévaluation : "los valencianos no catalanes, han sido en la práctica, unos valencianos secundarios y

---

<sup>207</sup> *Ibidem*.

<sup>208</sup> *Ibidem*, p. 62.

<sup>209</sup> J. Fuster : *Nosaltres els valencians...*, op. cit., p. 31.

<sup>210</sup> J. Fuster : *El País Valenciano...*, op. cit., p. 12.

marginales"<sup>211</sup>. Inutile de dire que de pareilles déclarations ne pouvaient en rien fomenter cette cohésion sociale et nationale, à laquelle, paradoxalement Fuster aspirait. D'ailleurs il avait la manie de scruter les origines de ses concitoyens ; il reconnaissait<sup>212</sup> le rôle joué par certains Valenciens éminents, comme Blasco Ibáñez, Sorolla ou le marquis de Campo, que Gabriel Tortella avait distingué comme un des banquiers les plus importants du XIXe siècle ; or ces trois derniers hommes étaient tous d'ascendance aragonaise. Il arrivait même à employer une expression qui fait référence à la vieille Espagne de l'Inquisition : "Valencianos nuevos", en écho à "cristiano nuevo" pour qualifier José Campo (qui justement par sa trajectoire brillante avait acquis un titre de noblesse : le marquis de Campo), ou la famille Trenor, qui jouissait déjà de son titre de noblesse (Comte de Trenor), celle-ci d'origine irlandaise. Quoiqu'il en soit, il est évident que Fuster était décidé à défendre coûte que coûte les thèses catalanistes et donc à concéder aux Catalans un rôle déterminant dans l'histoire des Valenciens, de telle sorte que d'une manière contradictoire, même la dégénération produite par le métissage n'empêchait pas que ce soit encore grâce au lignage catalan que les Valenciens aient été capables de réaliser leurs meilleures prouesses. Ce lignage catalan étant triomphant pour lui, autant au niveau démographique, institutionnel que linguistique.

Si le discours de Fuster en 1962 n'était pas choquant pour l'intellectualité valencienne, il est certain que dans un quelconque autre pays européen, les souvenirs de la Deuxième Guerre mondiale auraient été suffisants pour le condamner. Fuster montrait une frontière psychologique avec l'intellectualité européenne par le fait d'élever une différence à l'intérieur même du peuple valencien, décrétant l'existence de Valenciens de première classe et de Valenciens de deuxième classe. Il semblait partager les thèses eugénistes des nazis, et il souscrivait directement le thème de la supériorité des races, qui a été particulièrement présent dans la Seconde Guerre mondiale. Ce qui rejoint des thèses défendues plus d'un siècle auparavant par un des pères de la pensée raciste, Joseph Arthur de Gobineau (1816-1882), qui avait écrit : *Essai sur l'inégalité des races humaines* (1855). Cette insistance à attribuer aux colons catalans tout ce qu'il y a de noble dans le peuple valencien, fait écho d'ailleurs à un

---

<sup>211</sup> J. Fuster : *Nosaltres els valencians...*, op. cit., p. 33.

<sup>212</sup> *Ibidem*, p. 30.

autre auteur Houston Steward Chamberlain (1855-1927), qui dans son œuvre *La genèse du XIXe siècle* (1899), identifiait la classe supérieure, à la race aryenne qui s'était érigée comme classe dirigeante en Europe, et que les nazis avaient repris à leur compte. Fuster marquait une opposition entre Catalans : alias, carolingiens, alias, classe dirigeante, face aux Valenciens : métisses, alias Valenciens "ramollis" et surtout face aux morisques qu'il qualifiait directement de "classe servile". Il révélait indiscutablement ses origines antilibérales, et c'est par le fait que l'Espagne vivait sous un régime dictatorial, qu'on peut comprendre que ses déclarations n'aient pas provoqué des réactions plus énergiques. Néanmoins de notre côté pour montrer que les arguments de Fuster étaient de toute façon dénués de la logique qu'il prétendait quant à sa déclaration principale sur la nationalité catalane des Valenciens, nous proposons de faire un parallélisme avec le continent américain.

Si nous appliquons ce même raisonnement fustérien - celui de l'hérédité dominante - au continent américain, nous serions obligée de désigner les territoires anciennement conquis par les Espagnols, comme la Grande-Espagne, en correspondance à la Grande Catalogne. Nous pourrions en outre, nous permettre de nier systématiquement la nationalité de tous ces pays qui ont pourtant obtenu leur indépendance, en arguant que les premiers colons étaient de sang espagnol et que les premières institutions l'étaient aussi, ce qui justifierait une "indestructible" nationalité espagnole, voire castillane, réaffirmée par la prééminence de noms de familles, et aussi par l'emploi de la langue espagnole dans les institutions. Ce sont là, nous l'avons déjà dit, les habituels raisonnements des auteurs primordialistes (le sang, la langue, les noms). Il est sûr qu'on ne tarderait pas à nous rappeler, que les guerres d'indépendance ont servi justement à marquer une rupture institutionnelle, et qu'à partir de là, la nationalité espagnole des Mexicains, des Péruviens, des Cubains... n'a plus lieu d'être. Chose que nous admettons pleinement, et qui nous paraît d'ailleurs indiscutable. C'est pourquoi en revenant au cas valencien, nous devons souligner que cette guerre d'indépendance n'a jamais eu lieu, parce que les terres valenciennes n'ont jamais été une colonie catalane ou aragonaise au sens institutionnel. Dès le début de la Reconquête, ce territoire à été considéré et traité comme royaume indépendant, soit une nouvelle terre avec ses propres lois (*fueros*), face à une

Catalogne qui n'était qu'un ensemble de comtés, même si elle se donnait à elle-même le privilège du nom de Principat. Comme toujours Fuster jongle avec la contradiction, car il n'a pas d'autre voie : il reconnaît lui-même ce fait indiscutable, mais se dépêche de le nier :

El recuerdo encomiástico de Jaime I va ligado en buena parte, a un acontecimiento político trascendental: aquel rey erigió en "reino" las comarcas conquistadas, un "reino" distinto y autónomo, diríamos "independiente", dentro del conglomerado de Estados que constituía su Corona. Para el particularismo valenciano ulterior, eso es un hito solemne: significa la taxativa "creación" del país en los términos - ya que no con los límites - en que hoy subsiste. No lo anexionó a Aragón ni al Principado de Cataluña, y así le confería una virtual coherencia interna<sup>213</sup>.

Son rejet commence au moment où il justifie cette fondation par le besoin de marquer la différence entre les Valenciens et les Maures, ce qui représente un premier stratagème dialectique pour minimiser, voire annuler, un fait historique indiscutable, car la différence s'articulait fondamentalement sur le facteur religieux : "De una manera no siempre clara, y a pesar de todo, segura, nuestro pueblo comprendía que la Conquista era su punto de partida de "ser valencianos". Antes había los moros; después hubo los valencianos"<sup>214</sup>. Il ne peut pas y avoir de doute sur ce fait, disons que le "nationalisme" de l'époque s'exprimait par l'exaspération du critère religieux, d'où la création plus tard de la Sainte Inquisition. Le critère nationaliste, revendiqué selon les paramètres manifestés ici par Fuster : Valencien/Maure, était quelque chose simplement d'impensable, ce que l'on percevait c'était l'opposition chrétien/musulman. Il suffit de voir en quels termes s'exprimait le roi Jacques I lui-même pour constater comment son discours retransmet parfaitement cette opposition fondamentale entre maures et chrétiens, et non pas entre maures et Valenciens :

E no trobarà que en tot Lo regne de València hage poblat de cristians oltra 30.000 hòmens; e per ço car Nos havem vist que el Regne no ha son compliment d'hòmens ni de gent, volem-lo-hi fer, car segons semblança nostra, bé en deuria haver 100.000 cristians al Regne de València. E pus no hi són plus de la summa desús dita, volem hi fer compliment de tamts com Nós hi poirem allongar, a honor de Déus et a servici de cristianisme e nostre<sup>215</sup>.

---

<sup>213</sup> *Ibidem*, p. 20. C'est nous qui soulignons.

<sup>214</sup> *Ibidem*.

<sup>215</sup> M. Sanchis Guarner : *La llengua dels valencians...*, op. cit., p. 129. Cite A. HUICI: *Colección Diplomática de Jaime I el Conquistador*. Valencia, 1923, III, ii, 337.

C'est là une citation apportée par Manuel Sanchis Guarner, et si derrière le mot Valence on aurait voulu que se déchiffre le mot Catalogne, il est sûr que l'on aurait gardé le nom original, de la même manière que les Espagnols donnèrent au Mexique le nom de "Nouvelle-Espagne" (1535, après la conquête de l'Empire Aztèque), et les Anglais celui de "Nouvelle-Angleterre" au Nord Est des États-Unis. Donc valencien au XIIIe siècle ne signifiait pas catalan, à plus forte raison au XXe siècle. Avec un pareil raisonnement, même les États-Unis du XXe siècle seraient obligés de continuer à se considérer territoire anglais. En effet ce sont les Anglais, les premiers, qui ont imprimé leur sceau dans les institutions américaines, mais cela n'a pas empêché les Américains de développer leurs propres symboles, et surtout leur propre sentiment nationaliste, totalement indépendant d'une quelconque redevance à l'Angleterre. Et n'oublions pas que si sur ce territoire, la langue anglaise est la langue majoritaire, cela ne change rien au fait que les colons qui se sont établis là-bas appartiennent à une grande variété de races ; et certains conservent une dévotion particulièrement forte à leurs origines (par exemple les Juifs). Malgré toutes ces disparités cela n'a pas empêché que se développe parmi la population un puissant sentiment d'orgueil nationaliste. Il est possible que sa force soit due justement au fait que ce n'est pas un sentiment forcément exclusif et excluant. On peut se sentir américain et ne pas renier ses origines : une chose n'empêche pas mathématiquement l'autre. La proposition de Fuster est bien différente, elle est construite sur l'exclusion - seule est admise et exaltée l'origine catalane des Valenciens -, d'où sa phobie du métissage qui automatiquement pose un conflit existentialiste, car il n'y a pas d'espace pour deux cultures à la fois. Sur ce point sa position rejoint celle de Sabino Arana quant aux "maquetos"<sup>216</sup>. Le grand problème est qu'à Valence, la diversité a longtemps été la normalité, mais Fuster, évalue cette situation comme un phénomène anormal, négatif, voire nocif, à partir du moment où il a décrété qu'à l'intérieur de la généalogie valencienne le lignage noble est le lignage catalan (la "levure"). À cette époque le fait que des colons arrivent de différentes régions ou d'autres pays, ne supposait pas un potentiel conflit, c'était simplement une solution au repeuplement. Et le métissage - comme aujourd'hui et comme avant -

---

<sup>216</sup> Voir le rejet des Espagnols, Galiciens ou Castellans venus travailler à Bilbao. Antonio Elorza : "Sabino Arana cien años de Euzkadi", *El País*, 23/11/2003, consulté 05/05/2017 sur : [http://elpais.com/diario/2003/11/23/domingo/1069563157\\_850215.html](http://elpais.com/diario/2003/11/23/domingo/1069563157_850215.html)

n'était qu'une réponse aux circonstances vitales de la race humaine, seule espèce sur la terre à ne pas être strictement conditionnée par son territoire, contrairement aux animaux. Les hommes ont la faculté de pouvoir choisir leur propre destin, et d'envisager des migrations volontaires vers d'autres territoires, si cela suppose une amélioration de leur niveau de vie. Sans doute les immigrants du XIIIe siècle qui arrivèrent au nouveau royaume chrétien de Valence, recherchaient une meilleure existence, grâce à la répartition des maisons et des propriétés, confisquées aux musulmans. Le prix de cette nouvelle vie était un voyage certainement pénible, et l'acceptation de partager un nouveau territoire avec des personnes venues d'autres contrées. Donc le métissage arrivait volontairement dans la vie des hommes, contrairement aux animaux qui se meuvent par instinct ; chez eux le métissage n'apparaît que lorsque la main de l'homme est là pour le provoquer. Même chose dans le règne végétal où les mélanges sont aussi le produit de l'activité humaine. Les circonstances vitales de Valence exigeaient un repeuplement, et cela se produisait à une époque où le critère nationaliste n'existait pas, seul comptait le critère religieux, un fait que F. Braudel signalait et un fait que Fuster se voit obligé de reconnaître, malgré toutes ses explications intéressées. Ce qu'il ne souligne pas par contre c'est le critère hiérarchique d'allégeance au seigneur, pourtant la colonne vertébrale de ces anciennes sociétés féodales. Donc à partir du moment où ces nouveaux arrivants n'étaient pas musulmans ils étaient les bienvenus. À partir de là, établir une hiérarchie aussi définitive par rapport aux colons catalans est une chose tout à fait artificielle, à plus forte raison si cette hiérarchie est décrétée sept cent ans plus tard par un Valencien, qui s'affirme comme fidèle à la cause catalaniste. Autre chose serait que Fuster ait défendu une nationalité valencienne, il aurait pu justement se raccrocher à cette fondation du royaume indépendant au XIIIe siècle, et alléguer les quatre mêmes facteurs (terre, langue, droit, art) comme Prat de la Riba dans "La nationalité catalane". Mais Fuster justement donne une nouvelle fois la preuve que ce qui était valide pour les Catalans, ne l'était pas pour les Valenciens. Ce qui prouve que le nationalisme revendiqué par Fuster n'était pas la réaffirmation d'un nationalisme autochtone, mais l'expansion du nationalisme catalan, car il se charge lui-même d'étouffer, de faire disparaître institutionnellement, culturellement, linguistiquement et même nominalement l'originalité valencienne - ne lui concédant qu'une personnalité, voire

une particularité - avant de la dissoudre à l'intérieur d'une prétendue nationalité catalane, jusqu'à faire disparaître le nom même de Valence au profit d'une dénomination commune : la Catalogne. Une intention que la suprématie politique castillane n'a jamais envisagée, même pas sous les dictatures militaires, ce qui prouve que les intentions assimilationnistes pancatalanistes sont beaucoup plus radicales que le prétendu succursalisme castillan dont nous reparlerons, et que cela est lié au phénomène de l'industrialisation et de l'alphabétisation massive dont nous avons parlé. Fuster épouse les théories primordialistes évitant autant que possible de faire référence aux raisonnements modernistes, qui font appel en particulier au développement des moyens de production et donc au système économique, néanmoins il se sent obligé de glisser quelques réflexions, qui le trahissent et nous les soulignerons au passage.

Fuster qui a traité les morisques de "classe servile" se voit néanmoins obligé de reconnaître l'héritage important que ces anciens Valenciens avaient légué à l'agriculture de la région, mais voilà, le problème est que pour Fuster l'agriculture, même intensive et riche, n'est pas un signe de modernité. Cette exclamation que nous citons en dit long: "pues no en balde el País Valencià es - ¡ay! - eminentemente agrícola, como dicen los periódicos"<sup>217</sup>. Fuster ne peut pas cacher son admiration pour la société catalane par le fait que celle-ci a été capable d'entrer dans l'ère industrielle, qui est l'équivalent à l'ère de la modernité, face à une Espagne majoritairement rurale et donc arriérée. Ceci visiblement était devenu pour Fuster la marque d'une différence ethnique à l'intérieur de l'Espagne. À présent cette même différence ethnique reproduisait la frontière entre l'Espagne riche et l'Espagne pauvre. Il reprochait à ses concitoyens de ne pas avoir été capables de produire une bourgeoisie moderne: "no alumbramos una auténtica burguesía a la moderna"<sup>218</sup>. Une expression qui réapparaît systématiquement dans ses trois livres : "una burguesía a la moderna" pour se référer à la bourgeoisie catalane. Ce reproche qu'il fait à la bourgeoisie valencienne est absurde, car on ne produit pas une bourgeoisie moderne comme on produit une récolte ou une association de professionnels ou de commerçants - et Fuster, particulièrement cultivé en était bien conscient -. Mais il était dévoué à sa cause, et entrer davantage à

---

<sup>217</sup> J. Fuster : *El País Valencià...*, op. cit., p. 15.

<sup>218</sup> *Ibidem*, p. 65.

expliquer les raisons pour lesquelles l'industrie n'avait pas pris un essor plus solide dans la région valencienne l'aurait obligé à adopter un discours typiquement constructiviste, que Fuster était bien décidé à éviter. Nous avons déjà signalé à plusieurs reprises, la complexité qui régit les phénomènes économiques, et dans la première partie nous avons cité des auteurs à cet effet. C'est vrai que dans *Nosaltres els valencians*, il fait davantage de commentaires sur cet aspect. Il laisse échapper des réflexions qui montrent qu'il savait parfaitement de quoi il en retournait : "Quizá, sin embargo, no deberíamos achacar a la "indolencia" burguesa ninguna responsabilidad singular (...) el ímpetu no era suficiente. También hacía falta dinero"<sup>219</sup>. C'est pourquoi nous affirmons, qu'il renonce consciemment à entrer dans ce sujet et l'expliquer, parce que cela l'obligerait à donner des explications qu'il ne souhaitait absolument pas donner, notamment la complicité des producteurs de blé dans la politique protectionniste, qui a été la raison principale du succès industriel catalan et basque. Ces deux secteurs ont joui d'une chasse gardée, qui a eu pour résultat évident, la possibilité pour ces deux bourgeoisies de poser les bases d'un capitalisme industriel et financier (les banques), qui au moment où Fuster écrit son livre, sont en pleine reprise. Il préfère esquiver le vrai débat, renonçant à sa prétendue objectivité, pour se limiter à se plaindre, sans cesser de mettre en évidence - par dessus-tout - sa dévotion inconditionnelle au catalanisme :

Era el momento de constituirse [au XIXe siècle], en la capital por lo menos, una burguesía a la moderna: como en Barcelona, por ejemplo, y salvadas las proporciones. Pero esta burguesía no llega a cuajar: en todo caso, nunca consigue imponerse a la oligarquía rural. Los grandes terratenientes establecidos en la capital, serán una fuerza inmovilista<sup>220</sup>

Dans son autre livre *El País Valenciano*, il signale aussi très schématiquement les limitations principales de l'économie valencienne : "las grandes industrias son entre nosotros muy raras"<sup>221</sup>. Pleinement conscient des réflexes majoritaires de ses compatriotes - n'oublions pas que lui-même était originaire d'un village éminemment agricole -, il précisait : "el dinero agrícola, insisto, no busca empleo fuera del campo"<sup>222</sup>. Et pour ne pas reconnaître ouvertement la forte concurrence catalane face à l'industrie textile valencienne du XIXe siècle il préférait s'attacher à dégager des

---

<sup>219</sup> J. Fuster : *Nosaltres els valencians...*, op. cit., p. 211.

<sup>220</sup> *Ibidem*, p. 103.

<sup>221</sup> J. Fuster : *El País Valenciano...*, op. cit., p. 106.

<sup>222</sup> *Ibidem*.

ressemblances : "La industria textil valenciana, por esta parte (telas, mantas, fajas, cintas) sigue en importancia a la del Principado, dentro de la Península"<sup>223</sup>. Il se gardait bien de rappeler que la soie valencienne avait été présente à l'Exposition Universelle de Londres en 1851, ainsi que les couvertures de Morella (province de Castellón). Les gloires valenciennes ne l'intéressaient que si elles mettaient en évidence des origines catalanes.

Il faut mettre à nouveau en évidence la contradiction permanente dans laquelle Fuster se meut. En effet, le fait d'éviter d'aborder sérieusement les aspects économiques, ne signifie absolument pas qu'il en sous-estime la portée, loin de là. Il s'emploie à fond pour défendre des positions qui en réalité prouvent exactement le contraire de ce qu'il recherche. En effet, une société qui a une "bourgeoisie moderne", pour reprendre son expression favorite, est une société comparable aux pays développés du reste de l'Europe, qui favorise des mouvements sociologiques et politiques différents. Ceci en dernière instance sert de support à Fuster, pour élever une nouvelle barrière, la barrière économique qui s'ajoute à la barrière linguistique entre l'Espagne et les régions - qui pour lui - ne sont pas l'Espagne : la Catalogne, et le Pays Basque. Sa façon de nier le concept même d'Espagne est assez persistante, par exemple il dit los "otros países hispánicos"<sup>224</sup> ; ou bien "España es la Monarquía"<sup>225</sup>, lorsqu'il veut laisser comprendre que ce ne serait qu'au XVIIIe siècle que les habitants auraient commencé à intérioriser ce concept, en particulier dans le cas des Valenciens : "España ya no es únicamente una idea de eruditos"<sup>226</sup>. L'auteur tend à la caricature et veut laisser entendre indirectement que tout ce qui est richesse économique sur la Péninsule, n'est pas espagnol. Et si l'agriculture valencienne est riche et intensive, cela ne serait redevable qu'aux colons catalans qui auraient su garder et améliorer l'héritage mozarabe, sur la frange littorale, qui est pour lui, rappelons-le, zone catalane, à part entière.

En réalité Fuster travaille sur ce jeu d'oppositions créé par les premiers catalanistes, dont Prat de la Riba en premier chef, mais il y introduit des modifications

---

<sup>223</sup> *Ibidem*, p. 113.

<sup>224</sup> J. Fuster : *Nosaltres els valencians...*, op. cit., p. 224.

<sup>225</sup> *Ibidem*, p. 223.

<sup>226</sup> *Ibidem*, p. 222.

importantes car il veut s'assurer que cette fois le travail sera fait en profondeur, afin que ces germes nationalistes qu'il plante, produisent définitivement leurs fruits. Rappelons qu'il s'agit de prouver une légitimité de la "nation" catalane face à la nation espagnole, qui elle, ne serait pas légitime, mais imposée par la force militaire. Cet aspect, l'imposition est un sujet récurrent dans son discours, car il aide à faire passer son idée principale : l'existence historique d'une nationalité catalane - depuis la conception même du Royaume de Valence - face à l'Espagne qui serait une invention politique. C'est-à-dire que Fuster franchissait un pas de plus que les catalanistes avant-guerre. Ceux-ci avaient revendiqué la diversité face au centralisme castillan, cette fois, lui, parlait directement d'une unité catalane face à l'unité castillane. Pour cela il décrit l'Espagne comme un régime absolutiste, qui adopte des formes jacobines, pour sombrer finalement dans le totalitarisme, la dictature franquiste, en devenant son expression maximum.

Cette idée de richesse matérielle associée à la nationalité catalane, face à une Espagne pauvre, qu'il décrit constamment comme décadente, en voie de dégénération, voire de destruction, est celle que Fuster veut faire prévaloir. La décadence catalane, elle, comme l'a décrite d'ailleurs Enric Prat de la Riba, n'aurait été que transitoire. Sa reprise économique, culturelle et sociale, en aurait été une preuve éclatante. Une image qui l'aide à éviter de reconnaître des circonstances particulières qui justifient cette transformation sur cette partie du territoire espagnol. Fuster s'ingénie à parler de reconstruction, ou de recomposition, là où en réalité il se produit un phénomène nouveau, qui est l'industrialisation. La vraie nouveauté c'est l'industrialisation, et non la différence culturelle. Nous avons vu dans la première partie de cette thèse que la différence culturelle n'est pas l'apanage exclusif de la région catalane ou basque. La "nationalité" catalane n'est décrétée qu'en 1906 par Enric Prat de la Riba, qui n'était ni historien ni linguiste ni philologue. Malgré tout c'est lui qui s'occupa de choisir la personne chargée de réaliser la normalisation du catalan, qui ne s'accomplit totalement qu'en 1932. Et les catalanistes sont obligés d'attendre cette étape pour pouvoir commencer à mettre sur pied tout l'édifice culturel catalan, car ce n'est qu'une fois la normalisation achevée qu'ils ont pu entreprendre d'une manière presque compulsive, la traduction de toutes les œuvres universelles au

catalan. Fuster ne pouvait donc pas entrer de plein pied dans une matière aussi dangereuse pour lui, il se contentait de laisser en l'air des réponses, sans jamais y répondre. Par exemple : "Puede que en el Principado la campaña de los industriales en pro del proteccionismo fuera, en el momento crítico, un factor decisivo para la coagulación de la "renaixença" "<sup>227</sup>. Finalement ce cliché de la "bourgeoisie moderne" est destiné à enjôler l'imagination, surtout des jeunes lecteurs, afin de les pousser à des spéculations intellectuelles, où l'Espagne est fatalement associée à une idée de retard, de poids mort, face aux autres "pays hispaniques", où le sens du travail et du progrès en général auraient eu une meilleure implantation. Ce n'est que dans cet intérêt que Fuster concède finalement une louange à ces concitoyens : "Los valencianos somos, ante todo, laboriosos: nos agrada el trabajo, y el trabajo productivo"<sup>228</sup>.

Une fois bâtie cette opposition irréconciliable entre ces peuples censés se distinguer par une tendance progressiste, et ceux stigmatisés par le sous-développement, Fuster amorce un chapitre destiné à prouver qu'un centre - Madrid - dénué de cette qualité n'a rien à offrir aux provinces où il irradie politiquement. Il assure que les provinciaux ne sont limités à recevoir du centre que ce que le centre veut leur concéder. Or comme nous venons d'expliquer, pour lui le premier problème se trouve dans le fait que le centre n'a rien d'intéressant à offrir :

Un centro tan deplorable como el que sustentaba el Estado liberal no era precisamente un gran negocio: ser provinciano en la España del XIX resultaba un destino más bien triste. Si un centro constituido por *espadones*, papagayos parlamentarios y poetas desnutridos era, ya en sí, un espectáculo poco decoroso, sus "sucursales" provincianas todavía debían serlo más<sup>229</sup>.

Cet aspect est traité dans la troisième partie du livre : *Nous les Valenciens*, celle intitulée : "les problèmes". Fuster qui a déjà écrit une introduction assez inquiétante, se complait à présent dans ces derniers chapitres, à dépeindre un cadre assez sinistre de ce que signifie, selon lui, la vie en province. Les titres des sous-parties sont volontairement déprimants, et l'auteur se permet même la liberté d'inventer le terme de "*provincianismo*" ("provincianisme") qui n'existe pas dans le dictionnaire, ni espagnol ni français. Le provincialisme étant le caractère de ce qui est provincial, il a

---

<sup>227</sup> *Ibidem*, p. 249.

<sup>228</sup> J. Fuster : *El País Valenciano...*, op. cit., p. 64.

<sup>229</sup> J. Fuster : *Nosaltres els valencians...*, op. cit., p. 224.

facilement un sens péjoratif en français, tandis qu'en espagnol, "*provincialismo*" cette nuance n'existe pas, ce mot désigne l'attachement d'un individu à sa province, raison pour laquelle Fuster invente le mot "*provincianismo*" pour introduire ce sens péjoratif. Il se sert de ce mot pour renforcer les défauts ou insuffisances de la vie de province espagnole. Nous avons d'un côté le titre : "*Provincianismo y provincialismo*", et d'un autre les sous-parties : "*Mentalidad de sucursal*" et "*Complejo de inferioridad*". Tout ceci faisant partie des thèmes proprement fustériens, engendrés par son catalanisme compulsif qui le faisait entrer dans des considérations presque morbides, pour discréditer et surtout détruire conceptuellement la nationalité espagnole, qu'il sentait trop incrustée dans les mentalités valenciennes. Répétons que conceptuellement, Fuster arrive à faire de l'Espagne, une dictature pratiquement plusieurs fois séculaire, qui aurait commencé avant même la date de 1707, moment où la région valencienne perd officiellement ses *fueros*, comme conséquences directes de la défaite d'Almansa (guerre de succession). Il dénonce le "*provincialismo*" et le "*provincianismo*", qui serait l'état psychologique, presque pathologique de l'habitant de province qui se sent marginal par rapport au centre, au point de sombrer dans un complexe d'infériorité, par le fait de percevoir un écart insurmontable. Notons les sombres explications de Fuster au sujet du provincianisme : "La condición "satélite" de la provincia se caracteriza por eso: por el hecho de girar alrededor de un centro sin poder incorporarse a él"<sup>230</sup>. Cet état psychologique se comprend mieux si l'on tient compte de ce que nous avons expliqué plus haut, la condition monolithique et intégriste que Fuster concède à la culture, qui serait une unité par définition, fermée, ce qui justifie ce commentaire : "A la realidad autóctona se sobreponían nombres, consignas y jerarquías que no podían tener ninguna relación con ella"<sup>231</sup>. Même avec de meilleures conditions économiques, les Valenciens seraient ainsi condamnés à la marginalisation par le fait de ne pas partager la même culture que le centre, c'est pourquoi il pronostique que les Valenciens ne pourront jamais adhérer à un centre qui leur est étranger. C'était une autre manière de revendiquer le chemin de Jaime I au lieu du chemin du Cid, qui était le discours des pancatalanistes d'avant-guerre. Il est intéressant de noter au passage comment ce leitmotiv est repris par son collègue

---

<sup>230</sup> *Ibidem.*

<sup>231</sup> *Ibidem.*

Sanchis Guarner, qui lui aussi insiste sur le danger, la déchéance, et sur le complexe d'infériorité, quoiqu'il évite soigneusement de citer Fuster, il prend un autre auteur en référence, mais le message est le même :

La vitalité de notre culture se voit aujourd'hui menacée par les nouvelles formes de projection culturelle sur le public, sur lesquelles elle a à peine accès. La créativité de n'importe quel peuple coure un danger si elle est soumise à l'action des actuels moyens massifs de communication - presse, radio, télévision -. Entre des mains étrangères, ils peuvent et veulent faire de nous des provinciaux. Quand un peuple devient une province, a dit Tomàs Llorens, il tombe dans la passivité et dans l'indifférence; il laisse émigrer ses fils qui ont du talent, et accepte de considérer étrangers des phénomènes généraux pour la société à laquelle, en tant que noyau local, il appartient, mais qui le pose en situation de dépendance sans compensations. Ceci est en essence l'axe de l'attitude provinciale; une sorte de complexe d'infériorité, ou d'étrangeté, qui produit une conscience de citoyen de deuxième classe.<sup>232</sup>

La différence de culture provoque selon Fuster, une incompatibilité nationale, qui se traduit en une impossibilité institutionnelle, psychologique et linguistique de vivre ensemble. Une théorie tout à fait personnelle, nous avons hors d'Espagne le cas de la Suisse qui prouve que la différence de langue est loin d'être un handicap insurmontable. Mais Fuster n'apporterait jamais de l'eau à ce moulin de la confraternité, son but étant de travailler exclusivement pour l'antagonisme irréconciliable, qui nous rappelle les explications d'Anne-Marie Thiesse.

Il reproche ouvertement et amèrement aux Valenciens d'accepter une situation hybride, où la catégorie d'Espagnol prime sur celle de Valencien, un fait qui selon lui profite du penchant naturel des Valenciens à être soumis ; défaut qu'il avait anticipé dans son introduction : "mous" ou aussi "ramollis", disait-il : "Y cuando la paz borbónica refuerza la posición del "centro" y al mismo tiempo deja trabajar a la "periferia" , los valencianos se entregan moralmente a la más completa sumisión"<sup>233</sup>. Il maintient que la région aurait assumé son statut de périphérie, ou de province espagnole, dès le XVIIe siècle<sup>234</sup>. En réalité cette persistance de Fuster à dénigrer ses compatriotes est une provocation tout à fait calculée, une stratégie en toute règle, copiée et adaptée de son maître, Prat de la Riba. N'oublions pas que celui-ci reconnaissait à contrecœur, que la Catalogne se sentait étroitement unie à l'Espagne : "Le corps catalan continuait de se sentir encastré comme un polype de corail dans le

---

<sup>232</sup> M. Sanchis Guarner : *La Llengua dels valencians...*, op. cit. p. 199. Cite : *Suma y Sigue*, mars 1966, p. 16.

<sup>233</sup> J. Fuster : *Nosaltres els valencians...*, op. cit., p. 222.

<sup>234</sup> *Ibidem*, p. 221.

corps castillan" ("L'esser de Catalunya seguía encastat com els pòlips del coral al ésser castellà")<sup>235</sup>. Sur quoi il avait reconnu qu'il avait été nécessaire de compter sur la haine pour pouvoir parfaire le sentiment de nationalité catalane : "Cette œuvre, cette deuxième phase du processus de nationalisation catalane, n'a pas été faite par l'amour, comme la première, mais par la haine.(...) Les démonstrations d'adoration s'accompagnaient de reproches aux auteurs des malheurs de la patrie... ("Aquest obra, aquesta segona fase del procés de nacionalisació catalana, no la va fer l'amor, com la primera, sinó l'odi. (...) els esplays d'adoració anaven acompanyats de retrets als causants de les desgracies de la patria ..")<sup>236</sup>. Ce qui correspond aux explications d'Anne-Marie Thiesse à ce sujet. Donc à son tour, Fuster avec ce genre d'arguments aurait cherché à insuffler la révolte vis-à-vis de tout ce qui était centre, soit tout ce qui est castillan, alias oppression, alias Espagne, dans un contexte, qui à ce moment-là lui était pleinement favorable, dans la mesure où le franquisme pouvait, et certainement de fait, provoquait dans un grand secteur de la société un profond rejet.

Mais en réalité la tâche qu'il se proposait d'accomplir était beaucoup plus compliquée. Son vrai but était d'opérer la transmutation d'un sentiment irréal, le sentiment antiespagnol, par un autre qui celui-ci, était bien réel : un ressentiment populaire des Valenciens envers les Catalans et aussi les Basques. Ce genre de perception prenant sa base sur le fait que le gouvernement central aurait concédé aux Catalans et aux Basques, les deux régions les plus riches, ce qui aurait été refusé aux Valenciens. N'oublions pas comment sous la Seconde République on avait mentionné ces difficiles relations avec le pouvoir central, les Valenciens s'étaient indigné face à la première décision du gouvernement de céder à un port basque la construction de deux bateaux :

Cree que el centro les distingue con consideraciones "privilegiadas". Tales "privilegios" son ilusorios: el Estado jacobino se guardará mucho de concederlos. En el fondo no es sino una envidia palmaria al comprobar que otros escapan a nuestra suerte - a nuestra desgracia -: envidia que nunca se dirige a los castellanos, los cuales, por antonomasia son ciudadanos de primera.<sup>237</sup>

---

<sup>235</sup> Prat de la Riba, Enric : *La nacionalitat catalana...*, op. cit, p. 41.

<sup>236</sup> *Ibidem*, p. 42 et 43.

<sup>237</sup> J. Fuster : *Nosaltres els valenciens...*, op. cit., p. 228.

Les privilèges auxquels il fait une référence voilée, sont les tarifs douaniers. Fuster savait qu'il s'aventurerait sur un terrain très glissant, c'est pourquoi il dosait soigneusement ses explications, n'apportant des arguments que quelques pages plus loin. Là, il assurait que dans l'économie valencienne le libre-échange n'était pas la demande généralisée, car il existait un secteur, - qu'il désignait curieusement comme "industriel", il faut comprendre le secteur de la soie - qui désirait le protectionnisme. Par ce biais il évitait soigneusement de faire référence aux époques les plus litigieuses, qui ont eu lieu dans le premier tiers du XXe siècle, et non pas dans le deuxième tiers du XIXe. En effet l'époque dorée des agrumes commence avec le XXe siècle, et ce secteur devient le plus rentable de l'économie valencienne, donc le plus sensible.

Entre nosotros la pugna arancelaria, por ejemplo, no podía ser tan neta ni asumir tanto vigor: también teníamos industriales proteccionistas - recordemos, de paso, que en la ruina de la industria sedera de Valencia, tanto como la epidemia de los gusanos, interviene la orientación librecambista adoptada por el Estado en 1841 -, y la rama cerealista de nuestro campo - el arroz - era asimismo proteccionista; comerciantes y cosecheros de frutas y de hortalizas eran partidarios del librecambio.<sup>238</sup>

Il y a une évidente manipulation de l'histoire de la part de Fuster - manière de faire des nationalistes -, à force de vouloir réduire la politique espagnole à une systématisation grossière, qui se résumait à l'existence d'un centre égoïste, et d'une division entre Espagnols de première classe, et Espagnols de deuxième classe. Or si on devait faire une simplification extrême on se rendrait compte que justement elle mettrait en évidence le contraire, à savoir que ce sont les zones castillanes qui ont davantage souffert au niveau économique et politique. La politique espagnole a toujours favorisé la vieille classe dominante, et les critères culturels ne sont entrés en jeu, que lorsque les catalanistes et les basquistes ont commencé à faire appel à cet argument. Fuster essaye de transformer constamment l'histoire, voulant faire croire que l'exploitation et l'humiliation étaient réservées seulement aux régions non castillanes, affichant un passé rebelle (la Guerre de Succession). Or l'étude de Jordi Nadal, au sujet de l'échec de la révolution industrielle en Espagne, met en évidence que le véritable axe de la politique ne correspondait pas à des critères culturels, mais bien à des rapports de forces politiques et sociales. Il reprend la citation de Josep Fontana pour expliquer que le modèle de réforme agraire appliqué en Espagne ne fut

---

<sup>238</sup> *Ibidem*, p. 249.

pas le modèle français (accès réel de la terre aux paysans), mais le modèle prussien, qui opérait une transition du féodalisme au capitalisme, faisant que le passage de l'agriculture de l'Ancien Régime (terrains communaux) à un modèle d'économie plus moderne se réalisait au profit de la vieille classe dominante<sup>239</sup> qui ne voyait en rien menacé son statut. Une des conséquences a été que la disparition des terrains communaux a poussé à l'émigration des villages entiers, et il cite le cas d'une contrée de Salamanca, une zone castillane - justement une de celles qui selon le critère de Fuster appartient à celle des Espagnols de première catégorie - qui se plaint et rappelle qu'un peuple a besoin de manger pour vivre :

Pueblos enteros desaparecieron del mapa por desagregación o por traslado en bloque . El caso más resonante fue el de Boada, en el partido de Ciudad Rodrigo (Salamanca), cuyos 300 vecinos (distribuidos en 260 jornaleros y 40 labradores) se ofrecieron en 1905 al presidente de la República Argentina. La publicación de la carta de ofrecimiento por el diario *La Prensa* de Buenos Aires, dio lugar a un alegato patrioter del santón tradicionalista Ramiro de Maeztu. La réplica de los boadenses dejó las cosas en su sitio: "La patria no da tierras [...] nos han vendido los pastos, las leñas, los huertos, las Heras; el patriotismo consiste en comer y en dar de comer a sus hijos"<sup>240</sup>.

Fuster passe sous silence toutes ces réalités, car son objectif est de provoquer l'antipathie envers l'Espagne, pour à sa place insuffler aux Valenciens cette "volonté de réintégration"<sup>241</sup> vis-à-vis de la Catalogne. C'est là l'expression qu'il emploie dans son opuscule, et qui soit dit au passage, prouve que cette volonté n'avait jamais existé. Ce qui est évident c'est que les données économiques, se révèlent pour lui beaucoup moins aisées à manipuler que les données historiques et linguistiques. C'est bien pourquoi l'auteur, tout au long de ce livre, est obligé de s'accrocher impérativement aux critères de langue et de sang pour construire la nationalité catalane des Valenciens. En réalité son nationalisme ethnique est très compliqué à prouver, au sein d'une population où la venue d'immigrés n'a jamais été homogène, et où les synergies économiques et sociales avec la Catalogne sont pratiquement nulles. N'oublions pas que le système médiéval se caractérisait par la fragmentation et l'hétérogénéité : le royaume valencien avait eu son propre parlement, et il avait eu également sa propre

---

<sup>239</sup> J. Nadal : *El fracaso de la Revolución Industrial en España...*, 1814-1913, p. 81 cite : Josep Fontana: *Cambio económico y actitudes en la España del siglo XIX*. Editor Ariel, Quincenal, Barcelona, 1975, p. 150.

<sup>240</sup> *Ibidem*, p. 86, cite : "Reproducido en el trabajo de Ricardo Robledo" : *Aproximación a una sociedad rural de Castilla durante la Restauración*. Tesina inédita, presentada en la facultad de Letras de la Universidad Autónoma de Barcelona, en junio 1973".

<sup>241</sup> J. Fuster: *Qüestió de noms...* op. cit., p. 11.

monnaie ; le seul lien réel qui avait existé entre la Catalogne et le Royaume valencien avait été la personne du souverain, qui portait la couronne d'Aragon. Or cette couronne fut ensuite unie à celle de la Castille en vertu du *Compromiso de Caspe* (1412) par la volonté des sujets concernés. Finalement le seul événement que Fuster pouvait récupérer pour attiser le sentiment antiespagnol était la guerre de Succession. Pour cela il l'évoque constamment pour insister sur une idée d'agression et surtout d'humiliation de la part des gagnants vis-à-vis des perdants. Sa stratégie nationaliste se complète de cette manière, car il veut transmettre l'idée que les Valenciens sont dépouillés de leur dignité. Bien sûr il ne parle pas de la Constitution de Cadix, quelque chose qu'Enric Prat de la Riba avait passé aussi sous silence, car cela met complètement en porte-à-faux la construction de la nationalité catalane que les catalanistes font démarrer officiellement avec la guerre de succession, voir l'hommage à Rafael Casanova (commenté aussi dans la première partie de notre étude). Nous l'avons dit Fuster appliquait le modèle décrit par Anne-Marie Thiesse, celui des nationalismes victimes/agresseurs qui se défendent perpétuellement, et qui justifient pour cela des incompatibilités culturelles (la même chose que font les intégristes religieux de Daesh qui pratiquent cette forme de "nationalisme" ethnique), tout en clamant vengeance contre les outrages endurés. Ces arguments au sujet du "provincianisme" - mot inventé pour le besoin de la cause, du "provincialisme", du "succursalisme" et du sentiment d'infériorité sont destinés à élever une barrière psychologique entre l'univers castillan et l'univers catalan, traités comme deux ensembles incompatibles, à tel point que l'univers castillan doit se transposer à petite échelle, soit la succursale. Raison qui le fait introduire son expression récurrente de succursalisme, moyen déployé qui permet de maintenir l'organisation à l'intérieur des territoires "étrangers", car habités par une culture non castillane. Le mot succursale (vient du latin "secours") traîne d'ailleurs une connotation récurrente, celle de la passivité et de la dépendance, que Fuster s'ingénie à incruster dans le cerveau de ses lecteurs. Et il s'emploie à fond, en assurant que l'habitant de province est un citoyen de deuxième classe ; une manière de redire que les Valenciens sont des citoyens de deuxième catégorie : "El es una especie de ciudadano de segunda y lo sabe"<sup>242</sup>. Il

---

<sup>242</sup> *Ibidem*, p. 225.

avertit que ce "ressentiment"<sup>243</sup> de citoyen de province va généralement uni à une situation de déséquilibre entre les avantages du centre et les désavantages de la périphérie. Une parcelle du territoire cette dernière, qui visiblement n'est pas tenue vraiment en compte par le centre. Il faut dire que cette manœuvre a l'avantage de lui permettre d'éviter une question fondamentale, à savoir si à l'intérieur des "Pays catalans" le "Pays valencien" ne se constituerait pas à son tour en succursale d'un nouveau centre situé cette fois à Barcelone. Quelque chose, que les propres partisans de Fuster, pendant la "Bataille de Valence" ne voudront jamais préciser. Quoiqu'il en soit il est évident que le déséquilibre ne se trouve pas dans la différence de culture mais bien dans la différence de situation : le centre a une proximité à tous les rouages de l'État que la périphérie - surtout à cette époque où internet n'existait pas - ne peut pas avoir. C'est la même différence qui s'établit entre la ville et la campagne : deux modes de vie qui ne pourront jamais être semblables. Ce qui devient évident c'est que l'intention de Fuster était de créer des écarts, de construire des frontières entre les Valenciens et le reste des Espagnols, et le centre catalan inventé par lui, faussait non seulement l'histoire des Valenciens, il faussait aussi l'histoire de l'Espagne en tant que pays. Mais ce raisonnement était le ressort principal de sa stratégie qui consistait en dernière instance à affirmer que cette erreur de perception imposée par le centre castillan, avait eu des conséquences désastreuses pour le développement social et culturel de la région, l'ayant projetée dans une catégorie hybride qui l'avait condamnée à la médiocrité et même à une impasse.

### **10.2.3 - L'interprétation fustérienne**

Nous allons à présent tâcher de dégager brièvement, les conséquences qu'implique l'interprétation fustérienne de l'histoire valencienne, à partir du moment où est niée la légitimité du centre réel, Madrid, pour revendiquer un autre centre qui, celui-ci est reconnu comme "véritable". Il n'est pas clairement énoncé en tant que tel,

---

<sup>243</sup> *Ibidem.*

mais il finit par s'imposer comme une évidence, à l'intérieur du "cadre naturel"<sup>244</sup> revendiqué par Fuster, lorsqu'il dit que ce "cadre naturel" ce sont les "Pays catalans". Il écarte alors toute la littérature écrite en castillan, qui selon lui ne peut pas être considérée comme une production valencienne, alias catalane, mais comme une déviation. Quant à la littérature écrite en valencien, qu'il qualifie aussitôt de littérature catalane, elle n'en est pas moins dépréciée, car selon lui, elle porte les signes du succursalisme défini auparavant, y compris la poésie recherchée (celle pratiquée par les "poètes de gant") créée par les élites de la haute bourgeoisie ; son grand défaut, être "intoxiquée"<sup>245</sup>, pour avoir été conçue, de par ses images et ses clichés, en fonction de ce centre étranger, que représente Madrid. Il va d'ailleurs jusqu'à se permettre de traiter, et à plusieurs reprises, Llorente - le plus représentatif des "poètes en gant" - de "Ganimedes"<sup>246</sup> du pouvoir, c'est-à-dire de domestique de Madrid. Il est sans pitié avec ses concitoyens, dont aucune œuvre conçue par eux, n'est digne d'être reconnue, et encore moins exaltée. Le reste de la production en valencien, écrite pour le peuple (journaux satiriques, petites pièces de théâtre - *sainetes* -), et par le peuple, est rejetée d'emblée et en bloc, sous prétexte d'être un matériel dialectisant, également "succursaliste" (pour reproduire ce qui se fait dans le centre politique) et franchement dénué de qualité, selon l'opinion de Fuster. Ainsi le bilan ne peut pas être plus négatif puisqu'il produit une double dévaluation de la production littéraire et journalistique valencienne de l'époque. D'un côté, tout ce qui est écrit en valencien est systématiquement rabaissé, face aux écrits catalans qui sont considérés supérieurs en qualité et en quantité ; et d'un autre côté, tout ce qui est écrit en langue castillane, disparaît du patrimoine valencien, au nom de la réaffirmation identitaire. Tout ceci fait que l'interprétation fustérienne non seulement déforme la réalité, et transforme l'originalité valencienne en particularisme malheureux, mais surtout pousse ses concitoyens à ne pas faire cas de ce que véhiculait cette véritable production autochtone, caractérisée par un goût très marqué pour la satire, mais aussi par son adhésion au discours républicain et surtout anticlérical. Donc en dernière instance, cette opération de recentrage par rapport à Barcelone, comporte en elle-même une

---

<sup>244</sup> J. Fuster : *Nosaltres els valencians...*, op. cit., p. 241.

<sup>245</sup> *Ibidem*, p. 242.

<sup>246</sup> *Ibidem*, p. 246.

manœuvre politique de très grande envergure, car elle invite ouvertement les valencianistes/pancatalanistes, à renier un passé, où a prédominé le crédo républicain, plus exactement, ce que l'on comprenait alors par blasquisme. Le fait que dans les dernières pages de son livre, Fuster encourage vivement à corriger les erreurs du passé, nous confirme cette intentionnalité.

D'une manière générale Fuster situe la société valencienne dans une dynamique de décadence historique, à partir du XVI<sup>e</sup> siècle ; une tendance qui selon lui s'amorce dès que le pouvoir de la couronne d'Aragon se confond avec celui de la Castille. La défaite d'Almansa (1707) marquerait un point d'aboutissement définitif et apparemment irréversible. Il admet une reprise économique qui cependant n'aurait pas permis que la *Renaixença* se traduise en un progrès politique et social. Il la qualifie directement d'échec pour les Valenciens, et ce constat ne prend son sens qu'à partir du moment où il déclare que le "cadre naturel"<sup>247</sup> de cette *Renaixença* se situe à l'intérieur des "Pays catalans". C'est une manière indirecte de dire que le centre ne pouvait être autre que Barcelone. Il insiste : "La "Renaixença" valenciana fue socialmente un fracaso"<sup>248</sup>, car il reproche aux auteurs valenciens de n'avoir pas suivi la même consigne que les auteurs catalans. Il reconnaît que ces derniers commencèrent par admettre le bilinguisme dans les jeux floraux<sup>249</sup>, mais qu'ils finirent par l'interdire ; chose que les Valenciens n'auraient jamais songé à faire. Et Fuster d'insister sur une prétendue soumission des Valenciens : "Toda la "renaixença" catalana fue bilingüe, naturalmente: pero en el Principado el bilingüismo de los "renaixentistas" sólo era consecuencia de una inercia y de unas condiciones sociales objetivas, mientras que en el País Valenciano, además era un acatamiento centripetista"<sup>250</sup>. Il rappelle que Víctor Balaguer aurait essayé, sans succès, de convaincre les poètes valenciens (Llorente, Querol, Félix Pizcueta, Ferrer i Bigne - les

---

<sup>247</sup> *Ibidem*, p. 241.

<sup>248</sup> *Ibidem*.

<sup>249</sup>

Voir

leur

présentation:

[http://www.gencat.cat/culturacat/portal/site/culturacatalana/menuitem.be2bc4cc4c5aec88f94a9710b0c0e1a0es\\_ES/indexe3cf.html?vgnextoid=bcdaef2126896210VgnVCM1000000b0c1e0aRCRD&vgnnextchannel=bcdaef2126896210VgnVCM1000000b0c1e0aRCRD&vgnnextfmt=detail2&contentid=6182ef7fb89d7210VgnVCM1000008d0c1e0aRCRD&newLang=es\\_ES](http://www.gencat.cat/culturacat/portal/site/culturacatalana/menuitem.be2bc4cc4c5aec88f94a9710b0c0e1a0es_ES/indexe3cf.html?vgnextoid=bcdaef2126896210VgnVCM1000000b0c1e0aRCRD&vgnnextchannel=bcdaef2126896210VgnVCM1000000b0c1e0aRCRD&vgnnextfmt=detail2&contentid=6182ef7fb89d7210VgnVCM1000008d0c1e0aRCRD&newLang=es_ES)

<sup>250</sup> J. Fuster : *Nosaltres els valenciens...*, op. cit., p. 242.

poètes en "gant"), tandis que Frédéric Mistral<sup>251</sup> leurs aurait personnellement déconseillé de chasser le bilinguisme des Jeux floraux. Ainsi il dénonce que la Renaissance valencienne se soit réduite à être une réplique du Félibrige, pour s'être limitée, elle aussi, à être "lyrique et apolitique"<sup>252</sup>. Néanmoins si la renaissance valencienne était comparable à celle du Félibrige, c'est parce que les deux phénomènes se limitèrent sciemment à être culturels, refusant catégoriquement toute politisation. Donc ce qui est considéré un échec par Fuster, n'est que le choix conscient des élites valenciennes, tandis que le choix de la bourgeoisie catalane a été précisément de faire le contraire. Mais ce sont bel et bien des intérêts économiques, qui ont poussé les Catalans à cesser d'adopter le bilinguisme, qu'ils ont commencé aussi par pratiquer. Et ceci s'est opéré lorsqu'ils ont compris que l'alphabétisation des classes populaires en castillan - soit un premier accès à la culture - pouvait mettre en danger le catalanisme. La renaissance catalane se confrontait ainsi à son besoin de politisation pour faire front commun derrière l'objectif marqué par la bourgeoisie industrielle, qui était le statut d'autonomie. N'oublions pas que Miquel Siguan soulignait la connexion entre économie et politique : "El dato verdaderamente decisivo es la transformación socioeconómica que convirtió a Cataluña en una región industrial en el conjunto de un país que seguía siendo predominantemente agrario"<sup>253</sup>. C'est pourquoi cette connexion se transpose finalement au monde de la culture ; une chose qui ne s'était pas produite avec les revendications carlistes, même si celles-ci s'étaient opposées avec férocité à la conception d'un État moderne centralisé. Visiblement au milieu du XIXe siècle, le taux d'analphabétisme rendait inviable, et surtout imperceptible le décalage que pouvaient produire les différences culturelles à l'intérieur d'un même pays, c'est pourquoi l'importance des relations avec l'Église, était un facteur beaucoup plus susceptible de mobilisation. Voilà un fait qui sans doute rapprochait davantage l'Espagne, à l'époque des guerres de religion. Le fait est qu'à partir du moment où la bourgeoisie catalane aspire à l'implantation d'une autonomie politique (*las Bases de Manresa* 1892), elle investit efforts et argent pour consolider, et surtout élargir un patrimoine culturel propre, censé marquer des frontières politiques.

---

<sup>251</sup> <http://occitanica.eu/omeka/frederic-mistral>

<sup>252</sup> J. Fuster : *Nosaltres els valencians...*, op. cit., p. 247.

<sup>253</sup> Miquel Siguan : *España plurilingüe...*, op. cit., p. 38.

Pendant que Pompeu Fabra écrit le premier essai de grammaire catalane, en vue de préparer la future normalisation du catalan, Prat de la Riba diffuse ses idées, à travers des conférences et des articles qui anticipent son livre *La nacionalitat catalana*, (1906). Les catalanistes construisent littéralement leur langue "nationale" de la même manière qu'ils fabriquent leur "nationalité", et ceci à un moment où les Valenciens ne contestent pas, de leur côté, que le castillan soit la langue nationale, puisqu'ils se sentent Espagnols. Le bilinguisme est d'autant moins questionné qu'il existe des zones du territoire valencien où seul est parlé le castillan. Pour le reste, ne pas savoir parler le castillan, était aussi naturel que de ne pas savoir lire et écrire. Et c'est le fait de ne pas remettre en question leur nationalité espagnole, comme les catalanistes qui explique en grande mesure pourquoi les Valenciens s'enlisaient au moment d'essayer de normaliser leur propre langue : eux n'avaient pas la prétention de se confectionner sur mesure, une nouvelle nationalité.

On comprend ainsi que la comparaison constante que mène Fuster entre Valence et Barcelone tout au long de ce livre dégénère finalement en un modèle manichéen, qui fait de la société catalane l'exemple à suivre, pour avoir été celle qui a pris le "bon chemin", face à la société valencienne qui devient contre-exemple, en tant que "société dévoyée". Il affirme que la récupération de la langue autochtone est un mécanisme qui doit se convertir en un réveil plus profond de la société, argumentant que : "Así ocurre en todos los países de la Europa del XIX y del XX donde existe un problema de minorías étnicas y lingüísticas. Así ocurre igualmente en el Principado"<sup>254</sup>. Fuster qui raisonne en fonction des théories primordialistes, va jusqu'à déclarer qu'il existe des époques historiques, le XIXe et le XXe siècles, où ces minorités nationales sont censées éclore. Or la théorique nationalité "catalane" des Valenciens n'a jamais été revendiquée comme telle, excepté quelques rares cas, que nous avons vu dans la partie antérieure comme Martínez Ferrando, ou plus particulièrement les groupes de Valenciens résidant à Barcelone. Après avoir démontré lui-même les différences importantes entre les deux sociétés, Fuster s'entête par dessus-tout, et contre tout, à décréter l'existence d'un même destin identitaire pour ces deux sociétés pourtant divergentes, sous prétexte qu'elles parlent "une même langue". Une langue qui au

---

<sup>254</sup> J. Fuster : *Nosaltres els valencians...*, op. cit., p. 241.

XIXe siècle et début du XXe n'est pas celle que parlait le peuple catalan, elle n'était pas non plus, celle que parlait le peuple valencien. En 1932, l'élite catalaniste avait défini les règles du nouveau catalan, en prenant comme base le parler de Barcelone, et prouvant ainsi que ses intentions politiques primaient par-dessus toute autre considération démocratique philologique ou linguistique. D'emblée on avait exclu la possibilité de produire une langue-toit, comme avaient fait les Allemands, afin que les différentes provinces puissent y adhérer sans se sentir lésées. Mais des bases aussi peu démocratiques sont loin d'ébranler Fuster qui ne cesse de marteler tout au long de son livre la catalanité des Valenciens. Finalement, pour finir d'accommoder cette théorie présentée comme véridique, il n'hésite pas à dévaluer l'identité valencienne, qui se transforme en particularisme malheureux, voire dégradant, car les Valenciens deviennent des Catalans de deuxième classe, comme nous venons de l'expliquer. Ceci a pour effet de déprécier la production valencienne, qu'il qualifie de succursaliste, de matériel dialectisant, face à celle de la Catalogne, qui elle se serait caractérisée, par une tendance européiste, "prurito europeizante"<sup>255</sup>. Il parle d'ailleurs d'auteurs catalans "d'une taille exceptionnelle"<sup>256</sup>, face aux poètes valenciens qui, selon lui, auraient eu recours exclusivement aux topiques floraux et ruraux. Il traçait un tableau très simpliste des deux sociétés, autant de la valencienne que de la catalane ; huant l'une et applaudissant l'autre. Selon lui, la valencienne aurait échoué parce qu'elle ne s'était pas considérée essentiellement différente, et la catalane aurait été beaucoup plus brillante parce qu'elle s'était comportée en tant que société indépendante, consciente de sa propre culture. Fuster, au nom de l'identité catalane des Valenciens produit une véritable distorsion de la réalité, et dénature sans scrupules, voire détruit le patrimoine valencien, dont le défaut, est de ne pas s'être ajusté au canon nationaliste catalan. Il se lamente que la réaffirmation identitaire, ne soit pas devenue comme à Barcelone, le mobile central, voire le moteur de la plus grande partie de la production littéraire et journalistique. D'où son refus d'accepter les nombreux journaux valenciens satiriques, écrits en langue autochtone populaire, comme une production littéraire digne. Il la met au ban d'une renaissance, qui n'est plus valencienne du tout, mais strictement catalane : "El pueblo por su parte quedó

---

<sup>255</sup> *Ibidem*, p. 244.

<sup>256</sup> *Ibidem*.

abandonado a los escritos dialectisantes : los inagotables semanarios satíricos y el teatro cómico eran su alimentación de literatura vernácula. Semanarios y teatro crecían al margen de la "Renaixença" <sup>257</sup>. Il reprochait à toutes ces œuvres de ne pas être écrites dans une langue normalisée ; or tous les écrits catalans antérieurs à 1932, n'étaient pas non plus écrits en catalan normalisé, y compris le livre de Prat de la Riba : *La nationalité catalane*. Mais ce que Fuster se garde bien de rappeler, c'est que le fait d'écrire en valencien populaire, qualifié "d'espardenya" (de savate) n'était absolument pas un acte irréfléchi, comme il souhaite le faire comprendre, mais un acte conscient. En effet, ces auteurs utilisaient sciemment le moyen de communication qui était celui du peuple, en harmonie avec leur idéal politique qui n'a jamais été nationaliste, comme le précise fort justement Enric Nogués <sup>258</sup> (voir en annexe document n° 50), mais républicain, fédéral ou cantonal, et finalement internationaliste. Il ne s'agissait pas d'opérer une métamorphose nationaliste, en éduquant le peuple, mais d'accepter de "se fondre" <sup>259</sup> avec le peuple et donc, de ne pas renier son vocabulaire, la langue qui se parlait vraiment dans les rues de Valence. À noter le commentaire de Sanchis Guarner qui met également en évidence cette volonté consciente d'ignorer la vraie finalité du choix, qui était la préférence délibérée pour le valencien populaire :

Il semblerait néanmoins que plus qu'une hostilité [l'opinion de Fuster qu'il vient de rapporter] il s'agissait d'une négligence, d'une indifférence devant les valeurs intellectuelles que la Renaissance impliquait, un manque d'intérêt, qui se combinait avec le goût si valencien pour la satire, se moquant des excès dans les tournures archaïques et pédantes dans lesquelles tombaient certains auteurs qui exagéraient. Il y avait dans le fond une question de paresse; on choisissait le chemin le plus plat; une préférence pour le moindre effort qui fut persistante. <sup>260</sup>

Néanmoins dans un autre passage de son livre il apporte ces explications beaucoup plus précises et plus convaincantes, qui confirment point par point les arguments exposés plus haut par Enric Nogués :

Mais l'intention de ces écrivains de journaux valenciens (Bonilla, Pascual Pérez, Bernat i Baldoví), tous écrits sur le ton satirique, était simplement de faire de la politique libérale, et

---

<sup>257</sup> *Ibidem*, p. 244-245.

<sup>258</sup> Enric Nogués Pastor, responsable du fond de publication des journaux de la Bibliothèque de Valence *San Miguel de los Reyes*, salle "Nicolau Primitiu". Voir document en annexe: *La galaxia traca i la premsa satírica en la Biblioteca Valenciana Nicolau Primitiu*. Dans "Libret any 2016". Port de Sagunt. Falla Eduardo Merello (en prensa). Il a été aussi le commissaire de l'exposition "Premsa Satírica i cultura Popular Valenciana" tenue au monastère *San Miquel dels Reis* de Valence (Sala Capítular) du 6 octobre 2016 au 9 janvier 2017 (voir document n° 50).

<sup>259</sup> *Ibidem*.

<sup>260</sup> Manuel Sanchis Guarner : *La Llengua dels Valencians...*, op. cit., p. 45 et 46.

non pas nationaliste. Ils parlaient au peuple dans la langue du peuple, parce qu'ils voulaient gagner des adeptes à leur cause. Mais leur cause était le constitutionalisme et non pas la Renaissance.<sup>261</sup>

Disons plus simplement que la vision fustérienne trahit volontairement le message des républicains valenciens qui souhaitaient une société où l'opposition se jouait entre peuple et puissants. Mais celui-ci n'était pas le modèle des catalanistes pour qui l'opposition était d'abord et toujours identitaire : Catalans contre Espagnols. Donc le jugement particulièrement sévère que porte Fuster sur la production littéraire et journalistique valencienne est destiné fondamentalement à dénaturer autant le contenant que le contenu de ces publications qui, dans leur grande majorité portaient le sceau habituel des écrits de l'époque : l'anticléricalisme, comme signe visible de la prévalence des idées républicaines dans la société valencienne.

Comme expliquent Bordería Ortiz, Martínez Gallego et Rius Sanchis,<sup>262</sup> dans une œuvre collective, la satirique avait été dès le XIXe siècle, un recours habituel pour diffuser dans les milieux populaires et illettrés les messages politiques, lancés majoritairement par les cercles libéraux. Par exemple un auteur comme Eduardo Escalante (1834-1895) avait écrit de nombreuses pièces courtes pour le théâtre (*sainetes*), toujours en valencien - dialectisant selon Fuster, car valencien populaire - où il ridiculisait habituellement cette bourgeoisie qui feignait de savoir parler le castillan (*la coentor*), comme preuve de promotion sociale, c'est-à-dire pour marquer son passage au camp des puissants. C'était une production très majoritaire, qui loin d'accuser son "succursalisme", comme s'évertue à l'affirmer Fuster, démontra au fil du temps, une originalité qui triompha en particulier dans le monde de la presse, avec un cas paradigmatique, celui du journal *La Traca*. Cette publication peut être considérée à juste titre, l'exemple le plus représentatif du grand succès de la presse valencienne républicaine de l'époque, débordant sur toute l'Espagne, y compris en Amérique, à tel point qu'elle mérite que nous nous y attardions un peu.

---

<sup>261</sup> *Ibidem*, p. 178

<sup>262</sup> Voir : l'œuvre collective d'Enrique Bordería Ortiz, Francesc Andreu Martínez Gallego, Inmaculada Rius Sanchis: *Política, cultura y sátira en la España isabelina*. Edición Institución Alfonso el Magnánimo. Ou bien voir le projet I+D+i, financé par la *Generalitat* valencienne, avec le code GV/2007/069, titre : "La risa valenciana o la saga del doctor Cudol. *Les publicacions periòdiques d'humor a la comunitat valenciana* (1810-2006)". Le document 403, rédigé par: Josep Lluís Gómez Mompert, Francesc Andreu Martínez Gallego, Enrique Bordería Ortiz: "Discurso satírico y discurso político hegemónico: confrontaciones y convergencia. Una periodización". Consulté en PDF sur internet le 05/12/2015. <http://www.ae-ic.org/santiago2008/contents/pdf/comunicaciones/403.pdf>

Même si l'auteur Rafael Sola précise que ce genre de publication existait aussi à Barcelone ou à Madrid, il précise que ce fut la revue valencienne, *La Traca* qui s'érigea comme "la reine"<sup>263</sup>, du genre. En effet celui-ci vient d'éditer un livre sur elle (*Almanacs de La Traca 1915-1918*, édition Alenar Llibres, ou Alenar Editors, Valence. présenté le 26 novembre 1915 à l'Ateneu de Valence). Il se limite à étudier seulement une des trois périodes de ce journal qui fut présent dans le panorama valencien pendant presque cinquante années, mais avec des changements de noms, (*Nova Traca* ou *Traca Nova* 1911, *La Sombra* 1924, *La Chala* 1926), imposés par la censure. Née à Valence en 1884, avec le nom "*Traca: Semanari pa la gent de trò*", dont l'intention déclarée du premier numéro était de "botar-li foch a tot el que siga digne de ser cremat en mig de la plasa" (brûler tout ce qui est digne d'être brûlé sur la place publique), elle était naturellement publiée en valencien populaire. Le nom même : *Traca*<sup>264</sup> qui signifie chapelet de pétards, prouvait ses origines et ses prétentions. C'était une philosophie qu'on retrouve dans le monde des *Fallas*, de la fête populaire bruyante des rues valenciennes pendant la Saint-Joseph, un moment où la satire se transforme en vengeance ou soupape des opprimés, vis-à-vis des puissants. Le tirage atteignit rapidement les 12.000 exemplaires<sup>265</sup>. Cette satire était fortement anticléricale, et agrémentée d'une charge érotique importante. Théoriquement destinée aux classes populaires, dans la pratique, tous les publics l'achetaient et l'appréciaient. C'est cet anticléricisme très valencien - car issue d'une ambiance républicaine -, qui aurait envoyé très tôt son premier directeur, Manuel Lluch i Soler, en prison. C'est à partir d'une deuxième période, à peu près vers 1911, que la venue d'un nouveau directeur Vicent Miquel Carceller (1890-1940), aurait commencé à marquer l'ascension météorique de la publication qui se serait davantage politisée, notamment grâce à la présence d'articles rédigés par des intellectuels valenciens reconnus. La dictature obligea à des changements de noms et à radoucir aussi la critique, nonobstant les saisies, les amendes et la prison en la personne du directeur, furent monnaie courante. Avec une plus grande liberté d'expression apportée avec la

---

<sup>263</sup> Voir entrevue: <http://valenciaplaza.com/almanacs-de-la-traca-1915-1918-erotisme-i-satira-per-a-la-valencia-desenfadada>, consulté sur Internet le 05/12/15.

<sup>264</sup> Francisco Pérez Puche : "La Traca, el histórico Charlie Hebdo valenciano". Las Provincias, 19/01/15, consulté 06/05/2017 sur <http://www.lasprovincias.es/valencia-ciudad/201501/19/traca-historico-charlie-hebdo-20150119120453.html>

<sup>265</sup> Nogués Pastor, Enric : "La Galaxia Traca"..., op. cit.

Seconde République, Miquel Carceller fut capable de donner au journal un essor qu'aucune autre publication espagnole ne put égaler, avec un tirage de cinq cent mille exemplaires<sup>266</sup> dans les années trente. C'est pourquoi la publication devint bilingue par le fait d'être vendue dans toute l'Espagne, y compris dans certains pays d'Amérique. Son titre était redevenu *La Traca: Semanario Bilingüe Festivo y Literario*. Une des clés du triomphe de Miquel Carceller étaient ces dessins suggestifs qui continuaient d'appuyer cette satire irrévérencieuse et fortement politisée, où primaient sans équivoque les idées républicaines. N'oublions pas que Valence était une ville gouvernée par les blasquistes depuis plus de trente ans. La solidité critique du journal se maintenait par le fait que dans ses pages continuaient d'apparaître des articles signés par des personnalités prestigieuses, comme le journaliste Maximilià Thous i Orts (1875-1947), valencianiste, et collaborateur habituel de *La correspondencia de Valencia*, organe du parti d'*Unió Valenciana Regional*, ou par Blasco Ibáñez. Il faut dire que ce dernier était ami et idole de Miquel Carceller, et nous savons qu'il avait partagé ce même itinéraire de saisies, poursuites, amendes et emprisonnement, dans son étape aux commandes de *El Pueblo*. Mais dans le cas de Miquel Carceller, ceci ne l'empêcha pas de se convertir en un véritable homme d'affaires, à la tête d'une impressionnante industrie, très rentable, de l'édition valencienne, avec d'autres succès comme *El Piropo*, *Bésame*, *El Cuento Del Dumenche* ("Le conte du dimanche"), *El Chorizo Japonés*. Particulièrement actif dans la divulgation de la culture valencienne de son époque, Miquel Carceller multiplia les publications. En fait il toucha presque tous les genres au moyen de différentes collections : théâtre (*Nostre Teatro*), politique (*El Clarín*), biographies (*Bandidos Famosos*), tauromachie (*El Clarín*). Nous découvrons qu'à la bibliothèque de Valence (*San Miquel del Reis*), on s'est vu obligés de mettre en valeur cette diversité avec une nomenclature au nom inhabituel et suggestif de "*La Galaxia Traca*" car toutes ces publications sont rattachées d'une manière ou d'une autre au journal principal, et numéro un dans son genre, *La Traca*. Malgré son rôle prééminent comme agent diffuseur de la culture valencienne (il arriva même à ouvrir à Valence, un cinéma *EL SERRANO*, et aussi un théâtre *METROPOL*), Miquel Carceller fut traité en ennemi ; les franquistes et les secteurs conservateurs ne lui pardonnèrent jamais la critique acide qui s'était pratiquée depuis les pages de *La Traca*. L'audace et

---

<sup>266</sup> Nogués Pastor, Enric: "La Galaxia Traca"..., op. cit.

même, ce qui s'est considérée l'insolence de ses contenus expliquent la fin tragique de Miquel Carceller qui fut fusillé par les troupes franquistes (1940), en raison des outrages infligés aux autorités, exemple la vignette qui ridiculisait Franco (voir document en annexe n° 51) et à l'Église. Le même sort fut réservé à son collaborateur, le caricaturiste surnommé Bluff. Malgré la torture qu'on leur infligea, on n'arriva pas à leurs soutirer l'identité d'un troisième individu, également collaborateur éminent de *La Traca*. Le plus gros de la production fut détruit, parfois volontairement, par peur des représailles, ce qui explique la grande difficulté des chercheurs qui ont essayé de recomposer ce patrimoine documentaire de l'histoire valencienne. Ce n'est que récemment que ces spécialistes ont permis que sorte de l'oubli l'apport le plus représentatif de la presse valencienne de cette époque. Nous avons l'œuvre de Rafael Solaz Albert (bibliographe et documentaliste), et celle du professeur de journalisme Antonio Laguna Platero : *Carceller, el éxito trágico del editor de La Traca* (Ediciones y Publicaciones El Nadir Tres, S. L. Valencia). Celui-ci a été publié en mai 2015, mais présenté personnellement par son auteur à la société valencienne, le 30 octobre 2015 dans la fameuse librairie *Tres i quatre* de Valence. Un événement auquel nous avons eu le plaisir d'assister personnellement. Nous pouvons citer d'autres livres<sup>267</sup> d'Antonio Laguna Platero, dans la mesure où cet expert a étudié de manière plus approfondie cette tradition satirique du journalisme valencien.

Il est possible que Fuster ait ignoré l'existence de ce journal, vu la forte répression qui s'abattit sur la publication et sur ses promoteurs, néanmoins son jugement global sur la production littéraire et journalistique du XIXe et du XXe siècle n'en n'est pas moins partiel et injuste. Sa vision réductrice et méprisante, à travers les qualificatifs qu'il utilise : "dialectisant" et "succursaliste", nient et renient l'originalité valencienne, et surtout de sa tradition qui est particulièrement ancienne, originale et notable. Bien que ce genre de récits satiriques soit une tradition populaire commune à toute l'Europe, à Valence elle a eu un profil particulier, qui a acquis des caractères

---

<sup>267</sup> Antonio Laguna Platero et Eduardo Ortega: *Un periodista romántico en la revolución burguesa: José María Bonilla*. Asociación de la Prensa Valenciana, 1989, Valencia. Aussi : A. Laguna Platero: *Història de la comunicació: València 1790-1898*. Publicacions de la Universitat de Valencia, 2001. Aussi : A. Laguna Platero: *Historia el periódico El Pueblo*. Editorial Instituto Alfonso el Magnánimo, Valencia, 1999. Article de A. Laguna Platero: "La génesis de la conciencia republicana en la Valencia del ochocientos: Satanás". Tiré du livre: *Republicanos y Repúblicas en España*. José A. Piqueras y Manuel Chust (comps), Madrid Siglo XXI, 1996.

propres dès le XVe siècle, avec les *Precol.loquis* (XVe et XVIe), et ensuite les *Col.loquis* (XVIIe et XVIIIe), qui étaient des monologues ou dialogues tenus sous forme de petite pièce de théâtre. Une tradition satirique qui est arrivée pratiquement jusqu'à nos jours. Justement à ce sujet a eu lieu une exposition au monastère de *San Miquel dels Reis* (Valence) du 6 octobre 2016 au 9 janvier 2017 (voir document en annexe n° 52). Le journal *La Traca* est un exemple très représentatif de cette tradition populaire, qui se voit irrévocablement dénigrée et même répudiée par Fuster. Avec ce geste Fuster prouve qu'en réalité il tournait tout à fait le dos à ce qui représente le legs proprement valencien. Il est évident que pour lui cette littérature ne comptait pas et qu'elle méritait de sombrer dans l'oubli, quelque chose qui pratiquement a été sur le point de se produire, raison pour laquelle a surgi cette initiative sous forme d'exposition. Il faut signaler aussi une autre exposition, celle-ci destinée à montrer la modernité républicaine de Valence pendant les années 1928 à 1942, à travers des tableaux et des affiches. Elle s'est déroulée du 11 février au 22 mai 2016 au MUVIM (*Museo Valencià de la Il.lustració i de la Modernitat*). Elle fut intitulée: *La Modernitat Republicana a València: Innovacions i pervivències en l'art figuratiu (1928-1942)* (voir document en annexe n° 53). Ceci prouve que la vision du passé valencien n'est pas la même dans le camp valencianiste et dans le camp républicain. Et C'est cette même position antagonique qui nous explique la différence entre cette bourgeoisie républicaine qui revendiquait les images du peuple et aussi sa langue, qu'on écrivait comme on prononçait, et cette bourgeoisie pancatalaniste, ou proche du pancatalanisme qui signait les *Bases de Castellón*. Si Miquel Carceller est en grande partie responsable du succès indéniable de *La Traca*, il faut dire que lui-même, en tant que directeur et promoteur, est le produit d'un contexte, d'une ambiance, d'une tradition valencienne, où la satire irrévérencieuse a une implantation particulièrement forte. À ceci il faut ajouter que l'originalité valencienne réside justement là, dans le fait que c'est la ville espagnole où les idées républicaines ont la plus forte implantation, comme nous avons déjà souligné. C'est bien ce qui désole Fuster qui plutôt que de reconnaître cette donnée, et la logique différence par rapport à une ville comme Barcelone où triomphaient les thèses nationalistes, préfère enfoncer toute sa ville et ses concitoyens avec, dans la médiocrité la plus décevante. Ceci l'oblige à mettre dans le même sac les auteurs du XIXe et du XXe siècle puisque, autant les feuilles volantes, que les premiers

journaux (*El Mole*) et les pièces courtes (*sainetes*), sont le véhicule majoritaire des idées progressistes et républicaines diffusées en faveur du peuple. Fuster déprécie et écarte une tradition populaire qui en réalité est la négation vivante de cette thèse nationaliste qui dénonce constamment une décadence pour ensuite célébrer la postérieure *Renaixença*. En réalité au niveau populaire cette décadence n'a jamais existé, puisque la littérature populaire a toujours été très vivante. Mais paradoxalement Fuster considère toute cette production pleinement autochtone responsable du succursalisme et donc du dévoiement de la société valencienne. Il renie littéralement l'originalité valencienne. Et s'il en vient à renier des auteurs qui ont écrit leurs textes en valencien populaire, même ceux qui acquièrent une réputation solide, que dire de ceux qui ont écrit en castillan ; il transige encore moins, même pas avec ceux qui se sont distingués d'une manière remarquable parce qu'ils ont été les premiers à écrire des best-sellers internationaux.

Pour le XIXe siècle, déjà au niveau local, il cite sans insister Escalante et passe sous silence Josep Bernat i Baldovi (1809-1864) qui outre ses pièces (les longues et les courtes) fut le premier auteur à rédiger les petits livrets de *Fallas* (récits satiriques). Avec Josep María Bonilla, même silence, pourtant il fut également promoteur de différents journaux, le plus représentatif *El Mole*. Bonilla d'ailleurs dut endurer des saisies, des poursuites, des amendes, la prison, et même l'exil, pour avoir osé remettre en cause le système. Et il dut constamment changer le nom du journal (*Borinot, Titot, Panerót, Guitarró, Lley, Ciudadano, Papamosques, Papagáll*, etc.) pour pouvoir continuer à le publier. Quant aux auteurs que Fuster se donne la peine de citer, Constantí Llobart, et son groupe de disciples (Iranzo i Simón, Cebrián Mezquita, Puig i Torralba), ce n'est que pour préciser qu'ils n'étaient pas très intéressants : "tampoco eran unos escritores muy atractivos"<sup>268</sup>. Ceux qui comme Wenceslao Ayguals de Izco (1801-1873) ont écrit en espagnol, leurs œuvres sont directement écartées du patrimoine culturel valencien, même s'il s'agit dans ce cas d'un auteur qui a rédigé les premiers best-sellers espagnols avec sa trilogie *María, la hija de un jornalero* (1845). Ce livre fut édité onze fois en Espagne, deux fois en France, avec le titre *Marie, l'espagnole*, traduit également à l'italien et au portugais. Le deuxième volume fut

---

<sup>268</sup> J. Fuster : *Nosaltres els valencians...*, op. cit., p. 245.

publié sous le nom de *La marquesa de Bellaflor o el niño de la inclusa* (1846). Nouveau succès, édité douze fois, la dernière en 1925. Le troisième tome était intitulé : *El palacio de los crímenes o el pueblo y sus opresores*. Mais il faut dire que le problème avec Ayguals était qu'il ressemblait trop à Blasco Ibáñez sous tous ses aspects. Il partageait le même idéal républicain et anticlérical, qui l'avait obligé à s'exiler. Comme Blasco, il n'adhéra pas aux thèses socialistes, qu'il combattit, puisque à l'instar de Blasco Ibáñez il défendait la propriété privée. Il fonda une revue *La Guindilla*, et fut également député au Parlement de Madrid. Il mourut juste avant l'instauration de la Première République. En réalité il faut voir Ayguals comme un précurseur de Blasco Ibáñez, car tous deux ont suivi la même voie, c'est-à-dire la revendication des idéaux de la Révolution française, résumés dans la déclaration des droits de l'homme. La contestation populaire à Valence, tout au long du XIXe siècle et début du XXe vire à la revendication républicaine, et ne laisse pratiquement pas d'espace aux idées nationalistes. Depuis Llobart qui déclinait les invitations des catalanistes, aux blasquistes qui les combattaient : "Conviene que ningún Valenciano ignore esta verdad: los intereses catalanistas son contrarios a los intereses valencianos"<sup>269</sup>, les idées catalanistes ne trouvèrent leurs premiers appuis à Valence, que dans les secteurs traditionnels, voire très traditionnels comme les carlistes. Donc la différence entre les républicains valenciens et les républicains catalans était devenue énorme, et c'est elle qui explique la divergence des deux sociétés.

Tandis qu'en Catalogne les thèses républicaines se concentraient en priorité sur le thème de l'identité, à Valence elles attaquaient tout particulièrement le cléricisme comme partie intégrante d'un binôme où les conservateurs représentaient l'autre moitié. L'ennemi n'était pas la culture castillane, mais les privilèges de classe, et la concentration du pouvoir entre les mains d'une oligarchie. Pour les républicains valenciens, le chemin de la République passait par la défaite des conservateurs et par l'annulation des privilèges de classe et de l'Église, tandis que pour les républicains catalans, la république devait permettre avant tout qu'émerge une identité catalane différenciée de l'identité espagnole, et le statut d'autonomie, exigé à travers le Pacte de San Sebastián (17/08/1930) avait prouvé quel était l'ordre des priorités en

---

<sup>269</sup> A. Cucó: *El valencianisme polític 1874-1939...*, op. cit p. 74. Cucó cite : "El industrialismo catalán. Alerta agricultores". Journal *El Pueblo* (25-V-1908).

Catalogne. Les catalanistes ne défendaient pas la culture, mais leur culture, à laquelle ils prodiguaient des vœux de fidélité, comme on le faisait naguère envers un seigneur. N'oublions pas qu'ils n'étaient pas, comme à Valence des anticléricaux déclarés. Par contre les républicains à Valence, sous l'égide de Blasco, défendaient la culture dans son sens le plus large, c'est-à-dire inspirée par la philosophie des Lumières, soit avant tout, comme un moyen de libération face au carcan théocratique et en définitive comme un instrument de libération personnelle et aussi sociale. Autrement dit, comme un moyen d'émancipation vis-à-vis de tous les dogmes imposés. Il avait expliqué "pues sin un pueblo culto y consciente la República futura arrastraría una vida de dificultades"<sup>270</sup>, ou bien défendant l'importance de la lecture il avait déclaré: "De nada sirven las fiestas literarias, las exposiciones artísticas y los alardes retóricos de los oradores si al público le falta el lastre de la lectura, la facilidad para adquirir el libro..."<sup>271</sup>. Donc là où les catalanistes, y compris républicains, créaient des incompatibilités et des barrières, pour marquer le périmètre de leur "nation", les républicains valenciens ne voyaient que des différences de langage qui ne pouvaient pas être prétexte à dévier l'objectif commun, qui ne pouvait être que la fraternité espagnole, comme un premier échelon naturel et logique vers la fraternité universelle. Blasco qui avait pleinement remis d'actualité tous ces principes à Valence, n'acceptait pas que les différences culturelles puissent remettre en question l'existence historique de l'Espagne, même si l'objectif était d'instaurer une république fédérale. Ce que Blasco avait dénoncé, c'était que la culture avait toujours été le fief d'une classe privilégiée, et que le peuple, quel qu'il soit, en avait toujours été privée. On l'avait laissé croupir dans un système très rudimentaire de connaissances, sans aucun accès à l'alphabétisation<sup>272</sup> - ce qui justifiait alors que le valencien populaire s'écrive comme il se prononçait vu le haut niveau d'analphabétisme -. Alors demander au peuple d'être solidaire d'un bien auquel il n'avait jamais eu droit, était équivalent à proférer un sarcasme. C'est justement par le fait que le peuple était démuné de ce minimum de préparation intellectuelle que Blasco Ibáñez, et les blasquistes qui prirent sa suite, avaient défendu l'enseignement du castillan plutôt que du valencien, tenant compte

---

<sup>270</sup> Pilar Tortosa Domingo : *Blasco Ibáñez: la mejor novela, su vida...*, op. cit., p. 202.

<sup>271</sup> Vicente Blasco Ibáñez : "Pan del alma". Journal *El Pueblo*, 05/01/1900.

<sup>272</sup> Une vérité qu'il faut moduler chez les pays protestants, où l'on favorisait davantage l'alphabétisation par l'impératif que représentait lire la bible pour mieux interpréter la parole de Dieu.

que le castillan était la langue de Cervantes, une langue de prestige, de vieille tradition et internationale, face au valencien, qui à cette époque n'était plus normalisé, et qui était une langue minoritaire à l'intérieur de l'Espagne. Les blasquistes n'étaient pas opposés à l'emploi de la langue valencienne, mais justement à cause de ces considérations, ils avaient jugé le castillan comme un instrument de meilleure qualité à offrir aux valenciens. Et surtout, ils ne concevaient pas la culture espagnole comme l'identification de l'élite castillane, mais comme le patrimoine commun de tous les Espagnols, avec l'avantage qu'elle représentait un pont vers une collectivité linguistique beaucoup plus grande avec laquelle Blasco rêvait de former une grande république fédérale hispanique<sup>273</sup> (et non pas ibérique qui réunirait seulement l'Espagne et le Portugal), capable d'associer autant le Portugal que le Brésil. Il ne devait donc pas y avoir de rivalité entre cultures, il s'agissait simplement d'accepter d'être la partie d'un ensemble plus vaste. La différence entre les républicains valenciens et les républicains catalanistes, se tenait dans le fait que ces derniers aspiraient à l'autonomie tout en refusant d'accepter d'être une partie de cet ensemble déjà constitué qui était l'Espagne ; d'où la théorie des "Pays catalans" qui confère à la Catalogne la place de centre politique et culturel de ce nouvel ensemble. C'était cet ordre de priorités qui avait marqué la divergence des itinéraires respectifs.

Même éloigné de Valence, Vicente Blasco Ibáñez<sup>274</sup> avait continué d'incarner la politique valencienne du premier tiers du XXe siècle, à travers un parti qui se définissait comme blasquiste. Nous avons déjà mentionné, à grands traits, dans un chapitre antérieur ces différences fondamentales qui s'établirent entre les républicains valenciens et les régionalistes - nationalistes de son époque, et nous avons signalé l'antipathie, voire l'hostilité que cela avait fait naître envers Blasco et ses partisans. Les termes dédaigneux que Fuster emploie sont récurrents chaque fois qu'il se rapporte

---

<sup>273</sup> Voir son manifeste : *Ce que sera la République espagnole : au pays et à l'armée...*, op. cit.

<sup>274</sup> Voir mémoire de Master année 2008 à l'Université de Nanterre. Directrice : Mme. Marie-Claude Chaput. Auteur : Villanueva, Pépita : *Vicente Blasco Ibáñez: que reste-t-il du journaliste et de l'homme politique ?* Basé sur la relecture des articles de son journal *El Pueblo*, mais aussi sur certains livres comme celui de Pilar Tortosa Domingo, Emilio Gascó Contell, ou Francisco León Roca, entre autres. Voir aussi l'article : "Vicente Blasco Ibáñez : ce qui reste du journaliste et de l'homme politique", dans *CRISOL*, Nouvelle Série, N° 16-2011. Publication du C.R.I.I.A. Centre de Recherches Ibériques et Ibéro-Américaines de l'Université de Paris Ouest Nanterre La Défense. Année 2011.

aux partisans de Blasco Ibáñez; il les désignait par exemple de : "turbas blasquistas"<sup>275</sup>, ou bien un peu plus loin "la chulería de los herederos de Blasco"<sup>276</sup>. Il s'est efforcé d'ailleurs de ternir tant que possible ce qui a pu signifier le républicanisme à Valence, ne rapportant que le lamentable intervalle soriano<sup>277</sup>. Malgré le fait qu'il passe en revue les premières années du XXe siècle pour parler des premiers valencianistes et surtout des premiers pancatalanistes, il ne dit absolument rien des gouvernements blasquistes : des transformations urbanistiques et des améliorations dans le domaine de l'enseignement et de la culture. Nous apportons ici le témoignage d'un article<sup>278</sup> écrit dans un journal valencianiste de l'époque (*Avant*), qui reconnaît ouvertement tous les travaux qui ont été fait à l'université, notamment la salle de séances qui a été aménagée pour l'inauguration de la future université populaire. On informe également de l'ouverture de nouveaux laboratoires dans la faculté des sciences, et d'un autre dans celle d'archéologie. Et on souligne surtout une restauration très importante menée dans la bibliothèque provinciale et universitaire. Malgré toutes ces améliorations reconnues et énumérées par l'auteur, l'article était consacré fondamentalement à réclamer l'enseignement en valencien, et à déclarer qu'il était préférable que le recteur de l'université de Valence soit un Valencien. Nonobstant, il nous paraît particulièrement significatif de souligner que l'auteur reconnaissait lui-même, que bien que le recteur d'alors (Don Mariano Gómez) ne soit pas valencien "il avait soutenu dans certaines occasions des thèses que nous n'hésiterions pas à qualifier de valencianistes"<sup>279</sup>. Nous constatons que chez les nationalistes il existe toujours ce degré d'obsession qui leur fait mettre constamment le thème identitaire au centre de tout débat. Cet ordre des priorités fait que pour Fuster le fédéralisme des blasquistes (PURA : Parti d'union républicaine autonomiste) n'était pas

---

<sup>275</sup> J. Fuster : *Nosaltres els valencians...*, op. cit., p.

<sup>276</sup> *Ibidem*.

<sup>277</sup> Nous avons déjà parlé de Rodrigo Soriano (1868-1944), critique littéraire, aux origines très aisées, arrivé à Valence, invité par Blasco, qui lui avait donné une place de second dans son parti. Lorsque la dispute se déclara (*El Pueblo*, article : "Revolucionario de entretiempo", 04/02/1903), Soriano opposa une concurrence effrénée au point de constituer son propre parti, et d'ouvrir son propre journal (*El Radical*). La base de son programme était une critique féroce de Blasco, et de son parti, d'où l'ambiance explosive qui se créa à Valence. Les adversaires de Blasco se montrèrent très combattifs : Soriano fut considéré, et traité comme un traître. De son côté Blasco abandonna Valence et la politique active, pour mettre fin au lamentable spectacle.

<sup>278</sup> "L'universitat al senyor Rector", *Avant*, 14/10/1931, p. 2.

<sup>279</sup> *Ibidem*.

recommandable, à partir du moment où ils ne mettaient pas le thème de l'identité au centre de leurs revendications, et il décrit les blasquistes comme des adversaires acharnés contre la culture valencienne en général et contre l'implantation du valencien à l'école en particulier. Cela représente les critiques et exagérations habituelles qui sont déversées contre les blasquistes, qui appuyaient le bilinguisme face aux pancatalanistes qui revendiquaient le monolinguisme, c'est-à-dire l'expulsion du castillan des institutions et surtout de l'école et de l'université. Les blasquistes ne furent jamais hostiles à la culture valencienne et le commentaire rapporté plus haut par le journal valencianiste (*Avant*), le prouve puisque l'auteur reconnaît lui-même que le recteur de l'université maintenait des thèses qu'"eux-mêmes" auraient pu qualifier de valencianistes. Par ailleurs, il convient de rappeler que pendant la Seconde République, et toujours sous les gouvernements blasquistes fut créée l'Université populaire valencianiste. Fruit d'une initiative de l'association *Agrupación Valencianista Escolar*, elle fut appuyée par la mairie blasquiste. Néanmoins dans la séance d'inauguration du cours scolaire 1933-1934, le discours du président de Lo Rat-Penat, Nicolau Primitiu Gómez Serrano, met bien en relief que les intentions d'endoctrinement politique étaient prioritaires à toute autre considération. Il réaffirmait "le besoin d'injecter à notre université, qui n'est pas la nôtre aujourd'hui, seulement d'une manière nominale et géographique, le désir de la récupérer et qu'elle soit à nouveau aux Valenciens"<sup>280</sup>. Il comparait ces jeunes étudiants à des "naufragés dans ce milieu corrompu par le centralisme"<sup>281</sup>, leur recommandant surtout de "ne pas oublier qu'ils sont valenciens, et que par-dessus tout, ils se doivent à la Patrie valencienne"<sup>282</sup>. Il est difficile de mettre sur un même pied d'égalité cette université populaire et celle que Blasco Ibáñez avait organisé trente ans plus tôt en 1903, où l'objectif fondamental était de faire arriver le savoir à ceux qui n'avaient jamais reçu de formation intellectuelle. À travers cette démarche, l'*Agrupació Valencianista Escolar* prouvait surtout ses intentions politiques, son service à la cause nationaliste, mais aussi son faible intérêt pour la culture comme instrument d'émancipation :

---

<sup>280</sup> "Acte inaugural de la Universitat Popular Valencianista" (Séance inaugurale de l'université populaire) : Journal *El Camí*, 13/01/1934, p. 2.

<sup>281</sup> *Ibidem*.

<sup>282</sup> *Ibidem*.

"L'AVE constitue la nouvelle sève du valencianisme qui doit donner des énergies pour continuer notre tâche de récupération de nos libertés"<sup>283</sup>.

La comparaison entre Fuster et Blasco produit un contraste choquant, et de fait les trajectoires de ces deux Valenciens deviennent paradigmatiques et antithétiques, à tel point que les idées défendues par chacun finissent par marquer leur périmètre d'application et de reconnaissance. Blasco préconisait un idéal ouvert, et internationaliste qui le poussa naturellement à s'ouvrir au monde, ce qui en dernière instance permit que son talent soit reconnu à l'étranger (1906, il reçoit la légion d'honneur française ; 1919, il est nommé docteur *honoris causa* par l'université de Washington). Dans la plus parfaite tradition libérale à laquelle il adhérait, non seulement il concevait la culture comme un bien universel, il plaçait toujours l'homme au centre de n'importe quel système, car pour lui le système doit servir l'homme et non pas l'inverse. Sa ligne n'était donc pas celle que revendiquait l'*Agrupació Valencianista Escolar*, où celle que prétendait Fuster dans ce livre, mettant les Valenciens au service de la culture catalane. Car en fait, les grandes différences ne sont pas les différences culturelles, mais la frontière qui sépare un peuple civilisé d'un peuple qui ne l'est pas ; car pour Blasco il existait des principes supérieurs que le critère nationaliste ne devait pas contaminer ou dévier. Blasco l'avait expliqué dans un article ("Orientaciones") qu'il écrivit justement pendant les retombées que provoquait à Valence la scission des républicains catalanistes qui s'adhéraient à la *Solidaritat* :

Ante el problema de carácter local que ahora se plantea, pretendiendo extender las luchas solidarias a toda España, tened entendido que antes que el regionalismo, antes que el patriotismo, está la libertad (...)

República ante todo. Se dijo ya en *El Pueblo* que la Solidaridad debe ser republicana. Con nosotros cuantos amen la patria republicana y quieran sumarse al movimiento de la regeneración política, sin la cual son inútiles todas las tentativas de mejoramiento. Con nosotros cuantos hagan de los principios piedra esencial, extremándolos no sólo en su propaganda, sino en la defensa. Nuestra Solidaridad no puede ser más que política y a base de las doctrinas defendidas por todos nosotros con tan singular denuedo, doctrinas que han demostrado más elocuentemente nuestro valencianismo que toda la otra teatral exhibición de trapajos y banderines.<sup>284</sup>

Ce n'est que dans cette perspective que l'on comprend pourquoi Blasco avait toujours professé pour la France une sympathie sans limites, justement parce qu'elle

---

<sup>283</sup> *Ibidem*.

<sup>284</sup> Vicente Blasco Ibáñez : "Orientaciones", *El Pueblo*, 25/04/1907.

représentait l'incarnation de ces principes supérieurs, ceux des droits de l'homme. Dès l'été 1914 Blasco s'était déplacé à Paris, prenant la défense de la France, contre les Allemands qui incarnaient alors le peuple agresseur et barbare. En 1915, à une soirée francophile il avait déclaré :

Todos los latinos pusimos en este pueblo-hogar algo de nuestro pasado; todos recibimos de él, centuplicado, algo de nuestras antiguas ofrendas. Si Francia se extinguiese, los pueblos de la latinidad vagaríamos por el cielo de la Historia como planetas oscuros y fríos. Pero Francia vivirá, como vivirán siempre la Libertad, el Derecho y la Justicia, las tres llaves de oro de la lira orfeica que acaba por domesticar a las bestias de barbarie.<sup>285</sup>

Ceci marque bien l'ordre hiérarchique des priorités, un ordre préférentiel qui n'était pas celui de Fuster, puisque celui-ci rendait un culte à la culture catalane, comme à une religion, se consacrant exclusivement à sa glorification. Ceci l'a porté à écarter les auteurs valenciens et les œuvres qui ne répondaient pas à son strict critère nationaliste. Ces auteurs ont été relégués par lui à une catégorie dégradante, celle des auteurs succursalistes, suivant le même raisonnement qui l'avait amené à diviser les Valenciens en deux catégories : les vrais et les faux. À présent il divisait la culture valencienne, alias catalane en deux catégories, une de première classe, la nationaliste, la vraie, où n'apparaît à vrai dire aucun auteur valencien, et la deuxième, la non nationaliste la fausse, où sont relégués les auteurs valenciens, en particulier ceux qui ont écrit en castillan. C'est là une attitude qui vire ouvertement vers le fanatisme, par le fait d'activer l'incompatibilité : le bilinguisme n'est pas toléré et produit la dévalorisation automatique du patrimoine littéraire et journalistique valencien. Ayguals et Blasco ne font plus partie de la culture valencienne, Fuster les écarte complètement et se permet de déclarer qu'il n'existe pas de figure exceptionnelle parmi les écrivains valenciens, contrairement aux catalans : "Ciertamente, entre ellos [auteurs catalans] hubo escritores de una talla excepcional, cosa que no se da entre nosotros"<sup>286</sup>. Pourtant le cycle de romans valenciens de Blasco (exemple: *La barraca*) peut difficilement être écarté du patrimoine valencien. La preuve, nous avons ici le commentaire tiré d'un journal valencianiste (*El Camí*) de la Seconde République, qui fait la considération suivante, sur le cycle des romans valenciens écrit par cet auteur : "la langue dans les œuvres de Blasco Ibáñez, c'est ce qui compte le moins. Ce qui

---

<sup>285</sup> Pilar Tortosa Domingo : *Blasco Ibáñez: la mejor novela, su vida...*, op. cit., p. 263.

<sup>286</sup> J. Fuster : *Nosaltres els valencians...*, op. cit., p. 244.

compte c'est l'âme, et l'âme est valencienne, profondément valencienne"<sup>287</sup>. Par ailleurs, il devient tout à fait contradictoire et dénué de toute logique, qu'un auteur valencien qui a conquis sa place dans la littérature universelle, finisse par la perdre à l'intérieur du domaine valencien, au nom du fondamentalisme fustérien. C'est-à-dire par rapport au critère d'un autre auteur valencien qui n'a pratiquement pas dépassé les frontières de ce qu'il désignait lui-même les "Pays catalans". Et c'est justement celui-ci, qui n'a jamais joui du prestige international, qui se permet de faire des reproches et de donner des leçons :

Blasco que muy joven militó en la "Renaixença" por inducción de Llobart, podía haber sacado de la "literatura valenciana" de la postración en que malvivía. Un Blasco escribiendo en catalán de cara a los valencianos habría sido una baza formidable. No fue así. El "sucursalismo" también se lo ganó para su causa.<sup>288</sup>

Nous passons ainsi de l'espace international conquis par Blasco Ibáñez, à cet horizon refermé sur soi-même que représentent ces "Pays catalans" dans lesquels Fuster tient absolument à se cantonner. Se consacrant corps et âme à leur glorification, comme nous avons déjà dit ; il réalise ce recentrage arbitraire quitte à produire un bilan aussi néfaste qu'erroné, et c'est ce bilan qu'il transmet à un certain secteur intellectuel valencien, présent à l'université. Il faut dire que la préalable censure féroce de l'époque franquiste avait contribué notablement à aplanir le terrain pour aider à l'implantation dans ce milieu privilégié de l'éducation du critère fustérien ; car la gauche en général a tourné le dos à une dénomination - les républicains - qui lui créait plus de difficultés que d'avantages. Rappelons que sous la Seconde République les socialistes et les blasquistes étaient devenus pratiquement des ennemis. De telle sorte que si la droite et la gauche, pour différentes raisons, ont ignoré royalement l'héritage républicain des Valenciens, il n'en reste pas moins que les valencianistes/pancatalanistes, ne s'en ont souvenu que pour le dénaturer et le contester, et fondamentalement en faire leur bouc émissaire. Il n'est donc pas étonnant que la récupération d'un journal comme *La Traca* ait mis tellement de temps à se produire. Le commentaire d'Antonio Laguna, dans son livre (*Carceller el éxito trágico del editor de La Traca*), est tout à fait révélateur, mais surtout logique si on

---

<sup>287</sup> "Davant la discussió dels Estatuts Regionals. Blasco Ibáñez i l'autonomia". Auteur: L'Encobert. *El Camí*, 11/06/1932, p. 3.

<sup>288</sup> J. Fuster : *Nosaltres els valencians...*, op. cit., p. 245.

tient compte de tous ces conditionnements : "Tras injustificables décadas de olvido, hoy recuperamos el vasto legado del mayor promotor de la cultura valenciana de su tiempo y uno de los grandes editores de la historia de nuestro país". Il parle bien de "décennies injustifiables". Donc plus qu'une mémoire sélective, qui est pratiquée par les pancatalanistes, il s'agit davantage, d'une manipulation et d'une dénaturation par rapport à tout ce qui porte le sceau républicain de l'époque. C'est pourquoi les partisans de Fuster s'acharnent à jeter le discrédit sur les agissements des blasquistes ou directement sur la personne de Blasco Ibáñez, et même de ses compagnons de militantisme, plus éloignés, comme Alejandro Leroux, suivant le modèle indiqué par Fuster :

Los blasquistas, como los lerrouxistas disentían de la "Solidaritat". Pero, además, los blasquistas de entonces odiaban, sobre todas las cosas de este mundo y del otro, a los rivales republicanos que capitaneaba Rodrigo Soriano. Blasquistas y sorianistas iban a tiros por las calles de Valencia desde hacía años. Soriano se adhirió a la "Solidaritat". Y también los carlistas, el otro adversario a muerte del blasquismo.<sup>289</sup>

Nous devons signaler parmi les adeptes les plus fervents des thèses fustériennes, le professeur Alfons Cucó<sup>290</sup> qui s'est particulièrement distingué par sa volonté à détruire la réputation de Blasco Ibáñez, et des blasquistes, faisant tout ce qui a été en son pouvoir pour associer la figure de Lerroux, éclaboussé par la corruption, à celle de Blasco Ibáñez. Il apporte même toute une bibliographie où puiser tout un attirail d'accusations. Dans son livre *El valencianisme polític*, déjà cité dans une partie antérieure de cette thèse, il est sans pitié, citant des auteurs comme Luis Araquistáin Quevedo (1886-1959 ; il fut ambassadeur et député pour Vizcaya et Madrid en représentation du PSOE pendant la IIème République)<sup>291</sup>, M. Fernández Almagro<sup>292</sup>, G. Brenan<sup>293</sup> et V. Marrero. Rapportant que ce dernier aurait démontré que Lerroux était un agent au service de Madrid, et plus exactement au service du gouvernement de Moret :

---

<sup>289</sup> J. Fuster : *Nosaltres els valencians...*, op. cit., p. 252.

<sup>290</sup> Voir l'œuvre déjà citée dans une autre partie A. Cucó: *El valencianisme polític, 1874-1939*. Tout l'ensemble du livre est imprégné de cette accusation. Voir aussi son autre livre : *Sobre la ideologia blasquista*.

<sup>291</sup> A. Cucó: *El valencianisme polític, 1874-1939...*, op. cit., p. 74, Cucó cite : L. Araquistain: *El pensamiento español contemporáneo*. Buenos Aires, 1962, p.90.

<sup>292</sup> *Ibidem*, Cucó cite : M. Fernández Almagro: *Catalanismo y República Española*. Madrid, 1932, p. 40.

<sup>293</sup> *Ibidem*, Cucó cite G. Brenan: *El laberinto español*. Paris, 1962, p. 25.

Des recherches postérieures ont démontré la véracité des accusations des nationalistes catalans. Vicente Marrero, peu suspect de sympathies catalanistes, a constaté non seulement l'authenticité d'un pacte entre Lerroux et le gouvernement Moret, mais les conditions mêmes dans lesquelles ce pacte était conçu: "*todos los meses recibía [Lerroux] del fondo de reptiles del Ministerio de la Gobernación, 5.000 pesetas, y en ocasiones extraordinarias hasta veinte mil cumpliendo religiosamente el compromiso todos los gobiernos de la época (...) Maura fue quien rompió el compromiso con Lerroux, no sabemos si por ética o porque Lerroux hacía ya la guerra por su cuenta desde que tenía suficientes medios para ello*"<sup>294</sup>. Dans ce climat cahotique et désorienté, naquit Solidaritat Catalana.<sup>295</sup>

Dans un autre passage A. Cucó rapporte des accusations que Soriano aurait proférées en session parlementaire, et qui vont dans le même sens que les accusations faites à Lerroux. Il s'efforce de présenter Blasco comme le parfait alter égo de Lerroux, et s'efforce de donner un caractère irréfutable à la déclaration de Soriano. Celui-ci aurait révélé que Blasco avait été également un collaborateur secret du gouvernement:

Par ailleurs, et hors des limites de la polémique entre journaux (le blasquiste et le sorianiste), Soriano, au Congrès des députés, arriva à dénoncer, sans ambages l'existence d'un "câble sous-marin" entre Blasco-Ibáñez et le ministre de l'Intérieur, La Cierva: "*Pacto que diría nefando y vergonzoso (...) que el representante de S.S. o S.S. realizó con los elementos que en Valencia representan, o representaban, mejor dicho, el matiz más exaltado dentro del radicalismo llamado allí blasquista*"<sup>296</sup>. Véridique ou imaginaire, le pacte que Soriano dénonçait répondre à une réalité hors de question : la profonde identification entre Lerroux et Blasco Ibáñez.<sup>297</sup>

Nous pouvons constater ici comment Cucó, se décide expressément à faire cette identification entre Blasco Ibáñez et Lerroux, c'est pourquoi nous avons pris la liberté de souligner cette phrase écrite par lui. Pour ceux qui aujourd'hui méconnaissent Blasco Ibáñez - fondamentalement ces trois dernières générations - ces affirmations vont difficilement se voir contester, mais pour ceux qui ont étudié sa trajectoire, nous savons que ce genre de déclaration est tout à fait farfelu. Un homme qui est allé plus de trente fois en prison pour défendre la liberté d'expression et la justice, qui a fait campagne pour les pauvres qui ne pouvaient pas éviter d'aller à la guerre Cuba, et qui s'est toujours montré ferme face à un gouvernement conservateur et répressif, peut difficilement se vendre à ce même gouvernement, au moment où il est sur le point de laisser la politique, et son pays, pour refaire sa vie. Ceci dit au passage, il abandonnait Valence, justement pour que prenne fin la dispute avec R.

---

<sup>294</sup> *Ibidem*, Cucó cite : V Marrero: *La Guerra de España y el trust de cerebros*. Madrid, 1961, pp. 92-93.

<sup>295</sup> *Ibidem*.

<sup>296</sup> Après s'être donné la peine de faire un long compte rendu d'événements supposés apporter du crédit à cette accusation, Cucó cite, p. 81 : *Diario de Sesiones del Congreso (10-VI-1907)*.

<sup>297</sup> *Ibidem*.

Soriano. Mais bien sûr, ni Fuster ni Cucó ne disent pourquoi Blasco est parti, ce qui les intéressent c'est de poursuivre cette guerre<sup>298</sup> qui existe entre les pancatalanistes et les républicains depuis le début du XXe siècle. Cette guerre n'a jamais fini, ni avec le franquisme, ni avec la fin du franquisme, bien au contraire. Comme nous l'expliquons, elle continue à travers les livres et le récit que l'on prétend faire du passé valencien, car les pancatalanistes d'aujourd'hui continuent de rendre directement responsables les blasquistes, du dévoiement de la société valencienne, qui aurait perdu sa chance de réaffirmation nationale, pour avoir tourné le dos à la société catalane. Fuster ne manque donc pas une occasion de citer Soriano, pour faire systématiquement prévaloir la dispute avec Blasco Ibáñez, et mettre au centre de l'attention la violence, et non les idées que celui-ci défendit. On n'a pas assez médité sur le fait que la rupture entre Blasco et Soriano se soit déclarée justement quatre jours avant l'inauguration de l'université populaire, la grande idée de Blasco à Valence. Il semble très peu probable que ce soit une simple coïncidence, surtout par le fait que c'est justement Soriano qui a été à l'origine. Un événement comme celui-ci dut contribuer notablement à minimiser l'importance de cette inauguration. L'université populaire était précisément destinée aux classes déshéritées. Mais Fuster préfère s'ingénier à faire des aspirations blasquistes, une tromperie, une imposture dirigée à confondre les classes populaires, en argumentant que les républicains défendaient fondamentalement des intérêts bourgeois :

Blasco, como Pi i Margall, se llamó "federalista", pero su federalismo pecaba de un desvinculamiento total de las realidades concretas de la región. El día que será examinada desapasionadamente la conducta política de Blasco, veremos que ha sido claramente funesta para el País Valenciano y para todas sus clases. De cara al proletariado, porque lo desvió de su destino lógico y lo enroló en su partido pequeño-burgués - o más bien burgués-.<sup>299</sup>

Nous pouvons constater alors comment Cucó, ne manque pas d'en faire autant, et de réduire les aspirations blasquistes à une idéologie dépourvue d'objectifs concrets pour le peuple. Il insinue également que Blasco, et les républicains valenciens après lui, tournèrent le dos au peuple pour défendre les intérêts d'une seule classe, la bourgeoisie :

---

<sup>298</sup> [http://www.cervantesvirtual.com/bib/bib\\_autor/blascoibanez/pcuartonivel.jsp?conten=autor](http://www.cervantesvirtual.com/bib/bib_autor/blascoibanez/pcuartonivel.jsp?conten=autor)

<sup>299</sup> J. Fuster : *Nosaltres els valencians...*, op. cit., p. 248.

À cette époque la scène politique valencienne était très agitée par la première scission importante que souffrait le blasquisme: le sorianisme. Mais cette rupture qui apparut comme une question strictement personnelle entre Rodrigo Soriano et Blasco Ibáñez, n'affecta pas les bases idéologiques, si élémentaires du républicanisme valencien. Le blasquisme et le sorianisme étaient deux factions identiques, basées sur l'anticlérisme et sur l'idéal d'une république chimérique. L'un et l'autre s'appuyaient sur la petite bourgeoisie, et plus particulièrement sur la bourgeoisie urbaine et laïque.<sup>300</sup>

À noter que Cucó, dans son bref essai *Sobre la ideologia blasquista*, insiste à présenter le blasquisme comme un parti défenseur de la bourgeoisie<sup>301</sup>, assurant qu'"À l'intérieur de l'idéal blasquiste les thèmes sociaux occupent une place marginale"<sup>302</sup>. Il accuse d'ailleurs ce parti de contrôler les associations ouvrières reliées à la *Casa del Pueblo* (fondée en 1888, par l'initiative républicaine), et déclare que Blasco Ibáñez était belliciste, qu'il défendait activement la guerre de Cuba<sup>303</sup>, et que justement ce motif aurait expliqué entre autres, la scission à Valence, avec le fédéralisme de Pi y Margall<sup>304</sup>. Il est assez troublant de voir dans quel état se trouve la mémoire des fustériens. Ils ne critiquent jamais les catalanistes de droite, qui eux ont soutenu la bourgeoisie et la guerre, notamment la *Lliga Regionalista*; ils oublient que Prat de la Riba, père du catalanisme était un défenseur de la guerre, mais se chargent de transfigurer Blasco en un conservateur belliciste. Prat de la Riba avait affirmé dans son livre que : "Dans la société internationale d'aujourd'hui, patriotisme et expansion requièrent l'aide de la guerre"<sup>305</sup>. Blasco, de son côté avait déclaré : "Soy republicano y pacifista desde mis tiempos de estudiante. Creo que los hombres han venido al mundo para algo más alto y más noble que degollarse entre ellos, casi siempre sin conocerse"<sup>306</sup>. Mais ce n'est pas seulement une question de dénaturation, c'est aussi une question de degré, car les pancatalanistes fustériens ont franchi des limites que les pancatalanistes d'avant-guerre n'auraient jamais osé franchir. Nous reproduisons ici l'extrait d'un journal de l'époque, non pas blasquiste, mais pancatalaniste comme *El Camí*, où l'on dément d'une manière bien claire certaines affirmations de Cucó. L'auteur qui emploie probablement un pseudonyme (l'Encobert), explique que "Blasco

---

<sup>300</sup> A. Cucó : *El valencianisme polític, 1874-1939...*, op. cit., 76.

<sup>301</sup> A. Cucó : *Sobre la ideologia blasquista. Un assaig d'aproximació...*, op. cit., p. 43.

<sup>302</sup> *Ibidem*, p. 32.

<sup>303</sup> Il faut tenir compte du fait que la plus grande partie des Espagnols considéraient Cuba comme une partie du territoire, et trouvaient la guerre légitime.

<sup>304</sup> A. Cucó : *Sobre la ideologia blasquista. Un assaig d'aproximació...*, op. cit., voir p. 9-22.

<sup>305</sup> Prat de la Riba, Enric : *La nacionalitat catalana...*, op. cit., p. 121.

<sup>306</sup> Pilar Tortosa Domingo : *Blasco Ibáñez: la mejor novela, su vida...* op. cit., p. 271.

Ibáñez fut un des rares hommes qui défendirent en Espagne l'autonomie de Cuba<sup>307</sup>, et il se donne même la peine de reproduire le prologue de ce qui avait été en 1923, la dernière édition du livre de Blasco, *En el país del Arte*, où sont rapportées ses propres paroles :

En 1895, España estaba en guerra con los naturales de Cuba, que deseaban emanciparse, proclamando la libertad de su isla. Al mismo tiempo hacía frente a las insinuaciones de los Estados Unidos, cuyo gobierno, interpretando las opiniones de su pueblo favorecía la emancipación de dicha colonia española.

Yo era partidario de la independencia de Cuba, como mi maestro y jefe político Pi y Margall. Ya que por torpe testarudez no habíamos sabido dar a tiempo el régimen autonómico a la citada isla, debíamos resignarnos a que se alejase de nosotros los acontecimientos se encargaron de demostrar en breve plazo quien tenía razón: si la ciega y vocinglera patriotería, o las dos docenas de españoles que veíamos las cosas con una desesperante claridad.<sup>308</sup>

Il est important de voir la distance qui se creuse entre les pancatalanistes d'avant-guerre et les pancatalanistes inspirés par le sectarisme fustérien. Ceci prouve que le fanatisme fustérien pousse irrémédiablement ses partisans à la témérité qui est de trahir la vérité d'une manière tout à fait manifeste. Car cet article cité plus haut, n'est pas une exception, nous avons le témoignage d'un autre article, toujours tiré du même journal (*El Camí*), qui rapporte le retour du cercueil de Blasco Ibáñez à Valence, et les hommages dont il fut l'objet. Nous citons seulement une phrase qui résume suffisamment en elle-même l'ambiance de respect et d'admiration qui se vécut ce jour à Valence, envers celui qui porta le nom de Valence sur les tribunes les plus élevées de la culture :

L'adhésion populaire manifestée dans la forme indiquée et sans réserve ou exclusion, démontre que Blasco Ibáñez a été reçu et exalté à sa juste mesure, comme une gloire valencienne que nous devons tous estimer.

(L'adhesió popular, manifestada en la forma que hem indicat i sense apartaments o exclusions, demostra que Blasco Ibáñez ha estat rebut i exalçat en el seu concepte mes perdurable, com una glòria valenciana que tots devem estimar).<sup>309</sup>

Seules des priorités politiques, basées sur une exaspération forcenée des positions pancatalanistes d'avant-guerre peuvent expliquer que celui qui fut jugé une gloire valencienne en 1933, devienne en 1962, un obstacle, une menace qui amène Fuster à s'en débarrasser sans autre forme de procès, en inventant l'artificielle

---

<sup>307</sup> "Davant la discussió dels Estatuts Regionals. Blasco Ibáñez i l'autonomia". Auteur : L'Encobert. *El Camí*, 11/06/1932, p. 3

<sup>308</sup> *Ibidem*.

<sup>309</sup> "La reintegració de Blasco Ibáñez". *El Camí*, 28/10/1933, p. 1.

catégorie du "succursalisme." La "nationalité catalane" des Valenciens leur coûte très chère, et ceux qui acceptent de payer ce prix sont ceux qui, à l'instar de Fuster acceptent, reconnaissent et déplorent leur "infériorité", tout en aspirant ardemment à se sentir la périphérie de ce nouveau centre, soi-disant naturel "Barcelone". Nous constatons qu'en réalité les pancatalanistes comme Fuster ne prétendent même pas voir assimilée la culture valencienne à la catalane, mais plutôt uniformiser, par le biais de l'histoire, la langue (par des *Bases de Castellón* qui deviennent des normes), et à travers la dénomination de "Pays Valencien", qui prépare la grande Catalogne. D'un autre côté le blâme à la bourgeoisie valencienne comme responsable du manque de conscience nationale des Valenciens, n'est que la partie d'une explication que Fuster n'a jamais voulu compléter. En effet, si la bourgeoisie valencienne avait été une bourgeoisie "moderne" pour reprendre son expression favorite, il est certain que de la même manière qu'elle aurait revendiqué ses différences par rapport aux territoires castillans, elle aurait revendiqué également ces mêmes différences par rapport à la Catalogne. Tout au plus cette bourgeoisie "moderne" n'aurait signé les *Bases de Castellón*, qu'à la condition que ces bases se transforment en prélude d'une langue-toit, comme firent les Allemands, c'est-à-dire qui empêchent qu'un parler prédomine sur l'autre. Il est alors certain que le cycle d'Or valencien, ne serait jamais passé au patrimoine culturel catalan. Une bourgeoisie valencienne "moderne", n'aurait jamais permis tout cela. Par exemple le modèle allemand qui est si souvent repris par les pancatalanistes, montre justement des différences très importantes, car là-bas l'uniformité n'a jamais été pratiquée. Nous venons de le signaler plus haut quant à la langue, harmonisée sous forme de langue-toit. Pour ce qui est de la dénomination du pays, ils n'ont jamais prétendu proposer le nom de Grande Prusse, ils ont préféré inventer celui d'Allemagne (Deutschland), c'est-à-dire la terre de tous les Allemands. Le pays s'est construit sous un principe de cohésion et non d'uniformisation. Une chose très différente de ce que proposent les pancatalanistes qui cherchent à installer la suprématie catalane dans tous les aspects ; ce qui provoque cette volonté d'assimilation par uniformisation, voire destruction de ce qui gêne, comme la littérature des Valenciens écrite en castillan. Ce qui est paradoxal puisque d'un autre côté, ce sont eux qui se montrent les plus réticents vis-à-vis des gouvernements espagnols, présentés par eux comme la perpétuelle machine à uniformiser les

Espagnols. Les pancatalanistes, dont Fuster en premier chef, exècrent cette solidarité nationale qu'a encouragé le blasquisme. En réalité c'est bien là son pire péché aux yeux des pancatalanistes. Fuster accuse directement Blasco Ibáñez d'avoir obligé la haute bourgeoisie à épouser les intérêts de l'élite dirigeante madrilène, faute d'avoir compris, les avantages d'une opposition de signe locale. Et il fait des idéaux républicains une espèce de dictature du "succursalisme" pour ne pas reconnaître que l'opposition entre les cultures, inventée par les nationalistes, est une opposition qui travaille sur les formes, - qui les exploite dans toutes leurs dimensions -, mais qui n'aborde pas le fond du problème, bien sûr, l'antagonisme de classes. Or chez les nationalistes le fossé entre le plus riche et le plus pauvre est quelque chose qui non seulement ne disparaît pas, mais qui n'est pas franchement remis en cause, car comme nous l'avons dit, et répété, le thème identitaire est toujours la priorité fondamentale. C'est pourquoi nous affirmons que ce que condamne Fuster plus que tout, c'est la solidarité des Valenciens avec le reste des Espagnols. Il ne perd donc pas une occasion d'assimiler les blasquistes à des délinquants.

Su radicalismo obligó a la burguesía de derechas - la de los poetas "de guant" - a lanzarse a los brazos de los partidos centrales, muy a menudo contra sus propios intereses. Y los mismos republicanos les condenó a un "sucursalismo" mucho más servil de lo que cabía esperar: la evolución del blasquismo, en definitiva, es la misma del lerrouxismo. Además, fue propulsor de un matonismo obscenamente inútil, que tenía tanto de revolucionario como yo de cardenal.<sup>310</sup>

Pour terminer, nous devons rappeler que ce livre *Nosaltres els valencians*, à l'égal des deux autres (*Qüestió de noms* et *El País Valencià*), publiés la même année, était destiné à relancer le message pancatalaniste dans la société valencienne, avec une nouvelle vigueur et une nouvelle conviction. La région valencienne devait cesser de se considérer territoire espagnol, et commencer à se penser comme formant partie intégrante d'un autre pays, - malgré tout irréel -, la Catalogne. Il proposait de procéder par étape, et pour cela la dénomination de "Pays valencien", lui semblait le terme le plus approprié. Il considérait qu'il fallait commencer à pratiquer la solidarité de race, celle de la race catalane, telle comme il venait de la définir : par le sang et la langue ; une chose qui selon lui était devenue possible depuis longtemps. Il calculait exactement que cela faisait presque un siècle que les circonstances étaient favorables à Valence, pour mettre en marche cette mutation nationale ; et ceci en dépit d'avoir

---

<sup>310</sup> *Ibidem.*

reconnu lui-même que les Valenciens n'envoyèrent jamais un député valencianiste au Parlement de Madrid. Néanmoins il précisait être ouvert à n'importe quelle initiative, pourvu qu'elle soit catalaniste. Son expression "de una clase o de otra" est suffisamment explicite. C'était l'obsession nationaliste qui le dominait, et qui l'obligeait à défier ses propres contradictions. Il était décidé à remettre dans le "droit chemin" la société dévoyée, qu'était la société valencienne, telle qu'il l'avait décrite:

No creo en los milagros políticos, pero sí en la eficacia de una o unas pocas personas sagaces, cuando las circunstancias son propicias. En el País Valenciano hace cien años que las circunstancias sociales y económicas son "propicias": propicias para hacer algo positivo, tan parcial como se quiera y tan clasista como se quiera - de una clase o de otra -, pero positivo.<sup>311</sup>

Fuster lui-même reconnaît être indifférent au type de pancatalanisme, - si de droite ou de gauche -, pourvu que ce soit le pancatalanisme qui s'impose. Nous ne savons pas si, lorsqu'il emploie les mots "efficacité" et "sagaces" il pense à lui-même et à ce groupe d'élus auxquels il fait référence dans sa lettre à Josep Pla : "Je ne voudrais pas mourir sans avoir laissé en fonctionnement, et pleinement opérative au Pays Valencien, une équipe d'intellectuels..."<sup>312</sup>. N'oublions pas que Fuster destinait cette équipe d'intellectuels à la tâche de réveiller les Valenciens de leur "perpétuelle somnolence digestive"<sup>313</sup>. Visiblement il s'était déjà bien introduit dans le milieu universitaire puisqu'il expliquait dans cette même lettre à Josep Pla, en 1962, que : "L'université, vue de loin, n'a jamais donné l'impression d'être aussi catalanisée qu'aujourd'hui"<sup>314</sup>. Ce qui prouve que les intentions de Fuster n'ont jamais été de travailler sur des bases démocratiques - c'est vrai qu'il ne l'a jamais prétendu -, mais d'inculquer au monde académique le pancatalanisme comme une réalité historique, voire scientifique, qui ne doit pas être niée, mais assumée. Il cite soi-disant le fleurissement des publications pancatalanistes sous la Seconde République, présente les *Bases de Castellón* comme un fait naturel, et ne mentionne absolument pas le manifeste anti-occitaniste. Puis il choisit de mettre entièrement sur le compte de la guerre civile, la dislocation des partis valencianistes. Finalement, malgré le fait qu'il ait commencé son livre sur un ton très négatif et sombre, il le finit d'une manière un peu

---

<sup>311</sup> *Ibidem*, p. 250.

<sup>312</sup> Max Cahner : "La gènesi de *Nosaltres els valencians*" dans : *Fuster entre nosaltres...*, op. cit. p. 249, Cahner cite J. Pla : *Homenots* (Novena sèrie). Barcelona, Selecta, 1962, p.65.

<sup>313</sup> *Ibidem*.

<sup>314</sup> *Ibidem*.

abrupte, presque optimiste et surtout contradictoire. Après avoir dit et redit que la "Renaixança" avait été socialement un échec, il conclut en affirmant que de toutes façons elle a été un succès, puisque lui-même a été capable d'écrire ce livre.

En conclusion, nous considérons qu'il faut situer ce livre comme la tentative la plus sérieuse, dirigée à implanter pour de bon les germes du pancatalanisme à Valence. Quatre tentatives antérieures avaient été menées. La première en 1906, avec les retombées du Premier Congrès international de la langue catalane ; celle-ci avait eu comme conséquence la création du parti *Juventut Regionalista* (1908-1910) qui n'arriva à avoir qu'une incidence tout à fait marginale sur la société valencienne. La deuxième fut le produit d'une relance directe d'un groupe de jeunes, des résidents Valenciens à Barcelone: la *Juventut Valencianista de Barcelona* ; elle aida à faire ressurgir le parti local (1914-1915), mais le harcèlement organisé contre *Lo Rat-Penat* à l'occasion des Jeux floraux de 1915 marqua sa fin. La troisième fut celle qui parvint à une première consolidation, grâce aux conséquences particulièrement adverses de la Première Guerre mondiale sur les exportations valenciennes. Cette fois un secteur influent de la bourgeoisie valencienne prêta sérieusement l'oreille au discours catalaniste, créant directement sous les hospices de la *Lliga Regionalista Catalana*, le parti *Unió Valencianista Regional* (1918-1933), qui avec la dictature de Primo de Rivera resta inopérant. La quatrième tentative marqua une avancée indéniable, une fois instaurée la Seconde République, car l'article n° 11 laissait entrevoir des possibilités de fédération quoique limitée, mais qui encourageaient fortement à continuer de travailler depuis la *Lliga Regionalista Catalana* pour faire que le projet expansionniste de Prat soit une réalité : d'où la relance des encouragements aux pancatalanistes valenciens, à Valence mais aussi à Castellón qui était la province limitrophe avec la Catalogne. Sous prétexte de redonner à la langue une dimension académique et littéraire, et s'appuyant sur l'argument de l'unité linguistique occitane (à travers la langue *l'limusí*), les catalanistes parvinrent à consolider un concept clé, celui de l'unité de la langue catalane, à travers la signature des *Bases de Castellón* (décembre 1932). Malgré tout ceci créa un malaise sourd, à peine perceptible dans la presse locale, entre les défenseurs de l'unité occitane et les pancatalanistes. Ce silence s'explique par ce réflexe assez récurrent chez les valencianistes critiques vis-à-vis des thèses

catalanistes, qui est d'éviter de donner des armes aux antipancatalanistes vite assimilés à des ennemis du valencianisme en général. Par contre les pancatalanistes convaincus ne se sentirent absolument pas trahis par la déclaration anti-occitaniste, et ils continuèrent de divulguer tout un matériel pédagogique et académique en accord avec les bases orthographiques fraîchement signées - chose qui ne s'était jamais produite avant, avec les tentatives autochtones de normalisation -. Et si Sanchis Guarnier assurait le volet linguistique avec, *La langue des Valenciens*, Fuster se chargeait du volet doctrinal, comblant ainsi le vide que ses prédécesseurs avaient laissé. Le valencianisme n'avait jusque là produit en tout et pour tout qu'une Déclaration valencianiste datée de novembre 1918. Un document qui avait dû déjà être complété par les explications de Joaquín Villalonga Villalba, avec un discours au titre de *La substantivitat del valencianisme* en date du 3 décembre 1918. En 1919 fut publié par le parti *Unió Valencianista Regional*, auquel appartenait Villalonga, un nouvel opuscule : *El Pensament Valencianiste*, qui reprenait la déclaration officielle, accompagnée dans chacun de ses huit points, d'un commentaire. Le dernier document officiel avait été celui de Joaquín Reig Rodríguez, aussi sous forme de discours d'inauguration du Centre de Culture Valencienne (*Centre de Cultura Valenciana*), en date du 9 novembre 1932, son titre était : *Concepte doctrinal del Valencianisme*. Il faut insister sur le fait que tous ces documents antérieurs sont volontairement ignorés par Fuster, qui prétend refonder les bases mêmes du valencianisme, c'est pourquoi il se garde bien de faire des citations, surtout par rapport au dernier de ces documents, le *Concepte doctrinal del Valencianisme* qui fait des références très claires et très explicites au projet pratien, où sont intégrés potentiellement les territoires français de langue d'oc, et qui contredit le projet repensé à partir du manifeste anti-occitaniste. À travers ces trois livres cités plus haut, J. Fuster refonde bel et bien le projet valencianiste, en l'adaptant strictement aux exigences du manifeste anti-occitaniste, et avec la finalité de revêtir ses affirmations d'un caractère scientifique et même philosophiques. Cette fois les liens culturels se transforment en liens raciaux dont le caractère historique et hors de question font de la région valencienne une colonie naturelle et institutionnelle de la Catalogne. À noter que derrière toutes ces tentatives - y compris celle de Fuster - les encouragements, et l'aide logistique sont toujours venus de Barcelone, et que tous ces essais expansionnistes se sont systématiquement

réalisés aux époques jugées les plus propices, c'est-à-dire, celles qui correspondent aux étapes les plus critiques ou difficiles de la politique espagnole : dictatures (celle de Primo de Rivera et celle de Franco) et guerres (Celle de Cuba, et la Guerre civile). Comptant sur le fait qu'un nationalisme réagit plus fort contre un autre nationalisme, Fuster croyait avoir en sa faveur l'avantage de proposer une sortie "légitime" à la dictature franquiste, par le fait de présenter le gouvernement espagnol et la culture espagnole en général, comme un corps étranger, qui depuis plusieurs siècles aurait empêché la réintégration "nationale catalane". Il contribuait ainsi à réveiller et réalimenter lui-même le fantôme de l'anti-pancatalanisme, qui pendant les premières années du XXe siècle avait entraîné la perplexité populaire et même un certain malaise. Cette fois il pensait être en mesure de neutraliser pour de bon ces réactions adverses. Mais celles-ci ressurgirent une quinzaine d'années plus tard, avec beaucoup plus de virulence qu'il n'avait espéré, prenant un nom paradigmatique: la "Bataille de Valence".

## Chapitre 11 - La "Bataille de Valence"

Nous allons voir que cet épisode de l'histoire de Valence se caractérise par le triomphe de l'ambiguïté des termes et des concepts, car la désignation même de "Bataille de Valence" participe à cette ambiance d'équivoque, par le fait qu'elle exprime l'envergure d'un défi, mais n'en éclaire pas les vrais termes. Dans un livre distingué par un prix valencien ("Premio de Octubre 1986"), et déjà cité au titre de : *De impura natione*<sup>315</sup>, les professeurs Eduard Mira et J. Damià Mollà, ont reconnu et expliqué dans leur ouvrage que la "Bataille de Valence" devait se comprendre comme la confrontation des défenseurs de la nationalité espagnole des Valenciens, contre ceux qui revendiquaient la nationalité catalane ; ce que l'on définissait à l'époque comme "blaveros" (terme que nous allons mieux expliquer plus loin) contre catalanistes. Une interprétation qui incommode un grand nombre d'intellectuels valenciens qui évitent tant qu'ils peuvent de reconnaître la finalité ouvertement pancatalaniste dont ont prétendait investir les symboles institutionnels. Donnons en exemple les explications des professeurs José Miguel Santacreu Soler et Mariano García Andreu<sup>316</sup> qui dans leur livre *La transició democràtica al País Valencià* (La transition démocratique au Pays valencien) préfèrent suggérer que le vrai dilemme se trouvait davantage dans les conditions d'accès au statut d'autonomie, soit le désir des Valenciens d'y accéder par la voie la plus rapide (article n° 151 de la Constitution) à l'instar des Catalans et des Basques, avantagés par le fait d'avoir obtenu leur premier statut d'autonomie durant la Seconde République. Finalement les Valenciens durent renoncer à cette voie, et se résigner à recourir à l'article numéro 143 de la Constitution<sup>317</sup>, qui prévoyait au départ une implantation plus lente et limitée. Même s'il est vrai que le parti gouvernant à Madrid, *Unión de Centro Democrático* (UCD), débordé par les demandes généralisées de statut d'autonomie, commençait à ralentir le processus décentralisateur, en revendiquant la voie du 143, il est certain que le

---

<sup>315</sup> Mira, E. et Mollà Beneyto, J. D: *De impura natione...*, op. cit.

<sup>316</sup> Santacreu Soler, José Miguel et García Andreu, Mariano: *La transició democràtica al País Valencià...*, op. cit., p. 96.

<sup>317</sup> <http://www.congreso.es/consti/constitucion/indice/titulos/articulos.jsp?ini=143&tipo=2>

manque d'unité de la part des élus valenciens fut l'obstacle le plus déterminant. Le cas andalou peut se présenter comme l'exemple qui illustre parfaitement la différence, puisque là-bas la résistance à la tendance imposée par le gouvernement central fut brisée, grâce à cette union qui fit défaut aux Valenciens. Mais le motif qui fomentait la désunion des représentants valenciens fut justement le sujet des symboles institutionnels. Si en Andalousie, le problème posé fut : accès rapide ou non à l'autonomie, à Valence, le débat fut beaucoup plus profond et compliqué. Profond parce que les symboles revendiqués par la majorité des partis de gauche renvoyaient à des signes d'identité ouvertement catalans, c'est-à-dire conformes aux thèses fustériennes, qui niaient la nationalité espagnole des Valenciens ; une situation qui ne se produisait pas en Andalousie, même avec la présence du parti andalousiste. La situation était compliquée parce que les partis de gauche à Valence ne reconnaissaient pas ouvertement la portée pancatalaniste de ces symboles. Seuls des partis très minoritaires comme le *Partit Socialista d'Alliberament Nacional* (PSAN) reprenaient ouvertement et intégralement les thèses fustériennes dans leur programme, manifestant clairement l'intention de mener ces thèses en pratique. La gauche majoritaire se contentait de donner son appui aux aspirations et symboles pancatalanistes comme "gage démocratique", un point de vue très discutable. Une donnée à tenir en compte était que même si Joan Fuster n'avait jamais milité dans un parti politique, cela n'empêchait qu'à la veille de la transition un secteur majoritaire de la gauche valencienne avait adopté comme normal les symboles pancatalanistes, comme le drapeau des quatre barres rouges sur fond jaune, le nom de "Pays Valencien" plutôt que Royaume de Valence, ainsi que la défense implicite de la catalanité de la langue valencienne. Or ce résultat ne peut se comprendre que par rapport à la dérive antiespagnole de la gauche qui sous l'effet de la dictature franquiste s'est sentie incapable, à la veille de la transition, de défendre le concept de nation espagnole. Alejandro Quiroga Fernández de Soto explique qu'il se produisit "una inhibición generalizada por lo cual los términos España y 'nación española' apenas si eran empleados en el discurso político"<sup>318</sup>. Il souligne d'ailleurs l'insuffisance depuis,

---

<sup>318</sup> Alejandro Quiroga Fernández de Soto: "Amistades peligrosas. La izquierda y los nacionalismos catalanes y vascos". Historia y Política. ISSN: 1575-0361, núm. 20. Madrid, julio-diciembre 2008, (p. 97-127), p. 100. En ligne: <http://recyt.fecyt.es/index.php/Hyp/article/viewFile/44520/26097>. Consulté le 07/11/2016.

qu'a démontré cette gauche pour renouveler les symboles, les rituels et en fin de compte la mémoire du nationalisme espagnol progressiste, qui se retrouve systématiquement coincé entre la défense des droits individuels et celle des droits des "nationalités". Disons que le franquisme a consacré de manière paradoxale le triomphe d'un modèle de pays qui à partir de la transition a débouché inexorablement sur un modèle décentralisé, sous forme d'autonomies. Or cette redistribution territoriale, expérimentée déjà sous la Seconde République et ensuite avec le retour à la démocratie, était pensée par rapport à une idée de réparation vis-à-vis de la Catalogne et aussi du Pays Basque, et non pas par un souci strict d'égalité entre Espagnols. Le recours présenté justement par ces nationalistes en 1982 contre la LOAPA (Ley Orgánica de Armonización del Proceso Autonómico - 30/07/1982), - qui était une tentative de décentralisation équitable pour tous les territoires -, en est une démonstration patente. Ce qui prouve que les Catalans - précurseurs dans le projet de décentralisation espagnole -, ont toujours fait appel au modèle fédéral, mais dans une perspective particulière, c'est-à-dire en cherchant à s'arroger une place de prééminence par rapport aux autres régions. Ce qui explique comment en l'espace d'un siècle, la gauche espagnole s'est éloignée ostensiblement du modèle fédéral égalitaire pour arriver à soutenir ouvertement un modèle d'inégalités entre Espagnols, justifié en vertu de raisons historiques et culturelles<sup>319</sup>. Cette nouvelle gauche très critique avec le nationalisme espagnol, n'a eu aucun scrupule à faciliter la tâche aux nationalismes basque et catalan, et à donner une lecture démocratique à leurs ambitions expansionnistes. La défense du droit à l'autodétermination, en était une pièce fondamentale. De fait la gauche valencienne ne prendra une certaine distance par rapport à l'idée des "Pays Catalans" que lorsque les Valenciens auront réitéré leur rejet majoritaire à un pareil projet. C'est le moment où elle assume qu'elle a fait fausse route dans sa stratégie d'appuyer à l'intérieur de ses rangs les secteurs les plus nationalistes, autant pour le PSOE (*Partido Socialista Obrero Español*) que pour le PCPV (*Partido Comunista del País Valenciano*). Ces activistes qui généralement ont occupé des postes de responsabilité seront finalement délogés ou déplacés de ces partis, une

---

<sup>319</sup> Voir par exemple l'article de Sophie Bérout : "Devenir une 'nationalité historique' : l'usage politique du passé en Andalousie et en Aragon". In Matériaux pour l'histoire de notre temps, n° 70, 2003. Espagne : la mémoire retrouvée (1975-2002), p. 67-74 ; Doi : 103406/mat.2003.402454, consulté le 22/06/17 sur : [http://www.persee.fr/doc/mat\\_0769\\_3206\\_2003\\_num\\_70\\_1\\_402454](http://www.persee.fr/doc/mat_0769_3206_2003_num_70_1_402454)

fois qu'il apparaîtra évident que le prolongement de la bataille n'a été dû qu'à l'intransigeance dans la négociation des symboles. Mais la présence de ces secteurs nationalistes dans la gauche valencienne n'avait pas été un hasard, au contraire cela était le résultat d'une stratégie qui avait été mise au point par Fuster, dès le début des années soixante.

Encore en pleine dictature franquiste, l'université de Valence avait été la véritable pépinière du pancatalanisme, mise en place par Fuster en personne et secondé par Sanchis Guarner, ainsi qu'une équipe de professeurs catalans détachés à Valence. Très tôt avait commencé à se créer les premiers partis nationalistes, minoritaires, directement coordonnés au monde catalaniste. Cependant leur rayon d'action n'irait guère au-delà de certains milieux cultivés, et les premières élections tenues le 15 juin 1977, prouvaient que les thèses fustériennes n'avaient absolument aucune acceptation populaire. Sans représentation parlementaire, la majorité de ces activistes fustériens choisissaient de se réinsérer dans les partis étatiques, fondamentalement le PSOE, mais aussi le PCE, pour assurer un plan B qui consistait à faire adopter par le *Consell*, organe de direction du gouvernement préautonome de Valence, les symboles institutionnels, destinés à prouver, le moment venu, le caractère historique et juridique de la catalanité des Valenciens. Il s'agissait d'établir les fondements politiques de la région valencienne face au projet des futurs "Pays Catalans". Ceci requérait la reconnaissance du drapeau de la Couronne d'Aragon, la *cuatribarrada* (quatre franges horizontales rouges sur un fond jaune) qui est celui arboré par la Catalogne<sup>320</sup> ; désigner officiellement la région, non pas Royaume de Valence, mais Pays Valencien (*País Valencià*); donner à la langue valencienne, le nom officiel de langue catalane, ou en tout cas, spécifier dans le futur statut d'autonomie que c'est une langue dérivée du catalan. Et finalement déplacer l'hymne régional valencien, dont les paroles étaient considérées trop régionalistes-espagnoles, et mettre à sa place, une musique valencienne ("moixaranga"), sans paroles, plus apte à l'assimilation pancatalaniste. Il s'agissait de reproduire au niveau politique la même stratégie qui avait fonctionné au niveau linguistique, grâce à la signature des *Bases de Castellón*. Ce pas avait signifié poser académiquement les bases de l'unité de la langue

---

<sup>320</sup> "En qué se diferencia la Estelada de la Senyera?" *El Mundo*, 19/05/2016, consulté 06/05/2017 sur <http://www.elmundo.es/cataluna/2016/05/19/573ddfa5268e3e68518b4640.html>

catalane, soit adhérer pleinement à la version catalaniste, négatrice de la filiation occitane, qui défend l'originalité du catalan, ainsi que de sa primauté face au valencien. Le résultat devenait assez spectaculaire : Sanchis Guarner se sentait à l'aise pour défendre la catalanité du valencien, et depuis les plus hautes sphères du savoir comme la *Real Academia de la Lengua Española*, on tendait à accepter que la désignation de langue limousine n'avait été qu'une erreur du passé. À présent il s'agissait de construire la fédération politique, avec comme horizon la création d'un État unitaire, la Grande Catalogne, telle que l'avait préconisée Fuster. Mais les affirmations de celui-ci quant au fait qu'être valencien, n'est qu'une manière d'être catalan, ne serait que le début d'un très long chemin qui commençait à devenir de plus en plus tortueux. En effet, le ton catégorique employé dans ses premiers livres, serait très tôt l'objet d'une rectification, quoique non dénuée d'ambiguïté. Il ne pouvait pas en être autrement, les résultats électoraux obligeaient à minimiser, voire nier le projet politique des "Pays Catalans", et passer à un plan B. Ce plan B consistait à marquer une différence conceptuelle entre le projet politique en soi (le plan A), et la simple acceptation de ce qui était présenté comme une réalité indéniable : le partage d'une même langue et d'une même culture entre Valenciens et Catalans. Le constat de cette bifurcation stratégique entre le plan A et le plan B, est particulièrement manifeste à travers le texte des deux avant-projets de statut d'autonomie, celui de Elche (octobre 1975) et celui du *Consell Democràtic del País Valencià* (14/03/1976). Tous deux conçus avant les premières élections, les pancatalanistes qui les avaient rédigés avaient donné libre cours à leurs aspirations, et l'objectif était de former dans un premier temps une fédération avec la Catalogne et les Baléares, en tant que pays, considérés catalans. Ces deux statuts furent freinés par les partis majoritaires de gauche, conscients qu'ils ne seraient jamais acceptés par le peuple, mais la cérémonie de la confusion avait commencé. Depuis le début de leurs activités les pancatalanistes avaient pris la précaution de faire figurer la *cuatribarrada* (le drapeau de l'Ancienne couronne d'Aragon arboré par les Catalans) dans toutes leurs activités et manifestations, pour accompagner la contestation sociale avec la contestation identitaire. Néanmoins bon nombre de Valenciens ignorait alors que le drapeau adopté était le même que celui arboré par les Catalans. Le parti de centre UCD, et aussi ceux de droite comme *Alianza Popular* (AP), ainsi que le régionaliste *Unión Regional*

*Valenciana* (URV) n'ont eu de cesse de dénoncer les méthodes retorses des pancatalanistes qui rejetaient leur projet de construire les "Pays Catalans", en même temps qu'ils ne cédaient pas d'un millimètre sur le sujet des symboles. Le point qui en définitive, rendait impossible l'accord pour le statut d'autonomie valencien. Jusqu'à la dernière minute, et au Parlement de Madrid, la bataille se livra expressément pour ces raisons : désignation de Royaume de Valence, contre "Pays Valencien", et bannière avec la frange bleue contre *cuatribarrada*. D'une manière simpliste, les fustériens ont toujours insisté depuis, à réinterpréter cette réaction de rejet populaire comme une manoeuvre habile de l'extrême-droite qui serait parvenue à manipuler les Valenciens, grâce à la stratégie de l'anti-catalanisme, appelée aussi *blaverisme*. Le terme "blaveros", instauré par eux, pour désigner les défenseurs de la frange bleue latérale sur la *cuatribarrada*, tend à cette assimilation globale et grossière des antipancatatalanistes à l'extrême-droite, et prouve leur incapacité à apporter une autre explication, qui ne soit pas la vulgaire disqualification de l'adversaire. En réalité le rejet populaire des symboles pancatalanistes, à travers les manifestations dans les rues, n'a été que la répétition d'une première réponse qui s'était produite le 15 juin 1977, à savoir que les thèses fustériennes et les symboles pancatalanistes avaient été déboutés dans les urnes.

Mais les fustériens n'en démordaient pas, se revendiquant comme les vrais défenseurs de la gauche, de la démocratie et du statut d'autonomie. Toute la bibliographie pancatalaniste maintient ce même discours, et continue de mettre leur adversaire dans le sac commun de l'extrême-droite. La version des professeurs Benito Sanz et José María Felip, recueillie dans le livre : *La construcción política de la Comunidad Valenciana*<sup>321</sup>, écrit celui-ci en espagnol et non en valencien, pour être plus accessible (disponible d'ailleurs sur internet), va même jusqu'à préciser que la violence fut le résultat d'une mauvaise planification du parti UCD (*Unión de Centro Democrático*) qui plaçant en priorité son objectif de présenter une image nouvelle, préféra écarter les dirigeants locaux trop associés à l'appareil franquiste, comme le maire de Valence, Miguel Ramón Izquierdo ou le président du Conseil général de Valence (*Diputación de Valencia*), Ignacio Carrau Leonarte. Ceux-ci, dépités avaient

---

<sup>321</sup> Benito Sanz y Josep Maria Felip: *La construcción política de la Comunidad Valenciana...*, op. cit.

formé un nouveau parti, *Unión Regional Valenciana* (URV - 1978), à partir duquel ils seraient parvenus soi-disant à capitaliser "un humus anticatalaniste minoritaire dans la population"<sup>322</sup>. Or nous verrons que ceci paraît bien peu convainquant, puisque justement ce parti n'arriva à avoir qu'une représentation très réduite dans les institutions. Quant à cet "humus minoritaire anti-catalaniste", la "Bataille de Valence" a prouvé que l'anticatalanisme ne se développe à Valence qu'à partir du moment où l'on prétend substituer la dénomination valencienne, par celle de catalane, et à plus forte raison quand il s'agit du patrimoine culturel valencien.

Donc pour expliquer les principaux épisodes, qui nous amènerons jusqu'au dénouement de cette "bataille de Valence", il nous semble indispensable de commencer par éclairer le rôle fondamental joué par la gauche, ses complexes et ses contradictions qui favorisent les thèses pancatalanistes initialement développées à l'université de Valence. Ensuite nous verrons que le fustérianisme se révèle très tôt comme une tendance minoritaire qui pénètre surtout un secteur élitiste, particulièrement sensible à l'aspect culturel, mais pour lequel les revendications sociales paraissent davantage un prétexte, voire une opportunité plutôt qu'une finalité. Justement la tentative de faire intégrer la lutte pour la libération nationale, à la lutte des classes échouera au moment où les symboles pancatalanistes se révéleront comme l'obstacle principal pour atteindre l'accord final sur le statut d'autonomie entre les deux principaux partis : PSOE et UCD.

### **11.1. - Le triomphe du modèle catalan**

Le triomphe du modèle catalan c'est le triomphe d'une idée, celle de l'inégalité et de la désunion entre les Espagnols, celle de la concurrence en vertu d'arguments culturels et linguistiques, ce qui va à l'encontre de la déclaration des droits de l'homme de 1789. Ou dit d'une autre manière, que c'est le triomphe des thèses identitaires sur les thèses sociales, qui brise toute possibilité de solidarité espagnole.

---

<sup>322</sup> Miguel Alberola: "La clave de la batalla de Valencia", *El País*, 19/02/2007. Consulté en ligne le 04/09/2016. sur : [http://elpais.com/diario/2007/02/19/cvalenciana/1171916296\\_850215.html](http://elpais.com/diario/2007/02/19/cvalenciana/1171916296_850215.html)

Un phénomène qui s'est opéré subrepticement dans la gauche espagnole grâce à l'assimilation du droit des cultures à celui des individus, à tel point que le premier a pris le dessus sur le second. Et ceci est bien évidemment le résultat de la lutte catalaniste, et du rôle d'avant-garde qu'elle est arrivée à occuper dans la politique espagnole, dans la mesure où la gauche n'a pas été capable de préserver son modèle initial, celui de la Constitution de Cadix. Disons que ce qui au départ avait été un souci de rationalisation démocratique, à travers les thèses fédéralistes du dernier tiers du XIXe siècle, s'est transformé en une revendication identitaire par le fait de considérer la culture comme la forme la plus complète de l'incarnation populaire, et comme le bien le plus précieux d'une collectivité. Et même si la carte des cultures est vaste en Espagne, comme en témoigne les nombreuses langues minoritaires encore existantes (l'aragonais, le bable, le castuo, le léonais...), il n'en reste pas moins que ces deux cultures (catalane et basque) seules se sont revendiquées comme concurrentes de la culture espagnole ; ce qui prouve que cette conception de la démocratie ne s'aligne pas sur un critère d'égalité, mais sur une nouvelle forme de rapport de forces. De fait la dynamique du catalanisme à l'intérieur de la politique espagnole a été de chercher systématiquement à se singulariser, pour justifier une situation de différence, voire de privilège par rapport aux autres régions espagnoles, et ceci sur la base d'arguments présentés comme historiques et surtout légitimes. Or nous avons vu dans la deuxième partie de cette thèse que c'est la formation d'un pouvoir financier qui permet à ces deux régions de prendre une position d'avantage. Ce qui signifie en dernière instance, que la vraie différence n'est pas la différence culturelle, mais la différence financière, liée au type d'économie et au type d'organisation sociale, qui permet un contrôle plus intense des masses populaires (partis, syndicats, associations entre autres) et aussi une plus effective mobilisation de celles-ci. Ce qui finalement débouche pendant la Seconde République, sur une conquête institutionnelle : un statut d'autonomie (le catalan en septembre 1932), qui représente en dernière instance la consécration d'une nouvelle manière de faire opposition au gouvernement, où d'y avoir une influence, voire une place.

Répetons qu'à l'origine, les thèses fédéralistes de Pi i Margall étaient nées d'un souci de mieux organiser l'administration de l'État, pour rendre celui-ci plus

démocratique. Cet homme était parvenu à la présidence de la 1ère République (11/02/1873 - 29/12/1874) seulement pendant quelques mois (du 11/06/1873 au 18/07/1873) et même si ces propositions furent prises en compte pour un projet de Constitution, elles furent vite écartées, vue la grande instabilité institutionnelle. Cet intellectuel catalan s'était inspiré des idées de Joseph Proudhon qui aspirait à une démocratie la plus parfaite possible, or en Espagne, on peut se demander si les conséquences de tout ce raisonnement n'ont pas servi davantage à créer un nouveau type de ségrégation et d'inégalités. Rappelons, comme le fait Florencia Peyrou, dans la conclusion de son article destiné à l'analyse des constitutions libérales espagnoles du XIXe siècle, que les "démocrates" de cette époque n'avaient pas agi en fonction de critères linguistiques ou culturels mais en fonction d'une conception beaucoup plus propre de leur temps, qui était une conception libérale de la société, où l'on cherchait la manière de garantir la participation populaire, et la liberté personnelle. Et l'auteur qui examine les origines du fédéralisme en Espagne, en vient à constater que la notion d'une nationalité, contraire à l'espagnole était totalement absente dans ces premières constitutions libérales, à commencer par la Constitution de Cadix, justement rédigée après la guerre de succession espagnole, si vilipendée par les catalanistes, et revendiquée comme le point de départ de la revendication catalaniste. Elle précise dans sa conclusion que : "Solo había un pueblo español, cuyas leyes políticas debían ser elaboradas por la Asamblea Nacional"<sup>323</sup>. Elle signale d'ailleurs que dans le projet de Salmerón et Chao, l'État national "era el órgano superior del derecho"<sup>324</sup>. Dans celui de Cala et Díaz Quintero, la Constitution et les lois (celles de las *Cortes*) étaient "las leyes supremas de la nación", et les cantons étaient "obligados a conformarse"<sup>325</sup>. Quant à celui de Pi y Margall qui n'appliqua pas son programme d'organisation de bas en haut, et qui s'en remettait à ce que déciderait l'assemblée constituante, il envisageait certes que les États puissent appliquer leur propre politique quant aux activités économiques, mais il était stipulé qu'ils ne pourraient pas légiférer, "ni contra

---

<sup>323</sup> Florencia Peyrou: "Los orígenes del federalismo en España: del liberalismo al republicanismo: 1830-1868". Universitat de València. Espacio, Tiempo y Forma, Serie V, Historia Contemporánea, t. 22, 2010. pp. 257-278. Dans : *Revista de la Facultad de Geografía e Historia*. Serie V, 22. Historia contemporánea. "República y Monarquía en la fundación de las naciones contemporáneas. América Latina, España y Portugal. Ángeles Lario (ed.). UNED, Madrid-2010. Consulté en ligne le 03/02/16. <http://revistas.uned.es/index.php/ETFV/article/view/1557>

<sup>324</sup> *Ibidem*.

<sup>325</sup> *Ibidem*.

los derechos individuales ni contra la forma democrática republicana, ni contra la unidad y la integridad de la Patria, ni contra la Constitución federal"<sup>326</sup>. Si les idées étaient celles qu'elles étaient à cette époque, comment doit-on expliquer que ce qui avait été pensé pour atteindre un critère d'efficacité démocratique et administrative, ait dégénéré en un concept de réparation, ou de justice historique. L'exemple paradigmatique qui marque cette bifurcation étant en 1885 le *Memorial de Greuges* (Mémoire en défense des intérêts moraux et matériels de la Catalogne), qui jette les bases d'une revendication institutionnelle à travers le document des "Bases de Manresa" (1892). Seul l'intérêt peut transfigurer ce qui au début était une idée de fraternité et de justice universelle, d'où la déchéance du concept de libéralisme qui après la montée des nationalismes à partir du début du XXe siècle, devient patrimoine des conservateurs rétrogrades et finit par être un concept complètement dénaturé. La même chose est arrivée aux thèses fédéralistes. Un exemple pratique de cette alchimie est visible dans les écrits de Valentín Almirall, qui quoique se réclamant républicain, adoptait les mêmes raisonnements que les romantiques. Francisco Caja López, professeur de philosophie à l'université de Barcelone, auteur du livre *La raza catalana: el núcleo doctrinal del catalanismo*<sup>327</sup>, dénonce comment Almirall partageait les idées d'inégalité entre les races, défendues par les catalanistes. L'exemple de l'activiste Pompeu Gener, est particulièrement notoire, puisque ses raisonnements sont racistes et anti-républicains :

Viajamos y estudiamos. En Paris aprendimos, en la Sociedad de Antropología y en la Escuela de Medicina, no lo que era el hombre abstracto, aquel fantasma que a manera de uniforme querían aplicar a todo el mundo los revolucionarios, sino lo que eran los hombres, que es muy diferente (...) Así somos catalanistas y no regionalistas, porque el regionalismo supone iguales derechos y por tanto iguales energías y organización en todas las regiones, y eso es falso. Trabajamos, pues, para proporcionar un carácter propio y superior a nuestra tierra; hacemos que sea, no ya sólo muy catalana, sino más vital, la más hermosa, la más inteligente y las más liberal entre todas las latinas, y tanto o más que las demás naciones de Europa.<sup>328</sup>

---

<sup>326</sup> *Ibidem*.

<sup>327</sup> Francisco Caja López: *La raza catalana: el núcleo doctrinal del catalanismo*. Ediciones Encuentro, S. A. Madrid, 2009. Consulté le 03/02/2016 sur : [https://books.google.es/books?id=VdUqoNwCjO4c&pg=PA3&hl=es&source=gbs\\_selected\\_pages&cad=2#v=onepage&q&f=false](https://books.google.es/books?id=VdUqoNwCjO4c&pg=PA3&hl=es&source=gbs_selected_pages&cad=2#v=onepage&q&f=false)

<sup>328</sup> *Ibidem*, p. 66-67. Cite Pompeu GENER: "Records i Esperances", Joventut 6, 12/01/1905, pp. 25-27. Reproducido en Cacho VIU (Ed.): *Els modernistes i el nacionalisme cultural*. Biblioteca del Clàssic del Nacionalisme Català. Edicions de la Magrana/Diputació de Barcelona, 1984, p. 294-296.

Il faut dire que les romantiques se sont empressés de puiser dans la science, et les nouvelles découvertes toute donnée ou nouveauté capable de soutenir l'inégalité des races, et l'incompatibilité entre cultures différentes pour fabriquer un bouclier "scientifique" contre les idées libérales et renforcer la dimension des arguments culturels. Prat de la Riba s'est prêté aussi à ce genre d'opération. Autant celui-ci comme P. Gener cherchaient à mettre la Catalogne dans une situation de privilège. Et nous venons de voir que Gener n'avait aucune gêne à employer le mot libéral, même si son discours prêchait exactement le contraire de ce que proclamait la déclaration universelle des droits de l'homme. D'une manière totalement incompréhensible, le leader du fédéralisme catalan, souscrivait des idées similaires dans son ouvrage : *España tal como es*. Il établissait littéralement une véritable différenciation raciale<sup>329</sup> à l'intérieur de l'Espagne. Il considérait qu'existaient deux races : la castillane et la basco-aragonaise, identifiée dans la zone des Pyrénées, et il les opposait d'une manière toute à fait irréconciliable. Il jugeait que la première, par le fait d'avoir reçu du sang sémite, était plus rêveuse, prédisposée à la généralisation, avec un grand penchant pour le luxe. La deuxième, issue des races primitives, était par contre dotée d'un esprit analytique plus rigoureux, à l'image de son territoire. Caja López en vient donc à signaler la rupture "mal expliquée" par les critiques entre Almirall et Pi y Margall. Il est clair que la vision entre ces deux républicains devenait antithétique : pour le premier, le problème de l'identité primait sur celui de l'égalité, et à travers lui, la bourgeoisie industrielle catalane en profitait pour inventer des frontières raciales qui, en dernière instance, servaient à mieux protéger ses intérêts économiques. Ce qui rappelle l'idée de Jean Jaurès qui disait que le protectionnisme est le socialisme des riches. La bourgeoisie catalane souhaitait à tout prix préserver ses intérêts et s'immuniser du danger égalitaire, et pour cela il lui fallait dévier la rage populaire contre Madrid, qui incarnerait définitivement le siège par excellence de l'oppression nationale. Prat de la Riba le résumait parfaitement avec cette phrase : "Les maux de la Catalogne venaient toujours de la même direction"<sup>330</sup> ; soit de Madrid. C'était aussi le

---

<sup>329</sup> *Ibidem*, p. 60. Francisco Caja López reprend un extrait littéral du livre d'Almirall et le cite entre guillemets.

<sup>330</sup> Prat de la Riba, Enric : *La nacionalitat catalana...*, op. cit., p. 43.

même *leitmotiv* appliqué par Sabino Arana, souligne José Luis de la Granja Sáinz<sup>331</sup>. Prat comparait d'ailleurs l'État espagnol à une prison, allant jusqu'à employer le terme "esclavage", et il revendiquait le discours d'inauguration d'Ángel Guimera aux Jeux Floraux de 1889 comme la première étape de la véritable revendication catalaniste, soit juste une année après le fameux discours d'Ernest Renan qui, paradoxalement, allait être fort utile aux catalanistes et nous allons voir pourquoi. Ainsi la langue devenait une frontière de résistance contre l'oppression, et le bilinguisme devait être chassé. Cette transformation conceptuelle plaçait la culture catalane à un même niveau d'oppression que le peuple ; littéralement elle représentait le peuple catalan. C'est-à-dire que la bourgeoisie catalane faisait d'une pierre deux coups. Et le témoignage d'Almirall prouve que ce ne sont pas les idées républicaines qui ont triomphé dans le nationalisme catalan, mais les idées traditionalistes, même si, selon les explications du professeur Caja López, Almirall se serait littéralement repenti d'avoir commis cette erreur. Il nous dit que postérieurement il aurait choisi de soutenir le parti de Lerroux qui défendait un républicanisme au niveau national espagnol :

La fuente de la amargura y el lerrouxismo de Almirall reside sin duda en la imposibilidad de unir federalismo (liberal) y nacionalismo (racial). Almirall contempla el desarrollo "real" del nacionalismo, que él mismo ha engendrado y lo abomina, abrazando, en un acto desesperado final la causa de Lerroux.<sup>332</sup>

L'objectif des catalanistes, en particulier de Prat de la Riba, père du nationalisme catalan, a été d'empêcher que se consolide la solidarité nationale espagnole, à l'instar du modèle français. Il accusait directement l'égalité française d'être destructrice de cultures : "La liberté française, est égalité, elle absorbe, détruit les variétés, nivelle et aplatit"<sup>333</sup>. Il certifiait qu'elle fomentait ouvertement l'autocratie : "triomphe du doctrinarisme à prioristique, de la Révolution française, véritable apogée de la renaissance du césarisme latin"<sup>334</sup>. Par contre il vantait "la grande révolution des romantiques"<sup>335</sup>, pour avoir été la vraie révolution, porteuse de "fécondité" et d'"universalisme". Pourtant c'était réaliser là une pure manipulation

---

<sup>331</sup> José Luis de la Granja Sáinz: "El antimarketismo: la vision de Sabino Arana sobre España y los Españoles". Norba Revista de Historia, ISSN 0212-375X vol. 19, 2006, 191-203, p. 6. sur <https://dialnet.unirioja.es/descarga/articulo/2566424.pdf> consulté 24/03/2016.

<sup>332</sup> Francisco Caja López: *La raza catalana: el núcleo doctrinal del catalanismo.*, op. cit, p. 68.

<sup>333</sup> Enric Prat de la Riba : *La nacionalitat catalana...*, op. cit., p. 35.

<sup>334</sup> *Ibidem*, p. 74.

<sup>335</sup> *Ibidem*.

dialectique. Prat arrivait à parler d'universalisme là où justement il se faisait fort de l'éradiquer. En fait, il s'arrangeait pour transformer l'idée révolutionnaire de "nation-peuple" en "nation-coutumes", où le déterminisme culturel reléguait tout espoir de justice universelle. Prat prêchait ainsi l'universalisme de la particularité. Il est évident que les idées de justice universelle, et de démocratie revendiquées dans la déclaration des droits de l'homme, étaient une menace directe pour tous ceux qui avaient des privilèges à défendre. Pour les catalanistes il n'était pas question de renoncer aux privilèges, comme nous l'avons indiqué précédemment, il était question d'en créer des nouveaux à travers un gouvernement local, soit de hisser au sommet de la politique une élite autochtone. Prat de la Riba affirmait que "le droit est le fruit de la conscience d'un peuple, et qu'il se construit à l'image de ses besoins. C'est un produit de l'esprit national"<sup>336</sup>. Un raisonnement qui lui servait pour se protéger de l'invasion étrangère, la française, mais aussi de la castillane, puisque le décret de "Nueva Planta" du 16 janvier 1716, supprimait le droit catalan : "Invasion, la française, qui frappait aux portes de toutes les nations, comme porte-parole de la justice universelle et absolue"<sup>337</sup>. Mais conscient que toutes ces explications ne seraient jamais suffisantes pour convaincre les secteurs les plus progressistes de la société catalane, Prat avait consciencieusement préparé son argument suprême, dirigé non pas à la raison, mais au cœur. La rancœur et la revanche étaient des facteurs que Prat avait dû anoter précieusement dans ses carnets, en lisant le discours d'Ernest Renan, "Qu'est-ce une nation?". Celui-ci avait précisé que pour que se réalise l'alchimie nationale des vieilles nations, il avait été nécessaire de recourir à une combinaison d'oubli et d'erreur :

L'oubli, et je dirai même l'erreur historique, sont un facteur essentiel de la création d'une nation, et c'est ainsi que le progrès des études historiques est souvent pour la nationalité un danger. La recherche historique, en effet, remet en lumière les faits de violence qui se sont passés à l'origine de toutes les formations politiques, même celles dont les conséquences ont été les plus bienfaites. L'unité se fait toujours brutalement: la réunion de la France du Midi a été le résultat d'une extermination et d'une terreur continuée pendant près d'un siècle.<sup>338</sup>

C'est bien là le mécanisme expliqué par Anne-Marie Thiesse, l'identité nationale est : "Ce talisman précieux" qui a besoin de désigner des ennemis pour exister, c'est-à-dire d'appeler aux réflexes primaires comme à la peur, pour troubler la

---

<sup>336</sup> *Ibidem*, p. 80.

<sup>337</sup> *Ibidem*.

<sup>338</sup> Ernest Renan : "Qu'est-ce une nation ?" ..., op. cit, p. 37.

raison. Ceci est un point fondamental qui nous aide à comprendre d'une autre manière, comment se sont développés en Espagne les nationalismes périphériques. Si du côté basque Sabino Arana signale une date maudite, celle de l'annulation des *fueros* (1839), Prat de la Riba, cite 1714, pour avoir été l'année où prit fin l'ancien régime foral catalan. Nous avons déjà vu dans les chapitres antérieurs comment cette date est systématiquement répétée par les pancatalanistes, qui citent l'année 1707 pour le cas valencien. Les nationalismes périphériques n'ont cessé depuis lors de marteler cet argument pour détruire politiquement la nation espagnole naissante. La rancœur a été un sentiment systématiquement avivé dans cette intention pour créer une barrière là où elle n'existait pas, puisque la Constitution de Cadix en est une preuve irréfutable. Un épisode de l'histoire d'Espagne que les nationalistes catalans et basques ont toujours éludé. Mais rappelons de toute manière que Prat de la Riba (*La nacionalitat catalana*), admettait à son grand désarroi, en 1906, la difficulté pour les Catalans de se concevoir comme un peuple distinct de la nation espagnole : "Le corps catalan continuait d'être encastré comme un polype de corail dans le corps castillan" ("L'èsser de Catalunya seguía encastrat com els pòlips del coral al ésser castellà")<sup>339</sup>. Ce sont les catalanistes qui ont inventé ce victimisme dont sont imbus tous leurs discours. Une circonstance qui ne se produit pas en France, en tout cas, pas dans les mêmes proportions et conditions, même si, comme signale Renan, le sud de la France vécut aussi de longues périodes de violence. Rappelons que même Frédéric Mistral avait été opposé à un régionalisme politiquement militant. Les nationalismes anti-espagnols ont fait appel à toutes les armes et à tous les volontaires possibles dans leur guerre idéologique, et ils ont trouvé une aide précieuse auprès des traditionalistes, comme les carlistes, ainsi que certaines factions de l'Église, soit les secteurs les plus rétrogrades qui voyaient comment les nouveaux nationalismes devenaient des coéquipiers efficaces contre le libéralisme. Il faut dire qu'au XIXe siècle l'Église s'était montrée méfiante, voire hostile face à une identité nationale qui ne se basait pas sur la religion.

### 11.1.1 - Les origines réactionnaires

---

<sup>339</sup> Enric Prat de la Riba: *La nacionalitat catalana...*, op. cit., p. 41.

Sur ce point le témoignage du religieux Antoni Maria Alcover i Sureda, déjà cité dans la première partie est tout à fait édifiant, car il était lui-même un de ces membres de l'intégrisme religieux, qui ébloui par les résultats politiques du catalanisme, y adhéra activement. Il était disciple du grand leader Félix Sardà y Salvany (1841-1916), qui en 1884, sous la Restauration, avait écrit le livre : *El liberalismo es pecado*. Un livre que justement Sabino Arana avait applaudi, se déclarant admirateur de Sardà, et le considérant: "sublime y gloria de la Iglesia Española y Universal"<sup>340</sup>. Notons que les carlistes étaient une des forces principales du traditionalisme, surtout présents au Pays Basque, en Catalogne, mais aussi en Navarre et Aragon ; leur leader politique était Cándido Nocedal y Rodríguez de la Flor (1821-1885). Ils défendaient outre la ligne dynastique du roi Carlos (VII), la réimplantation du système foral et le retour de la Sainte Inquisition. Alcover qui jusque là avait milité dans divers journaux traditionalistes pour récriminer les catholiques qui s'étaient unis à la *Unión Católica*, appelés "mestizos", se retrouva en conflit avec son maître lorsqu'il décida de s'allier à *Solidaritat Catalana* (1906), en suivant fidèlement Prat de la Riba, pour qui, il avait une admiration infinie. Et Alcover explique très bien comment Prat de la Riba arriva à concilier tous les secteurs de la société catalane, par le fait de mener un jeu d'ambiguïtés et de souplesse, sans jamais prendre une position frontale contre aucune faction politique ou religieuse, et en faisant paraître laïque et neutre la défense de la langue catalane, comme symbole collectif qui ne faisait pas de distinction de classe. Cette stratégie lui permit de rallier les secteurs républicains. Alcover nous dit que très tôt, depuis le journal *La Veu de Catalunya*, il avait cultivé de bonnes relations avec l'Église, tout en se gardant bien de présenter cette publication aux lecteurs, comme un journal défenseur de la religion catholique. Alcover avait essayé de toutes ses forces de convaincre son maître, de l'excellence de la stratégie déployée par Prat. Car, avec cette forme plus neutre d'agir, déclarait-il, beaucoup plus de batailles se gagneraient pour l'Église. Il mettait en contraste les programmes des intégristes trop fermés, trop définitifs qui avaient débouché invariablement sur des luttes intestines, récoltant des divisions qui avaient provoqué un fractionnement irréversible des partis confessionnels. Le résultat était une force politique sans relief au Parlement national. En revanche, assurait-il, le système mis sur pied par la *Lliga Regionalista*, caractérisé

---

<sup>340</sup> *Ibidem*, p. 2.

par l'ambiguïté et la souplesse, avait multiplié les succès, réussissant à donner, à Madrid, une image d'unité et de force au catalanisme, tout en s'appuyant autant sur la langue que sur la religion, mais en ne faisant jamais ostentation de cette dernière condition :

Quand il y a-t-il eu à Barcelone un journal de grand tirage, de grand renom et d'influence décisive sur les masses, à la fois favorable à l'Église? Un journal d'où ne sortent jamais des propos contraires à l'Église ou la religion? D'où sortent par contre beaucoup de choses favorables. Où on sait qui commande, qui pratique la plus pure orthodoxie. Un journal qui sans se vanter d'être catholique, au niveau pratique, l'est tout à fait, et même plus que d'autres qui prétendent l'être.<sup>341</sup>

Signalons au passage que ce sont d'ailleurs les acquis spectaculaires de la *Lliga* qui produisent chez Sabino Arana un rapprochement tactique à des positions moins extrêmes comme l'explique J. L. de la Granja Sáinz. C'est cependant une étape qu'Arana n'arriva pas à concrétiser définitivement à cause de sa mort précoce. J. L. de la Granja définit cette phase comme : "La mitigación del antiespañolismo (1898-1902)<sup>342</sup>. Mais c'est justement là que le rôle de Ramón de la Sota apparaît comme crucial, car il s'est inspiré amplement du catalanisme et des méthodes reconnues plus efficaces, employées par Prat de la Riba. Signalons que la xénophobie d'Arana avait été telle, qu'il avait recommandé de pratiquer un système comparable à l'apartheid<sup>343</sup> pour empêcher que les Espagnols (*maketos*) et les Basques se mélangent à tous les niveaux, y compris génétique. Or Prat de la Riba usait d'une stratégie beaucoup plus subtile, là où Arana creusait des gouffres, lui tendait des ponts en pratiquant notamment cette politique d'ambiguïté, destinée à permettre que chacun appose sous l'étiquette du catalanisme l'idéologie qu'il préférait. Les commentaires d'Alcover sont bien révélateurs sur ce point. Il certifiait dans une très longue lettre (03/12/1906) adressée à son maître, qu'on ne pouvait pas mettre en doute à cette heure "que le catalanisme par l'intermédiaire de *La Veu* à Barcelone, rend plus de services à la cause religieuse qu'à la cause journalistique"<sup>344</sup>. Et pour témoigner de cette vérité il donnait

---

<sup>341</sup> Josep Massot I Muntaner : *Antoni M. Alcover i la llengua catalana...*, op. cit., p. 172.

<sup>342</sup> José Luis de la Granja Sáinz: "El antimaketismo: la vision de Sabino Arana sobre España y los Españoles"..., op, cit. p. 7.

<sup>343</sup> José Luis de la Granja Sáinz: "El antimaketismo: la vision de Sabino Arana sobre España y los Españoles". Universidad del País Vasco. Norba. *Revista de Historia*, ISSN 0212-375X vol. 19, 2006, 191-203. Dialnet-ElAntimaketismoLaVisionDeSabinoAranaSobreEspañaYLo-2566424.pdf (Protegido) Adobe Acrobat Reader DC, p. 6.

<sup>344</sup> Josep Massot I Muntaner : *Antoni M. Alcover i la llengua catalana...*, op. cit., p. 172.

l'exemple du journal bien connu, à cause des dessins et commentaires humoristiques de la revue satirique, qui provoquèrent la colère des autorités, et la réaction violente de l'armée<sup>345</sup>, arguant : "Croyez-vous que le Cu-cut serait ce qu'il est s'il avait le nom et l'apparence d'un journal catholique?"<sup>346</sup> Et Alcover en concluait qu'on ne pouvait qu'applaudir une stratégie qui avait donné de si bons résultats pour tous, et dont l'auteur incontestable était Prat de la Riba: "Comment ne doit-on pas regarder avec sympathie, avec très grande sympathie le mouvement catalaniste sur lequel *la Veu* informe. C'est le vrai catalanisme, celui de l'action, celui qui prépare et gagne les élections et c'est la cible de la haine ennemie"<sup>347</sup>. Il révélait d'autres astuces mises en pratique par Prat, qu'il avait déjà défini comme un homme profondément catholique, mais un catholique pragmatique, dont le directeur spirituel était l'évêque de Vich, Torres i Bages - soit un intégriste -. Une de ces anecdotes est celle du rituel qui avait lieu à Barcelone la nuit de l'immaculée Conception (8 décembre). Cette nuit-là les associations religieuses et autres entités désireuses de participer, avaient pour coutume d'illuminer leur façade pour honorer la Vierge, or la façade derrière laquelle se trouvait le Parti de la *Lliga* ne fut pas illuminée cette nuit-là et Alcover, incrédule, se souvenait d'avoir posé la question à Prat de la Riba, qui lui aurait répondu qu'il voulait éviter à tout prix que la *Lliga* se convertisse en une association catholique de plus à Barcelone. Qu'il était sûr que ce jour-là serait celui de la fin de sa grande influence politique en tant que parti. Et Alcover assurait qu'avec Prat, le catalanisme combattait la laïcité, et les idées libérales, surtout par le fait d'atténuer l'anticléricalisme. Et il faisait un parallélisme avec un autre moment glorieux du catalanisme, celui du Premier Congrès international de la langue catalane, en expliquant que la politique de la *Lliga* suivrait ce même chemin, dans la mesure où elle savait rassembler tous les Catalans sous une même bannière. Notons qu'un congrès d'études basques eut lieu plus de dix ans plus tard, en 1918 (à Oñati) à l'initiative à nouveau de Ramón de la Sota ; ce qui montre l'influence du catalanisme qui s'est révélé comme l'avant-garde du nationalisme antiespagnol, même si au début le catalanisme n'était pas franchement

---

<sup>345</sup> Ma del Socorro Arroyo (Doctora de la Ciencia de la Información) : "Política y periodismo: la caricatura de ¡Cu-cut! desencadenante de la ley de jurisdicciones", *Revistas Científicas Complutenses*, volumen 13, año 1990, consulté 07/05/2017. sur : <http://revistas.ucm.es/index.php/DCIN/article/view/DCIN9090110011A/20316>

<sup>346</sup> Josep Massot I Muntaner : *Antoni M. Alcover i la llengua catalana...*, op. cit., p. 173.

<sup>347</sup> *Ibidem*.

hostile à l'Espagne comme l'était le nationalisme basque revendiqué par Sabino Arana (Sabino Arana, étudiant à Barcelone avait observé le catalanisme, mais il l'avait trouvé trop modéré). Alcover rappelait que le congrès n'aurait jamais eu le succès qu'il avait eu, si la majorité des organisateurs, comme lui-même, n'avait pas été des gens d'Église, ou pour le moins, des catholiques déclarés (voir effectivement en annexe le document n° 19 où figure la liste des membres de la présidence). Soulignons d'ailleurs qu'une grande partie des conférenciers étaient des religieux, y compris Fullana. Il s'agissait bien d'une minorité, d'une "minorité agissante" pour reprendre le terme d'Eric Hobsbawm, qui manœuvrait la politique catalane à son avantage et qui la redirigeait vers le vieil objectif du traditionnalisme. Elle profitait des avantages apportés par le libéralisme, comme le droit de vote, pour essayer de retourner à une époque qui rejetait ce libéralisme, et qui prêchait la vertu de la tradition (l'époque forale). Et si l'unité catalaniste s'est opérée entre traditionnalistes et républicains, c'est fondamentalement grâce à l'astuce des traditionnalistes qui ont manœuvré pour dissimuler notamment le caractère fortement religieux de la *Lliga Regionalista*, et neutraliser les différences théoriquement irréconciliables entre traditionnalistes et républicains. Ensuite la typique stratégie nationaliste de situer l'adversaire toujours comme un ennemi extérieur s'est révélée tout à fait utile et efficace. Et l'adversaire, le grand ennemi, nous l'avons dit était le gouvernement de Madrid et la culture castillane qui lui était assimilée. Il fallait contempler celle-ci comme impérialiste et oppressive.

Alcover reconnaissait la difficulté que présentait "le problème catalan" qu'on désignait dans la presse plutôt comme la question catalane<sup>348</sup>, de la même manière qu'on avait parlé de la question cubaine. L'emploi du mot problème plutôt que question, montre bien l'ampleur de la difficulté pour Alcover, qui expliquait que la *Solidaritat catalana* intégrait dans son sein des partisans d'une conception non traditionnelle de la société catalane. Il délimitait le problème sous deux aspects, un culturel et un autre politique. Le premier qui impliquait la reconnaissance de la langue autochtone, était selon lui, plutôt mineur et encourageant, puisqu'il ramenait la société catalane à une situation désirée, celle d'avant 1714, époque où il existait un

---

<sup>348</sup> Carlos Gil de Andrés (historiador) : "La cuestión catalana, historia y política". *Cambio 16* sur <http://www.cambio16.com/reportajes/la-cuestion-catalana-historia-y-politica/> consulté 07/05/2017.

gouvernement avec une large autonomie<sup>349</sup>, grâce aux *fueros*. L'autre aspect, le politique, soit l'autonomie : "Es mucho más peliagudo y transcendental, porque lleva involucrado la cuestión del régimen político y la cuestión religiosa"<sup>350</sup>. Massot à ce niveau précisait que les catalanistes s'étaient divisés entre partisans du rétablissement de la tradition, en particulier les carlistes ("restablecimiento genuino de la tradición"), et ceux qui croyaient que "hay que formar una Cataluña nueva, del todo diferente de la Cataluña tradicional, y en religión una Cataluña laica, sin ningún carácter confesional"<sup>351</sup>. Celui-ci était bien entendu le point de vue des républicains. Massot nous indique que Sardà était pleinement favorable au rétablissement de la langue - il était lui-même catalan - mais pour ce qui était de la religion, il désapprouvait totalement ce que faisaient *Unió Catalanista* et la *Lliga Regionalista*, vis-à-vis de la construction du mouvement de *Solidaritat Catalana*. Il envoya d'ailleurs une lettre (21/12/1906) à Alcover pour le dissuader de faire la conférence qu'il allait prononcer en faveur de cette coalition considérée impie, en février 1907, à Barcelona, au *Comité de Defensa Social*. Sardà avait contesté tous les arguments jugés "utilitaires" égrenés par Alcover, en lui reprochant de ne pas répondre :

À la terrible question théologique et morale. Est-ce licite dans la reconstruction des États de faire abstraction de la religion ou se montrer indifférent à la question de savoir quelle est la véritable religion et quelles sont les fausses? Là réside tout le schéma du débat, et n'importe quelle autre considération signifie perdre de vue l'essentiel du problème (bien que la lettre soit écrite en catalan, il emploie cette expression castillane: "irse por los cerros de Úbeda").<sup>352</sup>

Sardà ne fit jamais de déclaration en public mais écrivit des articles très clairs dans le journal *Revista Popular*, et nous pouvons citer celui du 17 janvier 1907, écrit avant qu'Alcover n'aille à Barcelone, car son titre est des plus suggestifs : "¿Hay peor separatismo?" et nous en rapportons un extrait car la réflexion faite par ce religieux est particulièrement opportune et invite à faire des parallélismes :

Los centralistas acusan alguna vez de separatistas a los promovedores del renacimiento catalán, y a nuestro humilde entender sin justificado motivo. Por desgracia y por vergüenza los católicos con más razón nos vemos precisados de señalar, como la mayor de las calamidades para

---

<sup>349</sup> "La Catalogne ressuscite la Barcelone du 18e siècle, symbole de l'indépendance". *L'indépendant*, 05/04/2014, consulté 07/05/2017 sur <http://www.lindependant.fr/2014/04/05/la-catalogne-ressuscite-la-barcelone-du-18eme-siecle-symbole-de-l-independance>, 1868058.php

<sup>350</sup> Josep Massot i Muntaner: *Antoni M. Alcover i la llengua catalana...*, op. cit., p. 41.

<sup>351</sup> *Ibidem*.

<sup>352</sup> *Ibidem*, p. 44.

Cataluña; ese otro separatismo que se procura hacer prevalecer en ella: el separatismo religioso.<sup>353</sup>

Nous voyons que Sardà, en tant que catholique intégriste, voyait comme un danger, voire un sacrilège la division des Espagnols catholiques, et nous devons prendre bien note au passage que pour lui un hypothétique retour aux *fueros* de 1714 n'aurait jamais signifié cesser d'être espagnol, l'emploi de la langue catalane étant pour lui une affaire purement culturelle, sans aucune transcendance politique. Ce dilemme se présenta aussi à l'intérieur du parti nationaliste basque entre les foralistes intégristes (*euskarlerriakos*), soit les *sotistas*, et les *aranistes*, au point de provoquer une scission, puisque les traditionnalistes, ne reniaient pas comme les *aranistes*, la nationalité espagnole, mais cette scission ne fut que temporelle. Et si chez les intégristes comme Sardà, la division des catholiques à l'intérieur de l'Espagne était vécue comme un sacrilège, il n'empêche qu'ils aidèrent considérablement à aplanir le chemin du nationalisme catalan et basque, notamment les jésuites, qui voyaient les catalanistes comme des alliés fidèles contre le libéralisme. Et si les intégristes, aux comportements plus opaques, étouffèrent le schisme, les républicains ne purent pas le dissimuler. Ils se divisèrent irrémédiablement à partir du mouvement de *Solidaritat*, en 1908. Ce furent aussi des membres de la *Lliga* qui fondèrent le *Centre Nacionalista Republicà* (1906) ; soit un républicanisme aux origines très douteuses, qui privilégia définitivement l'idée de tradition.

La pénétration du catalanisme dans les rangs républicains noya définitivement le grand débat de fond qui s'était produit à l'intérieur de la vieille gauche, au début du XXe siècle, entre républicains unitaires, et républicains fédéralistes. Les catalanistes qui se revendiquaient républicains adoptèrent l'idée de base des catalanistes réactionnaires, celle de la "nation-coutumes" en opposition à la "nation-peuple". En outre ils faisaient alliance avec eux au Parlement de Madrid. Tout ceci impliquant que pour les républicains catalanistes la résolution du problème social était définitivement imbriquée à la condition identitaire. De fait l'identité semblait la réponse fondamentale à tous les problèmes, en tant qu'instrument de rationalisation et de pression. Le phénomène de *Solidaritat Catalana* en fut la preuve la plus éclatante. Ceci provoqua une scission à l'intérieur du parti Union Républicaine (*Unión Republicana*,

---

<sup>353</sup> *Ibidem*, p. 183.

1906-1909), qui avait été une tentative vaine de regrouper tous les effectifs républicains au niveau national, sous une même bannière, alors que le parti primitif (*Partido Republicano Federal*, 1868), s'en était écarté, laissant ainsi un avantage stratégique aux arguments identitaires : l'unité sociale espagnole était définitivement brisée. À l'intérieur de la nouvelle *Unión Republicana*, deux leaders s'étaient alors affrontés : le premier Nicolas Salmerón, chef de file, et ancien président de la Première République espagnole (11/02/1873 - 29/12/1874) approuvait les positions catalanistes, dans la mesure où elles constituaient un rejet du système monarchique (voir *Unión Federal Nacionalista Republicana*, 1910). Le deuxième, Alejandro Lerroux, refusait de voir dans le catalanisme une expression des idéaux républicains, en raison de leur refus de reconnaître l'égalité des Espagnols. En fait, tout comme les blasquistes à Valence, il avait rappelé que la trajectoire du catalanisme était étroitement unie à la défense des intérêts économiques d'une bourgeoisie enrichie, qui avait soutenu la guerre à Cuba, et refusé aux Cubains le droit de jouir d'une autonomie, quand bien même les catalanistes la réclamaient pour eux-mêmes. D'ailleurs *Foment del Treball*, encourageait vivement la répression des nombreuses grèves qui se déclaraient dans le but de revendiquer une réduction de la journée de travail, ou demander une augmentation de salaire. La grande différence entre les ouvriers catalans et les ouvriers d'autres régions d'Espagne pouvait résider dans une plus grande probabilité de trouver du travail, mais ils n'étaient pas mieux traités pour autant ; en fait le prolétariat catalan était plutôt de tendance anarchiste. Finalement la Seconde République mit en évidence tous les maux de la gauche espagnole : une faible pénétration des idées libérales-révolutionnaires et une assimilation très inégale des thèses marxistes, visible dans les divisions au Parti Socialiste. Eric Hobsbawm avertit des difficultés des marxistes eux-mêmes à s'y retrouver dans le sujet des nationalismes, en rappelant : "los importantes y subvalorados debates entre marxistas de la segunda International acerca de lo que ellos denominaron "la cuestión nacional"<sup>354</sup>. Il précise cependant, qu'indépendamment de la nature du nationalisme qui commença à se développer dans les pays européens à partir de 1914, tous ces nationalismes avaient eu un dénominateur commun : "el rechazo de los nuevos movimientos socialistas proletarios, no solo porque eran proletarios, sino también por

---

<sup>354</sup> Eric Hobsbawm : *Naciones y nacionalismo desde 1780...*, op. cit., p. 10.

ser consciente y militantemente *internacionalista* o, como mínimo no nacionalista"<sup>355</sup>. En Catalogne c'était la *Liga Regionalista* qui s'était chargée de réaliser ce travail de désamorçage, et la nationalisation de la bourgeoisie catalane était devenue une réalité, c'est pourquoi à la veille de la Seconde République les catalanistes mirent leurs revendications identitaires comme prémisses à n'importe quelle négociation. L'obtention du statut d'autonomie fut un gage d'efficacité qui aida à attirer le prolétariat anarchiste vers le catalanisme.

### 11.1.2 - Toujours à l'avant-garde de la politique espagnole

Soulignons que le Pacte de San Sebastian avait déjà été une manière de conditionner l'instauration de la Seconde République. Ensuite, avant même que ne naisse officiellement cette république, Francesc Macià (Francesc Macià i Llussà: 1859-1933) n'attendit pas les autres, et le 14 avril 1931, il décréta la république catalane. Lluís Companys (Lluís Companys i Jover: 1882-1940) ne fut pas moins opportuniste, profitant d'une révolution, celle d'octobre 1934 (le 5 octobre, premier jour de la rébellion), il proclama que la Catalogne était un État, l'"État catalan" à l'intérieur de la République fédérale espagnole. S'il ne décrétait pas l'indépendance de la Catalogne et se limitait à considérer que l'Espagne était une république fédérale (qu'elle n'était pas), ce n'était pas par solidarité avec les autres régions espagnoles, mais parce qu'il avait besoin de ces autres régions pour assurer la prospérité de l'économie catalane. Tenons compte qu'à cette époque l'Union Européenne n'existait pas, et par contre, ce qui sévissait c'était une terrible crise économique (la grande crise de 1929), raison pour laquelle Companys qui appartenait à un parti indépendantiste (ERC: Esquerra Republicana de Catalunya), ne réclamait pas pour autant l'indépendance de la Catalogne, il avait trop besoin du marché espagnol ; les relations avec l'Espagne étant à partir de là pour les catalanistes toujours une affaire purement utilitaire. Du côté des nationalistes basques, les choses n'étaient pas plus amicales ; en pleine guerre civile, ils ne se préoccupèrent que de leur statut d'autonomie, voté dans un parlement semi

---

<sup>355</sup> *Ibidem*, p. 132.

désert (les partis de droite n'y étaient plus), et lorsqu'ils l'obtinrent, ils s'enfermèrent dans leur région en refusant l'autorité du général envoyé par la république pour lutter sur le front du Nord. Lorsqu'arriva le moment de la défaite en face des troupes franquistes, les dirigeants basques ne tinrent pas leur promesse de détruire les installations portuaires et industrielles pour réduire les avantages stratégiques aux rebelles. Signalons que c'est un des points polémiques de la guerre d'Espagne.

De toute façon l'obtention du premier statut d'autonomie, soit le statut catalan, fut interprété par la gauche comme la pièce maîtresse du changement institutionnel, autrement dit comme le grand instrument démocratisateur de la société ; toutes les régions voulaient en avoir un. Or même si ce fut le parti de gauche, *Esquerra Republicana de Catalunya* qui put s'octroyer le mérite du triomphe, au niveau national c'était toute la gauche espagnole qui perdait, car désormais le thème identitaire serait omniprésent et déterminant dans la politique espagnole, parvenant à briser définitivement une base populaire qui n'avait jamais été assez unie, et qui avait perdu largement sa capacité de pression comme telle, face au gouvernement central qui tout en paraissant céder, continuait de gagner. Avec le retour de la démocratie en Espagne il devient vite évident que ce ne sont plus les demandes sociales qui vont occuper le premier plan des revendications politiques, mais à nouveau les revendications identitaires. Celles-ci sont déterminantes dans le sens où on ne conçoit plus la démocratie en Espagne si elle n'est pas accompagnée de décentralisation<sup>356</sup>. En effet depuis la clandestinité les nationalistes catalans et basques continuaient de revendiquer leur statut d'autonomie, et toute leur activité d'opposition avait été menée en fonction de cette priorité. Si les Basques avaient adopté une version militaire sous forme d'actions de l'ETA-pm, les nationalistes catalans, toujours plus diplomatiques, avaient été les premiers à rassembler leurs forces d'opposition au franquisme sous forme d'un front commun (*Assemblea de Catalunya*, 1971), allant jusqu'à proposer aux Valenciens leur propre modèle d'opposition ; ceci bien sûr en prévision des futurs "Pays Catalans". Le premier organisme d'opposition démocratique, la *Taula Democràtica de València* avait été constitué à Valence en août

---

<sup>356</sup> Voir par exemple un article de la revue *Cuadernos para el Diálogo*, qui donne à la rubrique le nom de "Nacionalidades" et où l'auteur Mateo Macía reproduit l'analyse simpliste assimilée par la gauche : la démocratie c'est l'autonomie. "Valencia también quiere autonomía", 30/04/1977, p. 24-26.

1973, et Jesús Sanz confirme que son inspiratrice avait été la plate-forme catalaniste *Assemblea de Catalunya* :

Había surgido como consecuencia del éxito aglutinador alcanzado por la *Assemblea de Catalunya* (creada en 1971), y fue idea de personalidades como el doctor Antoni Gutiérrez, dirigente del Partido Socialista Unificado de Cataluña; Miquel Coll i Aletorn, militante de Democracia Cristiana de esa misma comunidad, y de los enlaces que ambos tenían en el País Valenciano.<sup>357</sup>

Il précise que ses contacts étaient un vétéran nationaliste valencien, Isidoro Balaguer et un Catalan, Vicent Ventura, journaliste et écrivain installé à l'époque à Valence, un activiste habituel dont nous reparlerons. Sanz informe aussi que depuis la *Taula* on encourageait à créer d'autres plate-formes au niveau des provinces et des contrées dans le but de constituer une "Assemblea del País Valencià"<sup>358</sup> et imiter tant que possible l'organisation catalane. D'ailleurs la gauche allait s'entêter à fermer les yeux sur les projets expansionnistes avoués des nationalistes catalans ("Pays Catalans") et basques, et dans le cas de la région valencienne, nous allons voir qu'elle les a carrément soutenus, raison principale qui a provoqué la "Bataille de Valence". Le cas du drapeau est hautement significatif, car il semble franchement contradictoire que pour arborer la lutte en faveur de la démocratie, les partis de gauche aient revendiqué systématiquement et exclusivement des signes traditionnalistes et monarchistes, dont le drapeau de la couronne d'Aragon est l'exemple le plus paradigmatique. Nous considérons que la logique aurait voulu, que de la part d'un secteur politique qui se réclamait d'inspiration progressiste, et théoriquement d'origine républicaine, non seulement on évite ouvertement la résurrection de symboles traditionnels et monarchistes, mais plus encore, qu'on les renie d'une manière non équivoque. On comprend mal d'ailleurs que les pancatalanistes - théoriquement de gauche - aient été si intransigeants au sujet de la frange bleue sur la bannière, sachant que le drapeau du parti *Esquerra Valenciana* (1934-1939), sous la Seconde République, ressemblait au drapeau revendiqué par les "blaveros" ; la seule différence étant que sur la frange bleue latérale les républicains avaient mis une étoile, au lieu d'une couronne. Il existait donc un symbole de gauche, qui aurait pu servir à clore la dispute. Ce qui prouve que les projets proposés par ces partis à Valence, étaient délibérément orientés à favoriser

---

<sup>357</sup> Jesús Sanz: *La cara secreta de la política valenciana. De la predemocracia al estatuto de Benicassim*. Fernando Torres - Editor, SA., Valencia, 1982, p. 23.

<sup>358</sup> *Ibidem*, p. 24.

la thèse pancatalaniste. Ainsi nous voyons comment cette gauche condamnait totalement une monarchie, celle de Juan Carlos I, en faisant en même temps indirectement la louange d'une autre, celle de la Couronne d'Aragon. Et tout ceci en dernière instance était destiné à légitimer un socle historique sur lequel on prétendait construire les "Pays Catalans". Cette récupération de la Couronne d'Aragon, de la part de ces partis de gauche était d'autant plus anormale, que les fustériens privilégient toujours la désignation de Principauté catalane, destinée à garantir le droit au territoire catalan d'arborer cette couronne. Or nous l'avons déjà dit, ce territoire n'a jamais été le détenteur légal de la couronne, son vrai titulaire était le territoire aragonais. La Catalogne par le passé n'avait formé que des comtés, alors que Valence et même Majorque, avaient été des royaumes. Le projet pancatalaniste exigeait malgré tout de gommer ces anciennes réalités pour permettre que ce soit la Catalogne qui puisse se réapproprier en toute exclusivité, cette couronne et se voir doublement rehaussée par le fait que les "Pays Catalans" se retrouveraient sous sa dénomination onomastique. Tout ceci représentait en dernière instance non pas une reproduction fidèle du passé, mais un véritable stratagème pour fabriquer de toute pièce la "nationalité catalane", et lui attribuer une extension géographique, qu'elle n'a jamais eue. Toute cette opération ayant pour but ultime d'asseoir dans les mentalités, l'idée d'une légitime "nationalité catalane", en tant que nationalité différente, voire opposée à l'espagnole. C'est pourquoi les "blaveros" ne céderont pas sur le sujet des symboles, trop conscients de leur implication profonde.

La dictature franquiste, par sa cruauté et ses excès, avait contribué dans un premier temps à consolider l'alliance entre la gauche et les nationalistes et à la veille de la Transition on s'aperçoit que toute la gauche est teintée par les sigles nationalistes ; socialistes et communistes forment des fédérations dont les couleurs locales accusent plus qu'une conception fédérale de l'Espagne une conception plurinationale. Avant même d'être légalisé, le PCE change ses sigles à Valence (*el Partit Comunista del País Valencià*), et les journaux en informent ponctuellement ("El PCE en el País Valenciano ha cambiado de nombre y siglas"<sup>359</sup>). Une multitude de sigles locaux déferlent : PSPV, PCPV PSAN, etc. Alejandro Quiroga l'explique ainsi : "A partir de la

---

<sup>359</sup> "El PCE en el País Valenciano ha cambiado de nombre y siglas". *Las Provincias*, 08/12/1976, p. 13.

década de los sesenta se fue forjando una connivencia ideológica entre la izquierda y los nacionalistas vascos y catalanes fruto de la lucha conjunta contra la dictadura". Mais il faut mettre en évidence l'inégale fermeté avec laquelle cette gauche a défendu ses nouvelles positions. Elle a vite transigé sur les thèmes sociaux, mais elle est restée ferme presque immobiliste quant aux revendications identitaires des catalanistes et des basquistes. Le fait est que le 25 octobre 1977, les syndicats acceptaient de signer les *Pactos de la Moncloa*, mais du côté des socialistes et des communistes on ne renonçait pas au droit à l'autodétermination. Une décision qui aurait pourtant rendu beaucoup plus fluides les négociations avec le gouvernement, face à la loi de réforme politique. Et lors du XXVIIe Congrès ordinaire, célébré pendant les premiers jours de décembre 1976 à Madrid, le PSOE faisait une nouvelle concession en renonçant officiellement au concept de "dictature du prolétariat". Lors de la "Declaración de Septiembre" de 1974 faite par le "grupo de sevillanos" en passe de détrôner les vieux leaders marxistes au congrès de Suresnes (11/10/1974), les socialistes avaient plaidé pour le retour en Espagne d'un régime de liberté selon le modèle européen occidental, mais ils n'avaient pas oublié de spécifier leur reconnaissance des nationalités historiques, ainsi que le droit à l'autodétermination<sup>360</sup> de toutes les nationalités ibériques. De son côté le parti communiste d'Espagne (PCE), avant même d'être légalisé, le 8 décembre 1976, avait pris la décision de modifier la structure du parti, le transformant en structure fédérale : "El PCE en el País Valenciano ha cambiado de nombre y siglas: ha sido constituido como Partido Comunista del País Valenciano"<sup>361</sup>. La gauche partageait pratiquement l'idée que la nation espagnole est une entité inventée, d'où le besoin de spécifier qu'elle est un État constitué de plusieurs nationalités. Les explications données par les socialistes lors de leur XXVIIe congrès ordinaire sont assez éloquentes :

Como principios generales se ha establecido que España es una realidad compuesta por una pluralidad de nacionalidades y regiones. Se ha propugnado el restablecimiento de una constitución federal, actualización del principio de autodeterminación y los estatutos de autonomía regional.<sup>362</sup>

---

<sup>360</sup> Enric Juliana: "cuando el PSOE aceptaba la autodeterminación", 29/09/2013. Consulté en ligne le 13/08/16. <http://www.lavanguardia.com/politica/20130929/54390144664/cuando-psoe-decia-autodeterminacion-enric-juliana.html>

<sup>361</sup> "El PCE en el País Valenciano ha cambiado de nombre y siglas"... , op. cit.

<sup>362</sup> "Rechazada definitivamente la dictadura del proletariado". *Las Provincias*, 08/12/1976, p. 9.

Notons comment ce parti évitait soigneusement d'employer l'expression "nation espagnole", pour employer à sa place une tournure plus longue et artificielle comme : "réalité composée d'une pluralité de nationalités et régions". Autrement dit la nation espagnole devenait le grand complexe de la gauche, et les socialistes parlaient de réimplanter une constitution fédérale qui n'avait jamais existé comme telle en Espagne si on tient compte que celle de Pi y Margall n'avait pas eu le temps d'être appliquée. Cela prouvait tout simplement qu'ils acceptaient tacitement de partager l'ancienne vision foraliste du Moyen Âge, constamment évoquée dans le discours des nationalistes catalans et basques. La défense du drapeau catalan à Valence en étant une preuve patente. Et tous les partis de gauche avaient le même objectif, faire de l'Espagne un pays fédéral ; mais on doit raisonnablement douter qu'il puisse s'agir d'un type de fédéralisme comparable à celui du XIXe siècle. D'ailleurs la constitution de 1873, inspirée par Proudhon était associée par les conservateurs à des revendications anarchistes. On a évoqué un concept vague d'égalité émanant de ces vieilles thèses fédéralistes pour en réalité consacrer l'inégalité territoriale. La preuve a été évidente en décembre 1976, et les discussions se sont déchaînées à l'intérieur des partis au moment où ceux-ci devaient se mettre d'accord pour constituer la commission de négociation appelée à accorder avec le gouvernement les conditions nécessaires pour effectuer la transition du régime. Les régions historiques y furent doublement représentées par le fait qu'elles l'étaient d'abord, à travers les représentants des principaux partis, et ensuite parce qu'elles avaient droit à un représentant spécifique en tant que région historique. Les représentants de la région valencienne et aussi de l'Andalousie s'en plaignirent, mais ne parvinrent pas à changer les critères établis par cette commission. Dans le cas spécifique de Valence, Manuel Broseta dénonçait ce manque de démocratie, voire de solidarité à l'intérieur de l'opposition elle-même, produisant la marginalisation des régions qui n'avaient pas eu de statut d'autonomie pendant la Seconde République. On avait argumenté de la part de la commission qu'il ne fallait surtout pas excéder le nombre d'interlocuteurs fixé par le gouvernement. De cette manière, les nationalistes loin de contrer les traditionnels pièges de l'oligarchie espagnole, les favorisaient par le fait d'encourager la division et même le fractionnement de l'opposition. Manuel Broseta Pont se plaignait amèrement en rapportant que :

La segunda afirmación que quiero dejar clara es que tan sólo en el ámbito del Estado nos apoyó la federación de partidos socialistas<sup>363</sup>. Finalmente, que ni Cataluña ni Galicia ni el País Vasco apoyaron la petición del País Valenciano (¡más bien lo contrario!) formulada por la Taula, por la Federación y por la U. D. del País Valenciano (Unión Democrática del País Valenciano).<sup>364</sup>

La tendance sera alors toujours la même, les régions dites "historiques" refuseront systématiquement d'accepter un traitement d'égalité avec les autres. Rappelons qu'au départ la Constitution espagnole de 1978, fut rédigée par un groupe de législateurs, représentants des principaux partis politiques, qui avait comme mission de fixer les bases juridiques qui permettent la création d'un État composé d'autonomies. Or cette architecture juridique fut surtout pensée pour satisfaire les exigences des régions dites "historiques". Au départ on avait prévu trois voies possibles d'accès à un statut d'autonomie, mais la première de ces trois voies - "la disposición transitoria segunda" de l'article n° 8 - avait été pensée exclusivement pour les Catalans, les Basques et les Galiciens. Ces territoires pourraient alors affirmer qu'ils étaient "moins espagnols", par le fait d'avoir des signes d'identité plus spécifiques. La deuxième voie, soit l'article n° 151, se réservait pour les aspirants à une autonomie aussi large que celle des Catalans et des Basques, mais elle imposait des conditions assez strictes ; surtout par le fait d'exiger des majorités absolues dans toutes les provinces concernées. Ces Espagnols qui seraient alors "plus espagnols" que les précédents, pourraient néanmoins encore faire valoir des raisons identitaires, mais ils seraient obligés de faire preuve d'une grande organisation et d'une grande détermination. Quant à la troisième voie, celle de l'article n° 143, qui impliquait un accès plus lent et simplifié, mais aussi plus réduit en termes de compétences transférées par l'État, serait l'autonomie de simples Espagnols, sans autre prétention identitaire supplémentaire. On prévoyait cette voie pour la majorité des régions mais cela signifiait diviser les Espagnols en trois catégories. Le fait est que le gouvernement fut pris de cours par les exigences surtout des Valenciens et des Andalous qui mirent aussitôt en marche le processus par la voie 151<sup>365</sup>. Et les différences de traitement des régions étaient déjà très notoires quand en 1977, sous l'effet de la pression populaire de la manifestation du 11 septembre à Barcelone, le gouvernement permettait à

---

<sup>363</sup> Les socialistes du PSP, Partido Socialista Popular sous l'influence du dirigeant historique Tierno Galván.

<sup>364</sup> Manuel Broseta Pont: "La marginación del País Valenciano". *Las Provincias*, 19/12/1976, p. 4.

<sup>365</sup> <http://www.congreso.es/consti/constitucion/indice/sinopsis/sinopsis.jsp?art=151&tipo=2>

Josep Tarradellas, président de la *Generalitat* de Catalogne en exil depuis 1954, d'assurer la présidence provisoire de la *Generalitat* catalane, alors que le statut d'autonomie, n'était même pas encore en préparation au Parlement. Il fallait d'abord rédiger la Constitution (1978), mais une fois élaborée celle-ci, ce qui nous paraît le plus troublant c'est qu'elle n'ait pas été la règle obligatoire pour approuver les différents statuts d'autonomie qui y furent votés. Rapportons sur ce point les affirmations faites en 1983 par le professeur numéraire de droit constitutionnel de l'université de Valence (également avocat de l'État), Joaquín Tomás Villarroya. Celui-ci dénonçait l'urgence politique, et la pression des partis pour mettre en place des autonomies le plus rapidement possible, ce qui aurait provoqué une systématique violation de la Constitution : "Cuando se contempla tal proceso con una perspectiva, a un tiempo serena y crítica, se descubre inmediatamente que una de sus líneas más constantes ha sido la sistemática violación de la Constitución"<sup>366</sup>. Il précisait que dès le départ la Constitution avait fixé un cadre et un ordre logique pour l'implantation des autonomies, néanmoins le Tribunal Constitutionnel fut constitué (1980) postérieurement au vote des statuts catalan (13/08/1979) et basque (21/07/1979). Il affirmait même que les communautés autonomes, catalane et basque accédèrent à leur autonomie "d'une manière irrégulière, par anticipation d'une norme dont l'approbation préliminaire était incontournable"<sup>367</sup>, ajoutant que : "El Gobierno para dar satisfacción a catalanes y vascos o, al menos a sus representantes recurrió a la vía del Decreto-ley. Los Reales Decretos leyes de 13 y 14 de septiembre de 1979 sometían a referéndum los proyectos de Estatutos vasco y catalanes respectivamente"<sup>368</sup>, dans des conditions tout à fait spéciales et inusuelles. Tomás Villarroya précisait d'ailleurs que ces Décrets-lois utilisés pour la ratification du statut catalan et basque étaient "inconstitutionnels"<sup>369</sup>. Et il signalait d'autres irrégularités comme le fait de négocier hors du cadre réglementaire des aspects importants de ces statuts. Ceci pouvait représenter une preuve de marginalisation des interlocuteurs légitimés qui étaient la

---

<sup>366</sup> Joaquín Tomás Villarroya: "Proceso autonómico y observancia de la constitución". Revista Española de Derecho Constitucional, Año 5, Número 15, septiembre-diciembre 1985, (pp. 25-65), p. 25. En ligne: Centro de Estudios Políticos y Constitucionales. <http://www.cepc.gob.es/publicaciones/revistas/revistaselectronicas?IDR=6&IDN=3178IDA=24762> (consulté 01/12/2016).

<sup>367</sup> *Ibidem*, p. 26.

<sup>368</sup> *Ibidem*, p. 29.

<sup>369</sup> *Ibidem*, p. 30.

commission constitutionnelle et la délégation de l'assemblée des parlementaires de chacune des deux régions concernées. Il avait aussi souligné que la loi obligeait à ce que chaque projet de statut soit traité l'un après l'autre, et non pas simultanément, chose qui ne fut pas non plus respectée. Cette façon de faire les choses, avait-il remarqué, ne pouvait que favoriser la tendance marquée, de ne pas respecter les règles de la Constitution. Chose qui effectivement se produisit avec le statut andalou et le statut galicien. Dans le cas andalou, une solution spéciale et anticonstitutionnelle fut adoptée dans le but exprès d'arranger le résultat du référendum andalou, où les votes de la province d'Almería rendaient impossible l'accès légal de la Communauté, à l'autonomie par la voie de l'article 151. J. Tomás Villarroya déclare alors que : "Andalucía llegó a la autonomía por una vía singular, trazada mediante el derribo calculado de las líneas fijadas en la Constitución"<sup>370</sup>.

Les Valenciens ne purent pas en faire autant, et pourtant leurs démarches étaient à peu près parallèles, autant dans les formes que dans les temps à celles des Andaloux. Au cours de l'année 1980, la bataille des symboles empêcherait définitivement l'accord entre les élus, et donc l'impossibilité de trouver une solution de secours adaptée aux besoins propres des Valenciens, tel que cela s'était passé pour les Andaloux. J. Tomás Villarroya, professeur de droit à l'université de Valence, rappelle la grande confusion qui se produisit alors puisque les Valenciens - tout comme les Andaloux - n'avaient pas spécifié qu'ils souhaitaient accéder à l'autonomie par la voie de l'article n° 151, néanmoins, il est vrai qu'un grand nombre des mairies avait manifesté vouloir une "autonomía mayor en el menor tiempo posible", mais cette formule n'était pas strictement conforme à la loi organique 2/1980 du 18 janvier, qui débattue au parlement à la mi-novembre 1979, régulaït rétrospectivement les différentes formes de référendum. Selon cette nouvelle loi, il devenait nécessaire de faire figurer explicitement la voie choisie, c'est-à-dire écrire le numéro de l'article, le 151 ou le 143. En fait le gouvernement ralentissait sciemment l'implantation des autonomies, parce que dépassé par les événements, il lui fallait contenir un processus décentralisateur qui risquait de destabiliser le pays, menacé par l'extrême-droite, hostile au nouveau régime. Une crainte qui se confirma d'ailleurs le 23 février 1981,

---

<sup>370</sup> *Ibidem*, p. 53.

avec le coup d'État raté. Déjà en octobre 1979, le parti dirigeant, UCD avait conclu depuis sa commission créée spécialement pour réfléchir à ce sujet, que la décentralisation d'un État comme l'Espagne ne pouvait pas se faire à une vitesse record, et que, autant au niveau de l'organisation qu'en termes économiques, le pays n'était pas en condition de faire face à un processus continu d'élections tous les vingt jours pendant quatre années consécutives. Ce qui était le calcul approximatif déduit dans le cas où chaque Communauté autonome devrait ratifier son propre statut, préalablement voté au Parlement. La recommandation finale avait été qu'il était souhaitable et très préférable que toutes les régions candidates accèdent à leur autonomie par la voie de l'article 143.

Avant d'expliquer plus en profondeur les particularités qui causèrent à Valence la bataille des symboles, appelée à juste titre la "Bataille de Valence", nous voulons encore attirer l'attention sur d'autres conséquences provoquées par le triomphe du modèle catalan, dans la transition espagnole ; un modèle que nous décrivons comme le modèle de l'inégalité pour les Espagnols. Les considérations de J. Tomás Villarroya nous semblent fort significatives dans le sens où ce juriste prestigieux met lui-même le doigt sur la plaie, en parlant de violations répétées de la Constitution. Tout ceci étant admis dans le but d'accommoder la loi aux demandes politiques, et finalement donner satisfaction aux prétentions identitaires de deux régions en particulier. Or la relance du processus d'implantation des autonomies a été une transfiguration de son initiative originelle. La signature des Accords pour les autonomies (*Pactos Autonómicos*) signé le 31 juillet 1981 par les deux principaux partis : UCD et PSOE, était conditionnée par un besoin de rationalisation, mais aussi par un besoin d'équilibre, voire de justice, en dernière instance, d'égalité. On concevait difficilement que certaines régions jouissent d'une autonomie de première classe, tandis que d'autres régions resteraient soumises au centralisme. Ainsi Joaquín Tomás Villarroya met en relief le paradoxe de l'Espagne des autonomies, où ce qui devait appartenir à la volonté populaire, se transformait quasiment en une imposition : "La autonomía dejaría de ser un derecho para convertirse en una imposición dudosamente constitucional"<sup>371</sup>. L'Espagne se décentraliserait d'office en 17 communautés autonomes déjà préfixées, qui

---

<sup>371</sup> *Ibidem*, p. 57.

accèderaient avant le premier février 1983 à un niveau de compétence similaire. Ce qui nous amène à constater le fait que d'avoir admis un critère d'inégalité territoriale, comme principe, en considération aux demandes des Catalans et aussi des Basques, ne pouvait produire que des situations forcément compliquées qui ont finalement jeté un franc défi au concept d'égalité entre Espagnols. L'application de l'article n° 8 de la Constitution ne signifiait plus exactement une difficulté, mais plutôt une aventure juridique, d'où le commentaire de J. Tomás Villarroya qui considère que : "antes que un Estado federal, regional o federo-regional, es un Estado imprevisible"<sup>372</sup>. Et nous pouvons observer comment à chaque fois les nationalistes catalans et basques furent littéralement de toute situation de traitement égalitaire entre Espagnols. En effet, face aux Accords pour les autonomies, ceux-ci ont immédiatement protesté en plus haut lieu, car ils signifiaient en dernière instance un nivellement des compétences transférées, et donc une potentielle égalité de leurs autonomies respectives avec les autres (quoique les Basques ont un accord économique - *Concierto vasco* - que n'ont pas les autres communautés). La sentence du Tribunal Constitutionnel - qui n'existait pas encore lorsque les Catalans et les Basques obtinrent leur statut d'autonomie - annula 14 des 38 articles de la LOAPA (Ley Orgánica de Armonización del Proceso Autonómico), donnant raison aux nationalistes catalans et basques dans le sens où une loi organique ne peut pas avoir la même validité juridique qu'un statut d'autonomie. Quelque chose qui rend encore plus significative la conclusion à laquelle J. Tomás Villarroya arrive ; puisque Catalans et Basques qui avaient été les premiers bénéficiaires d'une interprétation souple de la loi, - jouissant d'un Décret-loi spécialement adapté à leurs besoins pour organiser leurs respectifs référendums -, étaient à présent les premiers à exiger la pleine rigueur de cette loi, craignant pour leurs intérêts, alias privilèges, menacés. J. Tomás Villarroya qui lui ne parle pas de la LOAPA dans son article, dénonce cependant un "sous-développement politique"<sup>373</sup> par le fait que l'Espagne n'est pas capable de respecter ses propres constitutions. Il rapporte que Castelar dénonçait cette pratique déjà en 1871 : "¿Cuántos artículos conserváis de la Constitución? Aquellos que os acomodan. ¿Cuántos habéis destruido?"

---

<sup>372</sup> *Ibidem*, p. 42.

<sup>373</sup> *Ibidem*, p. 63.

Todos los que os molestaban"<sup>374</sup>. Et nous nous disons que les catalanistes et les basquistes ont encouragé à répéter les mêmes abus en 1979, n'invokant la Constitution que seulement lorsque cela les arrangeait. Le fait qu'ils aient amené la gauche sur leur terrain, qu'ils l'aient habilement manipulée, a contribué à la rendre confuse et contradictoire, toujours divisée par l'argument nationaliste qui s'est finalement érigé en colonne vertébrale de toutes les revendications, consacrant un modèle porteur d'inégalités, de divisions, favorisant le manque de solidarité, et constituant en fin de comptes un handicap constant dans la voie du progrès social général. En dernière instance, un modèle qui tend davantage à fomenter un retour en arrière vers le système féodal - la culture étant le nouveau grand seigneur auquel on doit se soumettre et servir - qu'à marcher vers la république universelle rêvée par les grands philosophes de la révolution française, où la culture est au service de l'individu, et non pas à l'inverse.

## **11.2 - L'offensive pancatalaniste à Valence**

La "Bataille de Valence" a été indéniablement une bataille idéologique, et celle-ci ne pouvait pas éclater sans l'existence de deux adversaires réels. Ces adversaires nous l'avons dit n'étaient pas le nationalisme valencien contre le nationalisme espagnol, mais le nationalisme catalan contre le nationalisme espagnol. À partir de 1960, le nationalisme catalan s'est réimplanté à Valence sur des bases beaucoup plus radicales que celles de 1932, grâce à l'initiative de J. Fuster, secondé à tout moment par Sanchis Guarner, ainsi qu'un petit groupe de professeurs catalans détachés à l'université de Valence (Joan Reglà, Miquel Tarradell, Emili Giralt, Miquel Dolç). Or nous devons préciser que le fait que cette offensive nationaliste se produise au début des années soixante, et pas avant, a son explication ; car rien de tout cela n'a été dû au hasard. Nous avons déjà expliqué que les catalanistes ont eu grand soin de choisir une personne de prestige intellectuel, et aussi potentiellement influente, mais ce n'était pas la seule condition importante pour faire triompher le plan. Si la situation interne

---

<sup>374</sup> *Ibidem.*

de l'Espagne n'était pas encourageante il existait une situation internationale qui invitait à faire des projets pour le moyen ou long terme. Les conséquences de la Deuxième Guerre mondiale, à laquelle, l'Espagne n'avait pas participé, ouvraient de nouvelles espérances, par le fait qu'entraînait en gestation une conception plurinationale de l'Europe. Il n'est donc pas étonnant que Fuster ait lancé son offensive nationaliste seulement trois années après que la Communauté économique européenne se soit constituée formellement, avec le Traité de Rome (1957). Les prétentions du Traité de Paris (1951) avec la naissance de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), étaient largement dépassées par le fait que d'un côté on renforçait la sécurité, grâce à la formation de la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom), et de l'autre, on abolissait les limites temporelles initialement prévues, qui avaient été d'une cinquantaine d'années. Cette fois le Traité de Rome, stipulait une durée indéfinie, ce qui était un puissant stimulant pour imaginer dans un futur plus ou moins lointain, la possibilité de redessiner les frontières de l'Espagne, à condition que celle-ci parvienne à faire partie intégrante de ce cadre plurinational. La stratégie devenait très précise pour les pancatalanistes, leur objectif passait par l'Europe. Soit plaider pour l'inclusion de l'Espagne à l'intérieur de l'Europe, et se réserver à l'intérieur de la future démocratie espagnole, le droit à l'autodétermination, pour former postérieurement les futurs "Pays Catalans". De fait nous avons déjà signalé auparavant comment la gauche à la veille de la transition convergait vers ces mêmes bases programmatiques ; les socialistes revendiquant la sociale-démocratie, et les communistes se déclarant eurocommunistes. Tous revendiquaient le droit à l'autodétermination ; c'était bien rejoindre la feuille de route pancatalaniste. Il nous suffit de rappeler l'article écrit en mars 1961 par le professeur catalan, Miquel Tarradell, détaché à l'université de Valence. Dans la revue *Dialeg* (n° 2), il choisissait un titre bien significatif : "El descubrimient de l'Europa"<sup>375</sup>. Il y affirmait que : "La découverte morale de l'Europe est un fait consolidé". Effectivement, la Communauté européenne de l'énergie (Euratom) contribuait à cet optimisme. Une autre circonstance internationale qui pesait sur l'échiquier politique en général était le fait que le monde vivait sous la pression d'une guerre froide entre le bloc occidental et le bloc des pays soviétiques. Les communistes n'étaient pas les bienvenus, par contre le socialisme défendu à la manière sociale-

---

<sup>375</sup> Miquel Tarradell: "El descubrimient de l'Europa", *Diàlect...* op. cit.

démocrate des Allemands, des Français ou des Pays nordiques bénéficiait d'un certain respect. Ceci aide à comprendre la relative facilité avec laquelle les socialistes du PSOE purent célébrer leur Congrès de rénovation à Suresnes, congrès théoriquement clandestin, mais qui fut bien connu par les autorités franquistes. Ceci explique aussi pourquoi Fuster misa ouvertement sur des sigles socialistes pour propager le pancatalanisme à l'université, après avoir constaté que sa première tentative marquée par les sigles catalans (*Moviment Social Cristià de Catalunya* - 1960), ne donnait pas les résultats escomptés. L'offensive nationaliste se poursuivrait tout au long de ces années à travers différents partis politiques qui n'arriveraient cependant jamais à faire ombrage aux communistes, présents dans tous les secteurs de la société. L'université deviendra le bastion fustérien par excellence, et depuis cette base on essaiera de l'étendre notamment à travers un réseau de librairies pancatalanistes chargé de diffuser tout un corpus bibliographique, édité à Barcelone, consacrant l'idée des "Pays catalans". À la veille de la transition, et avant que n'aient lieu les premières élections de 1977, les activistes fustériens se dépêcheront de rédiger deux avant-projets de statut d'autonomie avec l'intention évidente de marquer le cap vers la formation des "Pays catalans". Ces deux projets seront ignorés, et le résultat des urnes prouvera que la population valencienne ne ressentait nul désir de former une fédération politique avec la Catalogne, néanmoins les fustériens reviendraient à l'assaut en renonçant au projet politique des "Pays catalans" et en revendiquant à sa place une unité culturelle indéniable et nécessaire, qui représentait ni plus ni moins que leur plan B. Parallèlement les dirigeants les plus nationalistes infiltrés dans les partis étatiques se chargeraient de mener la bataille des symboles à bon port, mais leurs adversaires politiques démontreraient la même ténacité et la même fermeté.

### **11.2.1 - Le directeur des opérations**

Nous savons qu'en 1959 Joan Fuster était officiellement aux commandes du projet pancatalaniste à Valence, et cette tâche qu'il ambitionnait était d'autant plus méditée et désirée qu'il était sur le point d'écrire son livre le plus important : *Nosotros*

*los Valencianos*, qui témoigne nous l'avons vu, non pas d'une option politique, mais d'une véritable profession de foi. Fuster allait profiter d'une situation de confusion évidente héritée de la guerre civile et de la dictature, pour faire oublier la controverse discrète qu'avait suscitée la signature des *Bases de Castellón*. Et les décisions ne se prenaient plus d'une manière collective, mais à l'intérieur d'un noyau de deux ou trois personnes - fondamentalement Sanchis Guarner et Carles Salvador, guidés par Pompeu Fabra -, qui prétendant défendre la langue et la culture valenciennes de l'oppression franquiste, déterminaient en solitaire ce qui était correct et légitime, ce qui était valencien ou ne l'était pas, alors même que l'immense majorité de la population était absolument ignorante des transformations dont la langue était l'objet. Déjà en 1949 *Lo Rat-Penat* donnait des cours de valencien avec des normes davantage catalanisées, grâce à la *Gramàtica valenciana* de Sanchis Guarner, publiée cette même année par la maison d'édition Torre. Miquel Adlert Noguerol<sup>376</sup> qui était un des fondateurs de cette maison, explique que lui et son associé Xavier Casp, avaient commencé à rééditer des textes en valencien, depuis 1939. Ces anciens républicains avoueraient plus tard, pendant la "Bataille de Valence", être conscients de cette catalanisation clandestine, mais ne pas l'avoir combattue alors. Les autres maisons d'édition : *Lletres Valencianes* (1949) et *Sicània* (1955), imprimeraient également des textes avec cette orthographe plus catalanisée. Tout ceci signifiait que ce nouveau rapprochement volontaire et délibéré du valencien au catalan, se faisait encore une fois, derrière le dos de la société valencienne. Le travail philologique était bien avancé, et il montrait une convergence linguistique de plus en plus manifeste du valencien vers le catalan, Fuster n'avait plus qu'à se consacrer à fomentier la convergence politique des deux régions. Il allait adopter le même schéma qui s'était appliqué pour la linguistique, c'est-à-dire s'appuyer sur des élites, reproduisant le *modus operandi* jésuitique. Ce qui signifiait cibler d'une manière préméditée la jeunesse universitaire valencienne, pour former l'élite intellectuelle, capable dans le futur, de porter à terme le projet fustérien dans les meilleures conditions. Et le message en réalité était simple, marteler les associations de base que nous avons signalées dans la partie antérieure, en profitant d'un facteur émotionnel très puissant : le rejet d'un système totalitaire et

---

<sup>376</sup> Miquel Adlert Noguerol: *En defensa de la llengua valenciana. Perqué i còm s'ha d'escriure la que es parla*. Del Cénia al Segura, Valencia, 1977, p. 11.

aliénant. C'est pourquoi son message simpliste était à même de pénétrer des mentalités qui n'avait pas encore formé leur esprit critique, et où dominait le sentiment de révolte. Répétons que Fuster assimilait l'Espagne à l'extrême droite, au sous-développement, et à l'insignifiance politique sur la tribune internationale. Et il est particulièrement intéressant de rapporter comment cette vision fut reçue par les mentalités de cette jeunesse qui l'écoutait. Damià Mollà et Eduard Mira nous en donnent un aperçu très caractéristique. Ils disent : "Face à l'Espagne cultivée, il valait mieux être catalan que valencien, et face à l'Europe, il valait mieux être catalan et non pas espagnol. La Catalogne renvoyait à la République vaincue, Madrid au franquisme vainqueur"<sup>377</sup>. Comme tous les nationalismes qui lisent l'histoire à leur avantage, ces auteurs ne disaient pas bien sûr que Madrid résista plus longtemps aux troupes franquistes que Barcelone, et que Valence fut aussi des toutes dernières villes à se rendre. Raúl Moreno Almendral qui s'est aussi occupé du nationalisme espagnol reconnaît que cette association était pratiquement généralisée à l'époque de la transition : "El nacionalismo español se asociaba con autoritarismo y dictadura, mientras que catalanismo, vasquismo o galleguismo quedaban indefectiblemente ligados a los conceptos de democrático, natural o moderno"<sup>378</sup>. D. Mollà et E. Mira insistent bien à marquer la déchéance avec laquelle était marqué le qualificatif "espagnol", assurant que face à l'Europe, "l'Espagne était imprésentable", associant le pays à "une nation de contrebande", allant jusqu'à préciser que "espagnol" était synonyme de "mauvais", en opposition à "européen" qui suggérait "quelque chose de bon"<sup>379</sup>. Et ils argumentaient que "Fuster au moment de choisir entre nationalisme espagnol et nationalisme catalan, choisit le plus européen, avec l'avantage de se baser sur ses propres origines et sur l'histoire"<sup>380</sup>. Rappelons que ces deux auteurs sont deux sociologues et il est assez étonnant de voir la facilité avec laquelle Fuster arriva à tracer un cadre manichéen, établissant une opposition fort simpliste entre l'Espagne et la Catalogne. Cette dernière se revendiquait comme le chemin du progrès, de la

---

<sup>377</sup> Damián Mollá et Eduard Mira: *De impura natione...*, op. cit., p. 105.

<sup>378</sup> Raúl Moreno Almendral (universidad de Salamanca): "Franquismo y nacionalismo español: una aproximación a sus aspectos fundamentales". *Hispania Nova, Revista de Historia Contemporánea*, n° 12 (2014), p. 7. Sur Internet, consulté le 22/10/2016 <http://e.revista.uc3m.es/index.php/HISPNOV/article/view/1874>

<sup>379</sup> Damián Mollá et Eduard Mira: *De impura natione...*, op. cit., p. 96. (toute la série de mots entre guillemets).

<sup>380</sup> *Ibidem*, p. 107.

convergence vers l'Europe, de la modernité, tandis que l'Espagne représentait le chemin inverse, celui du sous-développement, de la convergence avec le Tiers-Monde. C'est donc cette frontière psychologique que Fuster avait construit qui séparait l'Espagne en deux parties, celle des "Pays catalans" imaginaires, détachés de la réalité politique et géographique, mais rattachés - dans le discours - à l'Europe du progrès, et pour qui le salut était possible, et l'autre partie qui restait abandonnée au Tiers-monde, à la misère et à la barbarie. Inutile à présent de se demander pourquoi, la bataille des symboles à Valence devait être si dure et si absurde. Les dirigeants pancatalanistes étaient persuadés que se rallier à la Catalogne était le chemin le plus recommandable pour les Valenciens et que rester dans le camp des Espagnols était retourner droit vers le sous-développement. La solidarité avec les Espagnols étant impensable, et pour cause, dès 1960 Fuster se chargea de briser depuis la racine toute tentative de faire front commun à l'intérieur de l'opposition au franquisme ; la solidarité ne s'appliquerait que pour la Catalogne, et les autres territoires présentés comme catalans, cas des îles Baléares. Les livres de Fuster et de Sanchis Guarner, avaient été écrits pour faire cette démonstration théorique, d'une union entre "Pays catalans", et de l'existence d'une nationalité catalane. Celle-ci d'ailleurs n'aurait pas participé à la décadence espagnole, ils considéraient que son espace avait été celui de la résistance, pour avoir été un peuple plus démocratique, doué d'une plus grande initiative économique, et traditionnellement plus rattaché à l'Europe. À présent il était question de donner une dimension pratique à ces théories, ce qui amena à développer toute une organisation pour prouver le jumelage naturel des deux peuples : la Catalogne et la région valencienne. Et là il faut souligner qu'une organisation purement valencienne n'aurait pas été pertinente par rapport au message principal de base, raison pour laquelle la complicité d'un parti catalan dans toute cette opération ne peut guère nous surprendre. En fait, il semblerait que les lignes principales d'action se décidaient à Barcelone, car les explications des auteurs Benito Sanz Díaz et Miquel Nadal, d'un côté et celles de Josep Guia, d'un autre, sont à ce sujet, assez explicites.

## **11.- 2.- 2.- "L'excursion patriotique" en Catalogne ou le voyage initiatique**

Nous ne saurons peut-être jamais si ce fut l'initiative de Fuster, ou si ce fut une idée suggérée depuis les contacts de Barcelone, le fait est que pour donner pleine cohérence à son discours, Fuster encouragea le déplacement régulier d'un groupe de jeunes Valenciens en Catalogne. "L'excursió patriòtica dels valencianistes a Catalunya", est l'expression avec laquelle les auteurs Sanz Díaz et Nadal qualifient ce premier voyage, qui ne fut pas le seul. Le premier eut lieu en avril 1960, pendant la Semaine Sainte, et le but avoué était que ces jeunes "prennent contact avec les forces politiques, sociales et culturelles de la Principauté"<sup>381</sup> (voir en annexe document n° 54). Reprenant les explications d'un de ces premiers participants, Eliseu Climent, déjà présenté, ratifie dans ce livre la transcendance de ce séjour : "Le voyage en Catalogne représenta un changement de route nationale pour le Pays Valencien"<sup>382</sup>. Climent précise d'ailleurs que cette rencontre n'était pas vraiment un premier contact, par le fait que dès le début de leurs études ces jeunes étudiants avaient eu des relations avec des professeurs catalans :

Une partie de ceux qui y allions, avions déjà fait nos études de lycée (*bachillerato*) chez les jésuites avec des curés catalans, tous de Barcelone, fils de la bourgeoisie catalane des années quarante et cinquante. Cela nous influença, Hernandis, Aracil, les autres et moi-même. Là bas commencèrent nos liens avec la Catalogne<sup>383</sup>.

À ce sujet les professeurs Mollà et Mira nous apportent des précisions intéressantes, mais étranges. Ils affirment que le collège des jésuites appartenait au diocèse de la ville de Tarragone (Tarraconense), or Valence est un archevêché depuis 1492, n'ayant été un diocèse dépendant de l'archevêché de Tarragone que de 1238 à 1492. Dans sa fondation comme diocèse en 527, Valence avait été dépendante de l'archevêché de Tolède, néanmoins après nous être personnellement informée, nous pouvons confirmer que l'école des jésuites de Valence, est sous la dépendance de l'archevêché de Tarragone, ce qui explique l'influence que les catalanistes ont pu y exercer, telle que le décrit Climent :

Ce qui impliquait des liens étroits avec Barcelone, Sarrià. De nombreux religieux étaient Catalans et certains Majorquins. La formation qui s'y dispensait était rigoureuse, et on n'y enseigna jamais que le catalan et le valencien étaient des langues distinctes. L'instruction

---

<sup>381</sup> Benito Sanz Díaz: *L'oposició universitari al franquisme. València 1939-1975*. Universitat de València, 1996: avec Miquel Nadal: "L'excursió patriòtica dels valencianistes a Catalunya", p. 52.

<sup>382</sup> *Ibidem*.

<sup>383</sup> *Ibidem*.

musicale incluait souvent des chansons populaires catalanes avec l'hymne de la *Mare de Déu dels Desemparats*.<sup>384</sup>

D'un autre côté, les auteurs Sanz et Nadal expliquent que Cahner - fondateur de la maison d'édition, *Edicions 62* et éditeur du livre de Fuster : *Nous les Valenciens* -, avait lui-même préparé le voyage, et s'était mis d'accord avec Fuster, pour faire le meilleur choix possible parmi les aspirants. Comme l'avait indiqué Cahner dans son article sur Fuster (chapitre : "Une commande particulière"), nous avons vérifié que le voyage avait été suggéré par Miquel Tarradell professeur à cette époque à l'université de Valence, catalan, mais surtout catalaniste. Ensuite l'organisation à proprement parler, avait été prise en main par Cahner et Ramón Bastardes. Et finalement ce qui nous paraît le plus important c'est qu'on nous confirme cette connexion politique avec le catalanisme à partir du moment où Jordi Pujol, et Josep Benet (1920-2008; un des fondateurs de la revue catalaniste *Serra d'Or*) étaient désignés comme les personnes qui prenaient les dernières décisions. Ces auteurs nous disent qu'autant Jordi Pujol que Josep Benet donnèrent leur approbation à l'"excursion patriotique". Ce qui laisse supposer que leur parti en assumait le coût :

À partir de cette conversation, et avec l'avis favorable de Josep Benet, de Jordi Pujol et la bénédiction de Joan Fuster, nous avons agencé une excursion patriotique de treize jeunes Valenciens présidée par Joan Fuster à Barcelone, Montserrat et Queralt, pendant la Semaine Sainte de 1960. Fuster serait la personne chargée de choisir ce petit groupe qui visiterait la Catalogne.<sup>385</sup>

Et comme il était question de faire un tri bien médité de ces jeunes esprits qui étaient appelés à semer les graines du pancatalanisme, nous ne devons pas nous étonner de constater que plusieurs d'entre eux devinrent professeurs. Outre plusieurs étudiants à proprement parler, dont Climent (faculté de droit), Lluís Aracil (devint professeur), Ferrán Martínez Navarro (étudiant en médecine), Lluís Alpera (professeur), Fuster avait sélectionné un ouvrier, étudiant pendant ses heures creuses, Màrius Garcia Bonafé (deviendrait aussi professeur), et d'autres personnes appartenant au monde de la culture : Josep Lluís Viciano, Josep Palàcios, Rafael Ballester Ramos, Antoni Bargues, Lluís Monferrer, Rafael Martí Valero, Miquel Mestre Navarro, et Josep Raga. Nous avons signalé les professeurs : Aracil, Alpera et García

---

<sup>384</sup> D. Mollà et E. Mira: *De impura natione...*, op. cit., p. 110.

<sup>385</sup> Benito Sanz Díaz et Miquel Nadal: "L'excursió patriòtica dels valencianistes a Catalunya"., op. cit., p. 52.

Bonafé, mais nous devons parler d'un autre étudiant<sup>386</sup>, qui ne fit pas partie de ce premier voyage, mais qui est ici mentionné par nos auteurs. Il s'agit de Ricard Pérez Casado, qui resta deux ans à Barcelone pour y compléter ses études. Celui-ci fut le premier maire de Valence, une fois le premier statut instauré. Cahner précise que pendant les deux années de son séjour à Barcelone, il l'avait fait travailler sur la grande Encyclopédie Catalane. Quant à Eliseu Climent, que nous avons déjà décrit comme un futur pilier du pancatalanisme, Cahner disait de lui, que c'était celui qui avait la plus grande capacité organisatrice et que c'était un grand activiste<sup>387</sup>. Inutile d'insister alors sur la transcendance de ce premier voyage, destiné à préparer les premiers apôtres du fustérianisme.

Nous savons que cette jeunesse se mit au travail très tôt puisqu'à l'université apparurent aussitôt les revues *Diàleg* et *Concret*, ainsi que *Al Vent*, nous précise un autre auteur, Vicente Ramos<sup>388</sup>. Par ailleurs, c'est aussi à cette période que commencèrent les cours de valencien (*clases de Ausias March*), et là nous devons rappeler la complicité des professeurs catalans qui se trouvaient alors à l'université de Valence et qui secondaient consciencieusement le plan tracé depuis Barcelone et supervisé par Fuster. Leurs noms apparaissent dans tous les livres qui parlent de cette période, il s'agit de : Joan Reglà, Emili Giralt, Miquel Tarradell et Miquel Dolç<sup>389</sup>. Des noms cités aussi par Pedro Ruiz Torres (Joan Reglà, Miquel Dolç et Miquel Tarradell)<sup>390</sup>, par Mollà et Mira, qui ajoutent celui de Jover<sup>391</sup>. Quant au témoignage de Joan Francesc Mira, étudiant de cette époque, il fait la louange de ces mêmes personnes à l'occasion d'un hommage rendu à Miquel Tarradell en 1991, dans le cadre de l'*Universitat Catalana d'Estiu*, il déclare :

Su presencia [Miquel Tarradell] en nuestra universidad fue decisiva en la creación de una arqueología valenciana con metodología moderna y en la reconexión con la cultura catalana. En

---

<sup>386</sup> Cette liste est celle donnée par les auteurs Benito Sanz Díaz et Miquel Nadal: "L'excursió patriòtica del valencianistes a Catalunya", dans : *L'oposició universitari al franquisme. València 1939-1975...*, op. cit., p. 52.

<sup>387</sup> *Ibidem*.

<sup>388</sup> Vicente Ramos: *Pancatalanismo entre valencianos*. Artes Gráficas Quiles, Valencia, 1978, p. 65.

<sup>389</sup> Benito Sanz Díaz: *L'oposició universitari al franquisme...*, op. cit..., p. 51.

<sup>390</sup> Pedro Ruiz Torres: "Nacionalismo y ciencia histórica en la representación del pasado valenciano", p. 129 dans : *De la revolución liberal a la democracia parlamentaria valenciana 1808-1975*. Paul Preston et Ismael Saz (eds). Editorial Madrid, Biblioteca Nueva; Valencia ; Universitat de València [2001]. (283 pages).

<sup>391</sup> D. Mollà et E. Mira: *De impura natione...*, op. cit., p. 18.

esta tarea destacaron también catedráticos como Miquel Dolç, Joan Reglà. Se puede decir que ellos y algunos otros nos devolvieron la idea de la dignidad histórica y científica de nuestra lengua.<sup>392</sup>

Dans ce même acte d'hommage, on informait que Max Cahner n'avait pas pu y assister, mais qu'il avait envoyé une lettre pour manifester "su larga amistad y el papel desempeñado por Tarradell en tiempos difíciles para la cultura catalana a través de sus libros y de las iniciativas personales que tomó para poner en contacto a intelectuales y profesionales de Cataluña y Valencia"<sup>393</sup>. Ce qui nous renvoie à ces excursions patriotiques, ces premiers petits journaux pancatalanistes, précurseurs des premières librairies pancatalanistes, ainsi que les premiers partis politiques chargés de faire cette reconnexion avec la Catalogne. Ceci allait requérir de très grands efforts, entre autres parce que cela signifiait faire concurrence au parti communiste qui était l'organisation dominante, celle qui jusqu'alors avait largement canalisé les protestations universitaires. Il avait été pratiquement le seul parti à conserver une infrastructure, et surtout, à avoir une opérativité à l'intérieur de la société, autant dans le monde des entreprises qu'à l'université de Valence. Nous ne pouvons pas mettre en doute la relation directe entre ce premier voyage réalisé à Barcelone, et la création du premier parti politique fustérien, puisque les auteurs, Sanz et Nadal, sont les premiers à le reconnaître.

### 11.2.3 - Les premiers partis pancatalanistes

Sanz et Nadal assurent que le voyage en Catalogne fut "un pas décisif"<sup>394</sup>, pour qu'apparaisse le premier parti à l'université sous le signe du pancatalanisme. *Moviment Social-Cristià de Catalunya* (MSCC), appelé aussi *Mosca* dans l'argot de l'université, fut le nom de cette première association pancatalaniste, créée cette même année 1960, soit, dès leur retour de Barcelone. En vérité avec un pareil nom il

---

<sup>392</sup> Emilio Manzano: "La UCE homenajea al arqueólogo Tarradell, forjador de ideología". *La Vanguardia*, 23/08/1991. En ligne (31/10/2016): <http://hemeroteca-paginas.lavanguardia.com/LVE08/HEM/1991/08/23/LVG19910823-026.pdf>

<sup>393</sup> *Ibidem*.

<sup>394</sup> Benito Sanz Díaz: *L'oposició universitari al franquisme...*, op. cit..., p. 48.

paraissait davantage une filiale de la démocratie chrétienne catalane de Pujol, plutôt qu'un parti valencien. Disons que ces sigles mettaient à eux seuls, en évidence les origines du mouvement pancatalaniste. Ce qui nous rappelle l'année 1918 et la création de *Unión Valencianista Regional*. Quelque chose qui prouve qu'à Valence les initiatives pancatalanistes ont toujours été encouragées et soutenues financièrement par des partis de droite et conservateurs ; la *Lliga Regionalista Catalana* en 1918, et la démocratie chrétienne de Pujol en 1960. Il est donc clair que les véritables origines du pancatalanisme n'ont jamais été valenciennes ni de gauche, mais catalanes et conservatrices. Cahner cité plus haut, ne se limitait pas seulement à éditer les livres de Fuster, mais à soutenir bel et bien une infrastructure permanente à Valence. Nous pouvons citer les propres paroles de Fuster à Sanchis Guarner :

L'année 1959, je résidais encore à Majorque, quand Joan Fuster me dit : "On m'a donné de l'argent, et je voudrais éditer une série d'opuscules semblables aux "Quaderns d'orientació valencianista", que "l'Estel" avait publiés d'une manière si profitable pendant les années trente. J'aimerais commencé cette tâche avec "La llengua dels valencians", ton petit livre qui apparaissait dans cette collection."<sup>395</sup>

Pour ce qui est du premier parti MSCC, nos auteurs justifient ces sigles en alléguant qu'ils étaient en correspondance avec la formation religieuse qui se donnait à l'époque. Pour notre part, nous croyons que le plan initial fut de reproduire effectivement une filiale du parti catalan, en croyant que la référence à la religion chrétienne serait une manière efficace de faire la concurrence au parti communiste. C'était comme faire une surenchère des bons sentiments. Mais nous l'avons anticipé, ce premier essai ne fut pas concluant, et nous interprétons cet échec dans le sens où la question sociale n'a jamais été au centre des revendications nationalistes ; essayer de la traiter sous le flanc de la religion a été une formule inventée par les conservateurs. Justement nos auteurs font part des revendications principales de ce parti, et nous nous apercevons très vite que, ni la question sociale ni la question des libertés en général, n'étaient au centre des préoccupations : "L'inquiétude alors, était de "*fer país*", se rattacher à la Catalogne comme société plus mûre, sauver le Pays Valencien, lutter contre la dictature et le SEU (Sindicato Español Universitario)"<sup>396</sup>. Nous voyons comment cette idée de construire le pays, sous-entendu le "Pays Valencien" se

---

<sup>395</sup> Manuel Sanchis Guarner: *La llengua dels valencians...*, op. cit..., Dans le prologue, page sans numéro, mais première page du livre.

<sup>396</sup> Benito Sanz Díaz: *L'oposició universitari al franquisme...*, op. cit..., p. 48.

visualisait en référence au patron catalan, et cette prétention bien déclarée des jeunes fustériens, de créer un lien privilégié avec la Catalogne, qualifiée de "société plus mûre". La relation hiérarchique établie ainsi entre Valence et la Catalogne est l'essence même de toute la théorie pancatalaniste proclamée par Fuster. L'autre problème était que lutter contre la dictature et le SEU, était quelque chose que le PCE faisait déjà depuis longtemps. Nous voulons aussi dégager des noms importants présents déjà dans ce premier parti, comme Eliseu Climent, dont les qualités organisatrices avaient été louées, mais aussi Joan Francesc Mira, dont nous reparlerons, Ferran Zuriaga, Ferran Martínez Navarro et Vicent Álvarez<sup>397</sup>, qui faisaient partie de l'équipe organisatrice. Une des premières actions du groupe fut de prendre part aux protestations censées offrir la solidarité des étudiants aux mineurs en grève aux Asturies, en 1962. Ces membres du MSCC s'infiltraient dans les actes de soutien, et nos auteurs nous procurent encore des noms : Josep Lluís Blasco, Enric Solà Palerm, Josep Vicent Marqués González, Manuel Ardit, Valerià Miralles, Cèlia Amoros, Ricard Pérez Casado, Enric Jordà, Raimon (le chanteur), Lluís Vicent Aracil, etc., qui formeront le noyau dur du pancatalanisme à Valence. Malgré cet aspect batailleur, la véritable priorité du parti était de capter des militants, coûte que coûte, d'où l'idée de créer une académie pour ouvriers, mais aussi une bibliothèque ambulante qui obligeait de se déplacer pour aller chercher sur le terrain des possibles prosélytes. Il suffisait d'explorer les villages pour trouver les personnes les plus réceptives, celles qui montraient des inquiétudes intellectuelles, afin de prendre contact, les connaître davantage, et tâcher de les convaincre de se joindre à la cause. Cela se réalisait au moyen d'expositions de livres, de conférences et débats<sup>398</sup>. Malgré tout le MSCC se montra incapable de concurrencer le PCE, d'où la décision de changer de stratégie.

Seulement deux années plus tard, en 1962 on renonçait à exploiter les sentiments religieux, et on créait un parti "moins pancatalaniste et chrétien"<sup>399</sup>, selon les propres paroles de Sanz et Nadal. Cette fois on choisissait un nom ouvertement de gauche : *Acció Socialista Valenciana*, en espérant certainement profiter des arrestations massives faites à l'université qui avaient réduit pratiquement à néant la

---

<sup>397</sup> *Ibidem.*

<sup>398</sup> *Ibidem*, p. 50.

<sup>399</sup> *Ibidem.*

présence des communistes. Nos auteurs précisent qu'elle serait presque nulle entre les années 1962 et 1965. Ce nouveau parti se fixait comme but d'occuper cet espace libéré, et on multipliait les efforts pour élargir le cercle des militants et planter les graines de l'inquiétude identitaire dans les jeunes esprits. On profitait des *aplecs* (rendez-vous) inaugurés en 1960, lieux où se réunissait la jeunesse. Ils étaient organisés par *Lo Rat-Penat*, et les jeunes assistants aux cours d'Ausias March. On nous explique qu'en principe ces rencontres étaient légales, et libres de soupçons vis-à-vis des autorités, or ils précisent qu'en réalité elles servaient justement pour travailler contre le régime. On profitait de ces rendez-vous pour créer des contacts et nouer des relations, ce qui finalement arriva aux oreilles des autorités qui commencèrent à surveiller ces *aplecs* à partir de 1967. Un autre moyen de prosélytisme était les routes universitaires<sup>400</sup>. Sous prétexte de faire découvrir aux étudiants la géographie et l'histoire régionales, on parcourait ces itinéraires choisis pendant les week-ends et jours de fête, pour en profiter pour parler en valencien et développer une conscience nationaliste. À ce sujet il nous semble opportun de rapporter le commentaire de D. Mollà et E. Mira :

Étudiants et experts parcouraient la géographie valencienne, parfaite excuse pour discuter sur la question nationale et la lutte pour la démocratie. Pour lors la seule façon de réunir une cinquantaine de personnes, sans transgresser du tout la loi, c'était de le faire dans une classe ou dans un autobus.<sup>401</sup>

Sanz et Nadal confirment qu'au moins ces deux premiers partis étaient en connexion avec des groupes universitaires catalans<sup>402</sup>, ce qui prouve à nouveau que le pancatalanisme était planifié et organisé depuis Barcelone, ou en tout cas bel et bien connecté. Nous ne savons pas si les grandes décisions étaient prises là-bas, mais il est probable que oui, par le fait d'assurer le financement du réseau, et par les directives suivies. Les pratiques qui s'adoptaient alors, pour combattre le SEU (Sindicato Español Universitario), étaient de s'infiltrer à l'intérieur du syndicat, pour devenir un de ses membres, et pouvoir le combattre depuis l'intérieur. C'était pratiquer ce que l'on désignait comme l'*entrismo*. Plusieurs nationalistes furent élus : Carles Jorro, Rafael Aracil, Cèlia Amorós, Joan Garcés, Eliseu Climent, Manuel Ardit. Cependant en

---

<sup>400</sup> *Ibidem*.

<sup>401</sup> D. Mollà et E. Mira: *De impura natione...*, op. cit., p. 80.

<sup>402</sup> Benito Sanz Díaz: *L'oposició universitari al franquisme...*, op. cit..., p. 50.

1963 naissait à Madrid un syndicat étudiant avec l'ambition de créer un réseau national de résistance au SEU ; il s'appelait la FUDE (Federación Universitaria Democrática Española). Nos auteurs nous confirment que celui-ci se mit en contact avec l'université de Valence (Droit) pour proposer une stratégie de collaboration et d'actions communes entre les deux villes, mais ils nous confirment aussi que non seulement le groupe fustérien refusa, il réagit en créant son propre syndicat, l'ADEV (*Agrupació Democràtica d'Estudiants Valencians*). C'est-à-dire que ces étudiants obéirent aux instructions catalanistes, qui étaient aussi celles de Fuster : marquer la frontière avec l'Espagne, répétant le même schéma suivi en Catalogne. La consigne était de ne pas accepter de se plier à ce qu'ils identifiaient comme une stratégie nationale espagnole, soit ne pas reconnaître ou accepter le cadre national espagnol : la solidarité avec l'Espagne anti-franquiste n'était pas admise. Notons que tant que le parti communiste ne fut pas capable de refaire surface à l'université, le syndicat nationaliste ADEV y resta présent, mais pour ensuite disparaître.

Le *Partit Socialista Valencià* (PSV) créé en 1964, suivit un chemin parallèle, en profitant de l'expérience qu'apportait le syndicat ADEV, il essaya d'approfondir sa stratégie nationaliste en marquant ces mêmes différences par rapport au PSOE et au PCE. Ceci prouve que les sigles socialistes se manipulaient comme un pur instrument, puisque la cause sociale était plus que secondaire. On stipulait que ce parti "ne veut être la succursale d'aucun autre"<sup>403</sup> ; pourtant son rôle était de créer un lien privilégié avec la Catalogne, et de fait il agissait comme une succursale catalane, mais l'ambiguïté a toujours été la caractéristique fondamentale du valencianisme. On expliquait alors que le fait national valencien devait se concevoir dans la perspective "du catalan comme langue nationale et l'appartenance du territoire valencien à une communauté culturelle et politique plus large : la Catalogne et les Pays Catalans"<sup>404</sup>. Les auteurs reconnaissent que Joan Fuster était alors "omniprésent et sans doute la personne la plus influente du socialisme nationaliste valencien dans ses différentes phases"<sup>405</sup>. Effectivement il aidait à construire un socialisme valencien éloigné des engagements doctrinaux auxquels sont censés être liés ceux qui se réclament comme

---

<sup>403</sup> *Ibidem.*, p. 51.

<sup>404</sup> *Ibidem.*

<sup>405</sup> *Ibidem.*

tels. La solidarité avec les Espagnols n'était pas admise. Fuster dénaturait sciemment le socialisme pour l'adapter à ses besoins politiques. Il avait bien précisé dans son livre, *Nous les Valenciens* : "En el País Valencià hace cien años que las circunstancias sociales y económicas son "propicias": propicias para hacer algo positivo, tan parcial como se quiera y tan clasista como se quiera - de una clase o de otra - , pero positivo."<sup>406</sup> Ceci signifiait bien que peu importait les moyens pourvu que le résultat amène le triomphe du nationalisme. Et il n'y a pas de doute quant aux origines de ce parti, puisque les militants qui formaient son noyau principal étaient des disciples de Fuster (Ricard Pérez Casado, Josep-Vicent Marqués, Enric Solà, Josep Lluís Blasco, Vicent Ventura Beltrán). Précisons au passage que Vicent Ventura Beltrán était journaliste et catalan (nous l'avons déjà cité dans la partie antérieure en parlant de *l'Assemblea de Catalunya*). Par ailleurs Sanz et Nadal nous apportent ces explications au sujet de ce nouveau parti (PSV), qui éloignent tout doute possible : "C'est un mouvement minoritaire, mis en place pour ouvrir des perspectives, dépasser des localismes et recevoir les influences des professeurs titulaires et professeurs d'université catalans qui faisaient leurs cours à Valence". (*Ès un moviment minoritari, d'obrir perspectives, superar localismes i rebre influències dels catedràtics i professors catalans que feien classe a València*)<sup>407</sup>. C'est nous qui soulignons, car cela nous paraît capital pour comprendre ce qui se passera par la suite, notamment pendant la "Bataille de Valence". Ces explications prouvent la manipulation exercée par ce groupe de professeurs, sur leurs étudiants. Et ceci nous paraît d'autant moins discutable que Sanz et Nadal sont d'accord pour reconnaître le rôle déterminant, joué par eux ainsi que l'omniprésence de Fuster dans tous ces mouvements politiques qui se développent à l'université de Valence, sous le slogan de "fer país" et de dépasser les "localismes". Et ils apportent cette précision de Vicent Ventura, qui mérite un commentaire : "Fuster n'appartenait à aucun parti politique. Il stimulait les esprits sans pour autant donner des instructions, il donnait son opinion, sans être inspirateur. Celle-ci n'était pas sa position. Il ne se serait pas senti à l'aise"<sup>408</sup>. Il semble difficile de croire ces explications : le fait que Fuster ait donné son opinion, sans être inspirateur.

---

<sup>406</sup> J. FUSTER: *Nosaltres els valencians...*, op. cit., p. 250.

<sup>407</sup> *Ibidem*.

<sup>408</sup> *Ibidem*, p. 50 et 51.

Nous avons déjà vu le genre d'idée que Fuster introduisait dans l'esprit de ces jeunes étudiants qui étaient conditionnés pour rejeter pratiquement tout ce qui se présentait comme espagnol. Par ailleurs, il convient d'analyser ces affirmations sous un autre angle. Si Fuster désirait assurer le succès de son entreprise, l'ambiguïté sur ce point se révélait être la pièce maîtresse de toute sa stratégie. En cela il imitait Prat de la Riba, car si Fuster avait pris l'initiative lui-même de fonder et diriger un parti, il aurait couru un très grand risque, celui de provoquer instantanément, ou très rapidement la division du fustérianisme, chose qu'il voulait éviter à tout prix. Nous avons déjà expliqué comment Prat de la Riba était parvenu à éviter que la religion soit un écueil pour unir tous les Catalans, car le catalanisme devait avoir tous les visages possibles, le traditionnel et le républicain. Le fustérianisme aussi, devait avoir tous les visages possibles. Et si Fuster misait davantage sur la gauche, il ne faut pas croire qu'il négligeait pour autant de le faire sur la droite.

Le parti *Unió Democràtica del País Valencià*, créé également en 1962, avait aussi ses origines fustériennes. Fondé officiellement par Vicente Miquel Diego et Rafael Luis Niñoles, tous deux définissaient leur parti comme un parti nationaliste. V. Miquel était un étudiant de droit qui avait fini sa licence l'année scolaire 1962-1963, plusieurs années plus tard, il expliquait dans une entrevue que : "Le travail de captage était forcément compliqué. Parler de nationalité et de structure fédérale, et surtout de *País Valencià* c'était quelque chose que les gens n'assimilaient pas au premier abord"<sup>409</sup>. Il offrait quelques noms de militants : Ernesto Serra, Mario Viadel, Tortajada, Calvera, Joan Alepuz, Sánchez Pantoja, Rivas, Pérez Monragón, Enrique Climent, et précisait qu'en 1964 avait eu lieu le premier congrès du parti avec un nombre d'affiliés qui n'atteignit que cinquante. Il indiquait que cette même année le parti aurait forgé une alliance avec la *Unió Democràtica de Catalunya*<sup>410</sup>, prouvant à nouveau que les liens avec la Catalogne étaient toujours une condition *sine qua non* à tous ceux qui prétendaient défendre le valencianisme, et dans ce cas aussi la connexion catalane était visible. Les auteurs D. Mollà et E. Mira précisent que ce parti était "de faible influence à l'intérieur des secteurs sociaux qui auraient dû être sa base

---

<sup>409</sup> Vicente Ramos: *Pancatalanismo entre valencianos...*, op. cit., p. 63.

<sup>410</sup> *Ibidem*.

naturelle"<sup>411</sup> ce qui veut dire que la droite restait complètement insensible aux arguments de Fuster. Nous ajoutons d'autres noms apportés par Mollà et Mira, comme membres de ce parti : V. Miguel, E. Sena, R. Ll. Niñoles (ou Ninyoles, orthographe valencienne), Juan Alepuz, V. Ruiz Monrabal, Vicente Diego, F. Fayos, J. Maldonado, V. Andreu, J. Duato, E. Escrivà<sup>412</sup>. Il est révélateur que Sanz et Nadal aient choisi délibérément de ne pas parler de ce fustérianisme de droite, car on a voulu visiblement associer fustérianisme à gauche et progressisme, ce qui représente une manipulation de plus. Le livre de Mollà y Mira est particulièrement utile car, écrit après la "Bataille de Valence", il essaye de marquer une ligne de réconciliation dont nous reparlerons, un exercice qui les oblige à être plus objectifs que ces autres auteurs déjà mentionnés. Ceux-ci parlent d'un deuxième parti qui tenta également d'attirer la bourgeoisie valencienne vers le pancatalanisme. Il s'agit du parti *Demòcratas independents del País Valencià*. Nous découvrons que ce parti fut créé par un ex-militant du PSP : J. A. Noguera Puchol. Il l'aurait créé au moment où le *Partit Socialista Valencià* entraînait en décomposition, face à la remontée du PCE dans l'université :

J. A. Noguera Puchol de son côté, crea les "Demòcratas Independents del País Valencià", premier groupe à attirer vers le fustérianisme une droite libérale et démocrate, et qui avec le temps donnerait lieu au "Partit Demòcrata Liberal del País Valencià" (PDLPV), où s'intègrent les éléments les plus lucides et innovateurs de la haute bourgeoisie valencienne, comme des membres de la famille Noguera (en relation avec le *Banco de Valencia*), Joaquim Muñoz Peirats, Silvino Navarro, Salvador Castellanos, F. Zaragoza, ou Francesc de Paula Burguera.<sup>413</sup>

Ce que ne précisent pas ces auteurs, c'est que ce parti s'intégra dans la coalition d'UCD. À noter que ces partis de droite furent comparativement, au moins dans un premier temps, plus solides que les premiers partis gauche, puisqu'ils arrivèrent jusqu'aux années de la transition, sans changer pratiquement leurs noms, seul *Demòcrates Independents del País Valencià* se transformait en *Partit Demòcrata Liberal del País Valencia*. Les auteurs José Miguel Santacreu Soler et Mariano García Andreu, dans leur ouvrage collectif, informent que *Unión Democrática del País Valenciano* s'unit en coalition en 1975, avec l'équipe Démocrate chrétienne espagnole<sup>414</sup>, il perdit peu à peu son radicalisme fustérien, même chose avec le *Partit*

---

<sup>411</sup> D. Mollà et E. Mira: *De impura natione...*, op. cit., p. 84.

<sup>412</sup> *Ibidem*.

<sup>413</sup> *Ibidem*, p. 83.

<sup>414</sup> José Miguel Santacreu Soler: *La transició democràtica al País Valencià*. La xara Edicions, Simat de Valldigna, Valencia, 2002, p. 17.

*Demòcrata Liberal del País Valencia*, quoique un de ses leaders, Francesc de Paula Burguera, résista à renier le fustérianisme et fonda le 7 octobre 1978, en pleine "bataille de Valence", le seul vrai parti nationaliste de droite ou centre-droite, *Partit Nacionalista del País Valencià* (PNPV). Il n'eut aucune représentation parlementaire et disparut quelques années plus tard. Disons que ces militants ont pu être ceux qui appuyèrent certaines initiatives de cession à l'intérieur d'UCD, dans la dernière ligne droite des négociations du statut avec le PSPV-PSOE, au Parlement de Madrid, en 1982, et nous en reparlerons.

Pedro Ruiz Torres confirme la figure de Fuster comme le centre névralgique de toute l'activité pro-catalaniste à l'université, ainsi que la complicité des professeurs déjà cités : "En torno a su figura [Joan Fuster] surgió un nuevo nacionalismo de carácter básicamente universitario, con unos orígenes sociales y una mentalidad que nada tuvieron que ver con los propios del regionalismo decimonónico".<sup>415</sup> Il nous révèle par contre le moment où Fuster s'intégra au petit noyau des vieux valencianistes, qui se composait de personnes comme Miquel Adlert, Xavier Casp, Sanchis Guarner, Enric Valor. Ceux-ci depuis les années cinquante avaient coutume de se réunir dans certains cafés de la ville, et ce n'est que postérieurement que Fuster et les professeurs catalans (Joan Reglà, Miquel Dolç et Miquel Tarradell), se joignirent au groupe, ainsi que quelques jeunes qui venaient de finir leurs études à l'université et qui :

Seraient appelés à avoir un rôle de premier plan dans le nouveau valencianisme: Les journalistes Vicent Ventura et Francesc de Paula Burguera, l'éditeur Eliseu Climent, les historiens Aflons Cucó et Manuel Ardit, le sociolinguiste Lluís Aracil, l'anthropologue Joan Francesc Mira, le sociologue Josep Vicent Marqués, etc.<sup>416</sup>

Parmi ce petit groupe certains seraient de grands amis de Fuster, comme Francesc de Paula Burguera, dont la famille appartenait à la bourgeoisie du monde des affaires, et qui attira au fustérianisme d'autres noms importants comme celui de la famille Noguera, liée également à la banque valencienne (*Banco de Valencia*), des exemples qui prouvent que l'on essaya d'exercer une influence dans ce secteur de la société, celui de l'argent, mais que la tentative ne fut pas concluante. Tout ceci nous

---

<sup>415</sup> Pedro Ruiz Torres: "Nacionalismo y ciencia histórica en la representación del pasado valenciano" dans : *Nacionalismo y ciencia histórica en la represión del pasado valenciano...*, op. cit., p. 129

<sup>416</sup> *Ibidem*.

amène à constater que sur des bases doctrinales plus agressives Fuster n'avait réussi en fin de compte, qu'à reproduire un résultat comparable à celui du pancatalanisme de la Seconde République, convaincre le monde universitaire et certains cercles intellectuels, la majorité de la société restant complètement étrangère, ou non réceptive à ces thèses. Jesús Sanz reconnaît que ni les chanteurs de la chanson catalane ni les routes universitaires ni les *Aplecs*, qui commençaient à être surveillés, purent attirer massivement la population valencienne aux thèses fustériennes : "Aquello ampliaba el número de simpatizantes a la causa nacionalista, aunque no acababa de cuajar, ni de lejos, en el grueso de la población"<sup>417</sup>. En ce sens la différence avec la société catalane était abyssale, mais il ne pouvait en être autrement puisque là-bas la dynamique avait été inverse ; la bourgeoisie industrielle encourageait et soutenait financièrement le monde intellectuel qui était chargé d'assurer sa position politique en vertu d'arguments culturels. C'est pourquoi une nouvelle fois, la mécanique fustérienne reproduisait le même schéma boiteux à Valence. Eliseu Climent, éminent fustérien faisait ce commentaire qui résume bien la situation :

Le nationalisme valencien des années soixante était différent du catalan. Ici il n'y a aucune bourgeoisie derrière nous. En Catalogne, ils avaient le PSUC intéressé à jouer la carte nationaliste et à s'allier à la bourgeoisie contre le franquisme. En Catalogne il y a l'*Òmnium Cultural*, permis là-bas, mais interdit ici. Derrière l'*Òmnium Cultural* il y avait M. Carulla, propriétaire de *Gallina Blanca*, le maître de Floïd (Cendrós), qui mettra sur pied l'éditorial PROA, la bourgeoisie du textile... Là-bas il y aura effectivement un bloc social avec un poids spécifique, y compris l'Abbaye de Montserrat. À Valence le noyau d'où émergeait le PSV ne comptait pas un seul bourgeois, pas un seul ouvrier, seulement quelques effectifs à Alcoy, Elche et le Port de Sagunto.<sup>418</sup>

Son analyse est suffisamment explicite, le nationalisme requiert un financement: ce n'est en fin de compte qu'une idée, et comme n'importe quelle autre idée il lui faut de l'argent, soit des moyens, pour triompher. Climent reconnaît lui-même dans ce fragment que le valencianisme fustérien n'avait aucune implantation sociale - dans aucune strate de la société -. Raison pour laquelle on peut affirmer que les théories fustériennes ont été un produit injecté "via" l'université à Valence, au début des années soixante, et même en adoptant des sigles socialistes ou des sigles sociales-démocrates, ces partis ne furent jamais majoritaires.

---

<sup>417</sup> Jesús Sanz: *La cara secreta de la política valenciana. De la predemocracia al Estatuto de Benicassim...*, op. cit., p. 20.

<sup>418</sup> Benito Sanz Díaz: *L'oposició universitari al franquisme...*, op. cit., p. 51.

L'exemple du *Partit Socialista Valencià* est assez représentatif et jusqu'à un certain point précurseur des résultats électoraux de 1977. Il avait paru prometteur, à cause de la conjoncture, défavorable au PCE, mais il n'arriva pas à générer un militantisme massif. Sanz et Nadal nous disent que la direction était partagée par les chrétiens de bases et les démocrates indépendants, c'est-à-dire que les fustériens n'étaient pas franchement majoritaires. On reconnaît que le parti était partagé en différents secteurs. E. Climent était associé au secteur le plus nationaliste du parti, tandis que Vicent Álvarez se centrait sur le secteur plus ouvrier. José Rodrigo était responsable de l'agitation, Valerià Miralles de la propagande, et J. V. Marqués, de la culture. On nous dit que Pérez Casado, qui était étudiant à Barcelone se chargeait d'assurer le travail de coordination à l'intérieur de l'université. Ceci à notre avis, invite à comprendre à nouveau, que les instructions de base émanaient directement de Barcelone ; donc le soutien catalaniste était bien présent, et décisif, autant au niveau financier qu'au niveau logistique. Les commentaires de José Rodrigo Huerta, en tant que responsable à l'époque de la propagande du parti nous inspirent les mêmes impressions, soit l'acceptation d'une feuille de route marquée depuis Barcelone. Cet ancien leader assure qu'il maintenait des contacts avec l'ambassadeur des États-Unis de Valence, Timothy Towell. Celui-ci s'intéressait à l'activité politique qui se développait dans les milieux universitaires de la ville, et Rodrigo Huerta précise qu'il n'était pas dûpe, mais qu'il croyait positif pour le parti de se faire connaître d'un représentant aussi distingué. Ce souci de l'image projetée à l'extérieur nous paraît propre de la politique catalaniste, qui sur ce point a toujours été très attentive. Les explications sur la disparition de ce parti, paraissent entrer dans le jeu permanent de la confusion dans laquelle baigne systématiquement le valencianisme. Sanz et Nadal interprètent que la disparition du PSV, ne fut pas le résultat d'un échec dans la tentative de faire assimiler des thèses fustériennes, mais le résultat d'un épuisement. Pourtant ils reconnaissent eux-mêmes qu'en 1966, le retour du PCE à l'université produisit une très forte concurrence, et que leur nouveau syndicat étudiant le SDEUV (*Sindicat Democràtic de la Universitat de València*) à l'instar de son homologue dans le monde ouvrier, CCOO (*Comisiones Obreras*), était bien plus influent que l'ADEV. Ceci prouve, à nos yeux que la solidarité nationale, et donc espagnole, était la logique majoritairement acceptée par les étudiants valenciens, et que cette solidarité

strictement catalane n'avait pas eu la réponse souhaitée. Ces auteurs s'appliquent à évoquer une "composition hétérogène et plurielle"<sup>419</sup> du groupe qui au début aurait été un élément favorable, "mais qui après aura été un de ses problèmes"<sup>420</sup>. Ceci est une manière détournée, à notre avis, de ne pas admettre que le rejet de la nationalité espagnole de la part des étudiants valenciens, avait tout bonnement échoué. Ils assurent que "La question nationale aurait toujours été présente et acceptée d'une manière majoritaire, Ce qui se discutait c'était la place qu'elle devait occuper dans la stratégie politique du parti"<sup>421</sup>. Malgré tout Sanz et Nadal sont bien obligés de reconnaître un mouvement de désertion qui s'est fait au bénéfice du PCE, un parti qui à cette époque se réclamait comme espagnol et internationaliste. Ils ont beau qualifier de "partiel" ce mouvement de désertion, le fait est que le syndicat communiste (DEUV) était responsable de ce retournement de situation : "Ceci fera que les militants du PSV soient davantage attirés par un parti avec de plus fortes racines dans la société et que les contradictions [à l'intérieur du PSV] s'accroissent"<sup>422</sup>. Sanz et Nadal préfèrent s'appuyer sur l'analyse de Climent, témoin et acteur de l'époque qui, à notre avis, masque la réalité en parlant de "fin de cycle générationnel"<sup>423</sup> qui aurait coïncidé avec les événements de 1968. Nous avons également le témoignage du parti PSPV-PSOE qui dans sa page web, à la section "Durante la dictadura", parle de ce parti, d'extraction universitaire, en confirmant que "El PSV mantuvo contactos con la resistencia nacionalista de Cataluña, con el Movimiento Socialista de Cataluña y con otras organizaciones"<sup>424</sup>, et en précisant qu'il tentait de promouvoir la conscience identitaire, mais qu'il se serait vu en difficulté à partir de 1968, moment où l'université de Valence aurait soi-disant opéré un virage à gauche :

El PSV se había creado en un momento en que prácticamente no existían partidos - a excepción del PCE - ocupando el espacio nacionalista y socialista, cosa que, unida al progresivo giro a la izquierda de la universidad de Valencia, después de mayo 1968, será motivo de confrontación y crisis en el PSV, y la principal causa de su posterior desaparición.<sup>425</sup>

---

<sup>419</sup> *Ibidem*, p. 53.

<sup>420</sup> *Ibidem*.

<sup>421</sup> *Ibidem*.

<sup>422</sup> *Ibidem*.

<sup>423</sup> *Ibidem*.

<sup>424</sup> PSPV-PSOE: Historia: <http://www.pspvpsoe.net/historia/?lang=es> Consulté le 11/12/2016.

<sup>425</sup> *Ibidem*.

Ici on parle ouvertement de "confrontation" et de "crise", et d'une disparition qui aurait été à l'avantage du PSOE, à partir de 1975, où l'on parle de "masivas incorporaciones al PSOE"<sup>426</sup>, quelque chose qui semble contraire à la version de Jesús Sanz qui affirme que le PSOE était pratiquement inactif à Valence, avant 1976. De toute façon cet échec du PSV a favorisé un fractionnement des partis fustériens, à la recherche de la combinaison nationaliste-socialiste, la plus appropriée. Ainsi nous comprenons la formation de ces postérieurs partis plus ou moins éphémères.

La majorité de ces nouveaux partis se réclamaient plus à gauche que le parti communiste, comme *Bandera Negra* (BN) ou *Germanía Socialista* (GS), ce dernier avait une forte vocation nationaliste. Mais nous constatons que son incidence sociale semble avoir été quasiment nulle, puisque Sanz et Nadal, reprenant une phrase de Damià Mollà avouent qu'il se composait : "D'un professeur universitaire, d'un étudiant et d'un ouvrier. Et que dans ce cas le professeur était Josep-Vicent Marqués González, l'étudiant en droit Vicent Franch Ferrer et Francesc Signes l'ouvrier de Macosa"<sup>427</sup>. Malgré une poignée de militants réunis sous ces sigles, on reconnaissait que "le groupe n'augmentait pas"<sup>428</sup>. Les auteurs Mollà et Mira rapportent certaines réflexions faites par ce parti, qui se serait posé la question de savoir si le "Pays Valencien" pouvait être une nation en lui-même. Or leur conclusion, bien que fondée sur des paramètres soi-disant marxistes aurait été pratiquement une copie des raisonnements fustériens : "No cabe duda que la clase trabajadora será la clase que resuelva los problemas de opresión del País Valenciano. La burguesía no ha constituido una nación. La clase trabajadora constituirá un pueblo libre y solidario"<sup>429</sup>. C'est-à-dire qu'on était toujours d'accord pour accuser la bourgeoisie valencienne de l'échec national, pour avoir renoncé à son rôle nationalisateur, et dans ce cas il revenait à la classe travailleuse de le faire. Ceci implique une révolution pour que la classe des travailleurs ait accès aux moyens de production. Visiblement l'expérience de la Seconde République n'avait pas été assez convainquante. C'est aussi sur une ligne marxiste, moins orthodoxe, que s'est aligné un autre parti valencien, sans doute le plus fustérien de tous. Né à la

---

<sup>426</sup> *Ibidem*.

<sup>427</sup> Benito Sanz Díaz: *L'oposició universitari al franquisme...*, op. cit., p. 102.

<sup>428</sup> *Ibidem*, p. 103.

<sup>429</sup> Damià Mollà et Eduard Mira: *De impura natione...*, op. cit., p. 177, citent *Clase Obrera*, p. 85

même époque il est toujours actif aujourd'hui, mais ne se présente jamais aux élections, le PSAN.

Le *Partit Socialista d'Alliberament Nacional* (PSAN), fut fondé en 1969 en Catalogne suite d'une scission du *Front Nacional de Catalunya*. Il se définissait comme "un parti ouvrier communiste, national catalan". Il revendiquait, et revendique toujours, "l'État socialiste des Pays Catalans, comme un pas vers la société communiste"<sup>430</sup>. Il s'implanta à Valence en 1974, et ses dirigeants étaient à l'époque : Josep Lluís Blasco i Estellés et Josep Guia i Marín (celui-ci toujours en activité). Contrairement à *Germania Socialista*, qui s'était posé la question de savoir si les Valenciens pouvaient constituer une nation indépendante, le PSAN, se rangeait dans la version la plus fustérienne, en revendiquant délibérément la nationalité catalane des Valenciens sans spéculer sur l'existence d'une possible nationalité valencienne. Le "Pays Valencien" formait un de ces "Pays Catalans", qu'il définissait comme "une nation actuellement opprimée"<sup>431</sup>; ce qui justifiait que la classe ouvrière ait la mission objective de libérer cette nation, pour proclamer l'indépendance des "Pays Catalans". On retombait donc sur les topiques fustériens, par le fait d'assurer que la bourgeoisie valencienne s'était espagnolisée, et qu'il fallait défendre le catalan comme la seule langue nationale, en tenant compte que tous les partisans de la coofficialité des langues étaient espagnolistes par définition. D'où la nécessité pour le prolétariat de se libérer de la langue non nationale. Dans une entrevue faite par Amadeu Fabregat en 1977, à Josep Guia, celui-ci aurait affirmé qu'il n'y a pas de nation bilingue, seulement des États multinationaux<sup>432</sup>. C'est-à-dire que le bilinguisme serait forcément une imposition. Nous avons déjà signalé que la véritable aspiration des pancatalanistes est d'éliminer le bilinguisme, mais avec de pareils raisonnements il devient évident que le problème national était beaucoup plus important pour ce parti que le problème social. Pensons que les Andalous qui avaient immigré en Catalogne ne se posaient pas ces grands problèmes existentialistes du bilinguisme, pas plus ceux qui étaient allés en France, en Allemagne ou en Angleterre. En réalité les membres fondateurs de ce parti, n'avaient absolument rien à voir avec cette classe au nom de laquelle ils prétendaient

---

<sup>430</sup> Benito Sanz Díaz: *L'oposició universitari al franquisme...*, op. cit., p. 103.

<sup>431</sup> *Ibidem*.

<sup>432</sup> *Ibidem*.

parler. Sanz et Nadal nous disent que : "Parmi les collaborateurs économiques, il y avait les écrivains Joan Fuster et Vicent Ventura, Manuel Molins, Enric Tàrrrega de la direction du *Micalet*, l'éditeur Eliseu Climent, les professeurs Josep Pitarch, Josep Aulló i Vicent et aussi Max Cahner"<sup>433</sup>. En fait ce parti était né comme les autres, dans les mêmes circonstances, dans le même cadre, et avec les mêmes agents : des étudiants inspirés par Fuster. Le leader Josep Guia confirme que ce fut lors des journées programmées à l'*Universitat Catalana d'Estiu*, en 1973, que Maria Conca participante, aurait amorcé des conversations et des contacts pour aboutir à l'implantation du parti à Valence. Ceci aurait eu lieu dans un pavillon du Vedat de Torrente, (une localité non loin de Valence : moins de 10 kilomètres au sud-est de la capitale), à l'occasion des *Fallas* de 1974, c'est-à-dire aux alentours du 19 mars. Outre les deux leaders déjà cités, auraient adhéré : Adela Cosat, Ximo Mora Alcorisa, Mentxu Colomer, Hortènsia Moriones et Vicent Soler. Ils se seraient mis d'accord pour émettre un document de sept points, dont l'ordre des priorités était théoriquement de sauver cette classe ouvrière opprimée, or Josep Guia résumait ainsi les revendications de ce nouveau parti : réclamer un statut d'autonomie pour le "Pays Valencien", en tant que "zone nationalement différente, comme une voie d'accès à l'exercice du droit à l'autodétermination"<sup>434</sup>. Autant dire que les libertés collectives primaient sur les libertés individuelles, car il n'était pas suffisant de revendiquer un statut d'autonomie, il était primordial de le relier au territoire catalan, de telle sorte que le retour à la démocratie devait être une étape pour construire les "Pays Catalans". Ceux-ci d'ailleurs étaient définis comme un ensemble culturel, linguistique et historique. Ainsi avec la feuille de route du parti le plus fustérien de tous, nous pouvons constater que l'argument social a toujours été pour Fuster un moyen pour atteindre son principal objectif qui n'est autre que la catalanisation des Valenciens. Tous les partis antérieurement créés ont été des tentatives toujours renouvelées pour essayer de trouver une formule qui permettent d'avoir accès à la société valencienne d'une manière majoritaire, chose qui ne s'est jamais produite. Au début des années soixante-dix et au fur et à mesure que le dictateur vieillissait on essaierait de regrouper tous

---

<sup>433</sup> *Ibidem*.

<sup>434</sup> Pelai Pagés i Blanch (dir.) : *La transició democràtica al Paísos Catalans, història i memòria*. [texto impreso] : història i memòria / Pelai Pagès i Blanch (dir.), [et al.]. Editorial [Valencia] *Universitat de València*, 2005, (Sueca : Luis Palàcios, 423 pages), p. 258.

ces projets disséminés portant le nom de socialisme valencien, en une coalition. Mais nous parlerons de celle-ci un peu plus loin, car nous souhaitons d'abord aborder l'activité éditoriale déployée à cette époque. Elle avait pour but de compléter le militantisme exercé depuis ces partis, et on tâchait à travers les livres de sensibiliser l'opinion publique.

#### 11.2.4 - Les librairies comme connexion au monde éditorial catalaniste

L'auteur Vicente Ramos dans son livre : *Pancatalanismo entre valencianos*, signale aussi l'année 1960, comme la date où entre en action la stratégie pancatalaniste. Il cite le professeur catalan Víctor Alba qui affirme que : "A partir de 1960, los catalanes "estrictos" empezaron la empresa de "catalanización de Valencia y Mallorca"<sup>435</sup>. Et il parle d'une véritable offensive médiatique qui se fit sentir y compris à Alicante où en 1962, on pouvait lire cette phrase dans le journal local *La Marina* (25 août 1962), reproduisant un texte publié par "Edicions d'aportació catalana", il faisait même figurer l'adresse (Consell de Cent, 281 Barcelona). Dans le texte était évoqué le cadre des "Pays catalans" et l'auteur posait cette question : "¿Cómo puede ser visible la aportación de los Países Catalanes - labor de un caracterizado pueblo europeo - en pro de la nueva federación que ya va dibujándose?"<sup>436</sup>. Une phrase qui nous renvoie directement aux explications données dans l'introduction de ce chapitre, où nous avons mis en évidence la signature du traité de Rome, avec la formation de la Communauté Économique Européenne. Ramos nous précise que l'article faisait allusion à la "federalista 'Europa Nueva'"<sup>437</sup>. Effectivement elle faisait naître des espoirs pour les catalanistes qui parlaient ouvertement de "Pays catalans", et qui comme expliquait Fuster se qualifiaient eux mêmes d'Européens. C'était activer cette opposition de base que nous avons déjà expliquée : la description d'une Catalogne moderne face à une Espagne arriérée.

---

<sup>435</sup> Vicente Ramos: *Pancatalanismo entre valencianos...*, op. cit., p. 57.

<sup>436</sup> *Ibidem*, p. 56.

<sup>437</sup> *Ibidem*.

L'offensive médiatique consistait à mettre à la disposition du public valencien toute la production éditoriale pancatalaniste publiée à Barcelone. V. Ramos dénonce que certaines librairies furent ouvertes à Valence pour semer expressément les graines du pancatalanisme. Il les qualifie d'"éminemment pancatalanistes", comme le cas de la librairie *Concret*, ouverte par Valeriano Miralles, activiste déjà cité et qui reprenait le nom du deuxième petit journal universitaire paru en 1963. En fait Valeriano ou Valerià (orthographe valencienne) Miralles avait été membre des différents partis pancatalanistes dont nous venons de parler depuis le premier créé en 1960, *Moviment Social-Cristià de Catalunya* jusqu'au *Partit Socialista Valencià*. L'auteur Sanz Díaz, cette fois dans un autre livre, écrit en collaboration avec Felip i Sardà, mentionne également cette librairie<sup>438</sup>.

Arrivaient aussi à Valence des bulletins et des revues catalanes comme *Gorg*, en 1969, sous la responsabilité de Juan J. Senent Anaya ; tout ce matériel représentait selon V. Ramos un : "ostensible escaparate de bibliografía e ideas pancatalanas"<sup>439</sup>. On distribuait également les fascicules imprimés à Barcelone (à partir de 1968) de *Dolça Catalunya. Els Països Catalans*. Tout ce matériel était d'ailleurs accessible par correspondance, il suffisait de le commander. Tout ce corps bibliographique était là pour prouver, que cette unité culturelle était une réalité et non pas seulement un discours. En juin 1975 on distribuait aussi à Valence la revue *Oriflama*<sup>440</sup>, un nom suffisamment subjectif pour savoir quel aspect avaient ces oriflammes. C'était des petits drapeaux catalans, avec les quatre franges jaunes sur un fond rouge.

Parmi ces nouvelles plate-formes de diffusion de la culture catalane, nous devons mettre en valeur la librairie *Edicions Tres i Quatre*. Celle-ci fut prise en main par Eliseu Climent i Corberà (1940) en 1967 qui prenait la suite de l'ancienne maison, *Brot*. Celle-ci depuis un an réalisait ses ventes par correspondance, et avait changé son nom par celui de *Central del Llibre Valencià*<sup>441</sup>. Rappelons que Climent avait fait partie du premier voyage "patriotique" en Catalogne, il s'était distingué par ses qualités

---

<sup>438</sup> Benito Sanz Díaz et Josep Maria Felip i Sardà: *La construcció política de la Comunitat Valenciana...*, op. cit., p. 77.

<sup>439</sup> Vicente Ramos: *Pancatalanismo entre valencianos...*, op. cit., p. 65.

<sup>440</sup> Pelai Pagés i Blanch, dir.: *La transició democràtica al Paísos Catalans, història i memòria...* op. cit., p. 260.

<sup>441</sup> Vicente Ramos: *Pancatalanismo entre valencianos...*, op. cit., p. 66.

organisatrices et avait même écrit un article ("Els catòlics i les esquerres"), dans le n° 4 du petit journal universitaire *Dialeg*, en 1962. Cet article plaidait pour le rôle des catholiques dans l'opposition au régime, c'était l'époque où il militait dans le *Moviment Social Cristià de Catalunya*. Mais celle-ci n'allait pas être une librairie de plus, Climent était un des plus fervents fustériens, et on lui avait attribué une tâche bien précise. Suivant la philosophie de l'entité catalaniste *Òmnium Cultural*, cette maison d'édition serait à la fois librairie, mais surtout organe principal de coordination avec les autres plate-formes catalanistes, c'est pourquoi elle lança dès qu'elle put, des initiatives importantes comme celle du concours littéraire, *Premios de Octubre*, en 1972, pour récompenser, mais surtout encourager la création littéraire en valencien. Le prix se divisait en cinq catégories. À nouveau la culture se transformait en un moyen de faire de la politique puisque Xavier Romeu Jover, depuis Barcelone reconnaissait le caractère hautement politique de ces prix, et depuis le journal catalan *Canigó* on rapporta qu'à la sortie de la remise du prix en 1976, au début de la transition, on aurait lancé des cris de : "Ni Francia ni España: Países Catalanes"<sup>442</sup>. Ramos rapporte aussi que lors de l'édition de 1977, Alex Broch, un autre Catalan revendiquait aussi le caractère catalaniste de ces prix :

Los Premios Octubre han tenido una significación de afirmación política y nacional del País Valenciano (...) Con estos planteamientos, los Premios de Octubre han sido concebidos como un proyecto unitario dentro de la cultura catalana que reúne en Valencia gente de todos los Países Catalanes y de otras nacionalidades.<sup>443</sup>

Depuis un autre journal, cette fois valencien, Amadeu Fabregat rapportait : "Y así acabó la cosa: Los gritos de País Valencià y de Estatuto de Autonomía fueron sustituidos en los Octubre [prix] 1977, por los Países Catalanes e Independientes"<sup>444</sup>. Nous ne devons pas nous étonner alors qu'on ait cherché à implanter d'autres prix dans les autres provinces valenciennes. À Castellón, les prix "Pompeu Fabra", et "Carles Salvador" ; à Alicante le prix "Ciutat de Alcoi" pour le théâtre. On en inaugura même un autre à Valence "La Safor". Là encore le modèle se trouvait en Catalogne, mais la capacité financière n'était pas la même. V. Ramos se charge d'identifier exactement quel genre d'entité est *Òmnium Cultural*. Elle fut créée en 1961, en régime

---

<sup>442</sup> *Ibidem*, p. 156: Ramos cite : *Canigó*, Barcelona, 30/10/1976, p. 18-19.

<sup>443</sup> *Ibidem*, p. 157: Ramos cite : *Serra d'Or*, Barcelona, novembre 1977, p. 19-21.

<sup>444</sup> *Ibidem*, Ramos cite : Amadeu Fabregat : *Reporter*, Barcelona, 3-9/11/1977, p. 61-62.

de société civile par Felix Millet i Maristany, fils de la bourgeoisie catalane, banquier et ex-franquiste qui avait combattu contre la République. Sa mission étant d'aider la culture catalane dans toutes ses facettes, nous retrouvons ici le leitmotiv du catalanisme, déjà pratiqué par la *Lliga Regionalista Catalana*. Pourtant nous savons que ce parti avait soutenu la rébellion militaire pour obéir à la défense logique de ses intérêts financiers, cela ne l'empêcherait pas ensuite de préparer le retour à une future démocratie. En 1967 *Òmnium Cultural* devint une association faite à la mesure des besoins culturels et politiques, collaborant entre autres au Congrès de la Culture Catalane. Dans son assemblée consultative figuraient des membres significatifs comme M. Badia Margarit, Max Cahner, Emilio Giralt Raventós (ex professeur titulaire de l'université de Valence), Ernest Lluch (professeur de l'université de Valence), Miquel Tarradell (ex professeur titulaire de l'université de Valence), Alfons Cucó et Joan Fuster<sup>445</sup>. Et Ramos va même jusqu'à donner une liste des subventions perçues par cette association en 1976. De la part de la Mairie de Barcelone : 20 millions de pesetas ; d'autres mairies : 17 millions de ptas. ; du Conseil général de Barcelone : 4 millions de ptas. ; de la *Caja de Ahorros de Pensiones para la Vejez y de Ahorros* : 3 millions de ptas. ; de la *Caja de Ahorros y Monte de Piedad de Barcelona* : 415.000 ptas. ; de la *Caja de Ahorros Provincial de la Diputacion de Barcelona* : 850.000 ptas. ; de la *Caja de Ahorros de la Sagrada Familia* : 50.000 ptas. ; trois entités bancaires et deux autres commerciales apportaient : 926.000 ptas. Et toutes ces aides étaient bien entendu destinées à soutenir la culture catalane, non pas par pur amour de la culture mais bel et bien comme un instrument politique, puisque le cadre revendiqué était celui des "Pays Catalans". Il nous semble probable que cette entité ait pu subventionner le pancatalanisme à Valence. Climent en a d'ailleurs été accusé. En tout cas la stratégie développée par *Òmnium Cultural* répond point par point aux directives données lors du Premier Congrès international de la langue catalane, où entre autres, Joaquim de Riba de Sanz<sup>446</sup>, recommandait ardemment d'élargir le marché littéraire, de donner des facilités aux auteurs catalans pour publier leurs oeuvres, et surtout d'encourager la publication d'ouvrages et revues en catalan. Il préconisait dès lors la formation d'une maison d'édition et aussi de toute une batterie de concours en vue de concéder des

---

<sup>445</sup> *Ibidem*, p. 161.

<sup>446</sup> *Primer Congrès Internacional de la Llengua Catalana...*, op. cit., p. 603.

prix périodiquement, et de récompenser la production de textes en catalan dans n'importe quel domaine d'écriture, la finalité principale étant qu'ils soient rédigés en catalan. Ce qui revient à dire que la littérature catalane devenait un instrument politique pour construire la nationalité catalane avec "tous les enfants de toutes les terres catalanes"<sup>447</sup>. De son côté Carles Francisco y Maymó, n'avait pas eu d'inconvénient à souligner les prétentions politiques que tout ce plan enfermait en parlant d'une "constitution nationale"<sup>448</sup> pour encourager cette fraternité, et surtout le "sentiment d'unité linguistique et littéraire"<sup>449</sup>. Rappelons que Joaquim Cases-Carbó, avait recommandé : "Mais l'heure est arrivée qu'il [le peuple valencien] voit sa propre langue comme différente de la castillane, et qu'il l'aime davantage que l'autre. À Valence donc comme dans les autres régions, la culture de la langue prendra alors son essor"<sup>450</sup>. On avait blâmé, et aussi reconnu le manque de relations entre Catalans et Valenciens : "Nous n'avons pas assez de relations entre nous, et nous ne nous connaissons guère, et nous ne nous apprécions pas assez"<sup>451</sup>.

*Òmnium Cultural* s'était convertie en cette entité chargée de promouvoir la culture catalane, avec des prix (Premi d'Honor de les Lletres Catalane 1969, lletra d'Or, Premi d'Honor) qui ont été décernés à des Valenciens, le cas de Manuel Sanchis Guarnier en 1974 (prix d'honneur, doté de 500.000 ptas.), le cas de Fuster (même prix l'année suivante<sup>452</sup>). Travaillant comme une toile d'araignée, son but était de s'étendre sur toute l'aire des "Pays Catalans". Les mauvais résultats électoraux de 1977, ont fortement encouragé Climent à persévérer dans ce type d'initiative pour maintenir et renforcer l'idée d'une collectivité catalane supérieure. En 1978 il fondait l'entité *Acció Cultural Del País Valencià* (ACPV), dont le président était Joan Fuster, tandis que lui-même était le secrétaire général. Sa finalité reconnue était la défense et promotion du patrimoine culturel, artistique et naturel de la région de Valence, or le cadre catalan est toujours omniprésent. Par exemple en 1984, Climent lancerait la revue d'orientation catalaniste et indépendante *El Temps*. Et toujours avec cette

---

<sup>447</sup> *Ibidem*.

<sup>448</sup> *Ibidem*, p. 602.

<sup>449</sup> *Ibidem*.

<sup>450</sup> *Ibidem*, p. 600.

<sup>451</sup> *Ibidem*.

<sup>452</sup> Vicente Ramos: *Pancatalanismo entre valencianos...*, op. cit., p. 154.

même priortié, en 1990, il organisait la campagne *Any del Tirant* (Année du Tirant), en l'honneur du cinq-centième anniversaire du livre de Joanot Martorell. En 1995 il récupérerait la revue *fallera : Pensat i fet* (Pensé et fait), éditée entre 1912 et 1972, et en 2006 il fonderait le *Centre de cultura Contemporànea Octubre*. Là il sera officiellement accusé d'avoir perçu de l'argent de la *Generalitat* Catalane, divers journaux en témoignent comme *Levante*, qui n'a jamais été considéré un journal antinationaliste : "Eliseu Climent recibe en cinco años diez millones de Cataluña en subvenciones"<sup>453</sup> ; *ABC* : "El tripartito subvenciona a dedo el pancatalanismo de Eliseu Climent" ; *Cataluña 4.com*: "Climent ha recibido más de 17 millones de euros desde 1999"<sup>454</sup> ; *Las Provincias* : "Eliseu Climent el conseguidor" (écrit par Héctor Esteban)<sup>455</sup> ; *ABC* : "Maragell otorga 1,2 millones de euros al ideólogo del pancatalanismo valenciano (écrit par: M<sup>a</sup> Jesús Cañizares)<sup>456</sup>.

La revue *Avui Servei D'Informació Catalana* fut d'abord clandestine. J. Guia explique que ses éditeurs étaient Miquel Sellares, et Joan Crexell. Elle commença à être diffusée à Valence à partir de 1974, sous forme de *Fulls especials S. I C*<sup>457</sup>, revendiquant bien-entendu un statut d'autonomie. Mais en janvier 1976, elle s'éditait enfin à Valence, et le premier numéro de *Avui Servei d'Informació Catalana*, montrait une vignette que J. Guia avait commentée disant que les "catalanistes modérés, proches de Pujol, dont dépendait, l'édition de *Avui SIC* avaient considéré que la disparition du roi Juan Carlos était nécessaire pour parvenir à la rupture démocratique. Et ils avaient raison"<sup>458</sup>. Et la vignette montrait le roi avec une corde autour du cou, et

---

<sup>453</sup> "Eliseu Climent recibe en cinco años 10 millones de Cataluña en subvenciones". *Levante*, 14/04/2008 <http://www.levante-emv.com/comunitat-valenciana/2008/04/14/comunitat-valenciana-eliseu-climent-recibe-cinco-millones-subvenciones/432704.html>, consulté le 12/08/16.

<sup>454</sup> Daniel Tercero : "El negocio redondo del amigo valenciano de Pujol editor de 'El Temps'". *Cataluña4.com*, 11/05/2012, sur <http://www.periodistadigital.com/cataluna/barcelona/2012/05/11/negocio-redondo-amigo-valenciano-pujol-restinge-distribucion-el-temps.shtml>. Consulté le 12/08/16.

<sup>455</sup> Héctor Esteban: "Eliseu Climent el conseguidor", *Las Provincias*, 21/11/2010 sur <http://www.lasprovincias.es/v/20101121/politica/eliseu-climent-conseguidor-20101121.html>. Consulté le 12/08/16.

<sup>456</sup> M<sup>a</sup> Jesús Cañizares : "Maragall otorga 1,2 millones de euros al ideólogo del pancatalanismo valenciano". *ABC*, 10/04/2006, sur [http://www.abc.es/hemeroteca/historico-10-04-2006/abc/Nacional/maragall-otorga-12-millones-de-euros-al-ideologo-del-pancatalanismo-valenciano\\_1421100438024.html](http://www.abc.es/hemeroteca/historico-10-04-2006/abc/Nacional/maragall-otorga-12-millones-de-euros-al-ideologo-del-pancatalanismo-valenciano_1421100438024.html). Consulté le 12/08/16.

<sup>457</sup> Pelai Pagés i Blanch, dir.: *La transició democràtica al Paísos Catalans, història i memòria....*, op. cit., p. 258.

<sup>458</sup> *Ibidem*, p. 264-265.

la légende en dessous disait : "Qui tirera sur la corde liberté-amnistie-démocratie-autonomie?" (*qui esterirà de la corda de la llibertat-amnitia-democràcia-autonomia?*)<sup>459</sup>. C'est nous qui avons souligné pour montrer que le financement catalan a été une réalité dans la diffusion de l'activité pancatalaniste à Valence. Établir les proportions exactes est quelque chose de plus compliqué.

### 11.2.5 - L'université : le grand bastion du pancatalanisme

Nous avons déjà parlé de l'influence de Fuster à l'université, et de la présence de professeurs catalans déjà cités, mais nous voulons ajouter les informations apportées par Vicent Ramos<sup>460</sup> qui a voulu dénoncer certaines initiatives pratiquées dans les classes pour s'assurer que les étudiants assimilaient que le valencien, n'était qu'une modalité dérivée du catalan. Au lieu de dire langue valencienne, on disait "langue propre". Il explique que cela devenait un euphémisme pour laisser comprendre qu'avec cette expression on voulait signifier langue catalane, une dénomination qui n'était pas permise alors à l'université. Ramos rapporte que lorsque l'administration approuva le département de linguistique valencienne à l'université, le nom désigné avait été celui de "Lengua y Cultura Valenciana", ce qui valut aussitôt la protestation de Sanchis Guarner : "A lo que me negué rotundamente. Siempre he mantenido que no existe una lengua y literatura valencianas distintas a la catalana."<sup>461</sup>

Dans la région voisine catalane ont coopérait à ce genre de mentalité, car l'université devenait un espace d'intense politisation. En tout cas, l'inauguration en 1969 de l'*Universitat Catalana d'Estiu* en était un exemple type. Les premières journées étaient tenues d'abord en France, à Prada, où elles étaient convoquées par le *Grup Rossellonés d'Estudis Catalans* et par le *Grup Cultural de Joventut Catalana*. Elle réunit d'abord des jeunes Catalans (nord et sud) pendant dix jours. L'année suivante pour mettre en pratique ce qu'on y revendiquait, on composa une assemblée formée

---

<sup>459</sup> *Ibidem*.

<sup>460</sup> *Ibidem*, voir p. 144-154.

<sup>461</sup> *Ibidem*, p. 146. Ramos cite : *Mundo Diario*, Barcelona, 13/02/1975.

de représentants des autres territoires que l'on considérait catalans. Rappelons que c'est au cours de l'année 1973, que cette université servit de rencontre pour établir des contacts entre des militants du *Front de Catalunya* et une assistante valencienne, María Conca, se chargea des préparatifs pour mettre en place le parti fustérien *Partit Socialista d'Alliberament Nacional dels Països Catalans*. En 1976, l'*Universitat Catalana d'Estiu* put se tenir en Catalogne et cette fois l'endroit choisi fut Vich (du 3 au 13 août). Parmi les assistants se tenaient des activistes valenciens habituels comme Alfons Cucó, Eliseu Climent, aux côtés de Catalans comme Emilio Giralt ou Ernest Lluch. On ne peut pas nier la finalité politique de cette *Universitat Catalana d'Estiu* lorsqu'on écoute les explications de Luis Solà : "Aceptar la unidad cultural y lingüística de los Países Catalanes y no postular la necesidad de unas estructuras políticas propias es, además de una flagrante falta de lógica una contribución más a la opresión nacional"<sup>462</sup>. Donc l'université travaillait ouvertement pour la formation d'un état catalan, fédéral ou non, mais indépendant. Et la première *Escola d'Estiu* tenue à Valence du 30 juin au 5 juillet 1976, et appuyée par une multitude d'associations (*Associació de la Correspondència i la Imprenta a l'Escola, Associació d'Antics Alumnes de la Normal, Agrupació d'Ensenyants de Formació Professional, Col·legi de Doctors i Llicenciats, Institut de Renovació Pedagògica, et Secretariat de l'Ensenyament de l'Idioma*) reconnaissait ce cadre général catalan :

A/ Realizar un análisis crítico de la historia reciente y la situación actual del sistema educativo en el País Valenciano y procurar un máximo de participación. B/ Sacar de esta participación las líneas generales de definición planificación, financiamiento y administración de un sistema educativo de ámbito territorial valenciano y su relación con los restantes Países Catalanes.<sup>463</sup>

Ramos assure qu'à l'université de Valence, le zèle pancatalaniste de certains professeurs fut tel qu'on arriva à faire remplir aux étudiants des questionnaires destinés à connaître l'opinion de ceux-ci au sujet de leur propre langue. C'était une espèce d'enquête dont le titre était : "Conocimiento y aptitudes respecto de nuestra lengua", et les questions posées étaient du type : "¿Cree que hay diferentes nacionalidades en el Estado español? ¿A qué comunidad nacional cree que pertenecemos los valencianos: española, valenciana, catalana: España, Cataluña, País

---

<sup>462</sup> *Ibidem*, p. 148.

<sup>463</sup> *Ibidem*, p. 152.

Valenciano?"<sup>464</sup>. Et Ramos assure qu'on demandait aux étudiants de préciser la profession et le lieu de naissance des parents ; et que ces questionnaires commencèrent en mai 1975.

Justement en avril 1975 Sanchis Guarner, fort satisfait de la cinquième réédition de son livre *La llengua dels valencians*, avait tenu à écrire dans le journal *Las Provincias*, une série de quatre articles sur la langue des Valenciens mozarabes, qui bien sûr ne parlaient pas le valencien, selon ses propres explications rapportées dans son livre, car pour lui le valencien est la langue apportée par les colons catalans. Mais ses affirmations furent contestées par le directeur même du journal, José Ombuena qui, suivant la ligne de Fullana rétorqua que la langue valencienne avait sa propre origine, et par conséquent n'était pas la même langue que le catalan. Il se produisit alors un fait très important qui prouve que le monde académique avait assimilé le message que depuis l'université les fustériens n'avaient pas cessé de répéter durant toutes ces années. Sanchis Guarner rapporte cet incident dans une édition postérieure de son livre, et il ajoute fièrement qu'un manifeste avait été signé par les professeurs de plusieurs universités, puis publié pour appuyer sa version. Ce manifeste fut à nouveau publié dans le journal *Valencia Semanal*<sup>465</sup> en pleine "Bataille de Valence", et il précisait que "La campagne qui tend à séparer idiomatiquement le Pays Valencien, du Principat catalan et des îles Baléares continue encore, et elle est soutenue par ce même journal"<sup>466</sup>. Il faut signaler aussi le manifeste de 1975 souscrit par les professeurs de l'université. Le "Manifiesto a la opinión pública" écrit par la "Junta de gobierno del Colegio de Doctores y Licenciados en Filosofía y Ciencias" qui revendiquent l'unité culturelle catalane, est un exemple type du genre de discours ambigu qui nourrirait largement la "Bataille de Valence". Ces professeurs affirmaient : "Que esta unidad lingüística y cultural no supone ningún 'imperialismo catalan' ni ninguna voluntad de dejar de ser valencianos, como sistemáticamente se nos ataca. Por el contrario, consideramos que esta unidad es la condición, indispensable para

---

<sup>464</sup> *Ibidem*, p. 145.

<sup>465</sup> Reproducción del "Manifiesto". *Valencia Semanal*: Nº 31. Julio, 09/07 a 16/07, p. 40-42.

<sup>466</sup> Manuel Sanchis Guarner: *La llengua dels valencians...*, op. cit..., dans le prologue page non numérotée, la quatrième.

nuestra afirmación como pueblo"<sup>467</sup>. Ils parlaient de "Pays Catalans", et affirmaient parler le catalan, ils n'employaient pas l'expression "langue valencienne". Un pareil comportement depuis les plus hautes sphères intellectuelles signifiait que l'objectif de Fuster et de Sanchis Guarner était en partie atteint, et ce positionnement signifiait être au diapason avec l'Institut d'Études Catalanes et tout le réseau catalaniste, ce qui n'est pas peu dire. Rappelons d'ailleurs que les principales maisons d'édition étaient catalanes et appuyaient les thèses catalanistes de la langue. Et personne bien sûr ne se donna la peine d'aller vérifier si le document des *Bases de Castellón*, était aussi formel au sujet de la catalanité du valencien. Les activistes pancatalanistes durent se sentir très confortés et croire que leur but était proche, et que le moment était propice pour passer à une phase carrément politique, en marchant résolument vers la recherche d'une formule juridique pour ouvrir la voie à une future fédération avec la Catalogne, soit l'ébauche des "Pays Catalans". Sous cet aspect le futur statut d'autonomie était la clé.

#### 11.2.6 - Des propositions d'avant-projets statutaires pancatalanistes

Nous avons vu qu'avant même l'année 1975, les partis politiques prenaient position en prévision de l'éventuelle fin du régime ; ils se préparaient pour cette échéance, en forgeant des coalitions. Nous savons qu'à Valence, dès 1973 s'était constituée la *Taula democràtica del País Valencià*, avec Manuel Broseta Pont à sa tête. Seuls quelques partis s'en étaient écartés volontairement. J. M. Santacreu Soler et M. García Andreu<sup>468</sup> citent le *Partido Demócrata Liberal del País Valenciano* (PDLPV), intégré dans *Unión de Centro Democrático* (UCD) au côté d'*Alianza Popular de la Región Valenciana* (APRV). Le parti communiste prenait la résolution d'adopter les

---

<sup>467</sup> "Manifiesto 'Nosotros ciudadanos del País Valenciano'". Triunfo Digital, n° 668, Año XXX, publié 19/07/1975 (p. 17) <http://www.triunfodigital.com/mostradorn.php?a%F1o=XXX&num=668&imagen=17&fecha=1975-07-19>

<sup>468</sup> José Miguel Santacreu Soler: *La transició democràtica al País Valencià...*, op. cit, p. 17.

sigles locales (*Partido Comunista del País Valencià* - PCPV). D. Mollà et E. Mira nous disent que cela ne se réalisa pas sans difficultés, et surtout sous la pression du tandem Alvarez - Dolç<sup>469</sup>, des fustériens que nous avons déjà cités. Pour ce qui est du parti socialiste, voilà les considérations qu'ils émettaient :

Poco pudo hacer por su extrema debilidad cuando empezó a aparecer públicamente. Asumió gran parte de las reivindicaciones del valencianismo, reivindicaciones que supuestamente deberían de haberse reforzado con la integración en sus filas del PSPV. Los avatares de la política concreta lo impidieron.<sup>470</sup>

Ces mêmes auteurs expliquent que la question nationale devenait une question tactique incontournable pour les grands partis de gauche d'où le dilemme "Ou ils le font leur [l'objectif] ou ils se disqualifient"<sup>471</sup>. Le PSOE était alors le parti le plus ancien, à côté de lui, avec une dimension quasiment étatique se trouvait le *Partido Socialista Popular* (PSP) de Tierno Galván, et les socialistes nationalistes valenciens tâchaient d'occuper le plus large espace possible. J. M. Santacreu Soler et Mariano García Andreu nous informent qu'en 1976 le parti, *Convergencia Socialista del País Valencià* venait à peine de naître, sous forme de coalition, un processus qui avait commencé en 1975. Il aboutirait cette même année 1976, à la création d'un nouveau parti, avec de nouveaux sigles, venant de quatre formations : le *Partit Socialista del País Valencià* (PSPV), composé de groupes majoritairement nationalistes, les socialistes indépendants, *Socialistes Valencians Independents* (1971), où il faut distinguer Alfons Cucó, Ernest Lluch, Vicent Soler, J. Romero et les frères Garcés ; *Reconstrucció Socialista del País Valencià* (1971) ; l'*Agrupament Socialista del País Valencià* (ASPV), où domine la figure de Enrique Tárrega ; et le *Grup d'Acció i Reflexió Socialista* (GARS), qui aurait été selon Mollà et Mira, le véritable germe du PSPV<sup>472</sup>. Nous retrouvons effectivement ici des figures importantes, comme Mariús García Bonafé qui avait fait partie de la première "excursion patriotique", et aussi Vicent Ventura et J. J. Pérez Benlloch<sup>473</sup>. Dans ce nouveau parti réapparaissaient quasiment tous les disciples de Fuster de la première heure, comme : Ricard Pérez Casado, Alfons Cucó, déjà cité et Joan Francesc Mira entre autres. L'objectif était d'essayer d'occuper tout l'espace

---

<sup>469</sup> Damià Mollà et Eduard Mira : *De impura natione...*, op. cit..., p. 88.

<sup>470</sup> *Ibidem*: citent M. Alcaraz : "Cuestión nacional", p. 95.

<sup>471</sup> *Ibidem*, p. 94.

<sup>472</sup> *Ibidem*, voir l'*addenda*, dernière page du livre.

<sup>473</sup> *Ibidem*, p. 42 et 43.

socialiste valencien et d'en faire une force nettement nationaliste à l'instar du modèle catalan, *Convergència Socialista de Catalunya*. La stratégie pancatalaniste pointait ouvertement vers une convergence entre le statut catalan et le statut valencien. Rapportons ici les paroles du Catalan Oriol Py de Cabanyes recueillies dans le journal *Avui*, qui expriment les termes dans lesquels certains décrivaient cette urgence : "Ha llegado el momento en que urgen las formulaciones precisas y esclarecedoras de los pasos de las soluciones políticas que nos llevarán a la unidad ya evidente en los campos lingüístico y cultural"<sup>474</sup>. Effectivement, à Valence les nationalistes se chargèrent rapidement de donner au futur statut d'autonomie la physionomie pancatalaniste, et ceci avant même que le dictateur ne meurt. On se dépêcha de rédiger le texte d'un avant-projet de statut d'autonomie pour le "Pays Valencien". Cette tentative fut désignée comme statut de Elche (*Estatut d'Elx*).

Josep Guia reconnaît que déjà à l'époque de la *Taula*, les nationalistes poursuivaient ce but, car la revendication du statut en soi, était une chose acquise, ce qui manquait c'était définir son contenu. Une réunion clandestine eut lieu, qui attira les membres les plus actifs décidés à rédiger un avant-projet, mais surpris par les autorités, la situation déboucha sur des arrestations (*los 10 de Alacuas*), des emprisonnements (24/06/1975) et finalement des peines de prison. De nombreuses mobilisations se produisirent pour demander la libération des détenus, dont un manifeste publié dans le journal *Las Provincias* le 12/07/1975. J. Guia confesse que parmi les papiers réquisitionnés où s'ébauchait ce premier statut, le point numéro cinq parlait clairement de prévoir une phase juridique qui reconnaisse le droit à l'autodétermination<sup>475</sup>. Ce qui prouve que les nationalistes étaient bel et bien décidés à promouvoir les moyens soi-disant légaux pour avancer vers la construction des futurs "Pays Catalans". Et en fait, ce sont ces revendications identitaires qui avaient fini par désagréger la première coalition valencienne contre le franquisme. J. M. Santacreu Soler et M. García Andreu<sup>476</sup> signalent que les partis de centre-libéraux furent les premiers à abandonner la *Taula*, mais que les incompatibilités entre les partis de sigles

---

<sup>474</sup> Vicente Ramos: *Pancatalanismo entre valencianos...*, op. cit., p. 161. Cite: *Avui*, 25/06/1976.

<sup>475</sup> Pelai Pagés i Blanch, dir. : *La transició democràtica al Paísos Catalans, història i memòria...*, op. cit., p. 263.

<sup>476</sup> José Miguel Santacreu Soler : *La transició democràtica al País Valencià...*, op. cit., p. 21.

espagnols et les partis de sigles nationalistes, ne furent pas moindres. Nous avons ici l'exemple du *Partit Liberal Demòcrata Cristià del País Valencià* (PDLPV), fondé par des fustériens, dont Francesc de Paula Burguera, cet ami personnel de Fuster, déjà cité. Celui-ci était assidu aux réunions de café, selon Pedro Ruiz Torres. Nous ne devons donc pas nous étonner si ce parti ne voulut d'aucune façon, entrer dans la coalition formée par la *Taula*, puisqu'il rejetait la présence de ces partis étatiques, le PSOE et le PCE. En fait ce parti arriva même à signer un accord à part avec le PSPV, en vue de coordonner leurs actions au moment de revendiquer le statut d'autonomie : c'était l'alliance des fustériens de droite et de gauche. Ce qui prouve que les idées identitaires étaient plus importantes que celles de classes, et que les consignes de Fuster prévalaient à toute autre considération. Sous cet aspect, ces partis valenciens reproduisaient le modèle de la *Comisión Coordinadora de Fuerzas políticas de Cataluña* (1971) qui refusait de s'intégrer dans une plate-forme au niveau étatique, seule l'*Assemblea de Catalunya* accepterait finalement d'adhérer à la *Plataforma de Oganizaciones Democráticas* (POD).

Nous disposons des explications de J. Guia qui affirme<sup>477</sup> que son parti, le PSAN (*Partit Socialista d'Alliberament Nacional*), accompagné par le PSPV (*Partit Socialista del Partit Valencià*), avait pris l'initiative de réformer cette coalition majoritaire, soit la *Taula*, en s'éloignant des formes d'organisation qu'elle avait pratiquées, autrement dit en essayant d'imprimer un caractère beaucoup plus pancatalaniste. On changea même le nom de la coalition, qui prit celui de "Consell", à l'instar de ce que faisaient les Catalans de leur côté. En août 1975 se constituait le *Consell Democràtic del País Valencià*. Et là J. Guia<sup>478</sup> insistait sur le fait qu'il n'était pas suffisant de réclamer un statut d'autonomie, il fallait que les Valenciens sachent ce qu'était un statut d'autonomie et les demandes qu'il devait défendre. Il affirme qu'un groupe d'intellectuels indépendants où figuraient Eliseu Climent, Max Cahner, Joan Fuster, Josep Benet, Rafael Ribó et Enric Solà ; soit trois Catalans (Max Cahner, Josep Benet i Morell, Rafael Ribó i Massó) et trois Valenciens (Eliseu Climent, Joan Fuster, Enric Solà) entreprirent la tâche de rédiger ce premier statut. Ensemble, et sous la direction

---

<sup>477</sup> Pelai Pagés i Blanch, dir. : *La transició democràtica al Països Catalans, història i memòria.....*, op. cit., p. 259.

<sup>478</sup> *Ibidem*, p. 266.

d'Enric Solà, qui était l'expert en droit, ils confectionnèrent un avant-projet, qu'on a désigné comme le statut de Elche (*estatut d'Elx*) dû au nom de la ville où il fut conçu. Bien que Guia, et d'autres auteurs utilisent systématiquement cette désignation "d'intellectuels indépendants" pour se référer à ce groupe de personnes qui élaborèrent le texte, il est bien évident que ce groupe pouvait être tout, sauf indépendant. Rappelons que Solà était un activiste de la première heure qui avait écrit dans le journal universitaire *Diàleg*, l'article : "Sobre la lengua" (n° 4, 1962). Et on ne peut pas omettre le fait significatif que le processus était sous la tutelle ni plus ni moins que de Joan Fuster en personne, accompagné par trois éminents catalanistes, d'où le résultat qui ne pouvait être autre, que celui que Guia nous offre en exemple :

Bien que les lignes de bases qui inspirent l'avant-projet tiennent bien en compte le concept d'unité nationale des Pays Catalans, ce texte se limitera au domaine géographique du Pays Valencien (...). Comme premier pas du chemin vers l'autodétermination, le Pays Valencien se dote du présent statut en vue de réguler sa propre vie politique dans le cadre de l'État espagnol<sup>479</sup>.

Ces premières phrases sont suffisamment révélatrices, et même si le programme apparaissait modéré par rapport aux véritables prétentions fustériennes, il est clair qu'on cherchait à mettre le cap vers la fédération avec la Catalogne et on essayait d'ouvrir une voie qui permette le droit à l'autodétermination. Bien que le *Consell Democràtic del País Valencià* était de tendance pancatalaniste il ne ratifierait pas ces demandes, entre autre à cause de la présence d'un article comme le numéro neuf, dont le titre premier spécifiait :

Les contrées parlant castillan seront l'objet d'une attention spéciale dans leur développement économique et culturel. On leur donnera les facilités maximales pour leur accès à la langue et culture catalanes. Néanmoins ces contrées jouiront du droit à décider leur union aux territoires contigus au Pays Valencien, dont elles sont proches, autant sur le plan culturel que sur le plan historique.<sup>480</sup>

Ce qui prouve que non seulement on souhaitait préparer la future fédération avec la Catalogne, mais on envisageait même la possibilité d'accepter une future scission des territoires valenciens d'expression castillane, pour éviter toute possibilité de bilingüisme. Nous tenons donc à souligner à nouveau comment le nationalisme tend à chasser le bilingüisme. On ressortait et réactualisait les vieilles prétentions pancatalanistes qui avaient déjà figuré dans les premiers documents des valencianistes

---

<sup>479</sup> *Ibidem*, p. 267.

<sup>480</sup> Vicente Ramos: *Pancatalanismo entre valencianos...*, op. cit., p. 85-86.

les plus engagés. Rappelons en 1919<sup>481</sup>, dans *El Pensament Valencianiste (Declaració Oficial i Comentaris)*, on se montrait disposé à assumer une pareille éventualité. Il ne faut donc pas s'étonner si Ramos conteste lui aussi ce qualificatif d'intellectuels indépendants, en remarquant que ce sont : "todos pancatalanistas de máximo voltaje"<sup>482</sup>.

Disons aussi que du côté catalan, certaines initiatives se révélaient tout aussi radicales. V. Ramos, nous en rapporte un exemple à travers un texte écrit par Juan Armet, en 1975, et qui proposait au *Consell de Catalunya (Consell de Forces Polítiques dels Països Catalans)*, de faire disparaître directement le nom de Pays Valencien, pour le substituer par "comarca catalana"<sup>483</sup>, en précisant : "Donde dice ahora País Valenciano e Islas se pedía que dijese Países Catalanes"<sup>484</sup>. L'avant-projet de statut de Elche n'avait pas été si loin, mais il établissait les bases pour se diriger vers le même objectif ; rappelons les prétentions de Fuster dans son livre *Qüestió de nom*. Guia reconnaît que le résultat des votes du *Consell* mit en évidence que le seul parti qui approuvait cette feuille de route était le PSAN ; raison pour laquelle on a aussi appelé ce statut, le statut du PSAN. Malgré les constants rejets au projet fustérien de fédération plus ou moins déclarée avec la Catalogne, Guia a toujours voulu présenter la chose sous forme d'un progrès constant dans le chemin du statut d'autonomie valencien. Il informe que le *Consell* en rédigea un autre, beaucoup moins exigeant en termes identitaires, dont les auteurs auraient été les *Socialistes Valencians Independents (SVI)*, où se distinguaient A. Cucó, E. Lluch, V. Soler, J. Romero et les frères Garcés. Mais cet autre projet resterait également en minorité au moment des votes (16/03/1976). Malgré tout les pancatalanistes n'en démordraient pas ; Climent avait déclaré dans le journal catalan *Avui*, que : "Vamos haciendo camino hasta que como dice el Estatuto de Elche podemos federarnos todos los Países Catalanes"<sup>485</sup>.

Guia raconte également que le 31 janvier 1976, eut lieu à Cura (Majorque) la première rencontre des revendications unitaires des "Pays Catalans", et que presque

---

<sup>481</sup> <http://www.mancomunitatdecatalunya.cat/breve-historia/>

<sup>482</sup> Vicente Ramos: *Pancatalanismo entre valencianos...*, op. cit., p. 85-86.

<sup>483</sup> *Ibidem*.

<sup>484</sup> *Ibidem*, Ramos cite : *Oriflama*, numéro 160, Barcelona, febrero 1976, p. 34.

<sup>485</sup> *Ibidem*: Ramos cite : *Avui*, Barcelona, 26/10/1976, p. 10.

toutes les organisations d'opposition démocratique de la Principauté, du Pays Valencien et des Îles Baléares s'y joignirent. Il reconnaît que la réunion était semi-clandestine, semi-tolérée. La devise fut "llibertat, amnistia i estatut d'autonomie", néanmoins il précisait que dans le troisième point du document on réclamait "le droit à l'autodétermination de tous les peuples d'Espagne"<sup>486</sup>. De pareilles consignes allaient condamner le pancatalanisme à être une option minoritaire, très critiquée, et même diabolisée par l'extrême-droite. Elle serait compliquée, voire inquiétante pour certains partis de gauche comme le PSOE, qui pourtant revendiquait l'autodétermination dans son programme de 1977, mais on commençait à comprendre que cela ne ferait que compliquer davantage la disparition du régime franquiste, ce que certains voyaient comme la "rupture".

#### **11.2.7 - Le résultat des élections et la contre-offensive pancatalaniste**

Après le référendum du 15 décembre 1976, qui approuvait par une ample majorité la dernière loi fondamentale du régime franquiste (*Ley para la reforma política*) et concrétisait non pas la rupture, mais la transformation du régime, s'ouvrait enfin la voie pour instaurer un système démocratique. Adolfo Suárez pouvait opérer avec une certaine liberté étant donné son triomphe sur l'opposition qui avait conseillé l'abstention. J. Guia<sup>487</sup> nous dit que dans le courant de ce même mois, le gouvernement avait concerté une réunion avec les membres délégués de toute l'opposition franquiste, et que les trois envoyés de la *Mesa de Fuerzas Políticas y Sindicales del País Valencià*, furent Josep Lluís Abinyana (futur président du *Consell* et membre du PSOE), Víctor Fuentes et lui-même. Leurs impressions furent très négatives, vu que le prochain gouvernement faisait des différences entre territoires quant à l'accès à une future autonomie ; nous avons vu que ce genre de stratégie lui était favorable, puisque l'intérêt des nationalistes catalans et basques à vouloir s'arroger des différences produisait en dernière instance un affaiblissement de

---

<sup>486</sup> *Ibidem*, p. 265.

<sup>487</sup> *Ibidem*, p. 272.

l'opposition. Ces représentants valenciens avaient bien sûr revendiqué le droit à avoir le même accès à l'autonomie que les régions dites historiques (Catalogne, Pays Basque, Galice), mais ils n'auraient pas gain de cause. Pour cela seraient prévues les deux voies : l'article 151 et le 143, pour marquer davantage les différences entre régions. Mais la première grande date importante après le référendum serait celle des élections pour l'assemblée constituante, et le jour choisi fut le 15 juin 1977. Les socialistes nationalistes ne minimisaient pas les enjeux de ce prochain rendez-vous, mais des différences se creusaient à l'intérieur du PSPV, dans la stratégie à suivre. Une partie des membres se présenta sous les sigles *Unidad Socialista* (formée par la *Federación de Partidos Socialistas*: FPS) dont le leader était Tierno Galván, rattaché au parti *Partido Socialista Popular* (PSP), tandis que le groupe d'Alfons Cucó rejoignait une coalition formée par les communistes (*Movimiento Comunista del País Valencià*) et les carlistes (*Partido Carlista del País Valencià*), et conservait les sigles PSPV.

Les résultats électoraux allaient être extrêmement clairs, quant aux projets pancatalanistes puisque ces partis n'obtinrent aucune représentation parlementaire à Valence. Le PSP-US, où était intégrée le groupe de Joan Garcés (PSPV) récolta, au niveau de la région : 86.705 votes , soit 4,64% des suffrages, celui d'Alfons Cucó, seulement 31.138 votes, soit 1,67% des suffrages<sup>488</sup>. Le parti fustérien de droite UDPV (*Unió Democràtica del País Valencià*) en obtint 2,6% (48.463). Le grand triomphateur fut le PSOE avec 36,33% des votes (678.429), et UCD qui eut un résultat encourageant, de 32,98% votes (615.920), par rapport à cette coalition de circonstance articulée expressément pour l'occasion. Le PCE eut un résultat très faible si on tient compte de sa longue feuille de services en faveur de la démocratie espagnole, pendant le franquisme : 9,14% (170.606). Mais la défaite des fustériens les obligea à changer de stratégie, puisqu'ils n'allaient pas se rendre pour autant, et c'est là que la "Bataille de Valence" commencerait vraiment. En effet ayant échoué dans les urnes, les fustériens allaient passer au plan B. Celui-ci consistait à assurer les bases d'un projet qui à cet instant n'avait absolument aucun soutien populaire. Pour ce faire il devenait vital d'exploiter l'image des symboles pancatalanistes qui avaient accompagné les manifestations et revendications dans les rues de Valence, pendant la période

---

<sup>488</sup> <http://www.infoelectoral.interior.es/min/busquedaAvanzadaAction.html>

franquiste. Ils allaient les revendiquer comme les seuls véritables symboles de la gauche, comme uniques défenseurs de la démocratie, et donc les seuls légitimes pour mener à bien l'autonomie des Valenciens. De cette manière les symboles pancatalanistes domineraient les futures institutions valenciennes.

N'oublions pas qu'à cette date la démocratie était en train de se réduire à un objectif concret et presque unique : l'accès à un statut d'autonomie. Autrement dit le statut d'autonomie était devenu l'unité de mesure de la future démocratie. Plus le statut d'autonomie recevrait de compétences du gouvernement et plus la démocratie serait une réalité, d'où la sensation d'urgence que prenait la lutte pour le futur statut d'autonomie. À Valence, la manifestation du 9 octobre 1977, n'était plus la manifestation en demande d'une démocratie en Espagne, elle devenait fondamentalement la revendication d'un statut d'autonomie, même si on faisait figurer les mots liberté et démocratie, à côté. La même chose se produisait dans les autres régions d'Espagne ; par exemple en Andalousie le 4 décembre 1977, un million et demi d'Andalous<sup>489</sup> sortaient dans les rues des différentes capitales de province pour revendiquer un statut d'autonomie. Une grande majorité d'Espagnols n'avaient jamais vécu en démocratie, et la gauche était en train de leur enseigner que la démocratie c'était obtenir un statut d'autonomie. Il n'était pas alors d'actualité de réfléchir sur le fait que d'autres pays comme la France ou l'Angleterre, avec une tradition démocratique beaucoup plus solide, n'avaient jamais revendiqué avec autant d'insistance un système de décentralisation. Cela était dû nous l'avons dit dans un sous-chapitre précédent au fait que les catalanistes marquaient les priorités de la politique espagnole. À Valence la massive manifestation du 9 octobre ne s'était pas déployée sur toute la région contrairement à ce qu'avaient fait les Andalous, on avait préféré concentrer tous les effectifs dans la capitale. Le journal *Las Provincias* parlait d'une grande marche organisée en faveur de l'autonomie : "La marche pour l'autonomie arrivera à la place des *Fueros*"<sup>490</sup>. Et l'on informait que depuis une semaine en arrière, différentes colonnes de marcheurs parcouraient la région, avec

---

<sup>489</sup> Pilar Portero: "La España de las Autonomías. Breve historia. Andalucía". *El Mundo*. En ligne: [http://www.elmundo.es/especiales/2005/06/espana/estatutos\\_autonomia/estatutos/andalucia.html](http://www.elmundo.es/especiales/2005/06/espana/estatutos_autonomia/estatutos/andalucia.html). Consulté: 01/12/2016.

<sup>490</sup> "La 'Marxa per l'Autonomia' llegara a la plaça dels Furs": *Las Provincias*, 08/10/1977, p. 17.

leurs pancartes revendicatrices. Ils étaient partis depuis quatre points différents de la géographie valencienne, sud, nord et ouest : Denia, Alcoy, Castellón, Ricón de Ademuz, et l'arrivée était prévue à Valence pour le dimanche 9 octobre (jour suivant). Et effectivement le dimanche 9 octobre 1977, eut lieu la plus grande manifestation jamais réunie à Valence. Elle rassembla dans les rues au moins de l'ordre de 500 000 à 800 000 personnes, pour exiger un statut d'autonomie avec les compétences maximales. Or il faut souligner que demander les compétences maximales ne signifiait pas adhérer sans réserve au projet des "Pays Catalans", loin de là. Mais c'est l'interprétation que veulent suggérer les pancatalanistes. Voyons les explications de Vicent Flor, il commence l'introduction du livre qu'il présente *De país a comunitat. Valencianisme polític i regionalisme*, en se rapportant à cette grande manifestation, et en expliquant que ceci semblait le signe d'un profond changement, et il ajoute : "Le rêve des lecteurs de *Nosaltres, els valencians* et de *La llengua dels valencians* semblait être à portée de la main, il devenait pratiquement palpable. Probablement ceux-ci se sentaient les protagonistes légitimes de ce changement imminent"<sup>491</sup>. La référence aux deux auteurs clé du pancatalanisme (Joan Fuster et Manuel Sanchis Guarner) et à leur livre paradigmatique respectif, constitue clairement une interprétation tendencieuse qu'il faut corriger si l'on veut comprendre ce qui se produisit à Valence pendant les années suivantes après cette première grande manifestation. Vicent Flor se charge d'ailleurs dans toute sa présentation de faire des simplifications graves, qui n'aideront jamais les Valenciens à résoudre leur ancien conflit, bien au contraire, cet auteur fait tout, pour que continue la "Bataille de Valence". Nous disons qu'il fait les simplifications que font toujours les pancatalanistes qui s'acharnent à assimiler tous les défenseurs de la démocratie et du statut d'autonomie à la gauche, et à présenter la droite comme les défenseurs du contraire, ce qui nous paraît tout à fait faux. Pour moduler ses affirmations beaucoup trop schématiques, et surprenantes de la part d'un sociologue comme lui, Vicent Flor, parle d'une droite régionaliste et d'une gauche autonomiste : "Les régionalistes valenciens, donc ne furent pas disposés à baisser la tête et accepter de céder volontairement le pouvoir aux valencianistes"<sup>492</sup>. Et c'est là

---

<sup>491</sup> Vicent Flor: "De país a comunitat. Valencianisme polític i regionalisme". *De país a comunitat. Valencianisme polític i regionalisme...*, op. cit., p. 613.

<sup>492</sup> *Ibidem*, p. 614.

que nous pouvons dire que cette assimilation des régionalistes à la droite ne correspond pas à la vérité puisque nous verrons que UCD n'était pas régionaliste et que le parti régionaliste qui effectivement se constitua URV (Unión Regional Valenciana) ne s'intégra pas dans UCD. Ensuite, lorsque V. Flor parle de laisser le pouvoir aux valencianistes, il fait une autre généralisation tendancieuse. Nous avons vu que la gauche assumait plus ou moins les thèses nationalistes, mais elle ne le faisait pas à la manière des fustériens. Les fustériens représentaient des tendances à l'intérieur de la gauche, et effectivement ils faisaient pression à l'intérieur des partis étatiques PSOE et PCE pour faire adopter le plus possible les thèses pancatalanistes, mais ces thèses ne furent jamais acceptées telles quelles. Rappelons justement que ce fut pour cette raison que ni le statut de Elche ni le statut du *Consell Democràtic del País Valencià* avaient été approuvés, en raison de leur caractère trop nationaliste, soit trop fustérien. L'ambiguïté pratiquée par la gauche a été un facteur essentiel dans la "bataille de Valence", et nous verrons que justement lorsque ces deux partis, PSOE et PCE, reconnaîtront leur "erreur", ils écartèreront, voire ils expulseront ces activistes des postes de responsabilité, et même du parti. Il faut donc rappeler à nouveau que les thèses fustériennes, soit, celles des valencianistes avaient été battues aux élections. Donc V. Flor manipule l'histoire, comme tous les nationalistes et évite de dire tout ce qui ne va pas en faveur des fustériens.

Justement l'absence de présence parlementaire des fustériens allait les obliger à trouver des moyens alternatifs de visibilité médiatique. Certains créèrent un journal : *Valencia Semanal* d'inspiration profondément fustérienne, même si d'une manière simpliste on a voulu le présenter comme un journal progressiste et de gauche. Un article dans la revue *Triunfo* (Digital) daté du 31 décembre 1977, mois où apparaît *Valencia Semanal* est un exemple type de ce genre d'annonce. L'auteur Jaime Millas va jusqu'à affirmer que : "Sus planteamientos se sitúan en una óptica amplia sin sustentar posturas que han polarizado la vida política y ciudadana de este país"<sup>493</sup>. Or nous allons voir que ce n'était pas le cas. Ensuite les socialistes fustériens du PSPV qui

---

<sup>493</sup> Jaime Millas : "'Valencia Semanal' un semanario para la autonomía". *Triunfo Digital* Nº 779, año XXXII, 31/12/1977, p. 54  
<http://www.triunfodigital.com/mostradorn.php?a%F1o=XXXII&num=779&imagen=54&fecha=1977-12-31> consulté 29/04/2017.

avaient rêvé d'intégrer le PSOE à leurs sigles durent se résigner à faire l'opération inverse, intégrer les sigles du PSPV à l'intérieur de celles du PSOE, mais reproduisant la stratégie de l'*entrisme*, pratiquée sous la dictature à l'intérieur du syndicat franquiste (SEU). Ainsi de nombreux militants du PSPV qui passaient au PSOE agiraient comme des chevaux de Troie, en renforçant ou accentuant les principes nationalistes (droit des peuples, autodétermination) que défendait déjà le PSOE. À l'intérieur du PCE, les nationalistes allaient gagner peu à peu du terrain, mais ce ne serait que le 5 janvier 1979, que ceux-ci parviendraient à déplacer le dirigeant historique Antonio Palomares qui serait remplacé par le nationaliste, Ernest García. De toute façon Jesús Sanz reconnaît lui-même que dès la réunion du Consell du 17 octobre 1978 il se formera deux blocs opposés sur le sujet du drapeau : "A partir de esta reunión del Consell la configuració de dos bloques polítics, en lo que a la bandera se refere, será definitiva y condicionará todas las negociaciones hasta la firma del Estatuto de Benicàssim, en junio 81"<sup>494</sup>.

Pour ce qui est de *Valencia Semanal*, nous disposons de l'article de Carles Senso qui tout en admettant l'adversité des résultats électoraux, affiche un raisonnement très critique qui l'amène à affirmer que le rapport de forces avait été trop inégal, par le fait que le gouvernement avait eu des moyens et surtout des organes de diffusion majoritaires, comme la télévision et les journaux. Or ce raisonnement s'invalidait de lui-même par le fait que le PSOE, parti vainqueur à Valence, avait eu ces mêmes désavantages, qui ne l'avaient pas empêché de triompher :

L'hebdomadaire fut actif depuis décembre 1977 à juin 1980, il fut le produit de la baisse des forces nationalistes valenciennes dans les premières élections démocratiques. La UDPV (Unió Democràtica del País Valencià) et le PSPV (Partit Socialista del País Valencià) obtinrent des résultats insuffisants pour jouir d'une représentation parlementaire. Une circonstance qui amena nombreux de ces représentants à s'impliquer dans des mécanismes alternatifs pour lutter pour le pays dans lequel ils croyaient.<sup>495</sup>

C'est un raisonnement similaire que maintiennent les professeurs J. M. Santacreu Soler et M. García Andreu<sup>496</sup>, quoique ceux-ci apportent des précisions

---

<sup>494</sup> Jesús Sanz: *La cara secreta de la política valenciana. De la predemocràcia al Estatuto de Benicàssim...*, op. cit., p. 134

<sup>495</sup> Carles Senso: "Parlaments de paper. *Valencia Semanal* i la Transició a la democràcia al País Valencià". *De país a comunitat. Valencianisme polític i regionalisme...*, op. cit., p. 772.

<sup>496</sup> José Miguel Santacreu Soler et Mariano García Andreu : *La transició democràtica al País Valencià...*, op. cit., p. 20.

intéressantes. Pour eux la télévision et la radio étaient sous contrôle étatique depuis la loi de Presse 14/1966, et l'article n° 2 de cette loi, était une limitation manifeste à la liberté d'expression. Ils ajoutent que celui-ci ne fut pas annulé avant le 1er avril 1977, ne rendant pas réel ce droit fondamental avant la loi de Montabés de 1989 et 1994 (Loi de la protection juridictionnelle des droits et des libertés). Nous ne pensons pas contredire ces données officielles, mais nous voulons signaler que leur application n'a en rien été aussi stricte, puisque la liberté réelle d'expression s'est bel et bien manifestée avant cette loi de Montabés de 1989. Une fois approuvée, les prisonniers sont sortis de prison, on n'incarcérait plus si facilement en raison d'idées politiques, même s'il est vrai que autant la censure que les arrestations arbitraires ne disparaissaient pas instantanément. Par ailleurs le décret loi de février 1977 permettait la légalisation des partis, comme reconnaissent Santacreu et García<sup>497</sup>. Autre chose était le fait que l'opposition ait eu des moyens limités - surtout économiques - pour créer des journaux, quoique le cas de *El País*, n'entre pas dans cette catégorie puisqu'il reçu de gros appuis financiers. Santacreu et García le mentionnent, apparaissant le 4 mai 1976 à Madrid, il arrivait à Valence avec une distribution irrégulière, nous-disent-ils. Ou bien le cas du journal *Avui* à Barcelone (23 avril 1976) ; justement les résultats électoraux de la Catalogne montrent que ce facteur n'était pas si déterminant comme on veut le présenter. Disons aussi que les Espagnols sortaient d'une dictature qui ne les avait pas préparés pour s'informer et encore moins pour réfléchir. Santacreu et García disent que les journaux de grand tirage étaient sous le contrôle du régime, par exemple dans la région valencienne : *Levante* pour la province de Valence, *Información* pour celle d'Alicante, et *Mediterráneo* pour celle de Castellón. Or justement le journal combattu et vilipendé par les futériens pendant la "Bataille de Valence", n'a pas été le journal propriété du gouvernement, *Levante*, mais un journal privé, *Las Provincias*, dont nous allons parler plus loin. Notons au passage le commentaire de D. Mollà et E. Mira au sujet du journal *Levante*, ils reconnaissent que celui-ci se maintint sur une ligne intermédiaire<sup>498</sup>. À ce sujet nous avons notre interprétation, et nous y reviendrons. Parmi ces journaux privés, figuraient *La Hoja del Lunes* et aussi *Valencia Semanal*, dont le premier numéro apparaissait en décembre 1977 comme nous l'avons

---

<sup>497</sup> *Ibidem*, p. 21.

<sup>498</sup> Damià Mollà et Eduard Mira: *De impura natione...*, op. cit, p. 158

indiqué plus haut. Il y a une véritable tendance des auteurs pancatalanistes à Valence, à victimiser leur position pour justifier les faibles résultats obtenus, cependant rappelons que si l'État avait la télévision pour lui, les fustériens avaient pour eux, une partie du monde académique, notamment l'université, ce qui n'est pas peu dire. Mais comme remarque Lluís Fornés, on demande aux Valenciens d'être très intelligents et formés pour comprendre les thèses pancatalanistes. Mais en réalité plus que réfléchir, on leur a demandé surtout de croire, de se convertir au fustérianisme, puisqu'il n'est pas suffisant de se reconnaître Valenciens, il faut faire tout un exercice d'introspection historique pour se reconnaître catalan, comme explique D. Mollà et E. Mira qui parle d'*insiderisme*<sup>499</sup> qui serait le grand apport de Fuster. Il aurait notamment déclenché toute la bibliographie postérieure sur l'étude de la région valencienne, en particulier de son passé. Comme s'il s'agissait d'un déguisement, les Valenciens doivent se déshabiller pour découvrir leur véritable corps catalan. Le résultat d'une pareille conception allait choquer la sensibilité populaire qui n'était pas préparée pour de tels arguments aussi alambiqués, puisque le propre du nationalisme est de favoriser l'opération inverse, soit l'acceptation du dogme. La combinaison de l'introspection et du dogmatisme à la fois, telle qu'elle était conçue depuis la perspective fustérienne, devait se révéler inassimilable.

Carles Senso définit le journal *Valencia Semanal* comme l'expression d'une mentalité "majoritairement de gauche-progressiste-nationaliste-fustérienne"<sup>500</sup>, et assure que : "*Valencia Semanal* développe un valencianisme qui, comme il ne pouvait guère en être autrement, se nourrit des thèses et des convictions du penseur de Sueca Joan Fuster"<sup>501</sup>. Il ajoute également que : "À la différence de l'intellectuel de la *ribera* [allusion aux rizières du village de Fuster], *Valencia Semanal* évite la défense des Pays Catalans comme entité politique uniforme et accepte seulement le lien linguistique et culturel, analysant comme nécessaires les bonnes relations avec le reste des anciens territoires de la Couronne d'Aragon"<sup>502</sup>. Ceci pour nous constitue une preuve évidente de ce passage mentionné plus haut du plan A au plan B. Le nationalisme pancatalaniste

---

<sup>499</sup> *Ibidem*, p. 19 et 20.

<sup>500</sup> Carles Senso: "Parlaments de paper. *Valencia Semanal* i la Transició a la democràcia al País Valencià". *De país a comunitat. Valencianisme polític i regionalisme...*, op. cit., p. 773.

<sup>501</sup> *Ibidem*.

<sup>502</sup> *Ibidem*.

ayant été clairement battu en termes de suffrages, cela obligeait à abandonner la voie politique pour renforcer la voie culturelle et assurer malgré tout l'idée des "Pays catalans" par le biais de la langue soi-disant commune. On laissait dans les oubliettes le statut de Elche et celui du *Consell* et on se concentrait pour créer une conscience unitaire avec les Catalans, qui n'avait jamais existé. Et pour cela on recourait, à la méthode de l'ambiguïté, celle qui consiste à laisser comprendre aux gens ce qu'ils veulent comprendre, tant que cela arrange. Et si celle-ci avait donné de bons résultats en Catalogne au début du siècle, elle se révélerait néfaste à Valence. C. Senso reconnaît que Fuster prêchait "la restauration d'une conscience unitaire"<sup>503</sup>, qu'il faut comprendre comme "conscience unitaire catalane", mais admet que "Fuster n'a pas adopté une spéciale concrétion (dans le sens de programme) politique"<sup>504</sup>. Voilà un faux débat provoqué par les fustériens qui assurent que Fuster n'a jamais spécifié le cadre juridique des Pays Catalans, or dans son ouvrage *Qüestió de nom* (1962), il définissait parfaitement le cadre : "L'idéal serait d'adopter, non pas la forme de "Grande Catalogne" mais simplement *Catalogne*, pour désigner nos terres"<sup>505</sup>. L'article d'Ignasi Escandell García<sup>506</sup>, est un bon exemple pour montrer comment de manière artificielle on a tendance à cacher à la société valencienne les véritables intentions de Fuster, qui n'ont jamais été autres que la totale assimilation du territoire et de la culture valencienne à la Catalogne. Quoiqu'il est vrai que dans son dernier opuscule, à cette date, *El Blau en la Senyera*, il s'était limité à revendiquer la convergence avec la Catalogne, sans plus oser parler d'assimilation politique. La revue *Valencia Semanal* avait donc la mission de diffuser ce nouveau message, pour rassurer la société valencienne et la rapprocher d'une autre manière au projet fustérien. C'était une question tactique, une question de dosage. En fait le journal *Valencia Semanal* se voyait obligé de pratiquer la "désinformation" dans le sens de nier ouvertement l'intentionnalité politique ultime des "Pays Catalans". De toute façon la logique fustérienne en ressortait très diminuée du fait qu'on ne comprenait pas l'importance de fixer à tout prix ce cadre culturel unitaire, à moins que cela ne soit une étape

---

<sup>503</sup> *Ibidem.*

<sup>504</sup> *Ibidem.*

<sup>505</sup> J. Fuster: *Qüestió de noms...*, op. cit., p. 11.

<sup>506</sup> Ignasi Escandell García: "El nacionalisme valencià. Els casos del PNPV i la UPV (1978-1983)". *De país a comunitat Valencianisme polític i regionalisme...*, op. cit., p. 751-769.

préparatoire à la fédération politique. Ce souci de maintenir des relations privilégiées avec les anciens territoires de la Couronne d'Aragon, et en particulier avec la Catalogne semblant surtout répondre à l'intention de réserver un statut de capitale pour Barcelone. Senso précise le besoin de : "renforcer une langue minoritaire, persécutée, et de canaliser des relations économiques qui puissent unir le Pays Valencien avec le reste de l'Europe"<sup>507</sup>. Ceci correspondait au discours fustérien de placer la Catalogne comme la théorique porte de l'Europe, comme si le rapprochement avec la Communauté Économique et Européenne ne pouvait dépendre que de cette région. Disons que le valencianisme, était condamné à un flou permanent, toujours limité par le fait de ne pas pouvoir exprimer ouvertement ses fins, par peur d'affoler les Valenciens ; d'où la nécessité de recourir à ces stratagèmes et surtout d'essayer de canaliser l'intérêt des mécontents de la société valencienne, en leur faisant croire que le chemin de l'Europe, soit de la prospérité, passait par Barcelone et non pas par Madrid. C'était la reproduction de la vieille stratégie qui avait opposé le chemin de Jaime I au chemin du Cid, avec l'avantage que le contexte était encore plus favorable.

Remarquons à nouveau que cet auteur qui vante les idées progressistes prétendument défendues par ce journal, ne donne pas une excessive importance à la défense des droits individuels, le thème identitaire restant invariablement l'éternel centre du discours des fustériens. Ainsi il ne faut pas s'étonner si Carlos Senso avoue que le succès de ce journal fut très réduit en termes de vente, il admet : "de tirada realmente discreta"<sup>508</sup>. En fait nous retrouvons parmi les collaborateurs habituels de ce journal, les activistes "historiques" du pancatalanisme, dont Joan Fuster le premier, ainsi que Josep Vicent Marqués, Manuel Sanchis Guarner, Joan Francesc Mira, Pere Miquel Campos, Ernest Lluch, Vicent Ventura, Vicent Andrés Estelles<sup>509</sup>. Il faut signaler aussi que ce journal s'appliquait à reproduire tous les leitmotifs fustériens : assimiler les anti-pancatalanistes à des ignorants, à des adversaires de la démocratie et du statut d'autonomie et décrire toute personnalité significative ayant pris publiquement

---

<sup>507</sup> Carles Senso: "Parlaments de paper. *Valencia Semanal* i la Transició a la democràcia al País Valencià". *De país a comunitat. Valencianisme polític i regionalisme...*, op. cit., p. 773.

<sup>508</sup> *Ibidem*, p. 772.

<sup>509</sup> *Ibidem*.

la défense de l'anti-pancatalanisme, comme une personne vénale à la solde du système. Dans cette catégorie vont se retrouver : le directeur et la sous-directrice du journal *Las Provincias*, José Ombuena et María Consuelo Reyna, le dernier maire du franquisme<sup>510</sup>, Miguel Ramón Izquierdo, le président de la *Diputación* de Valencia (Conseil général), pendant les premières années de la Transition, Ignacio Carrau Leonarte, et Manuel Broseta Pont (indépendant, président de la *Taula* [Mesa Democrática del País Valenciano - 1973] et ensuite sénateur avec UCD). Nous découvrons que toutes ces personnalités sont pratiquement l'objet d'un chapitre à elles seules dans le livre de référence<sup>511</sup>. Par contre, C. Senso ne nous dit absolument rien des fonds économiques qui ont pu soutenir une publication qui avait un tirage si limité, d'après ses propres paroles. C'est un autre auteur Vega Rodríguez-Flores Parra, qui informe de sa provenance. Elle affirme que :

La revue fut achetée par un groupe de socialistes favorables au nationalisme avant l'été 1979. Ce groupe faisait partie du secteur qui avait constitué l'alliance entre Lerma-Albinaña et l'ancien PSPV. Bien que *Valencia Semanal* ne se soit pas converti officiellement en l'organe de presse du parti, l'intention était de s'opposer aux blaveros et d'être favorable à la politique socialiste du Consell, spécialement vis-à-vis de la politique d'autonomie que défendait le groupe nationaliste dirigé par Alfons Cucó.<sup>512</sup>

Nous pouvons constater que le nom d'un activiste fustérien de la première heure comme Alfons Cucó réapparaît, par contre la date donnée par l'auteur ne nous éclaire pas, puisque le journal a commencé à être publié en décembre de 1977, et a cessé toute activité en juin 1980. C'est un autre auteur qui nous apporte des nouvelles précisions. Jesús Sanz consacre tout un sous chapitre (2 feuilles) à ce journal, et son titre est significatif : "El apoyo de *Valencia Semanal*". Lui aussi comme V. Flor, fait des affirmations tendancieuses quand il assure que ce journal et le journal communiste *Cal Dir* (Il faut dire) étaient les rares aides apportées à la revendication autonomiste : "Uno de los escasísimos refuerzos a la reivindicación de la autonomía en el panorama informativo de esta comunidad"<sup>513</sup>. Il serait plus exact de dire que ce journal affichait

---

<sup>510</sup> Juan Carlos Colomer Rubio: "Miguel Ramón Izquierdo, un alcalde regionalista a la Transició valenciana (1973-1979)" dans : *De país a comunitat. Valencianisme polític i regionalisme...*, op. cit., p. 713-728.

<sup>511</sup> Joan Tormo Martí: "Catalanisme i anticatalanisme en Manuel Broseta Pont. Una neutralitat calculada", dans : *De país a comunitat. Valencianisme polític i regionalisme...*, op. cit., p. 687-712.

<sup>512</sup> Vega Rodríguez-Flores Parra: "El PSPV-PSOE i l'abandó del Consell preautonòmic", dans : *De País a comunitat: Valencianisme polític i regionalisme...*, op. cit, p. 644.

<sup>513</sup> Jesús Sanz: *La cara secreta de la política valenciana. De la predemocràcia al Estatuto de Benicassim...*, op. cit., p. 204.

une revendication particulière du statut d'autonomie, plus fustérienne. De fait Sanz explique qu'au départ le journal avait été créé par Ernest Sena, dirigeant de la ex-UDPV (*Unió Democràtica del País Valencià*), c'est-à-dire un fustérien de droite, qui s'était surtout consacré à critiquer Albiñana, le président du Consell préoautonome depuis ses colonnes : "Sirvió de bandera del nacionalismo desde el principio, lo que condicionó no pocas páginas de críticas contra la gestión de Albiñana al frente del pregobierno en su primera etapa"<sup>514</sup>. Sanz informe que le journal était largement déficitaire (à peu près douze million de pesetas)<sup>515</sup> ce qui obligea Sena et son associé (Francisco Carrasco) à proposer sa vente justement à des membres du même parti au pouvoir. Ceux-ci l'achetèrent, et paradoxalement, à partir de là, la publication se consacra à appuyer celui qu'elle avait tant critiqué avant : "Apoyo firmísimo a Albiñana"<sup>516</sup>. De toute manière son caractère nationaliste fut invariable. Le témoignage d'un des directeurs de l'époque, de cette première période (1977-1979), José Luis Torró (également rédacteur de *Levante* à l'époque, 1975-1981), apportent quelques informations qui illustrent parfaitement la situation vécue par la société valencienne de l'époque. Il reconnaît que le journal *Valencia Semanal* représentait une rupture : "Eso fue un *desfici* (mot valencien qui signifie malaise) total. Cuando nace *Valencia Semanal*, supone una ruptura en el periodismo valenciano, como una piedra que cae en un estanco y hace olas. Ante los primeros números de *Valencia Semanal*, la gente ya sacó las uñas"<sup>517</sup>. Et ses déclarations sont particulièrement précieuses par le fait qu'il reconnaît qu'il a été obligé de laisser son poste parce qu'il ne partageait pas les thèses nationalistes. Et il emploie même un ton catégorique pour assurer que : "Pero aquella publicación nacionalista no encontraba gente nacionalista que le apoyara. Y ahí viene la gran conclusión: el problema es que no había nacionalismo en Valencia. Ni lo ha habido, ni lo hay"<sup>518</sup>. Il précise d'ailleurs : "Creo que el nacionalismo se equivocó al caer en la tentación de dejarse engatusar por el catalanismo. Con la excusa de la

---

<sup>514</sup> *Ibidem*.

<sup>515</sup> *Ibidem*.

<sup>516</sup> *Ibidem*, p. 205.

<sup>517</sup> Paco Cerdá: "La culpa de la batalla de Valencia se la reparten al 50% políticos y periodistas". *Levante digital* 31/10/2010. [www.levante.emv.com/comunitat-valenciana/2010/10/31/culpa-batalla-valencia-reparten-50-politicos-periodistas/752569.html](http://www.levante.emv.com/comunitat-valenciana/2010/10/31/culpa-batalla-valencia-reparten-50-politicos-periodistas/752569.html) consulté le 10/10/2016.

<sup>518</sup> *Ibidem*.

lengua perdieron los papeles"<sup>519</sup>. La conclusion de José Luis Torró est d'ailleurs fort édifiante puisqu'il déclare que la faute de la "Bataille de Valence" est attribuable autant aux journalistes qu'aux politiciens, puisque la société valencienne dans sa majorité n'était nullement intéressée par les thèses fustériennes. Il devient donc bien évident que le conflit éclata parce que les pancatalanistes déplacèrent leurs revendications à l'intérieur des partis étatiques, et là le rôle du PSPV est particulièrement significatif.

En raison de ses résultats électoraux, le PSPV dut s'intégrer au PSOE, et les fustériens les plus éminents, comme Alfons Cucó, Vicent Soler, Segundo Bru, Manuel Agramunt, en profitèrent pour occuper des postes d'importance. Sanz confirme leur ascension à l'intérieur du parti : "La historia de esta corriente socialista, desde que sus líderes (Cucó, Soler, Agramunt y Bru) pactaron la integración en el PSOE-PV está jalonada de una creciente participación en el control del aparato del partido y en las instituciones públicas dirigidas por éste"<sup>520</sup>. En janvier 1978, l'accord signé entre le PSPV et le PSOE, fut très tactique et il avait une forte composante nationaliste. Leur alliance se concrétisa sous forme du "Documento de Alicante" qui permettait un élargissement du rayon d'action dans le monde syndical, un événement que *Valencia Semanal*<sup>521</sup> (voir document en annexe n° 55) célébrait avec enthousiasme. Le document s'articulait sur huit points. Le premier affirmait que le projet est d'avancer vers un socialisme d'auto-gestion, pour arriver à créer une société sans classe. Le deuxième déclarait le caractère plurinational de l'État espagnol, et dénonçait l'oppression nationale des communautés périphériques, la lutte des classes en étant considérée le résultat. Dans le troisième, on revendiquait le Pays Valencien comme faisant partie de ces communautés opprimées, d'où la résolution ferme d'obtenir une "pleine normalisation nationale". Le quatrième qualifiait l'autonomie comme un "droit inaliénable des peuples opprimés" et comme le chemin incontournable pour que les travailleurs puissent accéder à des postes de décision, et vaincre le capitalisme. Le cinquième point était particulièrement confus, car il reconnaissait une diversité de

---

<sup>519</sup> *Ibidem*.

<sup>520</sup> Jesús Sanz: *La cara secreta de la política valenciana. De la predemocracia al Estatuto de Benicassim...*, op. cit., p. 276.

<sup>521</sup> "PSOE-PSPV al fin juntos": *Valencia Semanal*, N° 6 : (15/01-22/01) 1978, p. 10-11.

langues, sans spécifier le nom de ces langues : castillan et valencien, ou castillan et catalan? Il s'agissait d'éviter la confrontation, car désigner le valencien par catalan, aurait signifié des tensions, d'où le besoin de recourir à la stratégie de l'ambiguïté : laisser les gens comprendre ce qu'ils veulent comprendre. Ce qui représente une véritable manipulation. Le fait est que dans ce cas présent le résultat devenait tellement confus, on aurait même pu comprendre exactement le contraire de ce que l'on prétendait dire. Le lecteur peut en juger par lui-même : cette "communauté de langue, culture et histoire" pourrait être la Castille :

El ámbito del País Valenciano son los límites administrativos de las actuales provincias de Alicante, Castellón y Valencia. Este territorio abarca comarcas lingüísticamente diferenciadas, todas las cuales son plenamente valencianas. La comunidad de lengua, cultura e historia con otras tierras es compatible con el hecho que cabe reforzar, desde ahora mismo, la personalidad política de nuestro País.<sup>522</sup>

Le sixième point qui parlait des "Pactos de la Moncloa" était comparativement plus court que les autres, et se limitait à désirer que le poids de la crise ne retombe pas exclusivement sur les travailleurs. Le septième point manifestait qu'il était nécessaire que l'autonomie restaure pleinement la *Generalitat*. Le huitième point faisait une référence plus précise à la position des syndicats, et au besoin de réaffirmer les forces socialistes face à celles des communistes et des anarchistes. L'ensemble du document prouvant que les nationalistes étaient arrivés à mettre au centre de toutes les revendications le sujet identitaire, jusqu'à en faire la colonne vertébrale du discours politique et syndical, puisque nous venons de constater que l'espace réservé aux revendications identitaires était nettement supérieur à celui des revendications purement sociales. J. M. Santacreu et M. García reconnaissent que la conséquence de cette union entre PSPV et PSOE, fut l'intégration des cadres socialistes les plus nationalistes à l'intérieur du PSOE<sup>523</sup>. Ajoutons que les socialistes de la coalition US (PSP-US) se joignirent aussi, un peu plus tard au PSOE. Celui-ci réunit pour son XXVIIIe Congrès fédéral en mai 1979, 15 829 militants, selon les données apportées par Santacreu et García. Ceci représentait une différence abyssale par rapport à 1976, où les effectifs socialistes valenciens de toute tendance, avaient représenté un total de 2 600 militants et où déjà les nationalistes étaient majoritaires (PSOE : 1 600,

---

<sup>522</sup> *Ibidem*.

<sup>523</sup> José Miguel Santacreu Soler y Mariano García Andreu: *La transició democràtica al País Valencià...*, op. cit., p. 27.

nationalistes : 600, PSP : 500, PSOE-historiques : 200)<sup>524</sup>. Le rassemblement socialiste se faisait néanmoins, au prix d'un renforcement des thèses nationalistes. Même si Santacreu et García considèrent que le parti devint "un parti central et nationaliste à la fois"<sup>525</sup>, avec une "idéologie double"<sup>526</sup>, nous considérons pour notre part, que cela signifiait déboucher sur un discours résolument ambigu, et manipulateur, où l'oscillation préméditée entre le cadre national-espagnol et le cadre national-catalan condamnait et condamne encore à une perpétuelle confusion ; confusion bien-sûr, destinée à assurer la permanence du militantisme.

Enfin la "Bataille de Valence" éclata d'une manière assez inattendue, même si au niveau général on percevait un malaise de plus en plus évident. Certains épisodes avaient déjà montré la radicalité que pourraient atteindre des positions aussi opposées, au sujet de la langue ou du drapeau, et nous parlerons de ces épisodes, mais ce fut la voix d'un expert qui mit le feu aux poudres. En effet, les fustériens misèrent sur un terrain où ils croyaient avoir la partie gagnée, celui de la langue. Ils avaient eu en leur faveur, un manifeste signé par toute une équipe de professeurs universitaires qui avaient appuyé les arguments de Sanchis Guarner exposés dans ses articles publiés par *Las Provincias* en 1975, et contestés par le directeur du même journal José Ombuena. Les fustériens avaient aussi en leur faveur tout un corpus bibliographique qui avalisait et martelait la catalanité de la langue valencienne, raison pour laquelle ils crurent le moment venu de passer à l'offensive et d'instruire le peuple. Il fallait le faire sortir de son ignorance, et le moment choisi fut le 19 mai 1978, la télévision espagnole (TVE) émettait un programme "Hora 15", où un "expert" faisait des affirmations qui allaient surprendre outre mesure les Valenciens. Il affirmait que la langue valencienne était du catalan, et que Ausias March avait écrit en catalan. Ce fut le moment clé où la réaction populaire commença à changer le rythme des événements, et où une dispute qui avait été jusqu'alors une dispute d'experts, occupa le centre de la place publique. Les Valenciens commençaient à se familiariser avec des arguments qui faisaient partie d'une discussion vieille de presque un siècle : le passé devenait plus important que le présent. Des protestations sur la catalanité du

---

<sup>524</sup> *Ibidem.*

<sup>525</sup> *Ibidem.*

<sup>526</sup> *Ibidem.*

valencien, eurent lieu aussitôt, et nous en reparlerons, mais ce ne fut pas le seul incident ressenti comme une provocation. Le deuxième fut la présentation d'une paella, à Berlin, à l'occasion de la Semaine culturelle catalane (juillet 1978), un fait qui aurait pu être inconnu de la société valencienne, s'il n'avait pas été raconté dans un journal local (*Las Provincias*) par Manuel Broseta Pont. L'indignation fut totale au niveau des autorités appartenant encore à l'administration franquiste. Le troisième fut le discours de Jordi Pujol (19/07/1978) au Parlement de Madrid, où il s'ingénia à corroborer les mêmes affirmations faites par le visiteur du programme "Hora 15". Et finalement le dernier incident qui marca le moment le plus fort de la "Bataille de Valence", et qui fit de l'année 1979, la plus conflictuelle de toute la période, fut la décision du gouvernement préautonome valencien (*Consell*), d'adopter le drapeau catalan comme symbole institutionnel. Il profitait de sa majorité grâce à l'accord signé entre PSOE-PSPV et PCE/PCPV, et il le faisait dans des circonstances très discutables, puisqu'il manquait seulement quelques jours pour renouveler le *Consell* en fonction des résultats électoraux des municipales du 3 avril 1979, où UCD avait augmenté ses représentants. Ce geste était d'autant plus provocateur, qu'Albiñana président du *Consell* avait déjà reconnu publiquement que cette décision ne pouvait pas être assumée seulement par les partis politiques, et que la meilleure solution passait par la consultation de la société sous forme de référendum. Le drapeau fut néanmoins hissé en avril 1979 provoquant de nombreuses protestations, celle du 9 octobre 1979 battant tous les records de violence et de crispation ; des individus non identifiés mirent le feu aux trois drapeaux (celui de la ville, celui du *Consell* et le national) hissés sur la façade de la mairie.

### **11.3 - La réaction de la société valencienne**

Dans l'introduction de cette partie nous avons évoqué l'article de Borja Ribera "*La violència anticatalanista a València. Des de la mort de Franco fins a l'aprovació de*

*l'Estatut, (1976 - 1982)*"<sup>527</sup> (La violence anticatalaniste à Valence. Depuis la mort de Franco jusqu'à l'approbation du Statut 1976 - 1982), il considère que l'on peut diviser la "Bataille de Valence" en trois périodes : celle de la gestation (1975-1977), et celles des tumultes populaires étalés sur les années 1978 et 1979, qui caractérisent la Transition valencienne, comme une transition particulièrement conflictive. Nous avons déjà dit que cette description nous paraît tout à fait limitée, insuffisante et par trop partielle, car selon notre analyse, cette "Bataille de Valence" était tout à fait prévisible. En réalité, la date de "gestation" serait à notre avis, beaucoup plus ancienne, car les premiers indices d'un possible conflit apparaissent presque un siècle en arrière, exactement lorsque les premiers pancatalanistes valenciens commencent à prêcher la catalanité de la langue autochtone, en adoptant dans leur manière d'écrire des formes catalanes, mais cette discussion restait tout à fait étrangère pour la majorité des Valenciens, car les auteurs populaires, presque toujours républicains se situaient délibérément en marge du débat, choisissant d'écrire leurs textes en un valencien qui n'était ni cultivé, ni catalanisé, mais simplifié dans la mesure où ils se servaient d'une orthographe castillane. La controverse néanmoins était déjà fortement imprégnée d'une composante politique puisque les "auteurs en gants" ou "gantés" (terme employé au XIXe siècle) ne voulaient pas participer dans le journal de *Lo Rat-Penat* à cause de la collaboration d'écrivains catalans et majorquins. Ce débat sur la catalanité ou non, de la langue valencienne n'a commencé à se connaître à un niveau plus général, qu'en 1918-1919 - et encore, seulement par ceux qui savaient lire -, lorsque Fullana faisait la critique (*Gramatología valenciana*) dans le journal *Las Provincias* de la grammaire de M. Ortín. Et nous considérons qu'il a existé une intentionnalité réelle de la part des pancatalanistes de cacher la querelle, car rappelons que Fullana avoua des "pressions", qui l'obligèrent à cesser de publier ses corrections ; il avait qualifié la grammaire d'Ortín d'ouvertement pancatalaniste. Tenons compte aussi que son discours en 1928 à la *Real Academia Española de la lengua* qui prêchait la différence du valencien et du catalan n'avait pas eu de répercussion médiatique, et encore moins la réponse de son confrère Josep Alemany Bolufer, qui s'était montré beaucoup plus

---

<sup>527</sup>Borja Ribera: "La violència anticatalanista a València. Des de la mort de Franco fins a l'aprovació de l'Estatut (1976-1982)", dans : *De país a comunitat. Valencianisme polític i regionalisme...*, op. cit., p. 661-686.

énergique et accusateur. Quant aux *Bases de Castellón*, elles n'avaient pas eu, non plus, l'écho public qu'elles auraient dû avoir, même si la presse d'aujourd'hui veut laisser croire qu'il en fut ainsi. Et le manifeste anti-occitaniste de 1934 est devenu un secret dont personne ne parle absolument jamais, seuls quelques Valenciens connaissent son existence. En fait la véritable exposition du problème sur la place publique, s'est produite exactement le 19 mai 1978, lorsqu'un prétendu expert, Jaume Pérez Montaner, militant fustérien déclarait dans le programme de télévision espagnole (TVE), "Hora 15" que le valencien était du catalan, et que Ausias March écrivait en catalan, voire était catalan. C'est à ce moment que la vraie guerre a commencé, et nous sommes d'accord avec Borja Ribera pour situer effectivement les années 1978 et 1979, comme des années de franc conflit. Nous sommes aussi d'accord pour reconnaître l'année 1976 comme une période où les incidents qui se produisent sont avant-coureurs d'une tension qui va finir par éclater, néanmoins nous considérons que des incidents tout aussi avant-coureurs, s'étaient déjà produits. Par exemple en 1932 avec la dispute entre Emilio Boty et Eduard Martínez Ferrando (série d'articles "*pancatalanisme o falornies*" et "*Per què me sent pancatalaniste*"), qui elle cristallisait les positions contraires entre blasquistes et pancatalanistes. Celle-ci fut une querelle à laquelle Boty ne donna pas suite, et qui par contre, se prolongea à l'intérieur du groupe des valencianistes, où ce fut Josep María Bayarri, qui répondit à E. Martínez Ferrando (série d'articles "*Naturalment valencià*"), resituant à nouveau le débat à l'intérieur d'un cercle restreint. Boty et les blasquistes décidèrent d'ignorer délibérément la réponse de Martínez Ferrando, considérant le sujet comme un problème des pancatalanistes et non comme un problème de la société valencienne. Ce furent donc les valencianistes qui relancèrent à l'intérieur de leurs rangs une nouvelle petite guerre, où le président de *Lo Rat-Penat*, Nicolas Primitiu Gómez, prit également la plume pour essayer d'apporter la paix (série d'articles : "*La discordia a la taula del valencianisme*"). Dans ces différents articles se dessinait déjà l'axe principal de la confrontation sur lequel s'articulait le débat entre pancatalanistes et anti-pancatalanistes. Les premiers se présentaient comme les savants face aux autres qu'on a toujours voulu associer à la voix de l'ignorance. Rappelons que c'est ainsi que E. Martínez Ferrando avait traité les anti-pancatalanistes, à la grande indignation de Bayarri. Ensuite la deuxième dispute entre valencianistes eux-mêmes se reproduisit en

1961, au moment où Fuster accusait les anciens valencianistes, en particulier Adlert et Casp, d'adopter la même position que Bayarri, par le fait de défendre l'originalité valencienne, à travers l'article : "*Sobre el fet diferencial valencià*". Celui-ci avait été leur réponse à la lettre de Fuster ("Carta oberta al intellectuals barcelonins") qui avait reproché aux intellectuels catalans de ne pas considérer les Valenciens comme leurs égaux en nationalité. Si cette dispute avait lieu entre pancatalanistes eux-mêmes, qui se confrontaient sur des aspects mineurs, comme le nom de "communauté catalanique" plutôt que "Pays Catalans" que ne devait-on pas attendre de la part de ceux qui ne partageraient pas du tout ce point de vue. D'un autre côté le livre *Nous les valenciens*, souleva toute une gamme de réactions adverses, des plus indulgentes aux plus hostiles provoquant des réponses comme celles de Julián San Valero Aparisi, Diego Sevilla Andrés, Simón Santonja, Vicente Ramos Pérez ou Domingo Fletcher Valls qui ébauchaient les premières bases d'une réaction populaire. Miquel Adlert et Xavier Casp feront la contribution la plus importante, en proposant une nouvelle codification destinée à renier ouvertement les *Bases de Castellón*, et elles donneront naissance aux *Normes del Puig*, appelées aussi normes sécessionnistes. Nous insistons donc sur ce point : le conflit était prévisible, et les pancatalanistes le provoquèrent, dans un geste comparable à celui de Martínez Ferrando sous la Seconde République, parce qu'ils croyaient cette fois être en condition de gagner la bataille, au nom de la science et de l'histoire. Autrement dit, ils se croyaient en mesure de neutraliser la réplique des anti-pancatalanistes, par le fait d'être avalisés par tout un corpus bibliographique, qui quoique récent - fondamentalement à partir de l'année 1906 - s'acharne à témoigner de la catalanité de la langue valencienne. Comme une réponse à l'ancien article de Boty, intitulé : "Constesta la historia", les pancatalanistes étaient prêts à citer une autre histoire, avec documents à l'appui, dont la masse de livres, publiée après 1949. Par ailleurs le débat allait se présenter d'une façon biaisée, car les pancatalanistes aimaient - et aiment toujours - recourir à l'argument de l'unité linguistique, sans spécifier que ce furent justement eux - appuyant les catalanistes - les premiers à rejeter cette unité linguistique, en 1934 avec le manifeste anti-occitaniste. Or il convient ici de rappeler comment se comporte le nationalisme, Benedict Anderson en fait une magistrale démonstration dans son livre : *Comunidades imaginadas*, mais la phrase qui résume le mieux ses explications est la suivante : "La lengua impresa es lo

que inventa el nacionalismo, no una lengua particular por sí misma"<sup>528</sup>. Cette invention ne prospère que s'il existe un capitalisme de presse, qui se charge de créer et éditer un corpus bibliographique à la mesure, et en concordance aux prétentions politiques, définies par ce nationalisme. D'où la nécessaire participation d'une élite intellectuelle chargée de réaliser et de justifier ces changements (dans le cas catalan Pompeu Fabra et l'Institut d'Études Catalanes), celle-ci se recrutant forcément dans le sein d'une bourgeoisie qui participe et profite du phénomène. C'est-à-dire que ce que l'on revendique comme national, soit de la nation, voire du peuple, n'est qu'une étiquette, qu'on met sur un produit fabriqué par des élites financières et intellectuelles. Dans le cas catalan, nous avons vu que c'est le parler barcelonais qui porte l'étiquette "nationale catalane". Mais voilà un phénomène qui n'est pas transposable à Valence pour toutes les raisons que nous avons vues. Il se produit alors un résultat atypique, par le fait qu'un certain secteur intellectuel rejette les élites financières locales pour adhérer au projet de son voisin, et faire siens ses objectifs, y compris contribuer à l'annulation de la dénomination historique de son territoire d'origine. D'où la dévaluation du qualificatif valencien, et la difficulté pour la population valencienne de se sentir identifiée à un nationalisme qui la rabaisse en tant que communauté, et insiste à nier son originalité. Bien au contraire cette originalité est réinterprétée comme une particularité morbide, une dualité fatale, qui menace de précipiter la région dans un processus de dépersonnalisation. Réinsérer la région valencienne dans le cadre national catalan est préconisé comme la manière d'empêcher cette déchéance. Or à travers la "Bataille de Valence", la population valencienne va répondre exactement le contraire ; que l'assimilation par le qualificatif catalan représente la véritable dépersonnalisation. L'analyse des sociologues E. Mira et D. Mollà, est sur ce point assez objective pour reconnaître, que les Valenciens pouvaient difficilement s'identifier au nationalisme catalan. Disons que sur ce point les deux nationalismes qui entrent en concurrence, marquent leurs limites. Et la population valencienne pourra être ignorante en linguistique ou en philologie romane, mais elle ne peut pas comprendre qu'on veuille annuler un nom plusieurs fois centenaire, avec lequel sa langue et son histoire sont liées. Ce sont là des raisons qui expliquent la

---

<sup>528</sup> Benedict Anderson : *Comunidades imaginadas : reflexiones sobre el origen y la difusión del nacionalismo...*, op. cit., p. 190.

remontée en force du régionalisme valencien dans un secteur de la bourgeoisie, qui visualise beaucoup mieux sa place à l'intérieur du nationalisme espagnol. Et le débat sur la catalanité de la langue valencienne cette fois devient non seulement public, mais passionné, et obsédant, ne faisant qu'empoisonner davantage les affrontements sur les autres symboles ; surtout le drapeau qui provoquait de plus en plus d'incidents violents. Notons aussi que là aussi les débats étaient tardifs par rapport à la société catalane. À partir de ce moment la question de la dénomination, "Pays Valencien" ou "Royaume Valencien" qui avant n'avait pas causé grand problème, devenait un autre sujet de discorde, et les pancatalanistes en ajoutaient un autre en essayant de changer l'hymne régional valencien, par un autre sans paroles, soit plus assimilable au cadre catalan. La bataille se prolongera jusqu'à la dernière minute au Parlement de Madrid.

### **11.3.1 - Le rejet des vieux valencianistes**

Rappelons la controverse entre Fuster et les vieux valencianistes Casp et Adlert, le premier avait reçu le soutien de cinquante-neuf jeunes étudiants, sous forme d'une lettre de solidarité ("*Cincuenta-nou joves valencians*"). Il n'était pas suffisant que Xavier Casp et Miquel Adlert reconnaissent une "communauté catalanique", soit une fraternité culturelle, libre de toute implication politique, et de toute hiérarchie. Fuster rejetait déjà toute nuance capable de mettre des limites au projet politique qu'il caressait, raison pour laquelle son radicalisme était absolu. Cela était déjà indicatif du degré de bipolarisation qu'atteindrait la "Bataille de Valence", où toute notion de relativité allait disparaître, car avec Fuster et les fustériens le catalanisme devenait plus qu'une option politique, une véritable profession de foi, et quiconque la mettait en doute était aussitôt traité d'hérétique. Ce fanatisme de Fuster explique pourquoi ceux qui furent ces anciens compagnons se transformeraient plus tard en ses principaux adversaires. Car malgré un long passé pancatalaniste, c'était dans cette catégorie d'hérétiques que Fuster plaçait ces deux valencianistes. Ni leur condition d'ancien membre de *Lo Rat-Penat*, ni leur condition d'éditeurs (*Torre*, 1939), ni le fait d'avoir été les premiers habitués des traditionnelles réunions de café des années cinquante

(nous en avons parlé dans le sous-chapitre antérieur), allaient racheter leur faute. Pourtant Fuster avait adhéré beaucoup plus tard à ces réunions de café qui rêvaient du valencianisme. À présent Sanchis Guarner les désignait d'un doigt accusateur :

D'autres (comme Adlert et Xavier Casp) qui pendant les difficiles années quarante défendirent avec efficacité et gloire le pureté grammaticale avec un objectif unificateur manifeste, à présent, accentuent les traits régionaux différentiels et relâchent leurs liens avec les intellectuels au delà du fleuve Sénia.<sup>529</sup>

Des anciens républicains comme Francesc Almela i Vives (1903-1967), ou Antoni Igual Úbeda (1907-1983), qui avaient été également valencianistes de la première heure se retrouveraient aussi en disgrâce. Le premier avait été président de l'entité culturelle *Nostra Parla*, et fondateur de la revue littéraire *Taula de les Lletres Valencianes*, historien, archiviste municipal, collaborateur de la *Real Academia de la Lengua Española*, et aussi de l'académie d'histoire, ainsi que d'autres entités. Alfons Cucó avait même loué sa trajectoire antérieure en assurant que pendant les années 1918 à 1923, alors que le premier parti valencianiste *Unió Valencianista Regional* n'obtenait pas de représentation parlementaire, Almela i Vives avait été partisan, de concentrer les efforts à implanter des écoles en valencien plutôt que batailler pour un siège de député à Madrid<sup>530</sup>. Il le louait pour avoir réalisé "une intense tâche valencianisante et catalanisante"<sup>531</sup>. Cependant le valencianisme de F. Almela i Vives, était loin d'avoir le degré de radicalité du fustérianisme, il était davantage occitaniste, comme beaucoup de valencianistes de cette époque. D'un autre côté, Antoni Igual Úbeda présentait aussi un historique de militantisme dans diverses associations valencianistes, ayant été le directeur du Centre de Culture valencienne (*Centre de Cultura Valenciana* - CCV) en 1939. Lluís Fornés le qualifie de "grand érudit valencien", et de "figure d'une grandeur intellectuelle injustement oubliée"<sup>532</sup>. Tous deux avaient été professeurs d'histoire et tous deux avaient été emprisonnés par le franquisme, contrairement à Fuster qui avait collaboré dans sa jeunesse avec le régime, or c'était eux qui devenaient à présent les adversaires du valencianisme. Sanchis Guarner se permettait de blâmer ouvertement ces anciens républicains, en qualifiant leur attitude de défection : "Pendant les années trente, au milieu d'une si grande désorientation

---

<sup>529</sup> Manuel Sanchis Guarner : *La llengua dels valencians...*, op. cit., p. 201

<sup>530</sup> Cucó, Alfons : *El valencianisme polític, 1874 - 1939...*, op. cit., p. 165.

<sup>531</sup> *Ibidem*.

<sup>532</sup> Lluís Fornés : *La llengua valenciana i el diasistema occitano-romá...*, op. cit., p. 192.

collective, ils se distinguaient par leur catalanisme constructif, à présent ils défendent la scission culturelle de Valence vis-à-vis du Principat et des Îles<sup>533</sup>.

Dans le cas de Francisco Almela i Vives, ancien signataire des *Bases de Castellón*, plus que le sujet de la langue, ce fut la façon dont Fuster avait traité les Valenciens qui le fit réagir publiquement, pour manifester son indignation, à travers un article, paru dans le journal local *Levante* (02/02/1963), sous le titre de "*Un libro sobre el País Valenciano*". Nous en proposons un extrait recueilli par Josep Ballester : "Uno de los atractivos de "El País Valenciano" para cierta clase de lectores, consiste seguramente en la falta de respeto con el que el autor habla de cosas respetables, y en el desparpajo con que emite las opiniones más irrazonadas"<sup>534</sup>. J. Ballester, s'appuyant sur les mémoires d'Adolf Pizcueta, rapporte également les réactions que produisirent ces appréciations d'Almela i Vives dans les rangs des fustériens. Ceux-ci l'accusaient d'avoir changé "radicalement sa position"<sup>535</sup>, ou bien dit à la manière de Sanchis Guarnier, d'avoir prouvé sa défection à la cause, car pour eux l'indignation d'Almela i Vives n'était pas justifiée. Ils considéraient d'ailleurs que les paroles de Fuster avaient été mal interprétées : "qu'il sort de contexte toute une série de phrases de Fuster, le faisant paraître devant les lecteurs comme un Valencien traître, qui déprécie sa terre"<sup>536</sup> Pourtant Almela i Vives, ne faisait que rapporter entre guillemets, ce que Fuster lui-même s'était permis de dire. Et nous avons déjà vu dans un autre chapitre le type d'affirmation :

Con gran desenvoltura y sin cortapisas de ninguna clase defiende el autor la tesis catalanista en el sentido que por ejemplo, encierran las siguientes líneas: "Lo valenciano testimonios, la bandera y la cultura, el idioma y la vocación, no es sino lo catalán asentado, y un poco resblandecido" (...) Consecuentemente con su prejuicio el autor llama catalana a lo que Sanchis Guarnier denomina 'La llengua dels valencians'. Y aquello una y otra vez con machacona insistencia.<sup>537</sup>

Par ailleurs Almela i Vives considérait qu'il était souhaitable de conserver la vision historique de la langue, soit d'une unité supérieure, et non catalane pour

---

<sup>533</sup> Manuel Sanchis Guarnier : *La llengua dels valencians...*, op. cit., p. 201.

<sup>534</sup> Josep Ballester (Universitat de València): "La trayectòria literària i intel.lectual del Francesc Almela i Vives", Anuari de l'Agrupació Borriana de Cultura, IV, p. 75-84 sur [http://repositori.uji.es/xmlui/bitstream/handle/10234/4355/Francesc\\_Almela.pdf?sequence=1&isAllowed=y](http://repositori.uji.es/xmlui/bitstream/handle/10234/4355/Francesc_Almela.pdf?sequence=1&isAllowed=y) consulté le 31/10/16.

<sup>535</sup> *Ibidem*.

<sup>536</sup> *Ibidem*.

<sup>537</sup> *Ibidem*.

empêcher le malaise : "¿Por qué se obstinan ciertos catalanes en aplicar el calificativo de lengua catalana a la lengua distintiva de los valencianos y no en buscar una denominación - que posiblemente existe - para evitar prevenciones?"<sup>538</sup>. Une solution comme celle proposée par Nicolau Primitiu Gómez Serrano aurait été aussi acceptable dans la mesure où elle ne marquait pas de hiérarchie ; rappelons que sa suggestion avait été "bacavés", la première syllabe des trois langues (baléare, catalan, valencien). Antoni Igual Úbeda pour sa part, recommandait de revenir à la vieille tradition, celle qui avait permis aux anciens auteurs de conserver l'harmonie et la fraternité, unissant des peuples qui défiaient les frontières étatiques. Conserver le nom de cette ancienne langue limousine, ou occitane serait la meilleure des solutions :

Il y a une solution bien facile que d'ici j'offre spécialement à messieurs les chroniqueurs de l'ancien Royaume de Valence au cas où elle leur semblerait opportune; elle consiste à faire ressusciter l'ancien nom d'Occitanie, pour déterminer ce territoire où se parle la langue des Occitans, avec leurs variantes locales du Roussillon, du catalan, et du valencien (...) je ne crois pas qu'il y ait une autre solution plus équitable à cette impasse où nous nous retrouvons nous, les Valenciens à cause de ces penseurs aussi peu originaux qu'inopportuns.<sup>539</sup>

Mais ce genre de solution était exactement ce que Fuster et Sanchis Guarner avaient rejeté dans leur livre, pour eux le chemin était tout autre, et le futur ne passait plus par l'équilibre fraternel des cultures, mais par la suprématie de l'une d'entre elles. A. Geniola<sup>540</sup> s'est d'ailleurs bien gardé d'évoquer cette ancienne théorie de la langue limousine, mot banni et enterré par les catalanistes, qui n'arrêtent pas de répéter que ceci fut une erreur des anciens auteurs. Une "erreur" qui dura plusieurs siècles ne l'oublions pas, c'est pourquoi cette attitude assez générale des pancatalanistes d'aujourd'hui d'éviter de citer les antécédents du débat sur la langue nous paraît contraire aux plus élémentaires règles du travail scientifique, bien qu'ils s'obstinent toujours à parler soi-disant au nom de la science. C'est bien ici le cas de Geniola qui se limite à donner le titre du livre d'Igual Ubeda : *València i els valencians*, en manifestant simplement la profonde préoccupation de cet auteur au sujet des répercussions identitaires qu'entraînait la confusion entre les noms, valencien et catalan, pour la

---

<sup>538</sup> Lluís Fornes: *La llengua valenciana i el diasistema occitano-romà...*, op. cit., p. 191: cite F. Almela i Vives : *Valencia y su reino*. Ed. Del Cenia al Segura, 1985, Valencia, p. 41.

<sup>539</sup> *Ibidem*: cite A. Igual i Úbeda, rapporté par Carles Recio : *Valencianisme en el temps*. Ed. L'Oronella, 1996, Valencia. II vol. (p. 315-320)

<sup>540</sup> Andrea Geniola : "Regionalisme i anticatalanisme al País Valencià" dans : *De país a comunitat. Valencianisme polític i regionalisme...*, op. cit., p. 628. Geniola cite : A. Igual i Úbeda: *València i els valencians*. Els Dissabtes Literaris dels Cronistes del Regne de València- CCV, València, 1964, p. 5.

langue. Des considérations qu'il avait faites dans le cadre de "*Els Dissabtes Literaris dels Cronistes del Regne de València*" (Les samedis littéraires des chroniqueurs de l'ancien Royaume de Valence) qui avaient lieu dans les locaux du *Centre de Cultura Valencià* (ancienne *Real Academia de Cultura Valenciana*) l'année 1963. Notons que cette manière de raconter l'histoire contribue notablement à rendre plus confus le sujet du nationalisme valencien plutôt qu'à l'éclairer. Même chose lorsqu'il affirme qu'Igual Úbeda parlait de défendre l'identité valencienne, mais qu'en même temps il était capable de faire figurer un écusson de la *cuatribarrada*, sans frange bleue, sur son livre. Or en 1964, ce symbole n'était pas encore identifié comme un objet de confrontation, et on ne demandait pas encore aux Valenciens de choisir un drapeau ; le problème se poserait plus tard, pendant la transition démocratique. De toute façon il est clair à ce moment que le sujet identitaire tournait fondamentalement autour de la dénomination de la langue, et J. M. Bayarri fut à nouveau celui qui adopta l'attitude la plus combative.

Sanchis Guarner dans son ouvrage, rappelle que Bayarri avait déjà proposé en 1922, des normes purement valenciennes, définies par rapport à la philosophie des journaux populaires : écrire le valencien comme cela se prononce. Bayarri le revendiquait comme étant "*fonètiq racional i valencianiste*"<sup>541</sup>. Or c'était là une chose que Sanchis Guarner et Fuster avaient eue en abomination. Sanchis Guarner avait qualifié cette méthode "d'absurde et d'incongrue"<sup>542</sup>. Il expliquait aussi que pendant l'année 1953, Bayarri avait adopté les règles alors en vigueur, des règles davantage catalanisées que celle d'avant-guerre, sous les effets de ses propres travaux et de ceux de Carles Salvador, or en 1963 Bayarri, réagissait. Et nous devons comprendre qu'il le faisait par rapport à la nouvelle campagne de catalanisation lancée par Fuster. Bayarri ressortait ses anciens projets d'orthographe simplifiée, pour donner à la langue valencienne un caractère propre. Sanchis Guarner en donne tout un échantillonnage dans son livre<sup>543</sup>, et se moque même de son collègue en concluant qu'il serait alors plus pertinent de changer l'orthographe de son nom, en l'écrivant : "vaiarri" plutôt que Bayarri. Sanchis Guarner disait aussi de lui, qu'il avait toujours agi comme un "franc-

---

<sup>541</sup> Manuel Sanchis Guarner: *La llengua dels valencians...*, op. cit., p. 186.

<sup>542</sup> *Ibidem*.

<sup>543</sup> *Ibidem*, p. 186-188.

tireur dans le domaine grammatical<sup>544</sup>, et que le bonheur avait été qu'il n'avait jamais fait école.

Ce qui est significatif pour nous, c'est que dans tous ces cas mentionnés, il s'agissait de Valenciens, et valencianistes, qui tout en marquant leur différence au sujet du nom de la langue, ne cessaient de mettre en avant leur franche sympathie pour les Catalans et la culture catalane. Geniola reconnaît que dans le préambule de son livre *Història de Lo Rat-Penat* (1959), Igual Ubeda avait rendu un hommage à la *Renaixença* catalane, qu'il aurait considérée précurseuse de la valencienne. Ce qui signifie qu'à l'intérieur d'un cadre plus large, comme le cadre occitan, où l'égalité des cultures aurait été acceptée, la dispute ne se serait jamais produite, comme de fait, elle ne s'était pas produite à l'époque de la dénomination de langue limousine (*llengua llimusina*). Ce sont indubitablement des objectifs politiques qui sont venus perturber un cadre séculaire de paisible fraternité, et c'est l'imposition de la hiérarchie catalane qui a provoqué une coalition que Geniola admet contre nature :

La réaction antifustérienne dans la défense de la région mit d'accord les phalangistes irréductibles (Diego Sevilla Andrés et José Ombuena), les vieux valencianistes (Miquel Adlert et Xavier Casp), et des anciens républicains (Almela i Vives et Igual i Úbeda), comme chacun pouvait s'en douter.<sup>545</sup>

Disons que c'est l'intransigeance fustérienne qui provoque la solidarité entre ses adversaires. Fuster en dernière instance, est responsable d'avoir contribué lui-même à renforcer le camp de ses ennemis, en écartant les vieux valencianistes qui le contredisaient, et parmi eux, tout particulièrement Adlert qui écrira en 1977, un livre destiné tout spécialement à rejeter les *Bases de Castellón*, et dont nous parlerons plus loin.

### 11.3.2 - La réponse froide des élites du régime

---

<sup>544</sup> *Ibidem*, p. 186-187.

<sup>545</sup> Andrea Geniola: "Regionalisme i anticatalanisme al País Valencià" dans : *De país a comunitat. Valencianisme polític i regionalisme...*, op. cit., p. 627.

Rappelons que Sanchis Guarner trouva un qualificatif de circonstance pour tous les intellectuels de renom qui ne partageaient pas les thèses fustériennes, il les traitait "d'érudits déphasés". Une manière de ne pas admettre que le paradigme sur lequel on a voulu bâtir le pancatalanisme est un paradigme par trop simpliste : science contre ignorance. Justement les thèses fustériennes furent examinées par certains des esprits les plus cultivés et influents de la société valencienne du moment. Or à une époque où le projet de Fuster était impraticable, ses livres eurent comme première conséquence de revitaliser le débat sur le régionalisme. Ensuite lorsqu'on se rendit à l'évidence que ces idées avaient imprégné les discours des partis de gauche, les réactions furent clairement hostiles. D'un autre côté Sanchis Guarner faisait campagne sur le front de la culture en recourant à des simplifications grossières, pour justifier que l'opposition au fustérianisme :

Ne trouva écho qu'entre quelques érudits déphasés, les rivaux politiques et les gens sans critère qui lisent le journal mais qui ne lisent pas de livres. Les lecteurs intelligents et les jeunes universitaires ont déjà leur propre critère. On peut dire que, en général, les ennemis de Joan Fuster se sont limités à écouter les diffamateurs, sans avoir jamais lu aucun de ses livres.<sup>546</sup>

Il est révélateur qu'au début des années soixante on ait évité, ou on n'ait pas compris, les implications éminemment politiques des idées formulées par Fuster. Et c'est là une circonstance particulièrement importante, Adlert en ferait la remarque en 1977, montrant que l'association langue-nationalité n'était pas encore un binôme clair dans les mentalités valenciennes. Les premières appréciations émises sur les livres de Fuster, vinrent de la part de professeurs d'histoire ou de préhistoire, et ce ne fut que relativement tard, que le régime commença à les considérer comme une arme de subversion. Ceci prouve à notre avis les différences notoires entre le nationalisme espagnol et le nationalisme catalan, mais nous développerons nos commentaires ultérieurement.

Geniola affirme que Diego Sevilla Andrés (1911-1982), professeur titulaire de droit politique à l'université de Valence, aurait été le premier à émettre des objections aux livres de Fuster, mais ses réflexions auraient eu exactement l'effet contraire de ce que prétendait Fuster, car Sevilla Andrés y trouvait de nouveaux arguments pour

---

<sup>546</sup> Manuel Sanchis Guarner : *La llengua dels valencians...*, op. cit., p. 201.

méditer sur la nécessité d'un régionalisme qui consolide la grandeur de l'Espagne<sup>547</sup>. Loin de chercher à annuler les différences Diego Sevilla les défendait. Ses paroles évoquent : "el marco amplísimo de nuestra Patria"<sup>548</sup>; ce qui donne une idée de l'espace concédé aux différences culturelles, tant que celles-ci ne risquaient pas de remettre en cause l'unité nationale. Geniola le signale lui-même, en reconnaissant qu'on avait permis très tôt, quoique d'une manière minoritaire, l'enseignement du valencien dans l'institution de *Lo Rat-Penat*. Et Geniola admet aussi que ces premiers débats sur les idées de Fuster ne provoquent pas de campagne anti-catalaniste. En réalité on se limite à ne pas donner raison à Fuster en considérant, comme le faisait Sevilla Andrés, que le métissage ne supposait aucune dévaluation culturelle ou génétique pour les Valencien, niant que : "la presencia de elementos extraños haya desfigurado y menos suprimido algunas notas esenciales de su [Valencia] personalidad"<sup>549</sup>. Autrement dit, si Fuster avait blâmé le régionalisme et s'était lamenté amèrement du caractère métisse de la société valencienne, ces intellectuels glorifiaient et revendiquaient les deux choses à la fois. Le directeur du *Centre de Cultura Valenciana* Julián San Valero Aparisi (1913-1998), se réjouissait même que ce fut une personne du régime qui fasse cette défense, puisque Sevilla Andrés était procureur des "Cortes" franquistes et aussi Conseiller national du "Movimiento". Par contre Josep Albert Mitjavila<sup>550</sup>, fut beaucoup moins clément, en mettant en doute le patriotisme de Fuster, en l'accusant d'un manque de respect, parce qu'il avait traité le peuple valencien de "peuple féminin", dans le sens de peuple faible. Et il critiquait aussi le fait que Fuster se soit permis de mal juger la décision prise par le roi Jaime I d'Aragon, de constituer le royaume de Valence d'une manière indépendante. San Valero, historien, archéologue, anthropologue et ethnologue, "profesor titular" de l'université de Valence, devait par contre avoir détecté ces implications politiques, car pendant la transition il se situerait aussitôt en première ligne contre le fustérianisme. Il rétorquait aux affirmations de Fuster que tout ce qui pour lui était "anomalie" (division

<sup>547</sup> Andrea Geniola: "Regionalisme i anticatalanisme al País Valencià" dans : *De país a comunitat. Valencianisme polític i regionalisme...*, op. cit., p. 627. Geniola cite : D. Sevilla Andrés : *Unas notas sobre la personalidad valenciana*. Cuadernos de la Escuela Social de Valencia/20. Valencia, 1970, p, 9.

<sup>548</sup> *Ibidem* Geniola cite: J. San Valero Aparisi: "Contestación" a D. Sevilla Andrés: *Unas notas sobre la personalidad valenciana*, op. cit. p. 27-29.

<sup>549</sup> *Ibidem*, Geniola cite G. Pascual : "Diego Sevilla: ideòleg falangista", a G. Muñoz (ed): *Els reaccionaris valencians . La tradició amagada*, Afers, València , 2010, p. 161-186.

<sup>550</sup> *Ibidem*, p. 628, Geniola cite: J. A. Mitjavila : *Mossàrabs, Muxèidars, Moriscos*. CCV, València, 1963.

des territoires de la couronne d'Aragon, bilinguisme territorial, retard par rapport au modèle typique-idéal catalan), devait précisément se revendiquer comme des différences légitimes. Fuster voulait refaire les Valenciens, alors que San Valero, les défendaient tels qu'ils étaient.

Geniola affirme qu'on ne faisait pas encore de différence au sujet de la langue, mais nous avons déjà dit que les Valenciens ont toujours accepté l'unité limousine, et que le débat sur la catalanité ou non, de la langue valencienne était resté pratiquement un débat d'élites. Pour cette raison tant que la théorie de Fuster restait elle-même limitée à des réunions d'intellectuels, il n'y avait pas de motif pour s'alarmer. Geniola reconnaît lui-même que seul paraît à cette époque un livre qui fait une référence explicite au vieux débat de la langue, l'autobiographie de Bayarri<sup>551</sup>, qui lui vaut la critique de Sanchis Guarner. Pour que la dispute passe sur la place publique, il faut attendre 1978, mais il est vrai que déjà en 1975, on perçoit des prises de position, car les premières initiatives fustériennes comme le statut de Elche, ou les articles écrits par Sanchis Guarner, mettent indiscutablement le cap vers les "Pays Catalans". Raison pour laquelle ce seront les vieilles élites au courant de l'ancien débat qui lanceront la contre-offensive. D'abord à travers le livre de Benjamín Agulló Pascual, que nous avons déjà cité dans notre thèse (1ère partie), il s'agit d'une autobiographie de Luis Fullana<sup>552</sup>, qui servait à rappeler les termes dans lesquels le conflit s'était posé ; ensuite Adlert en publiant son livre *En defensa de la llengua valenciana*, dont nous allons parler. Agulló Pascual publierait aussi le 11 novembre 1978, cette fois en pleine "bataille de Valence", un article<sup>553</sup> dans *Las Provincias* pour célébrer les cinquante ans de la prise de possession par Fullana de son fauteuil à la *Real Academia de la Lengua española* (11/11/1928). Mais c'est dans le monde des *fallas*, et donc dans un milieu plus populaire qu'on ne pardonnerait pas à Fuster ce qu'Igual Úbeda avait considéré un manque de respect, dans son livre *El País Valenciano*. Le 19 mars 1963, on brûla

---

<sup>551</sup> *Ibidem*, Geniola cite : J. M. Bayarri: *Bayarri autoviografic, a trent de 80 anys*. Edicions València, València, 1966.

<sup>552</sup> *Ibidem*, Geniola cite : B. Agulló Pascual: *Vida y obra del escritor Luis Fullana Mira (1871-1948)*. Institutos de Estudios Alicantinos, Alacant, 1975.

<sup>553</sup> Benjamín Agulló : "La lengua valenciana en la 'Real Academia Española'". *Las Provincias*, 11/11/1978, p. 5.

l'effigie de l'auteur, cependant le conflit sur la nature de la langue n'éclatait pas encore, ce qui prouve que l'ignorance populaire sur ce point persistait.

Ce n'est pas avant 1971, que le régime prend pleine conscience du défi nationaliste qu'implique le projet fustérien. En effet, tenons compte qu'en 1968 l'activité catalaniste avait repris une certaine vigueur, et Sanz et Nadal rapportent comment les premiers *Aplecs* (rencontres de la jeunesse) exploités par les pancatalanistes pour recruter des militants, commençaient à être surveillés (dès 1967). On regardait les livres de Fuster d'un autre oeil. Cette fois Geniola rapporte que le *Consejo Nacional del Movimiento*, dénonçait ouvertement les implications politiques du fustérianisme qui est alors rapidement identifié au séparatisme catalan. Lors du onzième conseil, le Valencien, Enrique Oltra Montó (1921-1993), gouverneur civil de la région, reprochait les intentions expansionnistes du catalansime :

Intento de extender a Valencia y Baleares el propio separatismo catalán unido a este en lo que llaman 'País Catalán-Valenciano-Balear' (...) Aspectos culturales, específicos de las Regiones; entre ellos la Lengua Vernácula y el Folklore que, por ser regionales, son españoles. Definir el tratamiento adecuado. Ninguna bandera debe quedar abandonada si se quiere evitar que la enarboleden los enemigos de España.<sup>554</sup>

Vicente Flor affirme qu'en 1972 on ferma la maison d'édition *Gorg*, qui était une plate-forme pancatalaniste, et il assure aussi que certaines voix, comme celles de José María Adán García (1931), proche de l'appareil franquiste, commencèrent à se plaindre de la persistante campagne de catalanisation des Valenciens. José Ombuena Antiñolo (1915-1992), directeur du journal local *Las Provincias* avait aussi répondu aux articles de Sanchis Guarner, publiés dans le même journal. La réaction du nationalisme espagnol fut de défendre l'intégrité nationale menacée. C'est bien à partir de là qu'apparaissent plusieurs ouvrages destinés à contredire le dogmatisme fustérien, qui interprète la région valencienne, comme un territoire dépersonnalisé, et la langue valencienne, comme une langue dérivée du catalan. Dans cette ligne se situent les livres d'Antonio Ubieta Arteta (1923-1990), historien, médiéviste et philologue : *La creación del Reino de Valencia*<sup>555</sup> (1974) et *Orígenes del Reino de Valencia*<sup>556</sup> (1975).

---

<sup>554</sup> Andrea Geniola : "Regionalisme i anticatalanisme al País Valencià" dans : *De país a comunitat. Valencianisme polític i regionalisme...*, op. cit., p. 629, Geniola cite : Libro de Actas del XI CNM: AGA-(9) 17.01-52/01977.

<sup>555</sup> *Ibidem*, p. 631, Geniola cite : Antonio Ubieta Arteta : *La creación del Reino de Valencia*, Anales de la Universidad de Valencia 1974.

Et Geniola affirme que ces livres avaient la prétention de réduire considérablement la présence catalane dans le repeuplement des terres valenciennes. Cet aspect numérique contribue cependant à rendre encore plus irrationnel le raisonnement sur la possible nationalité catalane des Valenciens, qui en définitive reposerait sur une question de chiffres, celui des colons installés à Valence pendant le repeuplement. Il est probable que même en déchiffrant tous les documents en archives, on n'arrive jamais à savoir exactement le nombre réel des premiers chrétiens installés à Valence après la Reconquête, car les recensements d'alors ne se faisaient pas en vertu des mêmes critères avec lesquels on les ferait aujourd'hui. Benedict Anderson (*Comunidades imaginadas*), consacre un sous chapitre à parler des recensements et montre comment ceux-ci ont évolué au cours des siècles dans les territoires colonisés. Il donne en exemple le sud-est de l'Asie, où au début on ne tenait pas en compte les femmes et les enfants. Lluís Fornés rappelle aussi, que lors du repeuplement à Valence les simples militaires ou personnel de service n'étaient pas non plus pris en considération. Donc l'argument qui se base sur l'aspect numérique est en réalité peu fiable. Le professeur de droit, Vicente Simó Santonja (1932-2014), quant à lui préférait insister sur le fait que la fondation du royaume de Valence avait signifié par elle-même une indépendance juridique par rapport aux comtés catalans, et il avait intitulé son livre : *¿Valenciano o catalán ?*<sup>557</sup> Julián San Valero Aparisi, pour sa part, revenait à la charge, le 20 juin 1976, à l'occasion de la clôture des cours de langue valencienne dans *Lo Rat-Penat*, pour défendre la culture valencienne et son histoire à travers la conférence : *Poble, cultura i llengua*. Geniola reproche qu'il décrivait la culture et l'identité valenciennes comme "une structure permanente, existante depuis le Paléolithique supérieur"<sup>558</sup>, soit depuis l'âge de pierre. Et si cet historien, archéologue, anthropologue et ethnologue valencien défendait cette théorie, il est juste de lui reconnaître la même légitimité que celle de son collègue catalan Miquel Tarradell i Mateu, également archéologue, dont nous avons déjà parlé, qui lui défendait la cohérence historique des "Pays Catalans", avant même l'arrivée des Romains, c'est-à-

---

<sup>556</sup> *Ibidem*, Geniola cite : Antonio Ubieta Arteta : *Orígenes del Reino de Valencia*. Ambar, Valencia, 1975.

<sup>557</sup> *Ibidem*, Geniola cite : Vicente Simó Santonja : *¿Valenciano o catalán?* Centro de Cultura Valenciana, Valencia 1975.

<sup>558</sup> *Ibidem*, p. 631, Geniola cite Julián San Valero Aparisi : *Poble, cultura i llengua*. Publicaciones dels Cursos de Llengua Valenciana de Lo Rat-Penat/33, València, 1977, p. 22.

dire avant même que la langue catalane existe, et que l'on puisse lui attribuer la responsabilité de la nationalité catalane des Valenciens. À l'occasion des journées de l'*Universitat Catalana d'Estiu*, célébrées en août 1991 à Prada (Conflent - France), Josep Guitart, directeur général des universités catalanes affirmait : "Una de las conclusiones que pueden extraerse de los trabajos de Tarradell es que el marco geográfico de los Países catalanes ya tenía una personalidad histórica definida antes de la llegada de Roma"<sup>559</sup>. Et parmi ses oeuvres on distinguait : *Les ciutats romanes als països catalans*. Le livre d'un autre archéologue valencien, Domingo Fletcher Valls (1912-1995), servirait aussi pour contre-dire les théories de Tarradell. Ce livre avait été pourtant écrit antérieurement à la dispute : *Els valencians pre-romans*<sup>560</sup> (1954). Pour souligner l'importance professionnelle de ce dernier, mentionnons seulement le fait qu'à sa mort on a donné son nom au Musée de préhistoire de Valence : *Museo Domingo Fletcher Valls*.

Il est surprenant qu'arrivé le moment de citer Vicente Ramos Pérez (1919-2011), Geniola se limite à le décrire comme un homme qui mit tout de suite en garde sur les risques que représentaient les thèses fustériennes pour l'identité valencienne, l'identifiant simplement comme un futur intégrant du *blaverisme*, ne rapportant que deux de ses livres<sup>561</sup>, or il en existe un autre dont la date de parution est antérieure, et dont le contenu est beaucoup plus significatif. Il s'agit du livre *Pancatalanismo entre valencianos* (1978), que nous avons cité de nombreuses fois auparavant. Geniola préfère aussi passer sous silence le fait que cet intellectuel valencien était membre de la *Real Academia Española de la Lengua* (1968) et aussi de l'*Academia de Historia* (1966). Nous voyons à nouveau que le qualificatif de Sanchis Guarner, "d'érudit déphasé" est difficilement défendable.

---

<sup>559</sup> Emilio Manzanares : "La UCE (Universitat Catalana d'Estiu) homenajea al arqueólogo Tarradell, forjador de ideología". *La Vanguardia*, 23/08/1991. En ligne, 31/10/2016 : <http://hemeroteca-paginas.lavanguardia.com/LVE08/HEM/1991/08/23/LVG19910823-026.pdf>

<sup>560</sup> Domingo Fletcher Valls : *Els valencians pre-romans*. Valencia, Publicacions dels cursos de llengua i lliteratura de Lo Rat-Penat, 1954.

<sup>561</sup> Andrea Geniola : "Regionalisme i anticatalanisme al País Valencià" dans : *De país a comunitat. Valencianisme polític i regionalisme...*, op. cit., 631, Geniola cite : Vicente Ramos : *Alicante y la autonomía* (1931-1936), Ambar/Temas Valencianos, 45, Zaragoza, 1980, et *De Albiñana a Monsonis. Agonía del pueblo valenciano*, Novecientos, Valencia, 1981.

Geniola avoue son impuissance à mesurer la logique de la confluence des carlistes avec les anti-pancatalanistes, en tout cas il donne un extrait très édifiant sur les positions d'un des représentants les plus significatifs, Francisco Elías de Tejada (1917-1978), professeur universitaire de la philosophie du droit. En 1974, à un moment où le franquisme paraissait faiblir à cause de l'âge avancé du dictateur, il avait fait part de ces considérations :

En aras de un nacionalismo no ya valenciano, pero hasta pancatalanista, Joan Fuster aspira a matar a Valencia, ignora deliberadamente cinco siglos de historia patria, se rebela contra la voluntad fundadora del rey Jaime I. La segunda misión del Carlismo es defender a Valencia contra los ataques del catalán Joan Fuster, heredero directo de Felipe V el francés.<sup>562</sup>

Geniola suggère comme explication que le franquisme a pu encourager la recrudescence du carlisme comme un moyen de contrer le séparatisme, en faisant allusion au *Consejo Nacional del Movimiento : Defensa de la unidad nacional, 16 de enero de 1971* (Madrid, p. 18: AGA(9) 17/01/51/9900). Mais celui-ci semble un argument peu convainquant si l'on tient compte que le carlisme était également divisé, comme le prouve le fait que le parti carliste catalan (P. C. C.), en 1976, se déclarait en faveur de l'autodétermination, et clairement partisan des "Pays Catalans": "La realidad de unos países catalanes exige el respeto a la voluntad de los diversos pueblos que los configuran"<sup>563</sup>. Le début des années soixant-dix montrait que le fustérianisme avait définitivement abandonné le terrain de la réflexion philosophique et historique, pour se voir résolument assimilé aux adversaires du régime.

### 11. 3. 3 - Les premiers incidents

Dès 1976, sur un fond général de violence, orchestrée par l'extrême-droite dans tout le pays, se répertoriaient à Valence des premiers incidents au sujet des symboles, surtout au sujet de la langue. Si à ce moment la population en général restait totalement ignorante du conflit qui couvait au sujet de la langue valencienne, il

---

<sup>562</sup> *Ibidem*, p. 633: Geniola cite : F. Elías de Tejada: "El concepto del Reino de Valencia", *Aparici Guijarro*, 15 (1974), s.n.

<sup>563</sup> "El Partit carlí en favor de la autodeterminación del País Valencià". *La Vanguardia*, 08/08/1976, p. 23.

est certain que la haute bourgeoisie locale devinait les intentions des pancatalanistes renforcés par les partis de gauche. Les deux tentatives d'avant-projets proposés, celui de Elche, en octobre 1975, et celui du *Consell Democràtic del País Valencià*, du 16 mars de cette même année (1976), ne laissaient pas de doute. Ceci explique la rapide initiative en date du 30 mars 1976, menée par les présidents des Conseils généraux (Alicante, Castellon et Valence) qui se réunirent à Castellon de la Plana, pour réclamer au Gouvernement de la nation, une autonomie "que reconozca la personalidad del Reino y permita su desarrollo en todos los aspectos"<sup>564</sup>. La bourgeoisie dirigeante profitait de sa proximité au pouvoir pour prendre les devants face à cette gauche qui non seulement sympathisait avec le fustérianisme, mais encore se montrait prête à établir les bases de son expropriation "nationale"/régionale. Ce n'est pas par hasard si le 23 avril 1976, exactement un mois après que soit connu le texte du projet de statut d'autonomie du *Consejo Democrático del País Valenciano* apparaissait dans la presse valencienne un article qui mettait le doigt sur le problème identitaire. Son titre était éloquent : "Crisis de identidad". On dénonçait les implications pancatalanistes que certains souhaitaient donner à la philologie : "De ahí que nos entristece ver como particularmente en estos últimos cinco meses, se esté intentando, por una vía que comenzó en lo lingüístico y ha terminado en lo político, desnaturalizar el panorama público valenciano mediante la deliberada confusión de identidad e ideología"<sup>565</sup>. Et l'on faisait une recommandation finale : "Que todo grupo político que opere en Valencia, sea del talante que fuere, acepte como natural punto básico, no sujeto a controversia, el de la identidad, y la unidad valencianas"<sup>566</sup>. Disons que la droite était disposée à accepter une opposition dialectique avec la gauche, mais elle condamnait une opposition "antivalencienne", dans le sens où celle-ci remettait en cause sa légitimité sociale, sa place dans la hiérarchie, les institutions et même à sa transcendance nationale à l'intérieur du groupe régional qu'elle occupait.

C'est au cours de ce même mois d'avril que ces élites dirigeantes organisaient une réunion pour exalter la langue valencienne dans la *Lonja* (l'ancien édifice de la

---

<sup>564</sup> Sinopsis del Estatuto de la Comunitat Valenciana:

<http://www.congreso.es/consti/estatutos/sinopsis.jsp?com=79>

<sup>565</sup> L. P.: "Crisis de identidad". *Las Provincias*, 09/10/1977, p. 38.

<sup>566</sup> *Ibidem*.

bourse) de Valence, une initiative dirigée à bien définir le périmètre national que l'on prétendait protéger puisque la langue avait été le leitmotiv fustérien. Ce rendez-vous fut le départ d'un malaise et d'une tension qui iraient *in crescendo*, car au cours de cette cérémonie qui se voulait presque institutionnelle, le curé Pere Ruitort eut l'audace d'y revendiquer *in situ* la catalanité de la langue valencienne. Depuis le camp pancatalaniste on rapporte cet épisode comme celui d'une agression du curé majorquin, qui avait reçu des insultes et avait été traité de catalaniste<sup>567</sup>. On peut imaginer aisément que les paroles de Pere Ruitort furent reçues comme une authentique provocation, voire un défi, puisque la finalité de cette réunion avait été justement le contraire, marquer le caractère autochtone de la langue, et contredire les affirmations qui commençaient à devenir réitératives, en particulier dans les milieux universitaires tels que nous les avons mentionnés dans un sous-chapitre antérieur. Justement Vicente Ramos nous offre des précisions très intéressantes au sujet de ce curé. Il explique que la Société *Òmnium Cultural* rapportait dans ses livres de comptes que pour l'année 1977, était prévue une attribution de la quantité de 1.250.000 pesetas pour lui, au titre d'aide au travail ("Ayudas de Trabajo"), et on faisait figurer son nom, son lieu d'activité, ainsi que les concepts englobés : "Pere Ruitort i Mestre de Petra (Mallorca, resident a València, per a la confecció de Material didàctic per al País Valencià i les Illes)"<sup>568</sup>. D'où la conclusion que Pere Ruitort s'était comporté comme un véritable activiste, et que son intention avait été de donner à cette réunion, la transcendance opposée à celle qu'on avait justement prétendue. Il est significatif de voir comment ces premières initiatives partirent du monde ecclésiastique, qui comme l'avaient expliqué Eliseu Climent, Eduard Mira et Damià Mollà, avait eu une influence notoire sur les jeunes étudiants du collège des jésuites de Valence. Et nous savons que les jésuites en Catalogne travaillaient pour le catalanisme, comme ils l'avaient fait contre le libéralisme. La méthode des jésuites consistait justement à se valoir de l'autorité et de la hiérarchie ; ce qui veut dire que Pere Ruitort avait cru pouvoir pontifier, et imposer son critère à celui des autorités valenciennes, par le fait de porter une soutane, et que personne n'oserait répliquer.

---

<sup>567</sup> Borja Ribera: "La violència anticatalanista a València. Des de la mort de Franco fins a l'aprovació de l'Estatut (1976-1982)" dans : *De país a comunitat. Valencianisme polític i regionalisme...*, op. cit., p. 664.

<sup>568</sup> Vicente Ramos : *Pancatalanismo entre valencianos...*, op. cit., p. 163.

Le 5 novembre suivant se déroulaient à Castellón des cérémonies institutionnelles pour commémorer le sept-centième anniversaire de la mort du roi Jaime I d'Aragon. Dans le sanctuaire de la Virgen de Lledó eut lieu la cérémonie religieuse qui fut célébrée par l'évêque du diocèse, Josep Maria Cases i Deordal. Lui non plus n'eut aucun scrupule à tirer parti de sa soutane, et de surcroît, de sa position hiérarchique. Il prêcha ouvertement la catalanité de la langue et de la culture valencienne, employant plusieurs fois dans son discours la dénomination de "Pays Valencien" et surtout soulignant : "Som País Valencià"<sup>569</sup> en tant que clair écho des consignes fustériennes. Il argumentait tout au long de son homélie que "Nuestra conexión espiritual con Cataluña es constante desde los mismos orígenes, tanto en el ámbito cultural, de la lengua como en el espiritual y político"<sup>570</sup>. Ce qui pouvait être interprété, et s'interpréta de fait, comme un clair acte de propagande pancatalaniste, puisque la cérémonie fut précédée d'un épisode de grande tension. À côté de l'épître, avaient été placés l'étendard royal ainsi que la reproduction de l'épée et du casque de guerre portés par le roi. Un conseiller municipal avait demandé que l'on retire l'étendard, mais les chevaliers de la confrérie (*Germandat dels Cavallers*) avaient aussitôt protesté. On replaça l'étendard, mais on dut accompagner celui-ci du drapeau national espagnol, pour éviter la dispute.

L'étendard posait un double problème, d'abord par le fait qu'il était considéré une marque de catalanité, telle que Fuster la revendiquait, mais aussi par le fait que pratiquement tous les partis de gauche l'avaient arboré dans leurs assemblées ou manifestations. Ensuite le paradoxe était que l'étendard royal se mariait mieux avec la désignation de "Royaume de Valence", justement celle que la droite, mais surtout les carlistes revendiquaient. Or Fuster ne désirait absolument pas ce mariage, il en poursuivait un autre, écrivant un livre expressément pour clarifier les choses. Le royaume avec lequel devait être associé le drapeau n'était pas l'ancien royaume de Valence, mais l'ancienne couronne d'Aragon. Et il expliquait qu'à l'époque du Moyen-Âge les étendards étaient extrêmement divers sur toute l'extension du territoire, par le fait qu'ils correspondaient à des enseignes héraldiques, et outre celle du roi,

---

<sup>569</sup> Vicent Domènech : "Una gran fuerza despierta en nuestro pueblo". *La Vanguardia*, 05/11/1976, p. 23.

<sup>570</sup> *Ibidem*.

d'autres étaient généralement exhibées comme celles des seigneurs, des villes ou des villages. D'où la circonstance que chaque ville ou village valencien avait, - et a encore - son propre étendard. C'est-à-dire qu'à travers son opuscule, *El blau en la Senyera*, Fuster reconnaissait lui-même cette réalité, précisant par la même occasion certains détails pour illustrer les motifs de cette multiplicité d'enseignes<sup>571</sup>. Le fait était qu'une ville ou un village pouvait arriver à arborer plusieurs étendards : le sien, en tant que principal (*la bandera mayor*), mais aussi, à ses côtés d'autres comme les drapeaux de camp (*banderas de campo*). Ceci dit au passage, nous en profitons justement pour montrer que cette conscience nationale unitaire catalane, que voulait prouver Fuster se voyait ici parfaitement démentie avec l'exemple des étendards ou drapeaux. Il n'existait pas un étendard représentatif du territoire valencien et encore moins représentatif de l'ensemble des territoires de l'ancienne couronne d'Aragon. Le seul étendard commun était celui du roi, à titre strictement personnel ou dynastique. Ceci confirme le fait qu'il est tendancieux d'interpréter le passé avec des mentalités du présent, surtout à une époque où ce concept de nationalité n'existait pas, mais c'est là justement ce que font systématiquement les nationalistes. Ainsi l'étendard marquait un principe de privilège, de hiérarchie, et d'appartenance au roi, mais en aucun cas un principe démocratique. Or la ville de Valence avait aussi son propre étendard, accordé par le roi Pierre le Cérémonieux, en remerciement aux habitants de la ville pour avoir combattu à ses côtés dans une guerre contre le souverain castillan. Cet étendard est le même que celui du roi, mais caractérisé par une frange bleue latérale, ornée d'une couronne. Fuster signale que la ville de Borriana avait eu aussi un privilège similaire (1377)<sup>572</sup> ; et le raisonnement de Fuster pour justifier que les Valenciens devaient s'identifier avec l'étendard royal, et pas un autre, se basait sur un critère d'unité, soit d'homogénéisation, dans le but de faire converger tous les territoires sous une même bannière, théoriquement démocratique. L'étendard de la ville de Valence devait donc être exclu, car porteur de particularisme. Et Fuster en profitait pour répéter que la langue était comme le drapeau, identique : "Que sans le bleu, le 'drapeau valencien' est pareil au 'drapeau catalan'? Non, il n'est pas pareil, c'est le même. Et c'est aussi la

---

<sup>571</sup> Joan Fuster: *El blau en la Senyera...*, op. cit., p. 7, 8, 11.

<sup>572</sup> *Ibidem*, p. 12.

même langue..."<sup>573</sup>. Ses arguments pour soutenir cette position sujette à l'uniformité étaient d'ailleurs renforcés par d'autres raisons : le drapeau du roi avait impliqué un régime moins contraignant que le régime féodal pratiqué par les seigneurs. Il parlait de peuple valencien "non féodal"<sup>574</sup> sous l'autorité directe du roi, en opposition aux zones soumises aux seigneurs. Une curieuse manière d'interpréter que la juridiction monarchique était plus démocratique que celle des seigneurs, sachant que le régime féodal était une pièce fondamentale du système monarchique, et qu'en dernière instance, le roi était le maître de tous. Le raisonnement de Fuster était des plus alambiqués, mais comme toujours la fin justifiait les moyens ; le drapeau devait faire office de preuve "historique" de l'unité nationale catalane. Et Fuster qui comme toujours n'avait pas pu éviter la contradiction, assurait que c'était là le choix correct, même si tout à la fois, il reconnaissait ne pas être un expert en vexillologie. Et comme preuve de ces arguments soi-disant "scientifiques" dont les pancatalanistes veulent toujours se prévaloir, notons au passage comment Fuster se trompait et écrivait en valencien/catalan "*no sóc un expert en vexil.lografia*"<sup>575</sup> alors qu'il aurait dû écrire "*no sóc un expert en vexil.lologia*". Le mot employé par lui : "*vexil.lografia*", n'existant pas dans le dictionnaire catalan. Nous avons été obligée de faire ces recherches non pas par une intention inquisitrice, mais dans le souci de nous assurer de la définition d'un mot : vexillologie, qui n'est pas très courant, et qui comme on peut s'y attendre, se rapporte à l'étude des étendards.

Fuster avait écrit ce petit livre en 1977, en pensant bien sûr aux élections, et au prochain statut d'autonomie. Il fut publié en septembre, peu avant la fête valencienne du 9 octobre, visiblement il avait espoir de rallier toute la gauche sous son étendard, et semblait s'adresser directement à ce futur *Consell*, ou gouvernement autonome, majoritairement de gauche qui se constituerait officiellement le 16 avril suivant (1978). Fuster était confiant, il venait de gagner une bataille, celle de la dénomination. Le 6 août 1977, lors de la première réunion des parlementaires, ceux-ci s'étaient mis d'accord, pour désigner leur assemblée avec le nom de "Plenari de parlamentaris del País Valencià". Ce qui signifiait que le nom de Pays Valencien avait déplacé celui de

---

<sup>573</sup> *Ibidem*, p. 26.

<sup>574</sup> *Ibidem*, p. 17.

<sup>575</sup> *Ibidem*, p. 9.

"Royaume de Valence". Mais plus il devenait clair que derrière les noms et les symboles se confrontaient deux nationalismes opposés, et plus la tension augmentait et l'intransigeance avec. Le témoignage de Pascual Lainosa, président général des assemblées des fallas (*Présidente de la Junta Central Fallera JCF*) était éloquent sur cet aspect. Dans une entrevue faite par *Valencia Semanal* en mars 1978, il répondait ceci à la question posée : "No tendría inconveniente en decir País Valenciano, si no fuera porque casi siempre que se dice eso va integrado en la suma de otros países, concretamente ¿por qué no decirlo? de Países Catalanes"<sup>576</sup>. Avec le drapeau il commençait à se passer la même chose, la *cuatribarrada* s'identifiait à l'emblème des pancatalanistes, raison pour laquelle le drapeau de la ville de Valence, avec la frange bleue était revendiqué par les Valenciens contraires aux thèses pancatalanistes, appelés aussi "blavers" (en castillan: "blaveros"). La frange bleue, ancien privilège octroyé à la ville de Valence, paraissait devenir la seule manière de marquer la différence, car visiblement personne ne songeait à proposer un autre drapeau, pas même la gauche qui d'une manière paradoxale s'entêtait à préconiser un symbole traditionnaliste qui ne faisait que rendre la transition plus difficile. M<sup>a</sup> Consuelo Reyna, sous-directrice du journal *Las Provincias*, affirmait dans un article du 22 avril 1979<sup>577</sup>, qu'elle avait proposé une solution de compromis qui n'avait eu aucun écho, un drapeau porteur des couleurs des trois provinces : le bleu de Valence, le vert de Castellón et le blanc d'Alicante.

De toute façon, de nombreux Valenciens ignoraient encore à cette date la transcendance de la couleur bleue, après plus de trente ans de dictature le peuple était assez peu informé, et ces premiers incidents au sujet des symboles ne faisaient qu'augmenter la confusion et la tension générale, fomentée d'un côté par l'extrême-droite, comme nous l'avons rappelé, mais aussi d'un autre côté par les attentats terroristes de l'ETA. On rapporte dans le journal *Las Provincias* du 8 octobre 1977, des actions comme celles menées par des groupes désignés "guerrilleros" qui faisaient la chasse aux *senyeras*. Les balcons qui exhibaient cet étendard royal, sous forme de fanions, étaient attaqués : "Los 'guerrilleros' amenazan, con explosivos a los que llevan senyeras sin azul" et le sous-titre était tout aussi édifiant : "Desaparecen de balcones

---

<sup>576</sup> "El supercapitalismo catalán culpable". *Valencia Semanal*, N° 14 (12/03-19/03) 1978, p. 39.

<sup>577</sup> María Consuelo Reyna : "Banderas". *Las Provincias*, 22/04/1979, p. 5.

bajos *senyeras* sin banda azul"<sup>578</sup>. Ceci prenant une allure prophétique par rapport à ce que deviendrait le 9 octobre 1979, moment crucial de la violence déchaînée à Valence pendant cette période désignée comme la "Bataille de Valence". La guerre était donc déclarée, et Fuster depuis l'arrière garde continuait de lancer ses consignes. Dans son opuscule *El Blau en la senyera*, il en avait profité pour rappeler que "n'importe quelle 'revendication valencienne' et 'nationale' possible passe par le chemin des Pays Catalans convergents, chacun d'eux partant de sa spécificité"<sup>579</sup>. Ceci confirmait que le "Pays Valencien" était indéfectiblement rattaché aux "Pays Catalans", qui plus est, il devait déjà se sentir comme partie intégrante de ceux-ci. Les Valenciens avaient des raisons pour se montrer perplexes pour reprendre le titre d'un livre écrit par un fustérien de la première heure, que nous avons déjà cité, Josep-Vicent Marqués<sup>580</sup> ; quoique cette perplexité n'allait pas exactement dans le sens que désirait Marqués.

Si les pancatalanistes ont voulu attribuer systématiquement toute la responsabilité de la tension et de la violence aux anti-pancatalanistes, pendant la "Bataille de Valence", par le fait qu'eux, soi-disant, n'ont jamais employé des méthodes brutales, il n'en reste pas moins que cette analyse est limitée et surtout trompeuse, parce qu'elle escamote une partie de la vérité. Il y a eu plusieurs types de tension pendant la transition : une générale au pays, que nous venons de mentionner, à cause de l'extrême-droite, hostile à la démocratie, mais aussi de l'extrême gauche avec le GRAPO. Une tension due à la crise sociale qui était aiguë, et qui plaçait les couches sociales défavorisées en situation de précarité ; et finalement une particulière à Valence, qui correspondait à l'intensité supplémentaire que provoquaient les exigences des fustériens, désireux de gagner la bataille des symboles. Et ceux-ci ont dû croire que les premières manifestations des extrémistes seraient un phénomène qui virerait à leur bénéfice, spéculant sur le fait que la société valencienne s'écarterait aussitôt, et beaucoup plus rapidement, de ceux qui ne savaient pas ou ne voulaient pas protester pacifiquement. Et s'il y eut effectivement une syntonie sur les idées, entre des secteurs violents et la réaction populaire, ceci ne signifiait pas que les Valenciens

---

<sup>578</sup> "Los 'guerrilleros' amenazan con explosivos a los que llevan *senyeras* sin azul": *Las Provincias*, 08/10/1977, p. 17.

<sup>579</sup> Joan Fuster : *El blau en la Senyera...*, op. cit., p. 26.

<sup>580</sup> Josep-Vicent Marqués González : *País perplex. Notes sobre la ideologia valenciana*. Édité par Eliseu Climent, Valencia, 2000. 292 pages.

approuvaient ces méthodes, bien au contraire tout cela rendait les choses beaucoup plus pénibles et lamentables, mais c'est bien là, la particularité de la "bataille de Valence": cette situation de confusion et de malaise général, parce qu'il n'était pas possible de trouver une tribune, ou un espace libéré de la tension et de la crispation régnaient. José Luis Torró, ancien directeur de *Valencia Semanal*, le reconnaît clairement en 2010 : la "bataille de Valence" est le produit des politiciens et des journalistes, surtout par le fait que c'était eux qui étaient conscients des implications qu'elle comportait. Et les pancatalanistes à travers leur insistance sur ce sujet essayaient de détourner la volonté populaire exprimée dans les urnes, le 15 juin 1977. Cette volonté avait spécifié très clairement que l'idée des "Pays Catalans" était contraire à ses sentiments et ses intentions. À partir de là, la lutte pour investir les futures institutions valenciennes de symboles pancatalanistes était une bataille qui n'avait pas de légitimité. Mais nous avons dit que Fuster n'était pas de tradition démocrate, il oeuvrait comme les jésuites, derrière la scène politique, en cherchant les ressorts du pouvoir, à travers ses disciples intégrés dans les partis étatiques gagnants. Lui préférait rester apparemment dans une position neutre, puisqu'il n'était affilié à aucun parti politique, néanmoins il donnait ses consignes.

Depuis les colonnes de *Valencia Semanal*. Il déclarait : "Nous les Valenciens, nous ne sommes pas assez valenciens. Nous ne sommes pas vraiment conflictuels"<sup>581</sup>. Fuster recommandait la conflictivité, dans le sens d'une revendication beaucoup plus active pour se faire entendre, pour être pris en considération à Madrid, pour avoir les mêmes droits que les Catalans et les Basques, soit l'obtention d'un statut d'autonomie par la voie la plus rapide. Pour cela il encourageait à continuer d'inoculer sa particulière vision du sentiment identitaire qui devait être celui de la société valencienne, et qui provoquait de plus en plus de crispation. Nous avons vu que le processus de nationalisation n'est pas une question de culture, c'est une question d'économie, fondée sur un nouveau type d'organisation sociale. D. Mollà et E. Mira l'expliquent parfaitement dans leur livre<sup>582</sup> en soulignant que c'est l'alliance des élites économiques et intellectuelles qui fabriquent le processus de nationalisation<sup>583</sup>, et

---

<sup>581</sup> Joan Fuster : "Autonomia i paciència", *Valencia Semanal*, N° 31 (09/07-16/07) 1978, p. 21.

<sup>582</sup> Damià Mollà et Eduard Mira : *De impura natione...*, op. cit., p. 180-192.

<sup>583</sup> *Ibidem*, p. 191.

qu'à Valence : "Le manque de connexion entre les élites économiques, d'un côté, et les élites intellectuelles et politiques de l'autre, sera la cause et la conséquence de cette dislocation au sein de la structure sociale du Pays Valencien"<sup>584</sup>. Il est clair que les élites économiques étaient opposées à ce que proposait Fuster. Mollà et Mira reconnaissent même que la "Bataille de Valence" n'a fait que rendre les choses plus difficiles<sup>585</sup>, par le fait de déboucher sur une confrontation insupportable. Raison pour laquelle, les thèses fustériennes ont provoqué un divorce traumatique entre les élites économiques et ces élites culturelles nationalement rebelles. Si Fuster au lieu de revendiquer le catalanisme avait revendiqué le valencianisme autochtone, le résultat aurait été certainement différent ; justement à ce moment il existait un régionalisme désireux de se singulariser et d'acquérir une importance politique significative, le parti *Unión Regional Valenciana*, dont nous parlerons un peu plus loin. Mais Fuster identifiait ce régionalisme à un ennemi, et au lieu d'essayer de se rapprocher et de conclure des accords avec, il conseillait de lutter de plus belle, en alléguant parler au nom de la science. D'un côté il essayait par là de disqualifier son adversaire, et d'un autre, il tendait à faire croire que le fustérianisme était une forme de socialisme. Or nous avons vu qu'il existait des fustériens dans certains partis de droite ou de centre droit. Les fustériens infiltrés dans les partis étatiques, PSOE et PCE, se chargeaient de faire assimiler au maximum la lutte sociale à une lutte nationale-catalane, le drapeau et la langue servant justement à ça. Il fallait profiter du fait que le cadre national-espagnol était discrédité, comme nous l'avons expliqué auparavant. On essayait donc de montrer la voie des *Pays Catalans* comme une voie naturelle de libération nationale et de progrès. Or cette simplification outrancière d'une gauche pancatalaniste fut impossible à implanter. D'abord parce qu'à l'intérieur des deux principaux partis de gauche, autant du PSOE que du PCE il n'existait pas de position homogène, mais des tendances parfois franchement divergentes qui s'affrontaient. À ce sujet le livre de Jesús Sanz est très instructif, il décrit autant les batailles internes des socialistes que celles des communistes, et comment les nationalistes se positionnent constamment à la recherche des postes de responsabilité pour influencer les grandes décisions de parti. Ensuite parce qu'il existait une gauche minoritaire et républicaine qui avait refait

---

<sup>584</sup> *Ibidem.*

<sup>585</sup> *Ibidem.*

surface à la veille de la transition. C'était les héritiers du blasquisme et de Manuel Azaña : l'URA (*Unión Republicana Autonomista*), l'ARDE (*Acción Republicana Democrática Española*), le PRSV (*Partido Radical Socialista de Valencia*) et la EV (*Esquerra Valenciana*) qui en février 1978<sup>586</sup> décidaient de former une coalition l'IRA (*Izquierda Republicana Autonomista*) pour élargir leur force. Pascual Cots Franqueza avait été désigné secrétaire général de cette nouvelle formation. Inutile de dire que le plus gros de ces partis était resté réfractaire aux idées fustériennes, ce qui explique la mauvaise presse qu'ils ont eue, en particulier de la part du secteur fustérien de l'université. Nous avons déjà rapporté les commentaires, autant de Fuster que de Cucó au sujet de Vicente Blasco Ibáñez dans des chapitres antérieurs. Tout ceci rendait les choses beaucoup plus compliquées pour la société valencienne, en particulier pour le peuple qui n'avait pas vécu la guerre civile, et pour ceux qui n'avaient pas connu autre chose que le franquisme. Ensuite le sujet de la langue qui était l'axe vital sur lequel Fuster faisait reposer tout son raisonnement serait très tôt mis en difficulté par un ancien valencianiste, Miquel Adlert qui se chargerait de dénoncer la politisation des "Bases de Castellón", et leur intention déviationniste.

#### 11.3.4 - Le livre de Miquel Adlert

Même si en 1961, Miquel Adlert Noguerol était partisan d'une "communauté catalanque" qui admettait un avantage onomastique pour les Catalans, en 1977 sa position avait radicalement changé. Dans un livre intitulé *En defensa de la llengua valenciana*<sup>587</sup>, outre la recommandation de nouvelles normes orthographiques, il offrait ses explications pour justifier le chemin qu'il avait parcouru, et qui l'avait amené à publier ce livre, destiné à faire prendre conscience aux Valenciens que les *Bases de Castellón* avait été une duperie. Il commentait que l'origine de ce changement de position personnelle remontait à l'époque où Fuster avait abandonné

---

<sup>586</sup> G. Grau de Montmajor : "¿Retrasa Tarradellas nuestra preautonomía?". *Valencia Semanal*, nº 8, febrero 1978 (29/01 - 05/02), p. 11.

<sup>587</sup> Miquel Adlert Noguerol: *En defensa de la llengua valenciana. Perqué i cómo s'ha d'escriure la que es parla*. Del Cénia al Segura, Valencia, 1977. 109 pages.

la maison d'édition *Torre*, propriété de lui-même et de son associé Xavier Casp. Il confessait qu'en juin 1951, lui et Casp avaient fait un voyage à Barcelone qui leur avait ouvert les yeux, leur faisant comprendre qu'ils avaient été victimes d'une duperie:

Ce que je vis, ce que j'entendis, avec tous ceux avec lesquels nous parlâmes commença à m'emplir de stupeur. Et je réalisais que l'on prétendait la catalanisation totale de Valence, par une intégrale absorption de de la part de la Catalogne. Idée qui se renforçait par ce qui se faisait dans le "Diccionari-Català-Valencià-Balear" (...) Et j'ai commencé à prendre conscience de la duperie quand au début des années cinquante commença la catalanisation de Valence, où Joan Fuster était le chef d'orchestre. Je me suis dépêché de prévenir du danger, mais personne ne m'écoula (...) Et personne ne m'écoula non plus lorsqu'en 1962 commença l'escalade pancatalaniste avec la publication des livres de Joan Fuster.<sup>588</sup>

Adlert reconnaissait que dans ce livre il professait des accusations graves, mais qu'il était nécessaire de le faire pour révéler la vérité et pour permettre que les Valenciens puissent retourner à une orthographe authentiquement valencienne. Il affirmait que ce voyage à Barcelone l'avait poussé résolument à étudier la langue d'une manière intense. Ce qui était important en 1977, c'était le fait qu'Adlert confirmait à travers ce livre que le débat sur la langue avait toujours été maintenu éloigné de la scène publique, et que tout ce qui touchait à la langue des Valenciens avait été mené pratiquement derrière le dos des Valenciens. Adlert se souvenait qu'étant jeune il avait lu, pour la première fois en 1926, un livre en langue valencienne, qui était celui écrit par Luis Fullana : "Cultura Valenciana". Les autres textes écrits également en langue valencienne, auxquels il avait eu accès étaient ceux du *llibret de falla* (livrets qui reproduisent en dessins les fallas avec leurs légendes satiriques) "Pensat i fet", et "La Traca", journal dont nous avons parlé dans un chapitre antérieur. Et nous relevons au passage le commentaire d'Adlert qui affirmait ne pas avoir eu honte de le lire : "Je n'ai pas honte de le lire"<sup>589</sup>, et qui précisait d'ailleurs que ce journal écrit en langue populaire, se vendait plus que toutes les autres publications valenciennes ensemble<sup>590</sup>. Le témoignage d'Adlert est édifiant lorsqu'il rapporte qu'en 1927 il avait été troublé de voir que l'orthographe employée par la revue *La Taula de Lletres Valencianes*, qui venait de paraître, n'était pas celle utilisée par Fullana, et que les livres publiés par la maison d'édition *l'Estel* n'employaient pas non plus les règles d'orthographe et de grammaire définies par Fullana, et des

---

<sup>588</sup> *Ibidem*, p. 12-14.

<sup>589</sup> *Ibidem*, p. 9.

<sup>590</sup> *Ibidem*, p. 15.

journaux comme *El Camí*, appartenant au parti *Unió Valencianista Regional*, non plus. Par contre il précisait que l'autre maison d'édition, *la Societat Valenciana de Publicacions* n'employait pas cette langue "nouvelle"<sup>591</sup>. Et il insistait sur le fait que ce fut la multiplication de publications favorables aux idées pancatalanistes qui consacra une nouvelle manière d'écrire le valencien, "qui n'était pas celle de Fullana"<sup>592</sup>. Il qualifiait les *Bases de Castellón* de "normes de la catalanisation"<sup>593</sup>. Et mettait en évidence le rôle joué par Carles Salvador, pour avoir accentué consciemment et notablement cette catalanisation. En fait, sur ce point Adlert confirmait ce que Sanchis Guarner avait expliqué, que l'orthographe du valencien n'avait pas été décidée par une institution académique valencienne, dont Fullana aurait représenté la plus grande autorité, mais par des publications acquises aux idées pancatalanistes :

L'acquisition d'une langue littéraire est une tâche collective et de longue haleine. Au Pays Valencien, ce furent davantage les revues et les maisons d'édition solvables plutôt que les grammairiens qui finirent par imposer au public lecteur leurs directives idiomatiques. Les créateurs du valencien littéraire moderne, intégré dans la langue catalane, soumise à la doctrine grammaticale de Fabra. Ce fut spécialement la revue *Taula de les Lletres valencianes* (1927), et la maison d'édition *L'Estel* (1928), de la première époque jusqu'à 1936.<sup>594</sup>

Adlert jetait un cri d'alarme sur cette progressive catalanisation: "la graduelle catalanisation à doses réduites qui se faisait pendant ces années"<sup>595</sup>, définissant la signature des *Bases de Castellón* comme : "La première offensive de catalanisation à grande échelle"<sup>596</sup>. Il assurait que ces changements supposèrent "une réforme drastique"<sup>597</sup> par rapport aux normes de Fullana. Et il clamait pour une urgente revalencianisation, proposant de nouvelles normes plus en accord avec celles de Fullana. Adlert insistait sur la manière subreptice dont les pancatalanistes aurait agi. La première partie de son livre s'intitule "Explicacions" et commence avec cette phrase pour annoncer le premier chapitre : "Je suis tombé dans le piège de la catalanisation, mais j'en sors" (*Caic en el engany de la catalanisació i me n'ixc*)<sup>598</sup>. Adlert confessait son erreur et ses regrets, annoncés dans son article "Jornada" du 24 septembre 1975,

---

<sup>591</sup> *Ibidem*, p. 10

<sup>592</sup> *Ibidem*.

<sup>593</sup> *Ibidem*.

<sup>594</sup> Manuel Sanchis Guarner : *La llengua dels valencians...*, op. cit., p. 190. C'est nous qui avons mis les caractères gras.

<sup>595</sup> Miquel Adlert Nogueroles : *En defensa de la llengua valenciana...*, op. cit., p. 10.

<sup>596</sup> *Ibidem*.

<sup>597</sup> *Ibidem*.

<sup>598</sup> *Ibidem*, p. 9.

et soutenait qu'ayant été trompé lui-même, il trompa lui aussi, mais de bonne foi<sup>599</sup>. Dans un article antérieur daté du 8 juillet 1975, également intitulé "Jornada", Adlert avait demandé aux anciens signataires des *Bases de Castellon*, qui vivaient encore, de raconter comment ils s'étaient mis d'accord sur ces normes, "quels signataires se réunirent à Castellón, et comment se recueillirent les signatures de ceux qui n'allèrent pas à la capitale de la Plana [Castellón]"<sup>600</sup>. Adlert répétait qu'il fut "victime d'une duperie"<sup>601</sup>. Il expliquait que ce fut cette langue qu'on lui enseigna à écrire, une langue qu'il porta partout avec lui, dans son journal *Acció*, seul journal valencien encore actif à la veille de la guerre civile. Il reconnaissait aussi, qu'il continua à écrire avec, ses postérieurs articles, et que ce fut aussi celle qu'il utilisa dans la maison d'édition *Editorial Torre*. Pour mettre en valeur le caractère manipulateur des catalanistes il racontait qu'un des objectifs poursuivis chez *Torre* avait été de tenter d'harmoniser une langue littéraire commune au valencien, majorquin et catalan, et que pour cela lui et Adlert avaient travaillé en collaboration avec des auteurs des deux autres régions. L'intention étant de produire une littérature apte à être distribuée à toute l'aire globale. Il racontait :

Notre prétention quant à ces principales différences entre les langues valencienne, majorquine et catalane, était que les Catalans acceptent les valencianismes et les catalanismes; les Majorquins, les valencianismes et les catalanismes; et les Valenciens les majorquinismes et les catalanismes; prenant dans chaque cas, la forme de la langue qui se conserverait la plus pure. Et ainsi cette langue littéraire prendrait une forme assez compréhensible pour tous. Et parmi les lecteurs de chacune des trois langues se diffuserait les livres des deux autres.<sup>602</sup>

Or Adlert précisait que "Les Catalans refusèrent de faire les concessions qui leur revenaient"<sup>603</sup> et ceci nous rappelle la même accusation qu'avait formulée Teodor Llorente Falcó, dans son article "La unidad ortográfica", dont nous avons déjà parlé. Il avait approuvé le projet de convergence des trois langues : "Debe procurarse por todos los medios posibles, aunque "sin imposición centralista", suavizar aquellas diferencias dialectales, dirigiendo así todos los esfuerzos a conseguir la unidad del idioma"<sup>604</sup>, pour ensuite reconnaître que : "Se han hecho algunos trabajos en este

---

<sup>599</sup> *Ibidem*.

<sup>600</sup> *Ibidem*, p. 11.

<sup>601</sup> *Ibidem*.

<sup>602</sup> *Ibidem*, p. 12.

<sup>603</sup> *Ibidem*, p. 13.

<sup>604</sup> Teodor Llorente Falcó: "La unidad ortográfica". *En defensa de la personalidad valenciana...*, op. cit., p. 190-191.

sentido en Cataluña, pero se han hecho mal; es decir, se han llevado a cabo con sólo miras al habla de aquel territorio"<sup>605</sup>. C'est-à-dire que les catalanistes encourageaient un rapprochement, que eux-même systématiquement refusaient de pratiquer, bien au contraire, nous devrions comprendre qu'ils essayaient de tirer avantage de la bonne volonté des autres. Adlert reconnaissait aussi que les pancatalanistes avaient joui d'un avantage : "l'obsession chez beaucoup [de Valenciens] de fuir la castillanisation (danger qui s'exagérait)"<sup>606</sup>. Adlert dénonçait également que les pancatalanistes valenciens s'étaient appropriés la langue et que :

Seulement leur duperie pouvait justifier que des organisations qui se réclament du peuple, pour le peuple et pour sa défense, s'adressent au peuple non pas dans la langue qui est la sienne, mais dans ce parler artificiel que le pancatalanisme assure être 'la langue des Valenciens'<sup>607</sup>.

Et cette manière de dire les choses visait directement Sanchis Guarner qui avait justement donné à son livre ce titre (*La langue des Valenciens*). Il défendait que la langue est produite par le peuple et que pour cette raison, la langue est sa propriété, son droit naturel, contre lequel aucun critère scientifique ne peut primer, qu'il soit d'ordre historique ou philologique. Il faisait d'ailleurs une comparaison assez surprenante montrant la similitude entre philologie et géologie, pour considérer que la philologie devait agir avec la langue, de la même manière que la géologie avec la terre: étudier sa formation et son évolution, sans prétendre imposer des transformations. Finalement il affirmait que cette position "scientiste" qui fait fi de l'opinion du peuple, et de son droit sur sa langue "sera toujours une attitude contraire à la démocratie, et dans le meilleur des cas un despotisme éclairé linguistique"<sup>608</sup>. Il assurait que seul le peuple, propriétaire de sa langue a le droit de choisir son nom. Pour cela il répudiait ce scientisme qui venait de Barcelone, où Fabra et l'Institut d'Études Catalanes avaient inventé une langue, qui avait entraîné l'imposition de véritables contraintes depuis les administrations, en premier chef la *Diputació Provincial* de Barcelone et ensuite la *Mancomunitat* catalane. Il mettait en évidence les moyens mis en oeuvre par les catalanistes, et faisait par là même une démonstration de la théorie expliquée par Benedict Anderson qui consiste à recourir d'une manière systématique au capitalisme

---

<sup>605</sup> *Ibidem*.

<sup>606</sup> Miquel Adlert Nogueroles : *En defensa de la llengua valenciana...*, op. cit., p. 15.

<sup>607</sup> *Ibidem*, p. 19.

<sup>608</sup> *Ibidem*, p. 22.

de presse, qui se charge d'inonder la société de textes écrits à l'image de ce que l'on prétend définir comme une réalité. C'est-à-dire qu'un texte écrit une fois, est une opinion, mais si il est écrit des millions de fois, il devient une vérité, d'autant plus indiscutable si des médias comme la radio avalisent à travers les ondes ce qui est écrit :

À présent les paroles inventées paraissaient naturelles, parce qu'elles avaient été lues plusieurs fois dans des textes imprimés, elles étaient passées au lexique des Catalans ; ceux qui voulaient démontrer qu'ils étaient cultivés, et ceux qui voulaient en avoir l'air. Cette diffusion a été possible grâce aux moyens de reproduction que la langue catalane avait avant-guerre, de nombreux journaux, de nombreuses revues, de nombreux livres, de nombreuses représentations théâtrales, et surtout la radio : une station : "Radio Association de Catalogne" (*Ràdio Associació de Catalunya*), exclusivement en catalan, et les autres stations avec beaucoup de programmes en catalan.<sup>609</sup>

Il recommandait aux jeunes pancatalanistes de chercher à connaître ces périodes de l'histoire, où tout était imposé : "parce que les chefs d'orchestre du pancatalanisme ne les révéleront pas"<sup>610</sup>. Il ajoutait d'ailleurs que Fabra n'était pas si pancatalaniste au début, et que dans le numéro du 31 mars de 1891, du journal *Avanç* (créé par P. Fabra i Poch, Jaume Massó i Torrens et Joaquín Casas i Carbó), Fabra avait reconnu lui-même l'impossibilité d'imposer une unité orthographique au valencien et au majorquin, et il rapportait ses propres paroles : "c'est impossible parce que c'est contre nature"<sup>611</sup>. Il s'attardait donc à démontrer la préméditation avec laquelle les pancatalanistes auraient agi, parlant toujours :

*Ex cathedra*, donnant des normes qu'ils n'expliquent pas et cachant des textes et tout ce qui les réfute ; choses que leurs partisans ignorent, de la même manière qu'ils ignorent les faits que ces dirigeants cachent, en passant outre non seulement des années, y compris des siècles d'histoire qu'il ne convient pas soient connus par les néophytes<sup>612</sup>

Il ajoutait que malgré tous ces efforts le fabrisme avait été impuissant à combler la distance entre le catalan parlé et le catalan écrit. Il mettait en garde contre une pareille imposition à Valence, qui amènerait à adopter un modèle non seulement étranger, mais encore, faux. Il soulignait les différences trop importantes entre le catalan oriental (catalan et majorquin) et le catalan occidental (plus près du valencien), qui faisaient que "la majorité des Valenciens ne comprennent pas les Catalans. Et

---

<sup>609</sup> *Ibidem*, p. 25.

<sup>610</sup> *Ibidem*, p. 22.

<sup>611</sup> *Ibidem*, p. 26.

<sup>612</sup> *Ibidem*, p. 26.

presque tous les Valenciens ne comprennent pas les Majorquins"<sup>613</sup>. Il en profitait pour dévoiler, sans donner de nom, qu'il connaissait un grand chef du pancatalanisme<sup>614</sup> haut placé dans un parti politique qui avait été obligé de demander à un professeur d'université catalan de parler doucement pour pouvoir le comprendre. Adlert se montrait extrêmement critique, avertissant qu'une absence de réaction de la part des Valenciens équivaldrait à accepter un impérialisme qui assimile et dénature : "Naturellement en substituant les mots différents du valencien, par des mots catalans, arrivera un moment où le valencien sera pareil que le catalan, parce que ce ne sera plus du valencien, mais du catalan"<sup>615</sup>. Il qualifiait cette philologie de "philologie prestidigitatrice"<sup>616</sup>, et rappelait que les catalanistes avaient recomposé l'histoire à leur avantage, alors que leurs terres catalanes n'étaient que des comtés.

Adlert en profitait pour informer qu'il était en train de préparer un livre intitulé *Retorn a la fidelitat valenciana*, qu'il écrivait dans le but d'apporter une correction à la déviation produite par la catalanisation de la langue autochtone. Néanmoins ce livre ne fut jamais publié parce que son contenu fut relayé par le *Centre de Cultura Valenciana*, converti par la *Diputació* de Valence en 1978 en, *Academia de Cultura Valenciana*, (postérieurement désignée en 1991, *Real Academia de Cultura Valenciana*: RACV), pour renforcer son autorité académique face à l'université. Cette entité finit de définir les nouvelles normes qui furent approuvées en 1978, et présentées à la société valencienne le 7 mars 1981, dans le village de *El Puig*. Pour cela on les a désignées par le nom *Normes del Puig*, mais on les appelle aussi normes sécessionnistes. On tâcherait de les institutionaliser, profitant de la période de 1980 à 1982, moment où le *Consell* préautonome était sous mandat d'UCD, néanmoins nous verrons que les partis de gauche, très fidèles au fustérianisme sous cet aspect, ainsi que le monde universitaire, s'y opposeront.

### 11.3.5 - Le déplacement des vieux combattants antifranquistes

---

<sup>613</sup> *Ibidem*, p. 23.

<sup>614</sup> *Ibidem*, p. 23. Adlert faisait l'allusion sans donner de nom.

<sup>615</sup> *Ibidem*, p. 17

<sup>616</sup> *Ibidem*.

C'était Alexandre Quiroga, cité dans un sous chapitre antérieur qui expliquait qu'il s'était opéré à gauche, tout au long du franquisme une connivence entre les nationalistes et les marxistes, de telle manière que les nationalistes ont fini par imprimer des priorités identitaires qui n'avaient jamais existé avant dans ces formations, notamment au parti communiste. Ceci s'explique d'un côté par le relais générationnel, mais aussi par une relecture intéressée de l'histoire depuis les secteurs nationalistes. Jesús Sanz donne un échantillonnage très représentatif de cette manière manipulatrice de raconter le passé. Rapportant un épisode de la "Bataille de Valence", il assure que le maire de Valence, Miguel Ramón Izquierdo avait interdit la représentation d'une des oeuvres de Shakespeare, parce qu'elle avait été traduite par un Catalan (Joan de Sagarra), ce qui pour les anti-pancatalanistes signifiait prioriser les formes catalanes, mais Sanz en profite pour ajouter certains commentaires :

Semejante tipo de "argumentaciones" segaban la hierba bajo los pies de algunas capas medias de la ciudad, aferradas a las tradiciones de su particular terruño y, lógicamente, desconocedoras de las ventajas que la autonomía podría acarrearles.

Al otro lado del espectro siguen celebrándose, actos de los "catalanistas", es decir, de los tradicionales defensores del valencianismo en los peores tiempos de la intolerancia dictatorial.<sup>617</sup>

D'abord il est visible que Sanz souhaite imprimer dans les mentalités l'assimilation valencianisme=catalanisme ; ensuite, il prétend présenter l'histoire d'une manière biaisée en suggérant que les seuls défenseurs du statut d'autonomie étaient les valencianistes/pancatalanistes, et il couronne le tout en faisant une affirmation fautive. Il présente les valencianistes/pancatalanistes comme des vétérans combattants contre le franquisme, or sur ce point, la rigueur oblige à préciser que pendant la pire époque de la dictature franquiste, ceux qui allaient en prison et qui étaient torturés, pour oser défendre la liberté et la démocratie, n'étaient pas les fustériens, mais les communistes. Rappelons comment les auteurs Benito Sanz Díaz et Miquel Nadal informaient que les étudiants fustériens avaient profité des purges communistes pour implanter leur parti, *Partit Socialista Valencià* (1964-1970) ainsi que leur syndicat *Agrupació Democràtica d'Estudiants Valencians* (ADEV, 1963) . Autant le parti comme le syndicat, avaient été conçus expressément pour rompre la solidarité

---

<sup>617</sup> Jesús Sanz : *La cara secreta de la política valenciana. De la predemocràcia al Estatuto de Benicassim...*, op. cit., p. 82.

nationale espagnole, et créer la solidarité exclusivement catalane. Les auteurs précisait qu' "à partir de 1966, la concurrence entre le PCE et le PSV sera très forte"<sup>618</sup>, justement parce que le PCE se réorganisait. Rappelons comment ces mêmes auteurs essayaient de justifier que le PSV disparaissait sans plus, et son syndicat avec; E. Climent parlait de fin de cycle, pour ne pas reconnaître que le PCE récupérerait presque tout l'espace perdu, marginalisant des aspirations minoritaires et sectaires qui avaient essayé de réduire les revendications de liberté pensées pour tous et sans distinction d'origine. Et précisons que Fuster n'est jamais allé en prison, il n'a jamais été menacé par le régime franquiste, ni lui, ni les professeurs catalans qui complotaient à l'université. Et nous avons déjà dit que ses livres furent l'objet de débats, mais d'aucune censure ou poursuite judiciaire. C'est pourquoi nous pouvons dire que non seulement il y eut à l'intérieur de la gauche un déplacement des vieux combattants antifranquistes, à cause du relais générationnel, mais il y a eu plus, par le fait que les pancatalanistes se sont réappropriés d'une manière, que nous pourrions qualifier d'indécente, de la feuille de service des anciens opposants. Ils le faisaient bien sûr, d'une manière tout à fait subreptice ; ce qui leur a permis de recueillir le fruit des efforts et des sacrifices de tous ceux qui avaient vraiment souffert la persécution et les tortures. En outre ils marginalisèrent postérieurement ces anciens combattants à l'intérieur du parti, profitant de l'arrivée des nouvelles recrues, tout à fait ignorantes de la véritable histoire. Nous avons des témoignages édifiants comme l'article de Carles Recio, dont le titre est suggestif : "Los socialistas invisibles". Il explique :

Todos aquellos socialistas invisibles vivieron el drama de la guerra civil y la posterior represión franquista. Unos tuvieron que exiliarse, y otros padecer el régimen dictatorial. Pero la peor humiliación fue descubrir que, acabada la pesadilla, había aparecido un nuevo socialismo rígido y dogmático que les impedía ser socialistas, sin abrazar un catalanismo incomprensible de Albiñana basado en cuatro barras, barcelonés idiomático y erradicación de sentimientos valencianistas. Los socialistas valencianistas se refugiaron en entidades notejadas de derechistas, acusados de traidores al socialismo. Se habían vuelto fachas por defender su patriotismo valenciano.<sup>619</sup>

À noter que l'assimilation par les pancatalanistes, de valencianisme à catalanisme produit le curieux résultat que Carles Recio dénonce, qui consiste à considérer fascistes ceux qui font la distinction entre valencianisme autochtone et

---

<sup>618</sup> Benito Sanz Díaz : *L'oposició universitari al franquisme. València 1939-1975...*, op. cit., p. 53.

<sup>619</sup> Carles Recio: "Los socialistas invisibles". *Levante*, 02/09/2008. Consulté en ligne, le 10/09/2016 : <http://www.levante-cmv.com/opinion/2008/09/02/socialista-invisibles/489586.html>

pancatalanisme. Sur ce point l'irritation des pancatalanistes est incontrôlable, ils accusent les valencianistes autochtones de tous les maux, et bien sûr d'être des fascistes à la solde de Madrid. Dans le même sens se sont exprimés d'anciens socialistes, pendant la transition comme Francisco Giner Mengual qui faisait en 1979 la même dénonciation que Carles Recio, affirmant que les nouvelles recrues du parti qui débarquaient lors de la transition à la démocratie, arrivaient sans avoir souffert la dure répression franquiste, celle des années les plus noires. Il précisait que cela ne les avait pas gêné au moment de s'emparer de la direction du parti, pas plus qu'au moment de marginaliser les vieux militants, et d'adopter une ligne nationaliste, soit pancatalaniste que le parti n'avait jamais eue auparavant :

Y digo finales del régimen porque en los años anteriores y más difíciles, no se les vio por ninguna parte: cuando varias ejecutivas del PSOE caían en manos de la Policía y eran encarceladas. Y a nosotros (servidor también) nos enchironaban en Valencia. Como consecuencia de ello y siguiendo el hilo desde arriba. Es decir, que los recientes no solamente han recogido el fruto de nuestra honradez y sufrimientos, sino que la misma Policía no les molestó, apenas para organizar el partido, a su manera, recorrer de punta a punta España, y hasta salir al extranjero (...) Pero estos novatos llevaban, muchos de ellos, por no decir todos, un germen de "catalanismo" a ultranza. Esto explica el que no hicieran nada por fusionarse con el PSOE histórico.<sup>620</sup>

Cet auteur met d'ailleurs en évidence cette désunion que nous avons signalée plus haut (sous-partie : le triomphe du modèle pancatalaniste"), par le fait que le thème identitaire empêchait l'union des socialistes entre eux. Jesús Sanz rapporte dans son livre, la réaction des socialistes historiques, éliminés des listes électorales pour les élections de 1979, ceux-ci accusaient les nouveaux d'être "des opportunistes de la dernière heure"<sup>621</sup> profitant du prestige et de la tradition du parti au bénéfice de leur propre intérêt. Quant aux communistes, il rapporte aussi comment le vieux leader Antonio Palomares Vinuesa (1930-2007), naturel d'Albacete exilé en France, d'abord combattant dans la Résistance française, était revenu en Espagne. Il avait lutté contre le régime, s'enrolant dans la *guerrilla*, agissant dans la clandestinité du parti à Valence, il avait été incarcéré et torturé en 1968 aux côtés des syndicalistes de *Comisiones Obreras* (CCOO). La reconnaissance de sa courageuse trajectoire fut son précoce déplacement, de son poste de secrétaire général du parti communiste valencien le 5 janvier 1979, lors du premier congrès du PCPV. Jesús Sanz rapporte comment ce

<sup>620</sup> Francisco Giner: "Socialistas de nuevo cuño". *Las Provincias*, 02/11/1979, p. 5.

<sup>621</sup> Jesús Sanz: *La cara secreta de la política valenciana. De la predemocracia al Estatuto de Benicassim...*, op. cit., p. 53.

congrès consacra la défaite de la "vieille garde". Vicent Flor reconnaît que Palomares fit pendant la transition des déclarations "proches de l'anticatalanisme"<sup>622</sup>, et qu'il se confronta au secteur le plus nationaliste, représenté par Ernesto García<sup>623</sup>. Celui-ci fut justement élu comme son remplaçant pour le poste de secrétaire général, et J. Sanz le décrit comme eurocommuniste et nationaliste. Il fut ensuite déplacé (septembre 1980), par José Galán, vu le blocage que provoquait le sujet des symboles dans les négociations pour le statut d'autonomie, quelque chose dont nous reparlerons. D. Mollà et E. Mira informent de leur côté que le PCE adopta les sigles du PV (Pays Valencien) sous la pression du tandem Álvarez - Dolç<sup>624</sup>, c'est-à-dire d'autres activistes nationalistes. Et ces deux auteurs reconnaissent aussi que la question nationale devint une question tactique, et même incontournable parce que "Ou ils [les partis de gauche] la font sienne, ou ils se disqualifient"<sup>625</sup>. Le mot "disqualifient" est assez révélateur de l'intransigence avec laquelle ce sujet a dû être traité à l'intérieur des partis ; ceci étant bien entendu la conséquence du triomphe du modèle identitaire sur le social. Nous comprenons donc que les nouvelles générations sont arrivées avec leur nouvelle conception de la gauche, conditionnée par les thèses fustériennes, et elles ont changé le cap des priorités du mouvement d'opposition qui se formait contre le gouvernement de la transition.

Si ces auteurs sont tous d'accord pour parler d'une gauche valencienne favorable au statut d'autonomie, à laquelle s'opposait une droite anti-statut, il faut préciser que derrière cette gauche se trouvait tout un peuple qui n'avait pas eu conscience d'appuyer un projet pancatalaniste, car nombreux étaient ceux qui ignoraient l'implication qu'on prétendait donner à la *cuatribarrada*. Les gens avaient voté surtout pour le PSOE parce qu'il existait une crise économique brutale, et on attendait de ce parti surtout des solutions pratiques, comme du travail, et une justice sociale. D'une manière générale les gens ne se préoccupaient guère des symboles pancatalanistes introduits dès 1960, comme emblèmes d'opposition au régime. Disons

---

<sup>622</sup> Vicent Flor Moreno : *L'anticatalanisme al País Valencià. Identitat i reproducció social del discurs del "blaverisme"*. Thèse doctorale. Departament de Sociologia i Antropologia Social. Universitat de València. Servei de Publicaciones. 2009. Director Dr. Antonio Ariño Villarroja, p. 602.

<sup>623</sup> *Ibidem*.

<sup>624</sup> Damià Mollà et Eduard Mira : *De impura natione...*, op. cit., p. 88.

<sup>625</sup> *Ibidem*, p. 94

que le travail de transformation à l'intérieur de ces partis s'est développé peu à peu, et d'une manière souterraine, en parallèle aux partis ouvertement pancatalanistes, largement minoritaires. Dans ce cas, il s'agissait fondamentalement de professeurs d'université, accompagnés de leurs étudiants, qui une fois intégrés dans la grande gauche (PSOE et PCE) ont pu réorienter les décisions importantes, profitant de leur position sociale et intellectuelle au sein de la société. Dans le cas du *Partit Socialista del País Valencià* (PSPV), Jesús Sanz reconnaît qu'au départ il n'était qu'une vague coalition de quatre partis : (*Socialistas Valencianos Independientes SVI, Reconstrucción Socialista RS, Agrupament Socialista Valencià ASV, Grups d'Acció i Reflexió Socialista GARS*), que Sanz assimile à la confluence de "quatre groupuscules"<sup>626</sup>, précisant d'ailleurs que : "Todas y cada una de estas siglas acumulaba una buena dosis de idealismo y voluntarismo políticos porque ninguna ofrecía infraestructura de organización ni elaboración teórica mínimamente serias"<sup>627</sup>. Lorsque cette coalition (PSPV- CSPV, *Confluencia Socialista del País Valenciano*) devint officielle, le 6 juin 1976, elle réunissait en tout et pour tout de l'ordre de 300 à 400 affiliés<sup>628</sup> dans toute la région, une quantité franchement réduite. La formation du *Partido Socialista Popular*, fut le résultat des démarches d'un autre professeur de l'université de Valence, en 1976, spécialisé en politique économique : Manuel Sánchez Ayuso. Il réunit autour de lui un noyau de professeurs surtout de son même département (économie) et quelques étudiants, selon les précisions de Jesús Sanz. Il s'agissait donc toujours d'un même secteur social, c'est-à-dire le secteur de prédilection de Fuster, celui qui écoutait ses messages, et intériorisait ses paroles. À notre grande surprise, Jesús Sanz affirme qu'au début de l'année 1976, on méconnaissait pratiquement les dirigeants ou affiliés au PSOE, un parti qui deviendrait pourtant le grand vainqueur des élections de 1977. Depuis la page du PSOE on assure que le parti était présent dans 23 municipalités<sup>629</sup>, et que ce fut effectivement quelques mois avant les élections que se produisit une montée significative du nombre des affiliés. Ce qui pour nous est représentatif de ce qui s'est passé à Valence. Les Valenciens s'identifiaient avec cet

---

<sup>626</sup> Jesús Sanz: *La cara secreta de la política valenciana. De la predemocracia al Estatuto de Benicassim...*, op. cit. p. 38.

<sup>627</sup> *Ibidem*, p. 39.

<sup>628</sup> *Ibidem*.

<sup>629</sup> PSPV-PSOE. Historia: <http://www.pspvpsoe.net/historia/?lang=es>

ancien PSOE qui n'était pas nationaliste, et qui déclenchait dans leur esprit une association avec la revendication sociale, et non pas avec la revendication nationale. Sanz assure qu'on avait été à la recherche de vieux militants (*los históricos*), comme Joaquín Ruiz Mendoza, pour savoir si le parti existait encore, et que ce ne fut qu'une fois le congrès de Suresnes passé, que le parti commença à se réorganiser : "'Históricos' y 'felipistas', en reducísimas minorías van a construir el embrión del PSOE valenciano"<sup>630</sup>. Mais ce serait un parti socialiste en pleine transformation, conditionné par les thèses nationalistes des nouveaux venus, dont la principale courroie de transmission était les professeurs et étudiants de l'université de Valence : "La estructuración del PSOE se realiza, de todas formas, en base a los 'renovados' o 'felipistas' más que a los históricos quienes desde los inicios de esta etapa tuvieron un protagonismo mínimo en las decisiones del partido"<sup>631</sup>. Ce qui explique cette défense radicale du droit à l'autodétermination, une priorité des nationalistes qui depuis le début avaient pensé à l'Europe, pas spécialement au marché commun, mais à cette possibilité de restructurer l'Espagne à leur convenance à l'intérieur d'un nouveau cadre institutionnel. Le PSOE renonçait naïvement à sa vocation internationaliste. Sanz reconnaît qu'avec la fusion du PSPV à l'intérieur du PSOE en avril 1978, le courant nationaliste chez les socialistes est "marqué par une croissante participation dans le contrôle de l'appareil du parti, et dans les institutions publiques dirigées par lui"<sup>632</sup>. Il énumère ces militants qui sont en particulier Alfons Cucó, Vicent Soler, Agramunt, Segundo Bru. Il précise d'ailleurs que leur première victoire fut d'imposer les sigles PSPV, devant PSOE, le résultat étant PSPV-PSOE. Et leur pouvoir irait *in crescendo*, arrivant au deuxième congrès (février 1980), comme maître de la situation par le fait que le secteur de Joan Lerma avait besoin d'eux pour s'imposer au secteur le plus critique. Disons que les nationalistes savaient jongler avec les différentes tendances qui existaient à l'intérieur du parti. Sanz précise que :

Además de su situación en la ejecutiva, el sector de Cucó había establecido un serio control de la cúpula del partido: salvo el senador citado [Cucó], los miembros claves del aparato del partido que no estaban buena parte de la semana en Madrid -por razones políticas- eran ex-pesevés; el aparato institucional (especialmente la Diputación de Valencia) lo controlaban

---

<sup>630</sup> Jesús Sanz: *La cara secreta de la política valenciana. De la predemocracia al Estatuto de Benicassim...*, op. cit., p. 46.

<sup>631</sup> *Ibidem*, p. 48.

<sup>632</sup> *Ibidem*, p. 276.

mediante Girona y Enrique Peris (presidente y vicepresidente de la misma), apoyados por Vicente Soler (asesor de Girona).<sup>633</sup>

Cette position de contrôle leur permettra de promouvoir une politique linguistique ouvertement pancatalaniste. C'est cette escalade nationaliste qui provoquera des tensions frontales qui ont caractérisé la "Bataille de Valence". Même après la marginalisation des nationalistes à l'intérieur du parti, et dans certains cas, l'expulsion de quelques-uns ou la désertion d'autres, un noyau nationaliste restera, et D. Mollà et E. Mira reconnaissent que : " Le PSPV sera le berceau d'où sortira une partie non négligeable des cadres dont dispose aujourd'hui [1986] la *Generalitat*"<sup>634</sup>. Ce qui équivaut à reconnaître la situation de distorsion idéologique, vécue par la société valencienne sous la transition, car en 1977 les Valenciens avaient rejeté dans les urnes les idées pancatalanistes, néanmoins l'action des fustériens à l'intérieur de cette gauche a pu remettre subrepticement dans les programmes des deux grands partis majoritaires, certains objectifs pancatalanistes comme la catalanité de la langue valencienne, et celui des symboles, soit ce que nous avons désigné le plan B du fustérianisme. Tenons compte que pour la majorité des Valenciens être de gauche ne signifiait pas être pancatalaniste. Les gens avaient une autre vision de la gauche ; on attendait d'elle par dessus tout, nous l'avons dit, des améliorations sociales. Ou dit d'une autre manière, les gens attendaient surtout du travail et des salaires dignes, car le chômage était galloping et désespérant. Une circonstance que les pancatalanistes oublient toujours, ils n'en font pratiquement aucune mention, car au fond, ceci ne les préoccupait guère. Et la réalité était que les gens ne votaient pas PSOE pour revendiquer des symboles pancatalanistes - qu'ils méconnaissaient assez souvent -, ils le faisaient par rapport à des attentes beaucoup plus immédiates et vitales pour eux. Les explications de D. Mollà et E. Mira confirment le mouvement stratégique des nationalistes à l'intérieur du PSOE, et comment les intentions des dirigeants nationalistes allaient à l'encontre de ce que les gens attendaient de ce parti :

Il ne put pas faire grand-chose, vu son extrême faiblesse. Lorsqu'il commença à apparaître publiquement il assumait une grande partie des revendications du valencianisme, revendications

---

<sup>633</sup> *Ibidem*, p. 277.

<sup>634</sup> *Ibidem*, p. 44.

qui théoriquement auraient dû se renforcer avec l'incorporation dans ses rangs du PSPV. Les avatars de la politique réelle l'en empêchèrent.<sup>635</sup>

Justement ces avatars sont succinctement le refus manifesté par la société valencienne en général des thèses pancatalanistes. D. Mollà et E. Mira qui restent fidèles, néanmoins, à la ligne fustérienne, au moment d'analyser la "Bataille de Valence", admettent la défaite de cette bataille, mais ne reconnaissent pas pour autant le caractère retors des procédés employés pour imposer une idéologie à laquelle les Valenciens avaient déjà mis leur veto en 1977 : "Il faut dire que le PSPV fut un protagoniste clé dans la bataille de Valence, et qu'il perdit sur le champ de bataille les thèses fustériennes"<sup>636</sup>. C'est, nous l'avons déjà dit, parce que l'appropriation de la gauche s'est faite par le haut, par les cadres, les intellectuels, surtout les professeurs fustériens qui ont voulu façonner la base populaire à leur guise, sans aucun respect pour cette base, qui aspirait avant tout à la justice sociale. Et la même opération de détournement s'est produite à l'intérieur du PCE.

L'infiltration dans le PCE était particulièrement stratégique, parce qu'il avait été le parti le plus actif et le mieux organisé sous le franquisme : "Nombreux sont les valencianistes qui s'intègrent dans le PCE"<sup>637</sup>. Sanz précise d'ailleurs que ce parti était hégémonique en nombre de militants en 1975, il rapporte que le PCE "era sin duda, en vísperas electorales, la fuerza política más numerosa en afiliados y mejor estructurada"<sup>638</sup>. Il parle de 4.000 membres, quantité qui aurait monté jusqu'à 20.000 l'année suivante, d'où l'importance de contrôler un parti particulièrement précieux en terme de logistique, et très actif au niveau des mobilisations. Il représentait un instrument efficace pour faire passer les symboles pancatalanistes, et les assimiler à la lutte démocratique. Nous avons vu que le plan fustérien était très médité, on programmait littéralement la transformation de la société valencienne, car le modèle de Fuster était la société catalane. Là-bas, les partis de gauche avaient été depuis longtemps domestiqués par la bourgeoisie catalaniste, et dans la société catalane contrairement à la société espagnole, l'union nationale fonctionnait, parce que la

---

<sup>635</sup> Damià Mollà et Eduard Mira: *De impura natione...*, op. cit., p. 95.

<sup>636</sup> *Ibidem*, p. 44.

<sup>637</sup> *Ibidem*, p. 86.

<sup>638</sup> Jesús Sanz: *La cara secreta de la política valenciana. De la predemocracia al Estatuto de Benicassim...*, op. cit., p. 65.

stratégie de l'ennemi extérieur est toujours gagnante, comme explique Anne-Marie Thiesse. En outre à l'intérieur du PCE militaient, contrairement aux groupuscules fustériens, outre des intellectuels, des ouvriers, des paysans et des professionnels, et ceci en marge du syndicat *Comisiones Obreras* (CCOO). Justement D. Mollà et E. Mira signalent que si la "concorde"<sup>639</sup> fut possible à l'intérieur du PCE entre les défenseurs du nationalisme et ceux qui restaient fidèles à l'internationalisme, cette "concorde" fut impossible à l'intérieur de CCOO, parce que dans ce syndicat communiste les cadres provenaient en grande partie d'immigrants, originaires d'autres régions espagnoles, généralement de Castille-la-Manche, l'Andalousie et l'Extrémadure. La preuve de cette incompatibilité doctrinale était que le syndicat communiste accusait le nationalisme de petit-bourgeois<sup>640</sup>. Disons que la transformation de CCOO devenait beaucoup plus compliquée que celle du PCE, où l'ancienneté des dirigeants avait beaucoup moins de poids. Et Jesús Sanz rapporte cette transformation graduelle du PCE, en précisant que le parti admettait au départ la communauté linguistique et culturelle avec les "deux autres nationalités"<sup>641</sup>, qu'il faut comprendre catalane et baléare, "mais ils restaient prudents quant à un projet politique commun". Néanmoins, après que l'ancien secrétaire général, Antonio Palomares fut écarté (janvier 1979) par le nationaliste Ernest García, lors du premier congrès de ce parti, on modifia cette attitude, laissant ce débat comme "question ouverte"<sup>642</sup>, en admettant cette fois la possibilité d'une politique conjointe aux trois autonomies, ce qui revenait à appuyer explicitement un éventuel projet de "Pays Catalans". C'est-à-dire que le parti dépensait ses énergies dans la question identitaire, à l'intérieur d'un pays qui vivait une crise économique alarmante. Cela provoqua des reproches virulents de la part du secteur historique représenté par Antonio Palomares, comme reconnaît Sanz lui-même, et qui explique entre autres, la postérieure mise à l'écart d'Ernest García, par José Galán, moins nationaliste, qui prenait les rennes du parti en septembre 1980, moment où les négociations avec UCD avaient repris. Ce qui prouve la première avancée des thèses nationalistes dans la gauche, et son postérieur recul, quoique toujours très relatif, mais

---

<sup>639</sup> Damià Mollà et Eduard Mira: *De impura natione...*, op. cit., p. 87.

<sup>640</sup> *Ibidem*.

<sup>641</sup> Jesús Sanz : *La cara secreta de la política valenciana. De la predemocracia al Estatuto de Benicassim...*, op. cit., p. 117.

<sup>642</sup> *Ibidem*.

conditionné par la réalité de la "Bataille de Valence". De toute façon D. Mollà et E. Mira à travers une description très schématisée des opposants de la "Bataille de Valence", confirment le caractère fustérien des deux grands partis de gauche PSOE et PCE : "À l'intérieur du camp fustérien, en tant qu'unité organisée, en plus des groupes autochtones se retrouvaient d'importantes factions nationalistes à l'intérieur des grands partis étatiques de gauche, le PSOE et le PCE"<sup>643</sup>. Ensuite il faut ajouter qu'une des stratégies du pancatalanisme a consisté à marteler sans arrêt, alors et toujours, que la droite était contraire à l'obtention d'un statut d'autonomie pour les Valenciens, et que seulement la gauche serait la garante du succès.

### 11.3.6 - La réorganisation du régionalisme valencien

Dés 1976, en réponse aux premiers incidents, la bourgeoisie dirigeante valencienne s'organisait et constituait un front commun au niveau des entités culturelles pour contrer le monde universitaire, limiter son influence, et démontrer par là que la société valencienne dans sa majorité était contraire aux thèses pancatalanistes. En décembre naissait : *Promoción de Cultura Valenciana* (PROCUVASA), Borja Ribera reconnaît justement qu'en son sein se regroupait : "La flor y nata de la intelectualidad blavera"<sup>644</sup> ; tenons compte que l'emploi du qualificatif "blavera" a déjà pour rôle d'amoindrir considérablement la qualité de cette intellectualité, vue la charge péjorative que les fustériens lui octroient comme reconnaît Vicent Flor<sup>645</sup>, et nous reviendrons sur cet aspect. Ces intellectuels mentionnés étaient Xavier Casp, Miquel Adlert, et d'autres que nous citerons ultérieurement, qui avaient l'appui des membres du parti Alianza Popular comme Vicente Giner Boira, mais aussi de personnalités importantes du monde économique comme Rafael Merino, membre de la famille des Merino, qui avait commercialement

---

<sup>643</sup> Damià Mollà et Eduard Mira : *De impura natione...*, op. cit., p. 158.

<sup>644</sup> Borja Ribera : "La violència anticatalanista a València (1976-1982)": *De País a Comunitat: Valencianisme polític i regionalisme...*, op. cit., p. 667.

<sup>645</sup> Vicent Flor Moreno: *L'anticatalanisme al País Valencià. Identitat i reproducció social del discurs del "blaverisme"*. Thèse doctorale. Departament de Sociologia i Antropologia Social. Universitat de València. Servei de Publicacions. 2009. Director Dr. Antonio Ariño Villarroya, p. 16.

triomphé au niveau national avec la fabrication des pantalons de la marque "Lois". Très tôt d'autres entités se joindraient à la défense de l'identité valencienne, et elles se coordonneraient finalement sous l'égide de la *Federació Coordinadora d'Entitats Culturals del Regne de València* (FCECRV - 05/10/1979), dont le président était un carliste, Eduard Chulià. Parmi les associations affiliées se trouvaient : *Els Amics de València*, *Els Ballesters del Centenar de la Ploma*, *l'Associació Provincial d'Ames de Casa de Valencia Tyrius*<sup>646</sup>, ainsi que *Fuerza Nueva* et le GAV (*Grupo de Acción Valencianista*), créé en 1977, conçu expressément comme un instrument de prise de conscience sociale en tant qu'actif défenseur de la position "blavera", à travers ses manifestes et ses revues. Dès le mois d'octobre de cette même année il faisait une apparition publique dans le *XVIIIe Aplec del País Valencià*, qui se déroulait dans la localité de *El Puig de Santa María*, lançant des avertissements sur la véritable finalité de ces *aplecs*. Ceci fut interprété comme un acte de défi, puisque ces *aplecs* avaient été dès leur conception des points de rencontre procatalanistes. Le 18 novembre suivant il se chargeait de lire un manifeste intitulé : "*Al poble valencià*", pour réitérer les mêmes dangers. En 1978 PROCUVASA commençait à éditer des revues, *Som* (23 février) et *Murta* (paraissait au mois de mai), où écrivaient Adlert et Casp, principaux directeurs du mouvement. L'auteur Borja Ribera fait siennes les explications de J. Sanz en affirmant que la prétention de cette stratégie était de : "Envolver al ciudadano medio en la bruma de la confusión de la valencianía frente al catalanismo"<sup>647</sup>. Or cette explication peut difficilement être convaincante, à partir du moment où nous savons que c'était les fustériens qui se chargeaient de fabriquer cette confusion, et de fomenter un malentendu à force de revendiquer un cadre national catalan imaginé, face à une réalité acceptée, qui était la nationalité espagnole. Sur ce point le témoignage des auteurs fustériens D. Mollà et E. Mira est tout à fait éloquent : "Un nationaliste fustérien, qui se demande qu'elle est la nationalité pour laquelle il lutte, doit répondre que ce n'est pas la valencienne, mais une autre, qui bien qu'elle n'existe pas pourrait exister si elle voulait"<sup>648</sup>. Ce qui explique la difficulté des Valenciens pour

---

<sup>646</sup> *Ibidem*, p. 576-581 voir la liste complète qu'il en fournit jusqu'en 2009.

<sup>647</sup> Borja Ribera: "La violència anticatalanista a València (1976-1982)": *De País a Comunitat: Valencianisme polític i regionalisme...*, op. cit., p., 667, cite: J. Sanz: *La cara secreta de la política valenciana: de la predemocràcia al Estatuto de Benicàssim...*, op. cit., p. 239.

<sup>648</sup> Damià Mollà et Eduard Mira : *De impura natione...*, op. cit., p. 179.

suivre les thèses pancatalanistes, à partir du moment où on ne demandait pas aux Valenciens de choisir entre le nationalisme valencien et le nationalisme espagnol, ce qui aurait été beaucoup plus simple, mais de s'identifier au nationalisme catalan en opposition au nationalisme espagnol. Et nous ferons quelques commentaires à ce sujet plus loin.

En octobre 1977 se créait le parti régionaliste *Unión Regional Valenciana*, qui regroupait selon les explications de Borja Ribera<sup>649</sup> des personnes venant du monde franquiste comme le maire Miguel Ramón Izquierdo, le président du Conseil général valencien, Ignacio Carrau Leonarte et des personnes du monde des *fallas*, que les fustériens ont toujours identifié comme franquiste ou pro-franquiste. Une autre bourgeoisie qui se voulait selon les affirmations de Jesús Sanz, héritière de l'ancien parti régionaliste de la Seconde République (*Derecha Regional Valenciana*), se fondait autour d'Emilio Attard Alonso (1915-1997), président de la banque valencienne *Banco de la Exportación*, et prenait pour nom le *Partido Popular Regional Valenciano* (PPRV), quoique plus tard il s'intégrerait pleinement dans UCD avec deux autres partis : le libéral, *Unión Demócrata del País Valenciano* (PDPV) et le démo-chrétien, *Partido Demócrata Liberal del País Valenciano* (PDLPV). Le premier était dirigé par Vicent Ruiz Monrabal, quant au deuxième, Jesús Sanz nous donne des noms importants, où figurent des personnalités qui appartenaient au monde des finances et de l'économie en général, soit la haute bourgeoisie : José Antonio Noguera de Roig, Vicente Palafox, Esteban Ribera, Joaquín Muñoz Peirats, Silvino Navarro, Salvador Castellano, Francisco de Paula Burguera<sup>650</sup>. Nous devons faire un distinguo avec Francisco de Paula Burguera parce que celui-ci, ami personnel de Fuster, avait assimilé en très grande mesure ses idées. Pour cette raison il ne tarderait pas à abandonner son parti pour en créer un autre, le 7 octobre 1978 : le *Partit Nacionalista del País Valencià* (PNPV), ouvertement pancatalaniste et théoriquement de centre, qui n'obtint aucune représentation parlementaire, mais dont nous reparlerons plus loin. Disons que dans ces deux partis le fait de réaliser la fusion avec UCD, provoqua certaines désertions. D'ailleurs il y eut des

---

<sup>649</sup> Borja Ribera: "La violència anticatalanista a València (1976-1982)" dans : *De País a Comunitat: Valencianisme polític i regionalisme...*, op. cit., p. 666.

<sup>650</sup> Jesús Sanz: *La cara secreta de la política valenciana. De la predemocràcia al Estatuto de Benicassim...*, op. cit., p. 58.

tensions entre partis, surtout entre le *Partido Demócrata Liberal del País Valenciano* (PDLPV) et le *Partido Popular Regional Valenciano* (PPRV), puisque le premier défendait un modèle d'État fédéral alors que le deuxième y était opposé.

Dans leur particulière lecture de l'histoire les fustériens ont toujours présenté les régionalistes et le parti d'UCD comme des formations équivalentes à l'extrême-droite. Ensuite ils ont toujours lancé deux accusations principales. D'abord que la droite était contraire au statut d'autonomie, et ensuite qu'elle a eu recours à une stratégie de base qui était celle de fomenter le sentiment anti-pancatalaniste pour affaiblir la gauche. Or, comme toujours ils finissent par se contredire. Sanz lui-même qui soutient aussi ce type de version est malgré tout obligé de reconnaître que, autant les partis de centre et de droite, postérieurement intégrés dans la coalition d'UCD (*Unión de Centro Democrático*), ainsi que les carlistes, étaient tous aussi désireux les uns que les autres d'obtenir un statut d'autonomie :

Todos los partidos democráticos están firmemente decididos a conseguir la autonomía, a tenor de sus declaraciones pre y postelectorales. UCD, indiscutible e insalvable nexa con el Gobierno de Madrid, está por la labor y facilita la reunión del Plenari con el presidente del gabinete, Suárez, el 12 de octubre.<sup>651</sup>

Mais cela n'empêche pas Sanz de continuer à faire cette insinuation trompeuse chaque fois qu'il peut. Par exemple il cherche à prouver que seuls les journaux de gauche écrivaient en faveur de l'autonomie. C'est le cas lorsqu'il évoque l'attentat à la bombe produit le 22 décembre 1977, dans les ateliers qui se chargeaient d'imprimer les journaux du parti communiste valencien PCPV (*Cal Dir* : "Il faut dire"), ou du parti socialiste valencien PSPV (*El Poble Valencià*), ou bien de "la publication autonomiste *Valencia Semanal*"<sup>652</sup>, point stratégique où il ajoute le mot "autonomiste" pour laisser entendre la différence de ces trois journaux avec le journal *Las Provincias* qu'il mentionne juste avant. Ensuite tous ces auteurs fustériens assurent que la "Bataille de Valence" est le résultat de l'affolement de la droite, et de Madrid en particulier, devant les résultats électoraux du 15 juin, en tenant compte que la postérieure manifestation du 9 octobre 1977, aurait lancé dans les rues presque un million de Valenciens pour réclamer une autonomie. Ces circonstances auraient obligé la droite à

---

<sup>651</sup> *Ibidem*, p. 83.

<sup>652</sup> *Ibidem*, p. 89.

chercher cette stratégie capable de contrer la gauche victorieuse. Mais, à la base de tout ce que nous allons expliquer, nous considérons, que ce ne sont pas les résultats électoraux, ni la grande manifestation de Valence qui auraient déclenché la sonnette d'alarme à Madrid, mais bel et bien le projet pancatalaniste, notamment la construction des "Pays catalans" encouragée par cette gauche, sympathisante. C'est ceci qui aurait vraiment alarmé la bourgeoisie dirigeante valencienne, et aurait déclenché la postérieure "Bataille de Valence", comme réponse à l'offensive pancatalaniste. Précisons que celui-ci fut un conflit, qui ne s'est produit nulle part ailleurs sur le territoire national, la Navarre tout au plus étant le seul cas ressemblant.

La bourgeoisie dirigeante valencienne était aussi prête que pouvait l'être l'andalouse, pour assumer une dialectique droite/gauche ; les rapports de force politiques étaient à peu près similaires dans ces deux régions. Si là-bas le 4 décembre 1978, on signait le *Pacto de Antequera*, pour avancer vers l'autonomie par la voie de l'article 151, à Valence, ce pas avait été franchi deux mois avant, le 8 octobre 1978. Les partis élus avaient souscrit un compromis pour l'autonomie, et la voie choisie fut également celle de l'article n° 151. Le fait que le parti gouvernant, UCD, ait ralenti postérieurement l'opération de décentralisation n'était pas due spécialement à la région de Valence, comme veulent toujours interpréter les fustériens, mais à la situation qui se produisait globalement dans le pays. D. Mollà et E. Mira affirment solennellement que : "Le Pays Valencien était à la croisée de deux mondes, la languette d'une subtile balance, un balancier, le fronton qui pouvait incliner la physionomie de l'État naissant vers un modèle régénérationniste castillan ou vers un modèle régénérationniste catalan"<sup>653</sup>. C'est à nouveau une vision qui, à notre avis, trahit la réalité. Le modèle "régénérationniste catalan" est justement celui qui a été adopté : celui de l'inégalité des régions, celui des complots pour faire passer les symboles pancatalanistes dans les institutions valenciennes, alors que ceux qui défendaient à outrance ces symboles étaient des anciens membres de partis sans représentation parlementaire. Le modèle régénérationniste castillan n'existait pas, et il n'a jamais vraiment existé, dans la mesure où depuis la traditionnelle élite dirigeante on aspirait basiquement (déjà depuis l'époque de Franco) à entrer dans la

---

<sup>653</sup> Damià Mollà et Eduard Mira : *De impura natione...*, op. cit., p. 166.

Communauté Économique Européenne pour jouir de ses avantages économiques et politiques. Les vieilles élites dirigeantes étaient disposées à permettre tout au plus une démocratie, la plus superficielle possible, raison pour laquelle, elles ont résisté jusqu'à la dernière minute avant de légaliser le Parti Communiste Espagnol (PCE). Le gouvernement de Suárez n'avait pas un plan défini, mais il avait une idée fondamentale, affaiblir l'opposition, en faisant ce qu'a toujours fait l'oligarchie dirigeante, diviser ses adversaires. "Divide y vencerás", c'est la devise qui a toujours accompagné le pouvoir en Espagne, craignant de voir se reproduire ici les mêmes événements qu'en France, en 1789. Et le gouvernement cédait, mais il cédait aux demandes des groupes les mieux organisés et les plus puissants de l'opposition, notamment les catalanistes, qui n'étaient pas seulement des partis politiques, mais aussi des organisations patronales et de puissants intérêts économiques, dont le pouvoir financier arrivait jusqu'en haut de la pyramide gouvernementale (la grande patronale catalane). Et précisément parce qu'il n'y avait pas de plan à Madrid, lorsqu'a commencé le processus de décentralisation avec les premières autonomies implantées, le gouvernement a compris qu'une décentralisation expresse et inégale allait devenir quelque chose d'absolument ingouvernable, et l'excuse parfaite de l'extrême-droite pour faire un coup d'État. La LOAPA (*Ley Orgánica de Armonización del Proceso Autonómico*) est précisément une postérieure tentative de rationalisation d'une décentralisation qui devenait cahotique. La "Bataille de Valence" n'a pas été le résultat d'une opération pensée depuis Madrid - loin de là -, et les descriptions des auteurs D. Mollà et E. Mira sont absolument rocambolesques, quant au fait de vouloir prouver que Fernando Abril Martorell, serait arrivé à Valence, envoyé par son propre parti, UCD, en tant que grand stratège de l'anti-pancatalanisme, arme privilégiée pour récupérer des votes à gauche. Ils parlent d'un revirement anti-catalaniste, qui théoriquement serait postérieur à l'année 1977, où au moins pas avant décembre 1977 selon les explications de Jesús Sanz<sup>654</sup> qui identifie, lui, la dispute entre Attard et Burguera comme le moment décisif, où aurait été mise en marche la stratégie du *blaverisme* ou anti-catalanisme actif. Or Mollà et Mira situe l'arrivée d'Abril Martorell au printemps de 1977, pour les premières élections démocratiques, donc bien avant :

---

<sup>654</sup> Jesús Sanz : *La cara secreta de la política valenciana. De la predemocracia al Estatuto de Benicassim...*, op. cit., voir p. 86-90.

Pour la campagne électorale de 1977, UCD se décide à jouer son va-tout: elle envoie à Valence son homme clé, sa "valencian connexion" (...) On peut imaginer un train avec un wagon scellé. À l'intérieur voyage un homme extrêmement intelligent habile, de mauvaise augure, et très dangereux, qu'il faut protéger jusqu'à destination, comme s'il s'agissait d'un virus. Destination: une station de Finlande (il faut comprendre la rue qui porte ce nom) - avec des vergers et des barraques entre les lignes sécessionnistes ; au beau milieu de la rue, de la rue Játiva - Valence (en face de la gare), D. Fernando Abril Martorell arrive à Valence et immédiatement se met à travailler ; les contacts sont déjà pris.<sup>655</sup>

De son côté Borja Ribera s'appuie sur les affirmations de Patricia Gascó Escudero, pour certifier que de cette manière, UCD "lia sa crédibilité politique à l'anticatalanisme (...) [lui donnant] une couverture politique bien plus grande qu'elle aurait eue autrement"<sup>656</sup>. Disons que l'expression de "crédibilité politique" n'est pas pour nous l'expression correcte. Nous considérons cette version erronée. Si la stratégie avait été pensée depuis Madrid, on n'aurait jamais permis l'émission des programmes "Hora 15" où l'on affirmait que le valencien est du catalan, et que la littérature valencienne est catalane. Bien au contraire, la bourgeoisie valencienne était abandonnée à son sort, elle était seule à Madrid, parce que la grande patronale catalane appuyait les fustériens, et la *Real Academia de la Lengua Española* dans sa majorité donnait raison à Sanchis Guarner (nous avons mentionné le manifeste d'appui). N'oublions pas que les grandes maisons d'édition étaient, et sont catalanes, nous en avons parlé déjà dans la première partie. Et on ne tenait pas compte des télégrammes du maire de Valence, et des plaintes du président de la *Diputación de Valence* en réponse aux programmes de "Hora 15" (19/05/1978 et 19/03/1979). Un journal comme *Triunfo* en fait foi en rapportant que : "A don Miguel le pidieron calma y que no echara más leña al fuego"<sup>657</sup>. Le journal valencien *Levante*, propriété de l'État, a été reconnu par les fustériens eux-mêmes, comme étant un journal qui ne contribua pas à aviver la "Bataille de Valence", D. Mollà et E. Mira<sup>658</sup> en témoignent ouvertement. Ce n'est donc pas un hasard si c'est justement un journal local, de propriété privée, de longue tradition, et typiquement valencien, comme *Las Provincias*

---

<sup>655</sup> Damià Mollà et Eduard Mira : *De impura natione...*, op. cit., p. 161-162.

<sup>656</sup> Borja Ribera: "La violència anticatalanista a València (1976-1982)" dans : *De País a Comunitat: Valencianisme polític i regionalisme...*, op. cit., p. 669 cite: Patricia Gascó Escudero: *UCD-Valencia. Estrategias y grupos de poder políticos*, PUV, Valencia, 2009, p. 63-65.

<sup>657</sup> Jaime Millas : "P. V : Anticatalanismo o la derecha en alza". *Triunfo* digital, 17/06/1978 sur : <http://www.triunfodigital.com/mostradorn.php?a%F1o=XXXII&num=803&imagen=34&fecha=1978-06-17> consulté 28/04/2017.

<sup>658</sup> Damià Mollà et Eduard Mira : *De impura natione...*, op. cit., p. 158.

(rappelons que son propriétaire avait été Teodoro Llorente Olivares) qui a joué un rôle important dans cette bataille et est devenu pour cela, la cible privilégiée de tous les pancatalanistes. Certaines personnalités qui y écrivaient comme Manuel Broseta Pont étaient particulièrement influentes, et nous parlerons de quelques uns de ses articles. Les fustériens ne manquent jamais d'attaquer féroce­ment ce journal, assurant qu'il était opposé à l'autonomie, ce qui ne concorde pas avec la réalité. Par exemple, en date du 9 octobre 1977, le journal avait publié une série intitulée : "Dictionnaire de l'autonomie" (*Diccionario de la autonomía*), où il donnait une liste de mots et de noms propres destinés à faire connaître des personnalités (Joan Fuster i Ortells, Emili Gómez Nadal...) et des concepts (*furs*, fédéralisme, *generalitat*, Izquierda Republicana....). Et il faut noter qu'à cette date, pour définir "langue valencienne", on avait repris la définition de Sanchis Guarner : "La lengua hablada mayoritariamente en el País Valenciano es el catalán, en su variante dialectal valenciana..."<sup>659</sup>. Ceci s'explique par le fait qu'à ce moment la bourgeoisie valencienne, dans son ensemble, acceptait l'idée d'une langue commune, tant que cela restait une affaire purement culturelle. Et la sous-directrice M<sup>a</sup> Consuelo Reyna, très vilipendée postérieurement par les fustériens, avait fait partie, en même temps que Manuel Broseta, des membres du jury des *Premios de Octubre* de 1973, prix instaurés par une maison d'édition pancatalaniste déclarée, comme *Tres i Quatre*, dont nous avons déjà parlé auparavant. D'ailleurs les partis de gauche gagnants aux élections de 1977, n'étaient pas en théorie des partis pancatalanistes, mais ils le devenaient de plus en plus, grâce aux dirigeants nationalistes qui accaparaient certains postes de direction. Finalement lorsque cette bourgeoisie comprend, dans le courant de l'année 1978, que derrière l'insistance de l'idée de langue se sous-tend toute l'architecture des "Pays catalans", elle approuve et soutient l'initiative des créateurs du GAV, car elle se sent sérieusement menacée et ceci d'autant plus qu'elle voit comment depuis Madrid, la réaction est molle. On ne fait rien pour empêcher ce qui est vécu comme une provocation depuis les programmes "Hora 15" (19/05/1978 et 19/03/1979). Le gouvernement reste impuissant pour contrer à Madrid les pressions catalanistes. Nous avons vu comment les lois sont systématiquement déjouées pour donner au plus vite l'autonomie aux Catalans et aux Basques, alors qu'on recommandera le ralentissement de la

---

<sup>659</sup> "Diccionario de la autonomía". *Las Provincias*, 09/10/1977, p. 39.

décentralisation pour le reste des Espagnols. C'est là que la bourgeoisie dirigeante valencienne se rend compte que le seul secteur politique qui vient résolument à son aide, est l'extrême-droite. Cette sensation de trahison est exprimée par le terme "pancaespañolismo"<sup>660</sup>, de *españolistas* et *pancatalanistas*, inventé par Felip Bens i Carrión, situé dans le secteur *blaver*, selon les explications de V. Flor. Un terme assez éloquent pour comprendre quels sont pour lui les deux ennemis de Valence. Donc la confluence d'une part de l'extrême-droite avec la bourgeoisie valencienne, et d'une autre part d'un large secteur populaire, est le résultat atypique et paradoxal de la "Bataille de Valence". L'union de ces trois secteurs a constitué un front improvisé que les fustériens peuvent à juste titre désigner "anticatalanisme" ou "blaverisme", parce que c'était bien cette idée de rejet du pancatalanisme qui les unissait, mais rien d'autre. L'amélioration des résultats électoraux d'UCD aux élections législatives et municipales de 1979 a été justifiée par les fustériens comme la rentabilité de la stratégie anticatalaniste. Or si cela est vrai, c'est une raison de plus pour reconnaître que les Valenciens étaient contraires à l'ingérence catalane. Et Jesús Sanz qui identifie les stratèges de l'anti-pancatalanisme à travers le trio Fernando Abril Martorell - José Luis Manglano - Manuel Broseta Pont, assure que "Paradójicamente el trio aparecía como el ala más derechista del partido a nivel regional (debido a su intransigencia y montaraz estrategia del anticatalanismo) cuando en realidad se alineaba con los centristas menos reaccionarios a nivel estatal"<sup>661</sup>. Ce qui prouve que c'est leur opposition au pancatalanisme qui provoque pour Sanz, et tous les fustériens, cette perception réactionnaire. La disqualification est pour eux en réalité la seule arme efficace, par le fait de ne pas admettre qu'une autre vision nationale qui ne passe pas par la pancatalaniste est tout aussi légitime ; le nationalisme ne pouvant pas se définir en termes scientifiques, ni même historiques, quoique Fuster ait eu cette prétention. Donc sur ce fond d'intransigeance, on comprend que la "Bataille de Valence" a été un choc qui a ébranlé la société valencienne dans ses propres fondements et nous considérons que cela n'est pas un hasard, si le 23 février 1981, Valence a été la seule ville, où ont défilé des tanks dans les rues et que Jaime Milans del Bosch, chef de la

---

<sup>660</sup> Vicent Flor: *L'anticatalanisme al País Valencià. Identitat i reproducció social del discurs del "blaverisme"...*, op. cit., p. 586.

<sup>661</sup> Jesús Sanz: *La cara secreta de la política valenciana. De la predemocràcia al estatuto de Benicassim...*, op. cit., p. 264.

troisième région militaire d'Espagne, s'est révélé non seulement complice du coup d'État, mais carrément co-auteur de celui-ci. Ensuite les fustériens contribuent sciemment à donner un tableau encore plus sombre de la "Bataille de Valence" avec des affirmations comme celle de Vicent Flor qui explique que cette guerre n'a heureusement provoqué, qu'un seul mort<sup>662</sup>, celle de l'activiste Miquel Grau, en octobre 1977. Nouvelle manipulation de l'histoire. La mort de ce jeune communiste (*Movimiento Comunista*) ne fut pas produite en raison de sa revendication des symboles pancatalanistes, mais par le fait d'une agression alors qu'il collait des affiches sur un mur, pour inviter à la grande manifestation du 9 octobre, la fête nationale valencienne. Le journal *Las Provincias* en informait ponctuellement<sup>663</sup> (voir document en annexe n° 56). Donc tout ceci mérite d'être examiné en profondeur.

Parlons davantage du phénomène de l'anti-pancatalanisme. La thèse doctorale de V. Flor a été écrite expressément pour l'analyser, et il situe sa naissance pendant la Transition. Il reconnaît lui-même que : "Comprendre la transition valencienne fondamentalement comme une explosion d'anti-catalanisme due à la manipulation de certaines élites est une explication excessivement simpliste pour être minimement tenue en compte par les sciences sociales"<sup>664</sup>. Mais les conclusions de son étude sont assez déconcertantes, car même s'il admet que l'interprétation habituelle de traiter le blaverisme comme une idéologie "fasciste ou pseudo-fasciste, folklorique, propre d'ignorants et d'analphabètes"<sup>665</sup>, n'est pas convaincante, il ne cesse de reproduire lui-même ces stéréotypes qu'il prétend examiner, au point de confirmer tout bonnement ce cliché. Il marque d'ailleurs une opposition constante et très forte entre les *blavers* qui représentent pour lui le camp des ignorants et des violents, et les fustériens comme le camp des intellectuels et pacifistes. Or nous avons vu que les pères du mouvement blaver sont des intellectuels, valencianistes de très longue date, et dans le cas de Xavier Casp, nous devons préciser qu'il avait été un ancien combattant républicain pendant la guerre, et qu'il avait été prisonnier dans un camp de

---

<sup>662</sup> Vicent Flor: *L'anticatalanisme al País Valencià. Identitat i reproducció social del discurs del "blaverisme"...*, op. cit, p. 19.

<sup>663</sup> Deux articles : "Un militante del M. C., gravemente herido cuando colocaba carteles del día del P. V." et "Unánime condena por el atentado contra un militante del MCPV", *Las Provincias*, 08/09/1977, p. 17.

<sup>664</sup> Vicent Flor: *L'anticatalanisme al País Valencià. Identitat i reproducció social del discurs del "blaverisme"...*, op. cit, p. 23.

<sup>665</sup> *Ibidem*, p. 560.

concentration. Nous devons imaginer la déception et la sensation pénible, et étrange à la fois pour lui, de se voir faisant équipe avec les ex-franquistes, à cause de l'insistance des fustériens à imposer des symboles pancatalanistes dans les institutions valenciennes. Donc la grande stratégie des fustériens pour contrer le blaverisme est de continuer à assimiler ce mouvement à l'extrême-droite ; seule façon pour eux d'éviter une remise en question. D'ailleurs le fait que Flor ait été obligé de faire des sections à l'intérieur des blaveristes prouve la pluralité de ses membres, et à la limite son caractère apolitique, dans le sens où autant des gens de droite comme de gauche ont simplement voulu exprimer un rejet : celui de l'invasion catalaniste dans la vie valencienne, sous forme de symboles ou d'appropriations culturelles. La preuve est que le régionalisme valencien n'a pas été pour cela récompensé dans les urnes, quoiqu'il ait pu recueillir des suffrages non négligeables. Rapportons les paroles mêmes de V. Flor qui reconnaît que l'anti-catalanisme n'est pas un mouvement parallèle à un facteur de classe, ni à une opposition droite/gauche telle qu'ont voulu l'interpréter d'autres auteurs qu'il cite (Jesús Sanz, Vicent Bello, Francesc Viadel) :

L'interprétation du discours anticatalaniste alla beaucoup plus loin que les basses classes sociales de la stricte droite politique, et cela expliquerait que le blaverisme grandit et imprégna aussi en une certaine mesure, les classes populaires, pendant la transition démocratique, alors que la gauche était électoralement majoritaire au Pays Valencien.<sup>666</sup>

Nous voulons aussi mettre en évidence une des affirmations faites par V. Flor qui nous paraît franchement manipulatrice, lorsqu'il dit que le blaverisme serait parvenu à éloigner le nationalisme valencien de la "centralité politique", qu'il faut comprendre option à gouverner. C'est, il faut le dire, un raisonnement habituel de la part des fustériens, raison pour laquelle, il est nécessaire de rappeler à nouveau, et constamment - parce que cette réalité est masquée et transformée d'une manière répétitive par eux dans leurs écrits - que le nationalisme valencien/fustérien fut légitimement écarté d'une quelconque option au pouvoir le 15 juin 1977. Les urnes furent très claires quant aux propositions politiques faites par les partis fustériens. Or nous l'avons signalé, ce sont les méthodes retorses employées par les fustériens, habitués aux techniques jésuitiques, qui sont arrivés à se placer dans des postes de décision à l'intérieur du PSOE et du PCE, par exemple Alfons Cucó dans le PSPV-PSOE.

---

<sup>666</sup> *Ibidem*, p. 567.

Depuis cette nouvelle base d'opération improvisée, ils ont lancé leur plan B, ce qui a contribué à rendre la "Bataille de Valence" longue, pénible et agressive.

Une autre affirmation de V. Flor qu'il convient de rapporter est que pour lui - et les fustériens derrière lui - le succès des *blavers* a été de présenter la proposition fustérienne comme étant pensée à l'avantage de la Catalogne et tout particulièrement de ses classes dirigeantes. Et notre thèse sur ce point prouve qu'il en est ainsi. Nous avons vu dans les parties antérieures de notre étude comment cette idée naît en Catalogne, au sein de la bourgeoisie industrielle. Nous avons donné des extraits très significatifs du livre de Prat de la Riba qui trouvait très naturel de parler dans son chapitre numéro neuf, de l'impérialisme et des races fortes. C'était l'époque du darwinisme social<sup>667</sup>, qui justifiait le colonialisme et l'idée de races supérieures et races inférieures. Nous avons vu comment les catalanistes de la *Lliga Regionalista* se servaient d'abord du Congrès international de la langue catalane pour attirer vers eux les autres régions partageant la langue limousine, et comment la langue a été instrumentalisée comme l'argument maître, pour défendre ce que Fuster a repris à son compte, et tous les fustériens comme V. Flor aussi. Ils revendiquent le déterminisme ethno-culturel qui conduirait inexorablement les Valenciens à partager une même "nationalité" que les Catalans. Et cette condition pour eux, ethno-culturelle, est suffisante pour accepter l'assimilation politique qu'implique le fait de se situer dans la catégorie de "nationalité catalane", puisqu'ils revendiquent ardemment de faire disparaître le nom de langue valencienne, pour adopter à sa place celui de langue catalane, le nom de langue valencienne restant abandonné dans les oubliettes de l'histoire. De fait Vicent Flor ne parle jamais de langue valencienne, il ne parle que de langue catalane. N'oublions pas non plus qu'ils étaient les premiers pendant la "Bataille de Valence" à combattre de toutes leurs forces le nom historique de Royaume de Valence, préférant revendiquer celui de Pays Valencien, qui les rapproche des "Pays catalans". Même chose avec le drapeau, mais cette fois, c'était le contraire, ils luttèrent tenacement pour ramener au présent un ancien étendard, pièce d'identité d'une monarchie disparue, honnissant un drapeau qui était pareillement un vestige de

---

<sup>667</sup> De grande influence dans les pays impérialistes à la fin du XIXe siècle et première moitié du XXe., Herbert Spencer (1820-1903, anglais) en avait posé les premières bases dogmatiques. Stephen Jay Gould (1941-2002, américain) fut son adversaire le plus acharné.

cette royauté, mais où un privilège - la frange bleue couronnée - distinguait les Valenciens. L'assimilation catalaniste - faussement républicaine -, obligeait de combattre l'unification si noble et flatteuse, qu'un roi avait jugé bon de concéder aux Valenciens de la capitale. Ce sont là les impositions du nationalisme qui bafouent l'histoire, sectionnant, ressoudant, recomposant les parties qui intéressent, jettant à la poubelle celles qui gênent. On invoque une ancienne couronne d'Aragon, en ne gardant d'elle qu'un drapeau qui est la personification d'un roi. On revendique la confédération de ces territoires, pour inventer une hiérarchie catalane qui n'a jamais existé, et du coup on nie le titre historique de royaume de Valence, ou celui de royaume de Majorque. C'est à ce moment qu'on abandonne le Moyen Âge pour ramener à la mémoire des Valenciens, des prétendues théories républicaines et fédérales, pour reconstruire une ancienne confédération, où les territoires étaient indépendants, et où seule la personne du roi représentait la véritable connexion institutionnelle<sup>668</sup>. Sans ce roi, comment reconstruire cette ancienne confédération, rebaptisée fédération? Quel va être le véritable lien commun? Comment prétend-t-on construire une relation d'égalité alors qu'on voit clairement un territoire qui impose ses conditions, comme l'uniformité de la langue, qui n'existait pas à l'époque de la véritable confédération de la couronne d'Aragon? Et finalement l'imposition du nom "catalan" de la part de ce qui n'était que des comtés? Malgré tout cela, Flor assure que les *blaveros* réinventent<sup>669</sup> l'histoire des Valenciens, et essayent de chercher une différence d'identité pour ne pas assumer la nationalité commune avec les Catalans. Il assure d'ailleurs que le *blaverismo* était un mouvement "populiste, conservateur, régionaliste, espagnoliste et anti-moderne"<sup>670</sup>, définissant le fustérianisme comme : rationnaliste, catalaniste, progressiste, tendant à chercher la modernité ; aussi anti-régionaliste et anti-provincialiste, marqué par l'indéfinition politique, et

---

<sup>668</sup> Voir le colloque international déroulé à l'Université de Valence le 27 et 28 novembre 2014 "Abastecer y financiar la Corte", avec la collaboration de la *Casa Velázquez*. La conclusion de Raymond Aymard prouve que les relations du roi et de sa Cour avec ses sujets n'avaient pas ce caractère statique qu'on lui donne facilement aujourd'hui. La mobilité de la Cour, voire son itinérance est un autre facteur qui nous éloigne des dogmes fustériens, ainsi la Couronne d'Aragon peut difficilement renvoyer à des références culturelles ou ethniques. Précisons que nous avons assisté à ce colloque.

<sup>669</sup> Vicent Flor: *L'anticatalanisme al País Valencià. Identitat i reproducció social del discurs del "blaverisme"*..., op. cit, p. 564.

<sup>670</sup> *Ibidem*.

l'essentialisme<sup>671</sup>. C'est-à-dire qu'il ne fait que répéter les leitmotivs fustériens. Il est dommage que Vicent Flor, en plus de chercher les origines exactes de l'anti-pancatalanisme, ne se soit pas donné la peine d'examiner les origines du pancatalanisme. Peut-être de cette façon, aurait-il trouvé une réponse plus complète au fait que quarante ans après, l'anti-catalanisme ne disparaisse pas à Valence, et même qu'il tende à devenir structurel, selon ses propres conclusions.

Il importe de remarquer que le *blaverismo* n'était pas une stratégie mise au point par Abril Martorell, comme l'alléguent D. Mollà et E. Mira, ni par un trio réactionnaire, comme dénonce J. Sanz, mais par des vieux valencianistes - des anciens sympathisants du catalanisme - puisque nous avons indiqué plus haut que dès octobre 1977, Miquel Adlert, Xavier Casp, mais aussi Antoni Igual Úbeda, Emili Beüt Belenguer, Berenguer, Soler i Godes, Domingo Fletcher Valls, tous membres de *Lo Rat-Penat* ou du *Centre de Cultura Valenciana*, prenaient activement part contre les thèses pancatalanistes. Eux connaissaient particulièrement bien ces idées au sujet de la culture commune, pour avoir été depuis longtemps en contact avec ce milieu, sympathisant avec la culture catalane. Tous ces noms exposés sont apportés par Vicent Flor<sup>672</sup> dans la partie bibliographique. Tous ces valencianistes avaient été au début favorables au rapprochement culturel avec la Catalogne et même au rapprochement orthographique, le témoignage du livre de Miquel Adlert, cité plus haut, est assez explicite sur ce sujet. Leur opposition naissait d'un refus catégorique de tolérer, au nom de la culture, une assimilation politique. C'était la grande barrière qu'ils souhaitaient absolument établir, puisque l'assimilation linguistique déjà permise par Sanchis Guarner avait provoqué la substitution du nom de langue valencienne par langue catalane. Sanchis Guarner fut expulsé de *Lo Rat-Penat* pour cette raison. Et cette différence est très importante, car le *blaverismo* ne naît en aucun moment sur la base d'une haine envers les Catalans - même s'il a servi à ça -, mais d'un rejet du projet impérialiste des catalanistes. Un projet impérialiste que même des signataires des *Bases de Castellón* comme Teodor Llorente rejetait énergiquement :

Conviene dejar este punto bien dilucidado. Valencia no ha pretendido nunca, ni siquiera ahora, sumarse a Cataluña en el sentido de perder su personalidad y quedar sometida a aquella

---

<sup>671</sup> *Ibidem*.

<sup>672</sup> *Ibidem*, p. 614.

región, aunque sienta por ella cariños fraternales y admire la obra de reconstitución que ha llevado a cabo. Esto no le ha pasado por la cabeza a ninguno que discurra medianamente, ni lo puede pensar la misma Cataluña.<sup>673</sup>

À cette époque il croyait encore que le rapprochement linguistique ne serait pas une matière à permettre une assimilation culturelle. Or c'était bien là que se trouvait le piège, comme comprennent finalement Adlert, Casp, Beüt et les autres. Ce sont justement eux les premiers - dès le 24 août 1977 - à mettre sur pied l'organisation qui sera le germe du GAV, soit le "Conseil Valencià". Et malgré les résultats défavorables aux fustériens, ils étaient conscients qu'une bataille se livrerait, connaissant les vieilles ambitions catalanistes. Celles-ci avaient résisté à deux dictatures, que ne feraient-elles pas avec une deuxième démocratie à sa faveur. Il est sûr que les réactions viscérales de l'anticatalanisme ont pu donner dans de nombreuses occasions ce résultat populiste et fanatique que V. Flor veut surtout mettre en valeur, mais la raison première du blaverisme fut d'empêcher une assimilation culturelle, qui était dénoncée comme le prélude de l'assimilation politique. C'est ce message qu'une grande partie de la population valencienne a fini par comprendre. Raison pour laquelle V. Flor est obligé d'admettre qu'au départ ils n'étaient pas nombreux, ils étaient apparus comme un groupe de pression (1975-1977), mais ils sont devenus un mouvement de masses (1977-1982)<sup>674</sup>.

Tenons compte qu'en 1976 et même après, les Valenciens n'associaient pas la nature de la langue avec le thème identitaire, pire encore les explications des fustériens semaient une confusion générale, comme remarquait Adlert qui montrait la diversité des points de vue et l'ignorance évidente quant aux implications qu'on prétendait y imbriquer : "Certains admettent le nom de pays, d'autres l'unité de la langue, d'autres le nom de catalane... Comment pourra-t-on éclairer ces innocents qui disent que le pancatalanisme est un fantôme !" <sup>675</sup>. Ensuite tenons en compte les commentaires de certains de ces fustériens, qui comme Vicente Miquel Diego (leader du parti: *Unió Democràtica del País Valencià*) étaient les premiers à reconnaître que : "Eso de hablar de nacionalidad, de una estructura federal, y sobre todo del País

---

<sup>673</sup> Teodor Llorente Falcó: "En defensa de la personalidad valenciana", op. cit. p. 137 (article: "La reconstitución valenciana no es la sumisión a Cataluña").

<sup>674</sup> Vicent Flor : *L'anticatalanisme al País Valencià. Identitat i reproducció social del discurs del "blaverisme"...*, op. cit, p. 562.

<sup>675</sup> Miquel Adlert Noguerol : *En defensa de la llengua valenciana...*, op. cit., p. 104.

Valencià era algo que la gente no asimilaba de entrada"<sup>676</sup>. Vega Rodríguez-Flores Parra<sup>677</sup>, admet amèremment la faible conscience - qu'il faut comprendre politique - des militants du PSPV-PSOE qui aurait permis le triomphe des thèses antipancatalanistes pendant la "Bataille de Valence". Quant au sujet du drapeau, les choses n'étaient pas très différentes ; un grand nombre de Valenciens ignoraient les nuances des couleurs, raison pour laquelle Fuster avait écrit son livre. On peut comprendre aisément que la population valencienne ait pu se sentir perplexe pour reprendre le titre du livre de Josep-Vicent Marqués<sup>678</sup> (*País perplex*), et aussi désorientée, devant les premiers incidents. Fuster lui-même se plaignait d'un certain caractère amorphe de la population : "Il existe la passivité aliénante du peuple"<sup>679</sup>. Mais il vivait avec l'ignorance et surtout les réflexes que le régime avait imposés, c'est-à-dire la méfiance, l'auto-censure et même la peur. Tout cela nous amène à considérer que l'on ne peut interpréter les premières réactions molles de la société valencienne, avant 1978, dans le sens d'un premier soutien tacite aux thèses pancatalanistes, comme veulent suggérer habituellement les fustériens. L'interprétation des professeurs Benito Sanz et José M<sup>a</sup> Felip qui parlent d'"un humus anticatalaniste minoritaire dans la population"<sup>680</sup> sont très discutables. Si cet "humus anticatalaniste" grandit à partir du 19 mai 1978, ce n'est pas en tant que résultat d'une haute stratégie d'UCD ou des régionalistes, mais comme celui d'une grande maladresse de la part des fustériens. Ceux-ci dans leur obsession de faire passer la dénomination de langue catalane pour langue valencienne, n'ont eu de cesse de répéter leurs consignes dans toutes les tribunes. Convaincus que le peuple serait aussi réceptif à ces thèses que les jeunes étudiants de l'université. Ils s'empressèrent pour cela de chercher une tribune privilégiée, qu'ils trouvèrent dans un programme de télévision "Hora 15". Là un prétendu expert déclarait que les auteurs valenciens du siècle d'or écrivaient en catalan (bien qu'aucun auteur n'ait dit une telle chose, voir la première la partie de la thèse), et que la langue valencienne n'était que du catalan. Or cette substitution du

---

<sup>676</sup> Vicente Ramos: *Pancatalanismo entre valencianos...*, op. cit., p. 63.

<sup>677</sup> Vega Rodríguez-Flores Parra : "El PSPV-PSOE i l'abandó del Consell preautonòmic" dans : *De País a Comunitat: Valencianisme polític i regionalisme...*, op. cit., p. 660.

<sup>678</sup> Josep-Vicent Marqués (1943-2008): *País perplex...* op. cit.

<sup>679</sup> Joan Fuster: "Autonomia i paciència". *Valencia Semanal*, n° 31, juillet 1978 (09/07 - 16/07), p. 21.

<sup>680</sup> Miguel Alberola: "La clave de la batalla de Valencia", *El País*, 19,02/2007. Consulté en ligne le 04/09/2016...op. cit.

nom de la langue n'allait pas être acceptable pour les Valenciens. Disons que spécifier que ces deux langues naissaient d'une même branche ou d'une même racine aurait été bien toléré, comme une manière de réactualiser la tradition de la langue limousine ; mais changer le nom de valencien par celui de catalan n'était pas admissible. Cela n'entrait pas dans le schéma mental des Valenciens, de la même manière, que les Catalans n'auraient pas compris que quelqu'un aille à la télévision leur dire que la langue catalane n'est pas autre chose que du valencien. Il est sûr que cela créerait aussitôt un "humus anti-valencien" à l'intérieur de la société catalane. Rappelons que déjà les anciens valencianistes Adlert et Casp avaient rejeté l'annulation du nom de Valence pour la ville dès 1960, et c'était justement eux les principaux meneurs du groupe GAV (*Grupo de Acción Valencianista*), parce qu'ils savaient qu'après l'annulation du nom de la langue, viendrait l'annulation du nom de Valence, en tant que territoire. Et le fait que ce soit justement les fustériens eux-mêmes qui insistaient sur la dénomination catalane explique que cet "humus anticatalaniste" ait grandi proportionnellement à leur insistance. À nos yeux il devient évident que les fustériens commirent une grosse erreur stratégique que les régionalistes, la droite et même l'extrême-droite s'empressèrent d'exploiter aussitôt, comme il ne pouvait en être autrement. Et ceci d'autant plus que les fustériens n'en démordaient pas et n'en n'ont jamais démordu. Il faudra attendre l'année 1997, pour qu'un fustérien de la taille de Joan Francesc Mira admette, l'erreur et le niveau de provocation que représentait l'insistance des pancatalanistes. À la question du journaliste ¿Valía la pena la reacción que se generó?<sup>681</sup> Mira répond :

No no la valía si algunos de nosotros nos hubiéramos parado a pensar en el tipo de reacciones que se podían producir, posiblemente hubiéramos tenido un grado de prudencia que a menudo no se ha tenido. Esta sociedad dada su historia reciente y contemporánea, no estaba preparada para recibir esta clase de mensajes, sobre todo planteamientos en términos de blanco y negro y sí o no.<sup>682</sup>

Et en 2015, Joan Francesc Mira reconnaît ouvertement et dans un langage plus que colloquial que revendiquer la catalanité du territoire valencien était une authentique provocation : "Sí porque las palabras son peligrosas. Aquellos que escribían, *Xàtiva* (une commune particulièrement rebelle pendant la guerre de

---

<sup>681</sup> Miquel Alberola: "Joan Francesc Mira". *El País*, 17/03/1997. Sur internet: <http://www.joanfmira.infor/general/calaix.php?id=131>

<sup>682</sup> *Ibidem*.

succession) *és Catalunya*, lo que conseguían es que lo llamasen *fill de p...a*<sup>683</sup>. Pour notre part, nous préférons nous limiter à souligner que l'acceptation des thèses fustériennes n'a jamais été naturelle, dans le sens où elles ont toujours requis des explications trop simples ou trop complexes. Trop simples pour ce qui est du déterministe ethno-culturel déjà évoqué, et trop compliquées parce que les deux langues n'ont jamais été identiques, ce qui oblige à faire des études philologiques pour comprendre où veulent en venir les catalanistes. Une circonstance qui fait dire à Lluís Fornés qu'il faut avoir au moins un niveau universitaire pour les comprendre. C'est-à-dire que ces thèses requièrent tant de justifications que c'est généralement le critère émotionnel qui finit par avoir le dernier mot. Et là nous trouvons les explications chez les fustériens eux-mêmes, dans leur façon d'agir, dans ces techniques jésuitiques employées par eux, et par les catalanistes avant eux. Fuster dans les années soixante a exploité à une intensité maximale le malaise d'une jeunesse bourgeoise qui rêvait d'Europe, rêvait de la liberté, du progrès, et de la belle vie. Il s'employa à fond à faire assimiler à cette jeunesse qui l'écoutait, que l'Espagne c'était le franquisme, la dictature, la tradition de l'imposition, la langue castillane, la répression, le sous-développement, l'ignorance pour le peuple, l'insignifiance internationale dans le monde ; tandis que la Catalogne c'était la tradition de la démocratie, c'était la langue des origines, la vraie langue, c'était l'industrialisation, c'était la modernité, le progrès, c'était la culture, c'était marcher vers l'Europe, c'était retrouver le prestige international. De cette façon il fractionnait l'Espagne et la solidarité nationale avec, logeant tous les Espagnols à la même enseigne. Nous avons des raisons de croire que Fuster avait littéralement soumis cette jeunesse à un véritable lavage de cerveau, profitant du fait que la dictature jouait en sa faveur. Il faut voir comment de la page 96 à la page 105, Mollà et Mira décrivent un véritable complexe d'infériorité, celui que devait représenter pour eux le fait de se reconnaître Espagnols. Ils rapportent toute une série d'explications qui illustrent parfaitement leur intériorisation des leitmotivs fustériens. Ceux-ci les poussaient bien-entendu à se considérer Catalans pour échapper à la misérable condition de citoyen/sujet espagnol. Curieuse manière

---

<sup>683</sup> Ernest Alos : "Francesc Mira: Imaginar los Països Catalans como Estado es una fantasía". *El Periódico*, 25/10/2015. Consulté en ligne le 18/06/2016 sur : <http://www.elperiodico.com/es/noticias/politica/mira-vio-venir-4616200>

d'essayer de fuir la réalité : changer virtuellement de nationalité ne pouvait pas alors signifier changer de vie, mais on croyait changer déjà le passé. On voyait celui-ci d'une autre manière, mais surtout cela permettait de fixer des bases pour changer un futur, qu'on visualisait à l'intérieur des "Pays Catalans". Nous en apportons ici des extraits éloquentes. Dans leur livre, D. Mollà et E. Mira affirment que face à l'Europe "l'Espagne était imprésentable"<sup>684</sup> et que l'adjectif "espagnol" était synonyme de "mauvais", tandis que "européen" suggérait quelque "chose de bon"<sup>685</sup>. Seule la Catalogne se sauvait par le fait qu'elle incarnait la modernité, et se révélait le seul véritable lien avec l'Europe ; ce qui les amenait à affirmer plus loin que "Face à l'Espagne intellectuellement cultivée il valait mieux être catalan que valencien, et face à l'Europe, il valait mieux être catalan et non pas espagnol"<sup>686</sup>. Ajoutant aussi que dans les années soixante quiconque cherchait dans la presse étrangère des nouvelles sur l'Espagne, soit dans "Le Nouvel Observateur" ou sur la page n° 9 du "Guardian", constatait que : "on ne disait que des choses négatives [d'Espagne], et seulement la Catalogne et le Pays Basque suscitaient de la sympathie"<sup>687</sup>. D'ailleurs Mollà et Mira peignent un tableau totalement sombre, où la faim soufferte par la majorité des Espagnols pendant les années quarante et cinquante prend la forme d'une faim généralisée autant sous l'aspect psychologique, éducatif que sexuel. Ils parlent de "faim historique"<sup>688</sup> qui est littéralement une faim de libération, parce que "les gens souffraient de la faim de tout ce que le régime interdisait"<sup>689</sup>. Donc, ce besoin vital de se reconnaître Catalan pour ne pas se reconnaître Espagnol, avait requis toute une série de ce que l'on pourrait désigner "séances de fustérianisme", que le peuple valencien de la Transition n'avait pas reçues, faute de ne pas avoir lu ses livres ou de ne pas l'avoir écouté parler sur une tribune. Par conséquent cette vision manichéenne, le peuple valencien ne l'avait pas intériorisée et il restait attaché à sa condition de Valencien et Espagnol. Et bien entendu sa langue ne pouvait être autre que valencienne. Cette réaction était normale, voire prévisible, d'où la réponse

---

<sup>684</sup> Damià Mollà et Eduard Mira : *De impura natione...*, op. cit., p. 96.

<sup>685</sup> *Ibidem*. (toute la série d'adjectifs)

<sup>686</sup> *Ibidem*, p. 105.

<sup>687</sup> *Ibidem*, p. 102.

<sup>688</sup> *Ibidem*, p. 97.

<sup>689</sup> *Ibidem*, p. 98.

massive (20.000 personnes) à l'appel lancé le 5 juin 1978 pour manifester le refus collectif, et la défense de la langue et de la culture autochtone.

Il est curieux de voir comment les fustériens applaudissent le nationalisme catalan et ne tolèrent pas le nationalisme valencien. Ils souscrivent aux arguments des catalanistes comme scientifiques et se dépêchent de dénigrer les arguments documentés de ces autres élites intellectuelles qui contredisent les thèses pancatalanistes. Et ceci depuis l'époque de Fullana, en passant par celle des créateurs du GAV, apportant non seulement leurs connaissances mais encore leur expérience. Aujourd'hui encore la *Real Academia de Cultura Valenciana* est considérée depuis les secteurs pancatalanistes comme un réduit de fausse science. Ainsi les explications de D. Mollà et E. Mira, démontrent parfaitement que l'analyse fustérienne implique un conflit, car ces élites, prétendument dans le vrai, plaident pour une dévaluation nationale valencienne en fonction des critères catalanistes. L'originalité valencienne est contemplée comme une copie inférieure de l'essence catalane (la dualité, le métissage dont Fuster se plaint), soit un modèle de nationalisme que la majorité de la société valencienne a rejeté, et ressenti même comme une insulte (rappelons la réaction de A. Igual Úbeda au livre de Fuster *El País Valenciano*). Et c'est là que les considérations d'Álvaro Cruz García<sup>690</sup>, peuvent peut-être nous aider à comprendre la préférence des Valenciens pour le nationalisme espagnol, au lieu du nationalisme catalan proposé par les fustériens. Cet auteur fait des réflexions très intéressantes au sujet de la fabrication des identités nationales, en soulignant le rôle des classes dominantes, et la réaction des classes dominées. Ce qui l'amène à parler d'un nécessaire mouvement de double direction, soit verticale et horizontale, pour fabriquer l'idée d'une unité nationale qui, prévient-il ne peut jamais être un concept figé, et encore moins s'il vient d'en haut (des classes dominantes). Disons que pour se consolider, voire évoluer, l'identité nationale requiert la réadaptation et la réappropriation des symboles locaux. Les noms des symboles locaux sont importants, ils doivent faire partie de l'alchimie générale. Autrement dit, ils doivent agir comme des catalyseurs, par le fait d'établir la syntonie entre le plan général et le plan particulier. Ceci à notre avis explique le rejet du nationalisme catalan autant de la part

---

<sup>690</sup> Álvaro Cruz García : "La fabricación de las identidades nacionales: algunas consideraciones". <http://amnis.revues.org/103> consulté le 28/12/2013.

de la bourgeoisie valencienne que de la part d'un grand secteur populaire. En effet le nationalisme espagnol, contrairement aux thèses fustériennes n'anéantit pas les symboles locaux, le valencien reste original et ne devient le sous-produit d'aucune culture. Disons que ces deux nationalismes agissent de façon très différente, parce que le premier se forme avec l'histoire, et au fil des siècles, tandis que le deuxième prétend agir d'une façon rapide, selon un patron qui répond à une nouvelle conception de la nation, celle inventée au XIXe siècle, à base d'unification et d'assimilation (l'Allemagne et l'Italie). Si effectivement le nationalisme espagnol place la langue castillane dans une position avantageuse, ce n'est pas pour autant un processus qui se déroule d'une manière accélérée et contraignante ; c'est un mouvement social qui s'est accentué en l'espace de plusieurs siècles, en particulier depuis le XVIe siècle, parce que l'aristocratie l'avait choisi ainsi. Mais de toute façon la langue autochtone n'a jamais perdu son nom pour autant, c'est au niveau officiel qu'elle est passée à un second plan. Ensuite il faut dire que la langue castillane appartient aussi légitimement à la société valencienne, par le fait que des territoires valenciens sont de langue exclusivement castillane. Il y a donc un nivellement, une dualité, et du coup, les Valenciens ont légitimement, et historiquement deux langues, alors qu'avec le nationalisme catalan, ils n'en ont plus aucune, à cause des arguments historiques qu'ils brandissent. De toute façon, il est clair que les fustériens refusent toute légitimité à une nation valencienne, puisque Mollà et Mira précisent même : "Pour les fustériens l'idée de nation valencienne est inconcevable, abérrante, puisque la construction des Pays Catalans est très rationnelle et plus logique depuis la perspective de l'utilitarisme"<sup>691</sup>. Il paraît raisonnable de douter que cette perspective utilitaire puisse aller dans le sens de favoriser les Valenciens, avec cette conviction des fustériens que les liens historiques avec la Catalogne, surtout la langue, puissent signifier, pour eux aussi, une relance économique et une ouverture sur l'Europe :

La grande trouvaille de Fuster fut d'appliquer tout ceci au peuple valencien, à son peuple. Fuster s'est nourri de cette histoire [Catalogne et sa Renaixença qui la rapprochait de l'Europe], et il en fut orgueilleux. Il nous présenta des modèles héroïques sur le terrain économique et politique. Cette explosive et rationnelle union entre modernité et traditionnalisme qui avait été présente dans le meilleur romantisme.<sup>692</sup>

---

<sup>691</sup> Damià Mollà et Eduard Mira : *De impura natione...*, op. cit., p. 174.

<sup>692</sup> *Ibidem*, p. 105.

C'est pourquoi nous avons dit et répétons que le fustérianisme est l'antinationalisme par essence, par le fait de refuser aux Valenciens leur propre nom, tel que le commentent D. Mollà et E. Mira : "Le grand paradoxe du 'nosaltrismo' fustérien : être un mouvement nationaliste qui ne se considère pas lui-même comme un promoteur d'une nation propre"<sup>693</sup>. V. Flor de son côté rapporte aussi une phrase significative de Fuster : "Tout ce qui concerne le catalanisme politique à Valence, est une conséquence (pas toujours claire) d'un impossible nationalisme valencien"<sup>694</sup>. Fuster était donc le premier à fermer la porte à un nationalisme purement autochtone. Rappelons comment il dénigrait le livre de José María Bayarri, dans son livre *El blau en la Senyera*: "I aprofite l'ocasió de manifestar la meua gratitud al difunt Josep Maria Bayarri, ja que gràcies al seu pamflet, *El perill català* (València [1932?]), vaig fer-me decididament 'catalanista'" ("Je profite de l'occasion pour manifester ma gratitude à Josep Maria Bayarri, défunt, puisque grâce à son pamphlet, *Le danger catalan* (Valence [1932?]), je suis devenu fermement catalaniste")<sup>695</sup>. C'est donc bien là l'antithèse du nationalisme, alors que le sentiment nationaliste se renforce justement par le rejet de l'autre. Raison pour laquelle la réorganisation de la bourgeoisie valencienne autour des symboles strictement valenciens était non seulement une opération logique mais gagnante. Il ne pouvait en être autrement.

Enfin, finalement le fustérianisme a surtout encouragé une reprise en force des idées régionalistes, un "régionalisme banal" écrit V. Flor, et ceci depuis les secteurs les plus traditionnalistes, comme les carlistes ou les anciens franquistes, qui se sont sentis particulièrement lésés, et qui ont été les premiers à introduire le sentiment *blaver* dans leur programme. Or on peut spéculer qu'avec une perspective moins radicale et plus ouverte, les fustériens auraient justement pu en profiter pour établir les bases d'un régionalisme puissant, tourné vers une orientation nationaliste-valencienne, et non pas nationaliste-catalane, par le fait que cette bourgeoisie dirigeante valencienne se sentait abandonnée de Madrid. L'article écrit par M<sup>a</sup> Consuelo Reyna au titre de "UCD promociona la acracia"<sup>696</sup> peut donner une idée de cette sensation, à un moment

<sup>693</sup> Ibidem, p. 173.

<sup>694</sup> Vicent Flor : *L'anticatalanisme al País Valencià. Identitat i reproducció social del discurs del "blaverisme"...*, op. cit., p. 17.

<sup>695</sup> Joan Fuster : *El blau en la Senyera...*, op. cit., p. 31.

<sup>696</sup> María Consuelo Reyna : "UCD promociona la acracia". *Las Provincias*, 20/05/1979, p. 4.

ou on attendait un nouveau gouverneur civil qui n'arrivait pas, et où Albiñana, président du *Consell* venait de renoncer à son poste. La réaction populaire de défense des symboles autochtones était un facteur sans doute favorable à cette réorientation, à un moment où l'autonomie se transformait en paradigme de la démocratie. C'est pourquoi nous avons déjà affirmé dans un autre chapitre au début de cette troisième partie, que non seulement Fuster ne fut pas le créateur du nationalisme valencien *strictu sensu*, mais encore il en a été son principal ennemi. De toute façon nous avons vu qu'un pareil calcul, de réorientation nationale, exclusivement valencienne, était impensable pour les fustériens, mais il existe depuis, un secteur minoritaire qui s'est développé parmi les *blavers*, qui se réclame du nationaliste valencien en opposition à la fois à la culture catalane et castillane. Soulignons cependant, qu'à l'époque de la transition le principal front de bataille était le catalaniste, qui altérait d'une manière atypique le traditionnel antagonisme droite - gauche.

### **11.3.7 - Le grand point d'inflexion**

Celui-ci a lieu au cours de l'année 1978, en l'espace de deux mois, la société valencienne se voit tout d'un coup secouée par un débat identitaire sans précédent pour elle. Le premier assaut est donné par le programme "Hora 15", le deuxième se produit sous les effets du discours de Jordi Pujol au parlement des députés et le troisième est l'article de Manuel Broseta Pont, intitulé : "La paella 'dels Països Catalans". Celui-ci représente une prise de conscience active de ce que signifie accepter de renoncer au qualificatif de valencien, ou au nom de Valence. Il sera à l'origine d'une initiative du parti UCD pour ne pas permettre que la langue catalane s'impose à Valence, ni dans ses formes ni dans son nom, qui s'est concrétiser, sous le nom de *Normes del Puig*.

Dans le programme de télévision "Hora 15", on était allé jusqu'à affirmer que le religieux Bonifacio Ferrer n'avait pas traduit la Bible en valencien, mais en catalan. Une réaction immédiate se produisit de la part des autorités valenciennes et de toutes les

associations mobilisées en défense de la langue valencienne. Et là nous devons préciser qu'il nous paraît particulièrement significatif que les fustériens citent toujours cet épisode pour dénoncer toute les réactions de tension et d'insultes dirigées envers Sanchis Guarnier, sans jamais éclairer l'identité de celui qui avait parlé en tant que spécialiste. Malgré toute la littérature écrite sur cette "Bataille de Valence" on maintient toujours dans le plus grand flou l'identité de cet homme, responsable de la première grande manifestation anti-pancatalaniste. Nous avons malgré tout eu la chance de pouvoir trouver son nom grâce à un article de l'année 2013. Et nous savons qu'il s'agit d'un fustérien, professeur de littérature : Jaume Pérez Montaner<sup>697</sup> (1938), qui a été honoré par les pancatalanistes, puisqu'il a été désigné président de l'*Associació d'Escriptors en Llengua Catalana* de 1999 à 2007, et ensuite distingué comme membre d'honneur. Nous savons qu'il a fait partie de ces premiers groupes de militants que Fuster a formés. On peut voir sa photographie dans le document n° 59 (en bas à gauche), accompagné d'autres figures historiques du fustérianisme. D. Mollà et E. Mira<sup>698</sup> rapportent qu'à l'époque de la Transition il faisait partie du secteur le plus nationaliste du PCE, en compagnie de Màrius García Bonafé et de Pep Giner. Que dire de M. García Bonafé, il représente le prototype de l'intellectuel fustérien : il figurait dans le groupe de la première excursion patriotique d'avril 1960. Devenu professeur d'économie il a écrit plusieurs livres<sup>699</sup> et articles, et il reste un fervent militant. Jesús Sanz<sup>700</sup> nous confirme également l'appartenance de M. García Bonafé, de P. Giner et de Jaume Pérez Montaner au parti communiste (PCE). Nous devons donc déduire que l'action de J. Pérez Montaner ne pouvait être qu'un acte prémédité qui répondait à ses convictions de militant et qu'il obéissait aux consignes de Fuster qui recommandait aux Valenciens d'être plus Valenciens et plus combattifs. À cette date il devenait clair qu'il allait exister des autonomies de première classe et des autonomies de deuxième classe, ce qui avait valu cette analyse de la part de Fuster, publiée deux mois plus tard :

---

<sup>697</sup> Esperança Costa : "En la diana de los ultras". *El País*, 13/04/2013. En ligne: [http://ccaa.elpais.com/ccaa/2013/04/13/valencia/1365854034\\_056703.html](http://ccaa.elpais.com/ccaa/2013/04/13/valencia/1365854034_056703.html) consulté 12/05/2017.

<sup>698</sup> Damià Mollà et Eduard Mira : *De impura natione...*, op. cit., p. 83.

<sup>699</sup> Nous pouvons citer en particulier celui qu'il a écrit en collaboration avec un autre fustérien de la première heure R. Aracil : *Industrializació al País Valencià. El cas d'Alcoi*. Eliseu Climent, 1974, Valencia.

<sup>700</sup> Jesús Sanz: *La cara secreta de la política valenciana. De la predemocràcia al estatuto de Benicassim...*, op. cit., p. 22.

Tout d'abord l'excuse des parlementaires est fautive. Le gouvernement de Suárez et de ses acolytes ont octroyé rapidement une autonomie à la Catalogne et au Pays Basque, mais non pas parce que quarante et quelques années plus tôt les Catalans et les Basques en votèrent une, parce qu'aujourd'hui ils représentent un foyer de conflit.<sup>701</sup>

Et il spéculait sur le cas de la Galice, comme étant un pur calcul politique, car assurait-il, la Galice n'était pas conflictuelle, et Valence non plus, à son grand désarroi, d'où sa recommandation : "En marge du *Consell* nous devons continuer de "faire pays" ("construire notre pays") comme toujours ; avec les sacrifices de toujours"<sup>702</sup>. Et nous pouvons constater comment deux semaines plus tard, depuis l'éditorial du même journal, Amadeu Fabregat reprenait la consigne de Fuster pour en faire son titre : "les hommes politiques valenciens ne sont pas encore assez Valenciens"<sup>703</sup>, et il proposait de faire pression sur les élus valenciens, assurant que "les limites de la réforme sont les limites du *Consell*"<sup>704</sup>. Ceci nous amène à considérer que cet épisode du programme "Hora 15" faisait partie d'une stratégie destinée à revendiquer le caractère national catalan de la région valencienne, depuis une tribune privilégiée, comme celle d'un plateau de télévision. Et la chronologie des faits nous paraît d'autant plus significative qu'il faut tenir compte que le 17 mars antérieur (1978) avait été annoncé le décret-loi royal autorisant le régime préautonome valencien ; le mois suivant (avril) le PSPV réalisait la fusion avec le PSOE, permettant que des fustériens s'infiltrèrent dans les postes clés de ce parti étatique, juste à temps pour contempler, comment le 23 avril se constituait le *Consell* préautonome, où le parti socialiste avait la majorité et détenait la présidence. Précisément le 24 mai, seulement cinq jours après l'émission du programme "Hora 15", le président du *Consell* préautonome valencien, José Luis Albiñana, devait se rendre auprès du roi, Juan Carlos I, en signe de reconnaissance officielle pour le nouvel organisme institutionnel créé. Donc la déclaration de Pérez Montaner dans ce programme "Hora 15", était une parfaite revendication identitaire pour remettre à l'ordre du jour la revendication de nationalité catalane des Valenciens, en tenant compte que les fustériens ne pouvaient pas le faire dans le cadre parlementaire, parce que les thèses nationalistes à l'intérieur du PSOE ou PCE n'étaient pas clairement définies. Rappelons aussi que du côté des revues, *Valencia*

---

<sup>701</sup> Joan Fuster: "Autonomia i paciència". *Valencia Semanal*, n° 31, julio 1978 (09/07 - 16/07), p. 20.

<sup>702</sup> *Ibidem*, p. 21.

<sup>703</sup> Amadeu Fabregat: "Els polítics valencians no són prou valencians encara". *Valencia Semanal*, n° 33, julio 1978 (23/07 - 30/07), p. 8.

<sup>704</sup> *Ibidem*.

*Semanal*, n'avait qu'une très faible diffusion, et la maison d'édition d'Eliseu Climent, *Tres i Quatre*, n'était le sanctuaire que des initiés. Justement pour entrer en concurrence avec toutes les associations coordonnées autour de la plate-forme PROCUVASA, Climent lançait au cours de cette même année 1978, l'entité *Acció Cultural del País Valencià* (ACPV), dont Fuster était le président. Le résultat fut que le programme "Hora 15" provoqua effectivement le conflit désiré par Fuster, mais pas exactement dans les termes qu'il espérait.

Dés le 19 mai au soir des Valenciens manifestèrent pour montrer leur opposition à de pareilles déclarations, et ces protestations se répétèrent même les jours suivants. À l'occasion de l'une d'elles, un cortège de manifestants passa devant la maison de Sanchis Guarner pour proférer des insultes. Le maire de Valence, Miguel Ramón Izquierdo envoya le même soir un télégramme au président du Gouvernement, Adolfo Suárez pour se plaindre et demander une audience afin d'expliquer personnellement la situation à Valence : "Le presentaré un dossier completo, compuesto por cosas que colecciono y aparto"<sup>705</sup>. Ramón Izquierdo dénonçait "la contumaz campaña tendente a catalanizar lo valenciano"<sup>706</sup>. Sur un ton railleur il assurait que les affirmations qui s'étaient faites dans cette émission l'obligeaient à tirer des conclusions tout à fait surprenantes : "Si el valenciano Ausiàs March era catalán, también el alcalde de Valencia habría de ser catalan, circunstancia realmente notable, que hasta hoy ignoraba"<sup>707</sup>. Le maire résumait d'ailleurs en une phrase ce qui devenait le sentiment dominant du côté anti-pancatalaniste : "Ha sido la gota que ha colmado el vaso"<sup>708</sup>, et ce qui effectivement fit réagir les foules. Le 5 juin suivant eut lieu un meeting d'affirmation valencianiste qui réunit de l'ordre de 20 000 personnes dans les arènes de Valence. Borja Ribera partage l'opinion de Vicent Flor, et considère que : "C'était le premier acte de masse spécifiquement 'blavero', à partir duquel devenait patente son importante capacité mobilisatrice"<sup>709</sup>. À partir de là, le reproche des anti-pancatalanistes sera toujours le même : rejeter l'instrumentalisation de la

---

<sup>705</sup> "Tras el programa 'Hora 15' de ayer. El alcalde protesta a Suárez y pide entrevista personal". *Las Provincias*, 20/05/1978, p. 1.

<sup>706</sup> *Ibidem*.

<sup>707</sup> *Ibidem*.

<sup>708</sup> *Ibidem*.

<sup>709</sup> Borja Ribera: "La violència anticatalanista a València (1976-1982)", dans : *De País a Comunitat: Valencianisme polític i regionalisme...*, op. cit., p. 670.

philologie dans le but de légitimer et imposer des positions politiques, ce qui explique parfaitement les limites du conflit. Si les pancatalanistes n'avaient pas donné à la philologie une dimension politique, les réactions anti-pancatalanistes ne se seraient pas produites. La sous-directrice du journal *Las Provincias* le résumait avec ces mots : "No estamos hablando de inquietudes filológicas, sino políticas"<sup>710</sup>. Et dans un autre programme de "Hora 15" (le mardi 23 mai 1978), on était d'accord pour reconnaître une filiation commune, mais en aucun cas, admettre que celle-ci puisse impliquer une hiérarchie politique. Cette fois les invités étaient : Vicente Simó Santonja, Fermín Juanto, Julián San Valero et Vicente Ramón Pérez. Dans le journal *Las Provincias* on résumait ainsi les positions : "En sus palabras todos ellos con diferentes razonamientos, hablaron de la valencianidad de Ausiàs March y Bonifacio Ferrer y de la personalidad propia de la lengua valenciana, no obstante, pertenecer a un tronco común a la catalana"<sup>711</sup>. De même le maire Miguel Ramón Izquierdo qui déclarait dans un article qu'aucune considération linguistique ne pouvait obliger à une dépendance politique, insistant sur le rejet d'une quelconque hiérarchie : "No somos hermanos menores de nadie y no podemos aceptar ninguna relación de subordinación o vasallaje con nadie. Y conste nuestro respeto y admiración a Cataluña"<sup>712</sup>. Et dans son souci d'éliminer le moindre doute quant au cadre national des Valenciens, il déclinait toute invitation à entrer dans un "Commonwealth" catalan, en ajoutant que : "Queremos ser valencianos y españoles y, por valencianos y españoles, europeos"<sup>713</sup>. Comme il ne pouvait en être autrement ont accusait directement la bourgeoisie catalane de propager des idées qui la favorisaient. María Consuelo Reyna en faisait la réflexion : "No sé quiénes mueven los hilos. Lo que sí sé es que existe un deliberado propósito desde ciertos sectores pertenecientes a la alta burguesía, cultura y oligarquía catalanas de realizar una maniobra envolvente en torno a Valencia"<sup>714</sup>. Quelque chose que les pancatalanistes ont toujours nié ; nous avons vu les accusations de V. Flor à ce sujet dans le sous chapitre antérieur, néanmoins nous avons vu plus haut comment le parti de Pujol finançait les excursions patriotiques et les premiers partis universitaires, et

---

<sup>710</sup> María Consuelo Reyna : "Hora 15". *Las Provincias*, 20/05/1978, p. 5.

<sup>711</sup> "Ayer, gran audiencia del programa 'Hora 15'". *Las Provincias*, 24/05/1978, p. 20.

<sup>712</sup> "Ramón Izquierdo : 'No queremos entrar en la Commonwealth catalana'". *Las Provincias*, 24/05/1978, p. 20.

<sup>713</sup> *Ibidem*.

<sup>714</sup> María Consuelo Reyna : "Hora 15". *Las Provincias*, 20/05/1978, p. 5.

comment les fustériens recevaient des consignes de Barcelone. Nous avons aussi apporté différents témoignages comme celui de Josep Guia à propos du journal catalan *Avuí Servei d'Informació Catalana*, financé également par les milieux proches de Pujol et dont un numéro proprement valencien commençait à être publié en 1974 sous le nom de *Fulls especials SIC*.

Cette vive réaction populaire, presque inattendue pour les fustériens, obligea le président du *Consell* à faire des déclarations pour éclairer la position officielle du gouvernement valencien quant à la nature de la langue valencienne et quant aux symboles pancatalanistes. Interrogé sur ses impressions à propos du programme de télévision "Hora 15", il répondit que celui-ci lui avait paru : "inoportuno, indelicado y poco prudente"<sup>715</sup>. Quant à la langue valencienne il certifie : "Nada más lejos de la voluntad del Consell que introducir ninguna calificación extraña, ni por supuesto, mediar en tesis científicas o discusiones filológicas"<sup>716</sup>. Et pour ce qui était des "Pays catalans", là aussi il répondait :

Voy a contestar esa pregunta interpretando cabalmente todas mis referencias a España que algunos han encontrado reiteradas. Es tesis que usted ha expuesto en lo político se contraponen precisamente con la idea de España. Y hemos dicho en Alicante que el Consell no es manto de separatismo. Hemos dicho que España y País Valenciano no sólo son compatibles sino enriquecedores mutuamente.<sup>717</sup>

Avec de pareilles déclarations on aurait pu s'attendre à ce qu'Albiñana se rende au rendez-vous du mardi 5 juin (1978), situé aux arènes, où une revendication sous forme de spectacle se déroula à partir de 19h:30, en défense de la langue et de la culture valencienne. Xavier Casp présidait la tribune. Le journal *Levante* faisait une estimation minimale de 16 000 assistants<sup>718</sup>, ce qui était un record pour un jour de semaine, et à une heure où bon nombre de personnes travaille encore. Celle-ci fut la grande surprise et la grande déception de Fuster et des fustériens qui virent comment le peuple fit un front commun où se retrouvaient les opposants les plus notables au pancatalanisme, et où des personnalités du monde du spectacle comme Concha Piquer faisaient parvenir des télégrammes de soutien. Les vieux républicains de l'ARDE

---

<sup>715</sup> "Rueda de prensa del presidente Albiñana. No a los países catalanes, sí al valenciano, sí a una bandera diferenciadora para el País Valenciano". *Las Provincias*, 25/05/1978, p. 1.

<sup>716</sup> *Ibidem*.

<sup>717</sup> *Ibidem*, p. 4.

<sup>718</sup> "Acto en defensa de la personalidad valenciana en la plaza de toros". *Levante*, 06/06/1978, p. 17.

(*Acción Republicana Democrática Española*) étaient venus avec leur drapeau, mais on les obligea à le replier, par le fait que cette mobilisation était purement valencienne, et populaire, n'admettant pas la représentation des partis comme tels. Le seul drapeau admis, et exhibé en lieu d'honneur fut celui de la ville de Valence, avec la frange bleue; on en profita pour le revendiquer comme le légitime face à la *cuatribarrada*. La réunion avait été convoquée par une plate-forme d'organisations culturelles, et la chaise réservée au président José Luis Albiñana, resta vide. Le président avait envoyé une lettre qui disait : "Tras la opinión por mí recabada de la mayoría de las fuerzas políticas que integran el Consell, he de comunicarle que declino su invitación y que, por lo tanto, no acudiré a dicho acto."<sup>719</sup> Rappelons que les forces majoritaires du *Consell* étaient formées par le parti socialiste et le parti communiste, des partis qui arboraient la *cuatribarrada*. Autant Jesús Sanz que Vicent Flor se rapportent à cette mobilisation comme une manifestation contre le "Consell" ou contre Albiñana. Pourtant celle-ci n'avait pas été la finalité du rendez-vous, mais il est sûr que par le fait de décliner l'invitation, Albiñana, marquait définitivement la ligne de démarcation entre ceux qui appuyaient les signes pancatalanistes et ceux qui les rejetaient. Par la même occasion Albiñana mettait en évidence le caractère ambigu du discours socialiste, semblant rejeter dans ses déclarations une nationalité alternative à l'espagnole, mais prenant soin en même temps, de ne pas renier les symboles pancatalanistes. Albiñana dans sa réponse avait voulu donner une apparence d'équilibre démocratique et institutionnel, à son acte, mais il faut savoir qu'une telle attitude mesurée de sa part ne serait pas répétée le 27 juin 1979, date où il se mettait à la tête d'une manifestation de protestation contre la mort d'un travailleur du marché des halles. Il utilisait son poste de président du Consell pour mettre une distance entre lui et les forces de l'ordre qui visiblement avait réprimé d'une manière disproportionnée une grève qui avait eu lieu la journée antérieure par les travailleurs des halles de la ville.

Le 19 juillet 1978, au Congrès des députés, Jordi Pujol fit un discours qui fut considéré provocateur. Celui-ci s'insérait dans le cadre des délibérations sur l'article 138 de l'avant-projet de constitution, proposé par le député Alberto Jarabo Payá

---

<sup>719</sup> "Miles y miles de personas en el acto de afirmación valencianista". *Las Provincias*, 06/06/1978, p. 4.

d'*Alianza Popular* de Valence, dans le but d'interdire une fédération entre communautés autonomes. C'est-à-dire qu'on essayait d'empêcher que se reproduise la situation créée en 1931 sous la Seconde République, où l'article n° 11 avait laissé la porte ouverte à des fédérations entre provinces limitrophes. Les députés basques s'opposaient à cet article 138, à cause de leurs vues sur la Navarre ; déjà pendant la Seconde République cela avait retardé la déclaration de leur premier statut d'autonomie. Une chose qui se reproduisait puisque la Navarre ne consentait pas à s'unir aux trois provinces basques. Malgré tout les Basques proposaient de voter en faveur de la suppression de l'article 138, leurs arguments étaient que cela n'affectait en rien l'unité de l'Espagne et que par contre, son annulation limitait les compétences des communautés. Au moment de voter cette initiative, la minorité catalane prit le parti de s'abstenir, sachant pertinemment qu'il ne valait pas la peine de se mettre en évidence pour rien, le résultat des votes<sup>720</sup> étant prévisible : 245 votes contre, 19 pour, et 22 abstentions. À noter que le député communiste catalan, Ernest Lluch, fustérien de la première heure, et encore professeur à l'université de Valence, vota en faveur de l'initiative basque, brisant la discipline de parti (il appartenait à la minorité catalane qui avait choisi de s'abstenir). Finalement l'article 138, fut voté par 242 votes à faveur, 13 contre, et 29 abstentions. Et là aussi, la minorité catalane avait préféré s'abstenir, Pujol avait expliqué que :

Entendemos que el artículo tal y como ha sido aprobado, ignora una auténtica realidad y es que en España existen hechos de carácter histórico, cultural, lingüístico y otras veces geográficos y económicos que han tejido una especial relación entre algunos futuros territorios autónomos a los cuales, en justicia, pensamos que no debería privárseles el derecho a federarse o a mancomunarse en el marco constitucional de España.<sup>721</sup>

Le journal fustérien *Valencia Semanal* se dépêcha aussitôt de défendre l'intervention de Pujol, critiquée par les anti-pancatalanistes. Il la présentait comme irréprochable, ne méritant en rien les commentaires du quotidien *Las Provincias*, qui avait fait les associations pertinentes, à savoir que parler de fédération pour les catalanistes, c'était penser aux "Pays catalans". Car en effet, à quoi bon réclamer la faculté de réaliser une postérieure fédération, si ce n'était pour réaliser le rêve avoué des fustériens. Rêve et projet toujours revendiqués depuis les écrits de Fuster. Or

---

<sup>720</sup> "Show valencianero en el Congreso". *Valencia Semanal*, n° 34, juillet 1978 (20/07- 06/08), p. 10.

<sup>721</sup> *Ibidem*.

rappelons que Carles Senso lui-même expliquait que la mission du journal pancatalaniste *Valencia Semanal* était de ne pas revendiquer les "Pays catalans", pour défendre à sa place l'idée d'une communauté culturelle et linguistique avec la région catalane. Ce qui signifiait appliquer le plan B, pratiquer l'auto-censure, pour ne pas avouer qu'on avait décidé d'agir par étape, en réservant celle des "Pays catalans" pour plus tard. À partir de là nous comprenons la théâtralité du journaliste indigné de *Valencia Semanal*, qui voulait corriger cette fausse information, qui selon lui visait exclusivement à créer une hostilité artificielle contre les Catalans, en précisant : "Lo que ocurrió fue bien distinto"<sup>722</sup>. Il qualifiait le discours de Pujol de pédagogique, et certifiait que le terme de "Pays catalans", n'avait jamais été prononcé au Parlement. Par contre Pujol avait parlé d'unité de la langue et aussi d'unité culturelle, modulant ses propos par le fait de préciser que cette unité linguistique et culturelle ne signifiait pas forcément unité politique, et que les Catalans se gardaient bien de faire une pareille proposition, qui ne pourrait venir que de la volonté des Valenciens :

Por lo que toca a los catalanes, no se trata ahora, ni mucho menos, de proponer una federación; se trata simplemente, como ya he dicho, de que quede la puerta abierta... Pero he de insistir, en que no se trata para nosotros, de un problema de política actual. No vamos a proponer a nadie , ni al País Valenciano ni a las Baleares, ningún tipo de federación... Por lo tanto, nosotros, repito, no proponemos nada en el campo político, ni lo pretendemos siquiera; porque si algún día ha de haber una iniciativa en este sentido, ésta deberá surgir del País Valenciano y de las Baleares, no de nosotros.<sup>723</sup>

En réalité ce discours suivait le patron idéologique tracé par Cases Carbó lors du Premier Congrès international de la langue catalane, lorsqu'il avait affirmé : "Et bien que nous, nous sentions que celle-ci [la langue des Valenciens], n'est pas autre chose qu'une des modalités de la langue catalane, nous ne devons pas la désigner comme catalane, jusqu'à ce que les Valenciens eux-mêmes veuillent qu'il en soit ainsi"<sup>724</sup>. Effectivement nous avons vu que le plan catalaniste consiste d'abord à convaincre les Valenciens *in situ*, pour que eux-mêmes assument le projet à leur compte, tel que le faisait Fuster, et tel que l'avait fait Sanchis Guarner. Celui-ci avait assuré personnellement la logistique du plan catalaniste, par le fait d'attester la catalanité du valencien en qualité de professeur d'université. Tout ceci étant le résultat d'un travail commencé depuis 1906, qui avait requis une longue phase de séduction et de

---

<sup>722</sup> *Ibidem*.

<sup>723</sup> "Lo que dijo Jordi Pujol". *Valencia Semanal*, n° 34, juillet 1978 (20/07-06/08), p. 11.

<sup>724</sup> *Primer Congrés Internacional de la Llengua Catalana*. [texto impreso]..., op. cit., p. 600.

persuasion, qui avait abouti en partie, avec la signature des "Bases de Castellón". Après la guerre civile, les catalanistes avaient poursuivi la même méthode avec les excursions patriotiques, et les différents partis politiques créés pour implanter l'idée des "Pays catalans", depuis le *Moviment Social-Cristià de Catalunya* (MSCC), aux différents partis socialistes : *Acció Socialista Valenciana*, *Partit Socialista Valencià*, y compris *Partit Socialista del País Valencià*. Tout ceci soutenu par un abondant corps bibliographique, et par les leitmotifs fustériens. Mais Pujol se gardait bien de révéler tout ce travail souterrain qui se faisait depuis l'arrière-garde, c'est pourquoi au Congrès des députés, il affirmait exactement le contraire de ce qu'il faisait : "No pretendemos que se estimule este tipo de federaciones, pero sí que pensamos, que es de derecho y de justicia el dejar las puertas abiertas para que en su caso, y con las debidas garantías, pueda hacerse"<sup>725</sup>. Pujol n'avait pas eu besoin d'employer le terme de "Pays catalans", car le fait d'employer l'expression "laisser les portes ouvertes" renvoyait directement à ce projet. Pujol ne faisait que pratiquer au Parlement ce jeu de cache-cache habituel exercé par les pancatalanistes qui consiste à ne pas avouer les véritables intentions, conscients de l'opposition frontale que de pareilles propositions soulèvent. Mais il n'était pas besoin de prononcer les paroles interdites "Pays catalans", la sensibilité était suffisamment développée chez les Valenciens ; pour cette raison le député socialiste de Castellón, Antonio Sotillo lança cette accusation : "nos quieren colonizar". Mais au lieu de mentionner le dernier livre de Fuster (*El Blau en la Senyera*), ou au lieu de rappeler le statut de Nuria de la Seconde République, ainsi que le statut de Elche et aussi celui du *Consejo Democrático del País Valenciano*, qui mettaient tous clairement le cap vers les "Pays catalans", Sotillo se perdit dans la philologie. C'est-à-dire qu'il tomba droit dans le piège des pancatalanistes qui sur cet aspect étaient fin prêts, grâce à la complicité de Sanchis Guarner qui avait déjà bien préparé le chemin. Quand aux explications du député valencien Alberto Jarabo Payá, d'*Alianza Popular*, elles n'eurent pas meilleure fortune, puisqu'il revendiqua la grammaire de Fullana discréditée par les propres valencianistes, dont Sanchis Guarner en premier chef. Il aurait dû mentionner le discours fait à la *Real Academia de la lengua*, postérieur, à sa grammaire, mais personne ne connaît ce discours, et les quelques pancatalanistes qui connaissent son existence, comme Sanchis Guarner sont

---

<sup>725</sup> "Show valencianero en el Congreso". *Valencia Semanal...*, op. cit.

les premiers à n'en pas dire mot. Il aurait pu aussi dire que les Valenciens ont le même droit que les Catalans à protéger leur langue, et si les catalanistes ont décrété l'indépendance du catalan face à l'occitan, les Valenciens ont le droit de revendiquer l'indépendance du valencien face au catalan. Mais *Valencia Semanal* rappelait avoir publié deux semaines auparavant les télégrammes de soutien qu'avait reçu Sanchis Guarner dans sa défense du valencien en tant que langue dérivée du catalan<sup>726</sup>. Et la semaine suivante on se dépêchait de publier cet article que nous avons déjà cité dans la première partie de notre thèse (document en annexe n° 17), où Fullana écrivait sa dernière lettre à Alcover en lui envoyant sa grammaire (*Gramàtica Elemental*), en avril 1917. Un article conçu expressément pour faire croire que Fullana défendait la catalanité du valencien (article : "Cal donar passets cap a la unitat del català"<sup>727</sup>, août 1978), or son discours à la *Real Academia de la Lengua Española*, bien postérieur (novembre 1928) prouvait exactement le contraire. De toute façon l'hypocrisie, ou l'habileté politique - depuis le point de vue pancatalaniste - du journal *Valencia Semanal* était tout aussi notable que celle de Pujol, puisque nous l'avons déjà signalé, ce journal était conçu comme un instrument de propagande pancatalaniste, et nombre de ses collaborateurs étaient des adeptes de la première heure de Fuster, certains ayant fait partie des excursions patriotiques destinées à créer ces liens "nationaux" en vue de construire cette entité des "Pays catalans".

Le débat sur la langue valencienne au Parlement avait servi entre autres, à mettre en évidence les tensions à l'intérieur du PSOE entre les secteurs moins nationalistes. *Valencia Semanal*, dans une ligne toujours trouble, assurait sans donner de nom, mais en écrivant l'information en caractère gras, que le député socialiste Antonio Sotillo avait suscité de vives réactions à l'intérieur de son parti : "No se puede comprometer la línea de un partido como lo ha hecho Sotillo con su intervención, señaló un destacado miembro del PSPV (PSOE)"<sup>728</sup>. De la part de *Valencia Semanal* on s'employait à laisser croire que Sotillo avait inventé un problème là où il n'existait pas, or les affirmations faites par Pujol au Parlement, quant à l'absence d'intentions

---

<sup>726</sup> "Nuestra lengua: lo que dicen los académicos". *Valencia Semanal*, n° 31, julio 1978 (09/08-16/08), p. 40, 41 et 42.

<sup>727</sup> "Cal donar passets cap a la unitat del català". *Valencia Semanal*, n° 35, août 1978 (06/08-13/08), p. 46 et 47.

<sup>728</sup> "Show valencianero en el Congreso". *Valencia Semanal...*, op. cit., p. 13.

politiques des catalanistes, seraient vites démenties par les propres catalanistes, qui rejetaient à Madrid, ce qu'ils revendiquaient à Berlin. Mesurant leurs paroles au Parlement, ils se gardaient bien d'employer le terme "Pays Catalans", mais à l'étranger ils ne se gênaient pas pour donner libre cours à leur projet expansionniste.

Le 23 juillet 1978, peu après le discours "pédagogique" fait par Pujol au Parlement de Madrid, apparaissait dans le journal *Las Provincias*, un article qui provoqua à nouveau l'indignation populaire. Son titre était : "La paella 'dels Països Catalans'" et il était écrit par Manuel Broseta Pont, qui à ce moment faisait partie du gouvernement régional provisoire, soit le *Consell Preautonomic*, en tant que responsable de la *Comisió Mixta de Transferència Estado-Consell*. Broseta se caractérisait pour avoir été un indépendant au service de la démocratie, et un fervent militant de l'unité des Valenciens ; ce qui lui avait valu la confiance de toute l'opposition franquiste, en 1973, moment où il fut choisi en tant que chef de la *Mesa Democrática del País Valencià (Taula Democràtic del País Valencià)*, première plateforme unitaire valencienne. Précisons que lors des premières élections démocratiques, tous les partis avaient offert à Broseta une place sur leurs listes électorales ; lui avait refusé considérant que la meilleure stratégie aurait été de faire une grande coalition<sup>729</sup> de partis pour avoir plus de force dans la revendication du statut d'autonomie. Fils d'un syndicaliste républicain, ayant fait ses études à Valence, s'étant spécialisé en Italie, ayant travaillé à l'étranger et à Madrid, il avait obtenu sa place de professeur de droit commercial par concours, et avait choisi de revenir à Valence (1964). Une fois de retour et depuis l'université, il avait lutté contre le franquisme, avait été signataire en 1975, du manifeste en faveur de Sanchis Guarner, et avait commencé à écrire habituellement des articles dans le quotidien *Las Provincias*. Depuis ses colonnes il avait revendiqué infatigablement la démocratie<sup>730</sup>, montrant sa solidarité avec les communistes<sup>731</sup> lorsque ceux-ci n'étaient pas encore acceptés par le système. Il était conscient que le grand objectif pour les Valenciens

---

<sup>729</sup> Voir l'interview faite à "Manuel Broseta", par M<sup>a</sup> Ángeles Arazo. *Las Provincias*, 12/06/1977, p. 62.

<sup>730</sup> Voir entre autres: "El largo camino", 14/11/1976, p. 4; "Negociación gobierno-oposición", 28/11/1976, p. 5; "La marginalización del País Valencià", 19/12/1976, p. 4.

<sup>731</sup> "El silencio solidario de Broseta": *Las Provincias*, 08/12/1976, p. 13.

était le statut d'autonomie<sup>732</sup>. Sa recommandation principale restait toujours la même, appeler à l'unité des Valenciens, comme le meilleur moyen pour conquérir un statut le plus large possible. Cette défense active lui avait valu le respect et la sympathie des nationalistes. D. Mollà et E. Mira nous rappellent même qu'il fut ami personnel de Fuster, et d'autres nationalistes comme Vicent Andrés Estellés (poète), et ils le cataloguent comme un "homme clé" de la transition en allant jusqu'à affirmer que "Beaucoup le voyaient comme le futur Cambó valencien"<sup>733</sup>. Et celle-ci est une description assez fidèle, quant à son niveau professionnel et intellectuel d'un côté, et quant à son prestige personnel de l'autre, mais aussi par le fait que Broseta était devenu un homme socialement très influent. Or Broseta avait toujours défendu le cadre national espagnol<sup>734</sup>, sans rejeter les similitudes entre la langue valencienne et catalane et il n'avait pas encore été traité d'anti-catalaniste pour cela. En octobre 1977 ses explications avaient été on ne peut plus claires sur ce point :

No participo de las tesis llamadas "catalanistas". Ni en lo cultural ni en lo político, ni en lo económico, ni en lo ideológico, ni creo, ni admito, ni comparto personalmente la tesis de que el País Valenciano forme parte de los "Países Catalanes", ni siquiera creo en ninguna de las tesis que postulan nuestra "catalanidad"<sup>735</sup>.

Mais à partir du moment où il écrivit "La paella 'dels Països Catalans'", les fustériens commencèrent à lui montrer une hostilité déclarée, tentant de réduire par tous les moyens sa très longue feuille de services prêtés à la démocratie valencienne. Broseta dénonçait qu'à l'intérieur de la semaine culturelle catalane de Berlin, on avait présenté la *paella* comme un plat appartenant à la gastronomie catalane et que quelqu'un s'était limité à qualifier ce fait d'"anecdotique"<sup>736</sup>. Or Broseta considérait que cela n'avait rien d'anecdotique, bien au contraire, c'était symptomatique. Même si les catalanistes n'avaient pas mis une étiquette sur la paella disant textuellement : "Pays catalans", le message était sans équivoque, on la présentait en tant que produit catalan. Et pour lui le rapprochement était inévitable à faire avec ce que Pujol avait dit au parlement de Madrid, trois jours auparavant. Broseta expliquait que ce leader mettait en pratique ce qu'il avait expliqué dans son discours, introduire la région

---

<sup>732</sup> Voir entre autres: "Nuestra autonomía, reto para todos", 10/07/1977, p. 4; "La autonomía del País Valenciano (2)", 09/10/1977, p. 35.

<sup>733</sup> Damià Mollà et Eduard Mira: *De impura natione...*, op. cit., p. 85.

<sup>734</sup> Manuel Broseta Pont : "Catalanismo y anticatalanismo (2)", *Las Provincias*, 13/11/1977, p. 4.

<sup>735</sup> *Ibidem*.

<sup>736</sup> Manuel Broseta Pont: "La paella de 'Els Països Catalans'", *Las Provincias*, 23/07/1978, p. 5.

valencienne dans le cadre national catalan, mais contrairement à ce qu'il avait déclaré, il le faisait sans attendre que les Valenciens l'autorisent à le faire. Ainsi les Catalans s'approprièrent à Berlin de la culture valencienne, par le simple fait de gommer le nom de Valence. Broseta affirmait : "Todo se comprende si se analiza desde una perspectiva política y económica"<sup>737</sup>. Et cette phrase résume à elle seule le changement immédiat qui se produirait dans les priorités politiques de la bourgeoisie dirigeante valencienne. Dès lors la défense identitaire deviendrait une priorité dans les plans d'UCD. Broseta traçait les correspondances qui prouvaient sur quelles bases les Catalans s'étaient permis de se revendiquer comme les auteurs d'un plat typiquement valencien, mettant en évidence que derrière la fédération culturelle - objet de débat au Parlement de Madrid - existait bel et bien un projet politique, qui attendait qu'on lui ouvre les portes. Il dénonçait ainsi le syllogisme employé par les catalanistes pour démontrer la nationalité catalane des Valenciens, et ce que réellement avait prétendu Pujol dans ses explications pédagogiques : "la culture valencienne fait partie de la culture catalane, et par conséquent si la gastronomie fait partie de la culture, la paella est catalane"<sup>738</sup>. Cette même mécanique, expliquait-il, étant d'application pour tous les autres domaines de la société y compris la langue, l'art ou la céramique, et même la bannière. Mais là il précisait que le drapeau d'une communauté ne pouvait pas être identique à celui d'une autre communauté autonome, à moins de vouloir former une même nationalité, ce qui n'était pas le cas, car : "aquí los ciudadanos se sienten valencianos y no catalanes"<sup>739</sup>. Et Broseta mettait en corrélation les intérêts politiques qui poussaient les catalanistes à de telles pratiques : "Fortalecer su propia política frente al Gobierno central. Porque de eso se trata, como algunos, desde hace bastantes años, se nos ha explicado con el deseo de catequizarnos"<sup>740</sup>. Et cet article était vital dans le sens où Broseta réduisait à une simple image facilement assimilable un premier débat identitaire que les Valenciens n'avaient pas bien compris au début, quant à la langue, et la culture. Cette "spoliation"<sup>741</sup> résumait à elle seule les prétentions impérialistes dont on accusait les catalanistes. Pour cette raison, cet article

---

<sup>737</sup> *Ibidem.*

<sup>738</sup> *Ibidem.*

<sup>739</sup> *Ibidem.*

<sup>740</sup> *Ibidem.*

<sup>741</sup> *Ibidem.*

marquait indiscutablement un point d'inflexion dans la bataille des symboles qui à partir de là, s'intensifiait ostensiblement. Broseta prévenait que favoriser la division identitaire des Valenciens ne ferait qu'entraîner un affaiblissement considérable de l'union, et donc un retard dans l'obtention du statut d'autonomie.

Le rejet et la tension populaires devenaient à tel point perceptibles que le président du *Consell Preautonòmic*, Josep Albiñana évitait quelques jours plus tard de se rendre à la constitución du *Consell Interinsular* des Baléares, où Tarradellas, le président du *Consell* de la Catalogne était invité. *Valencia Semanal* informait que Albiñana avait eu peur que l'acte protocolaire soit interprété comme une manifestation pancatalaniste. G. Grau, le journaliste rapportait que Tarradellas aurait répété plusieurs fois que : "No quiere saber nada de los Países Catalanes"<sup>742</sup>. Il n'y avait pas de guillemets à ces paroles, encore une fois *Valencia Semanal* voulait laisser croire que le fantôme des "Pays catalans" était l'épouvantail dont se servait généreusement l'extrême-droite pour gagner la sympathie du peuple. Depuis l'éditorial de ce journal, Amadeu Fabregat, se gardait bien de parler de la *paella*, mais il lançait aussitôt une réplique à l'article de Broseta : "Nous n'allons pas expliquer l'article en question il a fait verser assez d'encre pour que tout le monde puisse être au courant"<sup>743</sup>, sa finalité étant de déplier toute une batterie d'attaques personnelles contre Broseta, en lui attribuant des intérêts économiques, pour justifier ce soi-disant changement de position. A. Fabregat voulait absolument démontrer que Broseta avait cessé d'être un indépendant pour se rallier au camp des anti-catalanistes. Pourtant dans un livre qu'il avait écrit lui-même en 1976, il avait recueilli les paroles de Broseta qui spécifiaient clairement qu'il ne partageait pas l'idée des Pays Catalans : "Yo ne me identifico con esa creencia ni culturalmente (si exceptuamos la literatura) ni históricamente, ni políticamente, ni económicamente"<sup>744</sup>. Malgré tout Fabregat insistait à répéter que Broseta avait fait dire à Pujol, des choses qu'il n'avait pas dites : "Par ricochet il a essayé d'attribuer à J. Pujol des mots et des intentions que le

---

<sup>742</sup> G. Grau: "Una enmienda contra una discriminación": *Valencia Semanal*, N° 35 (06/08-13/08) 1978, p. 8.

<sup>743</sup> Amadeu Fabregat (Editorial): "L'article de Manuel Broseta", *Valencia Semanal*, N° 35 (06/08-13/08) 1978, p. 8.

<sup>744</sup> Amadeu Fabregat : *Partits Polítics al País Valencià*, edicions 3 i 4, València, 1976, p. 30-31.

politicien catalan n'a jamais exprimés"<sup>745</sup>. D'ailleurs, il se limitait dans son introduction à nier énergiquement les intentions politiques de Pujol, au point de préciser que : "À présent plus personne ne parle de la fédération politique des Pays catalans. Seul l'extrême-droite et le valencianisme folklorique qui prétendent manipuler la question pour provoquer les Valenciens"<sup>746</sup>. Le paradoxe voulait que les fustériens comme Fabregat accusent pratiquement l'extrême-droite d'inventer les "Pays catalans", pourtant à Berlin ce furent les catalanistes qui se permirent de prouver ce qu'implique pour eux les "Pays catalans". Le professeur Broseta, avec un seul article avait mis en évidence toute cette stratégie de l'ambiguïté dans laquelle le peuple valencien jusqu'alors s'était perdu. Depuis *Valencia Semanal*, la riposte était donc violente et immédiate. Amadeo Fabregat s'ingéniait à le discréditer en commençant par le traiter d'"ambitieux"<sup>747</sup>, et l'accusait d'avoir cherché à gagner des points politiques grâce à cet article. Il prétendait démontrer la "dualité du personnage"<sup>748</sup>, qui prouve qu'il "conserve des influences avec le monde officiel et économique de l'ancien régime"<sup>749</sup>; ou bien "Broseta a toujours joué à gagner"<sup>750</sup>, ou qu'il a de "multiples masques"<sup>751</sup>. Il allait jusqu'à le décrire comme "un personnage qui, vu depuis Madrid peut sembler primitif et rudimentaire"<sup>752</sup>, et allait jusqu'à soupçonner que Broseta avait l'intention de créer un parti politique à la mesure de ses ambitions pour se présenter comme "une espèce de Pujol valencien, sans le nationalisme et sans la classe politique du leader de Convergència"<sup>753</sup>. Par ailleurs Fabregat révélait sa grande préoccupation : voir le parti socialiste PSOE se transformer selon ses propres mots :

En un parti blasquiste basé sur l'anti-catalanisme et sur un valencianisme régionaliste du type *barraqueta*. Un parti dominant qui laisse de côté le fait national, que Manuel Broseta a essayé de freiner tout au long de ces dernières années, comme si d'un envoyé de Madrid il s'agissait pour empêcher que s'éveille ce qui devrait être - ne l'oublions pas - la troisième nationalité de l'État, après la Catalogne et le Pays Basque.<sup>754</sup>

---

<sup>745</sup> Amadeu Fabregat (Editorial): "L'article de Manuel Broseta", *Valencia Semanal*, N° 35 (06/08-13/08) 1978, p. 8.

<sup>746</sup> *Ibidem*.

<sup>747</sup> *Ibidem*.

<sup>748</sup> *Ibidem*.

<sup>749</sup> *Ibidem*.

<sup>750</sup> *Ibidem*.

<sup>751</sup> *Ibidem*, p. 9.

<sup>752</sup> *Ibidem*.

<sup>753</sup> *Ibidem*.

<sup>754</sup> *Ibidem*.

Fabregat assurait que Broseta était un ami personnel de Sotillo, raison pour laquelle il manifestait ses craintes que Broseta puisse exercer des influences sur un parti si crucial pour les fustériens, parti qui devait sauver la bataille des symboles, et sauver avec le projet pancatalaniste. D'autre part les paroles de Fabregat prouvaient aussi la grande difficulté des fustériens qui non seulement se voyaient obligés de renoncer à revendiquer les "Pays catalans", pour survivre, mais encore à faire fi de l'unité culturelle catalane en revendiquant une nationalité valencienne (nous avons souligné l'expression dans la citation antérieure) qu'ils n'avaient jamais revendiquée avant. La manipulation est donc évidente, par le fait qu'il niait les véritables objectifs, et qu'il arrivait à mentir en évoquant une nationalité valencienne, que les fustériens ne savent définir que comme étant catalane. Au moins D. Mollà et E. Mira ont l'honnêteté de dire les choses clairement : "Pour les fustériens l'idée de nation valencienne est inconcevable, aberrante, puisque la construction des Pays Catalans est très rationnelle et plus logique depuis la perspective de l'utilitarisme"<sup>755</sup>. Il est donc évident que les fustériens ont littéralement utilisé des méthodes retorses, au moyen de l'ambiguïté et de la tergiversation permanentes, la preuve était que A. Fabregat reconnaissait lui-même - bien sûr d'une manière indirecte - que parler de "Pays Catalans", équivalait à une provocation pour la société valencienne en général. Et José Luis Torró, dans l'article de Pacó Cerdá le confirme ainsi : "Ante los primeros números de *Valencia Semanal*, la gente ya sacó las uñas"<sup>756</sup>. Pour cette raison nous comprenons que l'article de Fabregat se réduisait à, outre quelques mensonges comme celui de la revendication d'une prétendue nationalité valencienne, une liste d'accusations, qui évitait en dernière instance, d'expliquer aux Valenciens pourquoi les catalanistes s'étaient sentis autorisés à revendiquer la *paella* comme un plat gastronomique catalan. Depuis le camp des fustériens, personne ne daignait expliquer cette troublante anecdote.

Un autre auteur comme Joana Tormo Martí qui consacre tout un article à parler de la figure de Manuel Broseta n'explique pas non plus pourquoi la *paella* apparaissait dans la semaine culturelle catalane à Berlin, et on peut même affirmer que des pancatalanistes comme Jesús Sanz et Vicent Flor ont été capables de dénaturer

---

<sup>755</sup> D. Mollà et E. Mira: *De impura natione...*, op. cit p. 174.

<sup>756</sup> Paco Cerdá: "La culpa de la 'batalla de Valencia' se la reparten al 50% políticos y periodistas", *Levante...*, op. cit.

sciemment la controverse en rapportant le titre modifié. L'objectif étant évidemment de gommer les connotations impérialistes que suggère le titre original. Jesús Sanz retranscrit : "Paella y Países Catalanes"<sup>757</sup> (voir en annexe document n° 8), et Vicent Flor choisit "La paella y los Países Catalanes" (voir en annexe document n° 7) alors que la rédaction d'une thèse<sup>758</sup> comme la sienne obligeait à plus de rigueur. Pour sa part, Joana Tormo Martí affirme que cet article écrit par Broseta ne tenait pas en compte ce qui s'était réellement passé au Congrès, et qu'il encourageait ouvertement le "populisme"<sup>759</sup> et aussi "collaborait à la diffusion du fantasme du catalanisme colonisateur et spoliateur, contribuant à augmenter la crispation"<sup>760</sup>. Joana Tormo Martí n'a fait que reproduire les mêmes lignes d'attaque que Fabregat, suggérant des intérêts économiques, entre autres par le fait que Broseta était secrétaire de la *Caixa d'Estalvis (Caja de Ahorros y Monte de Piedad de Valencia*: la Caisse d'Épargne valencienne), et donc proche de la banque valencienne, soit de la bourgeoisie anticatalane. Et elle affirme aussi comme Fabregat que : "Broseta laissait de côté ses explications qui auraient pu comporter des doubles interprétations, se déclarant ouvertement opposé à l'idée que la nationalité valencienne puisse faire partie d'une nationalité supérieure, soit la catalane"<sup>761</sup>. Justement sur ce point nous pouvons voir comment la confusion et les doubles interprétations sont la caractéristique des fustériens. A. Fabregat parlait de nationalité valencienne, "la troisième nationalité de l'État après la Catalogne et le Pays Basque" (souligné plus haut), or J. Tormó Martí, parle bien dans cet article "d'une nationalité supérieure", en précisant "catalane". Et son accusation de manque de définition dans les déclarations de Broseta est totalement fautive, puisque nous avons signalé plus haut l'extrait de son article du 13 novembre 1977 (intitulé: "Catalanismo y anticatalanismo"), qui expose très clairement sa position, et nous avons rapporté les paroles recueillies du livre de Fabregat qui datent de 1976, c'est-à-dire que ces déclarations étaient très antérieures à l'article de "La paella 'dels Països Catalans". Donc les accusations de J. Tormo au sujet d'un

---

<sup>757</sup> Jesús Sanz: *La cara secreta de la política valenciana. De la predemocracia al Estatuto de Benicassim...*, op. cit., p. 161.

<sup>758</sup> Vicent Flor: *L'anticatalanisme al País Valencià. Identitat i reproducció social del discurs del "blaverisme"...*, op. cit., p. 615.

<sup>759</sup> Joana Tormo Martí: "Catalanisme i anticatalanisme en Manuel Broseta Pont". *De país a comunitat. Valencianisme polític i regionalisme...*, op. cit., p. 699.

<sup>760</sup> *Ibidem*, p. 700.

<sup>761</sup> *Ibidem*, p. 698.

prétendu "changement qualitatif dans son vocabulaire et ses expressions"<sup>762</sup> sont malheureusement une nouvelle manipulation destinée à masquer la vérité. L'auteur s'ingénie donc à accuser Broseta d'avoir abandonné sa ligne "modérée et conciliatrice"<sup>763</sup> pour devenir progressivement l'idéologue<sup>764</sup> de l'anticatalanisme à l'intérieur de UCD. En définitive elle confirmait qu'avec son attitude, "Broseta dénonçait la violence mais il la provoquait"<sup>765</sup>. À nouveau nous voyons l'opération des pancatalanistes qui conscients que leur proposition des "Pays catalans" était provocatrice - au moins pour la grande majorité des Valenciens -, se chargent à présent de rapporter l'histoire, de telle manière que la responsabilité de toute la crispation et de toute la violence de cette étape retombe sur le compte des anti-pancatalanistes, en l'occurrence de M. Broseta qui est identifié comme un des cerveaux de l'anti-pancatalanisme.

Après l'article de "La paella 'dels Països Catalans", Broseta qui avait signé le manifeste en faveur de Sanchis Guarnier, comprit toute la portée de l'argument philologique, raison pour laquelle la langue valencienne fut l'objet d'un traitement d'urgence. Sans parler de sécessionnisme, Broseta recommandait déjà de penser d'abord à l'unité valencienne, celle des trois provinces, où la langue autochtone a son rayon d'expression. Dans son article "Parlem valencià"<sup>766</sup> il informait que des dispositions avaient été prises depuis le *Consell* pour que le valencien soit à nouveau enseignée à l'école. En date du 29 septembre 1978 des membres du pré-gouvernement autonome appartenant à la Commission de Transfert, dont il faisait partie, avaient remis au Ministère de l'Éducation et des Sciences un texte en tant que projet de décret pour l'enseignement de la langue et la culture valenciennes. Pendant le cours scolaire 1978-1979, cette initiative se déroulerait en principe comme une phase expérimentale, mais pour le cours scolaire suivant le valencien serait pour de bon présent à l'école. Broseta précisait que le valencien qui devait s'enseigner à l'école ne pouvait pas se baser sur des livres de texte catalans, puisque les différences entre

---

<sup>762</sup> *Ibidem*, p. 700.

<sup>763</sup> *Ibidem*.

<sup>764</sup> *Ibidem*: J. Tormo cite: Patricia Gascó: *UCD Valencia. Estrategias y grupos de poder político*, PUV, Valencia, 2009, p. 114.

<sup>765</sup> *Ibidem*, p. 705

<sup>766</sup> Manuel Broseta Pont: "Parlem valencià", 01/10/1978, p. 5.

les deux langues étaient assez significatives pour mettre en évidence beaucoup de mots catalans inconnus pour les écoliers valenciens. Une démonstration qui s'était faite au Ministère de l'Éducation, avait été assez convaincante sur ce point. Par ailleurs, certains mots, même identiques, n'avaient pas le même sens. Broseta ne niait pas l'unité linguistique, il se limitait à signaler que les écoliers valenciens devaient apprendre leur propre modalité linguistique, et que pour cela il était nécessaire de disposer d'une langue valencienne unifiée se basant sur les trois provinces. Et il déclarait fermement "El idioma valenciano es nuestro"<sup>767</sup>, faisant écho à ce que Miquel Adlert avait déjà affirmé dans son livre. C'était le peuple qui avait préservé la langue, raison pour laquelle on ne pouvait argumenter aucune raison pour l'en déposséder, encore moins en vertu d'un changement de nom ou de normes.

Le deuxième grand souci de Broseta était d'empêcher la profonde division de la société valencienne que le choix des symboles et la nature de la langue, provoquaient. Dans un autre article "El laberinto valenciano"<sup>768</sup>, Broseta avertissait que les démocrates des deux camps devaient empêcher cette escalade qui était en train de dériver en confrontation radicale. Mais nous avons vu que J. Tormo Martí veut transmettre exactement le contraire, assurant que Broseta provoquait la violence. Broseta précisait que le fait que les pancatalanistes avaient reculé pour se limiter à une revendication culturelle, sans plus, ne les empêchait pas de s'obstiner au sujet de la langue et surtout du drapeau, motif justement de la crispation et de la difficulté à arriver à des accords au sujet du projet d'autonomie. Pour cela il expliquait que si la *cuatribarrada* avait été brandie comme un symbole de lutte pendant la dictature, elle n'avait pas été pour autant l'emblème de tous les combattants ; en fait elle n'avait jamais été reconnue officiellement. Broseta lançait une recommandation ou une prière: "El grito y el insulto debe dar paso al diálogo y a la razón"<sup>769</sup>, insistant sur la nécessité d'arriver à des accords.

Si jusqu'alors Broseta s'était caractérisé par son indépendance politique, la dérive fustérienne l'obligeait à réviser sa position. En janvier 1979, alors qu'il n'avait pas encore fait part de sa décision de figurer sur les listes électorales du parti UCD,

---

<sup>767</sup> *Ibidem.*

<sup>768</sup> Manuel Broseta Pont: "El laberinto valenciano", 12/11/1978, p. 4.

<sup>769</sup> *Ibidem.*

Broseta donnait son opinion sur le chemin que devait suivre la société valencienne. À travers deux articles intitulés : "Valencia Forta i Gran", il recommandait de bien identifier le cadre national espagnol, comme le cadre réel, celui de la réalité, qui néanmoins permettait aux Valenciens de créer leur propre cadre national, grâce au futur statut d'autonomie. Celui-ci devait servir à réorganiser leur vie politique et sociale, mais aussi à réaffirmer leur originalité et leur spécificité. Des aspects qui ne devaient pas impliquer le rejet de la dualité avec la culture castillane. Pour cela il encourageait la récupération de la langue valencienne, sans pour autant renoncer à la langue castillane, comme langue appartenant aussi aux Valenciens. Finalement il insistait sur un point qu'il considérait fondamental, ne pas sous-estimer ce qui est purement autochtone :

La segunda cosa que quisiera decir, es que nosotros los valencianos, cualquiera que sea nuestra concepción de lo que es Valencia, ni podemos ni debemos menospreciar lo nuestro. No parece lícito que por defender una ideología propia, haya quien menosprecie la "barraca" o nuestro "himno Regional", o las fallas calificadas peyorativamente por algunos de "folkloricas", o tache a la "senyera" con franja azul de fascista. Todo eso es nuestro, exige nuestro respeto y solo respetándolo y fomentando esas y otras muchas cosas nuestras, podremos construir la "Valencia forta i gran" que queremos.<sup>770</sup>

Broseta préconisait quelque chose qui était exactement le contraire de ce qu'avait fait Fuster. La revendication de l'originalité valencienne devait être conçue comme une force, une vertu, et non pas comme une fatalité, une faiblesse voire une tare. Il chassait ce pessimisme, cette vision sombre, si propre du fustérianisme au sujet de la nature valencienne, à cause de cette soi-disant terrible dualité et de ses différences avec la nature catalane. Autrement dit, Broseta souhaitait donner à la société valencienne une perception positive d'elle-même, l'encourageant à ne pas consentir sa dépréciation, au profit d'une culture soi-disant supérieure. Disons qu'il mettait en évidence les grandes erreurs du fustérianisme, qui avait tendu à cette sous-évaluation permanente. En particulier dans le monde des *fallas*, sous prétexte - reprochait-il - d'avoir été très tôt un instrument politique au service du franquisme. Le monde rural entraînait aussi dans cette sous-catégorie, à travers la fameuse expression de Fuster : "bunker-barraqueta", qui au niveau politique et social était censée représenter l'alliance entre la bourgeoisie valencienne et le pouvoir madrilène. Dans son dernier ouvrage *El blau en la Senyera*, Fuster continuait de revendiquer la catalanité de la

---

<sup>770</sup> Manuel Broseta Pont: "Valencia forta i gran (1)", *Las Provincias*, 28/01/1979, p. 5.

langue et des symboles, mais en pratiquant cette fois le flou et l'ambiguïté. On peut observer comment le ton de ses expressions si caractéristique chez lui, s'attache à mélanger subtilement sa particulière agressivité verbale, pour imprégner sciemment de mépris les termes purement valenciens "barraqueta" et "orchatería" :

Le bunker-barraqueta - l'*orchateria* (*orxada*: boisson typique de Valence) alias administration de la place du *caudillo*, et ses succursales - consiste à sortir de leur manche le "fantasme de l'impérialisme catalan" et le "centralisme de Barcelone". Cette faune est tellement habituée à être centripète, qu'elle n'est pas capable d'imaginer un peuple valencien hors de la dépendance d'un "centre"; elle croit que si ce n'est pas Madrid ce sera Barcelone. Les pauvres! Ils ont pour vocation de vivre agenouillés.<sup>771</sup>

Disons que Broseta se profilait comme l'adversaire dialectique de Fuster, d'où l'accusation des pancatalanistes qui situent cet homme comme le cerveau de la stratégie anti-catalaniste. En effet une comparaison entre ces deux professeurs nous révèle une vision de la société valencienne antithétique, aussi antithétique que leur respective trajectoire personnelle. Broseta était le Valencien cosmopolite, qui avait complété ses études dans différentes universités européennes (Dijon, Grenoble, Bonn, Londres à la London School of Economics), il avait même reçu une bourse du Conseil Supérieur de Recherches Scientifiques de l'Université de Rome, à une époque où non seulement l'Espagne ne faisait pas partie de l'Union Européenne, mais encore, où le programme Erasmus n'existait pas. Broseta, marié avec une Française, se situait dans cette avant-garde intellectuelle qui concevait un pays ouvert sur lui-même et sur les autres. Rien à voir avec la vision purement tactique des catalanistes et des fustériens qui pensent effectivement à l'Europe, mais pas précisément pour s'ouvrir à elle, mais plutôt pour bâtir un nouveau cadre politique qui leurs permette d'élever une nouvelle frontière à l'intérieur de l'Espagne. Et la trajectoire personnelle de Fuster témoignait de ce renfermement. Vieux célibataire, ayant à peine voyagé si ce n'est pour aller en Catalogne, il vivait replié sur lui et sur ses idées, absorbé d'un côté par sa passion pour la littérature, et d'un autre, ce qui paraissait chez lui, une obsession : la catalanité des Valenciens. Il partageait, voire transmettait cette dernière à ses disciples, depuis son quartier général qui se situait à l'intérieur de l'université, créant des cercles élitistes parmi les esprits les plus réceptifs à son message, où la rancoeur envers les dirigeants madrilènes a été un des principaux *leitmotivs* de sa stratégie. Sur le plan pleinement

---

<sup>771</sup> Joan Fuster: *El blau en la Senyera...*, op. cit., p. 5.

politique, il avait préféré agir dans les coulisses, passer des consignes, méditer sa stratégie, la modifier, changer ses messages, pour en dernière instance éviter de se présenter ouvertement à la société valencienne, et éluder des explications franches et directes aux Valenciens, susceptibles de dévoiler la véritable portée de son message. Fuster ne le faisait pas, parce qu'il savait que ses idées n'avaient aucun écho populaire. Il devait recourir au subterfuge de la prétendue raison scientifique et d'une élite intellectuelle proche de ses raisonnements pour convertir les Valenciens, par le haut, c'est-à-dire par la voie de l'autorité morale et du "savoir", afin de les mener à une métamorphose qui était impossible par la voie du coeur et de la tradition. En réalité Fuster n'avait jamais prétendu s'approcher du peuple. Il avait, nous l'avons vu, une tendance facile au mépris pour tout ce qui avait un cachet populaire. L'expression "bunker-barraqueta", en étant un exemple, mais il pouvait en inventer d'autres comme celle des boutiquiers, pour désigner d'une manière hautaine les manifestants réunis aux arènes le 5 juin 1978. Fuster avait dit : "Les boutiquiers (petits marchands) de Valence qui se concentrèrent aux arènes l'autre jour"<sup>772</sup>. Des protestations faites par ce corps de métier l'obligèrent à publier une lettre d'explication, voire de rectification, qui parut dans la revue *Valencia Semanal*. On pouvait y lire ce qui semblait être la lettre envoyée par le représentant officiel du petit commerce valencien, ainsi que la réponse de Fuster. Celui-ci précisait : "Naturellement il n'était pas dans mes intentions avec la phrase à laquelle vous faite référence, en particulier le mot "boutiquiers" de montrer du mépris"<sup>773</sup>. Mais à nouveau nous avons le témoignage de D. Mollà et E. Mira qui reconnaissent eux-même l'arrogance et le dédain avec lequel, en général les disciples de Fuster ont agi vis-à-vis de la société valencienne, conditionnés par les consignes de leur maître qui surveillait dans l'ombre le développement des événements :

On pourrait ajouter le manque de tact avec lequel d'amples secteurs du fustérianisme ont fait les choses ; le mépris qu'ils ont montré envers les intérêts et sentiments proprement valenciens, en fin de compte envers le 'nosaltisme' rapténiste, l'arrogance et le manque d'analyse des conditions objectives après la manifestation de 1977, ou bien le logique sentiment de dette impayée que développèrent beaucoup d'ex-combattants antifranquistes.<sup>774</sup>

---

<sup>772</sup> Joan Fuster y "els botiguers". *Valencia Semanal*, Nº 32 Julio 1978 (16/07-23/07), p. 15.

<sup>773</sup> *Ibidem*.

<sup>774</sup> Damià Mollà et Eduard Mira : *De impura natione...*, op. cit., p. 128.

Une conception de la société valencienne que Broseta ne partageait pas, puisqu'il condamnait cette séparation que faisait Fuster entre la culture élitiste et la culture populaire. N'oublions pas que Fuster avait fait des différences à l'intérieur de la société valencienne : certains étaient plus Valenciens que d'autres, par le fait d'être d'ascendance catalane, et il magnifiait aussi la différence entre la culture élitiste, forcément catalane, et la culture populaire, qui renvoie au dialecte et au métissage. Pour dépasser toutes ses différences, Fuster proposait le moule catalaniste, c'est-à-dire marcher vers la catalanisation de la société valencienne, ou l'uniformité catalane. Le chemin de Broseta était tout autre, sa lutte principale avait été la démocratisation de la société, quelque chose qui l'avait poussé précocement à se montrer actif contre le régime, mais contrairement à Fuster, il ne le faisait pas en terme d'opposition nationale. Précisons qu'à l'université il avait abandonné son poste de doyen en 1972, en signe de refus d'appliquer l'épuration que le régime voulait imposer contre les professeurs et étudiants qui avaient pris part aux protestations. En 1977, à la veille des élections, Broseta avouait dans une entrevue faite par María Ángeles Araso, que de 1964 à 1974, il s'était consacré entièrement à l'université : "Pertenece a un grupo que preparábamos cátedra para intentar ayudar a la reforma de la Universidad desde dentro de ella"<sup>775</sup>. Cet éloignement postérieur et partiel l'avait amené à ouvrir son propre cabinet d'avocat. A. Fabregat, qui s'était dépêché de rapporter les liens de Broseta avec le monde des affaires - puisque celui-ci arriva à être secrétaire de la Caja de Ahorros de Valencia -, ne dit cependant pas que cela avait été le fruit de son travail en tant qu'indépendant, et la conséquence de son éloignement de l'université. N'oublions pas que ce fut Albiñana, qui ayant connu Broseta à l'université, l'avait choisi comme conseiller personnel à la présidence du pré-gouvernement autonome. Mais cela n'était pas dû seulement à son activité à l'université, Broseta s'était beaucoup investi dans les plate-formes démocratiques, prenant la parole devant d'autres coalitions et recherchant toujours l'unité contre le régime. Disons qu'il était resté constamment sur le devant la scène politique, une circonstance qui explique aussi son postérieur assassinat par l'ETA en 1992. Il est vrai que Fuster fut la cible de deux attentats à la bombe à son domicile, mais il ne souffrit que des dommages

---

<sup>775</sup> María Ángeles Araso : "La otra cara de los líderes: Manuel Broseta". *Las Provincias*, 12/06/1977, p. 62.

matériels. Broseta par contre, paya de sa vie sa contribution à la politique valencienne. Et le fait qu'il fut ciblé par des fanatiques nationalistes montre que l'intransigeance n'a pas existé seulement à droite de l'hémicycle, comme affirment toujours les fustériens, mais aussi à gauche, en particulier chez les nationalistes exacerbés comme les terroristes de l'ETA, et ceux qui comme Josep-Lluís Carod Rovira - dirigeant du parti *Esquerra Republicana de Catalunya* - sont capables de conclure des trêves pour que les assassins continuent à tuer en Espagne mais pas en Catalogne. Carod Rovira l'a toujours nié mais cela l'a obligé à démissionner en 2004 (27 janvier). En outre, Carod Rovira fut candidat pour son parti aux élections générales de 2004, et celui-ci enregistra une hausse spectaculaire du nombre de députés, passant de un à huit. Donc en Espagne la violence n'a pas été l'instrument exclusif de l'extrême-droite. Il aurait été plus juste et objectif de la part de Vicent Flor de dire que lors de la "Bataille de Valence", il y eut effectivement un mort, mais ce ne fut pas celle de Miquel Grau, ce fut celle de Manuel Broseta ; directement ciblé à cause de son rôle pendant la transition valencienne. Cette façon qu'eut Broseta de contrer toutes les ruses du nationalisme fustérien, d'éclairer ses principales ambiguïtés, ne lui fut jamais pardonnée. La haine qu'il a inspirée et inspire encore à ses vieux opposants (l'article de Joana Tormo Martí est assez significatif, et nous n'en avons pas rapporté les éléments les plus durs, sa conclusion est particulièrement cruelle, et elle ne mentionne pas qu'il fut victime d'un attentat), a été suffisante pour faire de lui la cible privilégiée des nationalistes exacerbés, qui ont prouvé largement leur incapacité à assimiler le concept de démocratie.

Dans son deuxième article "*Valencia forta i gran (2)*"<sup>776</sup>, on peut remarquer comment Broseta donne et reconnaît un rôle actif au peuple, qu'il ne prétend pas endoctriner mais mobiliser, et où toutes les catégories sociales comptent : les entrepreneurs et la bourgeoisie en général, mais aussi les travailleurs. Lui aussi identifiait l'université et le monde de la culture comme des leviers de transformation, dont le rôle devait être celui de promouvoir le progrès économique et social, mais il soulignait que les Valenciens devaient trouver les solutions à leurs propres problèmes, c'est-à-dire en partant de leur propre spécificité, au lieu de chercher à importer des

---

<sup>776</sup> Manuel Broseta Pont: "*Valencia forta i gran (2)*", *Las Provincias*, 04/02/1979, p. 5.

solutions qui n'étaient pas forcément les plus indiquées. Dans son article du 25 février 1979 Broseta annonçait qu'il se présentait comme candidat au Sénat sur la liste du parti UCD. Jesús Sanz reconnaît que Broseta partageait l'idéologie sociale-démocrate<sup>777</sup> de Francisco Fernández Ordóñez. Il était donc relativement proche des socialistes, dit "modérés" (ligne sociale-démocrate de Felipe González), mais il n'était pas possible pour lui d'intégrer leurs rangs, à partir du moment où les socialistes s'acharnaient - comme ils le faisaient -, à maintenir des symboles pancatalanistes, qui étaient pour lui la négation de l'originalité valencienne. Il commençait son article sur cette annonce : "Valencia necesita políticos con serenidad, con realismo, con respeto, y sobre todo, con valencianía estricta"<sup>778</sup>. L'expression "valencianía estricta" étant réexpliquée par les fustériens comme Vicent Flor<sup>779</sup> comme la revendication d'une fausse condition de Valencien, soit d'une version dénaturée qui ne reconnaît pas la condition catalane. Il affirme que les *blaveros* réinventent l'histoire des Valenciens. Justement Joana Tormo Martí accuse Broseta de provoquer la violence par le fait de cultiver des différences, de revendiquer une culture et une langue valenciennes avec des singularités, où les aspects les plus populaires et folkloriques comme les *fallas* y sont dignifiées. La conclusion de J. Tormo, n'étant pas autre chose que la réinterprétation habituelle du discours pancatalaniste, qui a en horreur ce qu'il considère un "discours localiste qui appelle au sentimentalisme folklorisant et différenciateur"<sup>780</sup>. Mais Broseta qui évoluait depuis longtemps parmi les partis politiques, en particulier de gauche, connaissait parfaitement l'ambiguïté avec laquelle, ceux-ci agissaient par rapport au thème identitaire, raison pour laquelle il avertissait que certains partis cachaient leurs véritables idées au sujet du concept national valencien. Ceci pour lui était la preuve que ces leaders n'avaient pas été capables de créer une connexion avec le peuple, et qu'ils n'avaient pas non plus pris la défense des intérêts proprement valenciens. Et il rejetait l'accusation récurrente des pancatalanistes qui assimilaient la revendication des symboles non catalanistes à une

---

<sup>777</sup> Jesús Sanz: *La cara secreta de la política valenciana. De la predemocracia al Estatuto de Benicassim...*, op. cit., p. 125.

<sup>778</sup> Manuel Broseta Pont : "Desde el centro con serenidad", *Las Provincias*, 25/02/1979, p. 4.

<sup>779</sup> Vicent Flor: *L'anticatalanisme al País Valencià. Identitat i reproducció social del discurs del "blaverisme"...*, op. cit., p. 564.

<sup>780</sup> Joana Tormo Martí: "Catalanisme i anticatalanisme en Manuel Broseta Pont". *De país a comunitat. Valencianisme polític i regionalisme...*, op. cit., p. 699.

attitude réactionnaire, ou franchement fasciste. Mais les préoccupations de Broseta ne se limitaient pas comme Fuster au sujet identitaire, la plus grande partie de son article était consacrée à reconnaître l'importance de la crise économique et la nécessité d'arriver à des accords dans tous les domaines de la société pour débloquer la situation, et commencer à sortir de la crise. Nonobstant Broseta finissait son article en faisant à nouveau un appel à l'unité des Valenciens, dans la défense de ce qui est valencien : "Cuando llegue el momento, pasadas estas elecciones, desde el Centro se lanzará una convocatoria, a todos los valencianos para, por encima de las ideologías y de las creencias que nos separan, defender y consolidar todo lo valenciano"<sup>781</sup>.

Nous avons déjà dit que pour Jesús Sanz, et tous les fustériens, Broseta représentait le visage le plus connu et le plus aimable du trio soi-disant fondamental<sup>782</sup> (Fernando Abril Martorell, Manuel Broseta Pont et José Luis Manglano) sur lequel se serait articulé le parti UCD, qui aurait dû son salut politique sur le territoire valencien, à cette stratégie de l'anti-catalanisme. Jesús Sanz lui attribue la significative remontée aux élections de 1979. Il consacre d'ailleurs plusieurs sous chapitres<sup>783</sup> à cet effet. Précisions que sans avoir gagné les élections, le parti de UCD eut des résultats pratiquement égaux avec le PSOE. En réalité, même si le PSOE accroissait le nombre de ses suffrages, l'UCD augmentait comparativement plus ses appuis. Au niveau régional, les socialistes rassemblaient 37,31% des votes, à peu près 1% de plus qu'en 1977 (36,33%), tandis que UCD en récoltaient 36,48%, qui signifiait une hausse assez notable par rapport à 1977 (32,98%). Le PCPV-PCE en récupérait 11,99% (9,14% en 1977). Au niveau de la province de Valence, les votes pour le PSPV-PSOE restaient pratiquement identiques : 36,61% (36,59% en 1977), tandis que ceux d'UCD montraient une franche hausse: 33,77% (30,99% en 1977). Le PCPV-PCE accusait aussi une augmentation encourageante : 13,46% (9,83% en 1977). Dans la province d'Alicante, les résultats étaient à peu près similaires (PSPV-PSOE : 39,38% [38,83%], UCD : 37,47% [35,89%],

---

<sup>781</sup> Manuel Broseta Pont : "Desde el centro con serenidad"..., op. cit.

<sup>782</sup> Jesús Sanz: *La cara secreta de la política valenciana. De la predemocracia al Estatuto de Benicassim...*, op., cit., p. 233.

<sup>783</sup> *Ibidem*: voir: "El anticatalanismo franquista", p. 76-80; "Attard contra Burguera", p. 86-90; "Los franquistas se revisten de azul", p. 102-106; "Automías de primera y de segunda", p. 109-111. "'Anticatalanismo' en el Congreso de los diputados", p. 115-117; "UCD busca estrategia" p. 128; "Depuración política y económica de los 'liberales'", p. 169-171; "Abril ficha al GAV", p. 172-173. "La UCD de Abril, Broseta y Manglano", p. 233-238; "El nexo blavero con UCD", p. 244-247.

PCPV-PCE : 11,2% [9,19%]), c'était à Castellon où UCD était la force politique indiscutablement victorieuse (UCD : 46,34% [35,32%], PSPV-PSOE : 35,68% [29,38%], PCPV-PCE : 7,22% [5,89%])<sup>784</sup>.

À la fois optimistes par la consolidation des socialistes comme première force politique, mais à la fois préoccupés par la remontée d'UCD, à une date stratégique, le 18 mars 1979 (veille de la fête du patron de Valence, la Saint-Joseph), les fustériens relancèrent, leurs revendications identitaires sur leur tribune de préférence, celle du programme "Hora 15". Ils devaient penser aux prochaines élections municipales du 3 avril suivant. De nouvelles protestations s'élevèrent et une fois encore des défenseurs de la version contraire allèrent à la même émission pour manifester leur désaccord. Cette nouvelle insistance était un signe précurseur du radicalisme qui allait se déployer à l'intérieur du pré-gouvernement valencien.

#### **11.4 - Grand blocage sur la route du statut**

Nous croyons qu'il est très difficile de ne pas admettre que la guerre des symboles a été à Valence, le véritable problème qui a mis un frein aux démarches pour l'obtention du statut d'autonomie. Même les auteurs Benito Sanz Díaz et Josep Maria Felip qui s'ingénient également à mettre sur le compte d'UCD tous les retards dans le parcours vers le gouvernement régional, laissent échapper cette phrase : "Las luchas y los egoísmos partidistas debilitaron la posición valenciana y retrasaron excesivamente la autonomía"<sup>785</sup>. Une source officielle comme le congrès reconnaît dans sa "Sinopsis del Estatuto de la Comunitat Valenciana" que le véritable obstacle fut celui des symboles. On y explique qu'en date du mois de novembre 1978, l'assemblée des élus parlementaires faisait un appel à la société valencienne pour que celle-ci apporte ses propositions en matière statutaire. Une initiative fut alors prise par un groupe de professeurs universitaires d'Alicante et de Valence. On désigna cette proposition le

---

<sup>784</sup> Résultats extraits de la page du Ministère de l'intérieur: <http://www.infoelectoral.interior.es/min/busquedaAvanzadaAction.html>

<sup>785</sup> Benito Sanz Díaz et Josep Maria Felip i Sardà : *La construcción política de la Comunitat Valenciana...*, op. cit., p. 269.

"Estatut de Morella" (Statut de Morella), qui servit seulement de base en termes techniques pour tous les travaux et débats postérieurs, car pour le reste il mettait en évidence que le sujet des symboles serait le grand obstacle : "El llamado conflicto simbólico - denominación, lengua y bandera - que ha acompañado al proceso autonómico valenciano quedó de manifiesto con esta propuesta"<sup>786</sup>. Ce projet venant de l'université, nous savons quels étaient les symboles recommandés, et sous quelle nationalité devaient se ranger les Valenciens. Il nous a été impossible de trouver un résumé ou une reproduction de ce texte, mais par la manière dont il est revendiqué par les fustériens nous comprenons qu'il faisait allusion d'une manière plus ou moins voilée aux traditionnels demandes pancatalanistes. À noter ici, à nouveau, les méthodes avec lesquelles agissaient le secteur fustérien pour déjouer la volonté populaire qui avait été très claire en juin 1977. Ces professeurs profitaient de leur avantage tactique, en tant que spécialistes du droit, et autres domaines, ainsi que de leur autorité académique, pour donner au statut des caractéristiques dont la transcendance dépassait largement leur cadre institutionnel. Pourtant dans un premier temps il semblait qu'on était arrivé à peu près à un consensus pour envisager une solution de prudence : que les symboles soient choisis directement par le peuple au moyen d'un plébiscite.

#### **11.4.1 - La polémique décision du *Consell***

Le 25 mai 1978 dans une conférence de presse le président Albiñana, encore sous les effets de la tourmente provoquée par les déclarations faites dans le programme "Hora 15", assurait que : "Lo más razonable y democrático sería el plebiscito"<sup>787</sup>, surtout pour le drapeau. Il admettait d'ailleurs que la division droite - gauche ne correspondait pas à la division entre défenseurs et détracteurs de la frange bleue ; les anciens républicains de gauche ayant manifesté au même journal leur préférence pour le drapeau tricolore. Le jour d'avant, et depuis Madrid où Albiñana

---

<sup>786</sup> <http://www.congreso.es/consti/estatutos/sinopsis.jsp?com=79>

<sup>787</sup> "No a los Países catalans, sí al valenciano". *Las Provincias*, 25/05/1978, p. 4.

s'était rendu pour rencontrer le roi, il avait dit aussi : "En modo alguno el Consell ha de respaldar a singulares proyectos políticos que defienden una u otra bandera"<sup>788</sup>.

Seulement quatre mois après ces déclarations, en septembre 1978, *Las Provincias* publiait une enquête pour connaître les préférences de la population valencienne, quant aux symboles institutionnels, essayant d'anticiper le résultat d'un plébiscite. Les conclusions montraient que la *cuatribarrada* était acceptée par seulement 39,3% des Valenciens, contre 60,7%<sup>789</sup> qui préféraient l'étendard avec la frange bleue. Le journal *Valencia Semanal* s'était dépêché de vérifier ces chiffres, préférant offrir directement les estimations de l'entreprise "Icsa-Gallup", qui avait fourni l'équipe chargée de réaliser l'enquête. Les chiffres variaient, mais seulement 24% des enquêtés avaient choisi la *cuatribarrada*, tandis que 29% étaient restés indécis, et seulement 37%<sup>790</sup> s'étaient déclarés partisans de l'étendard avec la frange bleue. La *cuatribarrada* restait minoritaire dans les deux cas, un fait qui avait dû beaucoup préoccuper les pancatalanistes qui malgré un très long article de cinq pages dans *Valencia Semanal* - reprochant les procédés tendancieux et les pièges de l'enquête -, avaient dû en conclure qu'en cas de plébiscite, les Valenciens resteraient majoritairement défavorables au drapeau pancatalaniste. Un résultat qui en tout cas déconseillait la décision prise par le gouvernement régional préautonome en date du 25 avril 1979.

Après les élections législatives du 3 avril 1979, la composition du *Consell* allait changer. Si lors des précédentes élections, le PSOE avait été le parti majoritaire avec 6 conseillers socialistes, 1 communiste, 4 d'UCD et 1 d'AP, dans cette deuxième législature les forces se modifiaient : UCD obtenait 10 conseillers, le PSOE 6 et le PCPE 2 ; mais Albiñana pourrait conserver la présidence par le fait de représenter le parti le plus voté au niveau régional. Le Conseil général de Valence (*Diputación*) passait aux mains des socialistes, mais celui d'Alicante et Castellon allaient aux mains du parti UCD. Devant ce renversement de situation, et la prochaine majorité d'UCD au *Consell*, les deux partis de gauche décidèrent de voter le drapeau symbole des Valenciens, juste

---

<sup>788</sup> "Declaraciones del presidente Albiñana". *Las Provincias*, 24/05/1978, p.4.

<sup>789</sup> Pilar López: "Manipula que algo queda", *Valencia Semanal*, n° 39, septembre 1978 (24/09-01/10), p. 22.

<sup>790</sup> *Ibidem*.

quelques jours avant la rénovation du *Consell*, en choisissant sciemment la date du 25 avril, qui était celle qui marque la défaite d'Almansa en 1707, et la perte des *fueros*. Le 25 avril 1979 se révélerait ainsi, le jour où le retour des anciens *fueros* serait concrétisé en hissant la *cuatribarrada* sur le mât du Palais de la Généralité. Malgré le refus d'UCD, qui choisissait de se retirer de la table de négociation pour ôter toute légitimité au processus, la *cuatribarrada* fut votée par les conseillers socialistes et communistes, et hissée sur la façade du Palais, provoquant immédiatement des protestations dans les rues de la ville, et le postérieur recours formel d'UCD devant le tribunal compétent. Cet acte se considérait comme une véritable déclaration de guerre, car il prouvait qu'Albiñana manquait à sa parole. Jesús Sanz qui essaye de présenter la chose autrement, assure qu'Albiñana se serait vu obligé de promettre à des manifestants, pour les calmer, que "El Consell no decidirá la bandera del País Valencià"<sup>791</sup> ; ce qui ne change rien au fait qu'il manqua de toute manière à sa promesse. Les circonstances dans lesquelles fut prise cette décision ne pouvait qu'augmenter l'atmosphère de crispation déjà régnante. Or il convient ici de mettre en évidence la manière dont les fustériens relisent l'histoire. Vicent Flor dans sa thèse doctorale regrette<sup>792</sup> que les Valenciens n'aient pas pu choisir directement leurs symboles en 1981, parce qu'effectivement à cette date ce fut le Parlement national qui les vota. À présent ils peuvent réclamer des procédés hautement démocratiques, mais lorsque les socialistes et les communistes avaient encore le contrôle de la situation à l'intérieur du *Consell* en avril 1979, les activistes les plus nationalistes se dépêchèrent de faire pression à l'intérieur des organes de direction régionale, pour amener ces deux partis à voter la *cuatribarrada* en tant que drapeau des Valenciens, au lieu d'attendre le plébiscite. De cette manière la grande décision avait été prise à l'intérieur d'une représentation aussi restreinte que pouvait l'être celle du *Consell*, bien loin d'un procédé ouvert et légitimant comme aurait pu être le fameux plébiscite. Mais la menace de voir certifier la défaite des symboles pancatalanistes avait poussé les fustériens à agir de la sorte : à toute vitesse, et d'une manière démocratique fort douteuse.

---

<sup>791</sup> Jesús Sanz : *La cara secreta de la política valenciana. De la predemocracia al Estatuto de Benicassim...*, op., cit., p. 135.

<sup>792</sup> Vicent Flor : *L'anticatalanisme al País Valencià. Identitat i reproducció social del discurs del "blaverisme"...*, op. cit., p. 21.

Dès le 22 avril des incidents s'étaient produits lorsque le nouveau maire, le socialiste Fernando Martínez Castellano, grâce aux votes des communistes, prenait possession de son poste. La cuatribarrada fut hissée temporairement au balcon de la mairie, et lorsqu'elle fut retirée, un groupe d'individus manifesta, réclamant que le drapeau reste sur le mât. Depuis *Las Provincias* on rapporte que : "Se pidió calma, mientras algunos militantes comunistas y socialistas eran objeto de evidentes ataques de nervios por tener que soportar la actuación del reducido grupo de exaltados y sus insultos"<sup>793</sup>. Ce qui prouve que l'exaltation n'a pas été une caractéristique exclusive des seuls *blaveros*. À noter aussi que le 3 février suivant (1980), on détruisait le monument de Blasco Ibáñez, un fait qu'il faut davantage mettre sur le compte des fustériens qui ont horreur de Blasco et de ces partis héritiers du blasquisme, pour avoir été, selon eux, pendant la "Bataille de Valence" des alliées des *blaveros*. L'atmosphère commençait à être invivable et déconseillait une initiative sans consensus large. Un autre exemple édifiant est cette initiative de deux Valenciens (Juan M. Gómez et José San Joaquín) qui au nom de tous ceux qui rejetaient les symboles pancatalanistes, adressaient une lettre à Felipe González, secrétaire général du parti socialiste. Publiée dans *Las Provincias*, elle résumait parfaitement bien la situation valencienne provoquée par le sujet des symboles. On reprochait que son parti (PSOE) ait eu tendance à imposer des symboles pancatalanistes et on apportait des citations, parmi lesquelles figurait une du président Albiñana qui avait déclaré en 1976, dans le même livre cité avant, d'Amadeo Fabregat que : "Je pense qu'on doit enseigner le catalan, et le plus tôt sera le mieux" (Pense que s'ha de ensenyar en català, i quà més aviat millor")<sup>794</sup>. La réponse de Felipe González, également publiée dans le journal fut alors la suivante : "La respuesta es bien sencilla, el pueblo valenciano decidirá a la hora de votar cuáles son sus símbolos, lo hará próximamente cuando se le presente al referéndum el Estatuto de autonomía"<sup>795</sup> (voir document en annexe n° 57). Ceci prouve que les socialistes, au *Consell* du pré-gouvernement valencien, dont Albiñana à sa tête agirent selon leurs propres plans, et ne tinrent pas compte des déclarations qui

---

<sup>793</sup> "Incidentes varios en la toma de posesión del nuevo Ayuntamiento". *Las Provincias*, 22/04/1979, p. 23.

<sup>794</sup> Amadeo Fabregat : *Partits politics al País Valencià....*, op. cit., p. 161, vol. I.

<sup>795</sup> "Carta abierta de un grupo de valencianos a Felipe González y contestación del PSOE". *Las Provincias*, 22/04/1979, p. 21.

venaient depuis la direction fédérale du parti. La marginalisation postérieure de ces militants nationalistes à l'intérieur du parti, prend tout son sens.

Lorsque le *Consell* adopta finalement la décision de faire fi de tous les avertissements, en hissant la *cuatribarrada* au balcon du Palais de la Généralité, la tension ne pouvait que s'accroître, à partir de là, l'agressivité fut notoire, mais la provocation l'avait été aussi. Il y eut deux attentats à la bombe (ratés), un chez Albiñana et un autre chez le maire de Valence, le socialiste Martínez Castellano. Disons que tous ces attentats, comme l'a spécifié Vicent Flor, ne provoquèrent aucun mort, mais semèrent la terreur et effrayèrent la population. Albiñana d'ailleurs fut hué à l'aéroport de Manises alors qu'il revenait de Paris, et il serait la cible continuelle d'insultes. Le fait qu'Albiñana et le président de la *Diputació* de Valence, Girona, se placent à la tête de la manifestation du premier mai suivant (1979) pour se montrer solidaires des 150 000 travailleurs qui y participaient ne servit à rien. C'était une manière de détourner la sensation de malaise qu'apportait cette escalade de crispation autour du drapeau. Disons aussi que pour ceux qui ne voyaient pas d'un bon oeil cette dernière décision du *Consell*, on pouvait interpréter ceci comme une façon de manipuler les bases sociales pour amener à faire croire que revendication sociale et revendication nationale, ça revenait au même. Le 12 mai eut lieu une manifestation appuyée par UCD, AP, GAV, URV et d'autres entités, qui réunit de l'ordre de 15 000 à 20 000 personnes<sup>796</sup>, selon les chiffres rapportés par Sanz. Tous protestaient contre la décision du *Consell*, et contre Albiñana, comme autorité principale. À noter que Sanz précise que "UCD actuaba así en momentos en que la izquierda abandonaba la calle"<sup>797</sup>. Effectivement les membres et sympathisants des partis de gauche devaient être assez déconcertés, puisque ce conflit des symboles n'avait pas à être associé systématiquement à une revendication sociale, et comme nous l'avons signalé avant les vieux républicains, y compris des militants de gauche, soutenaient aussi le drapeau tricolore comme l'a reconnu Vicent Flor dans sa thèse. Dans un article au titre bien éloquent (*Prudencia política*), Broseta mettait en garde contre la décision prise par le

---

<sup>796</sup> Jesús Sanz: *La cara secreta de la política valenciana. De la predemocracia al Estatuto de Benicassim...*, op. cit., p. 246.

<sup>797</sup> *Ibidem*.

*Consell*, augurant que de pareilles initiatives ne pouvaient mener qu'à une confrontation permanente :

Es un error, porque si lo que ahora se pretende por socialistas y comunistas es que esa "señera" sea adoptada por los ayuntamientos de Castellón, de Alicante y de Valencia, se ha creado con ella un nuevo motivo para dividir y enfrenar a los ayuntamientos de las tres provincias. Porque si el PSOE y el PC pretenden que sea adoptada por los ayuntamientos en los que tienen mayoría ¿acaso olvidan que, además de los dominados por UCD en la provincia de Valencia, UCD es mayoría con casi 100 ayuntamientos en Castellón mientras que el PSOE sólo lo es en 14? ¿Acaso olvidan que en Alicante UCD tiene 80 alcaldes y el PSOE sólo 33? ¿Qué vamos a tener ahora la nueva "guerra de los ayuntamientos" ...?<sup>798</sup>

Et nous tenons à préciser que Broseta ne manqua pas de condamner les deux attentats qui s'étaient perpétrés : "Ningún valenciano puede admitirlo y todos debemos condenarlo. Todas las fuerzas democráticas - empezando por UCD - han condenado los hechos violentos"<sup>799</sup> (voir document en annexe n° 58). Néanmoins, nous avons déjà dit précédemment que les auteurs fustériens rapportent l'histoire à leur manière, et si besoin est, ils n'ont guère de scrupules à trahir la vérité. C'est le cas de Joana Tormo Martí qui préfère parler de l'article de Broseta "Ciertas izquierdas" (20/05/1979), qui est postérieur à celui-ci, pour affirmer que Broseta ne disait rien des deux attentats ratés contre le maire de Valence, Martínez Castellano et contre le président du *Consell* Albiñana, à leur domicile respectif, en date du 26 avril 1979. Effectivement si Broseta ne le faisait pas en date du 20 mai, c'est parce qu'il l'avait déjà fait en date du 29 avril, c'est-à-dire très vite après que ces attentats soient commis. Il est assez significatif de voir comment J. Tormo Martí cite plusieurs articles de Broseta, mais évite soigneusement de citer celui du 29 avril ("Prudencia política"), pour se permettre de lancer la suivante accusation : "Mais Broseta ne dit rien de ces deux tentatives d'attentats. Au contraire avec ses déclarations il les justifie et demande aux hommes politiques de changer d'attitude, parce que dans le cas contraire le peuple retournera encore une fois occuper les rues"<sup>800</sup>. Nous pouvons observer à quel point le message de Broseta est ici volontairement dénaturé par J. Tormo Martí, dans l'intention de transmettre une version totalement opposée. La finalité bien sûr est de donner une fausse version de l'histoire, en discréditant le sénateur d'UCD, qui a été l'adversaire capable de déjouer systématiquement toutes

<sup>798</sup> Manuel Broseta Pont : "Prudencia política". *Las Provincias*, 29/04/1979, p. 4.

<sup>799</sup> *Ibidem*.

<sup>800</sup> Joana Tormo Martí: "Catalanisme i anticatalanisme en Manuel Broseta Pont" dans : *De País a conunitat. Valencianisme polític i regionalisme...*, op. cit., p. 706.

les ruses des fustériens. Et nous pouvons apprécier comment ceux-ci essayent à présent de gagner la "Bataille de Valence" en différé, par une retransmission manipulée de l'histoire.

Dans cette même ligne se situe l'article rédigé par Esperança Costa et publié par le journal *El País*, il est intitulé : "En la diana de los ultras"<sup>801</sup>. Elle blâme la violence et l'extrémisme de la "Bataille de Valence" qu'elle prétend résumer à grands traits, décrivant une société qui paraissait incapable de raisonner, voire malade. Elle précise que la "Bataille de Valence" fut le produit d'une dispute due à des questions "meramente simbólicas, el origen de la lengua de los valencianos, la bandera (la señera con o sin franja azul) y el nombre del territorio (*País Valencià* frente a *Regne de Valencià*)"<sup>802</sup>. Cette manière de vider d'importance le débat des symboles est bien sûr intentionnelle sans parler de leur transcendance. Il est clair que son objectif est de retransmettre à cette partie de la population valencienne qui n'a pas vécu cette époque - presque la moitié n'était pas née en 1978 - une version de l'histoire déformée, surtout pour faire paraître normale la catalanité de la langue valencienne. Aspect sur lequel nous reviendrons plus loin (la dernière partie. Cette reporter fait alors la louange des journalistes qui écrivaient dans la revue *Valencia Semanal*, les énumérant (Ferran Belda, Emilio Bolinches, Miguel Ángel Villena, Javier Valenzuela, Rosa Solbes ou Jaime Millás entre autres), et revendiquant pour eux une reconnaissance, assurant qu'ils "pratiquaient un journalisme d'investigation". Sans vouloir réduire leur dignité personnelle, nous croyons nécessaire de préciser qu'ils étaient par dessus tout des militants actifs qui prônaient ouvertement le pancatalanisme. Disons que leur objectivité était à mettre en doute. Rappelons que Carles Senso reconnaît que la revue naissait pour défendre l'idée d'une unité culturelle, et surtout la catalanité de la culture valencienne. Raison pour laquelle José Luis Torró avait déclaré que la revue fut très mal reçue par la société valencienne ; la preuve la plus évidente fut qu'elle fut déficitaire et disparut très vite.

Dans son article du 20 mai 1979, Broseta accuse la gauche de ne pas comprendre, et plus exactement, de ne pas vouloir comprendre ce qui se passe à

---

<sup>801</sup> Esperança Costa : "En la diana de los ultras". *El País*, 13/04/2013..., op. cit.

<sup>802</sup> *Ibidem*.

Valence, faisant directement référence à la manifestation du 12 mai. Il reproche à la gauche ou à certains secteurs de la gauche, de vouloir délibérément interpréter que cette manifestation allait contre le *Consell*, et il précisait, qu'en réalité elle allait contre une décision du *Consell*. Il dénonce que depuis ces mêmes partis on s'ingénie systématiquement à faire croire que tous ceux qui ont appuyé cette manifestation, étaient des partisans ou des sympathisants de l'extrême droite. Il considère ces accusations largement calomnieuses, et il précise :

Es más cómodo practicar el maniqueísmo político de afirmar que es la derecha la que se manifiesta, que reconocer que es un importante sector del pueblo, incluso de izquierda, al que por falta de visión política y por su propia torpeza los políticos han irritado de tal manera, que lo han hecho salir a la calle.<sup>803</sup>

Il dénonce que la manipulation est à ce point perfide qu'on prétend transmettre un faux message à la société, à savoir que seule la gauche défend l'autonomie, tandis que la droite, lui est hostile. Ce message est resté celui des fustériens, puisqu'ils s'acharnent encore aujourd'hui à le soutenir. Cependant les faits historiques sont là, comme celui du 9 juin 1979, qui témoigne que malgré toute la tension déchaînée à cause du hissage de la *cuatribarrada* au Palais de la Généralité, tous les partis furent unanimes pour décider officiellement le statut d'autonomie, par la voie de l'article 151<sup>804</sup>. La mairie de Picaña avait été la première à lancer la demande officielle de statut d'autonomie, ayant choisi aussi la date du 25 avril, à cause de sa portée symbolique. Sur un plan purement pratique, cela signifiait que le délai pour recueillir l'adhésion de toutes les mairies valenciennes finissait six mois plus tard, le 25 novembre 1979.

La crispation autour du sujet des symboles et surtout du drapeau irait *in crescendo*, jusqu'au 9 octobre suivant (1979), jour de la fête nationale de Valence, et où les protestations s'aggravaient, avec des manifestations et des contre-manifestations, l'incendie des trois drapeaux (celui de la ville, celui du *Consell*, et le national) hissés sur la façade de la mairie, violence, insultes agressions, confusion, débandades, et une certaine passivité des forces de l'ordre, puisqu'on informait qu'aucune arrestation n'avait été réalisée de la part de la police (Policía Nacional)<sup>805</sup>,

---

<sup>803</sup> Manuel Broseta Pont: "Ciertas izquierdas". *Las Provincias*, 20/05/1979, p. 4.

<sup>804</sup> <http://www.congreso.es/consti/estatutos/sinopsis.jsp?com=79>

<sup>805</sup> "Se quemaron las banderas". *Las Provincias*, 10/10/1979, p. 16.

malgré les agressions contre le maire de Valence, Ricard Perez Casado, le président de la Diputación ainsi que le recteur de l'Université<sup>806</sup>. Cependant ces désordres eurent une conséquence puisque le secrétaire général de la préfecture (*Gobierno civil*) fut suspendu de ses fonctions quelques jours plus tard<sup>807</sup>. Disons que la "Bataille de Valence" était arrivée à son point culminant, car à partir de là, ce qui avait été une confrontation radicale et obstinée évoluerait vers une négociation serrée, mais où le dialogue finirait par s'imposer comme la seule solution. Le président Albiñana commençait à admettre son erreur, reconnaissant le jour suivant que convoquer un référendum serait une manière de retrouver la paix : "Una manera de pacificación inmediata de las tensiones sociales que sufre el País Valenciano podría ser la celebración de un referéndum en el que se eligiera definitivamente cuál es nuestra bandera, para, con posterioridad, debatir un estatuto de unidad y consenso"<sup>808</sup>. Cela revenait à reconnaître l'erreur commise par le *Consell* et aussi que la "Bataille des symboles" était en train de freiner la route vers le statut d'autonomie. D'ailleurs il le disait lui-même :

Las fuerzas políticas no se entienden, no nos entendemos. Evidentemente quien padece esta situación es el estatuto. Desde la pasada legislatura a ésta, con el cambio de los miembros del Consell, hemos entrado en una quiebra de la filosofía y del espíritu de unidad, que, no sólo ha inaugurado una etapa de disensión increíble, sino que, personalmente, no veo por donde puede estar la salida a la situación.<sup>809</sup>

Albiñana avouait littéralement son impuissance, sans faire l'aveu franc de son obstination, et surtout, sans mettre en évidence l'enjeu véritable de toute cette bataille, sa profonde transcendance politique : le fait qu'avec la *cuatribarrada* on désirait établir les bases politiques de la catalanité de Valence, et que cela signifiait rejeter la nationalité espagnole. Une attitude politique qui allait à l'encontre de ce qu'il avait affirmé le 25 mai 1978 lors de la conférence de presse postérieures aux protestations contre le premier programme de "Hora 15". À ce moment comme nous verrons plus loin, les nationalistes étaient alors bien placés dans l'appareil du parti, autant dans le cas du PSPV-PSOE que du PCPV, quoique dans le cas du PCPV on avait déjà commencé à remettre en question les décisions du secrétaire général Ernest

---

<sup>806</sup> *Ibidem*.

<sup>807</sup> "Confirmado: Cesado el secretario general del Gobierno Civil". *Las Provincias*, 17/10/1979, p. 18.

<sup>808</sup> "Albiñana pide, ahora, la celebración de un referéndum para decidir sobre la bandera". *Las Provincias*, 10/10/1979, p. 18.

<sup>809</sup> *Ibidem*.

García. Dans un article intitulé : "Un triste 9 de Octubre", publié au lendemain des faits, María Consuelo Reyna informait que des membres du parti communiste, s'étaient joints à ceux d'UCD et d'URV pour essayer de retirer la *cuatribarrada* du balcon de la mairie, avant l'arrivée de la manifestation, dans le but d'empêcher la violence prévisible, de la part de ceux qui interprétaient la présence de ce drapeau comme une provocation, suspendu à côté de celui de la ville (drapeau tricolore). Elle ajoutait que jusqu'à présent : "Sólo el PC, UCD, y el sector "marginado" del PSOE han demostrado esa voluntad de querer anteponer los intereses de los valencianos a los personalismos"<sup>810</sup>. Dans le cas du PCPV justement, nous savons qu'un conseiller communiste, José Fondo<sup>811</sup>, avait brandi le drapeau tricolore pendant cette manifestation du 9 octobre, contrevenant les consignes de son parti. Et pour ce qui est du secteur "marginalisé", des socialistes, nous avons le témoignage d'un militant qui accusait de grosse erreur le fait d'avoir hissé cette bannière, considérant que les autorités n'auraient jamais dû consentir que les partis arborent des drapeaux de leur préférence, tout au plus le drapeau de leur parti :

Aunque aquí hemos de reconocer la metedura de pata que ha significado la intronización prematura y sin refrendo del pueblo de la del "Consell", por obra y gracia de unos pocos "adelantados". La guerra de la banderita es un hecho y ahí está. Pero las autoridades no han hecho nada para impedirlo. Bastaba prohibir que ninguna organización ni partido político pudiera utilizar ni ondear en sus manifestaciones callejeras la bandera nacional, ni la regional. Ambas deben gozar de más respeto y solemnidad de todos los ciudadanos. El partido o sindicato que quiera tener su bandera que invente una propia y distinta, pero que no utilice la bandera de la patria o de la región (...) Nosotros, los socialistas, en la época pasada asistíamos a manifestaciones, actos solemnes, etc., con nuestra bandera: la socialista. (...) El socialismo es universal. Luego bandera universal. Lo demás es perdersnos en distintos callejones con la consiguiente división y dispersión de fuerzas que ellos significa. Una lucha inútil y baldía.<sup>812</sup>

Contrairement à Albiñana, ce socialiste historique identifiait la racine du problème et intitulait son article : "L'infantilisme dans la révolution", en reprenant une expression de Lénine, pour se rapporter à cette révolution étudiante, qui s'était préparée dans l'université de Valence, et qui prétendait changer toute la société, ses traditions, son histoire, sa langue, sa culture, sa civilisation et tous ses symboles. Il assurait que la classe ouvrière ne gagnait rien avec toutes ses transformations, si ce n'est une division de plus, un obstacle de plus, dans sa quête pour la justice sociale,

---

<sup>810</sup> María Consuelo Reyna: "Un triste 9 de Octubre". *Las Provincias*, 10/10/1979, p. 5.

<sup>811</sup> Jesús Sanz: *La cara secreta de la política valenciana. De la predemocracia al Estatuto de Benicassim...*, op. cit., p. 269.

<sup>812</sup> Francisco Giner. "El infantilismo en la revolución". *Las Provincias*, 12/10/1979, p. 5.

puisqu'en fin de compte, tout cela ne profiterait qu'aux mêmes élites de toujours, tandis que la crise, l'inflation et les problèmes économiques sévissaient. Et il assurait que le fait d'avoir dû s'exiler (en France) lui avait montré que dans ces autres pays où l'on ne prête pas tant d'importance à ces aspects culturels ou identitaires, la classe ouvrière est mieux traitée, et reçoit davantage d'aides sociales. Tout ceci donne une idée des débats qui avaient dû avoir lieu à l'intérieur de ces partis, mais les nationalistes répétaient toujours le même message simpliste : la culture c'est le peuple. D'où cette marginalisation des vieux combattants anti-franquistes dont nous avons déjà parlé, et la transformation camouflée de ces vieux partis en partis de plus en plus nationalistes, comme en témoigne l'actualité. Mais le processus n'a jamais été uniforme et progressif, il a été irrégulier, avec des avancées et des reculades, particulièrement dans les zones où existe une autre langue que la castillane, comme informe Alejandro Quiroga, dans son article déjà cité : "Amistades peligrosas". En fait plus le marxisme s'affaiblit à l'intérieur des traditionnels partis de gauche (socialistes et communistes) et plus le nationalisme prend de force, à cause des alliances pour accéder au gouvernement national ou régional, mais aussi à cause de la disparition du mur de Berlin, et aussi dans le cas de la Catalogne et du Pays Basque, à cause des intenses campagnes et programmes de nationalisation lancées depuis l'administration autonome, notamment dans les centres d'enseignement. La marginalisation du castillan dans le système éducatif catalan est notoire, et a été dénoncée devant les tribunaux compétents à plusieurs reprises. Ceci renvoie au débat sur la convenance de laisser l'enseignement en général et celui de l'histoire en particulier sous le contrôle des autonomies.

Nous avons déjà signalé que Jesús Sanz rapporte comment le premier Congrès du PCPV, du 5 janvier 1979 avait marginalisé les vieux communistes, en donnant le poste de secrétaire général à Ernest García, décrit comme eurocommuniste et nationaliste, nous nous rendons compte que le 21 octobre 1979, seulement quelques jours après les incidents de la célébration du 9 octobre, le comité exécutif du parti se réunissait pour parler de certains "points conflictuels". Et bien sûr ces points conflictuels étaient le drapeau et la langue. Au sujet du drapeau, la question fut close, car on concluait que le peuple devait choisir ; mais pour ce qui était de la langue, Sanz

rapporte que : "Sólo la inflexibilidad de García sobre este punto evitó la aprobación política de una barbaridad filológica"<sup>813</sup>. Ce qui prouve la détermination des pancatalanistes et leurs méthodes jésuitiques, se recouvrant du manteau de la science pour empêcher la contestation, et éliminer toute possibilité de critique. Il faut aussi mettre en évidence cette manière particulière de rapporter l'histoire. Les pancatalanistes comme Sanz peuvent qualifier de barbarie philologique le fait que des Valenciens voulaient marquer des différences par rapport au catalan, mais ils ne rapportent jamais l'histoire d'une manière fidèle, puisque les catalanistes furent les premiers à rompre cette unité linguistique qu'ils allèguent continuellement. Unité linguistique qui est devenue alors un piège pour les Valenciens, qui eux n'ont pas le droit de se permettre les mêmes libertés que les Catalans. Sur ce point Sanz prouve sa radicalité, car il préfère parler directement de langue catalane, et lorsqu'il emploie l'expression langue valencienne, il ajoute aussitôt : "esto es catalana pero tergiversada en algunos de sus términos contraviniendo así a las Normas de Castellón aceptadas por los lingüistas de todo el mundo"<sup>814</sup>. Nous pouvons observer la manipulation qu'il fait, ainsi que tous ceux qui prétendent donner aux *Bases de Castellón* une valeur scientifique, que ce document ne peut nullement alléguer. Nous avons vu dans la partie consacrée à cet effet, comment on s'arrange pour ne pas faire figurer le nom de l'entité supposée régir ces normes. Nous savons que dans l'esprit des signataires était présent le nom de l'Institut d'Études Catalanes, mais ce nom ne pouvait pas figurer sur le document, car autrement il n'aurait jamais été signé par tous, encore moins par Luis Fullana, qui signifiait l'aval le plus coté. Ensuite il faut préciser que les *Bases de Castellón* n'étaient en soi, qu'un point de départ, jugé fort insuffisant par Sanchis Guarnier et Carles Salvador, qui travaillèrent intensément pour accentuer la catalanisation du valencien. Ce qui prouve en dernière instance que les *Bases de Castellón*, n'apportaient encore au valencien qu'une catalanité de basse intensité. Il est donc paradoxal que les fustériens les revendiquent pratiquement comme une normalisation catalane, et comme un véritable document scientifique et académique, doté de toutes les garanties. Ce qui prouve aussi, d'une manière rétrospective, que cet

---

<sup>813</sup> Jesús Sanz : *La cara secreta de la política valenciana. De la predemocracia al Estatuto de Benicassim...*, op. cit., p. 268.

<sup>814</sup> *Ibidem*, p. 240.

accord n'a été qu'un stratagème politique. Avec ce précédent en matière linguistique, il n'est pas étonnant que ce soit justement ces vieux valencianistes du GAV (*Grupo de Acción Valencianista*) qui aient été les premiers à mettre en garde sur la véritable intention politique des symboles pancatalanistes : cette fois fixer les bases juridiques et politiques de la catalanité de la région valencienne, pour pouvoir proclamer ensuite, sa nationalité catalane.

C'est la réalisation de ce plan B qui a poussé les nationalistes à l'intérieur de PCPV, à combattre les positions des historiques. Mais il est certain que la confusion a dû être assez importante autour de tous ces concepts identitaires à cause de la valeur que chacun a voulu accorder à la culture, et son degré de parenté entre la valencienne et la catalane. Nous avons ici, l'exemple que nous fournit un dirigeant de cette époque, Alberto Gimeno Lara (appartenant au secrétariat du PCPV). Tout en se déclarant communiste par le fait de juger une priorité la lutte des classes, il considérait légitime que la bourgeoisie catalane essaye de construire son rêve de la "Grande Catalogne" : "Por otra parte hay un sector importante de la burguesía nacionalista catalana que por razones fundamentalmente económicas, mantiene el viejo sueño de la "Gran Cataluña" y no escatima medios ni recursos para convertirlo en realidad. Creo que están en su derecho de hacerlo"<sup>815</sup>. Il est étrange que ce communiste reconnaisse des droits à la bourgeoisie catalane, notamment celui de prendre activement sa part du côté de la classe oppresseuse, tout en refusant en même temps ce droit à la bourgeoisie castillane. Ne s'agit-il pas d'une même oppression pour les classes opprimées ? Nous pouvons apprécier jusqu'à quel point sont présentes les traces du fustérianisme dans ses explications, et comment un défenseur, soi-disant de la société sans classe, reproduit les contradictions habituelles des fustériens. Pour se référer aux "Pays Catalans", il parle de "Razones objetivas para que así suceda : tenemos una misma lengua, existen tradiciones históricas compartidas durante más de dos siglos, aunque no hayan tenido nunca una organización estrictamente unificada"<sup>816</sup>. Or nous avons vu que les différences à l'intérieur des deux langues sont importantes, et ces traditions historiques prétendument partagées sont essentiellement une même

---

<sup>815</sup> Alberto Gimeno Lara: "Reflexiones sobre el proceso autonómico valenciano". *Las Provincias*, 13/10/1979, p. 5.

<sup>816</sup> *Ibidem*.

couronne, celle du roi d'Aragon. Rappelons que les territoires étaient indépendants, les *fueros* en faisant foi. Cette vision uniforme du passé est celle que veulent imposer les fustériens, à une époque où le monde était tout à fait étranger à une quelconque idée d'uniformité ou d'assimilation, la féodalité étant caractérisée par le fractionnement et l'hétérogénéité, seul le principe hiérarchique donnait sa cohérence au système. Ce communiste est à tel point inconscient du discours contradictoire qu'il tient, qu'il affirme un peu plus loin que : "Las diferencias entre Cataluña y Valencia no se pueden hacer desaparecer en un laboratorio por la sencilla razón de que las ha establecido la vida, los hombres, la historia, nos guste o no nos guste"<sup>817</sup>. De toute façon ce qui représente pour nous l'information la plus précieuse est le fait que ce dirigeant local reconnaissait d'une manière tout à fait explicite, que depuis la société catalane des secteurs catalanistes radicaux étaient en train de faire pression, et même d'ôter toute légitimité au gouvernement autonome, à cause de cette obstination à vouloir établir des bases juridiques et politiques pour instaurer les "Pays Catalans". Ils prônaient en échange le manifeste de Sarrió :

También se lo plantean en Cataluña. Así por ejemplo, con motivo de la aprobación del Estatuto de Cataluña por el Gobierno un grupo de personalidades del mundo de la cultura han lanzado un manifiesto llamado de Sarrió. En su nombre un miembro de la comisión, Manuel de Pedrolo se ha pronunciado contra el Estatuto de Sau y ha hecho constar que estas personalidades se declaran ciudadanos de los Países Catalanes.<sup>818</sup>

Il précisait que ces partisans étaient fondamentalement des intellectuels appartenant à différents partis, et que : "quieren llegar al pleno ejercicio de los derechos de autodeterminación y federación de los Países Catalanes"<sup>819</sup>. Ces explications prouvant en dernière instance que l'anti-pancatalanisme à Valence n'était pas une stratégie par rapport à un ennemi inventé pour la circonstance, mais bel et bien une réaction à une réalité qui était perçue comme menaçante et destabilisante pour la société valencienne, en particulier pour sa bourgeoisie dirigeante. Par contre ce qui a été effectivement une stratégie politique, de la part des fustériens, ça a été cette façon réitérative de nier les intentions catalanistes, et impérialistes. Nous avons vu plus haut, l'exemple du journaliste Amadeo Fabregat, qui assurait que : "À présent plus personne ne parle de la fédération politique des Pays catalans. Seule l'extrême-

---

<sup>817</sup> *Ibidem.*

<sup>818</sup> *Ibidem.*

<sup>819</sup> *Ibidem.*

droite et le valencianisme folklorique qui prétendent manipuler la question pour provoquer la population"<sup>820</sup>. Or à Barcelone le sujet était en pleine discussion, et le manifeste de Sarrió n'est pas non plus une invention des *blaveros* ni de Broseta. Celui-ci dans son article, s'était contenté de mettre en évidence les prétentions catalanistes, raison pour laquelle Joana Tormo Martí s'est employée à écrire tout un article pour discréditer Broseta, en affirmant entre autre qu'il "collaborait à la diffusion du fantasme du catalanisme colonisateur et spoliateur, contribuant à augmenter la crispation"<sup>821</sup>. Rappelons aussi que Jordi Pujol se gardait bien de prononcer les mots "Pays catalans", il affirmait aussitôt que : "No pretendemos que se estimule este tipo de federaciones, pero sí que pensamos, que es de derecho y de justicia el dejar las puertas abiertas para que en su caso, y con las debidas garantías, pueda hacerse"<sup>822</sup>. Nous pouvons évaluer à quel point les pancatalanistes ont usé de la manipulation, voire du mensonge pour tenter de faire adopter par la société valencienne, et d'une manière détournée, des idées qu'elle a toujours frontalement rejetées. On retrouve les éléments utilisés pour fabriquer les identités nationales avec une part d'invention plus ou moins grande.

Nous imaginons aisément que ces mêmes arguments avaient dû faire leur chemin à l'intérieur du parti socialiste, et pourtant dans aucun de ces deux partis, communiste et socialiste, le secteur nationaliste n'avait été majoritaire, or nous l'avons dit c'est le fait d'accéder à certains postes de direction qui leur donnait une marge de manoeuvre. Ce fut d'abord dans le parti communiste où les anciens marxistes rangés sous la catégorie de "palomaristes" commencèrent à récupérer leur ancienne influence. Sanz le rapporte sur un ton qui masque à peine sa mélancolie et son mécontentement, précisant que : "El razonamiento de los palomaristas era que los símbolos autonómicos no deberían ser objeto de batalla política por cuanto "ocultan la lucha de clase""<sup>823</sup>. Le PCPV fut ainsi le premier à déplacer le secteur nationaliste, le PSPV-PSOE, le fit plus tard, et ce fut seulement à ce prix que le chemin vers le statut

---

<sup>820</sup> Amadeu Fabregat (Editorial): "L'article de Manuel Broseta", *Valencia Semanal*, N° 35 (06/08-13/08) 1978, p. 8.

<sup>821</sup> Joana Tormo Martí: "Catalanisme i anticatalanisme en Manuel Broseta Pont". *De país a comunitat. Valencianisme polític i regionalisme...*, op. cit., p. 700.

<sup>822</sup> "Show valencianero en el Congreso". *Valencia Semanal*, n° 34, juillet 1978 (20/07-06/08), p. 10.

<sup>823</sup> *Ibidem*.

d'autonomie put se débloquent partiellement, en reprenant d'abord les conversations avec UCD. L'équipe de Cucó qui avait eu une grande influence sur le parti, commencerait alors à être marginalisée.

#### **11.4.2 - Le retour aux négociations**

Dès le 16 octobre (1979) on annonçait dans *Las Provincias* l'intention des deux partis majoritaires, PSPV-PSOE et UCD d'ouvrir des négociations : "Para dar solución a los problemas valencianos y acelerar la autonomía"<sup>824</sup>, mais le grand obstacle allait arriver avec la loi organique de régulation des différentes modalités de référendum (Ley Orgánica de las distintas modalidades de referendums - LOMR) qui se préparait hâtivement, nous dit Joaquín Tomás Villaroya, au Parlement de Madrid, courant novembre 1979 (approuvée en janvier 1980). Sur ce point il faut préciser que la direction générale de ces deux partis s'étaient mise d'accord ; c'est-à-dire que UCD et PSOE acceptaient de reconduire toutes les demandes de statut d'autonomie par la voie de l'article 143, dans le but de ralentir la décentralisation et de réduire les complications administratives, juridiques et économiques, que les grands dangers de destabilisation politique en provenance de l'extrême droite. Si en Andalousie, cette loi se traduisait en un obstacle qui finalement serait surmonté grâce à un mécanisme juridique fort peu orthodoxe, à Valence ceci allait signifier un coup de frein radical. La clé était l'union, et en Andalousie elle existait, au point que certains députés d'UCD se rebellèrent contre leur parti ; notamment le professeur Manuel Clavero Arévalo, ministre de Culture, qui démissionnait en avril 1980, et quittait son parti, pour en créer un autre (Unidad Andaluza, de courte vie). La polémique se produisait parce que cette loi marquait rétrospectivement des limites importantes en comparaison aux statuts catalan et basque. À présent l'autonomie devrait être votée par majorité absolue dans toutes les circonscriptions, car une majorité simple ne serait plus suffisante. Un autre aspect plus retors encore, était qu'on exigeait que la demande de statut, spécifie le

---

<sup>824</sup> "Para dar solución a los problemas valencianos y acelerar la autonomía". *Las Provincias*, 16/10/1979, p. 1.

numéro de l'article de la constitution auquel les communes adhéraient, en l'occurrence le numéro 151, si l'on désirait la voie rapide. Dès lors des expressions comme "par la voie la plus rapide", qui en principe sous-entendaient l'article 151, n'étaient plus valables.

Depuis le *Consell*, on voulait se laisser bercer par l'illusion qu'il serait possible d'organiser un référendum à Valence pour valider le statut d'autonomie valencien, et on pensait à la même date que pour les Andalous, le 28 février 1980. Mais les sondages d'opinion n'étaient pas si favorables sur ce point, prouvant même que tout allait dépendre de l'attitude et des propositions des parlementaires valenciens. B. Sanz et J. M. Felip indiquent qu'au cours de l'année 1979 - année la plus conflictuelle -, on effectua deux sondages d'opinion, un en mars, à la demande du *Consell*, et un autre à l'initiative de l'entreprise Icsa-Gallup. Là Sanz et Felip ne précisent pas quelle était l'entité qui finançait cette deuxième enquête. Et les résultats apportés étaient assez significatifs. Dans les deux cas, sur la base de 1 500 enquêtes, des variations significatives se dégagèrent de mars à septembre, c'est-à-dire avant et après le moment politique le plus critique en raison du hissage de la *cuatribarrada* sur le bâtiment du *Consell*. En mars<sup>825</sup>, 77% des Valenciens se montraient favorables au statut d'autonomie. Seulement 7% se montraient franchement hostiles, tandis que 14% se montraient sans opinion et 2% ne répondaient pas. Dans le sondage de septembre<sup>826</sup>, cette fois 71% des Valenciens se montraient disposés à voter, mais ils spécifiaient que le sens de leur vote irait en fonction du contenu du statut. Seulement 23% avaient déjà décidé leur réponse, parmi lesquels et dans le sens négatif : 4% à Valence, 10,8% à Castellon et 5,6% à Alicante. Ensuite on s'apercevait que l'adhésion au statut par majorité absolue était douteuse, par le fait que dans aucune des trois provinces on atteignait un pourcentage optimiste dans ce sens. À Valence seulement 59,8% de l'électorat était décidé en principe à participer, le pourcentage étant le même à Castellon, et plus bas à Alicante, où il était de 52,6%. Certaines questions de cette deuxième enquête montrent comment l'idée des "Pays Catalans" était dans toutes les têtes puisqu'on posait des questions pour savoir si les Valenciens se

---

<sup>825</sup> Benito Sanz Díaz et Josep Maria Felip i Sardà: *La Construcción política de la Comunitat Valenciana...*, op. cit., p 342.

<sup>826</sup> *Ibidem*, p. 343.

considéraient autant valenciens qu'espagnols. La réponse était affirmative pour plus de 50%. À la question s'ils se sentaient plus espagnols que valenciens, 30% répondaient que oui; et à la question s'ils se sentaient seulement valenciens ou plus valenciens, le pourcentage était inférieur à 20%. Il convient de préciser que pour ceux qui ont toujours soutenu et soutiennent encore qu'UCD était hostile au statut d'autonomie, l'enquête prouvait que 60% de l'électorat d'UCD était encore disposé en septembre à voter affirmativement au référendum sur le statut d'autonomie. Dans le cas d'Alianza Popular le pourcentage tombait à 30%, et à 0% dans le cas de l'extrême-droite avec le parti *Fuerza Nueva*. Une autre donnée significative était que la dénomination de "Pays Valencien" n'était approuvée que par 30% des sondés, celle de "Région valencienne", par 27%, et celle de "Reino de Valencia" par 25%. Même s'il est clair que celle revendiquée par les *blaveros* avait encore moins de suffrages que les autres, ce qui devenait une évidence c'était qu'aucune de ces trois dénominations n'avait un support solide à l'intérieur de la société valencienne. Et notre surprise est que B. Sanz et J. M. Felip n'apportent pas de chiffres au sujet du drapeau, car nous supposons que le choix du drapeau devait être aussi une des questions de l'enquête.

Arrivé le 25 octobre 1979, le président du *Consell* avait fini sa grande tournée dans toutes les communes de la région valencienne pour recueillir les demandes d'autonomie, ce périple a été baptisé comme la "campaña de verano". Cette demande collective fut transmise au gouvernement dans la forme et dans les temps exigés. La loi organique, sur les différentes modalités de référendum (LOMR) serait reçue comme une trahison par les socialistes valenciens. B. Sanz et J. M. Felip parlent "d'humiliation"<sup>827</sup>. Néanmoins la loi prévoyait un délai de 75 jours pour que les communes, qui ne l'avaient pas fait, puissent spécifier le numéro de l'article, par lequel elles souhaitaient arriver au statut d'autonomie. Les résultats<sup>828</sup> de la "campaña de verano" avaient montré que sur un total de 535 communes valenciennes, 524 avaient été favorables à la demande d'un statut d'autonomie. Parmi elles, 7 avaient spécifié qu'elles le faisaient par la voie de l'article 143, tandis que 11 seulement ne s'étaient pas prononcées. Mais avec les nouvelles recommandations de la direction générale d'UCD, et surtout avec la crise politique du drapeau et la controverse de plus

---

<sup>827</sup> *Ibidem*, p. 344.

<sup>828</sup> *Ibidem*, p. 345.

en plus empoisonnée sur les symboles institutionnels y compris la langue, les réponses allaient être divergentes. Des communes qui avaient fait le choix "par la voie la plus rapide" confirmaient qu'elles choisissaient l'article 143, faisant aboutir un total à 178 communes qui adhéraient à l'article 143. Le nombre des communes qui adhéraient à l'article 151 passait à 261, tandis que 90 communes ne finissaient pas de clarifier leur position. Et pour nous, là se trouve la grande différence entre le cas valencien et le cas andalou. Même si les Almériens se montrèrent peu motivés vis-à-vis du statut - n'arrivant pas la majorité requise - il n'empêche que l'assemblée des parlementaires andalous montra une union et une détermination qui n'a pas existé dans le cas valencien. Il est certain que si le parti centriste, UCD-Valence avait voulu agir dans le sens inverse il aurait pu changer les choses, et obliger à une solution de compromis comme pour les Andalous, mais à Valence se posait un problème identitaire qui ne se posait pas en Andalousie. Il n'y eut donc pas à Valence de rébellion comparable à celle de Manuel Clavero Arévalo. Au contraire, l'opération de blocage devenait simple et nécessaire pour UCD-Valence. L'obtention du statut par la voie de l'article 151 présentait un très grand inconvénient pour ce parti, par le fait que le texte du statut serait rédigé par l'assemblée des parlementaires valenciens (députés et sénateurs) où la gauche était dominante. Ceci présageait un texte ouvertement pancatalaniste avec des symboles également pancatalanistes. En revanche recourir à la voie d'accès au statut par l'article n° 143, modifiait substantiellement les conditions ; la rédaction du statut d'autonomie ne serait plus une tâche de la compétence exclusive de l'assemblée des parlementaires. Cette fois les députés provinciaux (*diputaciones*) feraient partie de l'équipe, et dans ce cas le parti d'UCD rééquilibrait les forces, voire prendrait le dessus, par le fait qu'il était le parti majoritaire dans les municipalités valenciennes, surtout les plus petites. Autant certaines réflexions de B. Sanz et J. M. Felip sont fort lucides, autant d'autres tombent, à notre avis, dans une simplification qui trahit leur sympathie. Ils déclarent que la "campaña de verano" répondait à : "La defensa de proceso de construcción política del País Valenciano moderno, industrializado, dual - castellano y valenciano -, nacido de la voluntad democrática antifranquista de los años sesenta, con una personalidad política propia definida"<sup>829</sup>. Disons que c'est le slogan avec lequel la gauche a toujours voulu présenter les choses,

---

<sup>829</sup> *Ibidem*, p. 346.

et on peut voir comment sont profilés à l'intérieur de ce stéréotype, les traditionnels leitmotivs fustériens qui associent d'une manière mécanique et naïve la gauche à modernité, industrialisation et progrès face à une droite-sous-développée et franquiste. Cette simplification est fautive parce que les concepts sont trop schématisés. Il convient de préciser que même si l'industrialisation signifie une modernisation au niveau mécanique et économique, elle n'implique pas forcément le progrès dans son aspect purement social. Les conditions de vie des ouvriers industriels ne sont pas la panacée et sous certains aspects elles sont même pires que celles des ouvriers agricoles. Les avantages se trouvent - seulement et théoriquement - dans un meilleur salaire et une temporalité plus réduite. Par ailleurs, ils trichent lorsqu'ils parlent de dualité, et de personnalité indépendante, car les fustériens maudissent cette dualité valencienne, que Fuster a inventée, et lorsqu'ils parlent de personnalité différenciée, ils ne pensent absolument pas à une personnalité strictement valencienne, mais à une personnalité catalane, précisément différente pour eux de la personnalité espagnole. La preuve, ils défendent ouvertement la catalanité du valencien. Disons pour résumer que le progrès mécanique ne signifie pas forcément le progrès social, et on peut raisonnablement douter que les entrepreneurs valenciens aient désiré le sous-développement et le retard technique plutôt que la rationalisation de leur système de production. Quel était leur problème alors ? La crise économique, soit le manque d'argent, car les désirs de progrès économiques et sociaux ne sont jamais l'ambition exclusive d'une classe sociale. Et tout cela nous amène à affirmer que ces deux auteurs, comme tous les auteurs fustériens, cultivent la cérémonie de la confusion, chose qui ne peut guère nous surprendre puisque Josep Maria Felip i Sardà (catalan de Reus), avoue<sup>830</sup> avoir été le collaborateur d'Albiñana, en tant que secrétaire général de la présidence du *Consell* valencien.

Avec ce parti pris pour la confrontation depuis le hissage de la *cuatribarrada* au *Consell*, il n'est pas étonnant qu'Albiñana se soit vu obligé de démissionner et se soit retrouvé à ce point sans appui dans son propre parti, finissant par renoncer à son poste de député, ainsi qu'au militantisme, pour partir se réfugier dans un parti plus nationaliste (*Partit Nacionalista del País Valencià* - PNPV), celui de Burguera. Face au

---

<sup>830</sup> *Ibidem*, p. 347.

blocage des négociations à Valence, et au mécontentement généralisé des militants, le Comité national du PSOE avait recommandé l'abandon du *Consell* de la part de tous les conseillers y compris le président Albiñana, avec l'espoir que le parti communiste fasse de même, et, de cette manière, laisser UCD en solitaire au gouvernement pré-autonome. Mais les communistes ne se retirèrent pas, et UCD assumait la présidence du *Consell*. Les socialistes mettraient longtemps à revenir au pré-gouvernement valencien (pas avant septembre 1981), approfondissant d'abord la voie de la confrontation pour finalement, toujours sous l'égide des leaders de Madrid, revenir à une position de compromis. B. Sanz et J. M. Felip reconnaissent que l'année 1979 est une année noire pour le socialisme valencien, caractérisée par les "tensiones, conflictos, luchas, etc. entre diversos sectores que se niegan a ceder terreno"<sup>831</sup>.

Il nous semble important de mettre en évidence la teneur des débats qui eurent lieu au sein de ces assemblées socialistes, lors du second congrès du parti (PSPV-PSOE), célébré le 9 et 10 février 1980. Les thèses soutenues alors étaient rageusement nationalistes, concluant que "Los socialistas valencianos constatamos que nuestro país sufre una situación de opresión nacional"<sup>832</sup>. On argumentait que le Pays Valencien avait été "víctima de una sistemática dominación exterior"<sup>833</sup>, surtout à partir de 1707, où il aurait été occupé d'une manière violente "por los ejércitos castellanos"<sup>834</sup>, ce qui expliquait que : "Se creaba así una situación de dominación total que aún continúa"<sup>835</sup>. Ou bien que : " Para salir de la opresión nacional"<sup>836</sup> il fallait consolider un bloc de classes intéressées pour la récupération nationale. Et là on faisait allusion à la bourgeoisie industrielle, aux paysans, aux professionnels et intellectuels, tout en spécifiant que cela devait se faire sous l'hégémonie de la classe ouvrière. B. Sanz et J. M. Felip sont obligés de reconnaître que ce discours "carecía de sentido"<sup>837</sup>, effectivement comme ils soulignent eux-mêmes, cette bourgeoisie à laquelle on faisait appel, préférerait voter le parti UCD. La aussi on peut apprécier comment les leitmotivs fustériens étaient repris et intériorisés par les socialistes. On se chargeait de réouvrir

---

<sup>831</sup> *Ibidem*, p. 348.

<sup>832</sup> *Ibidem*, p. 349.

<sup>833</sup> *Ibidem*.

<sup>834</sup> *Ibidem*.

<sup>835</sup> *Ibidem*.

<sup>836</sup> *Ibidem*.

<sup>837</sup> *Ibidem*.

toutes les plaies et toutes les blessures possibles du passé, et la date fatidique de 1707 était le paradigme de toute la rancœur et le motif de toutes les haines. Par ailleurs il est significatif de voir de quelle manière on abordait le thème des "Pays catalans", toujours d'une manière oblique, et sans spécifier vraiment où l'on voulait en venir exactement ; mais c'était l'application du plan B. Il fallait avant tout imprégner dans les mentalités des socialistes valenciens, et à travers eux la gauche, pour ensuite le faire passer à toute la société, le message de l'unité culturelle, soit que la culture et la langue valenciennes étaient identiques à celles des Catalans : "Se incidía en la cuestión de los Países Catalanes sin citarla"<sup>838</sup>, répétant ce genre d'affirmations : "Consideramos que el País Valenciano, el Principado de Cataluña, las islas Baleares, Cataluña Norte y Andorra tienen una lengua y una cultura común, dominada y reprimida durante largos años"<sup>839</sup>. Et bien entendu il fallait absolument assurer le triomphe des symboles pancatalanistes, d'où la recommandation : "La bandera del País Valenciano es la señera de las cuatro barras con el añadido del escudo del Consell, deberá permanecer en los mástiles de los edificios que están bajo nuestra responsabilidad"<sup>840</sup>. Les auteurs B. Sanz et J. M. Felip reconnaissent eux-mêmes que ce chemin était celui de la confrontation et du conflit avec le parti d'UCD et nous, nous dirions même avec la société valencienne dans son ensemble, puisqu'elle avait rejeté ces thèses d'une manière claire le 15 juin 1977 :

Si un sector nacionalista del partido -ex PSPV Bloc- conseguía la aprobación formal de textos como los referidos, su esfuerzo sería vano en la línea de desbloqueo autonómico, y existoso en la línea de profundizar la división de los sectores sociales y políticos valencianos, algo que retrasaba el acceso de los socialistas al poder en el País Valenciano, y a sus órganos de Gobierno de la Generalitat. Lo que defendían las resoluciones congesuales no podían sino conducir al fracaso y al enfrentamiento. Así era imposible consenso y acuerdo autonómico, con lo que sin desearlo los socialistas contribuían a la confusión política.<sup>841</sup>

Sur ce point, la lucidité de ces auteurs les oblige à souligner l'erreur importante commise par les socialistes. Or nous avons déjà signalé que ces auteurs voulaient finalement retransmettre - eux aussi -, cette vision faussée de la transition valencienne, en mettant exclusivement sur le compte de l'anti-pancatalanisme, et donc des *blavers* et d'UCD, la "Bataille de Valence". La contradiction devient pour nous

---

<sup>838</sup> *Ibidem.*

<sup>839</sup> *Ibidem.*

<sup>840</sup> *Ibidem.*

<sup>841</sup> *Ibidem.*

évidente, puisqu'ils reconnaissent eux-mêmes que ce genre de thèse ouvertement nationaliste, et pancatalaniste, soutenue par les socialistes et la gauche en général, ne pouvait provoquer que des tensions. Et c'est exactement ce qui se produisit : un climat de tension exacerbée, pénible et stérile, terriblement stérile. Ensuite le point fondamental pour nous, est que ces auteurs confirment ce que nous avons décrit dès le début de cette partie consacrée à la "bataille de Valence", à savoir que le conflit se déclenche comme le résultat d'un choc entre une escalade pancatalaniste qui prend appui à l'Université de Valence, sous l'égide de Fuster et des professeurs catalans et catalanistes, face à une bourgeoisie dirigeante, qui rejette ouvertement ces thèses et qui mobilise la société valencienne pour signifier ce refus. Notons comment est signalé ici le foyer fustérien à l'intérieur du parti PSPV-PSOE, les vieux disciples de Fuster, comme Cucó. Les auteurs B. Sanz et J. M. Felip parlent de ce groupe comme le mieux organisé, le plus ambitieux, même s'il représentait une base sociale fort réduite. Le secret de leur effectivité première se trouvait dans le fait qu'ils s'étaient alliés très tôt au secteur "officialiste", quelque chose qui est expliqué par Jesús Sanz<sup>842</sup>, qui montre la dualité et la complicités calculée :

Dentro del "oficialismo"/"moderados" hay una clara cerrazón de la mayoría para no llegar a un acuerdo de integración. Es el caso de los nacionalistas del ex PSPV, uno de los más organizados y con una visión clara de lo que quieren; desan ir consolidando y ampliando su poder orgánico - base del institucional -, desde lo escaso de su porcentaje.<sup>843</sup>

Le résultat de ce congrès a donc été l'éloignement d'une position de compromis, et la persistance du PSPV-PSOE à rester hors du *Consell*, et à favoriser la contestation dans les rues. Cependant le 15 janvier 1980, UCD renonçait officiellement à réclamer l'accès au statut par la voie de l'article 151. Les socialistes aussitôt organisaient une manifestation qui cherchait à former un front commun contre UCD, et marquer de cette manière l'isolement politique et social des centristes. Ils allaient même jusqu'à proposer à URV de marcher avec eux, ce que ce parti acceptait. Ceux qui refusaient dans ces conditions de marcher côte à côte avec les régionalistes, étaient les fustériens ; eux organisèrent une autre manifestation, ce qui montre leur degré de sectarisme. Ainsi le 8 février 1980 eut lieu la première manifestation où

---

<sup>842</sup> Jesús Sanz: *La cara secreta de la política valenciana. De la predemocracia al Estatuto de Benicassim...*, op. cit., p. 276

<sup>843</sup> Benito Sanz Díaz et Josep Maria Felip i Sardà: *La Construcción política de la Comunitat Valenciana...*, op. cit., p. 349.

s'unissaient PSPV-PSOE, PCPV et URV. Jesús Sanz confesse que ce jour-là les drapeaux tricolores et les *cuatribarradas* se mélangèrent, et il ajoute : "Era una prueba más de que la izquierda parlamentaria comenzaba a renunciar a la bandera adoptada por el Consell de Albiñana, y lo hacía para quitar apoyos a UCD"<sup>844</sup>. Disons que la pure logique politique obligeait le PSPV-PSOE à commencer à radoucir son sectarisme. La manifestation avait réuni 25.000 personnes<sup>845</sup>, en réalité le même chiffre que la manifestation suivante, celle du 10 février, organisée par les partis fustériens, comme PNPV (*Partit Nacionalista del País Valencià*), le PSAN (*Partit Socialista d'Alliberament Nacional dels Països Catalans*, du professeur Josep Guia), et MCPV (*Moviment Comunista del País Valencià*), quoique là, Jesús Sanz précise que seules ondoyaient des *cuatribarradas*. Cette nouvelle stratégie de la confrontation n'allait pas donner de résultat puisque comme nous l'avons dit précédemment, la loi organique des différentes modalités de référendum avait été élaborée directement par le PSOE et UCD au parlement de Madrid. La seule chose qui aurait pu changer la situation de blocage aurait été une négociation directe avec les centristes, soit UCD, et reléguer aux oubliettes le conflit identitaire, quelque chose d'absolument inconcevable pour les fustériens et pour la gauche en général, largement imprégnée des consignes pancatalanistes.

C'est après un an, et un coup d'état raté (23 février 1981) que les socialistes valenciens, consentirent à revenir au *Consell* et aux négociations pour le statut. Cela demanda d'ailleurs l'implication personnelle d'Alfonso Guerra, numéro deux du PSOE, parlementant avec Fernando Abril Martorell<sup>846</sup>, pour que les socialistes sortent de leur obstination et de leur immobilisme. Le 10 avril 1981, les parlementaires valenciens (députés et sénateurs) se réunirent enfin pour désigner une équipe de cinq personnes qui allaient se charger de rédiger le texte du futur statut d'autonomie valencien. Celle-ci se composa de deux socialistes (PSPV-PSOE), deux centristes (UCD) et un communiste. Pour les socialistes les deux représentants furent Joan Lerma, secrétaire général du parti et Felipe Guardiola Sellés, un dirigeant éminent d'Alicante. Pour les

---

<sup>844</sup> Jesús Sanz: *La cara secreta de la política valenciana. De la predemocracia al estatuto de Benicassim...*, op. cit., p. 254.

<sup>845</sup> *ibidem*.

<sup>846</sup> Benito Sanz Díaz et Josep Maria Felip i Sardà: *La Construcción política de la Comunitat Valenciana...*, op. cit., p 387.

centristes les deux élus furent Luis Berenguer Fuster et José Ramón Pin Arboleda. Le communiste désigné fut Antonio Palomares. Nous tenons à apporter les précisions très significatives que font B. Sanz et J. M. Felip, qui rapportant une citation de V. Garrido pour expliquer que la proposition des socialistes d'admettre des représentants nationalistes fut rejetée, y compris par certains socialistes qui votèrent contre l'idée de grossir l'équipe de négociateurs :

Ni la UCD ni el aparato del partido socialista deseaban que estuvieran en dicha comisión, a juzgar por el resultado de la votación, considerando que al menos tres socialistas votaron a favor de la propuesta centrista de que la comisión contara con cinco miembros. Se pensaba que la presencia de socialistas nacionalistas entorpecería seriamente la negociación estatutaria.<sup>847</sup>

Sur quoi ils marquent leur insistance à souligner cet aspect : "Ningún miembro de los sectores nacionalistas de los partidos parlamentarios participó directamente en la redacción del Estatuto, dato importante a tener en cuenta"<sup>848</sup>. Effectivement c'est un point à tenir en compte, néanmoins, le sujet des symboles n'en sera pas plus facilement réglé. Le premier mai suivant (1981), le texte était théoriquement prêt pour être approuvé. Et les négociations avaient donné le résultat suivant quant aux symboles. La dénomination du territoire valencien requérait d'une longue explication pour faire figurer à la fois les deux noms, mais pour finalement faire primer celui de "Pays Valencien" : "El pueblo valenciano, cuya forma histórica de institucionalización política fue el Reino de Valencia, se constituye en comunidad autónoma de acuerdo con lo dispuesto en la Constitución y en el presente Estatuto con la denominación de País Valenciano"<sup>849</sup>. Pour ce qui était du drapeau l'accord avait donné le résultat suivant : "La bandera del País Valenciano está compuesta por cuatro barras rojas sobre fondo amarillo con franja azul junto al asta, sobre la que se sitúa el escudo del Consell"<sup>850</sup>. Quant à la langue on avait jugé que : "Las dos lenguas oficiales de la comunidad autónoma son el valenciano y el castellano. Todos tienen el derecho a conocerlas y usarlas"<sup>851</sup>. Quoique les représentants de gauche avaient considéré cet accord comme politique, les deux représentants d'UCD, Luis Berenguer Fuster et José Ramón Pin Arboleda spécifièrent qu'en matière de drapeau et dénomination, ils ne

---

<sup>847</sup> *Ibidem*, Sanz et Felip citent : V. Garrido: 154.

<sup>848</sup> *Ibidem*.

<sup>849</sup> Manuel Muñoz: "Un largo y tortuoso camino". *El País*, 10/03/1982. Consulté le 14/12/2016. [http://elpais.com/diario/1982/03/10/espana/384562810\\_850215.html](http://elpais.com/diario/1982/03/10/espana/384562810_850215.html)

<sup>850</sup> *Ibidem*.

<sup>851</sup> *Ibidem*.

signaient l'accord qu'à titre personnel<sup>852</sup>, bien conscients que l'objectif du parti n'était pas atteint sur ce point.

Mais pour connaître la nature des concessions faites des deux côtés, il est nécessaire de montrer les positions initiales de départ. La gauche défendait la dénomination de "Pays Valencien" et proposait que le drapeau soit établi par loi, depuis la Généralité. Ce qui était une manière de miser sur la *cuatribarrada*, attendu que la gauche, escomptait avoir la majorité dans le prochain gouvernement valencien ; chose qui effectivement se produisit, et le calcul n'était pas si hasardeux, car le parti UCD commençait à entrer en décomposition sur le plan national, les socialistes se voyaient proches du pouvoir à Madrid, et ils avaient espoir de confirmer leur majorité à Valence, vu les effets de la grave crise économique. Pour la langue on acceptait ce qui était décidé dans le sens où on ne spécifiait pas "langue valencienne", mais seulement "valencien". Ceci était suffisant pour continuer à revendiquer que le valencien est une langue dérivée du catalan ; thèse alors défendue par la gauche, qui reproduisait textuellement les consignes des professeurs universitaires fustériens dont Manuel Sanchis Guarner en premier chef.

Du côté d'UCD, les positions initiales avaient été les suivantes. Le nom du territoire valencien devait être "Reino de Valencia". Le drapeau devait avoir les quatre barres sur fond rouge, avec la frange bleue, mais aussi la couronne, ainsi que les trois blasons des provinces valenciennes situés sur un fond rouge. Pour la langue, l'objectif était de spécifier "langue valencienne" pour préserver l'originalité valencienne, et ne pas permettre une absorption normative.

Si la gauche semblait céder, cela n'était qu'une simple impression d'optique, en réalité elle faisait semblant, se limitant à éviter le choc frontal, raison pour laquelle, les négociations avaient été aussi rapides. La stratégie était de "laisser la porte ouverte"; et nous reprenons ici textuellement l'expression de Jordi Pujol employée au Parlement, car c'était bien de cela qu'il s'agissait. Les catalanistes ont toujours misé sur cette stratégie du dosage, et ils sont parvenus à leurs plus grands objectifs grâce à cette conviction qu'un objectif ambitieux ne peut pas s'atteindre en une seule

---

<sup>852</sup> *Ibidem.*

enjambée. Quelque chose que les socialistes valenciens n'avaient pas bien compris au début. Mais visiblement ils allèrent à Benicasim (première réunion), avec la leçon bien apprise, cette fois-ci. Paraissant céder, ils ne faisaient que préparer les bases pour rendre réalisable leur objectif. En effet, ils admettaient la frange bleue, sur le drapeau mais s'assuraient en échange, de faire disparaître cette très gênante couronne par rapport aux futurs "Pays catalans" ambitionnés par eux. En fin de compte ce n'était qu'une petite concession qui consolidait le pacte pour la dénomination de "Pays Valencien", celui-ci parvenait définitivement à gommer toute trace de cet ancien royaume valencien, censé mettre en porte à faux les comtés catalans.

Tout ceci explique le postérieur périple de l'*Estatut de Benicàssim* (10/04/1981), rebaptisé *Estatut de Penyscola*. Car effectivement dès la première réunion des parlementaires, le désaccord se manifestait. Il est vrai que le 12 juin (1981), le texte fut approuvé par la majorité mais c'est parce qu'il fut voté par l'assemblée des parlementaires, où la gauche était majoritaire. Le parti UCD ne put se limiter qu'à apporter une liste d'amendements, en particulier sur les symboles. Comme on remarque depuis la page officielle du Congrès : "No se salvaron las diferentes posturas ante la denominación, la bandera, la division comarcal, la diputaciones provinciales, las mayorías par la adopción de acuerdos en las cortes y presidencia del Consell".<sup>853</sup> Or le 19 juin suivant à Peñíscola, l'assemblée réunissait cette fois les députés provinciaux, et là UCD avait la majorité, raison pour laquelle ce parti ne présenta pas d'amendements nouveaux, mais se contenta de réclamer que soient apportés en document annexe tous les amendements présentés dans l'assemblée antérieure, celle du 12 juin. Ce fut ce projet de statut, avec les modifications proposées (*Estatuto de Peñíscola*), qui fut présenté finalement à la Commission constitutionnelle du Congrès des députés le 29 juin 1981. Il est vrai que plusieurs députés d'UCD considéraient que le texte de Benicasim était acceptable, c'était la position des signataires du manifeste "Por la concordia y el Estatuto de Valencia"<sup>854</sup>. Pour eux ce texte était assimilable à un consensus, où deux partis semblaient avoir cédé sur leur position initiale pour atteindre un accord. Le fait est que

---

<sup>853</sup> <http://www.congreso.es/consti/estatutos/sinopsis.jsp?com=79>

<sup>854</sup> Jesús Sanz : *La cara secreta de la política valenciana. De la predemocracia al estatuto de Benicassim...*, op. cit., p.266.

l'analyse faite par d'autres, dont les principaux dirigeants, était autre. Fernando Abril Martorell et Manuel Broseta voyaient ce que d'autres ne voyaient pas, ou ne voyaient plus. Raison pour laquelle les fustériens situent toujours ces deux hommes comme les idéologues de l'antipancatalanisme. Tenons compte, comme expliquent B. Sanz et J. M. Felip, que Luis Berenguer Fuster et José Ramón Pin Arboleda avaient cédé pour éviter davantage de retard ("evitar más dilaciones"<sup>855</sup>) sur la route du statut. Et nous voulons souligner cette circonstance, car cela prouve combien UCD voulait autant ce statut, que pouvaient le vouloir les socialistes ou les communistes. Et dire, comme disent encore les fustériens aujourd'hui, qu'UCD était contraire au statut d'autonomie, est faux. On peut argumenter par contre qu'elle cherchait à détenir le pouvoir, à prendre les rennes du gouvernement régional, à créer des circonstances qui la favorise, comme le sujet des "diputaciones" pour préserver une majorité traditionnellement favorable ; soit, mais elle le faisait avec ces mêmes intentions que la gauche traçait ses propres stratégies, convoitant elle-même, et pour elle, le pouvoir. Donc pour nous, il devient indiscutable qu'UCD désirait autant le statut que la gauche. Et si le sujet des symboles a été si crucial, c'est parce que derrière eux existaient deux manières de concevoir le futur territoire valencien : une dans l'orbite catalaniste, qui donnait son aval à la nationalité catalane, et une autre espagnole, par le fait de se réclamer strictement valencienne. La gauche sous l'influence des fustériens souhaitait fixer les bases juridiques des futurs "Pays catalans", grâce à une dénomination et à des symboles qui rapprochent le territoire autonome valencien, au territoire autonome catalan. Des insignes différenciées comme la couronne ou la couleur bleue, seraient des handicaps. Les centristes voulaient justement éviter cela, conscients que de pareils symboles, seraient vite exploités par les catalanistes, qui affirmeraient avoir des preuves historiques et juridiques, donc indéniables de la catalanité des Valenciens. Rappelons comment Manuel Broseta avait attiré l'attention sur cet aspect : "Late el deseo de algunos de crear pilares básicos desde los que, al final, acabemos aceptando que somos "Països catalans", y que, en definitiva, compartimos la nacionalidad catalana"<sup>856</sup>. À ce niveau est-il nécessaire de préciser que ces piliers ("pilares") étaient

---

<sup>855</sup> Benito Sanz Díaz et Josep Maria Felip i Sardà : *La Construcción política de la Comunitat Valenciana...*, op. cit., p 389.

<sup>856</sup> Manuel Broseta Pont: "La paella de 'El Països Catalans'". *Las Provincias*, 23/07/1978, p. 5.

les symboles ? Et sinon comment interpréter la réaction de Vicent Flor<sup>857</sup> qui se lamente amèrement que le drapeau valencien soit finalement celui défendu par les *blaveros*, et que la *cuatribarrada* soit perçue comme le drapeau de la Catalogne. Sur ce point nous pouvons constater comment le glissement a été réalisé de telle façon que le drapeau de l'ancienne couronne d'Aragon est devenu dans les mentalités en général, la couronne catalane. Soit une couronne qui n'a jamais existé.

Après deux réunions techniques (13 octobre et 25 novembre) la Commission constitutionnelle approuvait une grande partie des amendements présentés par UCD, précisément ceux relatifs aux symboles. On acceptait la désignation de "Royaume de Valence", on validait le drapeau originellement revendiqué avec la frange bleue couronnée, ainsi que les trois blasons des trois provinces, et on approuvait la désignation de "langue valencienne". UCD paraissait gagner par K.O., mais le statut ne fut pas voté majoritairement par les députés au Parlement, et le texte retourna alors à la Commission pour une nouvelle formulation. Ensuite les socialistes lancèrent un ultimatum, menaçant d'abandonner tout le processus. Les explications apportées dans la "Sinopsis del Estatuto de la *Comunitat Valenciana*" sont assez éloquentes : "Si esto fue así técnicamente, en el plano político lo que demostró la posterior explicación de voto fue la inexistencia de acuerdo sobre los puntos claves del Estatuto : denominación símbolos y Diputaciones"<sup>858</sup>. À ce moment-là un autre mouvement de contestation se produisait à l'intérieur d'UCD, dont l'acteur principal fut Joaquín Muñoz Peirats, qui soutenu par un groupe de militants proposa une solution de consensus avec la dénomination "Comunidad Autónoma Valenciana", qui ne fut pas non plus acceptée, mais qui marqua la direction du déblocage, puisque la formule finalement choisie a été très ressemblante. Enfin le 28 avril 1982 fut définitivement approuvé l'*Estatut d'autonomia de la Comunitat Valenciana*, ratifié par le Sénat en date du 15 juin 1982. Le drapeau était celui de la ville, c'est-à-dire la frange bleue couronnée, sans les blasons des autres provinces et l'on ne touchait pas à la dénomination de la langue valencienne, qui restait simplement "valencien".

---

<sup>857</sup> Vicent Flor: *L'anticatalanisme al País Valencià. Identitat i reproducció social del discurs del 'blaverisme'...*, op. cit., p. 569.

<sup>858</sup> <http://www.congreso.es/consti/estatutos/sinopsis.jsp?com=79>

Si des tensions s'étaient produites dans le parti centriste, - parti qui entraînait en décomposition nationale indépendamment de la question identitaire - celles des partis de gauche ne furent pas moins significatives. Lors du Troisième Congrès (3 et 31 janvier 1982 à Benicasim) les socialistes valenciens feraient une mutation vers le pragmatisme, en commençant à marginaliser le secteur ouvertement nationaliste et fustérien. Ceux-ci perdraient définitivement les postes clés qu'ils avaient occupé à l'intérieur du parti socialiste. Des trois factions qui se présentèrent au Congrès, ce fut la faction officialiste qui gagna, celle dirigée par Joan Lerma, secrétaire général et futur premier président de la Généralité valencienne. Une autre faction, celle désignée comme "Izquierda socialista", se voulant critique, dans le sens plus marxiste, se retrouva en minorité, et la même chose se produisit pour la faction nationaliste d'Alfons Cucó, Segundo Bru, Andrés García Reche, Manuel Girona et Vicent Soler Marco, militants les plus significatifs. La description que font à nouveau B. Sanz et J. M. Felip du secteur nationaliste est assez significative :

Estos habían ido configurando un sector definido y claro dentro del socialismo valenciano, defendiendo posturas de un nacionalismo radical, con muy escasa base social, muy ideologizados y defensores de posturas muy poco negociables con la UCD después de los acuerdos autonómicos UCD- PSOE. En este sector estaban básicamente, miembros del ex-PSPV integrados en el PSOE en junio 1978.<sup>859</sup>

B. Sanz et J. M. Felip précisent d'ailleurs que leur sectarisme les avait déjà poussé à une certaine marginalité à l'intérieur du parti, bien avant le congrès, et nous devons comprendre à partir même des négociations avec UCD, où ils n'avaient pas été admis. Néanmoins nous avons vu, que cela n'empêcha pas les socialistes de lutter jusqu'au bout, pour des symboles pancatalanistes. Notons d'ailleurs l'axe d'influence qu'avaient acquis ces pancatalanistes : "Además tenían en contra a la mayor parte del "oficialismo" del partido, que los acusaban de "montar aparatos" de partido, al margen de la organización en las instituciones -Diputación de Valencia, básicamente-"<sup>860</sup>. Rappelons à ce sujet que la *Diputación de Valencia*, soit le conseil général était aux mains des socialistes, tandis que celui de Castellón et d'Alicante étaient contrôlés par les centristes. Finalement pour mettre en évidence la réaction pragmatique des

---

<sup>859</sup> Benito Sanz Díaz et Josep Maria Felip i Sardà: *La Construcción política de la Comunitat Valenciana...*, op. cit., p 394.

<sup>860</sup> *Ibidem*, p. 396.

socialistes valenciens, il nous suffit de rapporter ces dernières explications de B. Sanz et J. M Felip :

Otra clave de este congreso será la de que los "nacionalistas" ex-PSPV, que habían entrado en la ejecutiva en junio de 1978 - como Alfons Cucó o Segundo Bru, tras la unidad socialista - saldrán en este congreso, y ya no se les incorporará en ninguno de los siguientes ni siquiera a título personal. Se desintegraron como corriente. La identidad que defienden como sector se disolverá con el Estatuto de Benicasim.<sup>861</sup>

Plus significatif encore nous paraît le commentaire de Joan Lerma qui aurait défini le nationalisme défendu depuis les secteurs fustériens comme un "nationalisme de laboratoire, d'université sans racine populaire"<sup>862</sup>. L'auteur Vega Rodríguez-Flores Parra nous le rapporte en ajoutant que ce serait là le reproche dirigé à Albiñana quelques mois après la crise du *Consell*. Bien que le parti pris de cet auteur pour le fustérianisme est évident tout au long de son article, elle est obligée de reconnaître que : "Si la défense de ces postulats n'avaient pas été refusés par la société civile et par le parti gouvernant, qui, ni à Madrid, ni à Valence, facilitait un rabaissement de la tension, très probablement ces renoncements ne se seraient pas produits"<sup>863</sup>. Voilà pour nous une affirmation tout à fait contradictoire, puisqu'elle vient d'assumer elle-même que ces postulats étaient refusés par la société valencienne. Le fait d'avoir insisté d'une manière si obstinée et si maladroite a eu comme résultat de provoquer la "Bataille de Valence" et le retard manifeste de l'accès au statut d'autonomie valencien. La preuve, que c'est bien cette conclusion qu'il faut en tirer, elle déclare : "Mais le fait est que les secteurs du PSPV-PSOE qui croyaient dans le Pays Valencien, que le parti avait défendu jusqu'alors, étaient plutôt minoritaires et perdaient des adeptes à mesure que la population donnait son appui à ces questions"<sup>864</sup>. Et elle explique fort justement ce que les Valenciens attendaient dans leur majorité de la part des socialistes, non pas une défense identitaire mais une défense sociale : "L'autonomie était surtout pour les libertés et la démocratie, et rapprocher davantage le pouvoir du peuple, obtenir une meilleure rationalisation [du système], mais pas une affirmation différenciée de l'espagnole"<sup>865</sup>. Elle ne pouvait pas le dire plus

---

<sup>861</sup> *Ibidem*.

<sup>862</sup> Vega Rodríguez-Flores Parra: "El PSPV-PSOE i l'abandó del Consell pre-autonomic". *De país a comunitat. Valenciannisme polític i regionalisme...*, op. cit., p. 660.

<sup>863</sup> *Ibidem*, p. 659.

<sup>864</sup> *Ibidem*.

<sup>865</sup> *Ibidem*.

clairement, raison pour laquelle nous insistons pour mettre en évidence les méthodes retorses dont se servirent les nationalistes à l'intérieur des deux partis de gauche majoritaires, pour imposer des priorités qui n'étaient pas celles que le peuple avaient exprimé le 15 juin 1977. Lorsque Manuel Broseta accusait la gauche de ne pas se définir clairement sur la question identitaire, il mettait à nouveau le doigt sur les contradictions de ces partis, et surtout sur cette stratégie de camouflage systématique dont a usé le fustérianisme pour s'incruster dans la politique valencienne, en particulier à gauche de l'hémicycle, en prévision de la logique explosion des revendications sociales après la dictature. Ce commentaire fait par Vicent Flor, dans l'introduction d'un autre livre : "Les choses, c'est sûr, auraient pu se passer autrement"<sup>866</sup>, n'est destiné qu'à perpétrer cette cérémonie de la confusion, surtout depuis l'université, qui continue à user de sa position privilégiée en tant que centre d'éducation et de culture, pour imposer une vision de l'histoire qui trahit la vérité. Toute une bibliographie s'est créée précisément à cet effet, dont ces livres que nous avons cités. Ensuite l'arme privilégiée reste la langue valencienne, assimilée à la catalane. Le fait que, dans le statut d'autonomie, le nom de la langue valencienne restait réduite à la simple désignation de "valencien" a produit un résultat trompeur : faire croire que la "bataille de Valence" ait apparemment pris fin. En réalité toutes les conditions de base ont été conservées pour en faire une guerre permanente. Vicent Flor en témoigne dans sa thèse lorsqu'il reconnaît lui-même que cette guerre se prolonge<sup>867</sup>.

---

<sup>866</sup> Vicent Flor : *De país a comunitat. Valencianisme polític i regionalisme...*, op. cit., p. 615.

<sup>867</sup> Vicent Flor: *L'anticatalanisme al País Valencià. Identitat i reproducció social del discurs del 'blaverisme'...*, op. cit., p. 19.



**Cinquième partie**

**UNE FAUSSE VICTOIRE**

## Introduction de la cinquième partie

Nous croyons qu'il faut comprendre la fin de la "bataille de Valence", comme le réajustement des véritables résultats électoraux valenciens : c'est-à-dire une fois que les pancatalanistes ont été écartés ou marginalisés à l'intérieur des grands partis majoritaires, où ils avaient eu un ascendant qui ne correspondait pas aux véritables attentes de la société. D'ailleurs une fois regroupés à l'intérieur de partis exclusivement valenciens, ceux-ci ont commencé à revendiquer les principes pour lesquels ils s'étaient toujours mobilisés, fondamentalement la feuille de route fustérienne, soit marcher vers la formation d'un "Pays Valencien" de nationalité catalane, et fédéré, voire intégré à l'intérieur de la Catalogne. Dès 1983, au cours des premières élections régionales la coalition *Unitat del Poble Valencià*, défendait ces thèses, et récoltait seulement 58 712 votes, soit 3,09% des suffrages, démontrant une nouvelle fois la faible acceptation des idées pancatalanistes à l'intérieur de la société valencienne. Pendant plus de vingt ans, autant la coalition que les quelques partis très minoritaires qui revendiquaient le projet pancatalaniste sont restés totalement en marge de la vie parlementaire, ne parvenant nullement à dépasser le seuil minimum des 5% du corps électoral. Seules les élections municipales leur ont permis d'avoir une faible visibilité politique à travers quelques conseillers. En fait, la barrière des 5% ne parvient à se briser qu'en 2003 (élections municipales : 5,69% - 139 307 votes), et encore au prix de multiples alliances, principalement avec des partis de gauche, les communistes, et un écologiste à partir de 1995. Aux élections régionales en 1987 ils ont une présence diffuse grâce à un pacte avec les communistes d'*Izquierda Unida* (6 députés, dont 2 pour *Unitat del Poble Valencià*), pacte qui s'est brisé très rapidement, car les deux députés nationalistes ont préféré rejoindre le groupe mixte. Ce n'est qu'après cette chaîne réitérative d'échecs, que certains militants ont commencé à remettre ouvertement en question le paradigme fustérien, et à considérer que le nationalisme valencien devrait d'abord commencer à se penser par rapport à lui-même, et non pas par rapport à un tiers. Sans renoncer totalement au cadre, et au

projet des "Pays Catalans", une scission (*Partit Nacionalista Valencià*) met en pratique cette idée et resitue dans son discours le territoire valencien au centre du projet politique, au lieu de continuer à le considérer en tant que périphérie catalane. Cette mutation prend un nom, c'est ce que l'on désigne la troisième voie. Nous croyons que celle-ci met bel et bien en évidence les limites du pancatalanisme qui n'a jamais pu arriver à être un mouvement de masse. Il a été nécessaire de le reconfigurer, de le rendre plus valencien, et surtout d'opérer comme toujours de multiples alliances à gauche, avec les communistes et même les écologistes pour le camoufler, le présenter comme un mouvement de contestation populaire et de progrès. C'est seulement dans ces conditions qu'il a commencé à avoir une timide présence au parlement régional. Pour ce qui est de la langue, l'itinéraire a été différent par le fait que l'université relayée par les socialistes au gouvernement de la *Generalitat* a pu quasiment assurer le triomphe des thèses pancatalanistes.

Tenons compte que l'université valencienne n'a pas arrêté de défendre le caractère prétendument scientifique des "Bases de Castellón", depuis le pupitre académique elle a invalidé d'office toute réaction hostile, avec les arguments habituels d'une prétendue raison scientifique non questionnable. Si au niveau politique il se produisait un réajustement, et un déplacement manifeste des pancatalanistes vers la marginalité, au niveau académique, il se produisait exactement le contraire. Ceci explique que les "Bases de Castellón" aient été reconnues comme officielles, contredisant le critère de la *Real Academia de Cultura Valenciana* qui revendiquait les "Normes del Puig", dites sécessionnistes ; pourtant celles-ci étaient porteuses du sentiment majoritaire exprimé par la société valencienne qui d'une manière atypique avait rejoint le mouvement "blavero". Autrement dit, le rejet de l'assimilation politique et culturelle de la région valencienne à la Catalogne avait été largement démontré. La solution de compromis qu'a représenté en 2001, la création de l'*Academia Valenciana de la Llengua*, est vite devenue un mirage. L'élection des membres de cette haute institution valencienne a très tôt mis en évidence le haut niveau de politisation qui a accompagné tous ses actes et déclarations. Ainsi la parution du dictionnaire d'orthographe et de prononciation du valencien, en 2006 a consacré la prédominance des formes catalanes sur les valenciennes et a prouvé la victoire des thèses

pancatalanistes. Le résultat est que le théorique remède qui devait éradiquer le conflit linguistique, est devenu un nouveau chemin tortueux d'où continuer la guerre entre pancatalanistes et anti-pancatalanistes.

## Douzième chapitre - La reconfiguration du plan pancatalaniste ou "la troisième voie"

### 12.1 - La barrière des 5% et le carcan fustérien

La première coalition nationaliste, *Unitat del Poble Valencià* s'est formée sur la base de quelques groupements locaux qui avaient eu de bons résultats aux premières élections municipales de 1979. Antoni Rico i García nous explique que c'est le fait que, dans certains cas, ces formations avaient pu récolter plus de voix que le parti communiste qui avait suggéré d'adopter ce type de stratégie. Ces partis locaux étaient l'ASIX (*Agrupació de Socialistes Independents de Xàtiva*) la EUG (*Esquerra Unida de Gandía*) et l'EIC (*Esquerra Independent de Castelló*). Le succès de ces quelques conseillers présents dans certaines mairies, encouragea en avril 1980, à organiser un premier groupe, le *Front d'Esquerra Nacional*<sup>868</sup>, qui attirait vers lui toutes ces formations de gauche qui n'avaient pas eu de représentation parlementaire, comme le MCPV (*Movimiento Comunista del País Valencià*), la LCR (*Liga Comunista Revolucionaria*) ou le POUM (*Partido Obrero Unificado Marxista*). Le projet fut ainsi poursuivi par les fustériens refoulés des partis étatiques, notamment ceux qui avaient refusé la fusion du PSPV avec le PSOE, et aussi ceux qui avaient été expulsés du PCPV, outre ceux qui avaient tout simplement déserté d'une part ou d'autre. Antoni Rico i García<sup>869</sup> explique l'évolution de ces deux premières formations nationalistes : EUPV (*Esquerra Unida del País Valencià*) et AEPV (*Agrupació d'Esquerra del País Valencià*) qui furent renforcées par le PNPV (*Partit Nacionalista Valencià*), et qui mirent ensemble les bases de la principale coalition fustérienne, qui chercherait vainement sa place dans le panorama politique valencien pendant les deux décennies suivantes.

Le premier, EUPV (*Esquerra Unida del País Valencià*) venait de ces premiers militants du PSPV, qui avaient refusé de s'intégrer dans le PSOE, en avril 1978. Il

---

<sup>868</sup> Antoni Rico i García: "D'esquerres i valencianistes. Els casos de l'EUPV i l'AEPV, durant la transició (1977-1982)" dans : *De país a comunitat. Valencianisme polític i regionalisme...*, op. cit., p.738.

<sup>869</sup> *Ibidem*, p.729-748.

s'agissait de fustériens décidés à continuer le chemin politique, tandis que d'autres avaient préféré renforcer les tranchées culturelles en rejoignant les rangs de la société *Acció Cultural del País Valencià*, déjà mentionnée, créée par Eliseu Climent et présidée par Joan Fuster. L'auteur nous dit qu'en mai 1981, Vicent Pitarch, ami personnel de Fuster<sup>870</sup> et activiste de l'EIC, abandonnait son poste de conseiller à la mairie pour se consacrer pleinement à organiser l'EUPV. Le 12 avril 1981 le parti faisait sa présentation officielle au théâtre *Escalante* de la capitale valencienne, se revendiquant comme la représentation d'un "courant radical de gauche et nationaliste du Pays Valencien"<sup>871</sup>. Le cadre national de référence était bel et bien celui des "Pays catalans", quoique selon l'auteur il existait une marge de liberté quant à choisir une formule sécessionniste, vis-à-vis de l'Espagne, ou bien accepter un cadre fédéral ; mais dans les deux cas, l'horizon politique et national restait le même : la "nationalité catalane". On réclamait le même drapeau, soit la *cuatribarrada*, comme unique représentation institutionnelle, et le catalan comme langue officielle. A. Rico i García, parle de "lot symbolique"<sup>872</sup> fustérien. Tout ceci avait lieu, dans un contexte où le statut de Benicasim était en passe d'être accordé entre le PSPV-PSOE et UCD, raison pour laquelle les critiques ciblaient tout particulièrement cet accord. Elles prirent d'ailleurs la forme d'un document publié en mai 1981, intitulé : "*Anàlisis de l'Estatut de Benicàssim*". Le statut était dénoncé comme contraire aux intérêts valenciens, voire favorable au centralisme. En échange, depuis EUPV, on revendiquait l'institutionnalisation des relations avec les autres "Pays catalans", et l'on insistait sur l'unité de la langue, ce qui prouvait que la revendication était bel et bien le cadre national catalan. On préconisait l'université comme unique entité capable de certifier les origines du valencien, en opposition aux initiatives prises par le *Consell*, alors aux mains d'UCD, notamment le décret de bilinguisme dont nous reparlerons dans la partie suivante.

Le deuxième parti qui intervint également fut l'AEPV (*Agrupació d'Esquerra del País Valencià*). Là A. Rico i García nous informe que ce parti fut le résultat de l'échec

---

<sup>870</sup> *Ibidem*, p. 739. Sur ce point Rico i Garcia recommande : J. Fuster: *Correspondència 14. La generació des seixanta*, Tres i Quatre, València, 2013.

<sup>871</sup> *Ibidem*, p. 741.

<sup>872</sup> *Ibidem*.

des nationalistes communistes à l'intérieur du PCPV, ceux-ci avaient commencé à s'éloigner dès l'été 1981, c'est-à-dire après le premier accord sur le statut de Benicasim, lorsque les négociations avec UCD, commençaient à donner des résultats encourageants. Là aussi tous les mécontents et expulsés d'autres partis furent les bienvenus. A. Rico i García dit qu'il s'agissait de construire un parti pleinement "national", sans lien avec le centralisme, modérément de gauche où "pourraient trouver leur place tous les déçus des partis étatiques"<sup>873</sup>. Parmi les militants qui s'y retrouvèrent on peut citer Ernest García, ancien secrétaire général du PCPV, Jaume Lloret, le maire de Sueca (village de Fuster) expulsé du PCPV, mais aussi Vicent Ventura, ex-PCPV, Josep-Lluís Blasco en provenance du SPAN, Gustau Muñoz, ex PSPV, ou un indépendant comme Pere Mayor. Dès le printemps 1981 le parti était en gestation, et bien que certains membres importants comme Doro Balaguer assurent, que Fuster ne participait pas directement à son organisation, il n'en reste pas moins que dans l'article on reconnaît ouvertement que cette formation "avait une vision sur le processus du statut très ressemblante, pour ne pas dire la même, que celle de Fuster"<sup>874</sup>. De fait autant l'EUPV, que l'AEPV étaient d'accord pour combattre le statut d'autonomie négocié. Le 9 octobre 1981, alors que le statut n'était pas encore approuvé au Parlement, on pouvait observer l'antagonisme entre fustériens et non fustériens, lors des actes de célébration de la fête de Valence. D'un côté, les partis majoritaires s'étaient rassemblés pour aller ensemble à la procession civique, ce qui signifiait voir côte à côte le PSPV-PSOE, PCPV-PCE et UCD, tandis que de l'autre le PSAN, MUPV, PNPV (*Partit Nacional del País Valencià*), ex PSPV, ex UDPV, ex PDLPV et ex-PCPV (Ernest García, Doro Balaguer) se ralliaient à ACPV (*Acció Cultural del País Valencià*). Cette image illustre parfaitement la ligne de division<sup>875</sup> créée à l'intérieur de la société valencienne.

Le troisième parti, le PNPV (*Partit Nacionalista del País Valencià*), avait eu une autre genèse, il était le résultat de la désertion de Francesc de Paula Burguera de la coalition UCD. Il s'était créé officiellement le 7 octobre 1978, et avait attiré aussi divers

---

<sup>873</sup> *Ibidem*, p. 743.

<sup>874</sup> *Ibidem*, p. 746.

<sup>875</sup> Benito Sanz Díaz et Josep Maria Felip i Sardà: *La Construcción política de la Comunitat Valenciana...*, op. cit., p 357.

mécontents comme Vicent Blasco (ex-UDPV) et Vicent Pons (ex-PSPV). Au cours des élections de 1979 le parti avait obtenu certains conseillers, et même un nombre très restreint de mairies. L'auteur Ignaci Escandell García<sup>876</sup> assure qu'il existait une diversité idéologique au sein du PNPV, et que ce fut le courant social-démocrate qui s'imposa lors du premier congrès<sup>877</sup> du parti, célébré à la fin de 1979. Là aussi on était d'accord pour rejeter le statut négocié par les partis étatiques, pour en échange revendiquer le statut de Morella, ouvertement pancatalaniste, et insister sur le droit à l'autodétermination. Vu la faible implantation du parti, en 1981, les plus critiques recommandèrent de s'unir à la coalition qui se préparait entre EUPV et AEPV. Le 9 mars 1982 apparaissait dans le journal *Diario de Valencia*, l'article : "Valencians i valencianas, el País Valencià está en perill" (Valenciens et Valenciennes, Valence est en danger). Ces trois partis affirmaient être les défenseurs des intérêts valenciens, au-delà de tout intérêt purement politique. I. Escandell García affirme que les bases de la coalition se fondaient sur divers points essentiels : 1/ la lutte pour un gouvernement propre, 2/ la reconnaissance officielle de l'unité de la langue valencienne avec la catalane, 3/ la récupération des symboles pancatalanistes, et 4/ la critique contre les partis étatiques qui selon ces trois signataires ne tenaient pas en compte l'identité différenciée du "Pays Valencien". En 1983, la coalition, *Unitat del Poble Valencià* devenait une réalité juste à temps pour se présenter aux élections régionales de mai. Elle n'obtint que 58 712 votes, soit 3,07% des suffrages, mais I. Escandell García, assure que le nombre de votants croissait. Il indique aussi que la coalition, sous l'influence du parti AEPV défendait des positions sociales avec la même énergie que les positions nationales, ce qui justifie pour lui le précoce départ de Burguera, en juillet 1983. Burguera avait tenté de créer un parti transversal mais les contradictions ou indéfinitions du fustérianisme s'étaient imposées. Un pareil résultat prouve à nouveau la confusion dans laquelle se sont toujours trouvées les thèses fustériennes sous l'aspect politique. Les fustériens n'ont eu finalement pas d'autre recours que d'appuyer leurs raisonnements sur une analyse prétendument marxiste de l'histoire des Valenciens pour se tailler une place dans le panorama politique régional, mais en

---

<sup>876</sup> Ignasi Escandell García: "El nacionalisme valencià. Els casos del PNPV i la UPV (1978-1983)" dans : *De país a comunitat Valencianisme polític i regionalisme...*, op. cit., p.751-769.

<sup>877</sup> *Ibidem*, p. 757.

réalité leur objectif n'a jamais été social, mais exclusivement national et catalan. Un autre point qui a aidé aussi à cette confusion, est le fait que les fustériens ont voulu argumenter que Fuster n'avait pas stipulé un cadre juridique défini pour le territoire valencien à l'intérieur du cadre catalan. Et là nous devons dire que nous ne sommes pas d'accord, car il l'avait parfaitement défini dans son ouvrage *Qüestió de nom* :

L'idéal serait d'adopter, non pas la forme de "Grande Catalogne" mais simplement *Catalogne*, pour désigner nos terres. Cela oui, c'est une aspiration qui doit s'ajourner *sine die*. Nous pouvons préparer les conditions matérielles et morales pour qu'un jour ceci soit une réalité. Et pour cela, par certains moments il serait recommandable d'avoir une certaine prudence dans l'utilisation du mot "Catalogne". Nous devrions faire les plus grands efforts pour lui réserver dans le futur cette amplitude générale.

(l'ideal fora adoptar, no ja la forma "Catalunya Gran", sinó senzillament *Catalunya*, per designar les nostres terres. Ara bé: aquesta aspiració ha d'ajornar-se *sine die*. Podem preparar les condicions materials i morals perquè un dia sigui ja factible. I és per això que en certs moments caldria recomanar una cautela esmolada en l'ús de la paraula "Catalunya". Hauríem de fer els majors esforços per reservar-li en el futur aquella amplitud integral.)<sup>878</sup>.

Fuster préconisait bel et bien l'assimilation totale du territoire valencien au territoire catalan, au point même de renoncer à la dénomination de territoire valencien. Il est vrai qu'il reconnaissait qu'un pareil objectif n'était pas concevable sans étapes intermédiaires ; il se contentait donc de signaler l'objectif, et laissait la stratégie politique au gré des circonstances. Il s'agissait de voir quel parti aurait assez de soutien social pour mettre en marche les étapes. Ce qui justifie la présence de Fuster tout près de cette gauche militante, sans que pour autant il se soit érigé en leader, ni même en membre. D'où ce faux débat des fustériens dont l'objectif principal a été de nier le véritable message de Fuster, pour cacher littéralement à la société valencienne, son degré de radicalité. Nous pouvons apporter ici l'exemple d'Antoni Rico i García qui explique que : "Pendant les années soixante et début soixante-dix l'indéfinition de la proposition fustérienne par rapport au projet politique des Pays Catalans, ou par rapport au Pays Valencien lui-même, favorisait le fait que d'amples secteurs de la population puissent s'identifier comme fustériens"<sup>879</sup>. Et il précisait dans un paragraphe à part que :

Cette "indéfinition" que je signale doit se comprendre au sens strict par rapport au projet politique. Fuster à aucun moment ne définit l'articulation politique que doit avoir le Pays

---

<sup>878</sup> Joan Fuster : *Qüestió de noms...*, op. cit., p. 11.

<sup>879</sup> Antoni Rico i García: "Els casos de l'EUVPV i l'AEPV (1977-1982)" dans : *De país a comunitat Valencianisme polític i regionalisme...*, op. cit., p. 733.

Valencien dans le cadre de l'État espagnol, et encore moins la forme politique que doivent adopter les Pays Catalans: autonomie, fédéralisme, confédéralisme, indépendance. Ce sont des concepts que Fuster ne développe pas dans ses textes Par conséquent Fuster (reprenant ici une phrase ou une idée de F. Archilés, 2012) nous montre une nation qui n'est pas assumée par ses propres citoyens, puisqu'il ne justifie jamais quel statut juridique devait avoir cette communauté nationale.<sup>880</sup>

D'où bien sûr ces expressions vagues de dépasser les localismes, ou "fer país", qui prennent à présent tout leur sens, car en réalité Fuster ne s'est jamais soucié des aspects sociaux ou juridiques. A. Rico i García précise même que : "D'un point de vue politique le Suecain [sic soit Fuster] est resté impassible devant les interprétations que ses idées ont reçues entre 1960 et 1982"<sup>881</sup>. Nous répétons que Fuster, homme intelligent, et certainement inspiré par les stratégies de Prat, avait laissé volontairement dans le vague tous les aspects pratiques pour donner une liberté de manœuvre, autant à droite qu'à gauche du spectre politique valencien, la priorité suprême était d'arriver à réaliser la fédération du territoire valencien au catalan, comme première étape. L'insistance de tous les partis fustériens (EUPV, AEPV, PNPV) à revendiquer le droit à l'autodétermination sert précisément à assurer ce premier pas vers le regroupement "national catalan". Et rappelons que dans son livre, *Nous les Valenciens*, Fuster avait bien spécifié que peu importait qu'une initiative vienne de droite ou de gauche pourvu qu'elle soit positive. A. Rico i García témoigne lui-même que pendant la transition, Fuster se montrait favorable à des propositions ouvertement indépendantistes, venant des partis nationalistes : "L'identification se matérialise à travers certains articles ou Fuster pouvait affirmer être indépendantiste"<sup>882</sup>, ce qui prouve bien quel était l'ordre de ses priorités. Pour cette raison, nous considérons que toutes les spéculations suscitées, et toute la littérature qui en a découlé a été le produit exclusif des fustériens; leurs propres réflexions, auxquelles Fuster n'a jamais participé. Ce qui veut dire que chacun a compris ce qu'il a préféré comprendre, au point que le fustérianisme s'est installé au début des années soixante-dix autant à droite (UDPV) qu'à gauche, mais n'a trouvé finalement son support logistique que dans la gauche. Nous avons vu comment les élites financières ont rapidement débouté le projet fustérien, au point même que Francesc de Paula

---

<sup>880</sup> *Ibidem*, note en bas de page, numéro 9.

<sup>881</sup> *Ibidem*, p.733-734.

<sup>882</sup> Antoni Rico i García : "Els casos de l'EUPV i l'AEPV (1977-1982)" dans : *De país a comunitat Valencianisme polític i regionalisme...*, op. cit., p. 733. Note en bas de page, n° 10.

Burguera, ami personnel de Fuster se voyait obligé de quitter UPV (*Unitat del Poble Valencià*), parce que la coalition virait trop à gauche pour son goût. Et les fustériens n'ont jamais voulu reconnaître le vide social que représentent les thèses fustériennes ; ils se sont chargés d'inventer une littérature pour en faire des idées marxistes, alors qu'elles n'ont jamais été proprement marxistes. Le fait que Fuster ait répudié la bourgeoisie valencienne, ne l'a pas empêché de glorifier la bourgeoisie catalane. Finalement les critiques que Fuster a pu recevoir de certains de ses propres disciples comme Ernest Lluch<sup>883</sup>, ont été transformées en "amendements", selon les paroles choisies par A. Rico i García, qui prévient que ces amendements : "Doivent être compris comme une évolution de la pensée fustérienne"<sup>884</sup>. C'est pour cette raison que nous affirmons qu'il a existé, et qu'il continue d'exister, une véritable complicité de la part d'importants secteurs de l'université favorables au fustérianisme, qui s'attachent à donner une dimension sociale aux idées de Fuster, dimension sociale qu'elles n'ont jamais eue. N'oublions pas que le vrai nationalisme naît à droite, dans les milieux d'affaires, et qu'il est étroitement lié aux intérêts matériels, même si on les entoure d'une auréole nationale, comme nous avons pu voir dans la troisième partie de notre étude. Et Fuster le savait, c'est pour cette raison qu'il se plaignait si amèrement de la bourgeoisie valencienne, sur laquelle il savait qu'il ne pouvait pas s'appuyer. Cette complaisance de la part d'une certaine élite intellectuelle, envers Fuster, provoque un grand contraste avec la sévérité avec laquelle on a reproché à Vicente Blasco Ibáñez de n'avoir rien de concret à offrir dans son programme soi-disant républicain. L'exemple d'un des grands disciples de Fuster, le journaliste Vicent Ventura, est assez éloquent :

De cualquier modo Blasco fue un hombre inteligente como demostró a la hora de ganar dinero, colocándose y escribiendo para los aliados. Como político, Blasco Ibáñez fue un desastre. El partido que capitaneó solo tenía cuatro ideas viscerales, carácter interclasista, y una desbordante demagogia. Su partido, pese a que tenía como límites el camí de Trànsits, no por ello dejo de tener una influencia nefasta sobre todo en aquello del "regionalismo bien entendido. No puede decirse que fuese autonomista tal como hoy se entiende el término."<sup>885</sup>

---

<sup>883</sup> Voir le prologue écrit par lui (Ernest Lluch) du livre : *Introducció a l'economia del País Valencià*. (1980)

<sup>884</sup> Antoni Rico i García : "Els casos de l'EUPV i l'AEPV (1977-1982)" dans : *De país a comunitat Valencianisme polític i regionalisme...*, op. cit., p. 734.

<sup>885</sup> Vicent Ventura: "Un político desastroso". *Valencia Semanal*, Nº 7, enero 1978 (22/01-29/01), p. 33.

Tout son raisonnement était couronné par cette conclusion "Blasco no hizo sino sucursalizar el País"<sup>886</sup>. L'opinion de J. L. León Roca, spécialiste de l'oeuvre de Blasco Ibañez n'est pas plus indulgente : "Pienso que Blasco murió en el momento oportuno para llegar a convertirse en un símbolo. De haber sobrevivido, los acontecimientos políticos le hubieran barrido, como a todos los hombres de la República"<sup>887</sup>.

Plus prudent, Antoni Rico i García préfère affirmer que le principal apport de Fuster a été de mettre au centre du débat de la société valencienne la question : "Qui sommes-nous les Valenciens?"<sup>888</sup> Malgré tout il apporte lui-même les références d'un professeur, Manuel Alcaraz, qui en 1985, s'est attaché à expliquer, voire créer sous une formule politique le "paradigme fustérien"<sup>889</sup> à travers son ouvrage *Cuestión nacional y autonomía valenciana*. Il en a écrit un autre plus critique en 1995 : *Penúltim ensaig d'aproximació al valencianisme polític (Avant-dernier essai d'approximation au valencianisme politique)*. Ce qui prouve les efforts réitératifs menés par un secteur du monde universitaire, qui s'est ingénié à donner une consistance politique de gauche et sociale au fustérianisme. Néanmoins il existe une donnée objective très significative, qui met en porte-à-faux tous ces efforts, le fait que la réorganisation du fustérianisme à l'intérieur de ces partis minoritaires de gauche se soit faite sans la collaboration active de Fuster, comme nous avons signalé avant. D'ailleurs Fuster ne pouvait pas dissimuler sa déception devant les événements, comme souligne A. Rico i García<sup>890</sup>. Mais là aussi pour le protéger, celui-ci assure que Fuster n'eut jamais la prétention d'être un homme politique<sup>891</sup>. Une affirmation qui signifie revenir à cette contradiction perpétuelle du nationalisme valencien qui reconnaît Fuster comme son maître à penser, mais qui en même temps ne lui reconnaît pas son caractère politique. S'il n'était pas le leader défini d'un parti politique il était malgré tout le principal inspireur de tous ces groupuscules valencianistes qui essayaient de se réorganiser. De toute façon Fuster avait compris la dimension de son échec, et il devait pressentir qu'à l'intérieur des partis de gauche surgirait toujours le débat inévitable autour de la

---

<sup>886</sup> *Ibidem*.

<sup>887</sup> J. L. León Roca: "Murió oportunamente". *Valencia Semanal*, N° 7, enero 1978 (22/01-29/01), p. 33.

<sup>888</sup> Antoni Rico i García: "Els casos de l'EUVPV i l'AEPV (1977-1982)" dans : *De país a comunitat Valencianisme polític i regionalisme...*, op. cit., p. 731. Note en bas de page, n° 5.

<sup>889</sup> *Ibidem*.

<sup>890</sup> *Ibidem*, p. 733.

<sup>891</sup> *Ibidem*, p. 745.

grande question que Karl Marx en personne ne sut pas résoudre : quelle est la priorité ? La lutte sociale ou la lutte nationale ? Notons au passage comment Benedict Anderson ne manque pas de rapporter le significatif commentaire de Tom Nairn sur ce point capital : "¿Cómo entender de otro modo la incapacidad del propio Marx para explicar el pronombre crucial de su memorable formulación de 1848 : "El proletariado de cada país debe por supuesto arreglar cuentas ante todo con su *propia* burguesía"?"<sup>892</sup> Tout en précisant que c'est lui qui met le mot "propia" en italique pour bien insister sur cet aspect. Ceci n'invalide pas tout le raisonnement marxiste, mais montre incontestablement ses limites. Ainsi nous devons comprendre que cette question posa effectivement un sérieux problème pour le parti EUPV. Notre auteur A. Rico i García rapporte les paroles d'un des militants (Vicent Pitarch) qui aurait assuré que cette formation prometteuse au début, finit par être "un échec très rapide"<sup>893</sup> à cause du trotskisme qui se serait propagé chez les militants. Ceci aurait poussé les plus nationalistes à se réfugier dans l'AEPV, l'organisation qui finalement s'unit au PNPV pour transformer en 1982, la coalition *Unitat del Poble Valencià*. Disons que chez l'EUPV, la question sociale prit le dessus sur la question nationale, et ce parti ne s'intégrera jamais pleinement dans *Unitat del Poble Valencià*.

La vérité politique de tout ceci est qu'au long de plus d'une décennie, les résultats récoltés par ces partis défenseurs des thèses fustériennes ont été largement médiocres, ne parvenant en aucun cas à atteindre le seuil des 5% du corps électoral, et parfois même ne dépassant même pas les 2%. Pour les législatives d'octobre 1982, UPV (0,88%) et EUPV (0,44%) qui se présentaient séparément, n'obtenaient ensemble que 27 818 voix (1,325%)<sup>894</sup>. Un résultat, néanmoins qu'A. Rico i García considérait encourageant, pour avoir été supérieur à celui des élections antérieures, et parce qu'il précise, le vote nationaliste paraissait s'implanter dans les banlieues sud de Valence, et dans les zones nord d'Alicante. Voilà une analyse qui nous paraît par trop généreuse si nous tenons compte des résultats enregistrés dans les successifs rendez-vous

---

<sup>892</sup> Benedict Anderson: *Comunidades imaginarias: Reflexiones sobre el origen de la difusión del nacionalismo...*, op. cit., p. 20. Cite Karl Marx et Friedrich Engels : *The communist Manifest*, dans *Selected Works*, I p. 45.

<sup>893</sup> Antoni Rico i García: "Els casos de l'EUPV i l'AEPV (1977-1982)" dans : *De país a comunitat Valencianisme polític i regionalisme...*, op. cit., p. 748.

<sup>894</sup> Ignasi Escandell García: "El nacionalisme valencià. Els casos del PNPV i la UPV (1978-1983)" dans : *De país a comunitat Valencianisme polític i regionalisme...*, op. cit., p. 766.

électorales. Même si les élections pour les *Corts* valenciennes (1983), apportaient une hausse des suffrages favorables à la coalition UPV, le total restait très faible (3,09%: 58 712 votes), et aux municipales célébrées aussi cette même année (1983), il redescendait (29 389 voix: 1,54%). Aux générales de 1986, le taux était à peu près similaire (1,92%: 40.264 votes). À nouveau, le fustérianisme se voyait obligé de chercher de l'aide à gauche, chez les partis les plus contestataires. Nous avons vu le cas des élections régionales de 1987, où UPV s'alliait avec *Izquierda Unida*, les communistes ; sur 6 députés 2 furent pour UPV, mais ces deux députés rejoignirent aussitôt le groupe mixte. Ce qui prouve que cette alliance avec les partis de gauche est avant tout un mariage de raison, un moyen d'attirer les masses populaires et aussi les esprits inquiets. Quant aux municipales qui se déroulaient à cette même date, le résultat était inférieur (1,49%: 30 018 votes), prouvant que les thèses fustériennes n'avaient aucune acceptation populaire, même si elles se présentaient à la société comme une option de gauche, soi-disant en défense de la justice sociale. Les élections générales de 1989 n'offraient à peine de variation dans le pourcentage (1,92%: 40 767 votes), et les régionales (3,7%: 73 813 votes) et municipales (2,74%: 54 951) de 1991 n'étaient pas plus encourageantes, ce qui explique que certains militants aient commencé à contester le carcan fustérien. C'est bien cette marginalité politique récurrente qui a obligé à la réflexion, et non pas, ce soi-disant anti-pancatalanisme récalcitrant inoculé par la droite, dénoncé par les fustériens. La première contestation ferme se produisait en 1990, lors de la IVe Conférence d'UPV, où un secteur, celui dit d'Almusafes (village à une vingtaine de kilomètres au sud de Valence) faisait une critique très dure, et commençait à revendiquer un nationalisme plus valencien, ce qu'on allait désigner la "tercera vía" (la troisième voie). Ce secteur était d'autant plus convaincu qu'il était nécessaire d'opérer une mutation, qu'il provoquait une scission, et adoptait en 1992 un autre nom : *Partit Valencià Nacionalista*. Bien qu'au niveau régional ou national, les effets restaient imperceptibles, au niveau municipal, ce changement de discours commençait à rapporter quelques résultats, permettant que des conseillers du PVN pénétrèrent avec plus de force dans certaines mairies. Ceci obligea à une première réflexion au sein d'*Unitat del Poble Valencià*, qui constatait son nouvel échec aux élections régionales de 1995, récoltant un pourcentage qui n'atteignait même pas les 3% (2,7%: 64 253 votes). Ainsi le VIIe Congrès du parti

célébré à l'Eliana en 1996, se transformait en l'acceptation officielle de cette nouvelle idée : la "troisième voie". Avec elle on dessinait des limites proprement valenciennes à l'intérieur du projet fustérien, installant une différence soi-disant nette entre le plan politique et le plan culturel. Désormais le parti revendiquerait un projet politique exclusif pour le territoire valencien, sans la subordination consubstantielle au territoire catalan. On parlerait avant tout d'une nation valencienne, et on accepterait le drapeau tricolore, soit la *cuatribarrada* avec la frange bleue couronnée. Disons que la personnalité valencienne commençait à compter. Cependant sur le plan culturel on allait accepter de maintenir un haut degré de confusion puisque la culture valencienne serait malgré tout reconnue comme faisant un tout indissociable avec la culture et la littérature catalane. Même si on acceptait d'employer la désignation de langue valencienne, on spécifiait aussitôt que cela ne changeait rien à la nature soi-disant historique et scientifique de sa condition catalane. Le rapport de ce VIIe congrès fut rédigé par un fustérien de vieille souche, Joan Francesc Mira ; ce qui mérite des commentaires. En effet ce vieux militant acceptait de défendre des positions qu'il avait durement combattues des années auparavant. L'évidence des résultats électoraux obligeait à reconfigurer le projet fustérien, le rendre plus valencien, autrement dit, le rendre plus assimilable aux mentalités valenciennes. Nous croyons qu'il n'est pas accidentel ou hasardeux que ce soit précisément un vieux fustérien comme Joan Francesc Mira, qui se soit dépêché d'écrire un livre pour exposer et clarifier ce changement doctrinal. Ce ne pouvait être que le résultat d'un calcul bien médité où on estimait qu'il était préférable de recueillir la critique pour la recanaliser et surtout ne pas permettre que de nouveaux hommes avec de nouvelles idées s'emparent du projet valencianiste. Mira publiait aussitôt la même année (1997) le livre : *Sobre la nació dels valencians*<sup>895</sup>.

Les commentaires rapportés lors d'une entrevue réalisée en 2015, montrent à quel point ce réajustement a été beaucoup plus tactique que réel, même si de la part des fustériens traditionnels, les critiques ont été dures et acerbes. Le journaliste Ernest Alos rappelle à Mira "el escàndalo que levantó el libro entre la congregación de la

---

<sup>895</sup> Joan Francesc Mira : *Sobre la nació dels valencians*. Editorial Tres i Quatre, Valencia, 1997.

doctrina de la fe del valencianismo catalanista, que llegó a acusarle de blaverismo"<sup>896</sup>. Mais cette accusation de "blaverismo" est tout à fait infondée, car le nouveau positionnement n'est pas si drastique qu'il pourrait paraître *a priori*. La preuve est qu'après ce livre on a commencé à regarder Mira comme le penseur valencianiste le plus important après Fuster. Ce qui prouve que vers la fin du XXe siècle, et avec la mort de Fuster (1992), Mira avait compris le danger pour le pancatalanisme et il avait préféré prendre les devants pour réaliser une nouvelle alchimie idéologique destinée à assurer la survie du pancatalanisme, menacée cette fois en son propre sein. Son astuce a consisté à réactualiser l'idée du plan B, et éviter de cette manière que le plan A passe aux oubliettes de l'histoire. Ce plan B consiste à assurer la construction politique du Pays Valencien, comme pièce fondamentale de l'ensemble "national catalan", en conservant et revendiquant ses fondements culturels. Autrement dit, Mira a jugé plus utile de décomposer le processus en phases plus assimilables, pour conserver intacte l'idée de la "nation catalane". C'est-à-dire que le plan B est une phase de préparation nécessaire du plan A. Disons que Mira partageait le raisonnement exprimé par Benito Sanz et Josep Maria Felip, qui argumentent qu'il était nécessaire d'éliminer cet "humus anti-pancatalaniste", qui sous la transition aurait agi comme un véritable anticorps contre le catalanisme. Nous voyons comment cette idée a fait assez rapidement son chemin puisque le parti UPV s'est joint au *Partit Valencià Nacionalista* en 1998, et la fusion a été réalisée en 2000, d'où est né le *Bloc Nacionalista Valencià*. Et nous savons que celui-ci n'a pas abandonné le projet pancatalaniste dans la mesure où il est envisagé comme une possibilité à long terme. Notons aussi que ce parti n'a pas non plus renoncé au droit à l'autodétermination qui est un des éléments stratégiques du plan.

Mais si ce nouveau plan B a été contesté par les fustériens les plus sectaires, c'est parce qu'il enferme un risque, celui que la société valencienne veuille approfondir la différence entre les deux concepts, "Pays valencien" et "Pays catalan". Elle pourrait vouloir cultiver sa propre originalité, et finalement développer son propre projet politique d'une manière totalement indépendante de la Catalogne. Soulignons des déclarations comme celles de Mira, qui en 2015 admet l'inexistence de bases

---

<sup>896</sup> Ernest Alos : entrevista a J. F. Mira: "Imaginar los Països Catalans como Estado es una fantasía". *El Periódico*, 25/10/15..., op. cit.

historiques pour créer les "Pays Catalans" alors que pendant la transition les pancatalanistes comme lui accusaient les "blaveros" de fascistes, parce qu'ils n'avaient une pareille idée et désignation :

Nunca ha existido un proyecto político común entre Valencia y el Principado de Cataluña, nunca hemos tenido ni las mismas leyes, ni la misma Generalitat, ni siquiera la misma moneda, y no nos podemos inventar un pasado común, una comunidad política que no ha existido nunca, o que no existe y que es muy difícil que llegue a existir.<sup>897</sup>

Mira reconnaît - un peu tard -, le manque de prudence avec lequel les fustériens ont agi, et le degré de provocation que signifiait déclarer que le territoire valencien était de nature catalane. Disons que Mira a jugé alors plus raisonnable d'assumer pleinement l'erreur du fustérianisme, qui est sectaire, fermé, définitif, pour à sa place, utiliser des méthodes moins traumatisantes ; ce qui a impliqué le retour aux astuces sibyllines d'avant-guerre où on marquait toujours un espace large et ouvert : "Encerrándote en una esfera ideal y, decidiendo que los que están fuera de ella están equivocados y que tú tienes la razón, sumas partidarios de uno en uno y enemigos de cien en cien, no es la manera de ganar una guerra"<sup>898</sup>. Et nous croyons qu'avec cette phrase Mira exprimait parfaitement ce qu'il pensait, car il s'agit bien d'une guerre, que le fustérianisme a perdu, comme avaient reconnu Damià Mollà et Eduard Mira, dans leur ouvrage *De impura natione*. Le combat frontal s'est révélé désastreux pour eux, d'où le changement de stratégie ; car il s'agit bien d'une nouvelle stratégie, mais pour conserver le même objectif. Par contre les arguments utilisés pour sonner l'alarme et désigner l'ennemi des Valenciens sont toujours les mêmes. Mira tout comme les premiers pancatalanistes et tout comme Fuster, désigne l'Espagne et la culture castillane comme ce terrible oppresseur qu'il faut combattre. Rappelons que l'ennemi est cette pièce indispensable qui donne vie par réaction au "talisman précieux" qu'est la nation, telle que l'a désignée Anne-Marie Thiesse. Et Mira remet à jour l'artillerie fustérienne et aussi ses astuces en assurant que les Valenciens sont "un peuple nationalement confus"<sup>899</sup>. N'oublions pas que la confusion a été aussi une des principales armes du pancatalanisme. Cette confusion nationale des Valenciens est bien sûr une invention de Fuster, car les Valenciens ont démontré largement qu'ils se

---

<sup>897</sup> *Ibidem*.

<sup>898</sup> *Ibidem*.

<sup>899</sup> Miquel Alberola: "Joan Francesc Mira". *El País*, 17/03/1997..., op. cit.

reconnaissaient Espagnols, et les résultats électoraux n'offrent pas l'ombre d'un doute. Les enquêtes du CIS (*Centro de Investigación Científica*) le confirment. En 1995<sup>900</sup> 80% des Valenciens préfèrent parler de leur terre en terme de région, face à 14% qui veulent la considérer comme nation. En 2003<sup>901</sup> seulement 1% des Valenciens veulent se considérer exclusivement valenciens. À noter qu'un ex-fustérien comme, Francesc de Paula Burguera ne discutait plus cette réalité en 1990, il l'admettait ouvertement à travers son livre : *Es més senzill encara: Digueu-li Espanya* (C'est plus simple encore appelez-le Espagne). Ce livre était écrit pour répondre à Josep Guia qui avait intitulé le sien : *Es molt senzill, digueu-li Catalunya* (C'est très simple, appelez-le: Catalogne). Mais nous savons que Josep Guia représente le secteur dur du fustérianisme et justement pour cela, il s'ingénie à perpétrer le même discours tendancieux, malgré les résultats dérisoires que les urnes concèdent à son parti (PSAN). Mais Josep Guia ne veut pas écouter ce que lui répondent les Valenciens, raison pour laquelle il préfère poursuivre sa croisade pancatalaniste sans se présenter aux élections, puisque les rares fois où il s'y est risqué les résultats ont été catastrophiques. Aux élections municipales de 1987, où il eut le courage de participer il n'obtint que 0,01% des voix (228 au total), ce qui ne l'empêche pas de maintenir son rejet de la troisième voie, qui n'est qu'une stratégie de dosage. Les explications de Mira laissent peu de marge au doute, lorsqu'il affirme s'être trouvé dans : "la obligación de hacer una cierta reconciliación de los conceptos en la práctica"<sup>902</sup>, ou bien encore quand il spécifie que : "es una simple adecuación de las definiciones y los conceptos a lo que es el ámbito de lealtad, actuación y proyecto político"<sup>903</sup>. Son raisonnement est essentiellement pragmatique lorsqu'il admet qu'il est inutile, voire nuisible de rejeter le drapeau tricolore, en soulignant : "Entiendo por inútil lo que no es útil"<sup>904</sup>. Il fait alors des recommandations assez sages lorsqu'il propose que les deux drapeaux soient acceptés, mais cela sert essentiellement à préserver la "cuatribarrada" comme signe valencianiste. De toute façon même si Mira a défini le catalanisme

---

<sup>900</sup> [http://www.cis.es/cis/opencms/-Archivos/Boletines/01/BDO\\_1\\_estereotipos.html#nacionalismo](http://www.cis.es/cis/opencms/-Archivos/Boletines/01/BDO_1_estereotipos.html#nacionalismo)

<sup>901</sup> [http://www.cis.es/cis/opencms/-Archivos/Boletines/31/BDO\\_31\\_Autonomias.html#sentimientos](http://www.cis.es/cis/opencms/-Archivos/Boletines/31/BDO_31_Autonomias.html#sentimientos)

<sup>902</sup> Miquel Alberola: "Joan Francesc Mira". El País, 17/03/1997..., op. cit.

<sup>903</sup> *Ibidem.*

<sup>904</sup> *Ibidem.*

politique comme une utopie dont on peut se passer : "una utopía prescindible"<sup>905</sup>, on peut se douter que c'est justement la stratégie qu'il a choisi pour la rendre moins utopique. Et lorsqu'il déclare : "No me puedo imaginar de ninguna manera unos Países Catalans como Estado. No existen ni las bases sociológicas, ni ideológicas"<sup>906</sup>, c'est justement parce qu'il est conscient qu'il faut d'abord construire ces bases. Nous répétons donc que ses conceptions n'ont pas changé, elles gardent la même fermeté, ce qui varie c'est la façon de les présenter à la société valencienne. Et si quelqu'un en doute, voici un extrait qui est assez éloquent :

Soy profundamente catalanista, deixo claro que Valencia es de origen catalán, de filiación cultural catalana, con una identidad cultural básica y una lengua catalana, con una comunidad literaria compartida, pero si no distingues esto de la identidad política entonces no entiendes nada.<sup>907</sup>

Il faut noter que le valencianisme fustérien est condamné à la confusion et l'ambiguïté, car chercher à implanter le nationalisme catalan sous forme de nationalisme valencien, c'est la quadrature du cercle. Changer l'Espagne pour la Catalogne ce n'est pas fomenter le nationalisme valencien, c'est changer un régionalisme par un autre régionalisme, dans la mesure où Valence deviendrait une région de la Catalogne, au lieu d'être une région espagnole. La confusion, l'ambiguïté, le calcul et l'astuce paraissent être les seuls instruments auxquels les fustériens peuvent recourir, et J. F. Mira en donne une nouvelle preuve lorsqu'en avril 2016 il a signé le manifeste des catalanistes les plus extrémistes qui revendiquent que seul le catalan soit langue officielle<sup>908</sup> à l'intérieur d'une hypothétique Catalogne indépendante. Peut-on croire alors que les différences qu'il fait entre le domaine politique et culturel sont réelles ?

Pour le résumer d'une manière simple disons que les fustériens ont cédé sur les formes mais pas sur le fond. N'est-ce pas troublant ou suspect que ce soit toujours des sociologues gagnés à la cause fustérienne qui se préoccupent de chercher la manière

---

<sup>905</sup> *Ibidem*.

<sup>906</sup> Ernest Alos: entrevista a J. F. Mira : "Imaginar los Países Catalans como Estado es una fantasía" *El Periódico*, 25/10/15..., op. cit.

<sup>907</sup> *Ibidem*.

<sup>908</sup> Antonio Fernández : "De catedráticos a ex-terroristas: quienes quieren prohibir el castellano en Cataluña": *El Confidencial*, quotidien en ligne, 05/04/2016, consulté le 11/05/2016. [http://www.elconfidencial.com/espana/cataluna/2016-04-05/de-catedraticos-a-exterroristas-quienes-quieren-prohibir-el-castellano-en-cataluna\\_1178812/](http://www.elconfidencial.com/espana/cataluna/2016-04-05/de-catedraticos-a-exterroristas-quienes-quieren-prohibir-el-castellano-en-cataluna_1178812/)

de réadapter le message de leur maître. Rappelons que déjà en 1986 le livre de Damià Mollà et Eduard Mira : *De impura natione*, recevait le *Premio Octubre*. Eduard Mira (1945 ; nous ne savons pas si c'est le frère de Joan Francesc Mira), qui s'est formé en sociologie dans une université américaine bien que ses premières études soient associées à la branche des lettres (Filosofía y Letras). Damià Mollà (1946) qui a d'abord étudié l'économie a fait sa formation de sociologue à Barcelone. Il est professeur de sociologie à l'université de Valence. Nous avons cité ici plusieurs fois leur livre, car il est écrit expressément pour assumer les erreurs du fustérianisme, le réexpliquer, et décrire Fuster comme un homme aimant son pays. En même temps que les agissements des fustériens pendant la "Bataille de Valence", sont révisés, les auteurs décrivent Fuster comme "le maître", "le docteur honoris causa", "le professeur", "le père". Ils emploient des termes qui manifestent du respect et même de l'affection pour, littéralement, réhabiliter Fuster. Disons que ces deux auteurs anticipaient déjà la troisième voie, lorsqu'ils concluaient leur ouvrage sur le besoin d'arriver à des accords entre factions opposées. Mais nous pourrions rétorquer que les fustériens n'appellent au pacte que lorsqu'ils perdent. Pendant la "Bataille de Valence" ils s'étaient montrés farouchement contraires aux pactes, le parti socialiste encore sous l'ascendant des nationalistes se montrait réfractaires aux négociations avec l'UCD. Les conversations entre les deux partis ne se débloquent que grâce à l'intervention directe d'Alfonso Guerra et de Fernando Abril Martorell. Nous comprenons alors que ce n'est pas un hasard que ce soit un autre sociologue, Joan Francesc Mira (1939) qui reprenne en 1996, dix ans plus tard, le témoin de cette idée de pacte pour réajuster le projet original, et en faire littéralement un plan de campagne. Dans ce cas il s'agit de revenir à l'assaut, mais avec de nouvelles munitions, mieux adaptées à la lutte. Et à la guerre comme à la guerre, dans cette nouvelle version "décaféinée" du pancatalanisme, Joan Francesc Mira n'hésite pas à trahir la vérité en affirmant n'avoir jamais milité dans un parti non valencien. Or deux sources différentes nous confirment qu'il faisait partie des premières recrues du fustérianisme regroupées dans le *Moviment Social-cristià de Catalunya* (MSCC) de 1960, le livre de Benito Sanz Díaz (voir en annexe document n° 59) et, celui du même auteur, en compagnie de Josep Maria Felip i Sarda (*La construcció política de la Comunitat Valenciana*) consultable en ligne (voir page n° 34). Mais cela ne l'empêche pas de jurer que :

A lo largo de toda mi trayectoria de compromiso público no he sido ni militante ni votante de ningún partido que no fuera estrictamente valenciano: ni el PSAN (*Partit Socialista d'Alliberament Nacional dels Països Catalans*), ni de *Esquerra Republicana de Catalunya*, ni nada de eso. Otros sí lo eran. Yo he sido siempre de partidos rigurosamente valencianos. En este sentido no he cambiado en absoluto.<sup>909</sup>

Effectivement Joan Francesc Mira n'a pas changé, il continue de faire ce qu'on toujours fait les pancatalanistes, raconter les choses à leur manière, trahir la vérité si besoin est, et recourir à la manipulation en assurant que les Valenciens vivent dans la confusion nationale. Leur souci majeur est de dynamiter par tous les moyens la solidarité nationale espagnole, en faisant de la culture castillane l'éternel ennemi. Pour cette raison l'idée d'agression est constamment ramenée à la mémoire collective avec le souvenir de la guerre de succession<sup>910</sup>. Il parle ouvertement de mise à tutelle par l'Espagne-Castille : "avasallamiento catellano-español"<sup>911</sup>, et ne parle jamais de la Constitution de Cadix qui dément cet esprit de revanche de la part des Catalans ou Valenciens du début du XIXe siècle. Ensuite il prouve sa curieuse conception de la vérité lorsqu'il répond au journaliste, qui fait l'interview, que le fait d'être président de la société *Acció Cultural del País Valencià* (ACPV : il fut président de 1992 à 1999, après la mort de Fuster, et à nouveau désigné en 2012) n'est pas contradictoire avec les thèses qu'il émet dans son livre (*Sobre la nació dels valencians*). Il maintient alors que ACPV "nunca ha sido una entidad con una ideología u opción política determinada. Es lo suficientemente amplia, múltiple y plural, y por tanto no veo ningún inconveniente para seguir siendo su presidente"<sup>912</sup>. Mais pour nous ses paroles confirment l'idée que le sanctuaire du pancatalanisme a bel et bien donné sa bénédiction à la troisième voie, comme un nouveau moyen d'atteindre l'objectif final. La clé est à nouveau la langue, et la langue valencienne est toujours déclarée catalane, ce qui sert à affirmer la catalanité de Valence, même si on tolère la désignation de langue valencienne. Nous allons voir que sous cet aspect la déclaration de l'*Academia Valenciana de la Llengua* a donné la raison aux partis fustériens.

## 12.2 - L'unité linguistique pour une unité nationale

---

<sup>909</sup> Miquel Alberola: "Joan Francesc Mira". *El País*, 17/03/1997..., op. cit..

<sup>910</sup> " Miquel Alberola: "Joan Francesc Mira". *El País*, 17/03/1997..., op. cit.

<sup>911</sup> *Ibidem*.

<sup>912</sup> *Ibidem*.

Rappelons que Manuel Broseta expliquait en septembre 1979 qu'on avait mis en marche depuis le gouvernement pré-autonome un projet de décret pour assurer l'enseignement du valencien dans les écoles dès le cours scolaire suivant. Et nous avons dit aussi qu'on s'était préoccupé de marquer les différences du valencien par rapport au catalan, puisqu'on avait constaté que les livres catalans n'étaient pas aptes pour les écoliers valenciens. Le décret royal du 3 août 1979 (2003/79) qui approuvait le bilinguisme dans le système éducatif valencien fut aussitôt critiqué par les pancatalanistes, qui le considéraient sécessionniste, selon leur propre expression, dans le sens où on revendiquait des différences entre la langue valencienne et la catalane. Jesús Sanz argumente qu'une pareille chose ne s'était pas produite aux îles Baléares, or nous avons vu dans la première partie de notre étude (la linguistique) que le valencien est une modalité occidentale de la langue mère, tandis que le catalan et le baléare en sont des modalités orientales. Les différences entre le valencien et le catalan ou bien entre le valencien et le baléare sont donc forcément plus importantes, et justifient les avertissements faits par Broseta, quant aux écarts notoires dans le vocabulaire. Disons que le terme mis en pratique par les fustériens a été une nouvelle manipulation. Ils ont aussitôt parlé de sécessionnisme, là où les *blaveros* et les centristes souhaitaient éviter une assimilation de la langue. Ce terme de "sécessionnisme linguistique" a bien été inventé par les pancatalanistes, ce qui montre que l'idée principale qui soutient toute cette théorie de l'unité de la langue catalane, est destinée en dernière instance à préfigurer l'unité "nationale catalane" et son périmètre territorial. Et n'oublions pas que des partis comme PSPV et d'autres groupuscules de gauche avaient revendiqué cette unité nationale avant même la transition. Les premiers statuts d'autonomie proposés par eux - tous rejetés par les partis majoritaires -, avaient été pensés en fonction de ce cadre "national catalan".

En février 1979, le parti UCD s'était montré intéressé pour créer une académie de la langue valencienne, et donner une institution de référence au valencien, dans le but d'empêcher que l'Institut d'Études Catalanes soit considéré l'entité de référence ; mais les pancatalanistes s'y opposaient farouchement. Ils réclamaient que ce soit l'université qui ait la pleine compétence en matière linguistique. Ainsi à l'initiative de Sanchis Guarner, en 1978, moment où les socialistes étaient encore au pré-

gouvernement régional, s'était créé l'*Institut Universitari de Filologia Valenciana* (IUFV)<sup>913</sup>. Celui-ci, indirectement, refusait une quelconque autorité à une institution aussi vieille que le Centre de Culture Valencienne (1913). Notons comment depuis la web de l'IUFV on peut lire que Sanchis Guarnier en fut le promoteur, et aussi le premier directeur, et qu'après son décès, ce fut Joan Fuster qui prit sa suite ; ce qui montre bien la ligne idéologique adoptée par cette institution. Du côté des anti-pancatalanistes la riposte fut de transformer le *Centre de Cultura Valenciana* en *Academia de Cultura Valenciana* (qui recevrait le titre de "royale" en 1991 : *Real Academia de Cultura Valenciana* : RACV) grâce aux démarches de la *Diputació* provinciale (équivalent au Conseil général) de Valence, encore dirigée à cette époque par des hommes appartenant à l'ancien régime. Les pancatalanistes cherchaient à faire de l'université le sanctuaire de la langue valencienne, en tant que prolongation de l'Institut d'Études Catalanes. Ils se mobilisèrent donc très activement contre le décret de bilinguisme qui permettait que l'*Academia de Cultura Valenciana* ou *Lo Rat-Penat* puissent enseigner le valencien, et qui empêchait que les diplômes de catalan soient homologables aux diplômes de valencien. Ils condamnaient aussi qu'une commission mixte Gouvernement-*Consell* choisisse les textes du programme éducatif, au lieu de laisser cette tâche "à des professionnels de la linguistique et de l'enseignement"<sup>914</sup>. Ils organisèrent un rassemblement général des professeurs de valencien à Gandía, le 15 septembre 1979 (Il *Estatge*), et une manifestation le 11 décembre suivant, qui aurait concentré de l'ordre de 70 000 personnes selon les données de Sanz<sup>915</sup>. Notons que Sanz<sup>916</sup> reconnaît lui-même que les nationalistes sur ce chapitre s'appuyaient sur l'association fustérienne *Acció Cultural del País Valencià*, sur le secrétariat de l'université, *Secretariat per a l'Ensenyament de la Llengua*, et sur ces partis minoritaires comme MCPV, LCR, PSAN, c'est-à-dire sur des secteurs ouvertement pancatalanistes, qui politiquement revendiquaient, et revendiquent encore la fédération du territoire valencien à la Catalogne. Ce qui met en évidence que ces

---

<sup>913</sup> [www.uv.es/uvweb/unidad-soporte-institutos-blasco-ibanez/es/institutos-interuniversitarios-/institut-interuniversitari/institut-interuniversitari-filologia-valenciana-1285870175431.html](http://www.uv.es/uvweb/unidad-soporte-institutos-blasco-ibanez/es/institutos-interuniversitarios-/institut-interuniversitari/institut-interuniversitari-filologia-valenciana-1285870175431.html) (O M del 11 de julio, BOE del 18-X-1978).

<sup>914</sup> Jesús Sanz : *La cara secreta de la política valenciana. De la predemocracia al estatuto de Benicassim...*, op. cit., p. 246.

<sup>915</sup> *Ibidem*, p. 251.

<sup>916</sup> *Ibidem*, p. 250.

mobilisations allaient beaucoup plus loin que la défense d'un certain concept linguistique de la langue valencienne. Et nous savons que tous les intellectuels non pancatalanistes qui ont insisté sur les différences entre les deux langues, ont été rabaissés à la catégorie d'ignorants, car insister sur ces différences équivaut à mettre en danger le projet de construction "nationale catalane". N'oublions pas qu'à cette époque Joan Fuster était l'intellectuel emblématique de l'université valencienne, et à certain point il l'était aussi pour la gauche. Donc le sectarisme fustérien était bien installé dans un secteur de la société qui paradoxalement aurait dû jouer un rôle modérateur, ou en tout cas montrer plus d'esprit critique. Or à sa place il se lança dans un combat intense pour empêcher que naisse cette entité normative pour défendre la langue autochtone, susceptible de rivaliser avec l'Institut d'Études Catalanes. Car en fin de compte contrecarrer l'objectif linguistique, c'était mettre des obstacles au projet politique, d'où cette défense forcenée de l'Institut d'Études Catalanes comme centre incontestable de référence. Les paroles de Jesús Sanz, témoin de cette époque en sont un bon exemple : "única institución con autoridad científica sobre la otra lengua de los valencianos"<sup>917</sup>. Pourtant le valencien et le catalan n'ont jamais été identiques. Le catalan, nous l'avons déjà dit, est une modalité orientale de la langue mère, et le valencien en est une modalité occidentale, raison pour laquelle les différences sont non seulement patentes, mais encore pleinement perceptibles à l'oreille. Et nous répétons que ces différences n'impliquent pas de ne pas reconnaître un même système linguistique. Ce qu'on remettait en cause c'était cette réduction drastique du système linguistique, où la langue catalane s'érigait en centre indiscutable, comme si le catalan avait joué à Valence le même rôle que le castillan en Amérique. Or ceci est une interprétation radicalement fautive, puisque nous savons que la langue catalane ne s'est normalisée qu'à partir de 1932, rien à voir avec le castillan, normalisé dès la fin du XVe siècle. Nous avons parlé de la thèse de Lluís Fornés qui défend l'ensemble linguistique, sous forme de diasystème occitano-roman, et reproche aux catalanistes d'avoir été les véritables sécessionnistes en 1934. Tenons compte que Fullana n'avait pas contesté que le valencien et le catalan appartiennent à un même ensemble linguistique, il se limitait simplement à souligner que le lien entre le valencien et le catalan était très étroit ; qu'on pouvait parler de langues sœurs. Il

---

<sup>917</sup> *Ibidem*, p. 181.

employait même l'expression "langues jumelles". Mais soeurs ou jumelles ne veut pas encore dire identiques. Miquel Adlert dans son livre *En defensa de la llengua valenciana*, n'a pas non plus parlé de renier un diasystème commun, il a seulement recommandé de revenir à la véritable essence de la langue valencienne, en respectant ses propres règles évolutives, telles que les avait respectées Fullana. Ce qu'il combattait c'était cette opération simpliste de réduire le valencien à un dialecte sans relief du catalan. Pour cela la correction qu'il proposait reprenait en grande partie les normes préconisées par Fullana. Il est donc clair que les fustériens ont présenté la chose d'une manière trompeuse, car ces normes récupérées par Adlert, et finalement établies par la première Académie Valencienne de la Langue ont été qualifiées de normes sécessionnistes, quand bien même au niveau purement linguistique elles n'ont jamais eu cette prétention. Sanz raconte que depuis la *Diputación* provincial de Valence qui était aux mains des socialistes, on dépensait 45 millions de pesetas annuellement en concept de normalisation<sup>918</sup>. On peut à juste titre considérer que cette explication de J. Sanz est tendancieuse ou manipulatrice puisqu'il suggère que le valencien était alors une langue normalisée, chose qui n'était pas vraie. Présenter la signature des *Bases de Castellón* comme l'équivalent d'une normalisation du valencien, c'est tout simplement déformer la vérité. Les Catalans disposaient effectivement d'une langue pleinement normalisée depuis 1932, mais à Valence aucun document officiel ne démontrait que le valencien était une langue normalisée. Le document des *Bases de Castellón*, répétons-le, par ses caractéristiques, ne pouvait absolument pas être tenu pour un document officiel. Vouloir faire croire qu'avec la signature des *Bases de Castellón*, la société valencienne acceptait comme bonne pour le valencien, la normalisation effectuée sur la langue catalane, c'est prouver d'une manière manifeste qu'on n'a pas lu le contenu de ce document, ou pire encore, qu'on prétend lui donner une valeur qu'il n'a jamais eue. Des exemples comme celui-ci montrent comment les pancatalanistes, ont prétendu défendre la vérité, voire la pureté scientifique, en prenant l'université à témoin, alors qu'ils n'avaient en réalité aucun document pour soutenir et avaliser officiellement pareille prétention. Ce renvoi à l'Institut d'Études Catalanes préconisé par eux n'avait pas telle légitimité. Nous pouvons préciser d'ailleurs que les Catalans réalisèrent leur propre normalisation sans

---

<sup>918</sup> *Ibidem*, p. 259.

le concours d'experts valenciens, puisque Fullana déclina l'invitation lorsqu'il vit que la normalisation proposée à l'Institut d'Études Catalanes se faisait aux dépens des autres modalités de la langue commune. Même chose du côté majorquin, ce qui explique le combat mené pendant plusieurs années par Antoni M. Alcover (1e. partie) qui finit par être directement expulsé de l'Institut d'Études Catalanes.

Les pancatalanistes ont usé et abusé de la linguistique, et des déclarations comme celles faites par Jesús Sanz, sont un exemple évident. Tout au long de son livre il ne fait que marteler cette idée, avec des phrases comme : "La unidad lingüística había sido consagrada científicamente mediante las Normas de Castellón en 1932"<sup>919</sup>. Et nous avons déjà dit que cette insistance avait pour but de favoriser l'assimilation du valencien au catalan, la preuve étant que lui-même s'acharne à appeler la langue valencienne, langue catalane, en précisant : "Lengua valenciana, esto es catalana pero tergiversada en algunos de sus términos contraviniendo así a las Normas de Castellón aceptadas por los lingüistas de todo el mundo"<sup>920</sup>. Ces dernières explications sur les linguistes de tout le monde sont absolument rocambolesques, puisque nous avons vu que les *Bases de Castellón* ne représentent qu'un document privé, incomplet, dénué de référence scientifique, et contradictoire. Et contrairement à ce qu'affirme J. Sanz, il n'est jamais passé devant la tribune d'un congrès international d'experts. À sa place nous savons qu'il fut le fruit d'un accord polémique, signé par un groupe de Valenciens qui spécifiaient s'engager à suivre des normes, mais sans mentionner leur origine. Et tout ceci sans préciser que le valencien enseigné à l'université n'était plus le valencien des *Bases de Castellón*, mais un valencien davantage catalanisé, grâce aux efforts silencieux de Carles Salvador et Manuel Sanchis Guarner. Ces deux derniers dans leurs intentions de rapprocher au maximum les deux langues agissaient en fonction de critères beaucoup plus politiques que linguistiques. Donc le refus de voir naître une institution normative purement valencienne obéissait à des priorités politiques et non pas linguistiques, et sur ce point les déclarations de Jesús Sanz sont pratiquement une confession : "Tendría como finalidad consagrar unas científicas normas lingüísticas contrarias a las universalmente reconocidas por los filólogos, Normas de Castellón de

---

<sup>919</sup> *Ibidem*, p. 76.

<sup>920</sup> *Ibidem*, p. 240.

1932"<sup>921</sup>. Il admet d'ailleurs que cette idée de créer une académie de la langue valencienne, venait en réalité de la part des fondateurs du GAV : Miquel Adlert, Xavier Casp et Alfredo Camarena, c'est-à-dire dans le cas d'Adlert et de Casp, de personnes qui s'y connaissaient beaucoup plus que lui en linguistique.

Avec des positions aussi opposées nous comprenons qu'il ait pu se créer pendant cette transition valencienne si tourmentée, une situation tout à fait atypique, puisque cette société s'est retrouvée pendant presque deux ans avec un pré-gouvernement où certaines administrations suivaient les normes de l'Académie valencienne de la langue, et d'autres celles de l'université. Lorsque le 14 septembre 1981, le déblocage politique permettait que les socialistes reviennent au *Consell*, ils prenaient en charge certains portefeuilles, en l'occurrence celui de la Culture et des Sciences, où ils appliquaient l'orthographe de l'université. En échange, le portefeuille d'éducation, à la charge d'un représentant d'UCD, suivait les normes dites sécessionnistes, soit les normes de l'Académie valencienne de la langue, ou les normes de *El Puig*. Celles-ci avaient été rendues publiques le 7 mars de cette même année (1981) dans le monastère de *El Puig*. Des entités comme *Lo Rat-Penat* ou la *Junta Central Fallera* les adoptaient aussitôt. Par contre ce qui nous semble étonnant c'est que le livre de Fuster : *Ara o mai*<sup>922</sup> (Maintenant ou jamais), publié cette même année n'ait fait aucun commentaire direct sur le décret du bilinguisme, il s'est seulement limité à dénoncer que le bilinguisme était un piège. En réalité cet ouvrage était une seconde réédition d'un opuscule paru en 1980 pensé surtout pour la société catalane. Or dans son prologue (p. 7) Fuster remerciait la fondation *Jaume I*, sans juger nécessaire de faire une allusion à la curieuse situation qui se vivait à Valence quant à la division sur les normes orthographiques. Peut-être, ne voulait-il pas contribuer à donner plus d'écho au conflit ; il argumentait simplement que les dangers encourus par la société valencienne étaient les mêmes, voire pires, que ceux de la société catalane. En réalité il n'apportait rien de nouveau à son discours de fond, il ne faisait que perpétrer ses reproches obsédants au sujet de la langue. Il revenait à la charge avec les mêmes patrons de défense nationale, puisqu'il mettait la démocratie espagnole au même niveau d'oppression que le franquisme, pour continuer d'en faire

---

<sup>921</sup> *Ibidem*, p. 258.

<sup>922</sup> Joan Fuster : *Ara o mai*. Édition: Eliseu Climent, Valence, 1981. (61 pages).

l'éternel ennemi contre l'éternel "talisman". Il employait d'ailleurs un vocabulaire belliqueux assez récurrent, avec des termes imagés comme "répression", "danger", "alarme"<sup>923</sup>; "disparition", "génocide"<sup>924</sup>; "génocide culturel"<sup>925</sup> ; "almogabar"<sup>926</sup>; "égorger"<sup>927</sup> et "tranchées"<sup>928</sup> pour marquer l'adversité affrontée par les publications catalanes. Il martelait avec des expressions comme : "tactiques répressives" et "d'auto-défense collective"<sup>929</sup>. Et avec toute cette artillerie idéologique Fuster prouvait que son attention se portait de manière préférentielle sur la Catalogne, principal champ de bataille à ses yeux. Valence semblait pour lui une véritable périphérie catalane, sans aucun intérêt particulier.

Cette situation excentrique d'une société où deux orthographe cohabitaient, se modula lorsque les socialistes arrivèrent au gouvernement régional en 1983, après les premières élections. Là, ils profitèrent de leur majorité absolue pour consolider l'adaptation du modèle revendiqué par l'université. Ce fut celui choisi par l'administration régionale, et cette décision fut consolidée par une loi promulguée cette même année (1983) : la *Lley d'Us y Ensenyament del valencià* (loi pour l'utilisation et l'enseignement du valencien). Néanmoins une administration locale se rebella avec beaucoup de combativité. En avril 1988 dans la mairie de Benifayó, les régionalistes d'*Unió Valenciana* arrivèrent à imposer que les normes de *El Puig* soient celles qui régissent au niveau local, et non celles de la *Generalitat*. Ceci fut l'origine d'un procès qui dura plus de deux ans et qui arriva jusqu'au Tribunal Suprême. Celui-ci donna la raison à la *Generalitat*, en alléguant qu'en matière linguistique la compétence revient au gouvernement régional autonome, et non aux autorités locales. Cette sentence finale fut dictée le 21 septembre 1990, néanmoins la *Generalitat* avait déjà pris des précautions pour qu'une situation de ce genre ne se reproduise plus. En 1985 s'était créé le *Consell Valencià de Cultura* (CVC), dont la mission était de veiller à la défense et à la promotion de la langue et de la culture valenciennes, mais ce n'était pas encore une institution avec un caractère normatif, capable d'empêcher des

---

<sup>923</sup> *Ibidem*, p. 2.

<sup>924</sup> *Ibidem*, p. 8.

<sup>925</sup> *Ibidem*, p. 34.

<sup>926</sup> *Ibidem*, p. 11.

<sup>927</sup> *Ibidem*, p. 28.

<sup>928</sup> *Ibidem*, p. 30.

<sup>929</sup> *Ibidem*, p. 33.

situations atypiques, comme celle produite par la mairie de Benifayó. Pour renforcer l'autorité académique des universités, en 1994 on transforma l'*Institut Universitari de Filologia Valenciana* en *Institut Interuniversitari de Filología Valenciana*<sup>930</sup>. Les trois universités valenciennes se trouvaient représentées à travers un seul organisme et avait une seule voix. Elles en profitaient alors pour revendiquer le cadre général catalan auquel la langue valencienne était censée appartenir : "El objeto específico del Instituto Interuniversitario de Filología valenciana (IIFV) es el estudio lingüístico y literario del valenciano, dentro del marco general de la lengua y la literatura catalana"<sup>931</sup>. Tout ceci prouvait que le conflit s'était enkysté, et que les positions continuaient d'être irréconciliables ; or en 1995 la *Generalitat* passait aux mains du PP (*Partido Popular*). Il faut croire que dans ce parti on était disposé à accepter une solution de compromis pour mettre un terme au conflit. D'après les informations du journaliste Alfons García, Eduardo Zaplana, alors président du gouvernement régional aurait consenti de se réunir avec des émissaires envoyés par Jordi Pujol. Ces émissaires étaient Joan Rigol et Joaquim Triadú, et ceux-ci se seraient entrevus séparément avec le président et aussi avec des représentants de l'université. Cette intervention depuis Barcelone prouve à nos yeux le sectarisme que nous avons dénoncé avant de la part de l'université de Valence, puisque celle-ci ne fut pas capable de prendre l'initiative de par elle-même pour débloquent la situation. Préférant maintenir ses positions au prix de la rupture et du conflit permanent, elle prouvait sa soumission totale aux ordres reçus depuis Barcelone. Mais nous l'avons dit avant, son modèle était le jésuitisme fustérien, soit la soumission au "pape", raison pour laquelle, le déblocage vint de Barcelone. La capitale du catalanisme prenait les grandes décisions que la périphérie pancatalaniste n'était pas capable de prendre.

C'est depuis un journal sympathisant de gauche, *Levante*, qu'on rapporte les faits. Celui-ci est un quotidien plus exactement proche du parti socialiste, soit bienveillant envers les positions pancatalanistes, ce qui signifie approuver l'idée de l'Espagne fédérale. N'oublions pas que celle-ci est une revendication que les socialistes n'ont théoriquement jamais abandonnée, et ils en reparlent actuellement (surtout le

---

<sup>930</sup> Décret de la Generalitat du 22 novembre 1994 (D.O.G.V 29-XI-1994)

<sup>931</sup> [www.uv.es/uvweb/unidad-soporte-institutos-blasco-ibanez/es/institutos-interuniversitarios/institus-interuniversitaris/institut-interuniversitari-filologia-valenciana-1285870175431.html](http://www.uv.es/uvweb/unidad-soporte-institutos-blasco-ibanez/es/institutos-interuniversitarios/institus-interuniversitaris/institut-interuniversitari-filologia-valenciana-1285870175431.html)

secrétaire général Pedro Sánchez). En effet, nous savons que cette formule politique équivaut pour les pancatalanistes à un prélude institutionnel, apte à la construction des "Pays Catalans". Alfons García informe, visiblement avec satisfaction que c'est bel et bien Pujol en personne qui débloqua la situation. Le journaliste assure que le parti catalaniste *Convergència i Unió* était désireux depuis longtemps de voir se régler le conflit linguistique à Valence, et que lorsque son parti fut nécessaire pour la gouvernabilité de l'Espagne il offrit une solution de compromis au gouvernement régional valencien qui consistait à créer cette institution normative à condition qu'elle ne mette pas en doute l'unité de la langue. Pour cette raison il assure que : "El caso valenciano fue uno de los asuntos sobre los que CiU incidió en su solución"<sup>932</sup>. Il précise d'ailleurs que postérieurement à la visite de Joan Rigol et Joaquim Triadú, Eduardo Zaplana et Jordi Pujol se seraient réunis à Tarragone et que l'idée d'une institution proprement valencienne paraissait être enfin accordée. Effectivement, le 17 septembre 1997, les *Corts* demandèrent au *Consell Valencià de Cultura* (CVC), d'émettre un avis sur la situation linguistique du valencien en tenant compte des critères scientifiques et historiques. Cette institution donna un délai aux diverses entités ou associations afin qu'elles puissent remettre la documentation considérée nécessaire et rendre possible l'avis du CVC. Mais ces formalités en réalité n'étaient qu'une mascarade, car l'accord était décidé, on signait la paix en échange de reconnaître l'unité de la langue catalane. Ceci signifiait répéter la même manoeuvre ambiguë et polémique, qu'avait impliquée la signature des *Bases de Castellón*. À nouveau, derrière des arguments prétendument scientifiques on reconnaissait d'une manière quasiment publique des motivations politiques, mais toujours sans les retranscrire sur le papier. Zaplana se montrait disposé à collaborer, et cette fois - en 1997 - il le faisait sous prétexte de mettre une limite aux aspirations politiques non avouées, tandis qu'en 1932 on avait cherché à les favoriser, en croyant que l'Espagne fédérale était un projet proche<sup>933</sup>. Alfons García assure que le PP attendit de pouvoir gouverner sans l'aide d'*Unió Valenciana* - fidèle aux Normes de *El Puig* - pour pouvoir réaliser cette manoeuvre : "Una vez obtenida la mayoría absoluta, con UV - el

---

<sup>932</sup> Alfons García : "El consenso del Lunes Santo". *Levante*, 27/03/2002, p. 22.

<sup>933</sup> Rappelons que l'article n° 11 de la Constitution permettait la fédération de provinces limitrophes, alors que l'article n° 13 interdisait la fédération d'autonomies entre elles. Les pancatalanistes avaient espoir de pouvoir annuler l'article n° 13.

referente político del sector secesionista - fuera de las Cortes y con una buena nómina de representantes de este partido y esta ideología adscrita a las filas populares el camino quedaba allanado."<sup>934</sup> Le 13 juillet 1998, et après avoir consulté toute la documentation apportée, le CVC avait toute la tranquillité pour assurer que les "Normes de Castellón" sont un fait historique qui prouvent un consensus nécessaire : "Las denominadas Normas de Castellón son un hecho histórico que constituyeron y constituyen un consenso necesario"<sup>935</sup>. Il argumentait que celles-ci avaient été utilisées sans problème par les écrivains valenciens pendant quarante ans, et que la contestation n'était survenue que dans les années soixante-dix, spécifiant que la plus grosse partie de la production littéraire avait été jusqu'alors rédigée avec ces règles de référence : "más o menos desarrolladas"<sup>936</sup>, une tournure vague pour ne pas dire que Sanchis Guarner et Carles Salvador avaient davantage catalanisé ces premières bases. Fidèle à la promesse que Pujol et Zaplana avaient faite, le CVC recommandait que la dénomination "valencien" ne soit pas exclusive : "Nuestro Estatuto de Autonomía denomina "valenciano" a la lengua propia de los valencianos y por lo tanto este término debe ser utilizado en el marco institucional sin que tenga carácter excluyente"<sup>937</sup>. Une précision celle-ci assez troublante, puisque nous savons que ceux qui ont toujours eu intérêt à détruire cette exclusivité ont eu en même temps dans leur tête, un projet politique de fédération avec le territoire catalan. Le CVC justifiait cette particularité onomastique avec l'explication choisie à la mesure des arguments pancatalanistes : le souvenir de cette ancienne Couronne d'Aragon, chaînon historique, linguistique et politique réadapté aux besoins de la cause : "El valenciano, idioma histórico y propio de la Comunidad Valenciana, forma parte del sistema lingüístico que los correspondientes Estatutos de autonomía de los territorios hispánicos de la antigua Corona de Aragón reconocen como lengua propia"<sup>938</sup>. Disons que cette déclaration du CVC consacrait la victoire des thèses pancatalanistes, car Pujol avait compris qu'il était préférable de transiger sur l'instauration d'une entité normative purement valencienne, pour en échange préserver la notion fondamentale

---

<sup>934</sup> Alfons García : "El consenso del Lunes Santo". *Levante*, 27/03/2002, p. 22..

<sup>935</sup> Déclaration du *Consell Valencià de Cultura* du 13/07/1998, p. 7 sur [cvc.gva.es/archivos/55.c.pdf](http://cvc.gva.es/archivos/55.c.pdf)

<sup>936</sup> *Ibidem*, p. 3

<sup>937</sup> *Ibidem*, p. 6.

<sup>938</sup> *Ibidem*.

de l'unité de la langue catalane, le concept-clé. L'unité de la langue ayant pour mission de préfigurer l'unité nationale, on peut dire que Pujol en ressortait largement victorieux. Cet accord de 1997 consolidait celui de 1932 qui n'avait pas eu de véritable portée officielle. Rappelons que dans les *Bases de Castellón*, le nom de la langue catalane n'apparaît nulle part, et nulle part non plus n'est spécifié que les normes conseillées soient celles de l'Institut d'Études Catalanes. Pujol choisissait d'opérer par phases plutôt que de s'accrocher à un projet plus ambitieux qui pour lors se révélait impossible. Cette fois les catalanistes allaient pouvoir exhiber un document officiel, rédigé à Valence par des Valenciens eux-mêmes, affirmant reconnaître l'unité de la langue catalane. Les contestataires n'auraient plus d'arguments juridiques pour se défendre. Par ailleurs Pujol savait pertinemment que le monde universitaire était ouvertement favorable aux thèses pancatalanistes, il ne s'agirait que de continuer à travailler avec patience et persévérance, pour faire de la future institution valencienne une succursale de l'Institut d'Études Catalanes. Les catalanistes avaient d'autres atouts pour finir d'opérer l'assimilation : un catalanisme politique très militant dont nous allons reparler plus loin et un pouvoir économique de plus en plus grand, avec toutes les influences sociales qui en découlent, en particulier dans le monde éditorial. Nous savons que les maisons d'édition catalanes<sup>939</sup> sont beaucoup plus nombreuses et beaucoup plus puissantes que les maisons d'édition valenciennes. Nous avons vu que la plus emblématique *Planeta*, est classée au sixième rang dans le classement mondial de 2014<sup>940</sup>.

Déjà le désaccord s'affichait sur le document définitif et officiel du CVC, où des membres de l'institution même, inscrivaient leur plainte (date postérieure : 04/07/1998). Les protestataires étaient Josep Boronat Gisbert, Xavier Casp et Leopoldo Penyarroja Torrejon. Le premier reprochait le parti pris manifeste de l'institution, du fait que la *Generalitat* avait déjà conféré une légitimité à l'université, en suivant ses normes. Ensuite il précisait que : "Le conflit est apparu quand on a voulu transformer la langue valencienne en langue catalane, au moyen d'une action coordonnée et

---

<sup>939</sup> Voir : "Las editoriales en español más importantes" sur <http://libros.about.com/od/Apoyo/a/Las-editoriales-En-Espanol-Mas-importantes.htm> consulté le 26/03/2017.

<sup>940</sup> voir : "Observatorio de la lectura y el libro (18/07/2014)" sur <http://www.mecd.gob.es/dms/mecd/cultura-mecd/areas-cultura/libro/mc/observatoriolect/redirige/presentacion/ranking/ranking.pdf> consulté le 26/03/2017.

dirigée"<sup>941</sup> (écrit en valencien). Les deuxièmes conjointement sur un même document, avertissaient que cet avis n'était que le reflet d'une négociation politique, qui avait eu pour effet d'éviter tout débat scientifique malgré la copieuse documentation présentée par toutes les parties. En exemple on peut dire que ces deux experts avaient rappelé que les ressemblances entre langues ne justifient pas qu'on donne un même nom, et qu'à ce titre, celles évidentes qui existent entre le catalan et le provençal, n'ont jamais suscité un conflit quant à la dénomination du catalan<sup>942</sup>. Ils insistaient sur l'évolution propre de la langue valencienne depuis "avant le siècle d'or"<sup>943</sup> - ce qui évitait d'entrer dans la polémique de sa véritable origine - jusqu'au XVIIe et XVIIIe siècles qui faisait foi de son originalité, et que de toute façon il ne s'agissait pas de ressusciter des formes déphasées, mais de s'en remettre à la vraie langue qui ne peut être que le résultat de tout un processus évolutif. Un processus qui pour eux est dénaturé si la langue valencienne adopte sans plus les normes catalanes.

Mais comme nous l'avons dit auparavant, cela n'empêcha pas le CVC d'émettre son avis favorable, déjà conditionné par un pacte politique. Cette institution se chargeait d'ailleurs d'investir de légitimité historique les *Bases de Castellón* : "El Consell Valencià de Cultura reivindica el espíritu de acuerdo que las hizo posible en el año 32 y entiende que esas normas han sido el punto de partida, compartidos por los valencianos para la normativización consolidada de nuestra propia lengua"<sup>944</sup>. Ayant assumé la partie du parcours administratif qui lui revenait, le CVC faisait aussitôt l'annonce prévue de la création d'une entité chargée de se montrer garante des normes utilisées pour le valencien, ce qu'on allait appeler l'*Academia Valenciana de la Llengua*. Casp et Penyarroja prévenaient déjà que l'entité ne résoudrait pas le conflit, mais qu'elle collaborerait à le perpétuer, ce qui s'est effectivement produit comme nous verrons. Le 16 septembre 1998 naissait la loi (7/1998) de création de l'*Academia Valenciana de la Llengua*, qui ne fut cependant une réalité que le 23 juillet 2001. Le double jeu de l'université valencienne quant à l'idée de défendre l'unité de la langue était déjà très évident ; elle alléguait défendre des vérités scientifiques mais elle

---

<sup>941</sup> Déclaration du *Consell Valencià de Cultura* du 13/07/1998..., op. cit., p. 6.

<sup>942</sup> *Ibidem*, p. 22.

<sup>943</sup> *Ibidem*.

<sup>944</sup> *Ibidem*.

travaillait pour des objectifs politiques, en l'occurrence consolider un cadre "national catalan", indépendant du cadre national espagnol. Par exemple elle collaborait aux pratiques juridiquement illégales menées par l'*Universitat Rovira i Virgili* de Tarragone qui dans sa correspondance et ses échanges avec les autres universités de la Communauté Valencienne ou des Îles Baléares n'employait que la langue catalane. Une pratique qui fut visiblement dénoncée et qui amena le Tribunal Supérieur de Justice de Catalogne<sup>945</sup> à prononcer une sentence en janvier 2001. Celle-ci annulait 16 règles sur 30, du règlement de l'*Universitat Rovira i Virgili* de Tarragone qui déclarait expressément ("de forma imperativa")<sup>946</sup> que la langue catalane était la seule langue véhiculaire pour assurer la correspondance et les échanges avec les autres universités de Catalogne, les Îles Baléares et la Communauté Valencienne. On accusait que ce procédé provoquait l'exclusion d'une des langues officielles, dans ce cas le castillan. Le haut tribunal rappelait que : "La imposición del uso de una de las lenguas oficiales con exclusión de la otra, es disconforme con el ordenamiento jurídico"<sup>947</sup>. Il précisait aussi que le terme de "dominio catalan" pour se référer à l'aire linguistique correspondante à la Catalogne, la Communauté Valencienne et les Îles Baléares, était incorrect. A sa place il recommandait l'emploi de l'expression "ámbito lingüístico" (aire ou contour linguistique). Ceci prouve à notre avis le sectarisme avec lequel le monde académique catalaniste et pro-catalaniste a agi, et comment les intentions politiques ont perpétuellement été sous-jacentes aux questions culturelles et linguistiques. L'idée-clé était d'installer dans les mentalités que l'unité linguistique catalane correspond à l'unité "nationale catalane". Il faut voir les reproches amers prononcés lors de l'élection des premiers académiciens de l'*Academia Valenciana de la Llengua* (AVL). Si la position de l'université sur la langue n'avait pas été aussi politisée, elle n'aurait pas été aussi soucieuse de perdre l'exclusivité académique qu'elle même s'était arrogée.

Dans le règlement de l'Académie avait été décidé que les premiers académiciens, 21 au total, seraient choisis par les *Corts*. Les réflexions de Pedro Ruiz, recteur de l'université de Valence montraient bien sa préoccupation : "Las listas son un

---

<sup>945</sup> "El fallo del TSJ rechaza el término "dominio catalán" para denominar el ámbito lingüístico". *Levante-EMV*, 28/01/2001, p. 12.

<sup>946</sup> *Ibidem*.

<sup>947</sup> *Ibidem*.

resultado de un pacto político"<sup>948</sup> ou bien "Se llega al pacto por razones de negociación y conveniencia política de unos y otros, pero no por méritos relevantes"<sup>949</sup>. Les commentaires de Gonzalo Castillo, secrétaire général du syndicat socialiste UGT, pour le monde de l'enseignement valencien, allaient dans le même sens : "Se hubiera tenido que tener en cuenta a la universidad, pero ha sido una negociación política"<sup>950</sup>. Depuis l'université on voulait encore faire croire que la position défendue n'était pas une position politique, pourtant le *PP (Partido Popular)* soutenait les positions anti-pancatalanistes, à travers la candidature de Xavier Casp, tandis que le *PSPV-PSOE (Partido Socialista-Partido Socialista Obrero Español)*, se faisait le défenseur des fustériennes. Le commentaire le plus répété, lors des débats sur les noms des futurs académiciens, avait été : « Todo lo están decidiendo los políticos »<sup>951</sup>. Le *modus operandi* des délibérations avaient été typique des grands pactes politiques, soit la recherche du candidat qui garantisse la fidélité au parti, un tableau diamétralement opposé à ce que l'on attend de la part de ceux qui sont censés défendre des positions scientifiques :

A puerta cerrada pero conectados vía telefónica con el exterior se mantuvieron ayer durante dos largas sesiones de mañana y tarde, los miembros del *Institut Interuniversitari de Filologia Valenciana (IIFV)* para analizar la propuesta de listas y presidenta consensuada entre el PP y el PSPV para la Academia Valenciana de la Lengua<sup>952</sup>.

Néanmoins le fait que les académiciens furent choisis par des députés est une preuve plus que suffisante pour reconnaître d'une manière définitive que cette affaire a toujours dépendu d'intérêts politiques, et que la linguistique ou la philologie, soit la science en définitive, n'a été qu'un instrument au service d'une cause. Car enfin, qui se soucie par exemple de l'origine du "castúo" en Extrémadure? Les linguistes ou les philologues, mais pas les politiciens. Qui se soucie en Castille des différents noms du léonais (selon les zones "cabreirés", "senabrés" ou "palluezu") ? Les spécialistes mais pas les hommes politiques. Et dans les Asturies personne n'a songé à amener jusqu'au Parlement le mystère de la langue éonavienne qui se parle sur un territoire circonscrit

<sup>948</sup> Maite Ducajú: "Pedro Ruiz: "Estoy a la espera de ver la voluntad de colaborar con la Universitat"". *Levante*, 16/06/2001, p. 29.

<sup>949</sup> *Ibidem*.

<sup>950</sup> *Ibidem*.

<sup>951</sup> Auteur: M. D. "El debate de la academia: Los escollos de última hora". Sous titre: "El Institut de Filología Valenciana acata con recelos la lista aceptada por el PSPV". *Levante*, 15/06/01, p. 26.

<sup>952</sup> *Ibidem*.

entre deux fleuves (l'Eo et le Navía) et qui semble être de filiation galaïco-portugaise et non pas castillane. À vrai dire ceci rend encore plus inexplicable le rôle de Zaplana qui, même au prix de créer une institution valencienne, s'est chargé lui-même et en personne de donner l'avantage politique aux pancatalanistes, beaucoup mieux relayés au niveau régional et national. Conscient probablement, mais après coup, de son erreur, il essayait de se rabattre sur un programme scolaire où les auteurs valenciens seraient privilégiés face aux auteurs catalans, il se retrouvait aussitôt, confronté au monde éducatif valencien, qui avait toujours en sa faveur les porte-paroles de la *Generalitat* catalane. Pour défendre cette mesure, son raisonnement était assez élémentaire, mais les professeurs de valencien ne le comprenaient pas ainsi : "Zaplana considera obvio que se priorice el conocimiento de los autores valencianos"<sup>953</sup>. Même le journal *Levante* montrait son parti pris en choisissant ce titre : "Los gobiernos catalán y balear y todos los partidos rechazan la medida de Educación"<sup>954</sup>, ce qui excluait des partis politiques, *Unió Valenciana*, opposé à la catalanité de la langue valencienne, mais il est vrai que celui-ci n'avait plus de siège au Parlement régional. Une autre mesure censée mettre des limites là où Zaplana avait rendu presque impossible de les mettre, était de décréter qu'une licence de catalan ne pouvait pas être équivalente à une licence de valencien. Une décision qui pouvait affecter le niveau régional, mais qui au niveau national se retrouvait sans effet puisque l'administration nationale ne reconnaît que les licences de catalan. Autrement dit la licence de valencien n'existe pas. Depuis *Levante* on recueillait les impressions et les commentaires du rectorat où des voix spécifiaient que : "La titulación oficial reconocida es la de catalán desde 1993, en que se modificó el plan"<sup>955</sup>, précisant : "Está haciendo alusión a una titulación no reconocida por el Ministerio de Educación porque la reconocida en el catálogo de títulos es la de catalán"<sup>956</sup>. Depuis le monde syndical le rejet était le même, et les objections pareillement évidentes. Le Syndicat des Travailleurs de l'Enseignement du Pays Valencien (*Sindicato de Treballadors de*

---

<sup>953</sup> "Zaplana considera obvio que se priorice el conocimiento de los autores valencianos". *Levante-EMV*, 07/09/2001, p.23.

<sup>954</sup> M. D. /A. G. Agencias Valencia /Barcelona: "Los gobierno catalán y balear y todos los partidos rechazan la medida de Educación". *Levante*, 07/09/2001, p. 22.

<sup>955</sup> Maite Ducajú: "La Universitat critica que se aluda a un título no reconocido". *Levante*, 26/04/2002, p. 35.

<sup>956</sup> *Ibidem*.

*L'Ensenyament del País Valencià : STEPV*) déclarait : "La filología valenciana no existe"<sup>957</sup> un résultat administratif que Zaplana avait pourtant facilité, la déclaration du CVC du 13 juillet 1998 marquait bien le chemin, à partir du moment où on ne remettait plus en cause l'unité de la langue catalane. Depuis le syndicat d'UGT (FETE-UGT) on qualifiait la décision de "Barbaridad"<sup>958</sup> et depuis CCOO on parlait même de vengeance, "venganza" accusant le parti au gouvernement d'être capable de n'importe quoi pour ne pas admettre la dénomination catalane<sup>959</sup>. Donc l'université se mit aussitôt sur le pied de guerre pour faire admettre la licence de catalan et pour empêcher que les candidats aux concours pour l'enseignement, en possession d'une licence de catalan n'aient pas à passer un examen spécial pour solliciter l'équivalence. L'*Institut Interuniversitari de Filologia Valenciana* (IIFV) se plaignait même au défenseur du peuple valencien, le *Sindic de Greuges*<sup>960</sup>. Le recteur de l'université, Francisco Tomás avertissait qu'il présenterait un recours<sup>961</sup> et rappelait que le seul titre universitaire officiel est la licence de catalan depuis le décret royal de 1990. Il allait même jusqu'à rendre responsable de cette situation les hommes politiques en assurant que la communauté universitaire n'avait rien à voir à ce sujet : "Es responsabilidad de quienes gobernaban en ese momento, ya que éstas son decisiones políticas en las que la comunidad universitaria no tiene capacidad alguna para intervenir"<sup>962</sup>. Une réaction qui ne sert qu'à rendre les choses encore plus confuses, car il devient évident que l'université a voulu jouer le rôle de victime, sans reconnaître les pressions constantes qu'elle a faites et qu'elles continuent de faire en vertu de ses positions fustériennes. Le double jeu est devenu une seconde nature dans l'attitude de l'université de Valence quant au sujet linguistique. De pareilles réactions autant d'un côté que de l'autre, ont vite montré que le pacte de l'AVL (*Academia Valenciana de la Llengua*) ne servirait pas à résoudre le conflit linguistique.

Déjà le 25 mars 2002 la AVL (*Academia Valenciana de la Llengua*) annonçait la couleur, elle prenait une décision importante qui donnait pleine satisfaction à

---

<sup>957</sup> *Ibidem.*

<sup>958</sup> *Ibidem.*

<sup>959</sup> *Ibidem.*

<sup>960</sup> "El Institut de Filologia acudirà al Síndic por el requisito lingüístico". *El Mundo*, 14/06/2002, p. 11.

<sup>961</sup> Concha Raga : "La universitat exige al Conselle que admita el título de Filología catalana". *Las Provincias*, 29/05/2002, p. 3.

<sup>962</sup> *Ibidem.*

l'université puisqu'elle décrétait l'officialité des critères linguistiques employés par la *Conselleria de Educació*, qui s'était régie selon la loi de : *Ley de uso y enseñanza del valenciano* (23/11/1983). Là aussi le journal *Levante* adoptait un titre partisan : "El mundo cultural y político recibe con satisfacción general la normativa oficial"<sup>963</sup>. Nous pouvons constater les déclarations grandiloquentes faites par le journaliste Alfons García, appelant à une "communauté internationale" supposée défendre l'opinion que le valencien soit considéré du catalan. Ceci semble un écho des mêmes phrases écrites par l'autre journaliste cité ci-dessus, Jesús Sanz. Ensuite dire que le monde culturel approuvait cette décision, c'était exclure sans ménagement de ce monde culturel la *Real Academia de Cultura Valenciana*, cependant il précisait : "Lo que supone de facto reconocer el valenciano aceptado por la comunidad científica internacional y dejar en la ilegalidad las Normas de El Puig"<sup>964</sup>. Justement on reconnaissait dans le texte de l'article que cette institution et les associations qui lui sont proches s'opposaient radicalement à cette décision. Même si le GAV cette fois avait préféré ne pas se prononcer, tous savaient que ceci allait à l'encontre de ce qu'il avait toujours défendu. Par contre du côté ouvertement pro-catalaniste comme l'entité *Acció Cultural del País Valencià*, Eliseu Climent allait jusqu'à demander que la AVL collabore ouvertement avec l'Institut d'Études Catalanes. Au niveau politique, même chose, on omettait l'avis d'*Unió Valenciana* pour ne pas réduire la force du titre. À part on recueillait les accusations de son principal dirigeant José María Chiquillo, qui déclarait que ceci était équivalent à décréter : "La oficialización del catalán en la Comunidad"<sup>965</sup>. Malgré tout la démission en septembre 2002 de l'AVL, d'un membre aussi emblématique que Xavier Casp était le signe évident que le bord des pancatalanistes avait pris le dessus, au sein de l'institution. Casp qui avait été un des promoteurs du GAV (Grupo de Acció Valencianista), député du parti régionaliste *Unió Valenciana*, et une des personnalités les plus significatives de la RACV (Real Academia de Cultura Valenciana), ayant fait même partie du CVC (1989-2002) avait commencé très tôt à s'absenter de l'AVL. Mis à pied en juin 2001, dès la fin de décembre 2001, Casp ne s'était plus rendu aux

---

<sup>963</sup> Alfons García: "El mundo cultural y político recibe con satisfacción general la normativa oficial". *Levante*, 27/03/2002, p. 20.

<sup>964</sup> *Ibidem*.

<sup>965</sup> "Chiquillo dice que se ha "oficializado el catalán", y que la Academia es "una sucursal del IEC"". *Levante*, 27/03/2002, p. 21.

réunions, et il n'avait pas signé non plus en mars 2002<sup>966</sup>, la décision d'officialiser les normes utilisées par la *Conselleria d'Educació*. Le journaliste de *Levante* remarquait même que sa lettre de démission était écrite avec les normes de *El Puig* et on publiait son texte intégralement<sup>967</sup>. Le secrétaire de la *Real Academia Valenciana de Cultura*, Voro López assurait que c'était le coup de grâce à l'AVL, que Casp avait donné un délai d'un an à l'institution pour sonder son utilité, et que son départ signifiait son refus d'appuyer la ligne catalanisante prise par l'AVL : "Me parece bien que no respalde la línea catalanizante de la Academia, a la que estaba avalando con su nombre"<sup>968</sup>. Outre ces victoires internes du pancatalanisme, il existait aussi des initiatives qui venaient de Barcelone et qui allaient également dans le sens de consolider l'idée de la langue unique catalane.

Depuis la *Generalitat* catalane on faisait des propositions ouvertement assimilatrices comme celle « d'unifier la culture »<sup>969</sup>. Les autorités baléares auraient quant à elles accepté cette collaboration, et signé un document le 5 avril de cette même année (2002). Ce genre d'offre avait dû aussi aider Zaplana à calibrer l'ampleur des conséquences d'avoir accepté l'unité de la langue catalane :

Los presidentes de Cataluña y Baleares, Jordi Pujol et Francesc Antich, respectivamente, firmaron el pasado 5 de abril el convenio de constitución y aprobación de los estatutos del Instituto Ramón Llull, que impulsará la proyección exterior de la lengua y cultura catalana. El conseller de Cultura de Cataluña, Jordi Vilajoana dijo que el Institut Ramon Llull "pretende unificar la cultura catalana". El conseller precisó que el consorcio ha adoptado una fórmula jurídica que permite "la incorporación en un futuro del Gobierno de Valencia".<sup>970</sup>

Les autorités valenciennes, toujours aux mains du PP, avaient rapidement décliné l'invitation « el Gobierno valenciano no tiene ninguna intención de colaborar con el consorcio... »<sup>971</sup>. Le projet politique toujours présent chez les catalanistes, faisait que depuis Barcelone on lançait une nouvelle initiative. Nous avons dit un peu plus haut que le catalanisme politique était très militant, cette fois les socialistes

---

<sup>966</sup> A. G. : "Casp formaliza su salida de la Acadèmia sin reconocer los acuerdos sobre la normativa". *Levante*, 20/09/2002, p. 23.

<sup>967</sup> "Carta de demisión de Xavier Casp". *Levante*, 20/09/2002, p. 23.

<sup>968</sup> A. G. "El secretario de la RACV dice que la renuncia de Casp es "el golpe de gracia" a la Acadèmia". *Levante*, 19/09/2002, p. 23.

<sup>969</sup> Pablo Segarra: "La Generalitat catalana ofrece a Valencia "unificar la cultura"". *Diario de Valencia*, 20/05/2002.

<sup>970</sup> *Ibidem*.

<sup>971</sup> *Ibidem*.

proposaient la construction d'une Espagne fédérale, mais avec une conception spéciale, puisqu'on parlait de "fédéralisme asymétrique"<sup>972</sup>. On invitait la région valencienne à faire partie d'une "euro-région catalane". Depuis le gouvernement valencien on prévenait qu'une telle organisation serait fatalement négative pour Valence qui perdrait un pouvoir de décision sur son propre territoire au profit de Barcelone qui s'érigerait en capitale. Par contre on précisait être favorable à des systèmes de coopération qui n'impliquent pas des changements institutionnels, et là le Conseiller Alejandro Font de Mora donnait l'exemple de collaboration qui s'était menée avec le gouvernement murcien, au sujet du plan hydraulique (*Plan Hidráulico Nacional*). Sur ce point il en profitait pour remarquer que : ""La eumorregión catalana" es muy cooperativa hasta que llega el tema del agua"<sup>973</sup>, qui justement confrontait les régions au sujet du partage de l'eau de l'Ebre. Il reprochait que tous ces projets qui venaient de Barcelone n'étaient pensés qu'au profit des Catalans et qu'ils impliquaient invariablement une dépendance nouvelle pour les Valenciens. Font de Mora assurait que depuis le gouvernement : "Están hartos de proyectos elaborados desde Cataluña que tienen al final como resultado neto la pérdida de competencias"<sup>974</sup> ainsi qu'une dévalorisation de l'identité valencienne.

En 2004, la décision du président José Luis Rodríguez Zapatero d'apporter quatre traductions de la constitution européenne au Conseil européen fut à nouveau le motif de discordes. Chaque traduction identifiait l'aire linguistique qu'elle était censée représenter ; le galicien, le basque ne posaient donc pas de problème, mais les catalanistes rejetaient que les Valenciens aient présenté leur propre version. Le parti républicain *ERC : Esquerra Republicana de Catalunya* (ERC) exigeait littéralement que depuis le gouvernement espagnol, et donc depuis les autorités valenciennes ou ne doute plus de l'unité sans équivoque de la langue : « ... los republicanos reclaman una ley que reconozca la unidad de la lengua catalana. Además los republicanos instan a que el texto "deje claro que catalán y valenciano son la misma lengua" . »<sup>975</sup>. Pour sa part Pascual Maragall, depuis la présidence même de la *Generalitat*, annonçait qu'il se

---

<sup>972</sup> M. Arias : "El Consell advierte que la "eumorregión" socavaría la personalidad y el protagonismo de la Comunidad". *Levante*, 02/09/2003, p. 37.

<sup>973</sup> *Ibidem*.

<sup>974</sup> *Ibidem*.

<sup>975</sup> <http://servicios.lasprovincias.es/valencia/pg060602/prensa/noticias/Politica/200606/02...>

plaindrat devant les tribunaux : « Maragall demandará al Gobierno por hacer una copia en valenciano de la constitución europea. »<sup>976</sup> Et il avait aussi insisté lourdement sur l'importance de faire savoir en Europe, que le valencien n'est pas autre chose que du catalan, et qu'il n'était pas nécessaire de présenter une version de la constitution en valencien : « Asimismo sostiene que esta actitud "añade confusión y riesgo inútil al reconocimiento oficial de nuestra lengua" – el catalán – por parte de la Unión Europea y "pone en cuestión la inequívoca unidad de la lengua". »<sup>977</sup> .Pour ces catalanistes de gauche, impatientes, il était nécessaire d'éliminer radicalement, et tout de suite, les différences entre les deux langues. Et il semblerait que ce soit cette opinion qui ait à nouveau triomphé dans une institution créée expressément pour défendre des positions supposées scientifiques. Le verdict émis par l'*Academia Valenciana de la Llengua*<sup>978</sup> le 9 février 2005, était pratiquement l'acceptation de ces exigences dictées depuis Barcelone.

Dans son document l'AVL (*Academia Valenciana de la Llengua*) reprenait tous les points que le CVC (*Consell Valencià de Cultura*) avait lui-même exposés le 13 juillet 1998, et dans l'ensemble elle n'apportait aucune nouveauté, si ce n'est une précision toutefois significative. Elle reconnaissait l'unité de la langue catalane mais ajoutait : «Les Valenciens ont des signes d'identité et des caractéristiques culturelles propres qui sont perçus par eux comme clairement différenciés des autres peuples qui utilisent la même langue»<sup>979</sup> . Ce qui revient à admettre que le peuple valencien ne désire pas que sa langue soit désignée comme catalane, et que cette désignation, "catalane" qui se réclame scientifique est perçue comme un corps étranger. C'était là la seule concession faite à ce secteur majoritaire de la société valencienne qui rejette la désignation catalane pour le valencien. Pour le reste l'AVL reprenait les mêmes arguments habituels et les mêmes lamentations, soit en définitive la même attitude sectaire de l'université : "La diversidad onomástica del valenciano no puede servir de

---

<sup>976</sup> "Maragall demandará al gobierno por hacer una copia en valenciano de la Constitución Europea", *El Mundo*, 04/11/2004 sur <http://www.elmundo.es/elmundo/2004/11/04espana/1099602902.html> consulté 06/05/2017.

<sup>977</sup> *Ibidem*.

<sup>978</sup> L'académie valencienne de la langue. Voir sa déclaration du 9 février 2005 dans le journal officiel de la Communauté valencienne: [http://www.docv.gva.es/datos/2005/04/12/pdf/2005\\_3416.pdf](http://www.docv.gva.es/datos/2005/04/12/pdf/2005_3416.pdf) page n° 12 117.

<sup>979</sup> *Ibidem*, p. 12.118.

base a iniciativa que proyecten una imagen fragmentada del sistema lingüístico que los valencianos compartimos con otros territorios"<sup>980</sup>. D'ailleurs on insistait pour employer le mot "integrador"<sup>981</sup> pour signifier qu'à l'extérieur du territoire valencien il était préférable que prédomine la dénomination catalane. À nouveau on en profitait pour légitimer les *Bases de Castellón*, en faisant une relecture<sup>982</sup> particulière de ses circonstances. Pour la première fois, - pour insuffler plus de conviction au discours - on s'était risqué à reprendre certaines phrases entre guillemets, seulement celles qui intéressaient, ou celles qui étaient susceptibles d'une réinterprétation favorable. Par exemple celle qui formule l'espoir que cet accord soit postérieurement "rectifié et amélioré", ou celle qui parle d'arriver à "d'amples accords", ou bien encore l'expression du désir qu'il n'y ait pas de vaincus "sin vencidos". Tout ceci pour mieux laisser dans l'ombre les difficultés, les imprécisions et les fausses promesses, qui avaient coopéré à la signature en 1932. Rappelons les explications de Teodor Llorente Falcó qui suggérait que les catalanistes avaient voulu faire croire qu'ils étaient disposés à travailler pour rapprocher les normes catalanes du valencien. Il avait alors reconnu que cela ne s'était pas produit, raison pour laquelle nous soupçonnons que ce genre de promesses devait faire partie du répertoire catalaniste. Teodor Llorente Falcó avait remarqué : "En la actualidad, pues, falta ese organismo superior, absolutamente necesario para que cuide de: "limpiar y fijar y dar esplendor" a nuestra habla, y ninguna ocasión mejor que ésta para intentar la formación de un organismo que reúna a Cataluña, las Baleares y Valencia"<sup>983</sup>. Il s'agissait d'un organisme supérieur pour les trois régions, ce qui signifiait qu'on n'envisageait pas que l'Institut d'Études Catalanes soit cet organisme supérieur. De toute façon la rigueur scientifique de cette déclaration de l'AVL est tout à fait discutable à partir du moment où elle donne une fausse version de l'histoire de la langue en omettant la désignation de langue limousine. C'est là que l'AVL prouve qu'elle a agi ouvertement en fonction d'un parti pris, qui sont les thèses pancatalanistes qui nient l'existence de la langue limousine, quand bien même cette langue, ou au moins la désignation, est attestée dans les

---

<sup>980</sup> *Ibidem*, p. 12 115.

<sup>981</sup> *Ibidem*.

<sup>982</sup> *Ibidem*, p. 12 116.

<sup>983</sup> Jordí Fenollar, Teodor Llorente Falcó : *En defensa de la personalitat valenciana*.: "El nombre de la lengua"., op. cit., p. 71

livres. Et ceci est à tel point vrai que dans les annexes apportés pour documenter ses déclarations, l'AVL est obligée de citer des extraits où cette désignation apparaît. Mais en décidant sciemment de passer sous silence cette réalité, elle arrive à un témoignage faux, car déformé quant à la présentation qu'elle en fait. Par exemple nous avons le témoignage de Roque Chabàs dans l'annexe n° V (*Selección de textos valencianos donde se documenta el uso de la denominación de catalana para referirse a la lengua propia de los valencianos*). Cet auteur affirmait en 1894 que la langue valencienne avait été apportée par les Catalans, mais il disait aussi en 1888-1889 que le catalan est issu du limousin comme langue appartenant à la branche du provençal<sup>984</sup>. Ceci prouve que la décision prise par les catalanistes en 1906 de détruire la tradition de la langue limousine a faussé, voire dénaturé l'analyse linguistique autant du valencien que du catalan. Ces deux langues étaient effectivement unis par un même ensemble linguistique, qui était reconnu par les anciens auteurs avec le nom de "langue limousine". Celle-ci est une dénomination historique, avec une tradition de plusieurs siècles, comme nous avons pu le constater dans la première partie de notre étude, avec le titre de "thèse occitaniste". Avoir éliminé cette réalité a supposé réécrire l'histoire de l'évolution linguistique du catalan et aussi du valencien, et créer un conflit là où il n'avait jamais existé auparavant. L'AVL dans son annexe n° I (*Selección de los testimonios donde se documenta la identificación del concepto de lengua con el sistema lingüístico*)<sup>985</sup> apporte des textes théoriques mais ne donne aucun exemple concret, et surtout pas un seul, qui fasse la démonstration de cet ensemble linguistique catalan qu'on veut introniser à tout prix. Par contre le concept de langue limousine se réinterprète parfaitement bien dans un pareil ensemble. Rappelons que même les auteurs occitans comme Domergue Sumien, ou Pierre Bec qui donnent une place d'honneur au catalan - au détriment absolu du valencien -, englobent le catalan à l'intérieur du système occitano-roman. Le résultat a été donc de perpétrer la contradiction qui depuis accompagne inévitablement le pancatalanisme qui veut imposer la désignation catalane en la présentant comme historique, sachant qu'au niveau historique et populaire ceci reste objectivement indémontrable. Pour minimiser

---

<sup>984</sup> L'académie valencienne de la langue. Voir sa déclaration du 9 février 2005 dans le journal officiel de la Communauté valencienne, op. cit, p. 12 137.

<sup>985</sup> *Ibidem*, p. 12 120.

le niveau de rejet populaire, l'AVL est allée jusqu'à prétendre faire croire que le nom de langue valencienne serait aussi adaptable pour la Catalogne que pour les Îles Baléares ; une nouvelle astuce qui n'a trompé personne :

La denominación de valenciana es además la establecida en el Estatuto de Autonomía de la Comunidad Valenciana. Por consiguiente, de acuerdo con la tradición y con la legalidad estatutaria, la AVL considera que el término más adecuado para designar la lengua propia en la Comunidad Valenciana es la de valenciano, denominación que se ha preservado legalmente, ya que es una de las principales señas de identidad de nuestro pueblo. Este nombre puede designar tanto la globalidad de la lengua que compartimos con los territorios de la antigua Corona de Aragón, ya mencionados, como también, con un alcance semántico más restringido, la modalidad idiomática que nos caracterizaba dentro de esa misma lengua.<sup>986</sup>

Suggérer que le nom de langue valencienne était adaptable à toute cette "globalité" mentionnée ce n'était qu'une façon de dorer la pilule, car cette pilule amère est très vite arrivée en date du 27 mai suivant (2005), pour démontrer à quel point ce que disait l'AVL était faux et ouvertement manipulateur. Il ne s'était même pas écoulé deux mois lorsque la directrice de la Bibliothèque Nationale, Mme. Rosa Regás, s'est sentie libre de pouvoir cataloguer toute la littérature valencienne comme catalane, détruisant définitivement toute originalité valencienne, puisque la littérature valencienne prenait le nom de littérature catalane. Elle prouvait bien que la désignation valencienne ne servait pas à désigner la littérature catalane. Tout bonnement la littérature valencienne disparaissait sous un nom supérieur. L'assimilation que prétendaient les catalanistes de 1906, lors du Premier Congrès international de la langue catalane, était enfin réalisée. De peu avait servi la précision faite par l'AVL : « Les Valenciens ont des signes d'identité et des caractéristiques culturelles propres qui sont perçus par eux comme clairement différenciés des autres peuples qui utilisent la même langue »<sup>987</sup>, elle n'a qu'une valeur rhétorique, et l'institution même se chargerait d'en faire la démonstration.

Autre signe que l'AVL n'allait pas non plus vers la normalisation du valencien, mais carrément vers son assimilation au catalan, le 11 juillet 2006, elle publiait le premier dictionnaire de valencien : le *Diccionari ortogràfic i de pronunciació del valencià* (DOPV). Les académiciens, conscients certainement du malaise social qu'avait provoqué la décision d'avril 2005, s'entourèrent de toutes les précautions et même

---

<sup>986</sup> *Ibidem*, p. 12 118.

<sup>987</sup> *Ibidem*.

d'un certain mystère, au moment de rédiger le *Diccionari Ortogràfic valencià*. Si on remémore un des articles de l'époque on constate un titre très suggestif : « La AVL declara materia reservada el *Diccionari ortogràfic valencià* »<sup>988</sup>, et le sous-titre ne l'est pas moins : « Pretende evitar « interferencias indeseadas » mientras se elabora », Dans les colonnes on peut lire :

Ante el largo conflicto sobre la identidad de la lengua, la Academia quiere evitar que la obra sea objeto de críticas y comentarios antes de su impresión, lo que según Palomero (vice-président de l'académie) podría causar "anomalías no deseadas" en su elaboración.<sup>989</sup>

Au moment de la présentation officielle du dictionnaire, le mot « consensus » était le mot qui apparaissait dans tous les journaux, comme une tentative de minimiser tout mécontentement institutionnel ou populaire. On souhaitait mettre tout le monde d'accord, et les journaux lançaient effectivement le message choisi par l'AVL, consciente que son dictionnaire allait rompre avec toutes les éditions antérieures. Le journal *Las Provincias* reprenait le mot entre guillemets « una obra de consenso »<sup>990</sup> le journal *Levante* rapportait également : « una obra para contribuir al consenso »<sup>991</sup>. De son côté le journal *ABC* employait plutôt dans son article le mot convergence pour désigner le réel rapprochement du valencien vers le catalan : « Esta armonización responde a una necesidad de convergencia que Jordi Colomina presidente de la Sección de Lexicografía de la AVL, considerait "evidente e indiscutible" ». <sup>992</sup> Un autre journal de tirage national comme *El País* expliquait :

... se han incluido 79.000 entradas léxicas normativas, que incluyen nuevas variantes, y que han priorizado determinados términos para "reforzar la cohesión de la lengua compartida", como apuntó ayer el presidente de la sección de Lexicografía de la AVL, Jordi Colomina.<sup>993</sup>

---

<sup>988</sup> A. G.: "La AVL declara materia reservada el *Diccionari ortogràfic valencià*. Valencia". *Levante*, section *Comunidad Valenciana*, 07/11/02, p. 27.

<sup>989</sup> *Ibidem*.

<sup>990</sup> <http://servicios.lasprovincias.es/valencia/pg060712/prensa/noticias/Cultura/200607/12...>

<sup>991</sup> "Presentación del 'Diccionari ortogràfic'. Font de Mora sella la paz del Consell con la AVL, al volver a la sede 19 meses después". *Levante*, 12/07/2006, p. 21.

<sup>992</sup> Moreira, Marta : "La AVL logra un Diccionari Ortogràfic integrador que busca el consenso social". *ABC*, 12/07/06, consulté 22/02/2015 sur : [http://www.abc.es/hemeroteca/historico-12-07-2006/abc/Valencia/la-avl-logra-un-diccionari-ortogràfic-integrador-que-busca-el-consenso-social\\_1422417028491.html](http://www.abc.es/hemeroteca/historico-12-07-2006/abc/Valencia/la-avl-logra-un-diccionari-ortogràfic-integrador-que-busca-el-consenso-social_1422417028491.html)

<sup>993</sup> "La Academia de la Llengua presenta el 'Diccionari Ortogràfic' del valenciano". *El País*, 12/07/2006, (p. 36), consulté le 22/02/2015 sur : [http://politica.edicioneselpais.net/diario/2006/07/12/cvalenciana/1152731883\\_850215.html](http://politica.edicioneselpais.net/diario/2006/07/12/cvalenciana/1152731883_850215.html)

Pour ensuite faire une importante précision : « esta obra pretende reducir al mínimo las diferencias entre las variedades de la misma lengua” por lo que se han priorizado algunos términos “poco habituales” pero más ajustados a la etimología... »<sup>994</sup>. Les paroles reprises entre guillemets sont pour cela très révélatrices : réduire au minimum les différences et par ailleurs reconnaître que l’on priorise des mots qui ne sont pas vraiment valenciens afin de les incorporer au lexique habituel des interlocuteurs valenciens, preuve que la véritable démarche a été l’unification du valencien au catalan. Voilà fondamentalement le travail qui requérait d’autant de discrétion. Ceci explique la réaction du bord contraire : le président de la l’Académie Royale de Culture Valencienne, M. Lladró n’employait pas d’euphémisme au moment d’émettre publiquement son opinion, il qualifiait ce dictionnaire de « travail démentiel »<sup>995</sup> et argumentait : « dans le dictionnaire présenté par l’institution que préside Ascensió Figueres : « les formes authentiquement valenciennes apparaissent comme les secondes variantes, derrière celles que la AVL considèrent cultivées ou correctes et qui sont les formes catalanes »<sup>996</sup>. Les déclarations incendiaires de M. Lladró, responsable de la section philologique de la RACV, n’ont pas paru scandaliser outre mesure les cercles académiques de la région, néanmoins on peut se demander s’il était nécessaire de créer toute une institution normative valencienne pour confirmer la supériorité linguistique, philologique et lexicale du catalan ? Finalement le dictionnaire paraissait être fait pour convaincre les Valenciens que leurs tournures idiomatiques sont d’une catégorie académique inférieure à la catalane, qui est celle qui détient la pureté de la langue. Les académiciens valenciens avaient choisi de faire ce que Ortin avait recommandé en 1918 : le peuple doit suivre le grammairien, et non pas à l’inverse comme avait rétorqué Fullana. Il est clair que les priorités politiques ont été les responsables de ces positionnements nouveaux en matière lexicale. Plus les exigences nationalistes ont été fortes et plus on a fait d’efforts pour adapter l’histoire des Valenciens au nouveau récit que les pancatalanistes veulent imposer. Dans ce cas, le nouveau dictionnaire a signifié un éloignement de la réalité valencienne, du vrai parler valencien pour privilégier les aspirations nationalistes ; ou ce qui est la même

---

<sup>994</sup> *Ibidem.*

<sup>995</sup> "La Real Academia de Cultura cuestiona el 'Diccionari Ortogràfic'. La institució que preside Lladró ve demencial el trabajo del ente". *Las Provincias*, 15/07/2006, p. 16.

<sup>996</sup> *Ibidem.*

chose, privilégier l'unification d'une langue qui avait depuis toujours marqué ses différences.

Les catalanistes qui s'entêtent à vouloir faire du catalan une langue comparable au castillan ou à l'anglais, n'ont fait que mettre en évidence leur profond complexe d'infériorité. Si on compare la trajectoire du catalan avec le castillan on s'aperçoit que les catalanistes ont essayé de construire rétrospectivement un résultat qui ne peut se forger qu'au fil des siècles, soit une tradition du catalan à Valence qui n'a jamais existé. D'où cette fabrication forcée dont les Valenciens viennent de payer la facture la plus élevée, puisqu'ils sont aujourd'hui littéralement dépossédés de leur patrimoine culturel. Car là où les catalanistes ont voulu à tout prix marquer la particularité pour se réserver la supériorité - la désignation "catalane" - , la langue castillane a évolué vers la globalité, à tel point que ses limites originelles (la Castille) sont facilement mises au second plan. Pourtant le castillan est arrivé sur le continent américain en tant que langue normalisée. Aujourd'hui c'est une langue partagée par des peuples de diverses cultures, et la philologie n'est pas appliquée en termes restrictifs et prohibitifs. *La Real Academia Española* définit sa politique linguistique panhispanique en collaboration directe avec les autres académies, qui dans ce cas sont la représentation institutionnelle de pays indépendants et non de régions géographiquement voisines. *La Real Academia Española* affirme travailler sur un « pied d'égalité », avec elles, puisque chacune s'érige en un centre de décision par rapport au territoire qu'elle représente, et la seule règle fondamentale que défend la RAE est « l'unité dans la diversité »<sup>997</sup>. C'est la phrase qui apparaît dans le sous-titre de sa présentation, dans le paragraphe de sa politique linguistique panhispanique :

... En los últimos años, la Real Academia Española y las veintiuna Academias Americanas y Filipinas, que con ella integran la Asociación de Academias de la Lengua Española vienen desarrollando una política lingüística que implica la colaboración de todas, en pie de igualdad...

... Las Academias desempeñan ese trabajo desde la conciencia de que la norma del español no tiene un eje único, el de su realización española, sino que su carácter es policéntrico. Se consideran, pues, plenamente legítimos los diferentes usos de las regiones lingüísticas, con la única condición de que estén generalizados entre los hablantes cultos de su área y no suponga una ruptura del sistema en su conjunto, esto es que ponga en peligro la unidad...<sup>998</sup>

---

<sup>997</sup> [www.rae.es/](http://www.rae.es/)

<sup>998</sup> *Ibidem.*

Cependant quand la philologie doit se convertir en un argument politique de première ligne pour convaincre des individus d'une appartenance à une même nation, il devient prioritaire que ces différences linguistiques apparaissent réduites à leur strict minimum, et que la philologie se convertisse en une machine d'assimilation qui servent à prouver des théories nées et bâties beaucoup plus tard que l'on ne prétend. Le dictionnaire de l'AVL n'a pas fait ce que font habituellement les académies : recueillir ce qui est une réalité, elle a créé une nouvelle réalité, elle l'a modelé en fonction des lignes d'un projet politique qui a toujours été présent dans les esprits, présent dans les raisonnements prétendument scientifiques, mais absents dans les explications apportées à la société valencienne. Seul l'existence d'un projet politique pancatalaniste peut donner un sens à une trajectoire aussi contradictoire et polémique ; et seul l'absence d'un nationalisme valencien purement autochtone peut expliquer que la langue valencienne ait perdu au niveau national et international sa dénomination d'origine, en restant ensevelie sous le nom d'une autre langue. Et seul aussi ce projet politique explique que ce soit précisément ces centres qui dispensent l'éducation qui aient été les plus actifs dans la recherche de ce résultat final. Benedict Anderson reprend les paroles de Hobsbawm qui insiste sur cet aspect de l'éducation comme une des démarches principales pour assurer l'implantation du nationalisme : "El progreso de escuelas y universidades mide el progreso del nacionalismo, porque las escuelas, y en especial las universidades se convirtieron en sus defensores más conscientes"<sup>999</sup>. Dans le cas de Valence, la langue et la culture ont servi non pas à fabriquer un nationalisme autochtone, mais un nationalisme à la mesure des aspirations politiques d'un voisin.

---

<sup>999</sup> Anderson, Benedict: *Comunidades imaginadas: Reflexiones sobre el origen y la difusión del nacionalismo...*, op. cit., p. 108. Cite Hobsbawm, Eric: *The age of Revolution 1789-1948*, Mentor New York, 1964, p. 166.

## CONCLUSION

Nous croyons avoir fait la démonstration que le véritable nationalisme valencien n'existe pas, puisque dès 1906, et surtout à partir de 1918 jusqu'au début du XXIe siècle, à chaque fois qu'un parti s'est défini comme valencianiste, il ne l'a fait que pour revendiquer une nationalité qui n'a jamais été strictement valencienne mais catalane. Disons que ce nationalisme valencien particulier est une idée importée depuis Barcelone, soit une extension du nationalisme catalan. Cette constatation nous a obligée à réfléchir sur le phénomène du nationalisme et nous avons pu examiner à quel point l'essor du nationalisme est très étroitement lié à une période critique du développement du marché mondial (XIXe et début du XXe siècle), où les tensions commerciales dégénèrent en conflits armés (Première et Deuxième guerres mondiales). Disons qu'avec le phénomène de l'industrialisation la conquête commerciale prend en partie le relais sur les conquêtes territoriales, surtout à partir du XXe siècle, ce qui signifie que le nationalisme est un phénomène lié à un développement économique particulier, générateur d'une nouvelle source de richesse. À l'intérieur de ce nouveau cadre social, les différences culturelles ont comme finalité de préserver les nouveaux intérêts économiques créés. Nous savons pertinemment que les différences culturelles ont toujours existé, mais tant que les peuples ont été dirigés par des monarques absolus, sous un régime économique mercantiliste (les valeurs de référence étant l'or et l'argent) ces différences culturelles n'avaient pas les implications politiques qu'elles atteignent dans les sociétés industrielles. De fait les rois étaient souvent originaires d'autres territoires que ceux dont ils étaient les souverains ; il n'est qu'à voir la dynastie française (les Bourbons) actuellement régnante en Espagne. Ensuite la langue employée à la Cour n'était pas forcément la langue représentative de la noblesse ou du peuple. Benedict Anderson<sup>1000</sup> nous rappelle que la langue de la Cour de San Petersburg au XVIIIe siècle était le français, alors que l'allemand était celle de la bourgeoisie provinciale, seul le russe était celle du peuple. Disons simplement que les frontières linguistiques n'étaient pas clairement dessinées, en tout cas, elles n'indiquaient pas les frontières politiques. Un autre exemple opportun est celui des Norvégiens qui ont partagé avec les Danois une langue commune pendant longtemps, où seule la prononciation faisait la différence. C'est l'essor du nationalisme norvégien qui a imposé une langue spécifiquement

---

<sup>1000</sup> Anderson, Benedict: *Comunidades imaginadas...*, op. cit., p. 128.

norvégienne, et c'est un Norvégien, Ivar Aasen<sup>1001</sup> qui s'est activement consacré à cette tâche avec sa nouvelle grammaire (1848) et son dictionnaire (1850). Ceci nous rappelle cette langue limousine que les Valenciens et Catalans ont eu conscience de partager avec les Occitans pendant plusieurs siècles, au moins du XIIIe au XIXe. Si à partir d'alors les Catalans ont commencé à imposer l'idée de la langue indépendante du diasystème occitano-roman, c'est parce que leur économie avait atteint un degré supérieur de développement, et leur pouvoir financier s'était accru considérablement. Ils étaient alors en condition de livrer une bataille politique que les idées libérales, quoique faiblement implantées en Espagne, avaient instauré en Europe. Le nouveau concept de nation était en train de transformer la manière de concevoir le pouvoir.

C'est fondamentalement le renversement de l'Ancien Régime qui a introduit progressivement dans les mentalités européennes une nouvelle conception de pays : désormais la nation était le peuple. Cette transformation est à l'origine de la grande guerre des idées qui depuis lors s'est déclenchée en Europe, et ensuite dans le monde. En effet les vieilles oligarchies dirigeantes avaient aussitôt réagi, d'abord militairement, et ensuite idéologiquement contre les horizons humanistes et égalitaires apportés par les grands philosophes de la Révolution française. Au concept de nation-peuple, formée d'individus libres, les romantiques ne tardèrent pas à opposer celui de nation-coutumes, formée d'individus liés par un passé commun : une culture, une langue voire le sang. À la raison des grands penseurs, les romantiques opposèrent le coeur, ou le monde complexe des sentiments. Dans les nouvelles sociétés qui se revendiquaient démocratiques, même si le droit de vote instauré était plus ou moins limité, comme c'était le cas de l'Espagne de la Restauration, l'égalité n'était que théorique. Les privilèges ne disparaissaient que juridiquement, l'argent, le savoir, l'information réservée continuaient d'être entre les mains des mêmes secteurs sociaux, soit d'une même oligarchie, qui n'avait qu'à changer certaines parties de son discours en évoquant la nation ou l'intérêt collectif pour maintenir le contrôle des masses. Disons alors que le mot nation a rendu possible une opération de camouflage qui a permis que les intérêts personnels de ces vieilles élites restent cachés derrière ceux de la collectivité. Mais alors que celles-ci finissaient leur recyclage politique, un

---

<sup>1001</sup> *Ibidem*, p. 112.

nouveau défi leur était lancé, celui d'une nouvelle bourgeoisie ascendante liée au succès de la révolution industrielle, et à la montée du commerce mondial. Cette nouvelle classe, très consciente des changements structurels de la société, mais surtout jalouse de son pouvoir économique naissant, s'est sentie capable de disputer le pouvoir politique aux vieilles classes privilégiées. Pour cela elle a pris soin de former ses propres penseurs destinés à remporter les victoires nécessaires dans cette perpétuelle guerre des idées, dans laquelle baignent à présent toutes les sociétés qui se réclament démocratiques. Cette bourgeoisie industrielle s'est vite érigée face aux masses, en secteur producteur et sauveur de la prospérité nationale. Symboliquement elle a voulu unir son destin politique au peuple, pour avoir son appui, sous prétexte de parler une même langue, de partager un même patrimoine historique. C'était bien là, la seule chose - fort commode - qu'elle était décidée à partager, car pour le reste les différences sociales ne seraient pas remises en cause.

Nous avons vu que Barcelone est devenue la capitale industrielle de l'Espagne dès le XIXe siècle. La bourgeoisie industrielle catalane s'est largement servie des nouveaux instruments idéologiques et aussi de son nouveau pouvoir financier, pour livrer sa propre guerre des idées à Madrid. Celle-ci a commencé par un régionalisme très revendicatif, qui a vite viré au nationalisme avec la perte de Cuba, qui signifiait le rétrécissement de son marché national, soit un danger réel pour sa prospérité. La société catalane avait subi tout au long du XIXe siècle les bouleversements structurels, urbanistiques, sociaux et organisationnels propres des sociétés au stade du machinisme ; elle arrivait au début du XXe siècle, avec le projet de réaliser la dernière transformation, celle de la langue, instrument de communication privilégié par excellence. Nous savons qu'à l'intérieur de la société industrielle la langue acquiert une dimension nouvelle, presque révolutionnaire, d'où le besoin de réaliser la normalisation, soit de créer la norme catalane. Disons que celui-ci est le réflexe implacable de la société industrielle qui intronise le mécanisme normatif<sup>1002</sup>. En effet

---

<sup>1002</sup> (ISO) cela est confirmé par *International Organization for Standardization* : Organisation internationale de normalisation, instaurée avec ces sigles en 1947. Son origine remonte à 1926, la Fédération internationale des associations de normalisation nationale, son activité fut interrompue en 1942 à cause de la guerre. En Espagne AENOR (Asociación Española de Normalización y Certificación) se crée en 1986, avec l'entrée dans le Marché commun, mais dès 1945 a existé l'IRANOR (Instituto de

pour qu'un modèle ou un patron puisse être répété à l'infini il faut un code fixe, et la langue est en soi le code des codes. Nous savons que la société industrielle enregistre ses créations pour protéger sa propriété intellectuelle et en définitive assurer son expansion économique. Nous comprenons alors les objectifs catalanistes qui tout en normalisant le catalan avaient besoin d'assurer l'exclusivité, et d'éloigner l'occitan, sans pour autant renoncer à exploiter les avantages de cette racine commune qui avait produit d'autres modalités. Rappelons que jusqu'à 1913 exactement, le catalan était lui-même une diversité dialectale et la tradition littéraire historique le situait dans un ensemble pluriel défini comme "langue limousine", autrement dit figurant dans le diasystème occitano-roman, comme l'explique Lluís Fornés. Et si cette dénomination avait le très grave inconvénient d'ôter à la langue catalane toute originalité, elle offrait en revanche un très sérieux avantage, car elle renvoyait à un ensemble de territoires où existait un patrimoine culturel de très grande valeur, le cas du siècle d'or valencien au sud, la figure de Ramón Llull aux îles Baléares, et au nord la littérature des anciens troubadours, qui comptait un prix Nobel avec Frédéric Mistral (1904). Dès décembre 1905, date de la lettre de présentation du Premier Congrès international de la langue catalane, on déclarait que la langue limousine était une "langue fantasque"<sup>1003</sup>, soit irréaliste, comme première étape pour gommer ce nom et mettre à sa place celui de langue catalane. Rappelons que le biographe de Fullana, Josep-Benjamín Agulló Pascual signalait que les conférenciers valenciens et majorquins devaient se rapporter à leur langue respective en la désignant comme langue catalane. Ce qui explique le titre de l'ouvrage de Fullana *Coup d'oeil à la morphologie de la langue catalane*. Dans la publication des actes du congrès on peut lire malgré tout, des qualificatifs comme langues "soeurs", "dialectes" ou "formes dialectales" pour se référer au valencien, majorquin et d'une manière vague, aux autres langues occitanes ; c'est-à-dire qu'on ne niait pas à ce moment l'origine occitane, car elle servait merveilleusement à construire l'unité théorique de la langue catalane, si on gardait à l'esprit seulement un côté des Pyrénées. Le Félibrige qui jumelait alors tous les auteurs de langues occitanes

---

Racionalización y Normalización) ; un organisme en définitive destiné à améliorer la compétitivité et à assurer les acquis.

<sup>1003</sup> *Primer Congrés Internacional de la Llengua Catalana...*, op. cit., p. 13.

faisait un classement très avantageux des langues, puisque le catalan figurait comme catégorie globale où étaient rangées les langues valencienne et majorquine.

Il faut donc insister sur la différence fondamentale entre la société valencienne qui restait encore très majoritairement agraire - elle le reste jusqu'au début de la deuxième moitié du XXe siècle - et la société industrielle catalane qui se lançait dans un projet nationaliste. Organisée, disciplinée, riche et ambitieuse elle se fixait comme but principal de s'approprier l'héritage culturel d'une ancienne dénomination : "langue limousine" qui n'appartenait à personne en particulier, et qui était susceptible d'étendre son prestige dans les proportions que requéraient ses nouveaux projets politiques. Le résultat de cette opération a été un chemin tortueux que nous avons parcouru et qui résume à Valence cent ans de pancatalanisme (1906-2006) ; comprenant qu'il faut mesurer ces cent ans depuis le Premier Congrès international de la langue catalane jusqu'à la parution du premier dictionnaire de valencien qui privilégie les formes catalanes sur les formes purement valenciennes et qui marque le triomphe des prétentions affichées lors de ce Premier Congrès international de la langue catalane : déplacer la désignation de "langue limousine" pour y mettre à sa place celle de "langue catalane". Nous l'avons dit, ce projet n'était pas que philologique, il était éminemment politique, puisque derrière la langue catalane on situait aussitôt la nationalité catalane, une thèse défendue par Enric Prat de la Riba dans son livre emblématique *La nacionalitat catalana*. Ceci explique pourquoi derrière le mot valencianisme se cache le concept pancatalanisme et pourquoi tous ceux qui ont prétendu défendre ce valencianisme ont consacré en réalité leurs efforts, non pas à créer une identité "nationale valencienne", mais à faire du valencianisme une véritable "succursale" du nationalisme catalan. Pour cela ils ont collaboré activement à adapter la société valencienne à la norme catalane, en fabriquant une nouvelle version de l'histoire des Valenciens, et en alléguant des raisons historiques et scientifiques pour contrer et annuler d'office toute possible opposition démocratique ou populaire à ces nouvelles théories. Cette besogne compliquée a été réalisée par un contingent minoritaire, mais très efficace d'intellectuels gagnés à la cause, et volontairement soumis à la tutelle des dirigeants catalanistes. Ils ont même bénéficié de l'appui de certains milieux ecclésiastiques, notamment les jésuites. C'est dans ces secteurs

traditionnalistes, habitués à la ruse politique qu'on peut penser qu'est née cette stratégie de présenter ce qui est une option politique parmi d'autres, comme la vérité absolue. En effet si la Sainte Inquisition disait agir au nom de Dieu, les pancatalanistes ont aussitôt allégué agir au nom de la science. Ceci prouve qu'ils étaient conscients que cette idée de la catalanité des Valenciens soulèverait le rejet populaire, car elle n'avait aucune tradition à Valence. Dès le Premier Congrès international les catalanistes ont été conscients que pour réaliser l'alchimie politique il fallait que ce soit les Valenciens eux-mêmes qui se chargent de revendiquer le pancatalanisme. Nous avons vu comment les avocats Joaquim Cases Carbó et Carles Francisco i Maymó plaidaient chaleureusement le rapprochement culturel de la région Valencienne et des Îles Baléares à la Catalogne. Le titre de leur discours (Thème II) "Manière dont doit se renforcer et consolider les liens de solidarité naturelle entre les peuples de langue catalane pour assurer le futur de notre littérature" décrivait le *modus operandi* qu'il fallait appliquer : favoriser un rapprochement culturel censé renvoyer aux origines communes. On parlait de la reconnaissance de la diversité linguistique pour retourner vers une quasi unité, antérieure et imaginaire : "Une personnalité dont une seule langue et une seule littérature seront le symbole, dans leur essence unique et dans leurs nuances variées". Et on suggérait déjà une unité nationale en parlant d'une "constitution nationale". Dans ce sens la création d'une "université nationale catalane" devait se comprendre déjà comme le prélude de l'unité nationale, puisqu'on fixait comme but d'enseigner la littérature catalane "à tous les enfants de toutes les terres catalanes". Ce travail de fabrication identitaire si bien expliqué par Benedict Anderson, est ici parfaitement illustré avec les recommandations de Cases Carbó et Francisco i Maymó qui avertissent de l'urgente nécessité de construire un corps bibliographique, en recherchant des textes qui accréditent les traces de la langue catalane "quoiqu'il en coûte". C'était bien là l'expression employée, mais en réalité plus que la langue catalane, c'était la désignation "catalan" qui a été le véritable objectif et ce corps bibliographique devait avoir pour objet, de garantir que la norme catalane existait, même si elle n'avait pas encore sa forme définitive. Cette conscience de la force de la parole écrite, que n'avaient pas les Valenciens, ouvrait la perspective de réécrire l'histoire ; car il s'agissait bien de cela. Tenons compte qu'en 1918, J. L. Martín Mengod écrivait dans le journal *Diario de Valencia* plusieurs définitions données par

des érudits qui plaçaient la langue catalane, et aussi la valencienne comme des variantes dialectales du limousin, soit de la langue d'Oc. Cette initiative répondait au désir de J. L. Martín Mengod de prouver à Fullana que le catalan et le valencien étaient considérés comme des langues limousines, ce que Fullana contestait. Il avait cité plusieurs auteurs, mais rappelons-en deux au moins, Julio Cejador<sup>1004</sup> qui disait dans "Lengua y Literatura Castellana" (Madrid, 1915, Tomo I, p. 27) ; "Dialectos lemosinos son el catalán, el mallorquín y el valenciano", et Pedro Felipe Monlau<sup>1005</sup> qui dans son dictionnaire étymologique de la langue castillane (Madrid, 1856, p. 63) affirmait : "El catalán, (hoy lengua provincial de Cataluña) que no es mas que un dialecto del provenzal, como dialecto del mismo son el valenciano y el mallorquín". Donc le travail de l'intellectualité catalaniste a consisté à transformer ce corps bibliographique qui faisait foi de la tradition occitane du catalan pour y mettre à sa place la version de 1934, soit celle d'une langue indépendante de l'occitan. Sur ce point Benedict Anderson est très précis, grâce au capitalisme d'imprimerie, appuyé par un support institutionnel, le nationalisme est capable de créer de véritables inventions. A. M. Badia i Margarit reconnaît que le bon fonctionnement des langues est lié à un centre de pouvoir, mais il ne dit pas que celui exercé depuis la *Diputació* de Barcelone (*Mancomunitat* de 1914) et ensuite depuis la *Generalitat* (Statut d'autonomie de 1932-1939) s'était chargé d'étouffer toutes les voix dissidentes. Il ne nomme que quelques éminents académiciens de la *Real Academia de Buenas Letras de Barcelona*, comme Josep Balani Jovany, Francesc Matheu i Fronells, Ramon Miquel i Planas, Alfons Par Tusquets, qu'il qualifie de "groupe d'érudits cultivés", mais en leur apposant aussitôt le stigmatisme d'"*antinormistas*" (antinormes). Rappelons que Miquel Adlert conseillait aux Catalans de revoir l'histoire, surtout ces chapitres obscurs qu'on souhaitait laisser dans les oubliettes. Quant à Miquel Ventura Balanyà, il fut condamné à l'ostracisme pour reprendre le terme employé par Lluís Fornés, une condamnation d'autant plus

---

<sup>1004</sup> Julio Cejador y Frauca (1864-1927). Originaire d'Aragon, il était philologue historien, helléniste, orientaliste entre autres. Parmi ses nombreuses oeuvres on peut distinguer *El tesoro de la lengua castellana* (1908-1914) et *Historia de la lengua y literatura castellana* (1915-1922) en 14 volumes. Selon la *Gran Enciclopedia Aragonesa* : "Su labor filológica y erudita es una de las más copiosas de la historia. El origen de las lenguas, la evolución de las diferencias dialectales, la gramática (...) fueron sus principales centros de interés". [http://www.encyclopedi-a-aragonesa.com/voz.asp?voz\\_id=3508](http://www.encyclopedi-a-aragonesa.com/voz.asp?voz_id=3508)

<sup>1005</sup> Pedro Felipe Monlau y Roca (1808-1891). Originaire de Barcelone, il est notamment professeur de littérature et histoire à l'université de Barcelone et académicien de la *Real Academia Española de la lengua*.

définitive que ce grand linguiste avait été diamétralement opposé à la ligne de travail entreprise par Fabra. Ventura Balanyà avait recherché exactement le contraire que Fabra : créer la convergence entre les différentes langues d'oc. Rappelons le prologue de son livre qui dénonçait la censure dont il était l'objet dans le journal catalan *La Publicitat*. L'exemple de Lois Alibert n'est pas moins éloquent, il avait d'abord dénoncé le critère arbitraire qui faisait du catalan une langue non occitane. Son silence semble avoir été acheté en échange de la publication de sa grammaire occitane. D'un autre côté il semble peu logique que les boursiers ( Pere Barnils i Giol, Antoni Griera i Gaja et Manuel de Montoliu i Togores) envoyés par la *Diputació* de Barcelone, pour se former à l'étranger n'aient agi que comme seconds de Fabra, qui est resté toujours le grand directeur de la normalisation du catalan, alors que sa formation ne fut jamais aussi complète que celle de ses collègues, en particulier d'Antoni Maria Alcover qui reçut des cours de Meyer-Lübke en personne. Justement Alcover fut loué tant qu'il fut un militant actif en faveur du pancatalanisme ; son Bulletin sur le dictionnaire de catalan n'est pas qu'une oeuvre linguistique ou philologique, c'est un véritable manifeste pancatalaniste, car il y parle déjà de "nationalité catalane". En 1908 il avait été jusqu'à nier les affirmations faites dans la revue de philologie, *Grundriss* de Gustav Gröber, où on assurait que les Valenciens, Majorquins et Minorquins ne reconnaissaient pas parler le catalan. Or à partir du moment où il contesta la prédominance du dialecte barcelonais il fut aussitôt mis à l'écart, et démis de son poste de président de la section linguistique de l'Institut d'Études Catalanes. La publication de son dictionnaire fut sciemment ignorée, parce qu'il porte le nom : *Diccionari català-valencià-balear*. Alcover avait précisé que cet ouvrage allait dans le sens d'une reconstitution égalitaire de toutes les langues qui seulement ensemble, et toujours sur un pied d'égalité, forment la langue catalane. Mais avec une pareille déclaration Alcover brisait la norme, celle de l'uniformité catalane, et trahissait aussi la stratégie subliminale du pancatalanisme, à savoir que les élites autochtones doivent se charger d'assurer la fonction de courroie de transmission du pancatalanisme, et ceci signifie implanter la norme catalane comme un dogme indiscutable, c'est-à-dire comme langue principale et supérieure. Il s'agissait de consacrer, et non pas d'annuler la hiérarchie linguistique.

Nous croyons que d'une manière générale, tout le monde sera d'accord sur le fait que, de filiation occitane ou pas, les Catalans ont le droit de faire ce qu'ils veulent avec leur langue ; le problème se pose lorsque les catalanistes n'acceptent pas ces mêmes règles pour les autres, soit pour les autres modalités de l'ancienne langue limousine, ou diasystème occitano-roman. Justement la modalité valencienne, peut à juste titre se considérer plus que modalité, puisque la tradition littéraire l'accrédite comme langue de culture au XVI<sup>e</sup> siècle et si l'aristocratie et la bourgeoisie, ont préféré ensuite parler le castillan parce que c'était la langue de la Cour, il n'empêche que le valencien continuait d'être la langue du peuple, une langue donc réelle, qui n'a jamais cessé d'être parlée à Valence. Et si les auteurs aux convictions libérales choisissaient d'écrire le valencien avec la graphie castillane, force est de reconnaître que cette orthographe ne fut pas le fruit d'une imposition mais celui d'un calcul pratique, assurer la compréhension des textes. Sur ce point il faut dire que le castillan jouit d'un avantage comparatif, puisqu'il s'écrit pratiquement comme il se prononce. Au début du XX<sup>e</sup> siècle on peut considérer que les Valenciens avaient les mêmes droits sur leur langue que les Catalans, mais dans ce cas, la bourgeoisie ne mit pas en place les mêmes mécanismes d'appropriation et de normalisation de la langue. D'abord parce que le régionalisme n'était pas une force importante (elle ne le devint que sous la Seconde République avec le parti *Derecha Regional Valenciana*, mais pas avec un signe valencianiste), ensuite parce que la petite bourgeoisie et une grande partie du peuple étaient acquises aux idées républicaines qui ne faisaient pas grand cas de l'aspect linguistique. Donc le valencianisme était formé d'un contingent de militants, minoritaire, qui cherchait ses références non pas à Valence mais en Catalogne où les transformations sociales anticipaient des changements politiques. Ceci explique que la normalisation réalisée par le père Fullana ait fini par être pratiquement ignorée. L'influence des catalanistes a été telle à Valence que les maisons d'édition valencianistes ont très tôt tourné le dos à Fullana, même si la formation de ce dernier accréditait amplement les normes valenciennes qu'il avait lui-même définies. Les consignes pancatalanistes de Barcelone prévalaient, et la différence avec les normes de l'Institut d'Études Catalanes allait signifier l'isolement de Fullana. Les associations valencianistes comme *Nostra Parla*, *Palestra*, ou *Agrupació Valencianista Escolar* étaient reliées aux entités catalanes et n'agissaient qu'en fonction des consignes

reçues ; les journaux de l'époque consultés sur ce point sont tout à fait édifiants. Nous avons pu mesurer jusqu'à quel point le valencianisme était en proie à une véritable confusion, prêchant l'intérêt des Valenciens mais en construisant tous leurs projets avec les yeux rivés sur leur voisin, comme référence suprême, voire comme centre incontesté. Ceci se devait fondamentalement aux succès politiques des catalanistes (*Solidaritat Catalana*, la *Mancomunitat Catalana* et le statut d'autonomie) qui suggéraient un modèle politique alternatif, mais encore flou avec le slogan de "L'Espanya gran" ; Prat de la Riba avait d'abord parlé d'"État composé". Il a existé donc une tutelle idéologique que les premiers valencianistes ont assumé d'une manière consciente et volontaire. Depuis le parti *Unió Valencianista Regional* on recevait les directives des grands chefs catalanistes et même une aide financière avec l'acquisition du journal *La Correspondencia de Valencia*, comme moyen d'assurer la diffusion de ce nouvel idéal qui à ce moment-là exploitait autant la thèse pancatalaniste que la thèse occitaniste. La prédominance catalaniste a été constante à Valence dès la création du premier parti *València Nova* formé par les jeunes Valenciens revenus de Barcelone après le congrès. Et que dire de celui formé à Barcelone regroupant les Valenciens qui y résidaient et se chargeaient également d'appliquer à la lettre la consigne catalaniste : faire que ce soit les Valenciens eux-mêmes qui assument et défendent sur leur terrain les positions pancatalanistes. D'ailleurs les premiers valencianistes de gauche ne manquèrent pas à cette règle d'or. Alfons Cucó nous dit que le parti *Acció Valencianista Republicana* était quasiment une prolongation d'*Acció Valencianista d'Esquerra* qui était un autre parti formé par des Valenciens résidant à Barcelone. A. Cucó précise qu'il était littéralement un pont<sup>1006</sup> entre *Acció Valencianista Republicana*, créée juste avant l'instauration de la Seconde République, et *Esquerra Republicana de Catalunya*. Et nous avons vu comment l'intervention d'*Acció Valencianista Republicana* dans la demande du statut d'autonomie valencien fut largement polémique. Mais Cucó participe de cette reconstruction de l'histoire en fonction de la norme catalane, en rejetant toute la responsabilité de l'échec sur les blasquistes. Nous avons donc été obligée d'apporter des documents pour prouver le parti pris de Cucó. Ceci montre que la stratégie principale du pancatalanisme à Valence a consisté à construire un nouveau récit de l'histoire des Valenciens en recourant à la

---

<sup>1006</sup> Cucó, Alfons: *El valencianisme polític...*, op. cit., p. 191.

confusion, le double jeu ou l'astuce, qui exploitent copieusement l'ignorance populaire.

Dans notre étude il ressort clairement que l'implantation politique du pancatalanisme a toujours été minoritaire dans la société valencienne. Seules les difficultés économiques causées par la Première Guerre mondiale ont permis une première implantation franche. Et si l'argument linguistique a été la porte d'entrée du pancatalanisme à Valence, il est certain que l'argument politique a été un facteur stimulant, qu'on n'a pas toujours osé reconnaître. La signature des *Bases de Castellón*, ne prend son sens que par rapport à ce projet présent dans l'esprit de nombreux signataires, mais absent sur le papier. Et la déclaration anti-occitaniste est la preuve des ambitions impérialistes des catalanistes, car derrière la fédération linguistique se préparait, bel et bien, la fédération politique des territoires ; le manifeste parle de patrie catalane qui s'étend sur le territoire valencien et les Îles Baléares. Nous avons expliqué que l'article n° 11 de la Constitution de la Seconde République permettait des fédérations entre territoires limitrophes, et nous ne pouvons pas croire que ce soit un simple hasard que ces "Bases" portent justement le nom de la province valencienne contiguë au territoire catalan. D'ailleurs le silence presque absolu des valencianistes sur le manifeste anti-occitaniste doit être interprété comme une forme de complicité, puisque les valencianistes étaient conscients du rejet populaire que de telles déclarations soulèveraient. On peut voir aussi la complicité dans le travail silencieux, quasiment secret de Sanchis Guarner et Carles Salvador dans leur obsession à catalaniser davantage le valencien après le pas franchi avec les *Bases de Castellón*. Ils le faisaient en rêvant à cette future unité "nationale catalane". Sanchis Guarner n'a d'ailleurs pas hésité à reformuler la consigne catalaniste dans son livre *La llengua dels valencians* : "Le processus unificateur pour être viable devait être promu depuis l'intérieur; il devait être une initiative des Valenciens eux-mêmes"<sup>1007</sup>. Ceci prouve qu'on a travaillé sciemment pour le triomphe d'un projet politique ouvertement nationaliste, ouvertement "unificateur" pour reprendre le terme de Sanchis Guarner. Mais à la limite, nous le répétons, il faut dénoncer une certaine clandestinité dans

---

<sup>1007</sup> Manuel Sanchis Guarner : *La llengua dels valencians...*, op. cit. p. 190.

l'activité de ces valencianistes, puisque le peuple en général est resté assez ignorant de tout cela.

Dans les années soixante, l'opposition au franquisme donnait l'illusion aux valencianistes que la société était mûre pour accepter les thèses pancatalanistes sans grande difficulté. Ils croyaient pouvoir exploiter les effets collatéraux des dictatures, qui tendent à solidariser ceux qui s'opposent à elles. C'est à ce moment que l'offensive pancatalaniste est devenue moins sibylline, on arrivait même à croire que l'heure était arrivée de retirer le masque et de parler clairement. Après "l'excursion patriotique" des premiers étudiants valenciens en Catalogne, apparaissait à l'université en 1960, le *Moviment Social-cristià de Catalunya* (MSCC), or celui-ci se révéla être un échec. Il fallait donc conserver les masques et les postérieurs partis allaient tous porter des noms valenciens, même si dans leur programme respectif subsisterait le même objectif : dans le futur, fédérer le territoire valencien avec la Catalogne. D'ailleurs la suprématie catalaniste ne disparaissait pas, les professeurs catalans et catalanistes exerçant à l'université de Valence appuyaient les initiatives de Joan Fuster qui était en contact direct et permanent avec le monde catalaniste, comme le prouvent les explications de Max Cahner. Le résultat est que l'université est devenue la véritable pépinière du pancatalanisme, d'abord défendu par Sanchis Guarner sous forme d'arguments linguistiques ensuite par Joan Fuster sous forme d'arguments historiques et presque raciaux. À travers son livre *Nous les Valenciens* Fuster niait les différences fondamentales entre Valenciens et Catalans, il faisait une démonstration très particulière de l'unité catalane, qui selon lui aurait toujours existé à Valence même lorsque les Valenciens n'en avaient pas eu conscience. Non seulement la langue, la littérature, mais aussi les origines, et surtout les symboles ; tout était redevable à ces Catalans qui avaient repeuplé les terres valenciennes. Le fait d'avoir fait de l'université le centre de défense presque inconditionnelle de ces thèses a été un moyen d'éviter d'entrer en franche concurrence avec d'autres projets politiques qui venaient depuis la gauche. En réalité l'effet a été contraire, en raison de la stratégie de défendre les thèses scientifiques plus que politiques. Ce sont les projets politiques de gauche - autant socialistes que communistes - qui ont pris le pli pancatalaniste. L'université a commencé à pratiquer le double jeu si caractéristique du valencianisme en niant le fait

que l'acceptation de ces thèses implique de proposer ouvertement un projet politique ; sur ce point le manifeste "Nosotros ciudadanos del País Valenciano"<sup>1008</sup> signé par des professeurs et des autorités académiques en juillet 1975 est un exemple particulièrement significatif. D'un autre côté, les pancatalanistes ont toujours répété le même discours quant à la position scientifique défendue par l'université. Rappelons les déclarations grandiloquentes de Jesús Sanz, ou bien les accusations de Joan Francesc Mira : "Buscan continuamente el descrédito de la universidad como un arma ideológica y expresión de la lucha política, quiere decir que es el descrédito de la razón lo que en último término está en juego"<sup>1009</sup>. Voilà longtemps que l'université à Valence ne traite plus la science comme un moyen de réflexion ou de recherche, à partir du moment où elle a maintenu une insistance têtue à ne pas remettre en cause les thèses fustériennes. Disons qu'elle a activement aidé à forger l'idée d'une unité "nationale catalane" autour de la langue. Nous l'avons dit, le nationalisme tend à l'impérialisme, raison pour laquelle ces cent années de pancatalanisme sont parvenues à réaliser une unification linguistique, qui est pensée comme le prélude de l'unification politique. Nous considérons que l'université a fait preuve de sectarisme, mais que celui-ci doit être interprété comme des séquelles de la dictature franquiste. Dans les systèmes totalitaires on passe facilement d'un sectarisme à un autre, car le défi de favoriser le développement d'un esprit autonome et critique requiert pratiquement des conditions privilégiées : jouir d'indépendance économique et politique. Du coup un nationalisme se combat mieux avec un autre nationalisme. Rappelons les explications d'Anne-Marie Thiesse ; l'identité nationale a besoin d'ennemis pour vivre. Les guerres contre un ennemi extérieur renforcent l'identité nationale comme en France. Nous avons vu comment Fuster se servait généreusement du franquisme pour créer cette identité catalane à Valence. D. Mollà et E. Mira (*De impura natione*) en ont donné des explications très éloquentes. Le franquisme c'était l'Espagne et l'Espagne signifiait sous-développement, soit souffrance, tandis que la Catalogne était décrite comme un pôle de modernité et un phare vers la liberté.

---

<sup>1008</sup> Manifiesto "Nosotros ciudadanos del País Valenciano". Triunfo digital, nº 668, Año XXX, publié 19/07/1975 (p. 17), consulté le 30/03/21016, sur : <http://www.triunfodigital.com/mostradorn.php?a%F1o=XXX&num=668&imagen=17&fecha=1975-07-19>

<sup>1009</sup> "Homenaje a Joan Francesc Mira. Acusa a sectores políticos y mediáticos de buscar el descrédito de la universidad". *Levante*, 29/10/2005, p. 68.

Il devient à notre avis, très clair que l'université à Valence a agi avec un parti pris manifeste, puisque sa défense des thèses pancatalanistes, selon les critères de Sanchis Guarner ne reposait sur aucun document valable. À aucun moment elle n'a dit la vérité sur les *Bases de Castellón*. Elle n'a pas prévenu que ce n'était qu'un document privé, confus et contradictoire, sans aucune garantie scientifique, puisqu'il ne spécifiait pas l'institution de référence des normes recommandées. Par ailleurs sa complicité est aussi mesurable dans son silence à ne pas reconnaître que ces bases étaient largement dépassées, après les efforts de Sanchis Guarner. Elle a donc triché sciemment sur cet aspect prétendument scientifique, et elle a nié et renié les motivations politiques qui ont toujours été à la base de ses décisions. Les pressions exercées par elle, à travers les nombreuses manifestations pendant la Transition sont comparables à celles reçues par Fullana lorsqu'il corrigeait la grammaire d'Ortin. On lui avait demandé d'arrêter de la critiquer et de nier sa validité, parce qu'Ortin défendait les normes catalanes face aux valenciennes définies par Fullana. C'est aussi une décision politique et non scientifique qui a fait que la *Generalitat* ait choisi en 1983 des normes qui n'étaient plus celles de Castellón, mais celles de Sanchis Guarner. Et là il faut signaler la complicité des partis de gauche, notamment le parti socialiste, qui ne discutait pas les positions philologiques des pancatalanistes, il se contentait de les approuver, convaincu que tout ce qui était honni par les anciens franquistes, lui était bénéfique. Et c'est cette discutable différence entre le domaine linguistique et le domaine politique qui a provoqué la "Bataille de Valence". Disons que la Transition découvre une gauche assez confuse, avec une mémoire très défectueuse, qui pratiquement revendique la même chose que les nationalismes périphériques : une Espagne plus ou moins fédérale, où le droit à l'autodétermination est une priorité, et où les différences culturelles ont une importance d'État. Autrement dit l'expérience franquiste unie aux revendications nationalistes a créé chez la gauche espagnole le "complexe de l'Espagne" ; se revendiquer Espagnol devient vite assimilable à se réclamer d'extrême-droite. Alejandro Quiroga signale que cette gauche au retour de la démocratie était incapable de proposer un modèle alternatif, et de récupérer sa mémoire libérale celle de la Constitution de Cadix, et de tout le XIXe siècle. Le parti socialiste (PSOE) appuyait les thèses pancatalanistes au niveau philologique, mais était obligé de les freiner au niveau politique, bien conscient que le peuple les rejetait. Nous avons vu les diverses

propositions de statut d'autonomie franchement pancatalanistes, dont celle proposée par les professeurs de l'Université de Valence (*Estatuto de Morella*). Or nous l'avons vu, la catalanité de la langue valencienne était pratiquement une nouvelle pour les Valenciens qui la rejetaient autant dans son versant philologique que politique. Le résultat des urnes était net et récurrent. L'hypocrisie des secteurs pancatalanistes a été la véritable responsable de la violence déchaînée ; nous avons vu que Joan Francesc Mira a reconnu un peu tard que revendiquer la catalanité de la langue ou des territoires valenciens était équivalent à une provocation. Ensuite il ne faut pas oublier que l'aide logistique et économique des catalanistes a toujours été présente à Valence ; Josep Guia nous en a donné des preuves, pour cette raison les paroles de Jordi Pujol au Parlement assurant que les catalanistes n'encourageaient pas l'idée des "Pays Catalans" étaient d'une hypocrisie manifeste. Finalement la "Bataille de Valence" n'a pu prendre fin que lorsque les partis étatiques ont partiellement purgé de leurs rangs les militants - généralement des cadres - pancatalanistes les plus récalcitrants. Certaines expulsions ou désertions qui ont été à la base des nouveaux partis résiduels valencianistes ont subsisté jusqu'au début du XXIe siècle. Il faut même souligner que cela a été une mesure *sine qua non* pour que le statut d'autonomie valencien puisse être une réalité (1983).

Mais l'échec politique du pancatalanisme ne signifie pas, et ne signifiera jamais son échec réel, puisque nous avons vu que son flanc d'attaque est l'argument linguistique et philologique ; et celui-ci a été renforcé par les déclarations de l'*Academia Valenciana de la Llengua*. Celle d'avril 2005, est tout bonnement le triomphe de la stratégie pancatalaniste puisqu'elle a consacré les prétentions catalanistes énoncées en 1906, celle de l'unité de la langue catalane. Or cette unification s'est faite au prix d'ignorer religieusement la langue limousine, en faisant sciemment l'impasse sur sa tradition littéraire, pourtant attestée autant par la renaissance catalane que valencienne. L'*Academia Valenciana de la Llengua* s'est convertie volontairement en complice de la machination nationaliste catalane, facilitant le travail de la directrice de la Bibliothèque nationale Rosa Regàs qui en mai 2005 a pu enfin réaliser le grand rêve catalaniste : mettre toute la littérature valencienne dans la catégorie de littérature catalane. Précisons que la désignation de

langue valencienne est tout juste tolérée au niveau interne de la région valencienne, puisqu'au niveau national et international seul prévaut le catalan ; de fait il n'existe comme diplôme reconnu que la licence de catalan. Finalement l'*Academia Valenciana de la Llengua* a renoncé à faire la normalisation du valencien, elle s'est simplement limitée à réaliser l'unification des deux langues, à travers la publication d'un dictionnaire (*Diccionari de Ortografia i Pronunciació*) dont la véritable finalité a été d'assurer et même prouver l'unité de la langue catalane. La prédominance des formes catalanes sur les valenciennes n'a visiblement pas gêné les auteurs de ce dictionnaire, qui ont consacré le valencien comme une variante dialectale sans relief.

Nous sommes convaincue donc que le nationalisme valencien n'existe pas, mais cela ne veut pas dire qu'on ne puisse pas se poser la question de savoir s'il pourrait exister un jour ? Or pour notre part nous voulons souligner une chose importante : le nationalisme n'est pas une invention du peuple, Hobsbawm rappelle que : "las masas populares - los trabajadores, los sirvientes, los campesinos - son los últimos en verse afectados por ella [conciencia nacional]"<sup>1010</sup>. Et ceci pour la bonne raison que le peuple a toujours été écarté de la culture écrite. Avant le XXe siècle, et sur tous les continents, le peuple était invariablement illettré. Ceci a donc été forcément l'invention d'une élite, M. Hroch parle de minorité agissante, Ernest Gellner signale le processus industriel comme le point de départ, Eric Hobsbawm et surtout Benedict Anderson insistent sur l'importance de l'imprimerie et du capitalisme qui se développe avec elle car un des premiers domaines où naît le capitalisme est celui de l'imprimerie<sup>1011</sup>. Ensuite nous avons les explications d'Anne-Marie Thiesse qui fait une véritable dissection du processus de nationalisation des masses, et qui affirme que la fabrication de l'identité nationale est comparable au "système Ikea"<sup>1012</sup>. On utilise des éléments ou catégories d'éléments similaires à la base, mais on peut en faire des

---

<sup>1010</sup> Hobsbawm, Eric: *Naciones y nacionalismo...*, op. cit., p. 20.

<sup>1011</sup> Anderson, Benedict: *Comunidades imaginadas...*, op. cit, p. 64. L'auteur explique que les premiers éditeurs établirent des succursales dans toute l'Europe. Il cite en particulier le livre de Febvre et Martin: *The coming of the book* (L'apparition du livre), p. 122 et 187.

<sup>1012</sup> À propos de son ouvrage voir *El Mundo*. "¿Las naciones? Vaya camelo". ¿Las naciones? Vaya camelo... / Anne-Marie Thiesse demuestra que los mitos patrióticos son relatos prefabricados. La investigadora compara las identidades colectivas con los muebles de Ikea. Consulté le 14/03/2017 sur <http://www.elmundo.es/elmundo/2010/05/11/cultura/1273568577.html> - La même explication rapporte Olivier Faron dans "Anne-Marie Thiesse, *La création des identités nationales. Europe XVIIe-XXe siècle*"., op. cit.

montages différents ; autrement dit on peut personnaliser ce montage. Ces éléments de base sont les symboles comme le drapeau, les héros, la langue, etc. C'est donc une opération adaptable à toutes les collectivités ou peuples, puisqu'il s'agit bel et bien de construire une identité, pratiquement à la carte. Nous avons le cas de La Rioja ou la Cantabrie qui se fabriquent actuellement des signes d'identité assez forts, mais il est sûr que certaines régions ou zones ont des éléments plus adaptables et mieux appropriés pour cette entreprise. C'est justement le cas des Valenciens qui au niveau culturel et historique peuvent répertorier des épisodes et des dates importantes qui leur confèrent un prestige que beaucoup leurs envieraient. Un patrimoine historique qu'on a voulu leur soustraire, un siècle d'or, qui concerne la littérature mais aussi l'architecture. Pensons que la première bible traduite en dialecte roman fut la bible du Valencien Bonifacio Ferrer. Et il faut reconnaître aussi que cette région a une tradition politique très ancienne, puisque les terres valenciennes ont formé un royaume depuis très longtemps, avant même que le roi Jaime I d'Aragon n'arrive en 1238. Valence avait été un royaume maure qui avait été gouverné par différentes dynasties. Il y a donc une longue trajectoire historique qui accrédite une relative autonomie politique et une originalité culturelle certaine, fruit du métissage intense de deux cultures, la musulmane et la chrétienne. Sur ce chapitre nous avons vu que la thèse pancatalaniste fait une rupture totale avec le passé mozarabe, au point même de nier qu'il ait pu rester des chrétiens au moment de la Reconquête. Ensuite la tradition populaire montre aussi une grande originalité au niveau de la nourriture (la prédominance du riz dans l'alimentation des Valenciens), des fêtes (les *fallas* à Valence, la Magdalena à Castellón, les *Hogueras de San Juan* à Alicante, les *Moros y Cristianos* à Alcoy), du type d'architecture influencé par les Maures, de la toponymie. Tout prouve que cette région peut puiser en elle-même des éléments très spécifiques et bien représentatifs où forger une identité valencienne. Mais la culture n'est qu'un masque une excuse puisque nous avons vu que la véritable essence du nationalisme se trouve dans les intérêts économiques.

La différence entre le nationalisme catalan ascendant du début du XXe siècle et le nationalisme à peine conscient de quelques Valenciens à cette époque, ne réside pas dans les différences culturelles mais dans la construction d'une économie propre.

Les Catalans ont profité de leur avantage commercial, car ils ont une longue tradition bien accréditée, et ils ont pu construire une économie prospère dont ils ont très tôt pris le contrôle. La spécialisation dans le textile a aidé à cette prise de conscience et à rassembler les voix pour gagner à Madrid les tarifs douaniers nécessaires pour assurer l'écoulement de leurs marchandises sur tout le territoire espagnol, y compris les colonies. Les Valenciens n'ont pas développé cette conscience, parce que la condition agraire de leur économie rendait beaucoup plus difficile cette opération. La prospérité a été présente, mais le niveau de capitalisation insuffisant pour insuffler l'autoconfiance nécessaire. Par ailleurs les réseaux financiers sont toujours restés hors du contrôle des Valenciens, ce qui rendait peu probable une meilleure coordination des différents secteurs économiques. Nous comprenons que l'assujettissement économique ou financier entraîne facilement l'assujettissement politique. Nous avons un clair exemple avec l'Union Européenne ; ce sont les pays les plus riches qui commandent, ou dit d'une autre manière qui ont la plus grande influence politique. Même chose en Espagne, où les régions riches ont plus d'influence que les régions pauvres. Pour les Catalans, et donc pour les catalanistes c'est basiquement l'industrialisation qui leur a permis d'acquérir une autonomie financière. Malgré leur constant rejet rhétorique du centralisme castillan, ce développement aurait été impossible sans l'existence du marché national espagnol, y compris les colonies, puisque la concurrence anglaise était féroce. Leur industrie textile a pu réaliser le décollage économique, qui a permis de capitaliser les réseaux financiers régionaux, et ceci au point de permettre que certains membres de la nouvelle oligarchie comme Cambó ou Ventosa entrent dans le circuit du capitalisme mondial au début du XXe siècle. Nous avons parlé de la *Compañía Hispano-Americana de Electricidad* (la CHADE), qui n'a été qu'un début, car aujourd'hui des multinationales catalanes sont présentes dans le monde entier avec des entreprises comme Planeta, Burguera, Laboratorios Almirall, Grupo Agbar, Grupo Godó, Grupo Zeta, etc., sans compter Gas Natural, Grifols, CaixaBank, Sabadell, qui font partie de l'Ibex 35 (les 35 entreprises qui dominent la bourse espagnole). Rares sont les entreprises valenciennes qui ont conquis les marchés extérieurs ; nous pouvons citer tout au plus Mercadona<sup>1013</sup>. Nous

---

<sup>1013</sup> Elle est la première d'un classement fait par le journal *Levante* : "Levante-emv.com publica el ranking de las 100 mayores empresas valencianas por ventas" (2010-2011-2012), consulté le

insistons donc sur la relation entre le pouvoir financier et le nationalisme. Et des exemples sont bien visibles dans le panorama international.

Le cas de la Belgique<sup>1014</sup> est tout à fait significatif. À présent les Flamands ont économiquement le dessus sur les Wallons, ce qui a exacerbé les incompatibilités culturelles entre les deux communautés. Même chose en Italie où le nord riche (la *Liga Norte*) veut se débarrasser du sud pauvre ; on n'allègue même plus d'arguments culturels. Le cas de l'État californien en est un autre. On y menace un *Calexit*<sup>1015</sup>, qui se comprend parfaitement dans le sens où c'est un des États les plus riches des États-Unis. Le rejet de certaines décisions du nouveau président donne plus de force à ce mouvement, qui n'a pas besoin non plus d'alléguer des arguments culturels ; les arguments économiques sont suffisants en eux-mêmes. Tout ceci nous confirme que le nationalisme répond davantage à des incompatibilités économiques que culturelles, car autrement la construction de l'Union Européenne n'aurait jamais été possible. Mais en précisant que derrière ces incompatibilités économiques se cachent les vraies incompatibilités politiques, c'est-à-dire le refus de transiger ou partager avec les autres. Un désir d'exclusivité, de prédominance politique qui traduit davantage des réflexes totalitaires que démocratiques. C'est pourquoi tout comme Alejandro Quiroga nous voyons comme curieuse, voire antinaturelle, cette alliance de plus en plus forte que la gauche espagnole pratique avec les nationalismes périphériques. Elle s'est contentée d'ambitionner l'intégration de l'Espagne dans le Marché Commun, sans assumer que sa douteuse conception de la solidarité espagnole est un aval peu consistant pour la construction de la fraternité européenne. Avec ce que nous avons désigné le triomphe du modèle catalan, nous observons que la gauche a fait sien le discours de la réparation historique, qui est devenu pratiquement la colonne

---

18/05/2016 sur : <http://www.levante-emv.com/servicios/html/cien-mayores-empresas-ventas-valencia.html>

<sup>1014</sup> de Winter, Lieven: "La recherche sur les identités ethno-territoriales en Belgique", consulté le 02/04/2017 sur : <https://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2007-4-page-575.htm> voir aussi Servais, Olivier: "La Belgique crise ou défi à l'identité?", consulté le 02/04/2017 sur : <http://www.centreavec.be/site/la-belgique-crise-ou-d%C3%A9fi-%C3%A0-lidentit%C3%A9> ou encore Hernandez, Anthony: "En Belgique, le cyclisme n'efface pas toutes les tensions identitaires", 05/07/2010, consulté le 02/04/2017 sur : [http://www.lemonde.fr/sport/article/2010/07/05/en-belgique-le-cyclisme-n-efface-pas-toutes-les-tensions-identitaires\\_1383469\\_3242.html](http://www.lemonde.fr/sport/article/2010/07/05/en-belgique-le-cyclisme-n-efface-pas-toutes-les-tensions-identitaires_1383469_3242.html)

<sup>1015</sup> "La iniciativa de independencia de California gana fuerza tras las primeras decisiones de Trump", 27/01/2017, consulté le 02/04/2017 sur : [http://www.abc.es/internacional/abci-calexit-iniciativa-independencia-california-gana-fuerza-tras-primeras-decisiones-trump-201701271801\\_noticia.html](http://www.abc.es/internacional/abci-calexit-iniciativa-independencia-california-gana-fuerza-tras-primeras-decisiones-trump-201701271801_noticia.html)

vertébrale de la politique régionale. Tout se revendique en concept de justice historique et non pas en concept strict de justice sociale. C'est une gauche qui s'éloigne de plus en plus de l'idéal de la Révolution française, soit d'un libéralisme qui priorise les droits de l'individu, de n'importe quel pays ou région d'où il soit. C'est cet esprit qui avait présidé à la déclaration des droits de l'homme, mais le marxisme avec son objectif de société sans classe a oublié l'individu en chemin, autrement dit la base fondamentale. Il l'a remis à la disposition d'un nouveau type de féodalité, soit d'une collectivité très mal définie, en l'occurrence d'une collectivité culturelle, ce qui met en danger un projet aussi ambitieux et novateur que l'Union Européenne<sup>1016</sup>. La question formulée par Gérard Dufour et Jean-François Dufour, comme titre de leur livre : *L'Espagne un modèle pour l'Europe des régions ?*<sup>1017</sup> peut difficilement être affirmative à partir du moment où la cohésion nationale espagnole est constamment menacée comme ils le signalent. Les nationalistes périphériques donnent aux différences culturelles la marque de l'incompatibilité, raison pour laquelle L'Espagne des autonomies répond à une mécanique inverse au projet de l'Union Européenne. Du coup autant l'extrême-droite que l'extrême-gauche se profilent comme les opposants les plus fermes à la construction de cette super-nation européenne, qui n'a jamais prétendu nier les différences culturelles. Ils reproduisent un schéma simpliste de confrontation, plutôt que de travailler pour une solution de compromis, qui rapproche les peuples à cette république universelle rêvée par la Révolution de 1789.

Mais pour finir de répondre à la question si le nationalisme valencien pourrait exister un jour, il faut se demander honnêtement si le valencianisme tel qu'il est conçu, et décrit jusque-là n'est pas un obstacle ? La "troisième voie" ne fait que perpétuer la stratégie de l'ambiguïté et de la confusion et continue de tricher sur la revendication d'un véritable nationalisme autochtone. Par ailleurs nous avons vu que le catalanisme le plus radical est toujours insistant au sujet des "Pays catalans". En 2004 on invitait les Valenciens à faire partie d'une euro-région, en 2016 le Parlement

---

<sup>1016</sup> Avanza, Martine et Laferté, Gilles : "Dépasser la 'construction des identités' Identification, image sociale, appartenance". Consulté le 28/02/17 sur : <https://www.cairn.info/revue-geneses-2005-4-page-134.htm>

<sup>1017</sup> Gérard Dufour et Jean-François Dufour : *L'Espagne un modèle pour l'Europe des régions ?* Collection Folio actuel (n° 77). Série Le Monde actuel. Gallimard. Parution 04/05/2000. Voir : <http://www.gallimard.fr/Catalogue/GALLIMARD/Folio/Folio-actuel/Le-Monde-actuel/L-Espagne-un-modele-pour-l-Europe-des-regions>

catalan a même proclamé le droit à l'autodétermination des "Pays catalans"<sup>1018</sup>. Les catalanistes s'entêtent à intégrer les Valenciens dans leur projet nationaliste, même si les Valenciens se montrent opposés à de pareilles invitations. Ensuite l'*Academia Valenciana de la Llengua* ne résoudra jamais le conflit linguistique, elle a probablement davantage contribué à le compliquer, en collaborant à son tour à l'ambiguïté, cette fois dans le domaine lexical et philologique. Une pareille situation peut parfaitement justifier que les Valenciens dans leur majorité aient peu d'intérêt à défendre une langue - officiellement catalane - qu'ils ne considèrent plus comme la leur. En 2003 déjà le président d'*Escola Valenciana* se plaignait d'un manque d'intérêt envers le valencien : "Se constata una pérdida de interés hacia la lengua y un intento de que la aceptación más folklórica impregne nuestra identidad"<sup>1019</sup>. Peut-être parce que c'est dans cette langue considérée folklorique que les Valenciens se reconnaissent davantage. Disons qu'il existe une troisième langue non officielle, le valencien dévalué et ignoré, celui parlé dans les rues des villages. L'Académie Royale de Culture Valencienne (RACV) défend en grande mesure ce valencien originel, mais elle est devenue une entité résiduelle, puisqu'on ne veut plus lui reconnaître son autorité académique (voir dans la dernière partie "Annexe VI", un échantillonnage de références sociolinguistiques qui met en porte à faux tout ce que défend la RACV). Ceci nous fait penser que le malaise social ne disparaîtra certainement pas, même s'il reste plus ou moins silencieux. Vicent Flor se lamente que l'anticatalanisme soit devenu structurel dans la société valencienne, il affirme même qu'il est hégémonique<sup>1020</sup>. Et il s'ingénie systématiquement à présenter toute opposition au pancatalanisme comme un acte fasciste, contribuant à renforcer le schéma que nous avons expliqué plus haut (soit intensifier le "complexe de l'Espagne"). Tout ceci en dernière instance produit un effet de pendule, car plus on revendique le pancatalanisme et plus ceux qui le rejettent se réfugient dans la nationalité espagnole, ce qui peut difficilement favoriser la formation d'un vrai nationalisme valencien. Nous avons vu comment pendant la

---

<sup>1018</sup>"El parlamento de Cataluña proclama el derecho a la autodeterminación de los Países Catalanes". Incat (Informaciones de los Países Catalanes para América Latina), 07/10/2016 sur <http://www.agenciaincat.la/?p=25251> 07/10/2016, consulté le 23/03/2017.

<sup>1019</sup>"Las entidades piden al Consell un mayor impulso del valenciano". *Levante*, 23/11/03, p. 22.

<sup>1020</sup> Salvador Enguix: "Vicent Flor: el anticatalanismo ha logrado ser hegemónico en Valencia". *La Vanguardia*, 07/07/2011, consulté le 07/04/2017 sur : <http://www.lavanguardia.com/politica/20110709/54183465622/vicent-flor-el-anticatalanismo-ha-logrado-ser-hegemonico-en-valencia.html>

Transition il existait des partis régionalistes assez consistants, qui auraient pu jeter des bases pour construire un nationalisme valencien, or l'anti-pancatalanisme a davantage renforcé le *Parti Popular* qui dans le panorama politique a fini par absorber les régionalistes d'*Unión Valenciana*. Et nous avons vu que ce sont surtout les pancatalanistes qui discréditent et combattent ce régionalisme valencien qu'ils qualifient d'aliénant, en argumentant qu'il prive les Valenciens de leur véritable nationalité catalane. Nous sommes donc encline à affirmer que le pancatalanisme est un sérieux handicap à la formation du nationalisme valencien. Comme toujours le double jeu des pancatalanistes vient fausser la donne, mais en dernière instance favorise le nationalisme espagnol. Une circonstance qu'ils ne veulent pas admettre. Vicent Flor assure que : "Lo idóneo sería una colaboración de tú a tú con Cataluña y las Islas Baleares"<sup>1021</sup>. Mais justement c'est ce que les pancatalanistes se sont évertués à rendre impossible. Ce sont eux qui ont consacré la hiérarchie catalane dans tous ses aspects. Et l'Académie Royale de Culture Valencienne se montre tout à fait disposée à collaborer avec les entités catalanes si les relations retrouvent un pied d'égalité. Ce qui signifie réadmettre le diasystème occitano-roman, où le valencien et le catalan sont deux langues soeurs. Il n'est qu'à voir la lettre adressée aux autorités et à l'université en particulier (voir en Annexe I document n° 60), comme réponse à la soutenance de la thèse doctorale de Lluís Fornés tenue dans son enceinte le 20 décembre 2004. Un événement qu'elle considère aller dans la bonne direction.

Nous croyons donc que dans l'actualité l'obstacle le plus significatif pour le nationalisme valencien autochtone n'est pas le nationalisme espagnol, qui n'a jamais discuté la paternité de la langue valencienne, ni les anciennes gloires valenciennes, mais le nationalisme catalan. Non seulement il a mis sous son étiquette la langue et la culture valencienne, mais encore, il mène à travers ses activistes les plus fervents un travail de dissuasion quant au fait que l'identité valencienne puisse exister hors de l'identité catalane. Il nous reste donc seulement une remarque à formuler. Les autorités académiques et les partis pancatalanistes qui ont reproché maintes et maintes fois à l'oligarchie régionale de dévaluer la culture valencienne parce que cette oligarchie préférerait parler le castillan, et même vivre à Madrid, tandis qu'elle traitait le

---

<sup>1021</sup> *Ibidem*.

valencien comme une langue autochtone sans prestige, ne devraient-elles pas se demander à présent si elles n'ont pas reproduit elles-mêmes un schéma pire, qui a dépouillé la culture valencienne de sa partie la plus noble, pour l'attribuer à la culture catalane ? Elles aussi n'ont-elles pas laissé pour patrimoine aux Valenciens qu'une culture populaire et dévaluée, car selon leurs propres paroles strictement folklorique ? Pour cela il semble élémentaire qu'un nationalisme purement valencien commence par revendiquer l'originalité valencienne.

## **ANNEXES**

## I.- LISTE DES DOCUMENTS

**DOC. nº 1** : Définition du mot "valencien" dans le dictionnaire de la *Real Academia Española de la lengua*, année 1822.

**DOC. nº 2** : Définition du mot "catalan" dans le dictionnaire de la *Real Academia Española de la Lengua*, année 1822.

**DOC. nº 3** : Définition du mot "valencien" dans le dictionnaire de la *Real Academia Española de la Lengua*, année 1968.

**DOC. nº 4** : Définition du mot "catalan" dans le dictionnaire de la *Real Academia Española de la Lengua*, année 1968.

**DOC. nº 5** : Définition du mot "valencien" dans le dictionnaire de la *Real Academia Española de la Lengua*, année 1970.

**DOC. nº 6** : Définition du mot "catalan" dans le dictionnaire de la *Real Academia Española de la Lengua*, année 1970.

**DOC. nº 7** : La modification que fait Vicent Flor du titre de l'article de Manuel Broseta "La paella dels Països Catalans" dans sa thèse doctorale : *L'anticatalanisme al País Valencià: identitat i reproducció social del discurs del blaverisme*. Il écrit à sa place : "La paella y los Països Catalans".

**DOC. nº 8** : La modification que fait Jesús Sanz du titre de Manuel Broseta "La paella dels Països Catalans". Il écrit à sa place : "Paella y Países Catalanes", aussi bien à la page 161, qu'à la page 305 de son livre : *La cara secreta de la política valenciana. De la predemocràcia al Estatut de Benicassim*.

**DOC. nº 9** : Carte d'appel à contribution pour le Premier Congrès international de la langue catalane, p. 13 et 14 du livre *Primer Congrés Internacional de la Llengua Catalana*.

**DOC. nº 10** : Thème III du Premier Congrès international de la langue catalane, écrit par Joan Maragall, dont le titre est : "La littérature catalane. Doit-on concéder à un dialecte déterminé la prédominance sur tous les autres ? Doit-on conserver et utiliser les différentes variétés dialectales ?"

**DOC. nº 11** : Thème II du Premier Congrès international de la langue catalane, écrit par Joaquim Cases-Carbó, dont le titre est : "La manière dont doit se renforcer et consolider les liens de solidarité naturelle entre les peuples de langue catalane pour

assurer le futur de notre littérature". Amendements de Benet de Pomés (non acceptés), de Carles Francisco i Maymó et Joaquim de Riba de Sanz.

**DOC. nº 12** : Photocopie du prologue d'Euphemia Llorente (Michel Ventura Balanyà) dans son livre *Studi etymologic dels noms Cathalunya e cathalá*.

**DOC. nº 13** : Photocopie de la page 17 et 18 ("De las Razos de Trobar' a Euphemia Llorente") de la Revue nº 2 de *Paraula d'Oc*, mai 1998.

**DOC. nº 14** : Photocopie de l'article de J. L. Martín Mengod adressé à Luis Fullana, dans *Diario de Valencia*, en date du 23 août 1918.

**DOC. nº 15** : Photocopie du prologue du livre de Teodor Llorente Falcó, intitulé *Mistral i Llorente*, 1932.

**DOC. nº 16** : Tableau des langues selon Pierre Bec, dans son livre *La langue occitane*.

**DOC. nº 17** : Photocopie de l'article de *Valencia Semanal* : "Cal donar passets cap a la unitat del català", dans le numéro 35, semaine du 6 au 13 juillet 1978, en pleine "Bataille de Valence".

**DOC. nº 18** : Photocopie de la présentation de l'association *Òc València* où se trouve le nom du trésorier Roger Mira, fils du fustérien historique Joan Francesc Mira .

**DOC. nº 19** : Photocopie de la page nº 87 du livre *Primer Congrès Internacional de la Llengua Catalana*, où figure le discours prononcé par Vicens Mancho, membre de l'association *Lo Rat-Penat*, en tant que représentant de la région valencienne.

**DOC. nº 20** : Photocopie de la page nº 11 du livre *Primer Congrès Internacional de la Llengua Catalana*, où figurent les noms des représentants des diverses sections ainsi que des personnalités qui siégeaient dans la présidence honoraire.

**DOC. nº 21** : Photocopie de l'article de Luis Fullana, paru dans *Las Provincias*, le 17/02/1919, intitulé "Gramatología Valenciana (nº 4)". L'original peut être consulté en ligne sur le site "Biblioteca Virtual de Prensa Histórica".

**DOC. nº 22** : Photocopie de l'article de Luis Fullana dans *Las Provincias*, le 24/03/1919, intitulé "Gramatología Valenciana". L'original peut être consulté en ligne sur le site "Biblioteca Virtual de Prensa Histórica".

**DOC. nº 23** : Photocopie de l'article de Luis Fullana dans *Las Provincias*, le 17/04/1919, intitulé "Gramatología Valenciana". L'original peut être consulté en ligne sur le site "Biblioteca Virtual de Prensa Histórica".

**DOC. nº 24** : Liste des œuvres de Luis Fullana, tirée du livre de Josep-Benjamín Agulló Pascual : *Biografía de Luis Fullana Mira, O. F. M.*

**DOC. nº 25** : Photocopie de l'article "L'assemblea de Castelló", tiré du journal *El Camí*, en date du 20/05/1933.

**DOC. nº 26** : Photocopie de l'article intitulé : "La propaganda estatutista", tiré du journal *La Correspondencia de Valencia*, en date du 25/07/1933.

**DOC. nº 27** : Photocopie de la page nº 843 et 844 du livre *Historia del Pueblo Valenciano*, qui laisse comprendre que le parti blasquiste n'avait fait campagne que pour la revendication d'une autonomie provinciale (province de Valence en exclusivité).

**DOC. nº 28** : Photocopie de l'article intitulé : "Els dos camins de València", publié dans le journal valencianiste *Acció Valenciana*, en date du 15/04/1930.

**DOC. nº 29** : Photocopie de l'article intitulé : "La cuestión catalana", tiré du journal *El Pueblo*, en date du 08/10/1898. L'original peut être consulté en ligne sur le site "Biblioteca Virtual de Prensa Histórica".

**DOC. nº 30** : "Photocopie de deux articles : "La cuestión catalana" et "Cataluña y Finlandia" dans *El Pueblo*, en date du 30/07/1899. Les originaux peuvent être consultés en ligne sur le site "Biblioteca Virtual de Prensa Histórica".

**DOC. nº 31** : Photocopie du manifeste : "Substantivitat del Valencianisme", rédigé par Ignasi Villalonga Villalba en 1918.

**DOC. nº 32** : Photocopie de la "Declaració Valencianista", expliquée par divers auteurs et présentée sous le nom de : "El Pensament Valencianista" en 1919.

**DOC. nº 33** : Photocopie du discours de Joaquín Reig Rodriguez, prononcé le 9 novembre 1932 au Centre de Culture Valencienne, intitulé : "Concepte Doctrinal del Valencianisme".

**DOC. nº 34** : Photocopie de l'article de Josue Sorel dans *Acció Valenciana*, en date du 05/02/1931, intitulé : "Vella politica y politica bona".

**DOC. nº 35** : Photocopie de l'article "Cultura i economia", non signé dans *El Camí*, le 23/07/1932.

**DOC. nº 36** : Photocopie de l'article : "La unidad de la lengua", écrit par Teodor Llorente Falcó et publié dans *Las Provincias* le 15/05/1930.

**DOC. nº 37** : Photocopie de l'article "El nombre de la lengua", écrit par Teodor Llorente Falcó, et publié dans *Las Provincias*.

**DOC. nº 38** : Photocopie de *Las Bases de Castellón*, signées le 21/12/1932.

**DOC. nº 39** : Photocopie de l'article d'Eduard Martínez Ferrando : "Per qué me sent pancatalaniste", publié dans *El Camí*, le 16/09/1933.

**DOC. nº 40** : Photocopie du manifeste "Desviacions en els conceptes de llengua i patria" publié le 06/05/1934 dans le journal *La Veu de Catalunya*.

**DOC. nº 41** : Photocopie de l'article "Occitanisme" signé par Antoni Senent i Mico, et publié dans *El Camí* le 09/06/1934.

**DOC. nº 42** : Photocopie de l'article d'Antoni Senent i Micó : "Occitanisme" - "Insistent", publié dans *El Camí* le 16/06/1934.

**DOC. nº 43** : Photocopie de l'article d'Enric Soler Godes : "Catalunya i el País Valencià", publié dans *El Camí* le 16/06/1934.

**DOC. nº 44** : Photocopie de l'article : "Integració Nacional", non signé, publié dans *El Camí*, le 23/06/1934.

**DOC. nº 45** : Photocopie de l'article : "A tots els valencians residents a Barcelona", publié dans *El Camí*, 18/11/1933.

**DOC. nº 46** : Photocopie de l'article de J. Bort-Vela : "La región valenciana no puede ser un feudo de Cataluña", publié dans *El Pueblo*, le 30/06/1934.

**DOC. nº 47** : Photocopie de l'article : "Bilingüisme", écrit par Antoni Porcar Candel, et publié dans *El Camí*, le 01/04/1933.

**DOC. nº 48** : Photocopie de l'article écrit par Enric Soler Godes : "La llengua", publié dans *El Camí* le 21/07/1934.

**DOC. nº 49** : Photocopie de l'affiche du séminaire de la *CASA VELAZQUEZ*, intitulé : "De l'Espagne au Levant : Vie et destin des communautés sépharades".

**DOC. nº 50** : Photocopie du texte rédigé par Enric Nogués : "La Galaxia Traca i la Premsa Satírica en la Biblioteca Valenciana Nicolau Primitiu". E. Nogués est responsable des fonds de la bibliothèque *Nicolau Primitiu*, qui est intégrée dans la Bibliothèque de la Généralité valencienne, *San Miquel dels Reis*.

**DOC. nº 51** : Photocopie de la vignette de Franco parue dans le journal *La Traca*, et qui sert à illustrer la couverture du livre d'Antonio Laguna intitulé : *Carceller el éxito trágico del editor de La Traca*.

**DOC. nº 52** : Photocopie du prospectus de présentation de l'exposition : "Premsa Satírica" déroulée à la bibliothèque de la Généralité valencienne *San Miquel dels Reis*, du 6 octobre 2016 au 9 janvier 2017.

**DOC. nº 53** : Photocopie du prospectus de présentation de l'exposition faite dans le MuVIM (Museu Valencià de la Il·lustració i de la Modernitat), du 11 février au 22 mai 2016.

**DOC. nº 54** : photocopie tirée du livre de Benito Sanz Díaz : *L'oposició universitari al franquisme. València 1939-1975*. Ce chapitre sur "L'excursió patriòtica dels valencianistas a Catalunya" a été écrit en compagnie de Miquel Nadal.

**DOC. nº 55** : "Documento de Alicante", publié dans le journal *Valencia Semanal*, Nº 6 (janvier 1978, semaine du 15 au 22).

**DOC. nº 56** : Deux articles publiés dans le journal *Las Provincias*, le 08/09/1977 (p. 17) : "Un militante del M. C., gravemente herido cuando colocaba carteles del día del P. V." et : "Unánime condena por el atentado contra un militante del MCPV".

**Doc. nº 57** : Photocopie de la "Carta abierta de un grupo de valencianos a Felipe González y contestación del PSOE", publiée dans *Las Provincias*, le 22/04/1979 (p. 21).

**Doc. nº 58** : Photocopie de l'article de Manuel Broseta Pont : "Prudencia política", publié le 29/04/1979 dans *Las Provincias*.

**Doc. nº 59** : Photocopie d'un autre extrait du livre de Benito Sanz Díaz : *L'oposició universitari al franquisme. València 1939-1975*. On peut apprécier qu'apparaît le nom de Joan Francesc Mira parmi les membres du premier parti pancatalaniste sous le franquisme, *El Moviment Social-Cristià de Catalunya* (MSCC). On peut aussi observer dans la photographie du bas l'image de Jaume Pérez Montaner, le militant qui déclara dans le programme de télévision "HORA 15" que le valencien est du catalan, et que les Valenciens sont catalans. C'est ce programme qui produisit les premières réactions hostiles de la société valencienne, appelée aussi "la Bataille de Valence".

**Doc. nº 60** : Photocopie de la lettre ou du rapport rédigé par la *Real Acadèmia de Cultura Valenciana*, qui approuve l'attitude ouverte de l'Université de Valence, qui a permis que Lluís Fornés soutienne sa thèse doctorale en décembre 2004, mais l'*Acadèmia Valenciana de la Llengua* dans son verdict formulé le 10 février 2005, sur la nature du valencien, ne fait aucune mention de la thèse occitaniste.

## II.- LISTE DES PARTIS POLITIQUES

### II.1.- Au début du XXe siècle

ACV : Acció Cultural Valencianista (1930)

AVE : Acció Valencianista d'Esquerra (Valenciens résidant à Barcelone).

ANV : Acció Nacionalista Valenciana (1933).

AR : Acción Republicana (1925-1934).

AS : Agrupación Socialista.

AV : Acció Valenciana (1935).

AVD : Agrupació Valencianista de la Dreta (1930-1933).

AVR : Acció Valencianista Republicana.

AVR : Agrupación Valencianista Republicana (1930-1934).

CAV : Centre d'Actuació Valencianista (1931-1935).

CEDA : Confederación Española de Derechas Autónomas (1933).

DLR : Derecha Liberal Republicana.

DRV : Derecha Regional Valenciana (1930-1936).

ERPV : Esquerra Republicana del País Valencià (1934-1936).

EV : Esquerra Valenciana (1934-1939).

FAI : Federación Anarquista Ibérica (1927 : fondée à Valence).

IR : Izquierda Republicana (1934-1959).

JNC : Joventut Nacionalista de Castelló.

JONS : Juntas de Ofensiva Nacional Sindicalista (1931).

JRV : Joventut Regionalista Valenciana (1908).

JRV : Joventur Republicana Valencianista.

JVB : Joventut Valencianista de Barcelona (Valenciens résidant à Barcelone).

PCE : Partido Comunista de España (1921).

PL : Partido Liberal (1880-1931).

PLC : Partido Liberal Conservador - Partido Conservador (1876-1931).

PP : Partido Progresista.

PRR : Partido Republicano Radical (1908-1936).

PRRS : Partido Republicano Radical Socialista (1929-1934).  
PSOE : Partido Socialista Obrero Español (1879).  
PURA : Partido de Unión Republicana Autonomista (1909-1936).  
PEV : Partit d'Esquerra Valenciana (1934-1936).  
PVE : Partit Valencianista d'Esquerra (1935-1936).  
Partido Carlista.  
UMN : La Unión Monárquica Nacional (1918).  
UR : Unión Republicana (1903).  
UVR : Unión Valencianista Regional (1918-1933).  
VN : València Nova (1904).

## **II.2.- Sous la transition**

ACP : Anepa-Centro Popular.  
AECI : Candidatura Independiente.  
AETA : Agrupación Electoral Trabajadores de Alicante.  
AETV : Agrupación Electoral Trabajadores de Valencia.  
AN 18 : Alianza Nacional 18 de julio.  
AP-FAP : Alianza Popular - Federación de Asociaciones Políticas.  
APRV : Alianza Popular de la Región Valenciana.  
ARDE : Acción Republicana Democrática Española (1960).  
ARFV : Alianza Republicana Front Valencià.  
ASD-CI : (PSOE\_h-PSDE): Alianza Socialista Democrática - Centro Izquierda (PSOE\_h-PSOE).  
BEAN : Bloc d'Esquerra d'Alliberament Nacional.  
CD : Coalición Democrática.  
CIC : Candidatura Independiente de Centro.  
CIRJA : Círculos José Antonio.  
CLP : Coalición Lucha Popular.  
CP : Coalición Popular.  
CUC : Candidatura Unida Comunista.  
EDC : Coalición Electoral Equipo de la Democracia Cristiana.

ENV : Esquerra Nacionalista Valenciana (1979).

FAP : Federación de Partidos de Alianza Popular.

FDI : Frente Democrático de Izquierda.

FEJA : Falange Española Auténtica.

FEI : Falange Española Independiente.

FE-JONS : Falange Española de las JONS.

FL : Federación Laborista.

FN : Fuerza Nueva.

FUT : Frente por la Unidad de los Trabajadores.

GAV : Grupo de Acción Valencianista.

ILCV : Candidatura Independiente electores carlíns Valencia.

IR : Izquierda Republicana.

IU : Izquierda Unida.

IU-EU : Izquierda Unida - Esquerra Unida.

LC : Liga Comunista.

LCR : Liga Comunista Revolucionaria.

MC-OIC : Movimiento Comunista - Organización de Izquierda Comunista.

MCPV : Moviment Comunista del País Valencià.

MOVFE : Movimiento Falangista de España.

OCE : Organización Comunista de España - Bandera Roja.

OEC : Organització d'Esquerra Comunista.

OIV : Organización Independiente Valenciana.

ORT : Organización Revolucionaria de Trabajadores.

PAD : Partido de Acción Democrática.

PASOC : Partido de Acción Socialista Obrera.

PC : Partido Carlista.

PCE : Partido Comunista de España.

PCE/PCPV : Partido Comunista de España - Partit Comunista del País Valencià.

PCOE : Partido Comunista Obrero Español.

PCPV : Partit Comunista del País Valencià.

PCT : Partido Comunista de los Trabajadores.

PDL : Partido Demócrata Liberal.

PDLPV : Partido Demócrata Liberal del País Valenciano.

PDP : Partido Demócrata Popular.

PL : Partido Liberal.

PNPV : Partit Nacionalista del País Valencià (1978-1982).

POC : Partido Obrero y Campesino.

PPRV : Partido Popular Regional Valenciano

PRSV : Partido Radical Socialista de Valencia.

PSAN : Partit Socialista d'Alliberament Nacional (1973).

PSOE : Partido Socialista Obrero Español.

PSOE\_(h) : Partido Socialista Obrero Español Histórico.

PSP : Partido Socialista Popular.

PSPV : Partit Socialista del País Valencià (1973).

PSPV-PSOE : Partit Socialista del País Valencia - Partido Socialista Obrero Español.

PSR : Partido Social Regional.

PST : Partido Socialista de los Trabajadores.

PTE : Partido del Trabajo de España.

PTE - UC : Partido del Trabajo de España - Unidad Comunista.

PTPV : Partit del Treball del País Valencià.

RSE : Reforma Social Española.

SE : Solidaridad Española.

UCD : Unión de Centro Democrático.

UCE : Unificación Comunista de España.

UDPV : Unió Democràtica del País Valencià.

UL : Unión Liberal.

UN : Unión Nacional.

URV : Unión Regional Valenciana (1977-1979).

US (PSP-FPS) : Coalición Unidad (Partido Socialista Popular-Federación de Partidos Socialistas).

### **II.3.- Après la Transition**

AEPV: Agrupació d'Esquerra del País Valencià (1982).

ASIX : Agrupació de Socialistes Independents de Xàtiva.

BLOC : Bloc Nacionalista Valencià (1997).

Bloc Nacionalista (1995).

Bloc Progresista de Monòver.

CDS: Centro Democrático y Social (1982-2006).

COMPROMÍS : (2010).

CPV : Compromis pel País Valencià (2007).

CV : Coalició Valenciana (2004).

EIC : Esquerra Independent de Castelló.

EUG : Esquerra Unida de Gandía.

EUPV : Esquerra Unida del País Valencià (1986).

EV-EE : Els Verds Esquerra Ecologista del País Valencià (2004).

EVPV : Els Verds del País Valencià (2004).

Grau Unit de Castelló.

IdPV : Iniciativa del Poble Valencià (2007).

IU - UPV : Coalición Izquierda Unida - Unitat del Poble Valencià.

LV : Los Verdes - Els Verds (1984).

Nacionalistes d'Alcoi

PP : Partido Popular (1989).

PVN : Partit Valencià Nacionalista (1990-2000).

UPV : Unitat del Poble Valencià (1982).

UNV : Unió Nacionalista Valenciana.

UV : Unio [sic] Valenciana (1982).

UVdPV : Unitat Valenciana del País Valencià (1983).

### III.- BIBLIOGRAPHIE

Nous avons fait un classement en six parties :

III.1.- Par auteur lorsqu'il y en a un seulement. Nous n'avons pas fait de catégorie pour séparer les ouvrages écrits en français, en espagnol ou en valencien. Le nom de l'auteur est suffisant pour identifier le ou les livres mentionnés tout au long de notre étude.

III.2.- Par titre (pour les ouvrages collectifs) et par sujet. Nous voulons faire remarquer que le thème de l'identité et du nationalisme est un sujet beaucoup trop vaste pour prétendre apporter ici une bibliographie complète ; néanmoins nous avons signalé tous les livres qui ont servi à construire notre raisonnement. Par ailleurs dans la thèse nous avons mentionné une bibliographie recommandée par Eric Hobsbawm et aussi une autre commentée par Kepa Bilbao Gaubeka.

III.3.- La presse espagnole. Lorsqu'il existe une série d'articles écrits par un même auteur nous en avons fait une sous-partie ; c'est le cas notamment de Vicente Blasco Ibáñez, Luis Fullana Mira et Manuel Broseta Pont. Nous en avons fait une aussi pour l'incident des bateaux de la *Trasmediterránea*.

III.4.- La presse française.

III.5.- Sites divers.

III.6.- Sites officiels.

### III.1.- Classement par auteurs

Alcalá, César : "Prat de la Riba y la Lliga Regionalista. Sobre los orígenes del catalanismo político" : <http://www.arbil.org/89prat.htm>, Revista Arbil nº 89.

Alemany y Bolufer, Josep: "Origen del valenciano y demás lenguas románicas", dans son discours de réponse à Luis Fullana y Mira, le 11/11/1928 à la RAE. Consulté en ligne le 17/09/2016. sur : [http://www.rae.es/sites/default/files/Discurso\\_de\\_ingreso\\_Luis\\_Fullana\\_y\\_Mira.pdf](http://www.rae.es/sites/default/files/Discurso_de_ingreso_Luis_Fullana_y_Mira.pdf)

Adlert Noguerol, Miquel : *En defensa de la llengua valenciana. Perqué i cóm s'ha d'escriure la que es parla*. Del Cénia al Segura, Valencia, 1977.

Agulló Pascual, Josep-Benjamín : *Biografía de Lluís Fullana Mira O. F. M.* Editorial Del Sena al Segura, S. L., Valencia, 1998.

Álvarez Junco, José : *Mater Dolorosa. La idea de España en el siglo XIX*. Taurus Ediciones, 2001 (688 pages).

Anderson, Benedict: *Comunidades imaginadas: Reflexiones sobre el origen y la difusión del nacionalismo*. Fondo de Cultura Económica. México, 1993. Traducción de Eduardo L. Suárez.

Arroyo, María del Socorro (Doctora de la Ciencia de la Información) : "Política y periodismo: la caricatura de ¡Cu-cut! desencadenante de la ley de jurisdicciones", *Revistas Científicas Complutenses*, volumen 13, año 1990, consulté 07/05/2017 sur : <http://revistas.ucm.es/index.php/DCIN/article/view/DCIN9090110011A/20316>

Azagra Ros, J. : *El Bienio progresista en Valencia. Análisis de una situación revolucionaria a mediados del siglo XIX (1854-1856)*. Universidad de Valencia, 1978.

Babadzan, Alain. "L'invention des traditions et le nationalisme". *Journal de la Société des océanistes/Année 1999/volume 109/nº 2/ p. 13-35*. Consulté le 28/04/2016 sur : [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/jso\\_0300-953x\\_1999\\_num\\_109\\_2\\_2103](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/jso_0300-953x_1999_num_109_2_2103)

Badia i Margarit, Antoni Maria : "L'Institut d'Estudis Catalans et les travaux de la langue et civilisation catalanes". *Esquisse d'histoire. Bibliographie (en français)*. <http://publicacions.iec.cat/repository/pdf/00000037%5C00000055.pdf>

Baldó Lacomba, Marc : *Profesores y estudiantes en la época romántica. La Universidad de Valencia en la crisis del Antiguo Régimen (1786-1843)*. Ayuntamiento de Valencia, 1984.

Ballester, Josep (Universitat de València): "La trayectoria literaria i intel·lectual de Francesc Almela i Vives", Anuari de l'Agrupació Borriana de Cultura, IV, p. 75-84, consulté le 31/10/16 sur :

[http://repositori.uji.es/xmlui/bitstream/handle/10234/4355/Francesc\\_Almela.pdf?sequence=1&isAllowed=y](http://repositori.uji.es/xmlui/bitstream/handle/10234/4355/Francesc_Almela.pdf?sequence=1&isAllowed=y)

Bayarri Hurtado, José María : *El peligro catalán*. Ed. Institut d'Estudis Valencians. Colección "La Nacionalidad Valenciana". Ed. Institut d'Estudis Valencians. Valencia, 1998.

Beaujeu-Garnier, Jacqueline : "Aspects statistiques de l'économie espagnole". In *L'information géographique*. Volume 23, n° 2, 1959, p. 58-67. doi: 10.3406/ingeo.1959.1876

[http://www.persee.fr/web/revues/house/prescript/article/ingeo\\_0020-0093\\_1959\\_num\\_23\\_2\\_1876](http://www.persee.fr/web/revues/house/prescript/article/ingeo_0020-0093_1959_num_23_2_1876) consulté le 14 janvier 2015.

Bec, Pierre : *La langue occitane*. Presses Universitaires de France. Collection : Que sais-je ? 1er édition 2ème trimestre 1963. Ici 3ème édition 1973.

Bérout Sophie : "Devenir une 'nationalité historique' : l'usage politique du passé en Andalousie et en Aragon". In : *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 70, 2003. Espagne : la mémoire retrouvée (1975-2002) p. 67-74 ; Doi : 10.3406/mat.2003.402454, consulté le 22/06/2017 sur [http://www.persee.fr/doc/mat\\_0769-3206\\_2003\\_num\\_70\\_1\\_402454](http://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_2003_num_70_1_402454)

Berstein, Serge : "Eric Hobsbawm, Nations et nationalisme depuis 1780" [compte-rendu]. *Revue d'histoire moderne et contemporaine*/Année 1994/Volume 41/Numéro 1/pp. 189-190. Consulté le 28/04/16 sur : [http://www.persee.fr/doc/rhmc\\_0048-8003\\_1994\\_num\\_41\\_1\\_1711\\_t1\\_0189\\_0000\\_2?q=hobsbawm](http://www.persee.fr/doc/rhmc_0048-8003_1994_num_41_1_1711_t1_0189_0000_2?q=hobsbawm)

Blasco Ibáñez, Vicente : *Lo que será la República Española : Al País y al Ejército*. Pamphlet édité par *La Casa de la Democracia*. Imprimerie : *La Gutenberg*, Valence. Rédigé à Paris, avril 1925.

Bilbao Gaubeka, Kepa : "Naciones y nacionalismos: notas sobre teoría nacional". (Una versión reducida en hika, n° 121-122, abril-mayo 2001) <http://kepabilbao.com/files/naciones/naciones6.html>

Birbaum, Pierre : "Société de masse". *Encyclopaedia Universalis* [en ligne], consultée le 17/04/2017 sur : URL : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/societe-de-masse/>

Braudel, Fernand : *Grammaire des civilisations*. Éditions Flammarion, Paris, 1993.

Braudel, Fernand : *La dynamique du capitalisme*. Éditions Flammarion, Paris, 2008

Braudel, Fernand : *El Mediterráneo y el mundo mediterráneo en la época de Felipe II*. Fondo de Cultura Económica. México, 1953, Tomo I.

Caglio y Conde, Jorge : "A vueltas con el federalismo español: Pi y Margall, Proudhon y Hegel". *Cahiers de Civilisation contemporaine* [en ligne], 2 | 2008, mise en ligne le 28 avril 2008, consulté le 01/05/2017 <https://ccec.revues.org/1443> ; DOI : 10.4000/ccec.1443

Caja López, Francisco : *La raza catalana: el núcleo doctrinal del catalanismo*. Ediciones Encuentro, S. A. Madrid, 2009. Consulté le 03/02/2016 sur : [https://books.google.es/books?id=VdUqoNwCjO4C&pg=PA3&hl=es&source=gbs\\_selected\\_pages&cad=2#v=onepage&q&f=false](https://books.google.es/books?id=VdUqoNwCjO4C&pg=PA3&hl=es&source=gbs_selected_pages&cad=2#v=onepage&q&f=false)

Casassas Imbert, Jordi : "Enric Ucelay-Da Cal, El imperialismo catalán. Prat de la Riba, Cambó, D'Ors y la conquista moral de España". *Mélanges de la Casa Velázquez* [En ligne], 35-2 | 2005, mis en ligne le 14/10/2010, consulté le 01/05/2017 sur : <https://mcv.revues.org/2294>

Chastagnaret, Gérard : Sortir du sud: le modèle espagnol [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/xxs\\_0294-1759\\_1991\\_num\\_32\\_1\\_2452](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/xxs_0294-1759_1991_num_32_1_2452)

Childe, Vere Gordon : *Los orígenes de la civilización*. Fondo de Cultura Económica de España, S. L., 1996. 335 p.

Chivallon, Christine : "Retour sur la 'communauté imaginée d'Anderson. Essai de clarification théorique d'une notion restée floue". *Raisons politiques*, 2007/3 (n° 27), p. 131-172. DOI : 10.3917/rai.027.0131. URL : <https://www.cairn.info/revue-raisons-politiques-2007-3-page-131.htm>, consulté le 28/04/2016.

Courrier, Yves : *Société de l'information et technologies*. Unesco Web World News/ Point of View. [http://www.unesco.org/webworld/points\\_of\\_views/Courrier\\_1.shtml](http://www.unesco.org/webworld/points_of_views/Courrier_1.shtml) (17/05/2014).

Cruz García, Álvaro : "La 'fabricación' de las identidades nacionales: algunas consideraciones". *Amnis, Revue de Civilisation contemporaine Europes/Amériques*. consulté le 15/03/2015 sur <http://amnis.revues.org/103>

Cucó, Alfons : *Aspectes de la política valenciana del segle XIX*. Rafael Palmero, editor. Barcelona, 1965.

Cucó, Alfons : *Sobre la ideologia Blasquiste: un assaig d'aproximació*. Valencia. Eliseu Climent, 1979. ISBN. 84-7502-001-1.

Cucó, Alfons : *El valencianisme polític, 1874 - 1939*. Garbí [Laviña]. Gener 1999, Editorial Afers, Catarroja, País Valencià.

Cuillé, Germain : *L'industrie textile dans la région de Sabadell – Tarrassa Catalogne*. In: Méditerranée, 1<sup>e</sup> année, N° 4, 1960 p.3-41. doi:10.3406/medit.1960.993. [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/medit\\_0025-8296\\_1960\\_num\\_1\\_4\\_993](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/medit_0025-8296_1960_num_1_4_993)

D'Ors i Rovira, Eugeni : "Humanidades y literatura comparada". [http://www.rae.es/sites/default/files/Discurso\\_de\\_ingreso-Eugenio\\_DOrs.pdf](http://www.rae.es/sites/default/files/Discurso_de_ingreso-Eugenio_DOrs.pdf). Consulté en ligne le 17/09/2016.

De La Granja Sáinz, José Luis : "El antimaketismo: la visión de Sabino Arana sobre España y los Españoles". Norba Revista de Historia, ISSN 0212-375X vol. 19, 2006, (p. 191-203), sur : <https://dialnet.unirioja.es/descarga/articulo/2566424.pdf> consulté 24/03/2016.

De Reparaz, André. "Sur l'origine de l'industrie catalane par Vila Valenti". In: Méditerranée, 2e année, N° 2, 1961. (p. 83-87), Tiré de *Estudios geográficos, XXI*, n° 78, Madrid 1960. Sur : [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/medit\\_0025-8296\\_1961\\_num\\_2\\_2\\_1005](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/medit_0025-8296_1961_num_2_2_1005)

De Riquer i Permanyer, Borja : "Francesc Cambó: una biografía necesaria y compleja". *Cahiers de Civilisation espagnole contemporaine* [En Ligne], 8 | 2012, Publicado el 21/02/12, consultado el 11/07/15. URL: <http://ccec.revues.org/3769;DOI:10.4000/ccec.3769>

De Riquer i Permanyer, Borja : *Identitats Contemporànies: Catalunya i Espanya*. Barcelona. Eumo Editorial, 2000.

De Riquer i Permanyer, Borja : *El últim Cambó, 1936 - 1947. La tentación autoritaria*. Ed. Grijalbo (Grijalbo Mondadori, S. A.), Barcelona 1996, edición catalana ; Traducción de la edición de Eumo editorial, Vic Barcelona, 1996, edición castellana 1997.

De Sellés Quintana, Magda: *El poder a través dels grups de pressió. Estudi d'un cas: El Foment del Treball Nacional, 1914-1923*. Thèse doctorale dirigée par le Dr. Jordi Casacassas i Ymbert. Barcelone. Universidad de Barcelona, novembre 1991.

De Winter, Lieven : "La recherche sur les identités ethno-territoriales en Belgique", *Revue internationale de politique comparée*, 2007/4 (Vol. 14) p. 575-595. DOI : 10-3917/ripc.144.0575. URL : <https://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2007-4-page-575.html>, consulté le 02/04/2017

Egea Bruno, Pedro María (UNED Cartagena) : "La clase obrera de Alcoy a finales del siglo XIX" <http://revistas.um.es/analeshc/article/viewFile/106291/101091> consulté en ligne 29/04/2017

Fabregat, Amadeo : *Partits Polítics al País Valencià*, edicions 3 i 4, València, 1976.

Faron, Olivier : "Anne-Marie Thiesse, la création des identités nationales. Europe XVIIe-XXe siècle" [compte-rendu]. Faron, Olivier. Histoire, économie et société/Année 2000/Volume 19/Numéro 1/pp. 155-156, consulté le 15/04/16 sur : [http://www.persee.fr/doc/hes\\_0752-5702\\_2000\\_num\\_19\\_1\\_2111\\_t1\\_0155\\_0000\\_4?q=faron,%20olivier](http://www.persee.fr/doc/hes_0752-5702_2000_num_19_1_2111_t1_0155_0000_4?q=faron,%20olivier)

Fletcher Valls, Domingo : *Els valencians pre-romans*. Valencia, Publicacions dels cursos de llengua i literatura de Lo Rat-Penat, 1954.

Flor Moreno, Vicent : *L'anticatalanisme al País Valencià. Identitat i reproducció social del discurs del "blaverisme"*. Thèse doctorale. Departament de Sociologia i Antropologia Social. Universitat de València. Servei de Publicaciones. 2009. Director Dr. Antonio Ariño Villarroya. Disponible en ligne sur : <http://www.tdx.cat/bitstream/handle/10803/10298/flor.pdf>

Flor Moreno, Vicent : "'Llengua valenciana, mai català' Sécessionnisme linguistique et revitalisation linguistique au Pays valencien" [En ligne], 72|2012, mis en ligne le 25 octobre 2013, consulté le 18 mars 2017.URL : <http://lengas.revues.org/119> ; DOI : 10.4000/lengas.119, Revue de Sociolinguistique (p.133-151).

Fornés, Lluís : *La llengua valenciana i el diasistema occitano-romà*. Oc- Valencia. Col.lecció: Després de la Batalla, Cird'Oc, 2010 Valencia. 338 pages. (ISBN 978-84-613-9937-6) Livre issu de la thèse doctorale: *El pensament panoccitanista 1904 - 2004*, soutenue en décembre 2004 à l'université de Valence. Directeur de thèse Emili Casanova.

Fornés, Lluís : *La valència occitana*. Colección "Escritores valencianos". Ajuntament de Valencia, 1995. Impresión : 9 d'Octubre, Coop. V., (I.S.B.N. 84-88639-57-0), 152 pages.

Fraile Balbín, Pedro : *Industrialización y grupos de presión: la economía política de la protección en España 1900-1950*. Alianza Editorial, S. A., Madrid, 1991.

Fullana i Mira, Lluís : "Origen del valenciano y demás lenguas románicas". [http://www.rae.es/sites/default/files/Discurso\\_de\\_ingreso\\_Luis\\_Fullana\\_y\\_Mira.pdf](http://www.rae.es/sites/default/files/Discurso_de_ingreso_Luis_Fullana_y_Mira.pdf). Consulté en ligne, le 17/08/2016.

Fuster, Joan : *Qüestió de noms*. Edicions d'Aportació Catalana, Barcelona, 1962.

Fuster, Joan : *El País Valenciano*. Ediciones Destino, Barcelona, 1962.

Fuster, Joan : *Nosotros los valencianos*. Colecciones península edicions 62, S. A. Barcelone, Traducción de Josep Palacios. Mai 1962 est la date de la première édition. La présente édition est une traduction au castillan de Josep Palacios, même maison d'édition, mai 1967.

Fuster, Joan : *El blau en la Senyera*. Edicions Tres i Quatre, Valencia. 1ère édition 1977, 4ème édition 2005.

Joan Fuster : *Ara o mai*. Édition: Eliseu Climent, Valence, 1981. (61 pages).

Fuster, Joan : *Ver el País Valencià*. Ediciones Destino, SA. Barcelona, 1983.

Gellner, Ernest : *Naciones y nacionalismos*, Ed. Cast. Alianza Editorial, S. A. Madrid 1988.

George, Pierre : "Rôle de l'investissement national et international dans la croissance économique de la région urbaine, capitale ou métropole", dans le bulletin de l'Association des géographes français [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/bagf\\_0004-5322\\_1978\\_num\\_55\\_454\\_5039](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/bagf_0004-5322_1978_num_55_454_5039) consulté le 22/04/2017.

Gillet, Marcel : "Au XIXe siècle : industrialisation linéaire ou industrialisation par bonds ?" *Persée*, revue économique, année 1972, volume 23, numéro 5, (p. 723-752), p. 730. [http://www.persee.fr/doc/reco\\_0035-2764\\_1972\\_num\\_23\\_5\\_408049?q=marcel%20gillet](http://www.persee.fr/doc/reco_0035-2764_1972_num_23_5_408049?q=marcel%20gillet) consulté le 24/04/2017.

González Calleja, Eduardo : "Noucentisme, catalanisme et arc latin". *La pensée du midi* 2000/1 (N° 1). Actes Sud, p. 208. <https://www.cairn.info/revue-la-pensee-de-midi-2000-1-page-44.htm> consulté le 13/04/2017.

Guereña, Jean-Louis "Sociétés Musicales et Chantantes en Espagne (XIXe-XXe siècle)", dans *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne* GDR30CNRS Maison des Pays Ibériques (1995), consulté en ligne, le 29/04/2017, sur [https://www.academia.edu/5827904/n\\_20.\\_SOCIETES\\_MUSICALES\\_ET\\_CHANTANTES\\_EN\\_ESPAGNE\\_XIXe-XXe\\_siècle\\_.Jean-Louis\\_Guereña\\_coord.\\_](https://www.academia.edu/5827904/n_20._SOCIETES_MUSICALES_ET_CHANTANTES_EN_ESPAGNE_XIXe-XXe_siècle_.Jean-Louis_Guereña_coord._)

Gutiérrez Lloret, Rosa Ana (Universidad de Alicante) : "Republicanism federal e insurrección cantonal en Alicante", consulté en ligne le 29/04/2017 <http://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=10&ved=0CGgQFJAJ&url=http%3A%2F%2Frevistas.um.es%2Fanaleshc%2Farticle%2Fdownload%2F107981%2F102491&ei=gHTrU7-0AcOr0QWN74GQBA&usg=AFQjCNGs-FvYi7triOVnhH-5CQf4Ym7WNw&bvm=bv.72938740,d.bGQ>

Harrison, Joseph : "Big Business and the Rise of Basque Nationalism". *European Studies Review*, oct. 1977, VIII, n° 4, p. 373-374.

Hernández Franco, Juan : "Gestión Político-Económica de Floridablanca respecto a Cataluña (1777 – 1792)" – <https://mcv.revues.org/2900>

Hibbs-Lissorgues, Solange : "Littérature religieuse et dévotions au XIXe siècle (1840-1900)". [http://www.cervantesvirtual.com/obra-visor/litterature-religieuse-et-devotions-au-XIXe-siecle-1840-1900/html/eda54a94-a0f5-11e1-b1fb-00163eb5e63\\_5.html](http://www.cervantesvirtual.com/obra-visor/litterature-religieuse-et-devotions-au-XIXe-siecle-1840-1900/html/eda54a94-a0f5-11e1-b1fb-00163eb5e63_5.html)

Hobsbawm, Eric : "Inventer des traditions", Enquête [En ligne], 2 | 1995, mise en ligne le 10/07/2013. Consulté le 17/04/2017 sur : URL : <http://enquete.revues.org/319>

Hobsbawm, Eric : *Naciones y Nacionalismo desde 1780*, Ed. Crítica, Barcelona, 1991, 202 pages.

Hroch, Miroslav : *Social preconditions of national revival in Europe*, Cambridge, 1985.

Juliá i Muné, Joan: "Cartes de Pere Barnils a Mn. Antoni M. Alcover". Pdf: [www.raco.cat/index.php/Marges/article/.../157747](http://www.raco.cat/index.php/Marges/article/.../157747). Voir pdf 108276-157804-1-PB.pdf

Kloss, Heinz : "Abstand Languages and Ausbau Languages". Reviewed works. Source Anthropological Linguistics, Volume 9, Nº 7, october 1967, p. 29-41. Rapporté par l'Université de Rennes sur [http://cursus.univ-rennes2.fr/pluginfile.php/322226/mod\\_resource/content/0/Kloss\\_1967\\_Abstand-Ausbau.pdf](http://cursus.univ-rennes2.fr/pluginfile.php/322226/mod_resource/content/0/Kloss_1967_Abstand-Ausbau.pdf) et <http://www.jstor.org/stable/30029461> consulté 27/09/2014.

Koller, E. Franck. IN NOROIS Nº 80, 1973, p. 676 à 683. *Le commerce médiéval Flandres - Espagne : une conclusion géographiquesur* : [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/noroi\\_0029-182\\_1973\\_num\\_80\\_1\\_3329](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/noroi_0029-182_1973_num_80_1_3329)

Llorente de Domingo, Euphemia : *Paraula d'Oc [Revue]* Nº 2, mai 1998. Centre Internacional de Recerca i Documentació Científica d'Oc. Ap. 2370. 46080 Valencia.

Llorente de Domingo, Euphemia : *Studi Etymològic del noms Cathalunya e cathalà*. (Història, incidents e continuatió d'una polèmica). Madrid 1930. Imprimerie: Ricardo Medina. Vallecas, 30. Puente de Vallecas.

Llorente Falcó, Teodor (sous le pseudonyme de Jordi de Fenollar) : *En defensa de la personalitat Valenciana*. Editorial Valencia, [s/n], [1930?] (Valencia: Domenech). Oeuvre qui est une compilation d'articles tirés du journal valencien, *Las Provincias*).

Llorente y Falcó, Teodor : *Mistral i Llorente*. [Recull de notícies i impresions]. Editorial Valencia, *L'Estel* [1932]. Gandía: Renovación Tripográfica)

Lloris, Manuel : *Aproximación a Joan Fuster*. Editorial Almudín, Valencia, 1979.

Macherey, Pierre : *Études de philosophie "française", de Sièyes à Barni*. Préface de Bertrand Binoche. Publications de la Sorbonne, 2013.

Marqués González, Josep-Vicent : *País perplex. Notes sobre la ideologia valenciana*. Édité par Eliseu Climent, Valencia, première édition 1974, ici, édition de l'année 2000.

Martín Fernández, Juan : *La economía española y la articulación de su mercado (1890 - 1914). Los orígenes de la vía nacionalista del capitalismo español*. Tesis doctoral, Universidad Complutense, mayo 2002, director: Juan Muñoz García. Cite Daniel Riu, éditeur de la revue: *Revista Economía y Hacienda en 1906* (p. 7). Sur internet: <http://eprints.ucm.es/tesis/cps/ucm-t26089.pdf>, consulté le 25/12/2014.

Martínez Gallego, F. A. : *Lluís Mayans i Enríquez de Navarra (1805-1880). Liberalisme moderat, Burguesia i Estat, Ajuntament d'Ontinyent*, Ontinyent, 2000.

Martinis i Mafé, Joan Carles : *València, Terra d'Òc: les migracions occitanes al Regne de València*. Col.lecció "Després de la Batalla". Oc-València. Cird'oc. 2010. Oc València: Centre Internacional de Recerca i Documentació Científica.

Massot i Muntaner, Josep : *Antoni M. Alcover i la llengua catalana*. Editorial Abadía de Montserrat, Barcelona, 1985.

Meneu Buchón, Vicent : "La Exposición sobre el 25 aniversario de las Normas de Castellón de la AVL".  
<http://www.cardonavives.com/artdocumentos.asp?id=1201&tit=La%20exposici%20Fzn%20sobre%20el%2075%20aniversario%20de%20las%20Normas%20de%20Castell%20F3n%20de%20la%20AVL>

Michonneau, Stéphane : "L'invention du 'problème catalan'". La Vie des idées, 2 avril 2010. ISSN:2150-3030.URL: <http://www.laviedesidees.fr/L-invention-du-probleme-catalan.html>, consulté le 20/11/2014.

Miedes Bisbal, Emilio : *La catalanidad de las normas de Castellón de la Plana de 1932*. Bibliothèque de la *Real Academia de Cultura Valenciana*. Imprenta Nacher, S. L., Valence, 1995. I. S. B. N.: 84-605-3.957-1.

Mira, Joan Francesc : *Sobre la nació dels valencians*. Editorial Tres i Quatre, Valencia, 1997.

Moisand, Jeanne : *Scènes capitales: Madrid, Barcelone et le monde théâtral fin de siècle*. Bibliothèque de la Casa Velázquez, n° 61, 2013.

Moisand, Jeanne : "Protectionnisme et naissance du catalanisme". La Vie des Idées, 25 mars 2010. ISSN: 21053030.URL: <http://www.laviedesidees.fr/Protectionnisme-et-naissance-du.html>, consulté le 20/11/2014.

Moreno Almendral, Raúl (universidad de Salamanca) : "Franquismo y nacionalismo español: una aproximación a sus aspectos fundamentales". *Hispania Nova*, Revista de Historia Contemporánea, nº 12 (2014). Consulté le 22/10/2016 sur : <http://e.revista.uc3m.es/index.php/HISPNOV/article/view/1874>

Nadal, Jordi : *El fracaso de la revolución industrial en España: 1814 - 1913*. Editorial Ariel, Barcelona, 1978

Ortega y Gasset, José : *Obras Completas*. Edición Revista Occidente S. A., Madrid 1969. Tomo 11, *Escritos Políticos (1922-1933)*, p. 403 - Conferencia en Madrid : *Rectificar la República*, 06/12/1931.

Ortega y Gasset, José : *Obras Completas*. Edición Revista Occidente S. A., Madrid 1969. Tomo 11, *Escritos Políticos (1922-1933)*, p. 355 - Cortes Constituyentes. Diario de Sesiones, nº 12, Tomo 1, Legislatura 1931-1933, 30/07/1931, p. 244 à 247. Publié dans le journal *Crisol*, 31/07/1931.

Paniagua, Javier : *Un solo territorio y varias identidades. El trauma del nacionalismo valenciano*. *Historia Social* N 40 : [www.ub.es/histodidacta](http://www.ub.es/histodidacta)

Peñarroja Torrejón, Leopoldo : *El mozárabe de Valencia*. Ed. Gredos, Biblioteca Románica Hispánica, Madrid, 1990.

Peres, Hubert : "Identité nationale et sociologie de la connaissance. Notes pour une comparaison de la construction identitaire en France et en Espagne". *Pôle Sud* N° 14, mai 2001, p. 57-71. [http://www.persee.fr/doc/pole\\_1262-1676\\_2001\\_num\\_14\\_1\\_1105](http://www.persee.fr/doc/pole_1262-1676_2001_num_14_1_1105) consulté 29/04/2017.

Pérez, Joseph : *Histoire de l'Espagne*. Librairie Arthème Fayard, Paris 1996. [http://books.google.fr/books?id=GF5BHfrdMEYC&pg=PT440&lpg=PT440&dq=d%C3%A9faite+de+1707+de+la+Catalogne&source=bl&ots=3KvY4adW5V&sig=bUhwKv-Z2QWvGEqJpmORgnzUl84&hl=fr&sa=X&ei=ntDsU5niD6XH0QW\\_1oGoDg&ved=0CCQQ6AEwATgK#v=onepage&q=d%C3%A9faite%20de%201707%20de%20la%20Catalogne&f=false](http://books.google.fr/books?id=GF5BHfrdMEYC&pg=PT440&lpg=PT440&dq=d%C3%A9faite+de+1707+de+la+Catalogne&source=bl&ots=3KvY4adW5V&sig=bUhwKv-Z2QWvGEqJpmORgnzUl84&hl=fr&sa=X&ei=ntDsU5niD6XH0QW_1oGoDg&ved=0CCQQ6AEwATgK#v=onepage&q=d%C3%A9faite%20de%201707%20de%20la%20Catalogne&f=false)

Pérez Garzón, Juan Sisinio : "Memoria, historia y poder : la construcción de la identidad nacional española". Disponible en PDF en Internet: [https://ruidera.uclm.es/.../fi\\_1317881561-IDENTIDAD%20NACIONAL](https://ruidera.uclm.es/.../fi_1317881561-IDENTIDAD%20NACIONAL) (04/04/2015).

Pérez Garzón, J. S. : *Milicia Nacional y revolución burguesa. El prototipo madrileño. 1804-1874*. CSIC, Madrid, 1978.

Peyrou, Florencia : "Los orígenes del federalismo en España: del liberalismo al republicanismo: 1830-1868". *Universitat de València*. Espacio, Tiempo y Forma, Serie V, Historia Contemporánea, t. 22, 2010. p. 257-278. Revista de la Facultad de Geografía

e Historia. Serie V, 22. Historia contemporánea. "República y Monarquía en la fundación de las naciones contemporáneas. América Latina, España y Portugal. Ángeles Lario (ed.). UNED, Madrid-2010. Consulté en ligne le 03/02/16 sur : <http://revistas.uned.es/index.php/ETFV/article/view/1557>

Pineda, Felip : "Almanacs de la Traca 1915-1918 : erotisme i sátira per a la València desenfadada". Culturplaza, 26/11/2015 sur <http://valenciaplaza.com/almanacs-de-la-traca-1915-1918-erotisme-i-satira-per-a-la-valencia-desenfadada>. Consulté sur Internet le 05/12/2015.

Piqueras, José A. : "Enric Sebastià Domingo, maestro de historiadores" sur : <https://www.centred-estudislocalsdeburjassot.es/app/download/5289889/Enrique+Sebasti%C3A1.pdf> consulté le 22/04/2017.

Piqueras Arenas, J. A. : *La Revolución democrática (1868-1874). Cuestión social, colonialismo y grupos de presión*. Ministerio de Trabajo y Seguridad Social, Madrid, 1992.

Pollard, Sidney. *Peaceful conquest La conquista pacífica*. Oxford University Press, 1981 ou 1991. Traduction: Jordi Pascual: *La industrialización de Europa: 1760 - 1970*. Universidad, Prensa Universitaria, Zaragoza 1991, (467 pages).

Prat de la Riba, Enric : *La nacionalitat catalana* consultable en ligne sur : [http://eapc.gencat.cat/web/.content/home/publicacions/varia/24.\\_la\\_nacionalitat\\_catalana/nacionalitat\\_catalana.pdf](http://eapc.gencat.cat/web/.content/home/publicacions/varia/24._la_nacionalitat_catalana/nacionalitat_catalana.pdf) Edition digitale: 2007, *Escola d'Administració Pública de Catalunya, Barcelona, abril 2007. Reproducció facsimil de la primera edició de la Tipografia L'Anuari de la Exportació (Barcelona 1906)*. Consulté le 25/12/2014.

Pujol Berché, Mercè : "Política lingüística, lengua, cultura, identidad, el ejemplo de Cataluña". Amnis [En ligne], | 2013, mis en ligne le 20 novembre 2013, consulté le 28/03/2017 sur URL: <http://amnis.revues.org/2016;DOI:10.4000/AMNIS.2061>

Quiroga Fernández de Soto, Alejandro : "Amistades peligrosas. La izquierda y los nacionalismos catalanes y vascos". Historia y Política. ISSN: 1575-0361, núm. 20. Madrid, julio-diciembre 2008, (p. 97-127). En ligne sur : <http://recyt.fecyt.es/index.php/Hyp/article/viewFile/44520/26097>. Consulté le 07/11/2016.

Ralle, Michel : "Catalogne et Pays Basque : nationalismes et crise de l'État espagnol". Matériaux pour l'histoire de notre temps /Année 1996/Volume 43/Nº 1/p.46-50. [http://www.persee.fr/doc/mat\\_0769-3206\\_1996\\_num\\_43\\_1\\_402070](http://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_1996_num_43_1_402070), consulté le 29/16/2017.

Ramos, Vicente : *Pancatalanismo entre valencianos*. Artes Gráficas Quiles, Valencia, 1978.

Reig Rodríguez, Joaquim : *Concepte Doctrinal del Valencianisme*. Centre de Cultura Valenciana, Valencia. Discours lu à la session inaugurale du 9 novembre 1932. Renovació Tipografica, Gandía, 3 Valencia, (39 pages).

Renan, Ernest : "Qu'est-ce une nation?". Document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole, prof. de sociologie au Cégep de Chicoutini (Québec), dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales". [http://classiques.uqac.ca/classiques/renan\\_ernest/qu\\_est\\_ce\\_une\\_nation/renan\\_QUEST\\_CE\\_une\\_nation.pdf](http://classiques.uqac.ca/classiques/renan_ernest/qu_est_ce_une_nation/renan_QUEST_CE_une_nation.pdf), consulté le 17/09/2016.

Rodrigo y Alharilla, Martín : "Entre Barcelona, Cádiz y América, Claudio López Bru, Segundo Marqués de Comillas". Conferencia impartida en la Real Academia Hispano Americana de Ciencias, Artes y Letras el 25/03/2010. <http://revista.raha.es/bru.html>

Rodrigo Pertegás, José : "Discurso necrológico del Dr. Faustino Barberá Martí". En los "Anales del Centro de Cultura Valenciana", Nº 3, 1929, p.24-34 <http://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=2952507>

Roza, Stéphanie : *D'où viennent nos institutions philosophiques ?* La Vie des idées, 26 mars 2014. ISSN-2015-3030.URL:<http://www.laviedesidees.fr/D-ou-viennent-nos-institutions.html>, consulté le 22/11/2014.

Rubio García, Luis : *Reflexiones sobre la lengua catalana*. Editum. Ediciones de la Universidad de Murcia, 1978.

Rubió y Lluch, Antonio : "Del nombre y de la unidad literaria de la lengua catalana". [http://www.rae.es/sites/default/files/Discurso\\_de\\_ingreso\\_Antonio\\_Rubio\\_y\\_Lluch.pdf](http://www.rae.es/sites/default/files/Discurso_de_ingreso_Antonio_Rubio_y_Lluch.pdf), Consulté en ligne le 17/09/2016.

Ruiz Torres, Pedro : "Nacionalismo y ciencia histórica en la representación del pasado valenciano", p. 129 dans : *De la revolución liberal a la democracia parlamentaria valenciana 1808-1975*. Paul Preston e Ismael Saz (eds). Editorial Madrid, Biblioteca Nueva; Valencia ; Universitat de València [2001]. 283 pages sur: <https://books.google.es/books?id=U2ZibZzE4loC&pg=PA19&lpg=PA19&dq=Libro+nacionalismo+y+ciencia+hist%C3%B3rica+en+la+representaci%C3%B3n+del+pasado+valenciano&source=bl&ots=ZX1pjZ62ir&sig=sakFxFg4n4Q51pO4gYyTkA8Orrfl&hl=es&sa=X&ved=0ahUKEwjZhbOK7OXTAhXjL8AKHYZrCC0Q6AEILDAC#v=onepage&q=Libro%20nacionalismo%20y%20ciencia%20hist%C3%B3rica%20en%20la%20representaci%C3%B3n%20del%20pasado%20valenciano&f=false>

Sánchez Illán, Juan Carlos : *Ortega y Azaña frente a la España de las autonomías: de la Ley de mancomunidades al estatuto de Cataluña, 1914-1932*. Cuadernos republicanos, ISSN 1131-7744, N° 49, 2002. Consultable sur : <http://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=9&ved=0CF4QFjAl&url=http%3A%2F%2Fdialnet.unirioja.es%2Fdescarga%2Farticulo%2F1195876.pdf&ei=2sbtU6rIM8jb0QXuIlHYDQ&usg=AFQjCNHgeTRs1DizBF-a7Wlizk35pAfuQ&bvm=bv.73231344,d.bGE> - consulté le 22/04/2017.

Sanchis Guarner, Manuel : *La llengua dels valencians*. Edició Tres i Quatre, S. L. Valencia, 2006 (23ème édition), 211 pages.

Sanz, Jesús : *La cara secreta de la política valenciana. De la predemocràcia al estatuto de Benicassim*. Fernando Torres Editors, Valencia, 1982.

Sanz Díaz, Benito : *L'oposició universitari al franquisme. València 1939-1975*. Universitat de València, 1996, dont le chapitre :

- Sanz Díaz, Benito et Nadal, Miquel : "L'excursió patriòtica dels valencianistes a Catalunya", p. 52.

Sapiro, G : "A-M. Thiesse, La création des identités nationales [note critique] *Politix / Année 1999 / Volume 12 / Numéro 48 / pp. 187-190*. Consulté le 17/10/2016 sur [http://www.persee.fr/doc/polix\\_0295-2319\\_1999\\_num\\_12\\_48\\_1816](http://www.persee.fr/doc/polix_0295-2319_1999_num_12_48_1816)

Savarese, E : "Anderson, Benedict : L'imaginaire national. Réflexion sur l'origine et l'essor du nationalisme [note critique] / *Politix/Année 1996/Volume 9/Numéro 36*, p. 198-202, consulté le 28/04/2016 sur : [http://www.persee.fr/doc/polix\\_0295-2319\\_1996\\_num\\_9\\_36\\_1988](http://www.persee.fr/doc/polix_0295-2319_1996_num_9_36_1988)

Sebastià Domingo, Enric : *La Revolución burguesa* (2 vol.), estudio preliminar de J. A. Piqueras, Valencia, 2001. Centro de Estudios Francisco Tomás y Valiente ISBN 978-84-95484-17-8

Serrano, Carlos : "O todos o ninguno", à partir de 1897, dans "El Socialita", voir: <http://books.google.fr/books?id=kZ0vhloAZu0C&pg=PA81&lpg=PA81&dq=O+todos+o+ninguno!+El+Socialista&source=bl&ots=5qepJyZHCT&sig=TN7UsGzew7om8Z4-eGDwBcJljq8&hl=fr&sa=X&ei=EX3sU9XuBu6T0QW4mlHoCQ&ved=0CEQQ6AEwBA#v=onepage&q=O%20%20todos%20o%20ninguno!%20El%20Socialista&f=false>

Serrano, Carlos : "Naissance d'un populisme V. Blasco Ibañez politique 1895-1898" sur [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/casa\\_0076-230x\\_1984\\_num\\_20\\_1\\_2420](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/casa_0076-230x_1984_num_20_1_2420)

Servais, Olivier : "La Belgique crise ou défi à l'identité?", consulté le 02/04/2017 sur : <http://www.centreavec.be/site/la-belgique-crise-ou-d%C3%A9fi-%C3%A0-lidentit%C3%A9>

Siguan, Miquel : *España plurilingüe*. Alianza Editorial, S. A. Madrid, 1992.

Sumien, Domergue : "Les langues romanes centrales vers une nouvelle convergence : catalan, occitan, aragonais, aguiainais (pointevin-saintongeais)". Hápax. Revista de la Sociedad de Estudios de Lengua y Literatura, ISSN-e 1988-9127, Nº 6, 2013, p.135-163. <https://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=4613602> consulté le 18/05/2014.

Taboada-Leonetti, Isabelle : "Anne-Marie Thiesse - La création des identités nationales" cahiers de l'Urmis [En ligne], 6 | mars 2000 mise en ligne le 15 septembre 2003. Consulté le 15 avril 2016 sur : URL : <http://urmis.revues.org/304>

Tarragona, Josep María : "El régimen político : carlistas, moderados y progresistas" (30-X-2006), consulté en ligne le 29/04/2017 sur Antoni Gaudi.org <http://www.antonigaudi.org/el-regimen-politico-carlistas-moderados-y-progresistas-250.html>

Thiesse, Anne-Marie : *La création des identités nationales. Europe, XVIIIe - XXe siècle*. Paris, édition du Seuil, 1999.

Tomás Villarroya, Joaquín : "Proceso autonómico y observancia de la constitución". Revista Española de Derecho Constitucional, Año 5, Número 15, septiembre-diciembre 1985, (p. 25-65). En ligne : Centro de Estudios Políticos y Constitucionales. <http://www.cepc.gob.es/publicaciones/revistas/revistaselectronicas?IDR=6&IDN=3178IDA=24762>, consulté le 01/12/2016.

Tortella Casares, Gabriel : *Los orígenes del capitalismo en España*. Editorial Tecnos, S. A., 1982.

Tortosa Domingo, Pilar : *Vicente Blasco Ibáñez, la mejor novela su vida*. Valencia, Foro Ediciones, 1998.

Ucelay-Da Cal, Enric : *El imperialismo catalán de Prat de la Riva, Cambo, D'Ors y la conquista moral de España*. Edhasa, Barcelona, 2003 (Edhasa), 1097 p.

Vila Moreno, Alfons : *L'unitat de la llengua : Falsetat i mit*. Patronato de la Real Academia de Cultura Valenciana. Valencia, 1998. Fora de Serie 33. Consulté le 28/04/2017 sur : <http://www.valencian.org/comu/unitatfalsa.pdf>

Villalonga Villalba, Ignasi : "Substantivitat del Valencianisme". Discours prononcé le 3 décembre 1918 dans le salon des réunions du Conseil général de Valence. Publié par le parti *Unió Valencianista Regional* (15 pages).

Villanueva, Pépita : travail de Master 2 : *Vicente Blasco Ibáñez : que reste-t-il du journaliste et de l'homme politique ?* Université de Paris Nanterre, sous la direction de Mme. Marie-Claude Chaput, année 2008.

Villanueva, Pépita : "Vicente Blasco Ibáñez: ce qui reste du journaliste et de l'homme politique". Article publié dans *Crisol*, Nouvelle Série, N° 16 - 2011. Publication du C.R.I.I.A. Centre de Recherches Ibériques et Ibéro-Américaines de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense, p. 39-60. Année 2011.

Woronoff, Denis : "Gérard Chastagnaret. L'Espagne, puissance minière dans l'Europe du XIXe siècle, Madrid, Casa Velázquez, 2000, 1 170 p.". Revue d'histoire moderne et contemporaine 2003/4, (n° 50-4) p. 198-200. DOI : 10 3917/rhc.504.0198. URL : <http://www.cairn.info/publications-de-chastagnaret-G%C3%A9rard-1681.htm> ou bien <http://www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2003-4-page-198.htm> consulté 29/10/2016.

### III.2.- Classement par titre ou sujet

"Alejandro Lerroux (1864-1949)", consulté le 29/04/2017 sur : <http://www.es.mhcat.cat/content/view/full/266>

"Bases de Manresa". Consulté le 29/04/2017 sur : <http://www.iesmotilivi.net/arees/Ciencies%20Socials/web/2Bat/HistoriaComuna/apunts/08%20catalanisme/Bases%20de%20Manresa.pdf>

"Catalanismo: Política y Cultura". Jordi Casassas (coord.) dans Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne (Publications de l'Université de Provence) N° 45 [https://www.academia.edu/5830822/n\\_45.\\_CATALANISME\\_POLITIQUE\\_ET\\_CULTURE-CATALANISMO\\_POLITICA\\_y\\_CULTURA\\_Jordi\\_Casassas\\_Coord.\\_](https://www.academia.edu/5830822/n_45._CATALANISME_POLITIQUE_ET_CULTURE-CATALANISMO_POLITICA_y_CULTURA_Jordi_Casassas_Coord._) consulté en ligne le 29/04/2017.

"Constitution et "Droit de décider" en Catalogne" Dossier, dernier numéro des cahiers de Civilisation espagnole contemporaine, automne 2016. Éditorial Manuelle Peloille, auteurs : Mercé Corretja Torrens, Laura Capuccio, Jorge Cagiao y Conde, Lucía Payero López, Xacbe Bastida Feixedo, Gennaro Ferraiuolo et Andrés Boix Palop sur : <https://ccec.revues.org/5902>, consulté le 17/02/2017.

*Criteris Filològics del pare Fullana en els anys 1819 i 1919* [texto impreso] / localizació, ordenació i comentaris de J. Benjamín Agulló Pascual. Editorial Valencia: Lo Rat-Penat, 2002 (Valencia: imprenta Romeu), colabora la Conselleria de Cultura i Educació, (115 pages). Consultable en ligne sur : <http://fullana.idiomavalencia.com/docs/criteris.pdf>,

à noter que "*La cooficialitat de la llengua valenciana*" est le titre de la conférence lue par le révérend père Fullana à la Diputación Provincial de Valencia (Conseil général) l'année 1918.

*De impura natione* : Eduard Mira y Josep Damià Mollà Beneyto. València, Eliseu Climent Editor, 1986. (Premio de Octubre 1986).

*De país a comunitat. Valencianisme polític i regionalisme*. Afers Fulls de recerca i pensament. Coordinació : Vicent Flor. Edició: Afers, Fulls de recerca i pensament, nº 79. Catarroja (Valencia), 2014. Différents articles dont :

- Colomer Rubio, Juan Carlos : "Miguel Ramón Izquierdo, un alcalde regionalista a la Transició valenciana (1973-1979)", p. 713-728.

- Escandell García, Ignasi : "El nacionalisme valencià. Els casos del PNPV i la UPV (1978-1983)", p. 751-769.

- Flor, Vicente : "De país a comunitat. Valencianisme polític i regionalisme", p.613-618.

- Geniola, Andrea : "'Es tan sano el regionalismo valenciano'. Regionalisme i anticatalanisme al País Valencià durant el franquisme (1962-1977)", p. 619-642.

- Ribera, Borja : "La violència anticatalanista a València. Des de la mort de Franco fins a l'aprovació de l'Estatut (1976-1982)", p. 661-686.

- Rico i García, Antoni : "D'esquerres i valencianistes. Els casos de l'EUPV i l'AEPV, durant la transició (1977-1982)", p.729-748.

- Rodríguez-Flores Parra, Vega : "El PSPV-PSOE i l'abandó del Consell preautonòmic", p. 643-660.

- Senso, Carles : "Parlaments de paper. *Valencia Semanal* i la Transició a la democràcia al País Valencià", p. 771-792.

- Tormo Martí, Joana : "Catalanisme i anticatalanisme en Manuel Broseta Pont. Una neutralitat calculada", p. 687-712.

"Dépasser la 'construction des identités' Identification, image sociale, appartenance". Avanza, Martine et Laferté, Gilles. Consulté le 28/02/17 sur : <https://www.cairn.info/revue-geneses-2005-4-page-134.htm>

*Diputado Blasco Ibáñez : Memorias Parlamentarias*, Madrid, Edición Majadahonda, Hijos de Muley Rubio, 1999.

"Discurso satírico y discurso político hegemónico : confrontaciones y convergencia. Una periodización" : Josep Lluís Gómez Mompert, Francesc Andreu Martínez Gallego, Enrique Bordería Ortiz <http://www.ae-ic.org/santiago2008/contents/pdf/comunicaciones/403.pdf>

"El Estatut de Núria de 1931" : [http://www.gencat.cat/eapc/revistes/RCDP/Documents\\_interes/RCDP\\_41/7\\_Projecte\\_Estatut\\_1931\\_Nuria.pdf](http://www.gencat.cat/eapc/revistes/RCDP/Documents_interes/RCDP_41/7_Projecte_Estatut_1931_Nuria.pdf), consulté le 02/01/2015.

*El movimiento obrero en España, ss. XIX-XX. Edicions Hipòtesi, S.L.* (Historia Contemporánea). Primera edición octubre 1997, sur : [https://www.academia.edu/6983028/El\\_movimiento\\_obrero\\_en\\_Espa%C3%B1a\\_ss.\\_XIX-XX](https://www.academia.edu/6983028/El_movimiento_obrero_en_Espa%C3%B1a_ss._XIX-XX)

"El Pacto de Tortosa", consulté le 22/02/2015 sur : <http://www.llibertat.cat/2007/01/1869-pacte-de-tortosa-dels-federalistes-dels-paisos-catalans-i-arago-423/>

"El Pacto de Tortosa", consulté le 22/02/2015 sur : Enciclopedia Aragonesa : [http://www.encyclopedia-aragonesa.com/voz.asp?voz\\_id=9768](http://www.encyclopedia-aragonesa.com/voz.asp?voz_id=9768)

"El Pensament Valencianiste: Declaració oficial i comentaris". Villalonga Villalba, Ignasi et alii Imprenta valencianista, Minyana, 7 y 9, Valencia 1919.

*Estructura económica de la Comunidad Valenciana.* Directeurs : José Antonio Martínez Serrano, Andrés Pedreño Muñoz et Ernesto Reig Martínez. Espasa Calpe, Biblioteca de Economía. Madrid, 1992. Différents chapitres dont :

- Palafox, Jordi : "La lenta marcha hacia la sociedad industrializada (1891-1959)".

- Vidal Olivares, Javier : "La economía valenciana durante el siglo XIX".

*Fuster entre nosaltres.* Generalitat Valenciana. Conselleria de Cultura. Direcció técnica Antoni Gómez i Giménez. Valencia , 1993. (350 pages). Différents chapitres dont :

- Cahner, Max : "La gènesi de "Nosaltres els valencians"", p. 247-254.

- Furió, Antoni : "Fuster i la història", p. 225-230.

"El sexenio democrático (1868-1874)" [http://iris.cnice.mec.es/kairos/enseanzas/bachillerato/espana/construccion\\_03\\_04\\_01.html](http://iris.cnice.mec.es/kairos/enseanzas/bachillerato/espana/construccion_03_04_01.html)

*Historia de Valencia*. Antoni Furió (dir. ), Universidad de Valencia 1999. Ferrán Archilés y Manuel Martí: "La cultura política de la Renaixença". Editorial Prensa Valenciana, S. A. Levante.

*Historia del Pueblo Valenciano*. Dir. Manuel Cerdá, coord.: Manuel Chust, Rafael Narbona, Vicent Ribes. Edita *Levante* con el patrocinio de la Institución Valenciana de Estudios e Investigación y la Caja de Ahorros de Valencia, Valencia, 1988. Chaque chapitre est écrit par un professeur de l'université de Valence, dont :

- Baldó, Marc : "La cultura en la época de la revolución burguesa".
- Hernández, Telesforo-Marcial : "La economía valenciana en los años del asentamiento del capitalismo".
- Paniagua, Javier : "La II República: de la proclamación al bienio derechista".
- Picó, Josep et Reig, Ramir : "El franquismo de la autarquía al plan de estabilización".
- Picó, Josep et Reig, Ramir: "El franquismo: los años del desarrollo".

"Joan Maragall" : consulté le 22/02/2015 sur : <http://www.visat.cat/traduccion-literatura-catalana/esp/fragments/54/19/0/3/0/joan-maragall.html>

"Josep Bernat i Baldoví" : consulté le 22/02/2015 sur : <http://mavida.llenguavalencianasi.com/biografies-v-01/bernat-baldovi-v.htm>

"Juegos Florales de Barcelona" : consulté le 22/02/2015 sur : [http://astrogea.org/asteroides/nuredduna/jocs\\_florals.htm](http://astrogea.org/asteroides/nuredduna/jocs_florals.htm)

"L'économie espagnole". In: L'information géographique. Volume 27 n° 4, 1963, p. 164-166. doi: 10.3406/ingeo.1963.557 [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/ingeo\\_0020-0093\\_1963\\_num\\_27\\_4\\_5557](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/ingeo_0020-0093_1963_num_27_4_5557) consulté le 14 janvier 2015.

*La banca al País Valencià*, Vicent Rosselló Verger i Emèrit Bono Martínez. Editorial L'Estel, Valencia, 1973.

"La chanson de la Sainte Foy d'Agen" : le poème provençal , consulté le 22/02/2015 sur [Gallica](http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k819b/f6.image) : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k819b/f6.image>

*La construcción de la identidad regional en Europa y España (siglos XIX y XX)*. Xose Manuel Núñez Seixas, ed, *Ayer*. Consulté le 28/04/2017 sur [https://www.ahistcons.org/PDF/numeros/ayer64\\_ConstruccionIdentidadRegionalEuropaEspana\\_NunezSeixas.pdf](https://www.ahistcons.org/PDF/numeros/ayer64_ConstruccionIdentidadRegionalEuropaEspana_NunezSeixas.pdf)

"La construcción de la Nación española durante el siglo XIX: logros y límites de la asimilación en el caso valenciano". Ferran Archilés y Manuel Martí : *Ayer* nº 35-1999, p. 171-190. (Universitat de València. Estudi General).

"La construcción del Estado liberal". Kairos, Historia de España. Consulté le 10/03/2015 sur : [http://iris.cnice.mec.es/kairos/enseanzas/bachillerato/espana/construccion\\_03\\_04\\_01.html](http://iris.cnice.mec.es/kairos/enseanzas/bachillerato/espana/construccion_03_04_01.html)

*La construcción política de la Comunitat Valenciana*. Benito Sanz Díaz y Josep-Maria Felip i Sardà : Editado por la Institució Alfons El Magnànim. Disponible sur Internet : <http://docplayer.es/10882479-Benedito-sanz-diaz-y-josep-maria-felip-i-sarda-2006-institucio-alfons-el-magnanim-diputacio-de-valencia-2006-director-ricard-bellveser-diseno-y.html> également disponible sur [http://feis.pv.ccoo.es/wp-content/uploads/2012/06/Construccion\\_Politica\\_CV.pdf](http://feis.pv.ccoo.es/wp-content/uploads/2012/06/Construccion_Politica_CV.pdf) disponible sur internet, consulté le 21/09/2016.

"La *Diputació de Barcelona*" dans la rubrique "Breve Historia", consulté le 22/02/2015 sur : <http://www.mancomunitatdecatalunya.cat/breve-historia/>

*La España del siglo XX*. Santos Juliá, José Luis García Delgado, Juan Carlos Jiménez y Juan Pablo Fusi. Marcial Pons Ediciones de Historia, S. A. Madrid, 2003. consultable sur : <http://hispanianova,rediris.es/>

"La littérature catalane. La féodalité et ses formes d'expression", consulté le 22/02/2015 sur : Universalis.fr <http://www.universalis.fr/encyclopedie/catalogne/6-la-litterature-catalane/>

*La nacionalización en España, Ayer* 90/2013 (2). Revista de Historia Contemporánea. 2013 (2). Director Juan Pro Ruiz. Alejandro Quiroga y Ferrán Archilés (eds), consulté le 28/04/2017 sur : [http://www.ahistcon.org/PDF/numeros/ayer90\\_NacionalisacionenEspana.pdf](http://www.ahistcon.org/PDF/numeros/ayer90_NacionalisacionenEspana.pdf)

"La Primera República española (11/02/1873-04/01/1874)". Consulté le 22/02/2015 sur . <http://www.cervantesvirtual.com/bib/historia/monarquia/república1.shtml>

"La romanistique allemande. Un creuset transculturel". Sous la direction de Michel Espagne et Hans-Jürgen Lüsebrink. Revue germanique internationale, 19/2014 : <https://rgi.revues.org/1457> Consulté le 20 juillet 2016.

*La transició democràtica al País Valencià*. José Miguel Santacreu Soler y Mariano García Andreu. La Xara Edicions, Simat de la Vallidigna (Valencia), 2002.

*La transició democràtica al Paísos Catalans, història i memòria*. [texto impreso] : història i memòria / Pelai Pagès i Blanch (dir.), [et al.]. Editorial [Valencia] *Universitat de València*, 2005, [Sueca : Luis Palàcios, ].

"Las Normas de El Puig", consulté le 22/02/2015 sur : <http://www.somvalencians.org/el-valencia-en-normes-del-puig>

"Las revoluciones burguesas" : Historia Contemporánea [http://www.historiacontemporanea.com/pages/bloque5/el-sistema-canovista-y-los-borbones-18751902/documentos\\_historicos/las-bases-de-manresa-1892](http://www.historiacontemporanea.com/pages/bloque5/el-sistema-canovista-y-los-borbones-18751902/documentos_historicos/las-bases-de-manresa-1892) consulté le 24/04/2017.

"Le Félibrige : un incertain nationalisme linguistique", numéro sur "Langue(s) et nationalisme(s)", in Mots. Les langages du politique, 74/2004 p. 43-57. Consulté en ligne le 20 juillet 2016: <https://mots.revues.org/4273>

"Le Manifeste anti-occitaniste" : en ligne sur <http://oc-valencia.org/2016/07/29/el-manifest-antioccitanista-que-culmina-el-secessionisme-catalanista/>

"Le Manifeste antioccitaniste", rapporté intégralement, p. 121 à 125, dans le livre de Lluís Fornés : *La llengua valenciana i el diasistema occitano-romà*. Oc València, Cird' Oc. Centre Internacional de Recerca i Documentació Científica. Col.lecció : Després de la Batalla. Valencia, 2010.

"Le mercantilisme" consulté le 20/04/2017 sur : <http://www.lemondepolitique.fr/cours/introduction-economie/pensee-economique/mrecantilisme.html>

"Le Statut catalan" consulté le 20/04/2017 sur : <http://www.axl.cefan.ulaval.ca/europe/espagnecatalognestatut-1932.htm>

"Le statut d'autonomie de la Catalogne". Gérard Camilleri et Claude Galay. Revue française de science politique, 1980, volume 30, Numéro 5, p. 1012-1047. Consulté le 17/03/2017 sur : [http://www.persee.fr/doc/rfsp\\_0035-2950\\_1980\\_num\\_30\\_5\\_393925?q=le%20statut%20d%20autonomie%20de%20Catalogne](http://www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_1980_num_30_5_393925?q=le%20statut%20d%20autonomie%20de%20Catalogne)

"Les physiocrates", consulté le 20/04/2017 sur : <http://www.lemondepolitique.fr/cours/introduction-economie/pensee-economique/physiocrates.html> voir aussi <http://www.economie.gouv.fr/facileco/physiocrates>

"Pere Barnils i Giol : Butlletí de l'Institut d'Estudis Catalans". Consulté le 10/02/2015 sur : [www.iec.cat/activitats/butlleti/detall\\_llibres.asp?id\\_novetats=210&numero=176](http://www.iec.cat/activitats/butlleti/detall_llibres.asp?id_novetats=210&numero=176)

*Política, cultura y sátira en la España isabelina : José Bernat i Baldoví.* Enrique Bordería Ortiz, Francesc Andreu Martínez Gallego, Inmaculada Rius Sanchis. Edición Institución Alfonso el Magnánimo, Valencia, 2004.

*Primer Congrès Internacional de la Llengua Catalana.* [texto impreso]. Barcelona, octubre 1906. Editorial [Barcelona], impr. 1908. (701 pages). Unique exemplaire consulté à la Bibliothèque *San Miguel de los Reyes* de Valence.

"Structuration et trajectoire idéologiques des partis catalanistes et nationalistes catalans depuis la Transition". Alicia Fernández García et Mathieu Petithomme. Cahiers de Civilisation Espagnole Contemporaine [en ligne], 13|2014, en ligne depuis le 28 décembre 2014, consulté le 27/03/17 sur <https://ccec.revues.org/5336?lang=en> (ou <http://ccec.revues.org/5336> ; DOI : 10.4000/ccec.5336)

"Vicente Blasco Ibáñez" (1867-1928). Consulté le 22/02/2015 sur : [http://www.cervantesvirtual.com/bib/bib\\_autor/blascoibanez/pcuartonivel.jsp?contenido=autor](http://www.cervantesvirtual.com/bib/bib_autor/blascoibanez/pcuartonivel.jsp?contenido=autor)

### III.3.- La presse espagnole

#### **ABC**

"Fundación Lluís Companys desear organizar el tercer centenario de la Diada de 1714". Efe, 11/09/2005. Consulté le 03/05/2015 sur : [http://www.abc.es/hemeroteca/historico-11-09-2005/abc/Catalunya/fundacion-lluis-companys-desea-organizar-el-tercer-centenario-de-la-diada-de-1714\\_61792406924.html](http://www.abc.es/hemeroteca/historico-11-09-2005/abc/Catalunya/fundacion-lluis-companys-desea-organizar-el-tercer-centenario-de-la-diada-de-1714_61792406924.html)

M<sup>a</sup> Jesús Cañizares : "Maragall otorga 1,2 millones de euros al ideólogo del pancatalanismo valenciano". Le 10/04/2006, sur : [http://www.abc.es/hemeroteca/historico-10-04-2006/abc/Nacional/maragall-otorga-12-millones-de-euros-al-ideologo-del-pancatalanismo-valenciano\\_1421100438024.html](http://www.abc.es/hemeroteca/historico-10-04-2006/abc/Nacional/maragall-otorga-12-millones-de-euros-al-ideologo-del-pancatalanismo-valenciano_1421100438024.html). Consulté le 12/08/16.

Moreira, Marta : "La AVL logra un Diccionari Ortogràfic integrador que busca el consenso social". Le 12/07/2006, consulté le 22/02/2015 sur : [http://www.abc.es/hemeroteca/historico-12-07-2006/abc/Valencia/la-avl-logra-un-diccionari-ortografic-integrador-que-busca-el-consenso-social\\_1422417028491.html](http://www.abc.es/hemeroteca/historico-12-07-2006/abc/Valencia/la-avl-logra-un-diccionari-ortografic-integrador-que-busca-el-consenso-social_1422417028491.html)

Rosana B. Crespo : "Cuando Valencia fue epicentro de la agitación anarquista". Le 14/01/2013. Consulté le 16/05/2016 sur : <http://www.abc.es/local-comunidad->

valenciana/20130111/abci-cuando-valencia-protagonista-revoluciones-201301111208.html

César Cervera : "'La decisión suicida' de Rafael Casanova, el héroe del nacionalismo catalán", le 11/09/2014. Consulté le 17/04/2017 sur : <http://www.abc.es/espana/20140911/abci-decision-suicida-rafael-casanova-201409101649.html>

A. Caparrós : "Lo que se llevó el pacto del pollo". ABC, 11/12/2014. Consulté le 16/04/2107 sur : <http://www.abc.es/comunidad-valencia/20141211/abcp-pacto-pollo-llevo-20141211.html>

"La iniciativa de independencia de California gana fuerza tras las primeras decisiones de Trump", 27/01/2017. Consulté le 02/04/2017 sur : [http://www.abc.es/internacional/abci-calexit-iniciativa-independencia-california-gana-fuerza-tras-primeras-decisiones-trump-201701271801\\_noticia.html](http://www.abc.es/internacional/abci-calexit-iniciativa-independencia-california-gana-fuerza-tras-primeras-decisiones-trump-201701271801_noticia.html)

### **ACCIÓ VALENCIANA**

"Els dos camins de València", 15/04/1930, nº 1.

"La Llengua valenciana". Section : "Ensaig valencians". *Acció Valenciana*, 15/06/1930, p. 1.

"Catalunya i València". Section: "Assaigs" (Essais), 20/01/1931.

Josue Sorel : "Vella política i política bona", 05/02/1931.

[Sans titre]: *Acció Valenciana*, 15/04/1931

### **AVANT**

"La cohesió espiritual primer que res", 20/09/1930, p. 1.

Feo i García: "Obrerismo", 15/11/1930, p. 1.

"El pancatalanisme...¡Quina por!...", 14/10/1931, p. 2.

"L'universitat al senyor Rector", 14/10/1931, p. 2.

### **CAMBIO 16**

Gil de Andrés, Carlos (historiador) : "La cuestión catalana, historia y política", sur <http://www.cambio16.com/reportajes/la-cuestion-catalana-historia-y-politica/> consulté 07/05/2017.

### **CATALUÑA4.COM**

Daniel Tercero : "El negocio redondo del amigo valenciano de Pujol editor de 'El Temps'", 11/05/2012. Consulté le 12/08/16 sur : <http://www.periodistadigital.com/cataluna/barcelona/2012/05/11/negocio-redondo-amigo-valenciano-pujol-restinge-distribucion-el-temps.shtml>.

### **CUADERNOS PARA EL DIÁLOGO**

Mateo Macía : "Valencia también quiere autonomía", 30/04/1977, p. 24-26.

**DIALECT** - Edité par la Faculté de droit de Valence pendant les années 1961 et 1962.

Miquel Tarradell: "*El descubrimient de l'Europa*", Nº 2, mars 1961.

Manuel J. Ardit: "Universalisme". Nº 2, mars 1961

Joan Riera: "Parlem de una generació". Nº 3, avril 1961.

Eliseu Climent: "Els catòlic i les esquerres". Nº 4, 1962.

"Diàleg intenta el diàleg". Nº 4, 1962.

Enric Solà Palerm: "Sobre la lengua". Nº 4, 1962.

### **DIARIO DE VALENCIA**

J. L. Martín Mengod. "Debe imponerse el estudio del valenciano", 11/08/1918.

L. Fullana Mira: "*Per la llengua valenciana*", 19/08/1918.

J. L. Martín Mengod: "Fundamentos de la humilde opinión de un simple periodista acerca del valenciano. Al Rvdo. P. L. Fullana O.F.M", 23/08/1918.

L. Fullana: "*Per la llengua valenciana*", 30/08/1918.

L. Fullana: "*Per la llengua valenciana*", 14/09/1918.

"Valencia reacciona virilmente ante los desprecios y los ataques de que la hace víctima el Gobierno. Todo para Cataluña y para Bilbao y nada para Valencia", 07/07/1932.

"La verdad ante todo: Nuestra actitud ante el problema del Estatuto", 30/10/1932.

"Ayer en el Principal. 229 Ayuntamientos valencianos piden un Estatuto regional", 02/11/1932, p. 2.

"La reunión pro Estatuto valenciano", 21/11/1932.

"En la Diputación Provincial. La reunión pro Estatuto valenciano", 22/11/1932.

Présentation du livre de Josep María Bayarri : *El Peligro catalán*, 22/11/1932, p. 5, dans la rubrique "Libros", prologue de Rafael Raga.

Pablo Segarra: "La Generalitat catalana ofereix a València "unificar la cultura"", 20/05/2002.

### **EL CAMÍ**

[Sans titre], *El Camí*, nº 1, 05/03/1932.

"Davant la discussió dels Estatuts Regionals. Blasco Ibáñez i l'autonomia". Auteur: L'Encobert, 11/06/1932, p. 3.

[Sans titre], *El Camí*: 16/07/1932.

"Cultura i Economia" 23/07/1932.

[Sans titre], *El Camí*: 06/08/1932.

"L'actuació dels parlamentaris valencians", 13/08/1932.

"La construcció dels barcos de la Trasmediterrànea", 27/08/1932.

"L'unificació ortogràfica", 17/12/1932, p. 6.

"Alacant i l'Estatut", 31/12/1932, p. 3.

Carles Salvador : "Notes gramaticals", 08/04/1933, p. 6.

"L'assemblee de Castelló", 20/05/1933, p. 1

F. Caballero i Muñoz: "Valencianisme integral", 20/05/1933, p. 6.

Jordí Valor: "Comentari: Mireia, filla del sol", 15/07/1933, p. 4.

Eduard Martínez Ferrando: "Pancatalanisme o falornies" (Pancatalanisme ou foutaises), 02/09/1933, p. 1.

Eduard Martínez Ferrando: "Pancatalanisme o falornies" (Pancatalanisme ou foutaises), 09/09/1933, p. 5.

"La lluita social i els interessos de València", 09/09/1933, p. 5.

Eduard Martínez Ferrando: "Per què me sent pancatalaniste", 16/09/1933, p. 1.

G. Huguet Segarra: "València i Catalunya", 23/09/1933, p. 1.

Josep Maria Bayarri: "Naturalment Valencians" 07/10/1933, p. 5.

Josep Maria Bayarri: "Naturalment Valencian", 14/10/1933, p. 3.

"La reintegració de Blasco Ibáñez", 28/10/1933, p. 1.

Josep Maria Bayarri: "Naturalment Valencian", 28/10/1933, p. 2.

"El monument a Mistral", 11/11/1933, p. 1.

"A tots els valencians residents a Barcelona", 18/11/1933, p. 6.

Nicolau Primitiu Gómez: "A lo Rat-Penat s'escau una baixa", 02/12/1933, p. 3.

"Homenatge al diputat a Corts valencianista Joaquim Reig", 09/12/1933, p. 1 et 2.

Nicolau Primitiu Gómez: "La discordia a la taula del valencianisme, vol llançar una poma - I - Pancatalanisme", 23/12/1933, p. 2.

Nicolau Primitiu Gómez Serrano: "La discordia a la taula del valencianismo, vol llançar una poma - II - Panvalencianisme", 06/01/1934, p. 5.

"Acte inaugural de la Universitat Popular Valencianista" (Séance inaugurale de l'université populaire), 13/01/1934, p. 2.

Nicolau Primitiu Gómez Serrano: "La discordia a la taula del valencianismo, vol llançar una poma - III - Panvalencianisme", 20/01/1934, p. 1.

"La llengua dels valencians" 20/01/1934, p. 3.

"Panorama econòmic de la Regió Valenciana", 27/01/1934, p. 6.

"Per una unió agrícola Catalunya- País Valencià". Une série d'articles sous cette même rubrique écrite par Llorenç Sorlí Ballester 05/05/1934, p. 4; 12/05/1934, p. 4 ; 19/05/1934, p. 4 ; 02/06/1934, p. 4 ; 09/06/1934, p. 4 ; 16/06/1934, p. 3: 21/06/1934, p. 4 ; 30/06/1934, p. 4.

Antoni Senent i Micó: "Occitanisme", 09/06/1934, p. 5.

Antoni Senent i Micó: "Occitanisme" - "Insistent", 16/06/1934, p. 3.

Enric Soler Godes: "Catalunya i el País Valencià" 16/06/1934, p. 4.

Guillem Renat i Ferris: "Les consonants palatals del valencià", 23/06/1934, p. 3.

[Sans titre], *El Camí*, 23/06/1934, p. 5.

Jordi Valor : "L'exemplar democràcia medieval en les terres de la Corona d'Aragó", 21/07/34, p. 4.

Nicolau Primitiu: "Antroponímia. De com escriure l'onomástica", 28/07/34, p. 5,

Nicolau Primitiu: "Antroponímia. De com escriure l'onomástica", 11/08/34, p. 2.

"Cap a un nomenclator ortogràfic dels pobles valencians", 25/08/1934, p. 1.

### **EL CONFIDENCIAL**

Fernández, Antonio : "De catedráticos a ex-terroristas: quienes quieren prohibir el castellano en Cataluña": *El Confidencial*, quotidien en ligne, 05/04/2016. Consulté le 11/05/2016 sur : [http://www.elconfidencial.com/espana/cataluna/2016-04-05/de-catedraticos-a-terroristas-quienes-quieren-prohibir-el-castellano-en-cataluna\\_1178812/](http://www.elconfidencial.com/espana/cataluna/2016-04-05/de-catedraticos-a-terroristas-quienes-quieren-prohibir-el-castellano-en-cataluna_1178812/)

### **EL MERCANTIL VALENCIANO**

"El Estatuto Valenciano", 14/01/1932.

"El Estatuto Valenciano. Una nota de la Conjunción de partidos", 22/03/1932.

"La cuestión de los buques que debían construirse en Valencia. Discurso del diputado don Miguel San Andrés", 16/08/1932, p. 3.

"El gobernador ante el momento regionalista de Valencia. Breve charla con D. Luis Doporto", 09/10/1932, p. 3.

Roger Boty : "Sobre el estatuto valenciano ¿El idioma valenciano o catalán?" 23/10/1932, p. 1.

Roger Boty : "Sobre el estatuto valenciano ¿El idioma valenciano o catalán?", 30/10/1932, p. 3.

Roger Boty : "Alrededor del estatuto valenciano, y contestando a un sector valencianista. Inoportuno, ¿Por qué?, 03/11/1932, p. 3

"El Estatuto Valenciano. La reunión de ayer en la Diputación", 20/11/1932, p. 3.

Roger Boty : "Notas sobre el estatuto valenciano. Pancatalanismo", 06/12/1932, p. 3.

Teodor Llorente y Falcó : *Mistral y Llorente*. Colección L'Estel. Livre présenté le 17/12/1932.

"El Estatuto Valenciano. Ante el acto del próximo domingo en Sagunto", 01/02/1933, p. 3.

## **EL MUNDO**

"El Institut de Filologia acudirà al Síndic por el requisito lingüístico", 14/06/2002, p. 11.

"Maragall demandará al gobierno por hacer una copia en valenciano de la Constitución Europea", 04/11/2004 sur <http://www.elmundo.es/elmundo/2004/11/04espana/1099602902.html> consulté le 06/05/2017.

Pilar Portero : "La España de las Autonomías. Breve historia. Andalucía". Année 2005, consulté le 01/12/216 sur [http://www.elmundo.es/especiales/2005/06/espana/estatutos\\_autonomia/estatutos/andalucia.html](http://www.elmundo.es/especiales/2005/06/espana/estatutos_autonomia/estatutos/andalucia.html)

"Acuerdo para potenciar la cultura catalana. La gramática catalana de Pompeu Fabra se podrá consultar por Internet gracias a Google". Barcelona, 31/07/2008, consulté le 19/03/2017 sur <http://www.elmundo.es/elmundo/2008/07/31/barcelona/1217515760.html>

José Fernando Leal Valladares : "Las fortunas de la transición : quién tenía las pesetas hace treinta años" dans El Mundo Magazine, 06/12/2009 [www.elmundo.es/suplementos/magazine/2009/532/1259942565.html](http://www.elmundo.es/suplementos/magazine/2009/532/1259942565.html) consulté le 31/01/2016.

Europa Press : "El nombramiento cantado de Vicent Flor al frente de la Institució Alfons El Magnànim", 23/12/2015. Consulté le 17/03/2017 sur <http://www.elmundo.es/comunidad-valenciana/2015/12/22/56799fe8268e3ef2388b45ad.html> L'*Institut Alfons el Magnànim* dépend de la *Diputació* et son aire d'activité est l'histoire, la littérature et les sciences classiques.

"En qué se diferencia la Estelada de la Senyera?", 19/05/2016, consulté le 06/05/2017 sur <http://www.elmundo.es/cataluna/2016/05/19/573ddfa5268e3e68518b4640.html>

## **EL PAÍS**

Álvarez Junco, José : "El falso problema español", 21/12/1996 (nº 232) : <http://www1.udel.edu/leipzig/texts1/elb21126.htm>

López Muñoz, Ismael : "Los sucesos de Montejurra. Tiros desde Montejurra en la niebla contra una multitud indefensa", 11/05/1976, consulté le 01/05/2016 sur : [https://elpais.com/diario/1976/05/11/espana/200613633\\_850215.html](https://elpais.com/diario/1976/05/11/espana/200613633_850215.html)

Muñoz, Manuel : "Un largo y tortuoso camino". *El País*, 10/03/1982. Consulté le 14/12/2016 sur : [http://elpais.com/diario/1982/03/10/espana/384562810\\_850215.html](http://elpais.com/diario/1982/03/10/espana/384562810_850215.html)

Adolfo Beltrán : "La aportación árabe y judía fue fundamental para la historia valenciana según los especialistas", 23/05/1987, consulté le 06/05/2017 sur : [http://elpais.com/diario/1987/05/23/cultura/548719210\\_850215.html](http://elpais.com/diario/1987/05/23/cultura/548719210_850215.html)

"Fallece el lingüista catalán Joan Coromines", 03/01/1997. Consulté le 14/12/2016 sur : [http://elpais.com/diario/1997/01/03/cultura/852246001\\_850215.html](http://elpais.com/diario/1997/01/03/cultura/852246001_850215.html)

Miquel Alberola: "Joan Francesc Mira", 17/03/1997. Consulté le 09/01/2016 sur : <http://www.joanfmira.info/general/calaix.php?id=131>

Antonio Elorza : "Sabino Arana cien años de Euzkadi", 23/11/2003, consulté le 05/05/2017 sur : [http://elpais.com/diario/2003/11/23/domingo/1069563157\\_850215.html](http://elpais.com/diario/2003/11/23/domingo/1069563157_850215.html)

Israel Punzano Sierra: "Ucelay-Da -Cal analiza los nacionalismos en 'El imperialismo catalán'". Consulté le 17/03/2017 sur : [http://elpais.com/diario/2003/11/28/catalunya/1069985255\\_850215.html](http://elpais.com/diario/2003/11/28/catalunya/1069985255_850215.html)

"La Academia de la Llengua presenta el 'Diccionari Ortogràfic' del valenciano", 12/07/2006, (p. 36). Consulté le 22/02/2015 sur : [http://politica.edicioneselpais.net/diario/2006/07/12/cvalenciana/1152731883\\_850215.html](http://politica.edicioneselpais.net/diario/2006/07/12/cvalenciana/1152731883_850215.html)

Punzano Sierra, Israel : "La editorial RBA, copropietaria de la revista cultural en catalán 'L'Avenç'", 14/07/06. Consulté le 22/02/2015 sur : [http://elpais.com/diario/2006/07/14/catalunya/1152839258\\_850215.html](http://elpais.com/diario/2006/07/14/catalunya/1152839258_850215.html)

Miguel Alberola: "La clave de la batalla de Valencia", 19/02/2007. Consulté le 04/09/2016 sur : [http://elpais.com/diario/2007/02/19/cvalenciana/1171916296\\_850215.html](http://elpais.com/diario/2007/02/19/cvalenciana/1171916296_850215.html)

Geli, Carles : "Las revistas catalanas estrenan su primera historia", 20/01/09. Consulté le 22/02/2015 sur : [http://elpais.com/diario/2009/01/20/catalunya/1232417250\\_850215.html](http://elpais.com/diario/2009/01/20/catalunya/1232417250_850215.html)

Abelardo Muñoz : "La fórmula valenciana", 31/07/2010 consulté le 15/01/2017 sur : [http://elpais.com/diario/2010/07/31/opinion/1280527205\\_850215.html](http://elpais.com/diario/2010/07/31/opinion/1280527205_850215.html)

Josep Termes : "El anarquismo falló por no tener método", 10/09/2011. Consulté le 15/01/2017 sur : [http://elpais.com/diario/2011/09/10/catalunya/1351616859\\_850215.html](http://elpais.com/diario/2011/09/10/catalunya/1351616859_850215.html)

Costa, Esperança : "En la diana de los ultras", 13/04/2013. Consulté le 12/05/2017 sur : [http://ccaa.elpais.com/ccaa/2013/04/13/valencia/1365854034\\_056703.html](http://ccaa.elpais.com/ccaa/2013/04/13/valencia/1365854034_056703.html)

Tomás Pérez Vejo : "Un proyecto para España" (30/09/14) dans "Opinión". Consulté le 22/02/2015 sur : <http://elpais.com/elpais/2014/09/24/opinion/1411584774536315.html>

### ***EL PERIÓDICO***

Ernest Alos : "Francesc Mira: Imaginar los Països Catalans como Estado es una fantasía", 25/10/2015. Consulté le 18/06/2016 sur : <http://www.elperiodico.com/es/noticias/politica/mira-vio-venir-4616200>

### ***EL PERIÓDICO MEDITERRÁNEO***

Cristina García: "El fin de la anarquía ortografía", 13/10/2007, p. 3. Consulté le 17/08/2016 sur : [http://www.elperiodicomediterraneo.com/noticias/temadia/castellon-capital-linguistica-75-anos-normes\\_329303.html](http://www.elperiodicomediterraneo.com/noticias/temadia/castellon-capital-linguistica-75-anos-normes_329303.html)

### ***EL POBLE VALENCIA***

Un filolog : "La unitat del nostre idioma". Rubrique "Tribuna Lliure", 17/10/1931, p. 1.

### ***EL PUEBLO***

Les articles de Vicente Blasco Ibáñez :

"Demagogia conservadora", 02/03/1893.

"Chanchullos en el Ayuntamiento", 12/03/1895.

"Chanchullos en el Ayuntamiento: Reventa de solares", 15/03/1895.

"Chanchullos en el Ayuntamiento: Las expropiaciones de la calle San Vicente", 16/03/1895.

"Política monárquica", 04/04/1895.

"La salud del ejército de Cuba", 13/07/1895.

"Servicio obligatorio", 15/08/1895 et "Cómo van nuestras tropas a Cuba"

"Servicio militar obligatorio", 16/08/1895

"Carne de pobre", 19/08/1896.

"Honor y poca vergüenza", 20/08/1896.

"La dignificación del soldado", 21/08/1896.

"Los verdaderos filibusteros", 24/08/1896

"El servicio obligatorio", 27/08/1896.

"Esclavos de la miseria", 10/09/1896.

"Unión de los republicanos", 08/11/1896.

"Demencia republicana", 13/11/1896.

"¡Viva la unión!", 03/02/1897.

"Leed republicanos", 07/02/1897.

"Arriba los corazones", 08/02/1897.

"De abajo a arriba", 23/02/1897.

"El servicio obligatorio", 27/08/1897.

"Carne para tiburón", 21/09/1897.

"Fraternidad republicana", 17/12/1897.

"El hombre aislado es el más fuerte", 02/01/1898.

"El heroísmo de Zola", 20/01/1898.

"La protesta de Zola", 21/01/1898.

"Fiat lux", 18/02/1898.

"Ignorancia y brutalidad", 25/07/1898.

"La cuestión Touchet", 29/09/1898.

"El conflicto del gas", 04/10/1898.

"Comentarios del Pueblo", 05/10/1898.

"La guardia civil en nuestra redacción", 27/10/1898.

"Procesamiento y prisión", 28/10/1898.

"Al pueblo de Valencia", 01/11/1898.

"Cargamento de esqueletos", 02/11/1898.

"La liga valenciana", 14/11/1898.

"El mártir de Rennes", 12/08/1899.

"Pan del alma", 05/01/1900.

"Orientaciones", 25/04/1907.

Auteurs divers :

Roberto Castrovido: "La cuestión catalana", 08/10/1898, p. 1.

Dionisio Pére : "La cuestión catalana", 17/10/1898, p. 1.

"Cataluña y Finlandia", 30/07/1899, p. 1.

Félix Azzati : "Regionalismo", 01/11/1918.

"El Estatuto de la región", 14/07/1931.

"El Estatuto regional", 14/08/1931.

"La reunión de los parlamentarios valencianos", 25/08/1931.

"Regionalismo. Dentro o fuera", 28/08/1931.

V. Alfaro Moreno : "Hacia una región nueva, I: La necesidad de una constitución descentralizada", 10/09/1931.

V. Alfaro Moreno : " Hacia una región nueva, II : El problema de la lengua," 11/09/1931.

V. Alfaro Moreno : "Hacia una región nueva ,III.- La suspicacia de la hegemonía", 12/09/1931.

"Los socialistas enemigos de Valencia", 28/07/1932.

Vicente Marco Miranda : "Valencia región autónoma", 14/09/1932.

"Ayuntamiento : la sesión de ayer", 15/09/1932, p. 2.

Vicente Marco Miranda : "Valencia región autónoma", 16/09/1932.

H. Altabás : "Autonomía provincial", 17/09/1932.

"Después de la concesión del Estatuto a Cataluña. Nuestra ruta", 20/09/1932, p. 10.

"Después de la concesión del Estatuto a Cataluña. Nuestra ruta", 21/09/1932, p. 1 et 2.

"Después de la concesión del Estatuto a Cataluña. Nuestra ruta". "L'Agrupació Valencianista Republicana al poble valencià", 24/09/1932, p. 2.

"Una actitud pobre y antivalenciana", 29/09/1932, p. 1.

"Ayuntamiento. Ayer se reunieron en Asamblea las fuerzas vivas de Valencia...", 30/09/1932, p.

"En torno al Estatuto Valenciano. Una opinión del Alcalde de Alicante", 02/10/1932.

"Valencianismo, sí. Pancatalanismo, no. Nuestra posición ante el Estatuto", 06/10/1932.

"Después de las declaraciones del alcalde de Alicante. Alcoy, por Valencia y por el Estatuto", 07/10/1932.

V. Alfaro Moreno : "La región valenciana hacia su liberación", 09/10/1932.

[Sans titre], *El Pueblo*, 08/11/1932.

Ricardo Samper : "Valencia pide un estatuto", 19/11/1932.

Roger Boty : "Contesta la historia" (Apuntes para el Estatuto Valenciano. Comentando a los Señores Reig y Valera), 03/12/1932.

"Sobre el Estatuto. Hablemos de táctica", 18/12/1932.

"Acto en Jàtiva. Vixca Valencia", 14/02/1933.

J. Bort-Vela : "La región valenciana no puede ser un feudo de Cataluña", 30/06/1934.

Les articles sur l'affaire de la *Trasmediterránea* :

"Diputación. La sesión de ayer", 24/07/1932.  
"Los socialistas enemigos de Valencia", 28/07/1932.  
"¡Hechos no vanas palabras! Los diputados autonomistas y los intereses de Valencia", 05/08/1932.  
"El Mercantil falta a la verdad una vez más", 06/08/1932. "Intereses valencianos", 10/08/1932.  
"Los enemigos de Valencia", 14/08/1932.  
"El litigio de los barcos. La estupidez de ayer", 16/08/1932.  
"Las delicias del Señor San Andrés. A Valencia que la parta un rayo", 17/08/1932.  
"El Mercantil, los radicales socialistas y la construcción de los barcos de la Trasmediterránea", 30/08/1932.  
"Los barcos de la Trasmediterránea", 31/08/1932.  
"El pleito de los barcos de la Trasmediterránea". "El Mercantil y los radicales socialistas enemigos de Valencia", 01/09/1932.

### **EUROPA PRESS**

"Campillo acusa a Moragues de 'abrir batalla por la lengua' de manera 'electoralista'". Europa Press, 31/05/2016, consulté le 14/04/2107 sur : <http://www.europapress.es/comunitatvalenciana/noticia-campillo-acusa-moragues-abrir-batalla-lengua-manera-electoralista-20160531191816.html>

### **INCAT**

"El parlamento de Cataluña proclama el derecho a la autodeterminación de los Países Catalanes". Incat (Informaciones de los Países Catalanes para América Latina), 07/10/2016. Consulté le 23/03/2017 sur : <http://www.agenciaincat.la/?p=25251>

### **LA CORRESPONDENCIA DE VALENCIA**

"Dentro de pocos meses se declarará una grave crisis de trabajo en los astilleros", 09/07/1932.  
"La cuestión de los barcos de la Unión Naval de Levante. Siguen las adhesiones. Lo que dice el Alcalde", 11/07/1932.  
"El litigio de los buques. La estupidez de ayer", 10/08/1932.  
"Los barcos para la Trasmediterránea", 27/08/1932, dernière page.  
"La cuestión de los barcos resuelta. La sesión de esta tarde en el Congreso", 30/08/1932, p. 6.

[Sans titre], *La Correspondencia de Valencia*. 03/10/1932.

Vicente de Roig Ibáñez : "Las posibilidades de Valencia en orden a su autonomía económica y política", 11/10/1932.

"La propaganda estatutista", 25/07/1933, p. 2.

## **LA VANGUARDIA**

"El Partit carlí en favor de la autodeterminación del País Valencià", 08/08/1976, p. 23.

Vicent Domènech : "Una gran fuerza despierta en nuestro pueblo", 05/11/1976, p. 23.

Emilio Manzanares : "La UCE (Universitat Catalana d'Estiu) homenajea al arqueólogo Tarradell, forjador de ideología", 23/08/1991. Consulté le 31/10/2016 sur : <http://hemeroteca-paginas.lavanguardia.com/LVE08/HEM/1991/08/23/LVG19910823-026.pdf>

Salvador Enguix: "Vicent Flor: el anticatalanismo ha logrado ser hegemónico en Valencia", 09/07/2011, consulté le 07/04/2017 sur : <http://www.lavanguardia.com/politica/20110709/54183465622/vicent-flor-el-anticatalanismo-ha-logrado-ser-hegemonico-en-valencia.html>

Enric Juliana : "cuando el PSOE aceptaba la autodeterminación", 29/09/2013. Consulté le 13/08/2016 sur: <http://www.lavanguardia.com/politica/20130929/54390144664/cuando-psoe-decia-autodeterminacion-enric-juliana.html>

"Hace 50 años : El abad de Montserrat camino del exilio". Documentación, 12/03/2015. Consulté le 25/03/2017 sur : <http://www.lavanguardia.com/20150312/54428054102/politica-franquismo-monasterio-de-montserrat-aureli-maria-escarre-catalanismo-religion.html>

Europa Press : "El Pueblo Gitano celebra hoy su Día Internacional con actos conmemorativos y declaraciones institucionales", 08/04/2016, consulté la même date sur: <http://www.lavanguardia.com/vida/20160408/40971858269/el-pueblo-gitano-celebra-hoy-su-dia-internacional-con-actos-conmemorativos-y-declaraciones-institucionales.html>

## **LAS PROVINCIAS**

Articles de Lluís Fullana Mira :

"Gramatología valenciana". 15/02/1919, p. 1  
"Gramatología Valenciana: Les Normes Ortografiques", 17/02/1919, p. 1.  
"Gramatología valenciana: La gramática del P. Lluís Fullana", 20/02/1919, p.  
"Gramatología valenciana: La gramática del Sr. Ortín", 23/02/1919.  
"Gramatología valenciana: La gramática del Sr. Ortín", 27/02/1919.  
"La gramatología valenciana: La gramática del Sr. Ortín", 06/03/1919.  
"Gramatología valenciana: La gramática del Sr. Ortín", 10/03/1919.  
"Gramatología valenciana: La gramática del Sr. Ortín", 16/03/1919.  
"Gramatología valenciana: La gramática del Sr. Ortín", 20/03/1919.  
"Gramatología valenciana: La gramática del Sr. Ortín", 24/03/1919.  
"Gramatología valenciana: Catalanismos y arcaísmos que debemos evitar",  
04/04/1919.  
"Gramatología valenciana: Catalanismos y arcaísmos que debemos evitar",  
17/04/1919.

Artículos de Manuel Broseta Pont :

"El largo camino", 14/11/1976, p. 4  
"Negociación gobierno-oposición", 28/11/1976, p. 5  
"El silencio solidario de Broseta", 08/12/1976, p. 13  
"La marginación del País Valenciano", 19/12/1976, p. 4.  
"La autonomía del País Valenciano (2)", 09/10/1977, p. 35.  
"Nuestra autonomía, reto para todos", 10/07/1977, p. 4  
"Catalanismo y anticatalanismo (2)", 13/11/1977, p. 4.  
"La paella de 'Els Països Catalans'", 23/07/1978, p. 5.  
"Parlem valencià", 01/10/1978, p. 5.  
"El laberinto valenciano", 12/11/1978, p. 4.  
"Valencia forta i gran (1)", 28/01/1979, p. 5.  
"Valencia forta i gran (2)", 04/02/1979, p. 5.  
"Desde el centro con serenidad", 25/02/1979, p. 4.  
"Prudencia política", 29/04/1979, p. 4.  
"Ciertas izquierdas", 20/05/1979, p. 4.

Auteurs divers

"Comisión gestora del Estatuto regional valenciano", 21/12/1932, p. 2.  
"El PCE en el País Valenciano ha cambiado de nombre y siglas", 08/12/1976, p. 13.  
"Rechazada definitivamente la dictadura del proletariado", 08/12/1976, p. 9.

María Ángeles Arazo : "La otra cara de los líderes: Manuel Broseta", 12/06/1977, p. 62.

"Un militante del M. C., gravemente herido cuando colocaba carteles del día del P. V." et "Unánime condena por el atentado contra un militante del MCPV", 08/09/1977, p. 17.

"Los 'guerrilleros' amenazan con explosivos a los que llevan senyeras sin azul", 08/10/1977, p. 17.

"La 'Marxa per l'Autonomia' llegara a la plaça dels Furs", 08/10/1977, p. 17.

L. P.: "Crisis de identidad", 09/10/1977, p. 38.

"Diccionario de la autonomía: Federaciones entre regiones autónomas", 09/10/1977, p. 39.

"Tras el programa 'Hora 15' de ayer. El alcalde protesta a Suárez y pide entrevista personal", 20/05/1978, p. 1.

María Consuelo Reyna: "Hora 15", 20/05/1978, p. 5.

"Declaraciones del presidente Albiñana", 24/05/1978, p.4.

"Ayer, gran audiencia del programa 'Hora 15'", 24/05/1978, p. 20.

"Ramón Izquierdo: 'No queremos entrar en la Commonwealth catalana'", 24/05/1978, p. 20.

"Rueda de prensa del presidente Albiñana. No a los países catalanes, sí al valenciano, sí a una bandera diferenciadora para el País Valenciano", 25/05/1978, p. 1.

"No a los Països catalans, sí al valenciano", 25/05/1978, p. 4.

"Miles y miles de personas en el acto de afirmación valencianista", 06/06/1978, p. 4.

Benjamín Agulló : "La lengua valenciana en la 'Real Academia Española', 11/11/1978, p. 5.

"Carta abierta de un grupo de valencianos a Felipe González y contestación del PSOE", 22/04/1979, p. 21.

Reyna, María Consuelo : "Banderas", 22/04/1979, p. 5.

"Incidentes varios en la toma de posesión del nuevo Ayuntamiento", 22/04/1979, p. 23.

María Consuelo Reyna : "UCD promociona la acracia", 20/05/1979, p. 4.

"Se quemaron las banderas", 10/10/1979, p. 16.

María Consuelo Reyna: "Un triste 9 de Octubre", 10/10/1979, p. 5.

"Albiñana pide, ahora, la celebración de un referéndum para decidir sobre la bandera", 10/10/1979, p. 18.

Francisco Giner : "El infantilismo en la revolución", 12/10/1979, p. 5.

Alberto Gimeno Lara : "Reflexiones sobre el proceso autonómico valenciano", 13/10/1979, p. 5.

"Para dar solución a los problemas valencianos y acelerar la autonomía", 16/10/1979, p. 1.

"Confirmado: Cesado el secretario general del Gobierno Civil", 17/10/1979, p. 18.

Francisco Giner: "Socialistas de nuevo cuño", 02/11/1979, p. 5.

Concha Raga : "La universitat exige al Consell que admita el título de Filología catalana", 29/05/2002, p. 3.

"La Real Academia de Cultura cuestiona el 'Diccionari Ortogràfic'. La institución que preside Lladró ve demencial el trabajo del ente", 15/07/2006, p. 16.

Héctor Esteban: "Eliseu Climent el coneguidor", *Las Provincias*, 21/11/2010, consulté le 12/08/2016 sur : <http://www.lasprovincias.es/v/20101121/politica/eliseu-climent-coneguidor-20101121.html>

Francisco Pérez Puche : "La Traca, el histórico Charlie Hebdo valenciano". *Las Provincias*, 19/01/2015, consulté 06/05/2017 sur : <http://www.lasprovincias.es/valencia-ciudad/201501/19/traca-historico-charlie-hebdo-20150119120453.html>

## **LEVANTE**

"Acto en defensa de la personalidad valenciana en la plaza de toros", 06/06/1978, p. 17.

"El fallo del TSJ rechaza el término "dominio catalán" para denominar el ámbito lingüístico", 28/01/2001, p. 12.

M. D. "El debate de la academia: Los escollos de última hora". Sous titre: "El Institut de Filologia Valenciana acata con recelos la lista aceptada por el PSPV", 15/06/2001, p. 26.

Maite Ducajú: "Pedro Ruiz: "Estoy a la espera de ver la voluntad de colaborar con la Universitat""", 16/06/2001, p. 29.

"Zaplana considera obvio que se priorice el conocimiento de los autores valencianos", 07/09/2001, p. 23.

M. D. /A. G. Agencias Valencia /Barcelona: "Los gobierno catalán y balear y todos los partidos rechazan la medida de Educación", 07/09/2001, p. 22.

Alfons García: "El mundo cultural y político recibe con satisfacción general la normativa oficial", 27/03/2002, p. 20.

"Chiquillo dice que se ha "oficializado el catalán", y que la Academia es "una sucursal del IEC""", 27/03/2002, p. 21.

Alfons García : "El consenso del Lunes Santo", 27/03/2002, p. 22.

Maite Ducajú: "La universitat critica que se aluda a un título no reconocido", 26/04/2002, p. 35.

A. G. "El secretario de la RACV dice que la renuncia de Casp es "el golpe de gracia" a la Acadèmia", 19/09/2002, p. 23.

"Carta de demisión de Xavier Casp", 20/09/2002, p. 23.

A. G. : "Casp formaliza su salida de la Acadèmia sin reconocer los acuerdos sobre la normativa", 20/09/2002, p. 23.

A. G.: "La AVL declara materia reservada el *Diccionari ortogràfic valencià*. Valencia", 07/11/02, p. 27.

M. Arias : "El Consell advierte que la "euroregión" socavaría la personalidad y el protagonismo de la Comunidad", 02/09/2003, p. 37.

"Las entidades piden al Consell un mayor impulso del valenciano", 23/11/03, p. 22.

"Homenaje a Joan Francesc Mira. Acusa a sectores políticos y mediáticos de buscar el descrédito de la universidad", 29/10/2005, p. 68.

"Presentación del 'Diccionari ortogràfic'. Font de Mora sella la paz del Consell con la AVL, al volver a la sede 19 meses después", 12/07/2006, p. 21.

"Eliseu Climent recibe en cinco años 10 millones de Cataluña en subvenciones", 14/04/2008. Consulté le 12/08/2016 sur : <http://www.levante-emv.com/comunitat-valenciana/2008/04/14/comunitat-valenciana-eliseu-climent-recibe-cinco-millones-subvenciones/432704.html>

Recio, Carles : "Los socialistas invisibles", 02/09/2008. Consulté en ligne, le 10/09/2016 sur : <http://www.levante-cmv.com/opinion/2008/09/02/socialista-invisibles/489586.html>

Paco Cerdá: "La culpa de la batalla de Valencia se la reparten al 50% políticos y periodistas", 31/10/2010. Consulté le 10/09/2016 sur : <http://www.levante.emv.com/comunitat-valenciana/2010/10/31/culpa-batalla-valencia-reparten-50-politicos-periodistas/752569.html> consulté 10/10/2016.

García Sentandre, Juan : "La sinceridad valencianista de Fullana y Casp frente a la impostura de Fabra", 24/07/2012. Consulté le 18/03/2017 sur : <http://www.levante-emv.com/opinion/2012/07/24/sinceridad-valencianista-fullana-casp-frente-impostura-fabra/923236.html>

Paco Cerdà : "El calvario valenciano de los judíos", 22/02/14 consulté le 06/05/2017 sur : <http://www.levante-emv.com/comunitat-valenciana/2014/02/21/calvario-valenciano-judios/1082584.html>

### **TRIUNFO DIGITAL**

"Manifiesto 'Nosotros ciudadanos del País Valenciano'". Triunfo Digital, nº 668, Año XXX, publié le 19/07/1975 (p. 17), consulté le 30/03/2016, sur : <http://www.triunfodigital.com/mostradorn.php?a%Flo=XXX&num=668&imagen=17&fecha=1975-07-19>

Jaime Millas : "La vía valenciana de Ernest Lluch", en *Triunfo Digital* Nº 706, Año XXXI, p. 27-28, publicado 07/08/1976. Consulté le 28/04/2017 sur : <http://www.triunfodigital.com/mostradorn.php?a%F1o=XXXI&num=706&imagen=27&fecha=1976-08-07>

Alfons Cucó : "País Valencià : Tambe volem l'estatut". *Triunfo Digital* Nº 767, Año XXXII, publiqué 08/10/1977, p. 28 -29. Consulté le 28/04/2017 sur : <http://www.triunfodigital.com/mostradorn.php?año=XXXII&num=767&imagen=28&fecha=1977-10-08>

Jaime Millas : "'Valencia Semanal' un semanario para la autonomía". *Triunfo Digital* Nº 779, año XXXII, 31/12/1977, p. 54. Consulté le 29/04/2017 sur : <http://www.triunfodigital.com/mostradorn.php?a%F1o=XXXII&num=779&imagen=54&fecha=1977-12-31>

Jaime Millas : "P. V : Anticatalanismo o la derecha en alza". *Triunfo digital*, 17/06/1978. Consulté le 28/04/2017 sur : <http://www.triunfodigital.com/mostradorn.php?a%F1o=XXXII&num=803&imagen=34&fecha=1978-06-17>

## **VALENCIA SEMANAL**

"PSOE-PSPV al fin juntos", Nº 6, Enero 1978 (15/01-22/01), p. 10-11.

Vicent Ventura: "Un político desastroso", Nº 7, Enero 1978 (22/01-29/01), p. 33.

J. L. León Roca: "Murió oportunamente", Nº 7, Enero 1978 (22/01-29/01), p. 33.

G. Grau de Montmajor : "¿Retrasa Tarradellas nuestra preautonomía?", Nº 8, Febrero 1978 (29/01 - 05/02), p. 11.

"El supercapitalismo catalán culpable", Nº 14 Marzo 1978 (12/03-19/03), p. 39.

Joan Fuster : "Autonomia i paciència", Nº 31 Julio 1978 (09/07-16/07), p. 21.

"Nuestra lengua: lo que dicen los académicos", Nº 31, Julio 1978 (09/08-16/08), p. 40-42.

"Manifiesto" , Nº 31. Julio 1978 (09/07 a 16/07), p. 40-42.

Joan Fuster y "els botiguers", Nº 32, Julio 1978 (16/07-23/07), p. 15.

Amadeu Fabregat: "Els polítics valencians no són prou valencians encara", Nº 33, Julio 1978 (23/07 - 30/07), p. 8.

"Show valencianero en el Congreso", N° 34, Julio 1978 (20/07- 06/08), p. 10.

"Lo que dijo Jordi Pujol", N° 34, Julio 1978 (20/07-06/08), p. 11.

G. Grau: "Una enmienda contra una discriminación", N° 35 Agosto 1978 (06/08-13/08), p. 8.

Amadeu Fabregat (Editorial): "L'article de Manuel Broseta", N° 35 Agosto 1978 (06/08-13/08), p. 8.

"Cal donar passets cap a la unitat del català", N° 35 Agosto 1978 (06/08 a 13/08), p. 46-48.

Pilar López: "Manipula que algo queda", N° 39, Septiembre 1978 (24/09-01/10), p. 22.

#### **III.4.- La presse française**

Anne-Marie Thiesse : "Impossible définition des territoires homogènes. La lente invention des identités nationales". *Le Monde Diplomatique* de juin 1999 (p. 12 et 13). Consulté le 27/03/2017 sur : <https://www.monde-diplomatique.fr/recherche?s=anne-Marie+Thiesse> et <https://www.monde-diplomatique.fr/1999/06/THIESSE/3043>

Eric Hobsbawm : "Les mobilisations identitaires. 'Les États créent les nations, pas l'inverse'". *Le Monde diplomatique*, mai 2010 (p. 21). Consulté le 28/04/2016 sur : <https://www.monde-diplomatique.fr/2010/05/HOBSBAWM/19105>

Anthony Hernandez : "En Belgique, le cyclisme n'efface pas toutes les tensions identitaires", 05/07/2010. Consulté le 02/04/2017 sur : [http://www.lemonde.fr/sport/article/2010/07/05/en-belgique-le-cyclisme-n-efface-pas-toutes-les-tensions-identitaires\\_1383469\\_3242.html](http://www.lemonde.fr/sport/article/2010/07/05/en-belgique-le-cyclisme-n-efface-pas-toutes-les-tensions-identitaires_1383469_3242.html)

Thomas Wieder : "Faire les Français. Quelle identité nationale?", 09/11/2010. Consulté le 14/03/2017 sur : [http://www.lemonde.fr/livres/article/2010/11/09/faire-les-français-quelle-identite-nationale-d-anne-marie-thiesse\\_1437636\\_3260.html](http://www.lemonde.fr/livres/article/2010/11/09/faire-les-français-quelle-identite-nationale-d-anne-marie-thiesse_1437636_3260.html)

"La Catalogne ressuscite la Barcelone du 18e siècle, symbole de l'indépendance". *L'indépendant*, 05/04/2014. Consulté le 07/05/2017 sur <http://www.lindependant.fr/2014/04/05/la-catalogne-ressuscite-la-barcelone-du-18eme-siecle-symbole-de-l-independance,1868058.php>

#### **III.5.- Sites divers**

Ateneo Libertario Altozano de Alicante :

<http://www.ateneoalmargen.org>

Banco de Valencia:

[www.bancodevalencia.com](http://www.bancodevalencia.com) a disparu comme tel. *Banco de Valencia: cien años de historia.*

<http://www.bancodevalencia.es/cs/Satellite?blobcol=urldata&blobheader=application%2Fpdf.&blobkey-...> consulté le 27/06/2014. N'existe plus en version électronique après la fusion avec CaixaBank, (2013).

Bibliothèque de la Généralité Valencienne, "Biblioteca Valenciana Nicolau Primitiu"  
[http://bv.gva.es/screens/biblioteca\\_spi.html](http://bv.gva.es/screens/biblioteca_spi.html)

Biblioteca Virtual de Prensa Histórica :  
<http://prensahistorica.mcu.es/es/consulta/busqueda.cmd>

Biblioteca Virtual Miguel de Cervantes <http://www.cervantesvirtual.com/>

Communauté gitane :

[http://www.gitanos.org/publicaciones/religiosidad/pdf/01\\_el%20pueblo%20gitano.pdf](http://www.gitanos.org/publicaciones/religiosidad/pdf/01_el%20pueblo%20gitano.pdf)

[https://www.gitanos.org/upload/05/11/Manifiesto\\_Dia\\_Internacional\\_del\\_Pueblo\\_Gitano\\_2016\\_por Manuel\\_Rivas.pdf](https://www.gitanos.org/upload/05/11/Manifiesto_Dia_Internacional_del_Pueblo_Gitano_2016_por_Manuel_Rivas.pdf)

<https://www.gitanos.org/8deabril/> ou bien <http://lapreguntadesamuel.com/>

Voir l'étude faite par le *Ministerio de Sanidad, Política Social e Igualdad* : "Diagnóstico Social de la Comunidad Gitana en España : un análisis contrastado de la encuesta del CIS a Hogares de Población Gitana 2007".  
[https://www.msssi.gob.es/ssi/familiasInfancia/PoblacionGitana/docs/diagnosticosocial\\_autores.pdf](https://www.msssi.gob.es/ssi/familiasInfancia/PoblacionGitana/docs/diagnosticosocial_autores.pdf)

Compañía Trasmediterránea :

[www.buques.org/Navieras/Trasmediterranea/Trasmediterranea-01\\_E.htm](http://www.buques.org/Navieras/Trasmediterranea/Trasmediterranea-01_E.htm)

Datos Macro :

<http://www.datosmacro.com/paises/espana>

<http://www.datosmacro.com/ccaa/valenciana>

<http://www.datosmacro.com/ccaa/cataluna>  
<http://www.datosmacro.com/pais-vasco>  
<http://www.cis.es/cis/opencms/->

Encyclopédie :  
<http://www.enciclopedia-aragonesa.com/>

Encyclopédie :  
<http://www.universalis.fr/>

Lemondepolitique.fr pour consulter des dossiers :  
<http://www.lemondepolitique.fr/>

Les maisons d'édition espagnoles :

"Las editoriales en español más importantes" sur  
<http://libros.about.com/od/Apoyo/a/Las-editoriales-En-Espanol-Mas-importantes.htm>  
consulté le 26/03/2017.

Lo Rat-Penat :  
[http://www.loratpenat.org/index.php?option=com\\_content&task=view&id=56&Itemid=115](http://www.loratpenat.org/index.php?option=com_content&task=view&id=56&Itemid=115)

Mots : les langages du politique. Pour consulter des dossiers  
<https://mots.revues.org/>

Musée "Blasco Ibáñez" :  
<http://casamuseoblascoibanez.com/>

"Observatorio de la lectura y el libro" sur :  
<http://www.mecd.gob.es/dms/mecd/cultura-mecd/areas-cultura/libro/mc/observatoriolect/redirect/presentacion/ranking/ranking.pdf>

Òc-València : Associació Occitanòfila Valenciana:

<http://www.oc-valencia.org> et <http://www.prauladoc.org>

Occitanica : "Lo portal de la lenga e de la cultura occitanas". Bibliotca Virtuala :  
Frédéric Mistral :  
<http://occitanica.eu/omeka/frederic-mistral>

Palacio Güell :  
<http://palauguell.wordpress.com/2011/11/24/la-familia-guell/> et  
<https://www.conocerbarcelona.com/palacio-guell>

Parti régionaliste valencien *Som Valencians* :  
<http://www.somvalencians.org/es>

Parti Socialiste : PSPV-PSOE - Histoire :  
<http://www.pspvpsoe.net/historia/?lang=es> Consulté le 11/12/2016.

Université de Barcelone Ramón Llull :

"Llull, Ramón" : Universitat de Barcelona :  
[http://quisestlullus.narpan.net/esp/index\\_esp.html](http://quisestlullus.narpan.net/esp/index_esp.html)  
; Institut Ramón Llull depuis la Généralité (gencat.cat)  
[http://sac.gencat.cat/sacgencat/AppJava/organisme\\_fitxa.jsp?codi=12863](http://sac.gencat.cat/sacgencat/AppJava/organisme_fitxa.jsp?codi=12863) ; depuis  
l'Institut de Ramón Llull <http://www.llull.cat/catalan/home/index.cfm> ; depuis  
"L'Institut Ramón Llull langue et culture catalane" à Paris :  
<http://equipement.paris.fr/institut-ramon-llull-langue-et-culture-catalanes-16987> ;  
depuis "Grup d'Estudis Astronòmics" :  
[http://astrogea.org/asteroides/ramon\\_llull/ramon\\_llull.htm](http://astrogea.org/asteroides/ramon_llull/ramon_llull.htm)

Université "Pompeu Fabra" :

<https://www.upf.edu/universitat/es/presentacio/pompeu.html>  
[http://www.upf.edu/expo\\_pompeufabra/cast/llengua.htm](http://www.upf.edu/expo_pompeufabra/cast/llengua.htm),  
<https://www.upf.edu/universitat/es/presentacio/pompeu.html>  
<https://www.escriitores.org/biografias/177-pompeu-fabra-i-poch>

### III.6.- Sites officiels

Acadèmia Valenciana de la Llengua.

Resolución de 12/2002 de 31 de mayo de la Presidencia de la Academia Valenciana de la Lengua (adoptado 20/05/2002). Declara oficiales los criterios lingüísticos utilizados por la Consellería de Educación desde 1983: [www.docv.gva.es/portal/ficha\\_disposicion.jsp?id=24&sig=2729/2002&L=1&url\\_lista=](http://www.docv.gva.es/portal/ficha_disposicion.jsp?id=24&sig=2729/2002&L=1&url_lista=)

Déclaration du 9 février 2005 dans le journal officiel de la Communauté valencienne: [http://www.docv.gva.es/datos/2005/04/12/pdf/2005\\_3416.pdf](http://www.docv.gva.es/datos/2005/04/12/pdf/2005_3416.pdf) page nº 12 117.

Centro de Investigaciones Sociológicas (CIS) :

[http://www.cis.es/cis/opencms/-Archivos/Boletines/31/BDO\\_31\\_Autonomias.html#sentimientos](http://www.cis.es/cis/opencms/-Archivos/Boletines/31/BDO_31_Autonomias.html#sentimientos)

[http://www.cis.es/cis/opencms/-Archivos/Boletines/01/BDO\\_1\\_estereotipos.html#nacionalismo](http://www.cis.es/cis/opencms/-Archivos/Boletines/01/BDO_1_estereotipos.html#nacionalismo)

Consell Valencià de Cultura: "Dictamen sobre la lengua". Aprobación en Pleno extraordinario de 13/07/1998, voir p. 14757 (p. 14754 à 14764) dans DOGV nº 3334 [http://www.dogv.gva.es/datos/1998/09/21/pdf/1998\\_7973.pdf](http://www.dogv.gva.es/datos/1998/09/21/pdf/1998_7973.pdf) et [cvc.gva.es/archivos/55.c.pdf](http://www.cvc.gva.es/archivos/55.c.pdf)

Constitutions historiques :

<http://www.congreso.es/consti/otras/historicas/index>

Constitution de 1931 dans :

[http://www.congreso.es/constitucion/ficheros/historicas/con\\_1931.pdf](http://www.congreso.es/constitucion/ficheros/historicas/con_1931.pdf)

Constitution de 1978

<http://www.congreso.es/consti/constitucion/indice/titulos/articulos.jsp?ini=143&tipo=2>

Sinopsis artículo Nº 151 (vía rápida de acceso a la autonomía)

<http://www.congreso.es/consti/constitucion/indice/sinopsis/sinopsis.jsp?art=151&tipo=2>

Sinopsis del Estatuto de la Comunitat Valenciana - Sommaire du Statut de la Communauté Valencienne :

<http://www.congreso.es/consti/estatutos/sinopsis.jsp?com=79>

Instituto Interuniversitario de Filología Valenciana - Institut Interuniversitari de Filologia Valenciana : [www.uv.es/uvweb/unidad-soporte-institutos-blasco-ibanez/es/institutos-interuniversitarios-/institut-interuniversitari/institut-interuniversitari-filologia-valenciana-1285870175431.html](http://www.uv.es/uvweb/unidad-soporte-institutos-blasco-ibanez/es/institutos-interuniversitarios-/institut-interuniversitari/institut-interuniversitari-filologia-valenciana-1285870175431.html) (O M del 11 de julio, BOE del 18-X-1978).

Instituto Nacional de Estadísticas :

[http://www.ine.es/dyngs/INEbase/es/operacion.htm?c=Estadistica\\_C&cid=1254736176951&menu=ultiDatos&idp=1254735572981](http://www.ine.es/dyngs/INEbase/es/operacion.htm?c=Estadistica_C&cid=1254736176951&menu=ultiDatos&idp=1254735572981)

Ministerio del Interior - (Ministère de l'Intérieur espagnol) :

[www.infoelectoral.interior.es/min/](http://www.infoelectoral.interior.es/min/)

<http://www.infoelectoral.interior.es/min/busquedaAvanzadaAction.html>

OCDE.org : Profil statistique de l'Espagne : <https://data.oecd.org/fr/espagne.htm>

#### IV.- QUELQUES RÉFÉRENCES SOCIOLINGUISTIQUES SUR LE VALENCIEN

Acadèmia Valenciana de la Llengua [AVL] (2002): *De les Normes de Castelló a l'Acadèmia Valenciana de la Llengua*, València, AVL.

[http://www.avl.gva.es/img/EdicionsPublicacions/Publicacions/01\\_Documentos.pdf](http://www.avl.gva.es/img/EdicionsPublicacions/Publicacions/01_Documentos.pdf)

Acadèmia Valenciana de la Llengua [AVL] (2005): *Dictamen sobre els principis i criteris per a la defensa de la denominació i l'entitat del valencià*, València, AVL.

<http://www.avl.gva.es/img/EdicionsPublicacions/AcordsGenerals/NOMENTITAT.pdf>

Acadèmia Valenciana de la Llengua [AVL] (2006a): *Diccionari ortogràfic i de pronunciació del valencià*, València, AVL.

Acadèmia Valenciana de la Llengua [AVL] (2006b): *Gramàtica normativa valenciana*, València, AVL. <http://www.avl.gva.es/PDF/GNV.pdf>

Acadèmia Valenciana de la Llengua [AVL] (2006c): *La normativa ortogràfica del valencià*, València, AVL. <http://www.avl.gva.es/PDF/Diccionari/Ortograf.pdf>

Altès, Núria; Pejó, Xavier (2001): *Manual de redacció administrativa*, Barcelona, Eumo.

Casanova Herrero, Emili (1986): "Els estudis lingüístics sobre documentació administrativa d'èpoques diverses en el País Valencià", a *Tradició i modernitat en el llenguatge administratiu*, Barcelona, Escola d'Administració Pública de Catalunya, Generalitat de Catalunya.

Casanova, Emili; Martí, Joaquim; Saragossà, Abelard, eds. (2002): *Estudis del valencià d'ara. Actes del IV Congrés de Filologia Valenciana*, València, Denes.

Colomina i Castanyer, Jordi (1995): *Els valencians i la llengua normativa*, Alcoi, Institut de Cultura Juan Gil-Albert, Diputació d'Alacant, Conselleria d'Educació i Ciència, Generalitat Valenciana.

Conselleria de Cultura, Educació i Ciència (1984): *Manual de llenguatge administratiu valencià*, València, Conselleria de Cultura, Educació i Ciència, Generalitat Valenciana.

Conselleria de Cultura, Educació i Ciència (1990): *Administració municipal. Manual de documentació*, València, Conselleria de Cultura, Educació i Ciència, Generalitat Valenciana.

Ferrando, Antoni; Nicolás, Miquel (1993): *Panorama d'història de la llengua*, València, Tàndem.

Ferrando, Antoni & Nicolás, Miquel (2005): *Història de la llengua catalana*, Barcelona, Pòrtic/UOC.

Fuster, Joan (1992 [1968]): *Consells, proverbis i insolències*, Barcelona, Edicions 62.

Giner i Marco, Josep (1998): *Obra filològica (1931-1991). Estudis del Valencià Actual*, València, IIFV - Denes.

Guia Conca, Aitana (2001): *La llengua negociada*, València, Edicions 3i4.

Institut d'Estudis Catalans [IEC] (1999a): *Proposta per a un estàndard oral de la llengua catalana I: Fonètica*, Barcelona, IEC.

Institut d'Estudis Catalans [IEC] (1999b): *Proposta per a un estàndard oral de la llengua catalana II: Morfologia*, Barcelona, IEC.

Institut d'Estudis Catalans [IEC] (2000): *Gramàtica catalana*, Barcelona, IEC.

Institut d'Estudis Catalans [IEC] (2000): *Gramàtica normativa*, Barcelona, IEC.

Institut Interuniversitari de Filologia Valenciana [IIFV] (1995): *Gramàtica valenciana*, Alzira, Bromera - Conselleria d'Educació i Ciència, Generalitat Valenciana.

Institut Interuniversitari de Filologia Valenciana [IIFV] (2002): *Guia d'usos lingüístics 1. Aspectes gramaticals*, València, IIFV.

Lacreu, Josep (1990): *Manual d'ús de l'estàndard oral*, València, Universitat de València.

Lacreu, Josep (1992): "L'elaboració d'un estàndard català: problemes i perspectives" a Mollà, T., ed., *Política i planificació lingüístiques*, Alzira, Bromera.

Lacreu, Josep, dir. (1995): *Criteris lingüístics*, València, Conselleria d'Educació i Ciència, Generalitat Valenciana.

Lacreu, Josep (2002): "Els models de llengua del valencià", a Casanova, E., Martí, J i Sargossà, A., eds., *Estudis del valencià d'ara*, València, Denes.

Marcet, Pere (1987): *Història de la llengua catalana*, 2 vol., Barcelona, Teide.

Mas, Josep À. (2008): *El morfema ideològic. Una anàlisi crítica dels models de llengua valencians*, Benicarló, Onada edicions.

Mestres, Josep Maria; Costa, Joan; Oliva, Mireia; Fité, Ricard (1995): *Manual d'estil. La redacció i l'edició de textos*, Barcelona, Eumo.

Mollà, Toni (1990): *La llengua dels mitjans de comunicació*, Alzira, Bromera.

Montoya, Brauli (1986): *Variació i Desplaçament de llengües a Elda i a Oriola durant l'Edat moderna*, Alacant, Institut d'Estudis Juan Gil-Albert, Diputació Provincial d'Alacant.

Montoya, Brauli (2006): *Normalització i estandarització*, Alzira, Bromera.

Nicolàs, Miquel (1998): *La història de la llengua catalana: la construcció d'un discurs*, Barcelona/València, Publicacions de l'Abadia de Montserrat/Institut Interuniversitari de Filologia Valenciana.

Nicolàs, Miquel (2001): "La mordassa i l'anatema: l'estratègia del PP davanta la llengua", El Temps, València, Edicions del País Valencià.

Pradilla, Miquel Àngel, ed. (2001): *Societat, llengua i norma. A l'entorn de la normativització de la llengua catalana*, Benicarló, Alambor.

Pradilla, Miquel Àngel, ed. (2004): *El laberint valencià. Apunts per a una sociolingüística del conflicte*, Benicarló, Onada edicions.

Pradilla, Miquel Àngel, ed. (2008): *La tribu valenciana. Reflexions sobre la desestructuració de la comunitat lingüística*, Benicarló, Onada edicions.

Pellicer, Joan; Giner, Rosa (1997): *Gramàtica de uso del valenciano*, València, Editorial MIL999.

Pitarch, Vicent (1996): *Control lingüístic o caos*, Alzira, Bromera.

Polanco Roig, Lluís B. (1984a): "La situació del català com a llengua de l'administració al País Valencià", a *Llengua i administració. Actes del Col.loqui sobre Llengua i Administració* (Barcelona, octubre de 1983), Barcelona, Escola d'Administració Pública, Generalitat de Catalunya.

Polanco Roig, Lluís B. (1984b): "La normativa al País Valencià. Problemàtica i perspectives" a *Problemàtica de la normativa del català. Actes de les Primeres Jornades d'Estudi de la Llengua Normativa*, Barcelona, Publicacions de l'Abadia de Montserrat.

Sanchis Guarnes, Manuel (1950): *Gramàtica valenciana*, València, Torre.

Sanchis Guarnes, Manuel (1960 [1933]): *La llengua dels valencians*, València, Successor de Vives Mora.

Sanchis Guarnes, Manuel (1972): *La llengua dels valencians*, València, Edicions 3i4.

Sanchis Guarnes, Manuel (2001): *Els valencians i la llengua autòctona durant els segles XVI, XVII i XVIII*, València, Universitat de València.